ROYAUME DE BELGIQUE

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES ET DE L'ÉNERGIE

DIRECTION GÉNÉRALE DES ÉTUDES ET DE LA DOCUMENTATION

L'ÉCONOMIE BELGE EN 1963

BRUXELLES

IMPRIMERIE DES ANC. ÉTABL. AUG. PUVREZ, S. A.
59 AVENUE FONSNY

1964

L'ÉCONOMIE BELGE EN 1963

AVERTISSEMENT

Le rapport annuel sur la situation économique de la Belgique paraissant, comme l'an dernier, à une date très rapprochée de la fin de la période analysée, certaines statistiques ou évaluations manquent, qui n'étaient pas disponibles lors de la mise sous presse; de plus, pour la même raison, plusieurs tableaux sont incomplets ou fournissent des données provisoires.

Le rapport comprend, comme de coutume, des considérations générales sur le développement économique de la Belgique dans la conjoncture internationale qui a prévalu en 1963, suivies d'aperçus de l'activité, par secteur, de tableaux statistiques, de graphiques et d'un répertoire des principaux faits de la vie économique du pays survenus au cours de l'année écoulée.

Bruxelles, le 12 juin 1964.

CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES

Dans le monde, la demande a, en général, été ranimée en 1963. L'impulsion est venue, semble-t-il, des consommateurs finaux.

En Europe occidentale surtout, a prévalu une pénurie de main-d'œuvre qui a suscité des hausses de rémunérations formant ainsi des revenus plus importants encore pour les consommateurs.

Cette pénurie a été d'autant plus sensible que l'effort d'investissement a eu tendance à diminuer dès 1962. Cette année-là, dans les pays industrialisés surtout, l'offre était déjà devenue plus abondante et, en général, la demande ne dominait guère. Un an après, elle a repris pour beaucoup de produits, matières premières et biens de consommation surtout, et même pour les biens d'équipement.

L'économie belge a bénéficié de cette conjoncture. Elle a suivi la tendance affirmée dans le Marché Commun et y a été de plus en plus intégrée. L'évolution des échanges commerciaux en témoigne.

L'expansion économique de la Communauté a été comparable à celle des deux années précédentes. Si, à prix constants, l'augmentation du produit national brut n'a atteint qu'environ 4 %, contre 5 % en 1962 et 1961, c'est parce qu'elle a été freinée en Occident par les conditions climatiques très défavorables du début de l'année, aggravée par un ralentissement de la conjoncture perçu dès fin 1962, mais qui pourtant a fait place ensuite à une reprise. Cette faiblesse passagère a été sensible surtout dans la formation brute de capital fixe; les progrès de celle-ci, selon l'estimation en volume de la Commission de la C.E.E., ont décrû de 10 % en 1961 à 6 % en 1962 et 4 % en 1963.

Le phénomène s'est produit malgré la pénurie de main-d'œuvre et pour une double cause : d'abord, la diminution des marges bénéficiaires qui a persisté en 1963, mais moins qu'en 1962; ensuite l'absence de perspectives beaucoup meilleures de vente pour beaucoup de producteurs, ce qui les retient d'investir à un rythme beaucoup plus élevé. En fait, le développement de la demande intérieure, dans la Communauté, a un peu ralenti; en termes réels, il est estimé à 5 %, pour l'ensemble de l'année 1963, contre 6 % en 1962 et 1961. Les exportations de biens et de services vers les pays non-membres ont été stimulés et ont ainsi été le principal facteur de l'expansion persistante de la demande générale, pour la C.E.E. Les coûts salariaux ont, cependant, augmenté plus vite dans le Marché Commun qu'aux Etats-Unis, au Royaume-Uni et, même que dans plusieurs autres pays d'Europe occidentale. Ces pays tiers n'ont pas encore connu la pénurie de main-d'œuvre, malgré la nette reprise de leurs économies.

En Amérique du Nord, la reprise a été la conséquence, en grande partie, de la forte augmentation des dépenses des administrations publiques et des progrès assez rapides de la consommation privée, encouragée par l'abondance des crédits à la consommation. Les progrès des investissements privés ont d'abord bénéficié au logement, puis, au second semestre, aux entreprises. La persistance du chômage, nonobstant cette expansion, explique sans doute les progrès modestes des rémunérations, favorisant la position compétitive des Etats-Unis et donc leurs exportations.

Le Royaume-Uni a suivi les mêmes tendances, mais plus accentuées : une vigoureuse reprise conjoncturelle en 1963, suscitée par l'augmentation des exportations et par un renforcement notoire de la consommation privée, stimulée par les mesures gouvernementales. La formation brute de capital fixe, par contre, a gardé une allure modeste. Dans la plupart des autres pays industriels d'Europe occidentale, on a observé une reprise en cours d'année.

Cela étant, le commerce mondial et même les exportations des pays en voie de développement ont subi une nouvelle impulsion. Ces pays ont un peu augmenté leurs réserves d'or et de devises et c'est la première fois, depuis longtemps, que leur situation n'a plus été détériorée à cet égard. La demande accrue de la plupart des matières premières a suscité leur enchérissement.

En fin d'année, les livraisons exceptionnelles de céréales aux pays du bloc oriental, ont déclenché une hausse des prix de ces produits, ainsi que des taux de fret maritimes.

L'importance de la hausse des rémunérations, en Europe occidentale, donne à penser qu'il s'agit d'un mouvement plus profond que seulement conjoncturel. Les années précédentes, on a observé un renouvellement des équipements industriels essentiels : expansion et rationalisation ont joué un grand rôle. Il semble que cette révolution industrielle doive être accompagnée d'une tendance à hisser le niveau européen des rémunérations vers celui atteint aux Etats-Unis. La pénurie marquée de main-d'œuvre, accompagnée de l'abondance de liquidités, a favorisé ce mouvement.

Pourtant, il est remarquable que le potentiel concurrentiel des pays intéressés et, en particulier, celui de l'U.E.B.L. ait, malgré cela, gardé son efficacité sur les marchés mondiaux.

Le commerce extérieur de l'Union économique belgo-luxembourgeoise a connu une expansion accélérée, tant des importations que des exportations. Le progrès des ventes à l'étranger va surtout au matériel de transport et aux minéraux. Dans ces ventes, la part allant aux pays partenaires de la C.E.E. a encore augmenté surtout vers la France et l'Italie où la hausse des prix est le plus marquée. Malgré l'échec de l'entrée du Royaume-Uni dans la C.E.E., l'augmentation des fournitures de l'U.E.B.L. à ce pays, vient en importance, tout de suite après celui enregistré pour la France et l'Italie. Les exportations vers les parties du monde hors d'Europe ont, au contraire, été stationnaires, voire en repli, l'Asie mise à part.

Ainsi, la demande extérieure des pays voisins et surtout là où les pressions inflatoires ont été les plus fortes, a eu un rôle d'animation surtout pour les producteurs belges.

La demande intérieure semble aussi avoir augmenté plus vite et même de façon assez exceptionnelle, pour les biens durables de consommation ménagers et de transport. La demande suscitée par la formation brute de capital fixe a encore progressé ; mais le rythme d'accroissement déjà ralenti l'année précédente, aurait encore faibli de 1962 à 1963. A prix constants, selon la comptabilité nationale tenue par l'Institut national de Statistique, la consommation privée a continué à augmenter d'une année à l'autre, à un rythme assez proche de celui d'un an plus tôt.

Si, d'un côté, les dépenses de la nation se sont accrues, de l'autre, le taux de croissance du revenu national aurait encore un peu progressé de 1962 à 1963. Son élément le plus important, l'ensemble des rémunérations payées dans les entreprises, a évolué à peu près de même que l'année précédente. Si le taux des salaires a augmenté plus vite, le volume du travail, au contraire, a moins progressé en raison de la pénurie de main-d'œuvre. Les autres catégories de revenus ont persisté à croître.

La tendance à la hausse des prix, déjà latente avant 1963, s'est accentuée, surtout à la fin de l'année. Les prix de revient ont été influencés par l'augmentation du coût des matières premières, des rémunérations et des charges sociales ; un nombre plus grand d'entrepreneurs ont inclu, dans les prix de vente, ces frais supplémentaires, ce qui a été facilité par l'ampleur de la demande.

Néanmoins, les liquidités disponibles chez les consommateurs ont été plus abondantes. Le stock monétaire total a augmenté de 50 % plus vite en 1963 qu'en 1962, soit à un rythme plus rapide que celui de l'accroissement du produit national brut. Mais l'évolution a été compensée par une tendance à thésauriser des encaisses. De plus, l'ensemble des dépôts d'épargne a augmenté plus vite qu'en 1962, alors que les émissions de bons de caisse et d'obligations ont eu moins de succès auprès des particuliers. Les entreprises ont recouru davantage au crédit et, à cause de la préférence de liquidités, les taux d'intérêt des placements ont monté de même que les taux du marché monétaire.

Ces réactions des marchés financiers nationaux ont amené le Trésor à emprunter à l'étranger, pour financer une partie de son découvert et à céder des devises à la Banque Nationale, d'où une certaine expansion monétaire venant s'ajouter à celle résultant de la demande accrue de crédits privés. Pour pallier les risques de déséquilibre, la Banque a relevé ses taux à deux reprises, au second semestre.

Les besoins financiers de l'Etat ont augmenté en 1963, en dépit des rentrées plus abondantes de recettes fiscales. Cette augmentation est due, pour la plus grande part, à des dépenses accrues, imputables aux fonds des tiers et aux immobilisations nouvelles.

Une telle demande ne pouvait que susciter un regain d'activité de l'industrie, du commerce et des transports, lequel a pourtant été freiné, au début de l'année, par un hiver exceptionnel.

Selon les données de la comptabilité nationale, à prix constants, l'ensemble de l'industrie, des activités commerciales et financières, des services et des transports a augmenté sa contribution à la formation de la valeur ajoutée brute au même rythme qu'en 1962. La demande a surtout été soutenue pour les produits des charbonnages, des industries productrices de biens de consommation durable, en textile et en fabrications métalliques, et pour les bâtiments et travaux publics.

Valeur ajoutée brute aux prix du marché par branche d'activité

(en milliards de francs)

DÉSIGNATION	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963
	Prix courants										
1. Agriculture, sylviculture et pêche	31,29	31,16	32,52	31,76	35,43	33,76	35,01	36,09	39,90	38,36	42,77
2. Industries extractives	17,60	16,86	17,81	18,55	21,16	18,23	14,29	14,03	14,03	14,20	15,38
3. Industries manufacturières	123,12	128,16	134,78	144,66	153,81	148,27	153,54	170,09	179,45	193,46	206,98
4. Construction	22,11	23,39	24,97	27,74	31,16	30,73	30,67	33,20	36,90	42,08	45,69
5. Electricité, gaz et eau	8,05	8,70	8,89	9,46	9,99	10,59	10,71	11,08	11,52	12,52	13,31
6. Transports et communications	26,52	27,27	30,32	33,09	34,38	34,80	36,34	39,37	39,44	42,57	46,22
7. Commerce	60,41	61,98	66,57	70,67	75,09	75,88	82,10	86,21	93,33	100,14	110,25
8. Banques et assurances	8,89	9,41	11,50	12,01	13,03	13,42	15,04	16,03	17,24	19,81	21,02
9. Immeubles d'habitation	31,91	35,91	36,88	37,64	38,54	39,11	39,86	40,45	41,06	41,73	42,34
10. Autres services	48,81	50,61	53,25	55,93	60,10	64,15	65,57	68,68	71,87	76,96	81,27
11. Pouvoirs publics	34,50	36,43	38,90	40,48	43,11	47,17	49,72	53,44	55,06	58,93	64,09
12. Correction pour investissements par moyens propres.	0,07	0,07	0,08	0,10	0,10	0,09	0,08	0,12	0,14	0,16	0,16
13. Contribution du reste du monde	3,80	4,10	5,40	7,70	8,00	7,60	4,90	6,80	6,00	5,20	5,40
14. Ajustement statistique	— 1,75	— 1,69	— 2,13	— 0,26	— 5,14	— 0,43	+ 0,16	— 3,29	— 0,52	+ 0,18	— 0,11
Produit national brut aux prix du marché	**415,32**	**432,39**	**459,76**	**490,06**	**518,76**	**523,36**	**538,00**	**572,30**	**605,43**	**646,24**	**694,77**
	Prix de 1953										
1. Agriculture, sylviculture et pêche	31,29	31,40	32,97	30,58	34,39	36,10	33,52	38,15	40,23	38,27	37,61
2. Industries extractives	17,60	16,97	18,25	18,36	17,85	14,90	12,63	12,96	13,12	13,25	13,52
3. Industries manufacturières	123,12	131,76	143,51	147,59	151,45	143,27	152,54	163,04	171,59	181,50	190,10
4. Construction	22,11	23,46	25,31	27,05	27,04	24,62	24,31	26,77	28,10	29,66	28,93
5. Electricité, gaz et eau	8,05	8,60	8,75	9,33	9,31	9,63	9,99	10,87	11,52	12,94	14,24
6. Transports et communications	26,52	27,11	30,47	32,59	32,83	32,21	33,57	35,42	35,09	36,84	38,68
7. Commerce	60,41	62,46	66,16	68,26	70,65	70,66	72,29	76,03	79,06	83,43	87,84
8. Banques et assurances	8,89	9,74	10,65	11,11	11,79	12,00	13,25	13,81	14,86	16,44	17,29
9. Immeubles d'habitation	31,91	32,55	33,18	33,50	33,81	34,16	34,13	34,46	34,78	34,95	35,10
10. Autres services	48,81	50,03	52,00	52,95	53,97	55,87	56,71	58,44	59,98	61,79	63,89
11. Pouvoirs publics	34,50	35,92	36,93	36,81	36,87	38,34	40,01	39,89	40,25	41,02	42,08
12. Correction pour investissements par moyens propres.	0,07	0,07	0,08	0,09	0,08	0,08	0,08	0,10	0,12	0,14	0,13
13. Contribution du reste du monde	3,80	2,70	3,10	3,90	4,70	4,50	2,20	2,50	2,70	2,10	—
14. Ajustement statistique	— 1,75	— 2,49	— 8,66	— 8,20	— 10,03	— 6,61	— 4,29	— 9,08	— 4,35	— 2,87	+ 1,23
Produit national brut aux prix du marché	**415,32**	**430,27**	**452,70**	**463,92**	**474,71**	**469,73**	**480,94**	**503,37**	**527,04**	**549,47**	**570,65**

Source : Institut National de Statistique.

Répartition du produit national entre les facteurs de production

(en millards de francs — à prix courants)

DÉSIGNATION	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963
1. Rémunérations des salariés	181,93	189,47	201,07	217,31	237,11	243,24	244,30	261,61	275,06	302,19	326,68
a) Salaires et traitements des travailleurs assujettis à la sécurité sociale proprement dite ou à certaines dispositions spéciales	*113,62*	*116,96*	*123,81*	*133,71*	*145,85*	*147,95*	*146,45*	*156,58*	*165,31*	*180,27*	*196,25*
b) Contribution des employeurs à la sécurité sociale	*16,34*	*16,90*	*18,52*	*20,27*	*23,36*	*23,94*	*23,59*	*26,18*	*28,89*	*31,64*	*36,36*
c) Rémunérations des travailleurs non assujettis à la sécurité sociale	*42,94*	*44,91*	*48,15*	*50,31*	*53,20*	*58,15*	*60,04*	*63,48*	*64,45*	*68,67*	*74,72*
d) Corrections et compléments	*8,00*	*8,53*	*9,48*	*10,34*	*10,67*	*10,66*	*11,27*	*13,47*	*16,05*	*19,34*	*21,82*
e) Adaptations statistiques	*1,03*	*2,17*	*1,11*	*2,68*	*4,03*	*2,54*	*1,95*	*1,90*	*0,35*	*2,26*	*— 2,47*
2. Revenu des entrepreneurs individuels et des sociétés de personnes	100,09	104,61	107,96	111,15	114,11	111,87	115,02	119,51	126,65	129,98	137,79
a) Agriculture, horticulture et sylviculture	*84,91*	*86,64*	*90,00*	*91,68*	*97,08*	*95,52*	*101,12*	*98,58*	*109,99*	*114,33*	*121,47*
b) Professions libérales	*8,66*	*9,29*	*9,53*	*9,97*	*10,22*	*11,34*	*11,90*	*12,70*	*13,47*	*15,03*	*15,58*
c) Commerçants et artisans indépendants	*66,10*	*69,30*	*71,60*	*73,90*	*73,00*	*72,70*	*74,10*	*76,60*	*79,50*	*82,30*	*87,00*
d) Revenu des sociétés de personnes	*4,86*	*5,31*	*5,99*	*6,45*	*6,16*	*5,54*	*5,89*	*6,41*	*6,96*	*7,04*	*7,75*
e) Ajustement statistique	*0,57*	*1,20*	*0,60*	*1,37*	*1,94*	*1,17*	*0,92*	*0,87*	*0,16*	*0,97*	*— 1,04*
3. Revenus de la propriété échéant aux particuliers	48,77	53,61	56,91	59,73	61,92	62,18	62,87	66,42	69,31	72,60	74,62
a) Intérêts	*10,28*	*11,39*	*12,62*	*13,57*	*14,39*	*15,79*	*17,17*	*19,12*	*20,82*	*23,04*	*25,78*
b) Loyers	*29,36*	*32,88*	*33,49*	*33,70*	*34,11*	*34,12*	*34,34*	*34,15*	*34,16*	*33,97*	*33,78*
c) Dividendes, tantièmes, dons	*9,13*	*9,33*	*10,80*	*12,46*	*13,42*	*12,27*	*11,36*	*13,15*	*14,33*	*15,59*	*15,07*
4. Bénéfices non distribués des sociétés	6,76	9,52	12,35	13,33	10,24	7,18	10,59	11,42	13,16	11,72	14,78
5. Impôts directs des sociétés quelle qu'en soit leur forme juridique	7,34	6,86	6,74	8,27	8,66	7,79	7,55	9,23	8,96	9,00	12,29
6. Revenu de la propriété et de l'entreprise échéant à l'Etat	4,44	4,64	4,79	5,08	6,03	5,06	4,65	5,50	5,88	5,61	5,27
7. Intérêt de la dette publique	— 9,17	— 9,84	— 10,86	— 11,75	— 12,57	— 12,87	— 13,79	— 15,77	— 18,41	— 18,53	— 20,23
Revenu national	**340,16**	**358,86**	**378,97**	**403,12**	**425,51**	**424,44**	**431,20**	**457,94**	**480,61**	**512,59**	**551,20**
8. Amortissements	37,84	36,80	38,70	42,67	45,58	50,59	53,15	56,16	58,34	62,24	66,19
9. Impôts indirects	40,71	41,71	46,20	50,78	54,18	55,21	60,26	65,39	73,19	78,63	85,21
10. Subsides	— 3,39	— 4,97	— 4,11	— 6,51	— 6,51	— 6,88	— 6,61	— 7,18	— 6,71	— 7,22	— 7,83
Produit national brut aux prix du marché	**415,32**	**432,39**	**459,76**	**490,06**	**518,76**	**523,36**	**538,00**	**572,30**	**605,43**	**646,24**	**694,77**

Source : Institut National de Statistique.

Affectation du produit national

(en milliards de francs)

DÉSIGNATION	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963
	Prix courants										
1. Consommation privée	294,61	307,28	321,74	334,86	358,88	358,56	375,08	394,56	410,98	435,40	474,00
2. Consommation publique	51,34	52,11	51,42	53,91	56,40	61,33	65,72	70,16	71,22	78,01	87,02
3. Investissements bruts (entreprises et pouvoirs publics)	68,08	75,59	77,19	91,48	97,08	86,47	97,30	106,49	124,03	130,33	137,65
a) Formation brute de capital fixe	*66,28*	*72,97*	*77,48*	*88,40*	*90,62*	*86,31*	*93,89*	*106,56*	*111,83*	*128,69*	*136,07*
b) Stocks	*1,76*	*2,96*	– *0,37*	*4,01*	*6,64*	*0,79*	*4,03*	– *0,18*	*4,20*	*2,42*	*0,76*
c) Ajustement statistique	*0,03*	– *0,33*	*0,08*	– *0,93*	– *0,18*	– *0,63*	– *0,62*	*0,11*	—	– *0,78*	*0,82*
Total des dépenses intérieures	**414,02**	**434,99**	**450,36**	**480,26**	**512,36**	**506,36**	**538,10**	**571,20**	**606,23**	**643,74**	**698,67**
4. Exportations de biens et services	122,20	129,10	155,30	179,70	184,60	177,30	176,30	200,10	216,10	232,80	255,70
5. Importations de biens et services	– 120,90	– 131,70	– 145,90	– 169,90	– 178,20	– 160,30	– 176,40	– 199,00	– 216,90	– 230,30	– 259,60
Produit national brut aux prix du marché	**415,32**	**432,39**	**459,76**	**490,06**	**518,76**	**523,36**	**538,00**	**572,30**	**605,43**	**646,24**	**694,77**
	Prix de 1953										
1. Consommation privée	294,61	304,42	323,68	330,47	342,74	339,22	347,03	366,50	373,76	389,56	405,66
2. Consommation publique	51,34	51,69	49,07	49,33	48,69	51,17	54,42	54,79	54,57	57,63	61,70
3. Investissements bruts (entreprises et pouvoirs publics)	68,08	76,37	76,36	87,41	87,58	75,94	85,20	92,59	105,41	107,38	106,69
a) Formation brute de capital fixe	*66,28*	*73,21*	*75,48*	*82,34*	*79,67*	*74,64*	*81,10*	*91,24*	*100,99*	*104,93*	*106,26*
b) Stocks	*1,76*	*3,00*	– *0,41*	*3,71*	*6,20*	*0,35*	*3,61*	– *0,14*	*3,91*	*2,35*	*1,14*
c) Ajustement statistique	*0,03*	*0,16*	*1,29*	*1,36*	*1,72*	*0,95*	*0,49*	*1,49*	*0,50*	*0,10*	– *0,72*
Total des dépenses intérieures	**414,02**	**432,47**	**449,10**	**467,22**	**479,01**	**466,33**	**486,64**	**513,87**	**533,74**	**554,57**	**574,05**
4. Exportations de biens et services	122,20	134,80	154,80	167,40	169,70	171,20	182,20	200,70	219,00	239,00	256,30
5. Importations de biens et services	– 120,90	– 137,00	– 151,20	– 170,70	– 174,00	– 167,80	– 187,90	– 211,20	– 225,70	– 244,10	– 259,70
Produit national brut aux prix du marché	**415,32**	**430,27**	**452,70**	**463,92**	**474,71**	**469,73**	**480,94**	**503,37**	**527,04**	**549,47**	**570,65**

Source : Institut National de Statistique.

Dans la plupart des cas, les capacités de production elles-mêmes ou l'insuffisance de main-d'œuvre ont imposé une limite aux livraisons. Toutefois la sidérurgie a pâti de la concurrence étrangère et n'a maintenu le volume de ses ventes à un niveau satisfaisant que grâce à des réductions de prix de vente.

Au début de l'année, les biens d'équipement ont été demandés à un rythme moindre au secteur des fabrications métalliques, ensuite il y a eu une reprise.

En valeur du moins, leur importation a augmenté, ce qui donne à penser que les perspectives d'investissement se sont plutôt améliorées en Belgique, tandis que les dépenses pour l'équipement à l'étranger ont été moindres.

La valeur de presque toutes les rubriques les plus importantes des achats de l'U.E.B.L. à l'extérieur a crû en 1963, faisant face autant aux besoins accentués de la consommation qu'à ceux de l'approvisionnement des industries les plus actives du pays. Il faut rappeler que les matières premières ont été achetées à des prix en hausse.

En définitive, la balance commerciale de l'U.E.B.L. a enregistré un déficit, à nouveau aggravé, en 1963. De plus, le solde favorable sur transactions invisibles a disparu et l'ensemble des transactions sur les biens et les services a été déficitaire. En conséquence, la balance des paiements est en léger déficit, tandis qu'elle accusait un boni de 4 milliards de francs, en 1962.

A la différence de l'année précédente, l'économie belge a été limitée dans son expansion par la pénurie de main-d'œuvre, l'insuffisance momentanée de certaines capacités de production, la hausse des coûts de production, tandis que la demande, surtout à la consommation et aussi en provenance de l'étranger, a été très pressante. Pourtant la position concurrentielle n'a guère été entamée et une reprise des investissements productifs a été ébauchée par la nécessité de rationaliser davantage l'appareil productif, sinon de l'amplifier. Le mouvement de concentration et de rationalisation a encore été plus affirmé en 1963, tant dans la production que dans la distribution et dans les services.

APERÇU PAR SECTEUR

opulation

La population totale a, en 1963, crû plus vite que pendant l'année précédente. Toutefois, cette évolution est, plus encore qu'en 1962, imputable au mouvement migratoire. Ajouté à un accroissement naturel de la population, un peu moindre que celui de l'an passé, le solde migratoire a atteint le niveau le plus élevé d'après guerre. Ceci explique la préoccupation de tous les pays d'Europe occidentale d'attirer la main-d'œuvre étrangère, pour pallier le manque de travailleurs.

Le nombre de décès, très élevé, dépasse le maximum atteint en 1960 ; tandis que le nombre de naissances, fort proche de celui de 1961, témoigne d'une évolution meilleure qu'en 1962.

Au total, le niveau de l'accroissement naturel de la population n'accuse qu'un léger recul de 0,5 %, par rapport à l'année passée ; la région flamande a contribué, à raison de plus de 8,5 %, à cet accroissement.

Positif dans chacune des trois parties du pays, le solde migratoire est le plus élevé à Bruxelles et explique, seul, une augmentation moyenne totale de population supérieure de quelque 53 % à la moyenne du Royaume.

Dans la région flamande, le mouvement migratoire a surtout accru la population limbourgeoise, tandis que les grands bénéficiaires, en région wallonne, sont les provinces de Liège et de Hainaut. La province de Limbourg marque la plus forte augmentation de population due conjointement à un solde fort positif des naissances par rapport aux décès, d'une part, et à un apport externe, d'autre part.

L'accroissement total de la population du Royaume calculé par rapport à la population totale recensée au 31 décembre de l'année précédente est d'environ 24 % plus élevé qu'en 1962. Cette progression tient d'ailleurs à une évolution parallèle dans les trois parties du pays mais est la plus sensible en région wallonne. Ceci n'augure cependant pas de modifications structurelles, puisque le solde migratoire intervient, à concurrence de 77 %, dans l'augmentation totale (ces pourcentages s'élèvent respectivement à 87 et 16 % pour l'arrondissement de Bruxelles et la région flamande.)

Au total, la main-d'œuvre étrangère a contribué à raison de 45 % à l'accroissement global de notre population en 1963, contre 31 % en 1962.

Emploi

En 1963, les tensions déjà observées sur le marché du travail, l'année précédente, ont persisté et ont accusé une certaine aggravation. Il y a eu des fluctuations en chaque secteur de l'économie, mais le niveau global de l'emploi a été plus élevé qu'en 1962. Les effectifs occupés dans les mines ont diminué malgré un apport important de main-d'œuvre étrangère, ce qui laisse supposer que les départs ont plus que compensé les arrivées. Celles-ci ont surtout eu lieu à partir du second semestre ; les travailleurs étant venus, pour la plupart, de Turquie et de Grèce, pays qui remplacent l'Italie comme pourvoyeur de main-d'œuvre de l'Europe occidentale. C'est précisément dans les secteurs le plus en progrès de l'emploi que les pénuries les plus fortes sont apparues : dans les mines, les fabrications métalliques, le bois et la construction.

Un manque de personnel féminin apparaît dans les secteurs du textile et du vêtement.

La sidérurgie et les non ferreux, après une période peu prospère de trois premiers trimestres, sont en reprise depuis le dernier quart de l'année, d'où la faible hausse du niveau de l'emploi dans ce secteur. Dans la construction, le pourcentage d'effectifs occupés a été très bas au premier trimestre, à cause de l'incidence d'un hiver rigoureux. Mais la recrudescence d'activité pendant les mois suivants a plus que compensé cet état de chose.

La stabilité d'emploi a caractérisé les secteurs de l'alimentation, des boissons, du tabac et du caoutchouc tandis que les progrès de l'occupation de la main-d'œuvre ont ralenti dans la branche « chimie » par rapport à l'année précédente.

La politique visant à attirer les travailleurs étrangers semble avoir été un succès, le nombre de permis délivrés à l'immigration s'élèvent à 26.397 unités, contre 15.414 unités en 1962.

En conclusion, le manque de personnel, surtout qualifié, mais aussi, celui de personnel non qualifié, a encore affecté le marché du travail, ainsi qu'en témoigne l'évolution des offres d'emploi. En dépit du fait que les offres reçues en cours de mois ont été moins nombreuses — les employeurs étant conscients de l'inutilité des inscriptions dans les bureaux de placement — celles qui sont restées en suspens ou qui ont été impossibles à satisfaire régionalement ont atteint un niveau plus élevé qu'en 1962.

Chômage

L'année 1963 a été marquée par une résorption plus accusée du chômage complet. Cette évolution est d'autant plus remarquable qu'en 1962, la répartition des chômeurs selon leur âge et leur degré d'aptitude, avait exclu la prévision d'une nouvelle et importante diminution. L'aggravation des tensions sur le marché de l'emploi a mis ce pronostic en échec ; selon le recensement du 30 juin, la diminution du nombre de chômeurs complets a été sensiblement la même qu'en 1962, soit environ 17 %, signe d'une conjoncture exceptionnelle.

La composition de ce groupe s'est cependant modifiée : ses membres ont vieilli et la proportion de personnes handicapées a augmenté à nouveau.

Cette structure d'âge explique, en partie, la contraction de la réserve de main-d'œuvre, la disparition des effectifs les plus âgés n'étant pas compensée, proportionnellement, par l'apport de catégories plus jeunes et l'application de mesures promouvant l'expansion économique ayant élargi les possibilités de placement, même pour les personnes âgées.

Sur un total de 58.931 unités au 30 juin 1963, il n'y en avait guère que 12.140 à aptitude normale, c'est-à-dire-un peu plus de 20 %.

Dès 1961, une action a été menée pour la formation et la réadaptation de la main-d'œuvre ; progressivement l'idée s'est fait jour, que les handicapés, même incapables d'un travail normal, surtout dans leur catégorie professionnelle, peuvent encore fournir un travail valable. Il en est résulté une diminution de leur nombre qui est intervenue pour 64 % et 45 % ,respectivement pour les hommes et les femmes, au cours de la période allant du 30 juin 1962 au 30 juin 1963, dans la diminution globale du nombre de chômeurs complets.

Le chômage partiel et accidentel a témoigné, lui, d'une aggravation due à l'incidence sur le total de l'année, de l'hiver très rude de 1962-1963.

Un niveau exceptionnellement élevé du chômage partiel et accidentel a été atteint au cours du premier trimestre, mais il y a eu une diminution, au cours des neuf derniers mois, qui a ramené ce niveau sous celui de l'époque correspondante de l'année précédente.

griculture

L'agriculture a éprouvé, tant sur le plan quantitatif que qualitatif, l'incidence de l'hiver.

Après un automne normal, fin 1962, le gel est apparu très tôt ; mais, en définitive, les pertes ont été moindres que prévu. Une partie du froment d'hiver a été retournée et remplacée par des emblavements de froment de printemps. La production d'escourgeon a subi, elle, une régression sensible. A la perte quantitative s'est ajoutée une perte qualitative, certains lots de froment comprenant une assez forte proportion de blés germés. Cette situation a, notamment, entraîné l'établissement de normes moins rigides en matière de qualité des céréales destinées à la panification.

La superficie laissée à l'orge d'été a encore augmenté, tandis que les emblavements d'avoine ont encore diminué.

Dans l'ensemble les rendements des céréales ont un peu fléchi.

La récolte de froment est évaluée à 760.000 t environ contre 835.000 t en 1962. L'incorporation de blé indigène n'ayant désormais plus été soumise à obligation pour un certain quota, le pourcentage d'incorporation, résultant à la fois d'une sorte d'accord à l'amiable et de considérations de coût, n'a plus guère atteint qu'environ 55 %.

Illustrant cet état de chose, on peut citer le fait que, au cours de l'année 1963, l'O.C.R.A. a, pour compte des Ministères des Affaires économiques et de l'Agriculture, subsidié l'exportation de froment et de farine de froment à raison de 533 millions contre 170 millions en 1962 et la dénaturation à raison de 32 millions contre 25 millions en 1962.

La récolte de betteraves sucrières a donné des résultats plus satisfaisants qu'en 1962. Les racines n'ont pas été très grosses mais leur teneur en sucre a été supérieure à celle de l'année précédente, situation très favorable à un moment où les prix du sucre sur le marché mondial sont élevés.

La hausse caractérise aussi les productions de foin et de trèfle, lesquelles, en 1962, avaient été vendues à des prix élevés justifiés par une offre inférieure à la demande.

Bien que le rendement à l'hectare des betteraves fourragères ait été meilleur, dans l'année sous revue que durant l'année précédente, la production totale a accusé un certain fléchissement dû à la régression des superficies consacrées à cette culture.

L'abondance de la récolte de pommes de terre hâtives en juillet 1963 a donné lieu à la passation de contrats d'exportation qui ont permis, en définitive d'écouler quelque 26.000 t de tubercules.

Globalement, les productions végétales ont donc regressé en volume.

Sur le plan de l'horticulture, l'évolution paraît satisfaisante. En valeur, on peut attendre un taux de croissance voisin de 12 %, ce qui prouve que le glissement de l'agriculture traditionnelle vers les productions plus intensives et plus commercialisées, persiste.

Les productions animales ont été, elles aussi, fort influencées par le temps très froid du premier trimestre. Beaucoup de gorets ont péri et la fécondation des truies a eu du retard. La situation ayant été la même dans tous les pays voisins, a entraîné, sur tous les marchés d'Europe occidentale, un déséquilibre entre l'offre et la demande de porcs ainsi qu'une hausse sensible des prix. La pénurie a été générale, d'où la décision communautaire de diminuer les prélèvements à l'importation de viande porcine en provenance des pays tiers n'a pas apporté le revirement que l'on avait espéré. Le marché belge a connu un état de surenchère provoqué principalement par la position importatrice de la France. Les prix ont monté au-dessus de 40 F le kg, c'est-à-dire à un niveau qui est d'autant plus significatif que l'on se réfère à un prix d'écluse fixé à environ 25 F. En décembre, le Gouvernement a obtenu de suspendre la délivrance des licences à l'exportation afin de ramener les prix à un niveau plus raisonnable.

La demande a aussi été très soutenue sur le marché de la viande bovine, d'une part, à cause d'une substitution de la viande bovine à la viande porcine, très chère, d'autre part du fait des besoins croissants, tant à l'intérieur que dans certains pays voisins, notamment

l'Italie. Ce pays traverse une brusque poussée de la consommation de viande, liée à l'élévation du niveau de vie. Nos exportations, d'abord encouragées par des subsides ont pris ensuite une ampleur inquiétante. L'abolition de tout soutien à l'exportation n'a pas empêché la poursuite des ventes, les tendances inflatoires en Italie maintenant leurs prix à un niveau supérieur au nôtre. En définitive, on a abattu, en 1963, un nombre beaucoup plus élevé de bovins que durant l'année précédente à l'inverse d'ailleurs de la situation qui a prévalu sur le marché porcin.

Au 1er janvier 1964, le recensement du cheptel a permis de conclure à une régression importante du nombre de bêtes qui, si elle est quantitativement plus importante pour les porcs (—18 %) que pour les bovidés (— 8 %) est néanmoins plus préoccupante pour cette dernière catégorie. On considère en effet que dès le second semestre de 1964, les porcs arriveront plus nombreux sur le marché alors que la reconstitution du cheptel bovin demande, elle, environ 3 ans.

La production laitière a été légèrement inférieure (—0,6 %) à celle de l'année précédente. La moyenne de lactation par vache a été la même mais le nombre de vaches laitières a diminué. La production de beurre a elle aussi reculé au bénéfice de celle de lait en poudre et de fromage. L'assainissement du marché du beurre s'est d'ailleurs traduite, au cours de l'année sous revue, par une nette réduction des stocks en frigo.

De ce qui précède, on peut conclure que la régression des productions végétales a été compensée, en quantité, par une hausse des productions animales. En valeur, la production agricole a présenté une forte progression due surtout à l'évolution des prix. Car si l'indice des prix des produits végétaux a accusé une baisse de 7,4 %, celui des produits animaux a augmenté de plus de 15 %.

Les frais de production ont moins vite haussé qu'en 1962 et, de ce fait, l'indice de disparité mesurant la différence entre les prix à la production et prix des divers frais a reflété l'amélioration survenue dans l'année sous revue.

La seconde étape dans l'établissement du marché commun agricole, conclue le 23 décembre 1963, a jeté les bases d'un accord sur le riz, la viande bovine et des produits laitiers. D'autre part, le plan Mansholt a présenté un projet d'unification du prix des céréales qui aurait remplacé la disparition progressive des systèmes de prélèvements et de restitutions, pour les échanges entre pays membres.

Ce plan n'a pas été adopté à cause de l'opposition de la République fédérale, pour laquelle le nivellement des prix équivaudrait à une diminution des prix pratiqués sur son marché. La Belgique occupe une position moyenne dans l'échelle des prix des divers pays membres.

Pêche maritime

Les arrivages de poissons ont progressé, en 1963, de quelques 8 % en quantité, et d'environ 12 % en valeur.

En tonnage, les trois catégories principales : les poissons de fond, les poissons pélagiques et les crustacés et mollusques ont augmenté, mais surtout les deux dernières ; il est probable que cela a entrainé la baisse des prix moyens de celles-ci. Les poissons de fond qui forment la catégorie de loin la plus importante, ont été plus chers, en général, ce qui a influencé la moyenne générale des prix.

Le solde du commerce extérieur est resté très importateur, mais pendant l'année en cause, les échanges, surtout à l'importation, ont ralenti.

Industrie

En dépit du ralentissement dû au rude hiver, d'une part, et au plein emploi d'autre part, le taux d'accroissement de l'activité industrielle a été supérieur en 1963, à celui de 1962, soit, selon l'indice de l'I.N.S., 6,5 % contre 5,6 % ; pour les industries manufacturières, ces taux ont été, respectivement, de 7,2 et de 6,2 %.

Comme en 1962, ces progressions peuvent être comparées avantageusement à celles de l'ensemble de la C.E.E., tandis qu'après la reconstruction rapide de l'économie belge après la guerre, l'expansion belge était restée en retard. Cette amélioration relative de l'évolution belge semble tenir à plusieurs causes. Les autres pays ont moins vite pu rétablir la situation d'avant-guerre, ce qui expliquerait que l'expansion de rattrapage y a perduré plus longtemps, bien qu'à présent elle ait pris fin. La population active stagne plus en Belgique ; l'accroissement naturel y est plus lent et l'immigration a été moindre qu'en République fédérale allemande, en France et aux Pays-Bas ; toutefois, en 1962 et 1963, l'apport de main-d'œuvre étrangère a fort diminué, dans ces pays, alors qu'il s'est développé en Belgique. Les investissements d'expansion, dont le volume a été très faible entre 1930 et 1958, ont vigoureusement repris depuis et commencent à influencer le volume de la production industrielle ; ils ont été favorisés par la mise en train de la C.E.E., par les lois d'expansion et par le Programme d'Expansion économique. Enfin, le retard de l'indice global pour la Belgique, par rapport aux pays voisins, peut être dû à des causes d'ordre statistique ; l'I.N.S. élabore un nouvel indice, mais, selon les premiers calculs, il ne semble pas que la progression de l'indice actuel par rapport à 1953 soit sousestimée de beaucoup.

La haute conjoncture avait surtout été soutenue, en 1962, par la demande très forte de biens de consommation, conséquence du progrès rapide des revenus du travail en Belgique et dans les pays voisins ; par contre, la demande d'outillage industriel et de maisons d'habitations avait fléchi, surtout au second semestre, sans que cette baisse ait eu des répercussions sensibles sur l'activité, à cause des carnets de commandes bien garnis. Après l'hiver de 1963, par contre, la demande de biens d'investissement a repris ; celle de la plupart des biens de con-

sommation a persisté, soutenue par la hausse continue des revenus du travail. La pression inflatoire apparue en France et en Italie a, d'ailleurs, accentué les tensions sur le marché du travail belge. Seule la sidérurgie n'a pas participé à la conjoncture favorable, comme dans toute la C.E.C.A. ; mais cette situation apparaît plus en prix qu'en quantités. Par contre, le marché charbonnier a été très preneur en 1963, comme en 1962, surtout pour les charbons domestiques, à cause des grands froid, mais les charbonnages ne sont guère parvenus à relever le volume d'extraction, par manque de personnel, en dépit de leur effort intensif de recrutement en Grèce et en Turquie.

Le salaire-coût a fort augmenté de même que les cours des matières premières et des frêts maritimes. Il en est résulté un net accroissement du prix de revient, répercuté, d'une façon modérée, dans les prix départ-usine des fabrications. Cependant, tout comme en 1962, la persistance de la haute conjoncture ne semble pas avoir conduit à un relèvement des marges bénéficiaires pour l'ensemble de l'industrie, la concurrence étant, en général, restée vive à cause du volume élevé des investissements réalisés en Europe au cours des dernières années, et de l'abaissement des barrières douanières.

Energie et teurs connexes

En 1963, comme en 1962, la consommation apparente d'énergie, corrigée des mouvements des stocks recensés, a fort augmenté. Les besoins anormaux de chauffage, pendant l'hiver 1962-1963, et la persistance de la haute conjoncture, nonobstant la stagnation de la production sidérurgique grosse consommatrice d'énergie, sont les causes principales de cette évolution. En outre, les stocks de charbon non recensés semblent aussi avoir été gonflés au second semestre, afin de pouvoir parer aux rigueurs éventuelles de l'hiver suivant ; d'ailleurs, les réserves recensées, dans les cokeries, aux chemins de fer, dans les entreprises électriques et dans la sidérurgie, ont progressé de 138.000 t en 1963, alors que l'année précédente, elles avaient reculé de 115.000 t.

La consommation apparente brute d'énergie primaire, exprimée en tonnes équivalent charbon, mais sans correction pour les bas-produits des charbonnages, aurait progressé de 8,3 % en 1963, contre 9,6 % en 1962. La tendance, au cours de la période 1948-1963, était d'une hausse annuelle moyenne de 2,1 % seulement.

Pour le charbon et ses dérivés, y compris le grisou, le progrès a été de 4,2 %, contre 5,2 % en 1962, ce qui n'a pas empêché que leur part dans la consommation totale ait de nouveau légèrement baissé et n'ait plus atteint que 65,1 %, les livraisons de produits pétroliers ayant augmenté de 7,6 %.

Cette croissance de la consommation apparente de charbon est prsque uniquement due aux besoins supplémentaires pour le chauffage de locaux, les livraisons de charbon et d'agglomérés aux petits consommateurs (secteur domestique, services publics, commerce, artisanat, etc.) ayant progressé de 20,5 % et les livraisons correspondantes de cokes de 40,3 %.

Par contre, l'expansion de la production industrielle et les besoins supplémentaires de chauffage dans les entreprises n'ont pu empêcher un nouveau recul des besoins de charbon-vapeur de l'industrie et des transports, lequel a été compensé, en partie, par une demande supplémentaire de cokes, notamment pour le chauffage extérieur.

En dépit des ventes supplémentaires de cokes aux petits consommateurs, à l'industrie et aux transports, et des besoins très accrus de gaz, les cokeries n'ont pas augmenté leur production ni leur consommation de charbon. En effet, les importations ont progressé de 175.000 t. et les exportations de 80.000 t seulement, les stocks des cokeries ont baissé plus vite qu'en 1962 et les besoins de la sidérurgie ont diminué de 1,3 %, à cause de la stagnation de la production et des économies de cokes dans les hauts fourneaux.

Pour la première fois depuis très longtemps, la consommation de combustibles solides, y compris celle de schistes de terril par les entreprises électriques (producteurs-distributeurs et centrales communes) n'a plus augmenté (- 0,9 %). Cependant, la production globale d'électricité de l'ensemble des centrales thermiques classiques a augmenté de 8,6 %. Celle des autoproducteurs industriels ayant baissé, la production des producteurs-distributeurs et des centrales communes a augmenté d'autant plus. Les causes de cette baisse de la consommation de combustibles solides sont, outre le progrès continu des économies de calories enfournées dans les centrales, l'expansion de leur consommation de produits pétroliers de 39 % et le développement de la production d'électricité par la centrale nucléaire, qui, cependant, n'a encore couvert que 0,22 % de la production brute totale d'électricité.

Il résulte de cette analyse du marché des combustibles solides en 1963 que l'avance, deux ans de suite, de la demande intérieure ne peut pas être considérée comme signifiant un revirement fondamental du marché charbonnier. En effet, celui-ci continue à subir des mouvements conjoncturels de grande amplitude qui oscillent autour d'une tendance à une légère baisse de la consommation globale. Cette tendance est elle-même la résultante du recul continu et rapide des besoins en charbon-vapeur de l'industrie et des transports, du maintien, à travers d'amples fluctuations, d'une demande élevée de charbons et agglomérés domestiques et équivalents, à teneur en matières volatiles et en cendres la plus faible possible, ainsi que d'une consommation élevée, mais moins ascendante que prévue il y a quelques années, de charbons cokéfiables et de bas-produits et schistes de terril pour les entreprises électriques.

Or, à l'inverse de la production américaine, la rigidité de l'extraction belge et européenne en général, ainsi que la régression persistante de la production de charbons domestiques de bonne qualité, ne permettent pas une adaptation rapide de l'offre intérieure aux fluctuations de la demande sauf par les mouvements des stocks détenus par les producteurs.

D'autre part, l'écart entre le prix de revient des charbonnages belges et celui des charbons importés, surtout en provenance des Etats-Unis, a tendance à s'agrandir, à cause des coûts d'extraction extrêmement bas et stables des charbonnages américains et des frets transatlantiques bon marché, alors que le maintien d'une main-d'œuvre suffisante dans les charbonnages belges exige des frais de main-d'œuvre en hausse rapide et supérieure à l'accroissement de la productivité.

La situation du marché des combustibles a permis, pour la première fois depuis 1955, de relever le volume de l'extraction de charbon. Le gain a cependant été minime, 1,8 %, à cause des difficultés de recrutement d'ouvriers mineurs et de leur mauvaise productivité. Le nombre de mineurs inscrits avait diminué de 47 % entre le début de 1958 et mai 1963. Il a un peu augmenté ensuite grâce à un effort intensif de recrutement, surtout en Grèce et en Turquie, dont les résultats, cependant, ont à peine compensé l'accélération des départs, due au plein emploi dans les autres secteurs. D'autre part, le remplacement d'ouvriers qualifiés par des non-qualifiés, a provoqué une chute du rendement par poste, à partir de juin. L'adaptation de la production physique à l'expansion de la demande n'a donc guère pu intervenir.

La reprise dans les stocks des mines, a été moindre qu'en 1962 : 858.000 t contre 3.100.000 en 1962. A la fin de l'année, les stocks étaient même trop bas pour pouvoir constituer une réserve ultime, permettant de faire face à un éventuel retour d'un hiver rigoureux et ce, d'autant moins, qu'ils étaient constitués pour les deux tiers de basproduits, et pour un tiers surtout de charbons gras.

Malgré la disparition du chômage partiel, dès le milieu de 1961, l'isolement dégressif du marché, le programme de fermetures préétabli et les subsides aux exportations sont restés en vigueur jusqu'au milieu ou à la fin de 1963. Les subsides à l'exportation ont été supprimés dès fin juillet 1963. Les importations ont été libérées le 1er août, pour les charbons domestiques communautaires, le 1er septembre, pour ceux des pays tiers ; à la fin de l'année, toutes les importations, tout en restant sous licence en vue de surveiller celles en provenance des pays tiers ont été libérées. De même, le programme de fermetures, exécuté à 80 %, a été suspendu, mais les subsides directs, dégressifs jusqu'en 1963, étant supprimés, les charbonnages qui ne parviennent pas à équilibrer leur bilan doivent fermer.

Si donc, 1963 a été une année apparemment favorable pour les charbonnages belges, qui ont pu écouler pratiquement tous leurs stocks et auraient même pu vendre des quantités supérieures, s'ils en avaient eu la possibilité, elle n'a pas vu encore la résorption de leur déficit comptable global. La situation du marché a bien permis de relever le barème des prix et de mettre fin aux exportations à perte vers les pays tiers, ce qui a augmenté les recettes de 749 à 807 francs la tonne. Mais les dépenses, de leur côté, ont augmenté de 784 à 830 F

la tonne, en raison, surtout, de la forte hausse du coût total de la main-d'œuvre, tant pour les frais de recrutement et de formation que pour payer les augmentations des salaires et des charges sociales, qui n'ont guère été compensées, en 1963, par une productivité accrue.

Il y a donc eu moins de charbon belge disponible pour le marché en 1963 qu'au cours des années antérieures, soit 22,8 contre 25,6 millions de tonnes, la réduction des stocks n'ayant guère été compensée par le léger accroissement de la production. Comme la forte augmentation de la demande antérieure a persisté, soit 27,9 millions de tonnes en 1963, contre 26,6 en 1962 et 25,0 en 1961, les exportations de charbons et agglomérés ont diminué de 0,4 million de tonnes, ou 13,2 %. D'autre part, les importations de ces mêmes produits ont progressé de 2,7 millions de tonnes, soit 54,5 %, presque exclusivement grâce aux achats dans les pays tiers, en augmentation de 187,5 %. Il en résulte que les besoins intérieurs de houille ont dû être couverts à raison de 27,2 % par les importations, contre 18,5 % en 1962, et que les importations ont atteint le triple des exportations, alors qu'il y a quelques années, la Belgique enregistrait couramment un solde exportateur net.

Pour les cokes, les exportations ont encore augmenté, de 12,5 % mais les importations ont progressé de 63 %, de sorte qu'elles ont déjà atteint 62,5 % des exportations, alors que, jusqu'il y a dix ans, elles étaient quasi nulles.

La situation du marché intérieur de cokes, au cours des dernières années, caractérisée par une stagnation de la production, a provoqué une modification graduelle de la couverture des besoins intérieurs en gaz de distribution.

Jusqu'en 1959, la production nette de ce gaz était concentrée toujours davantage dans les cokeries — 91,6 % de la production totale nette en 1959 — à cause de la rentabilité décroissante des usines à gaz, conduisant à leur fermeture, et de la lente régression du volume de grisou disponible, due à la fermeture des mines. Depuis lors, un revirement s'est produit, les besoins de gaz croissant plus vite que la production dans les cokeries, liée à celle de cokes. Cependant, les besoins supplémentaires ne sont guère assurés par un nouveau développement de la distillation de charbon par les usines à gaz, mais par la distribution de gaz de raffinerie achetés tels quels ou par la production de gaz de distribution par les usines à gaz ou par les centrales gazières, à partir de produits pétroliers. Ainsi, en 1963, et non compris les besoins des centrales électriques en gaz de haut-fourneau, les cokeries n'ont plus assuré que 76,3 % de la production totale utile de gaz de distribution, la consommation ayant augmenté de 3,1 %, alors que la production nette de cokeries a reculé de 1,8 %. Cette tendance prépare le bouleversement attendu de l'arrivée du gaz naturel néerlandais en 1966. D'ailleurs, le développement de la consommation de gaz à des fins de chauffage, très frappant au vu des statistiques couvrant les mois d'hiver, va dans le même sens.

Les produits pétroliers ne se substituent donc pas seulement aux combustibles solides dans les secteurs de la consommation directe ou dans les centrales électriques, mais aussi pour l'approvisionnement en gaz de distribution.

Il en résulte que la consommation apparente intérieure de produits pétroliers a augmenté de 7,6 %, couvrant déjà 33,9 % des besoins totaux d'énergie.

La tendance à une prédominance croissante des huiles combustibles a persisté. Les livraisons de gaz/Diesel-oil ont augmenté de 11,2 % et celles de fuel-oil de 13,8 %, alors que la consommation apparente d'essences n'a crû que de 3,6 %.

L'expansion rapide des besoins de produits pétroliers n'a pas seulement conduit, ces dernières années, à la construction de raffineries de pétroles loin des ports et près des centres de consommation, mais aussi à l'extension des raffineries existantes. Ainsi, la capacité de raffinage de la région anversoise a augmenté de moitié, dès la fin de 1962, entraînant un accroissement des quantités de pétrole brut traitées de 43 %, ainsi qu'une légère réduction des importations de produits raffinés, de 7 %, et un progrès des exportations, soutes non comprises, de 47,1 %. Soutes comprises, la balance commerciale de produits raffinés est donc redevenue positive pour l'U.E.B.L. (+ 1,4 milliard de francs contre – 0,8 milliard en 1962).

Ce renversement de la tendance du solde exportateur pour les produits raffinés n'a pas empêché que la balance globale de l'U.E.B.L. de l'ensemble des principales formes d'énergie, ne devienne toujours plus déficitaire, le solde importateur étant passé de 14,8 à 17,8 milliards de francs.

Industrie manufacturière

Continuant sa progression en 1963, la *production sidérurgique* mondiale a atteint un niveau record et dépassé 370 millions de tonnes. Cependant, la production d'acier brut du Marché Commun a, pour la quatrième année consécutive, stagné aux environs de 73 millions de tonnes, soit 73.234.000 contre 73.002.000 t en 1962. De ce fait, la part de la production d'acier brut de la Communauté dans le monde, a de nouveau été amenuisée : elle a été de 19,6 % en 1963, contre 20,8 % en 1962 et 22 % en 1960. Cette situation défavorable est due, surtout, au recul de la production d'acier brut de la République fédérale allemande, de 2,97 % par rapport à 1962.

Dans l'année écoulée, le secteur sidérurgique belge a connu, par rapport à 1962, un développement satisfaisant de production, tant en fonte brute, (+ 2,64 %) qu'en acier brut (+ 2,38 %). Certes la situation de ce secteur est moins favorable qu'en Italie et surtout qu'aux Pays-Bas, mais elle est meilleure qu'en France, qu'au Grand-Duché de Luxembourg et qu'en République fédérale allemande.

Il semble que ce soit au troisième trimestre, que la production de la C.E.C.A. ait connu le fond de la crise qui sévit depuis quelques années. Dans ces trois mois, le taux de marche des aciéries du Marché Commun est descendu à moins de 80 % mais est remonté à 86,5 % au dernier trimestre. En 1962, le pourcentage moyen de capacité inemployée d'acier brut avait atteint 12 %, contre 8 % en 1961 et 4 % en 1960. Si les tonnages vendus se sont maintenus à des niveaux assez satisfaisants, il n'en a pas été de même des prix, dont la tendance à la baisse a été confirmée en 1962. Cette diminution des prix réels de vente a dû être concédée, à l'intérieur du Marché Commun, pour faire face à la concurrence étrangère, anglaise, japonaise et des pays de l'Est, dont les produits ont été offerts à des cotations très inférieures. La part de la production exportée hors de la C.E.C.A., a été vendue aux cours mondiaux, très inférieurs à ceux en vigueur dans le Marché Commun. C'est pourquoi, au dernier trimestre de 1963, les cotations n'ont dépassé que de 2 à 3 dollars les prix les plus bas observés depuis plusieurs années.

Cette diminution est due surtout à la concurrence et aussi à l'attitude des utilisateurs européens d'acier qui, certains de pouvoir couvrir leurs besoins sans grands délais, et à des prix généralement en baisse, ont réduit leurs stocks au minimum. On peut estimer que, au cours des derniers mois de 1963, les conditions étaient réunies pour une relance de la sidérurgie de la C.E.C.A. En effet, les stocks des utilisateurs étaient tombés en dessous des réserves techniques des entreprises tandis que l'activité des pays extra communautaires s'était animée depuis de longs mois déjà. Aux Etats-Unis, la production a, en 1963, progressé de 9,8 % par rapport à 1962, en Grande-Bretagne de 9,9 %, au Japon de 14,5 %. Dès lors, on pouvait logiquement s'attendre à voir l'amélioration gagner le Marché Commun, d'autant plus que, au dernier trimestre, l'exécutif de Luxembourg a recommandé, aux Etats membres, de relever, à partir de la mi-février 1964, les droits d'entrée sur l'acier au niveau de 9 %, déjà appliqué par les Italiens. En outre, les importations en provenance des pays d'Europe orientale devraient être limitées et les producteurs de la C.E.C.A. ne seraient plus autorisés d'aligner leurs prix intérieurs sur les offres en provenance de l'Est.

Ceci explique que le niveau des commandes reçues, en 1963, par les Six pays de la Communauté soit supérieur de 5,9 % à celui de 1962, mais ce progrès est plus sensible en provenance des pays tiers, (+ 15,4 %) qu'en provenance des autres pays du Marché Commun, (+ 4,03 %). D'autre part, la moyenne mensuelle des expéditions étant restée inférieure à celle des commandes, les carnets d'ordres se sont regarnis en 1963, en particulier au dernier trimestre. En 1963, la moyenne mensuelle des expéditions, vers les partenaires de la C.E.C.A., a atteint 3.558.746 t ; et celle des commandes 3.661.882 t ; tandis que 758.138 t ont été expédiées en moyenne, par mois vers les pays tiers qui, en contrepartie, ont passé des ordres pour 804.370 t.

La couverture d'activité de la C.E.C.A. atteignait, à fin décembre, 2,15 mois et en Belgique, 2,81 mois.

Le ralentissement sensible des investissements déclarés à la Haute Autorité, — 131 millions de dollars en 1963, dans la Communauté, contre 1.802 millions de dollars en 1960 — semble infirmer l'opinion selon laquelle il y aurait une trop grande marge entre les possibilités de l'offre et les besoins du marché. Il est un fait que la capacité de production de l'ensemble des entreprises du Marché Commun est passée de 76.256.000 t en 1960, à 87.447.000 t en 1963, alors que leurs livraisons globales n'ont augmenté que de 72.836.000 t à 73.234.000 t.

En Belgique, au 1er semestre de 1963, la production mensuelle moyenne de fonte brute et d'acier brut est restée inférieure à celle de la période correspondante de 1962, sauf en janvier ; cette tendance a été inversée à partir de juillet, et les progrès de la production ont été très marqués au dernier trimestre. Il faut noter que de nouvelles unités ont été mises en activité, notamment à Chertal, et produisent de l'acier selon de nouveaux procédés.

En aciers finis, seule la production de mars a été quelque peu inférieure à celle du mois correspondant de 1962, et pour l'ensemble de l'année 1963, l'augmentation est de l'ordre de 5,6 %.

Le nombre de hauts-fourneaux belges en activité a encore un peu baissé ; 43 à fin décembre 1963 contre 44 en décembre 1962, tandis que la main-d'œuvre employée comptait, à la mi-décembre 49.900 travailleurs, contre 49.200 à la mi-décembre 1962.

1963 a marqué la fin de la dépression qui affectait *l'industrie des métaux non ferreux* à l'exception du cuivre et de l'aluminium, dont les prix ont été stables ces dernières années. A côté de la bonne tenue des cours des métaux traditionnels, il faut souligner le redressement des non ferreux qui, en 1962 encore, souffraient d'une faiblesse persistante. Parmi ces derniers figure, notamment, le plomb dont le cours, grâce à une réduction progressive des stocks de plomb raffiné, surtout aux Etats-Unis, est passé, entre janvier et décembre 1963, de 54 3/8 £ à 71 7/8 £, par tonne anglaise, sur le Marché de Londres.

D'ailleurs, les principaux métaux non ferreux ont tous gagné du terrain sur le même marché, mais les hausses les plus sensibles ont été enregistrées, au cours des 12 mois, pour l'étain — de 851 1/2 à 1.000 £ par tonne anglaise — et surtout pour le zinc : de 67 3/8 à 91 1/2 £.

L'industrie belge a donc bénéficié de la reprise de la conjoncture mondiale des métaux non ferreux, caractérisée par le redressement des cours, le recul des stocks mondiaux et l'accroissement de la consommation. Ce redressement, par rapport à 1962, est de l'ordre de 10,1 % pour les métaux bruts et de 7,8 % pour les demi-produits. L'évolution a été inégale, selon les métaux. L'amélioration de la production de produits bruts est due en ordre principal au cuivre (+ 22,6 % par rapport à 1962) et, dans une moindre mesure, au plomb (+ 5,6 %),

tandis que la production de zinc a été maintenue au même niveau que l'année précédente, et que celle d'étain a nettement perdu du terrain (–13,4 %).

En demi-produits, le développement des ventes d'aluminium (+ 18,3 %) et de cuivre (+ 8,8 %), a partiellement été annulé par le recul du plomb (– 3,6 %) et du zinc (– 4,2 %).

Il semble que, malgré ce revirement du marché, la production belge de plomb et de zinc, n'ait guère progressé ; l'accroissement de la production des métaux non ferreux ayant atteint surtout le cuivre et l'aluminium. Ceci est dû au fait que les industries nationales fabriquant le zinc et le plomb pâtissent d'une pénurie de matières premières, en particulier par suite de la raréfaction des minerais congolais de zinc. De plus, les autres sources d'approvisionnement sont aussi moins abondantes à cause des achats concurrentiels des Américains et des Japonais. Pour obvier à cette situation, les producteurs belges ont acheté, pour une période de 12 ans, la production de concentrés de plomb et de zinc d'une compagnie canadienne.

D'autre part, les pays de l'Est continuent à accroître beaucoup leurs fournitures au Marché Commun. Dans les deux secteurs en difficulté, l'instauration de la Communauté est plutôt théorique, en ce sens que la protection des industries communautaires, par le truchement d'un droit douanier très faible, est battu en brêche par l'octroi de contingents à droit nul. Une prompte solution s'impose.

Il faut souligner encore que les difficultés d'écoulement des métaux semi-conducteurs et des autres éléments ou composés ultra purs, destinés à l'industrie électronique, ne se sont pas atténuées, tandis que la pénurie de main-d'œuvre a empêché dans une certaine mesure, un relèvement plus considérable de certains niveaux de production.

Dans le domaine du commerce extérieur, on observe que, entre 1962 et 1963, les importations de métaux bruts d'étain (+ 54,1 %) et d'aluminium (+ 31,0 %) et de demi-produits de plomb (+ 40,0 %) et de zinc (+ 33,0 %) ont nettement progressé tandis que celles de métaux bruts de zinc (– 24,3 %), de cuivre (– 9,4 %) et de plomb (– 4,8 %) et des demi-produits d'aluminium (– 0,4 %) ont perdu du terrain. Par contre, les exportations de métaux bruts de plomb (+ 25,1 %), de cuivre (+ 18,3 %), de zinc (+ 16,6 %) et de demi-produits d'étain (+ 23,3 %), d'aluminium (+ 14,2 %) et de cuivre (+ 6,3 %) ont augmenté, tandis qu'ont reculé les exportations de métaux bruts d'étain (– 9,4 %), et de demi-produits de plomb (– 8,3 %) et de zinc (– 3,0 %).

L'activité de *l'industrie des fabrications métalliques* a été soutenue par le développement de la demande de biens de consommation et par le redressement des commandes de biens d'équipement. Les commandes et les livraisons ont progressé, en un an, respectivement de 9,6 et 14,2 %, mais l'évolution de l'ensemble du secteur a été fort irrégulière. Au

premier trimestre, cette activité a subi l'influence de l'évolution hésitante des exportations, fin 1962, de la diminution de la propension à investir, ainsi que des conditions climatiques exceptionnelles ; ces facteurs ont suscité de médiocres rentrées de commandes et une diminution de l'activité. La nette reprise, observée au second trimestre, a été suivie d'une diminution de l'activité en été, puis d'une accélération des livraisons et d'une extension des commandes au cours des derniers mois de l'année.

Toutefois, selon la Fédération des Entreprises de l'Industrie des Fabrications métalliques, il y aurait eu une diminution des marges bénéficiaires des entreprises ainsi qu'une chute des investissements. Mais cette dernière, (– 16 % en 1963 par rapport à 1962) est basée sur une enquête pilote menée en juin, à une époque de ralentissement conjoncturel et il est possible que l'amélioration aperçue depuis lors, a incité les entreprises à revoir leurs programmes d'investissement.

Il semble que le marché intérieur, au second semestre, a connu le plus grand accroissement de commandes : 11 % contre 8 % seulement pour celles provenant des partenaires de la Communauté. La baisse du rythme de progression des ordres, en provenance des pays de la C.E.E. est dû, d'une part, au ralentissement conjoncturel, apparu en France et en Italie et, d'autre part, au plafond atteint, dans certaines branches du secteur, par les capacités de production.

Les livraisons sur le marché intérieur ont aussi progressé davantage (+ 16 %) qu'à l'exportation (+ 12 %). Du fait que les livraisons ont dépassé les commandes, les fabricants ont enregistré une réduction de la durée moyenne d'activité assurée.

Une part de 70 % de l'augmentation des commandes se situe dans quatre groupes : l'assemblage automobile, la construction électrique, les accessoires métalliques du bâtiment et la construction navale. En revanche, les activités de première transformation du métal, surtout les aciéries de moulage, ont dû faire face à une régression de la demande, ainsi que la grosse construction métallique. Quant à l'augmentation des expéditions, elle s'explique surtout par celle des livraisons d'automobiles, de produits en tôle, d'accessoires métalliques du bâtiment, de produits de la construction électrique, d'armes et d'avions.

Le niveau de l'emploi total est passé, en un an, de 268.000 à 278.000 unités, mais la pénurie de main-d'œuvre qualifiée a continué à être sensible.

La part du Marché Commun, dans le total des exportations, a encore grandi : 63,7 % contre 58,3 % en 1962. Au total, 80 % des exportations ont été dirigées vers l'Europe, ce qui signifie que la part relative des expéditions, vers les pays d'Outre-Mer, n'a cessé de diminuer.

Les importations de produits de fabrications métalliques se sont aussi fort accrues en 1963 et ceci est dû en grande partie, au progrès rapide des réexportations.

Si on voit le détail du secteur des fabrications métalliques, on remarque que l'extension de la production de produits de première transformation résulte de l'essor de la fabrication de tôles revêtues, dont les livraisons, comme les commandes, ont été fort développées en 1963. Par contre, en dépit d'une certaine amélioration en fin d'année, la situation des aciéries de moulage s'est détériorée depuis 1962. D'autre part, celle des fonderies de fer, de la tréfilerie, de l'étirage et du laminage à froid ainsi que du secteur de la forge, de l'estampage et de l'emboutissage est restée quasi stationnaire.

Dans l'ordre des biens d'équipement, la production de la construction métallique a encore progressé, mais à un rythme plus lent, les inscriptions de commandes ont encore baissé.

Une vive activité a régné en construction mécanique et, surtout dans les secteurs des machines motrices, pneumatiques et hydrauliques, ainsi que dans les machines textiles et les accessoires dont le succès, sur les marchés étrangers, va grandissant. Les tendances ont aussi été favorables dans la fabrication des machines-outils et les industries connexes, les constructions mécaniques diverses ; la production des appareils de levage, manutention et pesage, dont l'amélioration persiste, celle des installations industrielles complètes, où le rythme de croissance des commandes, déjà net, a été dépassé par l'allure des livraisons et, enfin, dans la production d'appareils de mesure et analogues.

La construction électrique a continué à trouver des débouchés dans le rééquipement ou la modernisation de l'industrie lourde mais le rythme d'expansion des commandes a fort baissé.

Le secteur des biens de consommation durables reste le plus dynamique. Soutenu par l'industrie des accessoires métalliques du bâtiment, qui bénéficie toujours de l'ampleur des travaux de construction, et celle des produits électro-ménagers, postes de radio et de télévision, il a été en progrès constant, aussi bien en livraisons qu'en commandes, malgré l'évolution hésitante de la conjoncture dans le domaine des motos, cycles et pièces, et dans celui du matériel et objets en matière plastique.

Parmi les entreprises fabriquant du matériel de transport, l'industrie automobile a toujours été en plein boom ; 275.000 voitures ont été assemblées en 1963 contre 249.000 en 1962. De même, l'activité des entreprises produisant du matériel de chemin de fer et tramways a sensiblement augmenté, grâce au programme de renouvellement du matériel de traction de la S.N.C.B., mais aussi grâce à certaines commandes pour l'exportation. Par contre, la construction maritime a encore été déprimée et si une sensible augmentation des commandes a été enregistrée, il faut noter qu'un grand nombre ont été faites à des prix peu rémunérateurs pour les producteurs.

La situation a continué à évoluer de façon favorable en armes et munitions, et l'activité a été soutenue par le secteur aéronautique où la construction des avions militaires a atteint sa pleine cadence.

L'indice de l'activité de *l'industrie chimique,* que publie l'Institut National de la Statistique, a reculé en 1963 par rapport à 1962, après plusieurs années de hausse. Toutefois, les statistiques concernant les branches particulières de ce secteur, indiquent au contraire des progrès d'une année à l'autre. Cette contradiction est due, sans doute, aux transformations structurelles importantes et rapides survenues dans cette industrie pour laquelle l'I.N.S. élabore d'ailleurs un nouvel indice.

De plus, les statistiques du commerce extérieur des produits chimiques font ressortir qu'à l'exception de trois secteurs peu importants qui reculent un peu, les exportations ont, en valeur, marqué un net progrès par rapport à l'année précédente. Cette croissance est assez modeste pour les produits photographiques et cinématographiques qui stagnent, + 2,7 %, elle oscille entre 9,8 % et 11 %, pour les articles en caoutchouc, les engrais manufacturés et les produits pharmaceutiques, privés de l'important débouché du Congo, mais elle a atteint 30 % pour les matières plastiques, cellulose régénérée, résines artificielles et 60 % pour les savons et produits d'entretien ainsi que ceux servant aux teintures, au tannage et comme colorants.

Il est symptômatique de constater que, en 1963, les exportations belges de produits chimiques ont gagné 13 % en valeur contre 10 % en volume et que ce résultat record a été atteint surtout grâce au lancement de produits nouveaux. Ces nouvelles fabrications ont pu être réalisées parce que l'industrie chimique belge a maintenu un effort particulier d'investissement. En 1963, 4 milliards y auraient été consacrés, soit 10 % du chiffre d'affaires. Ce montant égalerait le total de 1962, qui était déjà regardé comme exceptionnel. De ces 4 milliards, environ 2 milliards auraient été utilisés pour agrandir les capacités existantes, et 1 milliard pour lancer de nouvelles fabrications. Le solde des 4 milliards aurait été dépensé en remplacement d'installations.

Parallèlement, la mécanisation et l'automatisation ont pris de l'ampleur, et ceci explique pourquoi, alors que la production s'accroît rapidement, le total de la main-d'œuvre utilisée augmente beaucoup plus lentement — de 62.100 personnes à la fin de 1962 à 62.600 personnes un an plus tard —. Toutefois, cette évolution technique n'est pas seule responsable de ce faible accroissement du nombre de travailleurs, il faut aussi tenir compte de la pénurie de main-d'œuvre. Il manquerait en permanence, 700 à 800 travailleurs pour utiliser les capacités de production comme le voudrait la conjoncture actuelle.

Cependant, alors que la conjoncture reste favorablement orientée, et que la demande est très importante, l'offre l'est aussi, et la concurrence internationale est telle que les prix subissent, depuis plusieurs années, des pressions très fortes.

Toutefois, certains prix, parmi lesquels ceux des produits chimiques lourds, ont augmenté, alors qu'ils s'étaient effrités au cours des exercices précédents. En outre, la baisse des prix des engrais azotés, sur les

marchés mondiaux, parait enrayée, tandis que l'augmentation des besoins est sensible.

Par contre, la hausse assez marquée du coût des matières premières, provoquée par le renchérissement des frets maritimes et l'augmentation des charges salariales, ont majoré les coûts de production.

Il faut encore souligner que, en pétrochimie, la situation est restée incertaine, par suite de l'âpreté de la concurrence, mais que l'expansion de l'industrie du raffinage s'est confirmée.

La production *de l'industrie textile* a largement dépassé, en 1963, le niveau record qu'elle avait atteint l'année précédente. D'une année à l'autre, l'augmentation a été de 19 % dans la bonneterie, 12,9 % dans la confection, 7,7 % dans les tissages et 3,4 % dans les filatures. D'autre part, le progrès des exportations a été de 11,4 %, par rapport à 1962, en dépit d'une concurrence au moins aussi forte qu'auparavant et tandis que les importations de matières et produits textiles ont augmenté de près de 10 %. Cette hausse est due, en partie, à des achats de matières premières (+ 1,2 %), qui ont été réexportées sous forme de biens élaborés ; mais les livraisons étrangères de produits finis ont progressé de 21,9 %, soit bien davantage que celles des autres marchandises textiles.

En Belgique, comme chez les autres partenaires du Marché Commun, l'essor de l'industrie textile s'explique non seulement par une nouvelle expansion des exportations, mais aussi par une demande intérieure très ferme des biens de consommation. Le Marché Commun a favorisé le développement de la production des industries textiles belges, lequel a pu avoir lieu grâce à l'extension des investissements, la modification des méthodes de vente, la création de nouvelles productions et l'abandon d'autres activités. Mais, selon la Fédération des Industries textiles belges, les affaires ne se sont pas réalisées avec beaucoup de facilité car les marges bénéficiaires sont toujours très réduites, surtout sur le marché intérieur traditionnellement très ouvert. La concurrence toujours très vive sur ce marché, a encore été renforcée par l'abaissement progressif des droits intracommunautaires. Elle a aussi été aggravée par les importations de produits à des prix très bas ; il s'agit de celles provenant notamment des pays en voie de développement, à main-d'œuvre très bon marché et où, de plus, des facilités particulières sont accordées à l'exportation, pour le coton et le jute spécialement, ainsi que des achats aux pays de l'est de l'Europe, souvent faits à l'occasion d'opérations de troc, à des prix inférieurs de 30 à 40 % à ceux pratiqués sur le marché.

D'autre part, il est remarquable que, malgré la forte activité industrielle, les prix de gros du textile ont encore été un peu inférieurs à ceux de 1953, année de référence ; en effet, leur indice se situait, en décembre 1963, à 99,6 et à 92,5 en décembre 1962. En fin d'année, on a observé une légère baisse de la laine brute qui a succédé aux fortes hausses des mois précédents ; pour ce qui concerne le coton, les prix des matières premières et des filés ont monté, tandis que ceux des tissus ont

baissé. Par ailleurs les prix du lin et du jute, aux divers stades d'élaboration, sont tout à fait stables. Donc les prix ont à peine rejoint le niveau de 1953, venant d'un niveau plus bas.

La main-d'œuvre, a fait défaut et bon nombre d'entreprises textiles ont été amenées à travailler, par moment, en dessous de leur capacité.

En 1963, la production de l'industrie cotonnière a été inégale mais en tous cas, plus favorable dans les tissages (+ 3,6 % par rapport à 1962) que dans les filatures (– 1,2 %).

Dans l'industrie de la laine, l'activité a été très bonne pendant toute la période ; dans les filatures de laine cardée, elle a dépassé de 7,4 % le niveau de l'année précédente, dans celles de laine peignée, de 11,3 %, dans les tissages, de 3,2 %. Les hausses enregistrées dans les cours de la laine brute ont été particulièrement répercutées sur les prix des fils et des tissus.

L'activité dans l'industrie du lin a été nettement plus favorable en tissage (+ 1,4 %) qu'en filature (– 3,8 %). L'amélioration, apparue en 1962 dans l'industrie du jute, s'est maintenue en 1963 ; il y a eu progrès des filatures surtout (6,2 %) et des tissages (+ 1,7 %) beaucoup moins, ceux-ci ayant subi la très forte concurrence des importations à prix anormalement bas en provenance des pays asiatiques.

La situation est devenue moins favorable dans le secteur des tapis de laine en raison de la fermeture virtuelle du marché américain, et dans le secteur des tapis d'ameublement et épinglés, par suite d'une baisse très marquée des ventes à destination de l'Allemagne. Par contre, l'essor de la bonneterie (+ 19 %) et de la confection (+ 13 %) a continué.

Dans *l'industrie du cuir*, la production de cuirs lourds a de nouveau perdu du terrain, elle a diminué de 8,2 %, après la nette amélioration observée en 1961 et 1962. Ce recul est dû, à la nouvelle baisse de la fabrication du cuir à semelles (19,8 %). Pour mieux mesurer l'ampleur du repli dans ce dernier domaine, il suffit de constater qu'en dix ans, de 1954 à 1963, la production de cuir à semelles a diminué de 4.664 à 1.365 t par an. Par contre, la production du cuir technique progresse et même reprend peu à peu, le terrain concédé en 1958. En 1963, ce secteur a progressé de 12,5 % par rapport à l'année précédente.

La tendance de la fabrication du cuir léger accuse une hausse de 7 %.

La production de chaussures n'a progressé d'une année à l'autre que de 2,9 %. Dans ce secteur, les possibilités d'écoulement, réduites sur certains marchés extérieurs traditionnels, expliquent que la production d'articles d'hiver n'a pas atteint le résultat escompté. D'autre part, des grèves ont paralysé l'activité d'un grand nombre d'entreprises, pendant près de sept semaines.

La haute conjoncture, dont la Belgique a bénéficié en 1963, n'a pas été entièrement favorable aux *industries agricoles et alimentaires.*

En effet, l'expansion économique qui dure depuis plusieurs années est la cause du renchérissement des matières premières agricoles. En outre, le suremploi a entraîné une augmentation des rémunérations et des charges sociales. De cette évolution a résulté une compression des marges bénéficiaires. Ceci rend difficile à certains secteurs, l'adaptation aux nouvelles conditions de concurrence créées par la politique agricole de la Communauté. D'autre part, l'amélioration continue du standard de vie entraîne une modification du goût des consommateurs dans le sens d'une préférence pour les produits alimentaires préparés.

En effet, si l'accroissement du niveau de vie amène une augmentation modeste du volume de la consommation alimentaire, il provoque cependant la recherche de produits plus raffinés. La production de ces derniers favorise davantage les entreprises techniquement évoluées et l'extension du marché accélère ce processus. Si le secteur alimentaire, dans son ensemble, n'est pas menacé par l'ouverture du Marché Commun, celle-ci, jointe à une évolution en cours depuis plusieurs années, entraîne des changements de structure des branches qui le composent.

Par rapport à 1962, la production de l'ensemble des industries agricoles et alimentaires, n'a augmenté que de 2,9 %, en 1963 ; cet accroissement est dû aux progrès enregistrés dans la production de bière (5,2 %), de margarine (2,6 %) et de sucre (1,8 %), tandis que celle des confitures (– 7,2 %), de l'alcool (– 2,6 %), de la farine (– 1,1 %) et des huiles végétales, reculaient.

Il a été produit un peu moins de farine qu'en 1962, tandis que l'élimination des capacités excédentaires de production a été poursuivie, le phénomène de suréquipement se pose d'ailleurs aussi à l'échelle communautaire.

La biscuiterie a connu l'expansion, en 1963. Le développement du commerce extérieur belge des biscuits est la seule explication de la hausse de la production, car l'augmentation de la consommation intérieure n'a guère avantagé que les produits importés.

La situation a, par contre, été mauvaise dans la fabrication des biscottes où les exportations n'ont jamais été importantes et où la concurrence hollandaise a éliminé la plupart des producteurs belges des marchés intérieurs.

La production des sucreries et des raffineries de sucre n'a été qu'un petit peu supérieure à celle de 1962, considérée comme une mauvaise année. De ce fait, la Belgique a dû accroître de façon sensible ses importations au moment où, dans le monde, l'excédent de production par rapport à la consommation, avait fait place à un déficit qui avait entraîné une hausse des cours. Aussi l'amenuisement des cultures de betteraves (56.000 Ha en 1963 contre 69.296 en 1958) et la désaffection de la main-d'œuvre saisonnière posent-ils un problème.

La chocolaterie belge est florissante et l'expansion des exportations continue. Au cours des cinq dernières années, celles-ci sont en

effet passées de 180 à 582 millions de francs, tirant parti de l'abaissement des droits internes. Cependant, la lenteur avec laquelle s'élabore la réglementation commune en matière de cacao et de chocolat retarde la production en très grande série.

L'indice de l'Institut National de Statistique relatif à la production de confitures, fruits confits, etc... accuse une baisse de 7,2 % par rapport à 1962, cependant le marché Commun, et surtout la République fédérale allemande offrent de larges possibilités, tant en confitures qu'en conserves.

Dans les brasseries, le mouvement de concentration se poursuit ; la consommation intérieure semble plafonner, mais les exportations continuent à se développer, en particulier vers la France.

En revanche, la production d'alcool a diminué de 2,6 %, par rapport à l'année précédente.

Les exportations de préparations et de conserves de viande ont fort progressé en un an, passant de 105 à 153 millions de francs. Toutefois, le prix de revient a haussé de 10 à 20 % par suite de l'hiver rigoureux qui a détruit un grand nombre de porcelets et la fécondation des truies a eu du retard, tandis que la demande intérieure ne fléchissait pas.

La production de margarine s'est encore légèrement développée, mais les ventes n'ayant pas suivi le mouvement, les stocks ont atteint un niveau élevé.

L'*industrie du tabac* a de nouveau progressé sensiblement en 1963 ; l'augmentation globale de 3,6 % a porté non seulement sur les produits de qualité, cigarillos (+ 15,6 %), cigares (+ 5 %) mais aussi sur les cigarettes (+ 5,03 %). Par contre, la production du tabac à fumer continue à reculer (– 2,8 %). Les exportations sont passées d'une valeur de 685 millions de francs en 1962 à 826 millions de francs en 1963, tandis que les importations s'accroissaient parallèlement de 1.571 millions à 1.847 millions de francs.

En 1962, on a observé quelque ralentissement dans l'essor de la production de *papier* ; en 1963, par contre l'expansion a repris, l'augmentation étant de 11 % par rapport à l'année précédente. Ce développement est supérieur à celui de 6 % atteint dans l'ensemble de la Communauté.

La forte croissance économique, dans tous les pays de la Communauté Economique Européenne, a entraîné une large demande de produits de papeterie. Ainsi, le développement de la consommaton apparente, qui avait été de 6 % en 1962, a atteint 8 % en 1963 pour la Communauté. Ce taux est de 11 % pour l'Union Economique belgo-luxembourgeoise, contre 12 % en Italie et aux Pays-Bas, 9 % en France et 5 % en Allemagne fédérale.

L'industrie du papier et du carton reste préoccupée par la réduction des marges bénéficiaires. Le raffermissement des prix des papiers

ne compense qu'en partie le mouvement de hausse de la matière première et des charges salariales. Pour le papier, en raison de l'allongement des délais, la concurrence s'est allégée.

En Belgique, les producteurs de carton, (+ 25,5 %), de papier et de carton transformé (+ 19, %) ainsi que ceux de la transformation (+ 17,1 %), ont le mieux progressé, tandis que le développement de la fabrication de papier d'écriture et d'impression (+ 6,3 %) et d'autres papiers (+ 8,7 %), reste satisfaisante.

L'industrie du *bois* est toujours en pleine expansion et l'augmentation de la production a atteint 17,9 % en 1963. Parmi les secteurs les plus dynamiques, figurent les industries du meuble, du siège ainsi que la fabrication de contreplaqué et des panneaux comprimés. Cet essor est dû à l'intégration progressive des économies du Marché Commun, lequel a absorbé, l'an dernier, 84,09 % des exportations belges de produits et à la haute conjoncture persistante dans les six pays membres.

Paralysée pendant les premiers mois de l'année, par la rigueur de l'hiver, *l'industrie de la construction* a, ensuite, accru son activité et comblé en grande partie le retard.

Cependant, les statistiques provisoires du nombre de bâtiments commencés, en 1963, montrent que le total de ces derniers a atteint un niveau très bas, 23.229 habitations privées seulement, contre 29.136 en 1962, ayant été mises en chantier, alors que la construction de 5.378 immeubles professionnels a été entamée, contre 4.591 un an plus tôt. L'explication pourrait être que les avis de commencement des travaux ne sont transmis à la commune qu'avec beaucoup de retard.

Après la forte régression de 1962, l'année 1963 a de nouveau connu une augmentation du nombre des autorisations de bâtir pour habitations privées, soit 50.518 contre 48.617 en 1962, alors que le total des autorisations de bâtir des bâtiments industriels et commerciaux a un peu fléchi soit 9.851 contre 10.458, tout en restant largement supérieur aux totaux des années antérieures.

En regard, le total des bâtiments achevés diminue régulièrement depuis 1961, bien que la tension sur le marché du travail croisse. En 1963, ce total était à un niveau inférieur de 5,5 % à celui de l'année précédente. Il est possible que cette diminution puisse aussi être imputée à des retards d'ordre statistique, mais il est plus vraisemblable que l'extension de la construction de grands bâtiments aux multiples appartements et au parachèvement mieux soigné, soit à l'origine de cette tendance.

15.124 primes à la construction ont été accordées en 1963, contre 17.669 en 1962. Ce chiffre est le plus bas depuis 1958. Cela vient du resserrement des conditions d'octroi.

Pour toute l'année, le montant des engagements du secteur public et des parastataux, touchant les travaux de génie civil, a été de 21,8

milliards, soit une progression de 4,8 % sur 1962. Le gros de l'augmentation a porté sur le secteur public et plus en particulier sur les travaux publics soit 12,7 milliards contre 12,2 milliards, et sur les communications soit 2,950 milliards contre 2,590 milliards.

Les paiements ont aussi augmenté atteignant 20,950 milliards, contre 18,0 milliards soit 16,3 % de plus.

En 1963, 10,3 milliards ont été accordés aux administrations subordonnées pour l'exécution de travaux, contre 9,2 milliards l'année précédente.

Parmi *les matériaux de construction*, le ciment a été produit, en 1963, en quantité de 1,6 % inférieure à celle de 1962. Le retard du premier trimestre, dû à l'hiver rigoureux, n'a pu être entièrement récupéré. L'industrie cimentière belge a subi une double influence : celle de la diminution des ventes à l'étranger et celles du développement du marché intérieur. Les exportations vers les Pays-Bas, après avoir atteint 1 million de tonnes, en 1957, sont revenues à un peu plus de 800.000 t en 1963, chiffre qui n'est guère éloigné de la moyenne des livraisons de ces dernières années. Il y a quelques années, la Belgique vendait d'importants tonnages au Congo mais, à présent, ce marché est à peu près fermé. En dehors des Pays-Bas, les exportations n'ont plus atteint 400.000 t contre 512.000 en 1962.

En revanche, le marché intérieur se développe et la consommation belge apparente est passée, de 2.300.000 t en 1950 à 3.600.000 t en 1963, les importations n'intervenant dans ce total que pour un montant très faible. D'ailleurs, l'industrie cimentière s'est efforcée de développer la demande, notamment en développant le système des expéditions en vrac par camions spéciaux, péniches ou allèges. Ce mode de fourniture serait passé, par rapport au total, de 2 % en 1950 à 41 % en 1962, ce qui a permis d'appréciables économies de main-d'œuvre, de temps et de matière. Une autre initiative, couronnée de succès, a été la livraison directe du béton, préparé dans des centrales et malaxé dans des camions spéciaux.

Dans l'industrie de la terre cuite, on observe, en 1963 comme en 1962, une orientation de la demande des briques ordinaires, en diminution de 8,4 %, au bénéfice des briques plus légères, et de format plus grand, (+ 18,9 %). Par contre, les productions de briques de parement et de briques creuses, pour hourdis, ont fléchi en un an, respectivement de 3,4 et 8,8 %. Le rude hiver du début de l'année a fort retardé la reprise de la saison briquetière et, de ce fait, il a freiné la production.

Dans l'ensemble, l'industrie du verre a joui en 1963, d'une situation assez favorable, puisque la production globale a été supérieure de 2,2 % au niveau atteint l'année précédente, tandis que les exportations ont reculé de 2,2 %. Ce recul, beaucoup plus sensible en valeur qu'en tonnage, est imputable surtout à la contraction du débouché américain.

En réalité, pour le verre plat, il faut distinguer, en 1963, deux périodes très différentes : le premier semestre, déprimé, qui a subi l'influence des mesures protectionnistes prises par les Etats-Unis, aggravées par les conséquences d'un hiver rigoureux, tandis qu'au second trimestre la production et les expéditions n'ont pu suivre une reprise soudaine et importante de la demande, plus particulièrement celle de verre à vitre. En définitive, la production de verre plat n'est inférieure que de 4,5 % à celle de l'année précédente.

Le secteur de la glacerie a connu, en 1963, une évolution semblable à celle de la verrerie à vitres, avec des mouvements moins accusés, tant en dépression qu'en reprise.

Le verre creux a continué à se maintenir à un niveau très satisfaisant, + 11,2 % par rapport à 1962. En 1963, la demande est restée en général satisfaisante avec, à long terme, une tendance à un développement lent. Au cours des derniers mois de l'année, ce secteur a participé à la haute activité qu'ont connue les autres produits du verre plat.

Pour la cristallerie, les marchés d'Amérique latine et d'Afrique, d'Asie et d'Europe orientale sont restés pratiquement fermés.Mais l'instauration du Marché Commun a permis de développer les exportations belges vers les pays partenaires de la C.E.E. Les Etats-Unis et le Canada sont aussi des marchés en expansion.

L'industrie des carrières a été paralysée par le froid, de janvier à mars, et l'accélération de la production, dans les trois trimestres suivants, n'a pas réussi à rattraper le retard. En conséquence, le niveau de l'extraction des carrières n'est supérieur que de 1,4 % à celui de 1962, tandis que, cette dernière année, la production globale des carrières avait progressé de 30,5 %.

Toutefois, la situation a évolué différemment selon les secteurs. Ainsi, tandis que la production des carrières de porphyre (+ 11,7 %) et de grès (+ 7,8 %) a progressé et que celle de marbre est restée quasi stable, la production de granit a reculé de 6,8 %.

Soutenue par la haute conjoncture, la production de sable a dépassé de 13,6 % le niveau record de 1962 et les exportations ont progressé de 26,2 % d'une année à l'autre.

Par contre, la demande d'ardoises a continué à fléchir ce qui a entraîné un nouveau recul du secteur, de 5,1 %.

Les ventes totales de l'industrie céramiques de l'U.E.B.L. auraient progressé de 2 % depuis 1962, mais cette expansion ne serait due qu'au développement des exportations (+ 12 %), le marché intérieur ayant été moins favorable, (– 2 %).

Depuis l'entrée en vigueur du Traité de Rome, l'expansion des exportations de produits céramiques, surtout vers les partenaires de la C.E.E., a été plus rapide que la progression des importations et des ventes de l'industrie céramique nationale sur le marché intérieur.

Les ventes totales de produits réfractaires et de tuyaux en grès ont diminué. Par contre, l'évolution a été favorable pour les appareils sanitaires, les carreaux de pavement et la vaisselle, et de peu d'importance pour les autres produits.

L'année 1963 aura été bonne pour *l'industrie diamantaire*, le progrès de ses ventes a continué. Cependant, l'industrie belge se développe à un rythme inférieur à celui d'autres pays, Israël et les Indes par exemple. Cette situation résulte moins de la concurrence étrangère que du manque de main-d'œuvre ; tous les travailleurs disponibles étant occupés.

Transport

L'hiver, rude et long, a beaucoup influencé l'activité des entreprises de transport, dans les premiers mois de 1963. La navigation intérieure a fléchi à un niveau peu élevé, tandis que les transports de marchandises par chemin de fer et par route ont augmenté. Le trafic des ports maritimes a été fort perturbé par le froid. Les chiffres annuels ne donnent donc pas une image fidèle de l'évolution conjoncturelle et structurelle des divers modes de transport.

Les données chiffrées concernant le trafic routier ne sont pas disponibles. Pendant les premiers mois de 1963, il a été beaucoup plus intense qu'au cours de la période correspondante des années antérieures. De grandes quantités de charbon ont été transportées par camions, les voies d'eau étant gelées et la demande de combustible fort accrue.

Le nombre des véhicules utilitaires augmente encore. Dans la période août 1962 - juillet 1963, 22.267 véhicules neufs ont été mis en service (21.017 pendant la période antérieure de 12 mois) et on estime le nombre des véhicules utilitaires, en service au 1er août 1963, à environ 204.000, soit près de 6 % de plus qu'un an plus tôt. En 1962 et en 1961, le taux d'augmentation a aussi été d'environ 6 %.

Le trafic de marchandises par chemin de fer a progressé en 1963 ; le tonnage transporté a été près de 5 % plus élevé qu'en 1962 et le nombre de tonnes-kilomètre a augmenté de 5 %. L'augmentation globale de 1963 est une conséquence de la reprise au dernier trimestre et, surtout, d'un facteur accidentel, l'hiver rigoureux, qui a accru les transports de combustibles solides et liquides, non seulement à ce moment, mais aussi ensuite lorsque le négoce et les utilisateurs ont reconstitué leurs stocks. Les transports de produits métalliques et de produits chimiques ont augmenté, mais ceux de minerais ont beaucoup fléchi ; certains hauts fourneaux sont, en effet, passés à l'utilisation du minerai importé d'outre-mer, au lieu de celui de Lorraine.

Dans les premiers mois de 1963, le trafic de marchandises de la navigation fluviale a été faible et bien qu'après l'hiver il ait été de plus de 10 % plus élevé qu'au cours des mois correspondants de 1962, pour l'ensemble de l'année 1963, le tonnage transporté est moins élevé que l'année précédente. Toutefois, le passage progressif du transport par fer au transport par bateau se poursuit, notamment à cause de l'utilisation accrue de minerais de fer d'outre-mer.

Le nombre des navires enregistrés au port d'Anvers a un peu fléchi en 1963, mais leur tonnage global a augmenté de plus de 4 % par rapport à 1962. Le poids des marchandises importées d'outre-mer a progressé de 20 %, atteignant plus de 31 millions de tonnes, sous l'influence de facteurs conjoncturels tels que le stockage de l'industrie au cours des derniers mois de l'année, et structurels comme les importations accrues d'huile minérale brute, de minerai et de charbon. Les expéditions de marchandises ont un peu fléchi, en dépit d'une augmentation très sensible des exportations de produits pétroliers.

Au port de Gand, les entrées de marchandises ont aussi progressé, tandis que les sorties ont un peu fléchi. Le trafic global est passé de 2,6 millions de tonnes, en 1962, à 2,7 millions, en 1963, soit le niveau de 1961.

Les chargements et déchargements de navires ont porté sur 1,5 million de tonnes de marchandises aux ports de Bruges et de Zeebrugge, ce qui constitue un nouveau record ; ils n'atteignaient que 1,1 million de tonnes en 1962.

Après un recul en 1961, la flotte des armements belges a de nouveau grandi. En outre, le tonnage moyen des navires a augmenté et la flotte a été rajeunie.

Par suite de la mise en service d'avions à réaction et de l'augmentation assez faible de la demande, les entreprises de navigation aérienne ont été obligées de rationaliser leur exploitation. Le nombre des départs des aérodromes belges a diminué en 1963 et le nombre des passagers n'a progressé, en tout, que de 5 % (17 % en 1962).

Au cours de la période de douze mois qui va d'août 1962 à juillet 1963, 159.856 voitures neuves ont été vendues, soit 14 % de plus qu'au cours de la période précédente de douze mois, où le taux de l'augmentation n'avait été que de 3 %. Les ventes ont augmenté surtout à partir de mars 1963. A la suite de cette progression, le nombre des voitures a dû passer à 1.050.000 au 1er août 1963, contre 936.000 au 1er août 1962, soit un accroissement de 12 %. La vente d'autobus neufs a augmenté de moitié au cours de la même période. La diminution du nombre des motos a continué, tandis que le nombre des vélomoteurs n'a plus progressé. Le marché de ces véhicules semble saturé.

Le trafic des voyageurs sur le réseau de la S.N.C.B., a augmenté de manière insignifiante en 1963, la longueur moyenne des voyages a, en outre, un peu fléchi.

Le nombre des voyageurs empruntant les moyens de transport de la S.N.C.V. a augmenté globalement de 4 %. Le réseau ferré de la S.N.C.V. a de nouveau été réduit et le nombre de personnes transportées par tramways électriques a fléchi de 7 % ; par contre, il y a eu une nouvelle extension des services d'autobus et une augmentation de 6 % de leurs passagers.

istribution

L'ensemble de la structure de l'appareil de distribution belge est en pleine évolution. Les magasins dits « supermarchés » ont un succès croissant.

Le régime des maisons à succursales indépendantes qui intéresse plus les petites et moyennes entreprises, continue aussi de gagner en importance. Ceci est confirmé par la modernisation et l'extension des assortiments de ces magasins ainsi que par la création de nouvelles succursales.

Un caractère notable de la structure de la distribution est la rapide augmentation relative des épiceries organisées en « self service ». La Belgique compte, par rapport à sa population, moins de coopératives et plus de grands magasins que les autres pays d'Europe occidentale ; d'autre part, le commerce intégré y est moins important que dans ces autres pays (14 % contre 20 %).

La distribution connait donc un net mouvement de concentration et de rationalisation, qui la rend plus productive. Le secteur des services est en telle expansion que des passages peuvent s'y produire aisément d'une ancienne spécialité à une nouvelle, moyennant une adaptation peu importante. De nombreux petits commerçants subissent cependant les conséquences de cette évolution et doivent abandonner leur indépendance, pour un emploi salarié. Ceci apparaît dans les mouvements aux registres du commerce : en 1963, pour la première fois en ce qui concerne les entreprises individuelles, le nombre des radiations a dépassé le nombre des inscriptions. Ce sont les régions relevant des cours d'appel de Gand et surtout de Bruxelles qui ont le plus influencé ces données. A Bruxelles, les radiations ont dépassé de 12 % les inscriptions. Il en va tout autrement pour les enregistrements de sociétés : dans l'ensemble de la Belgique, les radiations consécutives à la cessation d'activité commerciale n'atteignent pas le tiers du nombre des inscriptions.

De même que le nombre des affaires commerciales, celui des déclarations de faillite et celui des concordats judiciaires fléchissent aussi.

Dans le commerce de détail, le nombre de sociétés anonymes créées cette année diffère peu de celui de 1962. Les sociétés de personnes à responsabilité limitée ont plus de succès dans ce secteur : en 1963, environ 20 % de plus que l'année précédente ont été fondées.

Au premier semestre, dans le commerce de gros, d'exportation et d'importation, deux fois autant de sociétés de personnes que de sociétés anonymes ont été créées, mais le total du capital souscrit est à peu près le même pour les deux catégories de sociétés.

En matière de crédit professionnel, l'accroissement du nombre de crédits accordés a été à peu près le même en 1963 qu'en 1962 : 11,4 % contre 11,7 %. Le montant total des crédits consentis a subi, en 1963, une nouvelle augmentation : 20,6 %, contre 16,4 % en 1962. Le montant moyen des crédits accordés s'est accru de 8,4 % contre 4,2 % en 1962.

Tourisme

L'activité touristique a encore progressé en 1963. Cette évolution, répond à une année de plein emploi et de haute conjoncture pour les pays de la C.E.E.

Le nombre total des nuitées a dépassé de 6 % celui de 1962. Le taux correspondant, en 1962, était de 3,75 % par rapport à l'année antérieure.

En 1963, cette augmentation a surtout été causée par l'affluence des étrangers, considérable, comme en 1962. Ceux-ci forment une catégorie de touristes qui croît plus vite que celui des Belges : par rapport à l'année antérieure, le nombre des nuitées des premiers a progressé de plus de 10 %, contre à peine 4 % pour les autres.

La part des touristes américains et allemands a le plus grandi parmi les visiteurs étrangers, alors que celle des Hollandais et des Italiens a augmenté moins vite. Parmi les touristes étrangers 45 % ont visité les villes d'art ; des Belges, 4 % seulement l'ont fait alors que 79 % d'entr'eux ont passé leurs vacances à la côte.

Le tourisme social a continué de se développer en 1963, et forme dorénavant un ensemble bien organisé. Pour mai et juin, le nombre de nuitées a progressé de 16 % par rapport à 1962, où il avait cependant déjà été beaucoup plus élevé que les années précédentes.

Avec 383 terrains et 2 millions de nuitées dont 500.000 de touristes étrangers, le camping a marqué une vive avance. Le tourisme d'étape, qui, pour une bonne part, s'adresse aux plus jeunes, a repris en 1963 et a marqué à nouveau, un progrès considérable. Ce sont les gîtes d'étapes qui relativement ont le plus contribué à l'augmentation du nombre des nuitées. Ils en ont enregistré en 1963, 9.468 de plus que l'année antérieure.

Dans les maisons et centres de vacances, le nombre des nuitées a progressé de 6,88 %. L'augmentation frappe d'autant plus que le nombre des vacanciers n'a crû que de 1,82 %. Par rapport à 1960, le nombre des nuitées a augmenté de plus de 33 %. Les tableaux statistiques, donnent une idée du rapport existant chaque mois entre l'occupation réelle dans ces établissements et la capacité théorique d'hébergement : le degré d'occupation moyen est calculé de mois en mois, c'est le quotient du nombre des nuitées par le produit du nombre des jours du mois considéré et du nombre de places disponibles. Par rapport à 1962, il y a eu une augmentation notable du taux d'occupation en mai et en juin (respectivement 7 et 5 %) ; en juillet et en août, elle a été de 4 %, de sorte que pour ces mois on peut parler d'une occupation pratiquement complète.

La répartition géographique du nombre des nuitées, aussi bien des étrangers que des Belges, n'a pas subi de changement notable en 1963.

inances de l'Etat

Un des objectifs du programme d'expansion économique pour la période 1962-1965 était la réalisation et même le raffermissement de l'équilibre budgétaire au sein des finances de l'Etat ; ceci impliquait l'assainissement progressif d'une situation qui s'était beaucoup détériorée au début de la récession économique de 1958. Des résultats tangibles avaient déjà été acquis en 1961, puis meilleurs encore en 1962, en dépit de l'imputation au budget ordinaire d'une masse de dépenses de consommation estimées à plus de 9 milliards de francs qui furent soustraites, à juste titre, du budget extraordinaire. En 1962, le budget ordinaire, conçu sous l'angle des décaissements, accusait un solde positif et l'impasse totale de trésorerie avait subi une contraction remarquable.

Nonobstant l'expansion de l'activité économique en 1963 et son incidence favorable sur les rentrées du Trésor public, celui-ci a été confronté avec certaines difficultés qui, à défaut d'une analyse approfondie, pourraient suggérer que l'œuvre de redressement des finances publiques était gravement compromise. En effet, le budget ordinaire en opérations de caisse a laissé un déficit et l'impasse totale de trésorerie, à financer par l'emprunt a été très élargie.

Certaines circonstances accidentelles ont contribué à cette évolution. Les conséquences de l'hiver ont entraîné une limitation de certaines recettes, tandis qu'elles suscitaient des débours supplémentaires dans le chef de l'indemnisation du chômage et de la réparation du réseau routier. Par ailleurs, les dépenses d'investissement de l'Etat ont fort progressé, conséquence des efforts entrepris pour améliorer l'infrastructure économique du pays, tandis que les remboursements, sur fonds de tiers, atteignaient un montant anormalement élevé.

La disparition des facteurs quasi fortuits est de nature à arrêter la détérioration de la situation financière de l'Etat. Qu'elle ne soit pas fondamentale, résulte de la nette amélioration constatée pendant les premiers mois de l'année 1964.

L'élargissement du déficit au budget ordinaire, en 1963, considéré sans distinction d'exercice, résulte d'une expansion plus accusée des dépenses que des recettes. Celles-ci ont augmenté de 6,6 % contre 9,2 % en 1962. Cette dernière année avait cependant bénéficié, dans son intégralité, d'une aggravation de la fiscalité indirecte qui n'avait affecté qu'une partie de 1961.

Les recettes fiscales seules, de l'année 1963, dénotent une progression de 6,3 %, taux inférieur à celui du produit national brut à prix courants. De ce fait, le rapport entre ces deux grandeurs aurait été ramené de 19,1 en 1962 à 18,9 en 1963.

Les contributions directes montrent un affaiblissement du rythme d'augmentation qui s'explique surtout par l'incidence de la mise en vigueur de la loi du 20 novembre 1962 portant réforme des impôts sur les revenus. Cette loi rend d'ailleurs la comparaison des résultats de 1963 avec ceux des années antérieures fort aléatoire surtout en ce qui concerne les différentes espèces de contributions. La nouvelle législa-

tion a eu pour effet d'accroître sensiblement les versements anticipatifs par le fait qu'elle élargit la masse de revenus touchés par ce système d'imposition ; mais la haute conjoncture et les perspectives d'amélioration des résultats bénéficiaires dans certains secteurs expliquent aussi la progression intervenue. Les retenues d'impôts à la source ont connu une évolution pratiquement parallèle à celle de la masse salariale. Les recettes provenant de la taxation des revenus immobiliers dépassent largement celles de l'année antérieure par suite de la résorption du retard causé en 1962 par la péréquation cadastrale. Le produit de la taxe de circulation routière n'augmente que de 3,8 % contre 7,5 % en 1962. Néanmoins les ventes de voitures neuves ont dépassé de 19 % le niveau de 1962.

La discordance déjà observée antérieurement entre le mouvement des droits de douane et des importations de marchandises a persisté en 1963. Les premiers n'ont crû que de 6,4 % contre 12,2 % pour la valeur des importations. La démobilisation progressive du tarif doaunier intra-communautaire est à l'origine de cette évolution qui ne trouve qu'une compensation partielle dans le rapprochement vers les droits du tarif extérieur commun pour les produits industriels.

L'avance des recettes d'accises est supérieure à celle enregistrée en 1962. L'augmentation est de 4,4 %, taux équivalent à celui des huiles minérales. La faible augmentation de la consommation d'essence au cours des dernières années contraste assez singulièrement avec l'extension du parc automobile. Parmi les autres branches d'accises, il convient de relever la progression modeste des droits perçus sur les tabacs, dont la consommation à prix courants n'a dépassé que de 3,3 % le niveau de 1962.

Les recettes du timbre et des taxes assimilées de l'année 1963 sont comparables à celles de la période antérieure, étant donné qu'elles n'ont plus été influencées par une adaptation autonome des tarifs. L'augmentation en valeur relative atteint 8,2 % et serait ainsi un peu supérieure à celle du produit national brut à prix courants. La consommation privée a d'ailleurs, en 1963, étant donné l'augmentation des salaires, porté davantage sur des produits durables et semi-durables qui ne souffrent guère d'exemptions en matière de taxes. L'analyse au cours de l'année des sommes perçues au titre de droit de timbre reflète fort bien l'évolution de l'activité économique. Celle-ci a été freinée, au début de l'année, de sorte que les recettes du timbre ont marqué un net plafonnement. La récupération ultérieure a été assez vigoureuse de sorte que pour l'année entière il y a un excédent de 0,7 milliard par rapport aux estimations initiales.

Pour l'ensemble des recettes fiscales, et sans distinction d'exercice, l'année 1963 a laissé une plus-value de 1,7 milliard en regard des prévisions.

Quoique moins importantes en volume, puisqu'elles ne représentent qu'environ 6,5 % des recettes totales, les recettes non fiscales méritent

quelque attention surtout que leur augmentation en valeur relative dépasse celle des rentrées d'impôts. L'amélioration d'une année à l'autre se situe surtout dans le chapitre des taxes, péages et redevances et est due à l'augmentation des appareils de radio et de télévision et à la majoration des redevances.

Sur base des données de caisse, les dépenses budgétaires totales traduisent une expansion de 10,5 %. Le mouvement est moins accusé pour les dépenses ordinaires dont la majoration se limite à 8,7 %, taux pratiquement équivalent à celui des imputations budgétaires. Si cependant on élimine les amortissements de la dette publique, qui ne sont pas assimilables aux dépenses de consommation et n'exercent donc aucune incidence expansionniste, il appert que l'accroissement des dépenses ordinaires en décaissements est limité à 8 %.

Outre les charges financières de la dette publique, le niveau des dépenses ordinaires a été fort influencé par les dépenses de personnel et les subventions. Les premières ont encore subi les conséquences de la revalorisation ainsi que de l'adaptation des barèmes à l'évolution du coût de la vie. Les effectifs de personnel accusaient, au 30 juin 1963, une stabilisation par rapport à l'année antérieure, l'augmentation observée dans les départements ministériels et certains corps spéciaux ayant été neutralisée par une réduction du personnel militaire.

Les subventions marquent une expansion très vive qui tient cependant pour 0,7 milliard au transfert à ce chapitre de la quote-part belge au Fonds de Développement pour les Pays et Territoires d'Outre-mer de la C.E.E., inscrite précédemment aux « autres dépenses ». Les subventions à l'Education nationale reflètent surtout la hausse des rémunérations. Les subsides aux chemins de fer ont dû être majorés en liaison avec le coût de la revalorisation.

En décaissements réels, les dépenses extraordinaires sont supérieures de 24 % à celles de 1962, dont la masse la plus importante se retrouve aux immobilisations nouvelles. L'expansion des investissements concerne la défense nationale et les travaux publics. Par ailleurs, les dépenses du Fonds des Routes, qui ne sont pas rattachées au budget extraordinaire, sont passées de 2,8 milliards en 1962 à 4,2 milliards en 1963. Dans l'ensemble, la contribution de l'Etat à la formation brute de capital fixe a largement dépassé les efforts réalisés auparavant.

L'augmentation des « autres dépenses extraordinaires » reflète surtout les débours liés à la réparation du réseau routier.

Le niveau important atteint par le budget extraordinaire, et en particulier par les débours en matière d'investissements, joint au montant exceptionnel des remboursements sur fonds de tiers devait entraîner une aggravation notable de l'impasse de trésorerie.

Les modalités de financement de cette impasse sont très différentes de celles de 1962. Les possibilités d'emprunt de l'Etat à l'intérieur ont été resserrées à cause de l'adaptation des marchés financiers aux nou-

velles modalités de taxation des revenus mobiliers et des besoins accrus de l'économie privée, lesquels ont amené les banques de dépôts, libérées des obligations de couverture, à limiter leur participation au financement du Trésor. Tandis qu'en 1962, le produit des emprunts consolidés dépassait les besoins nets du Trésor, en 1963, ce produit n'est intervenu qu'à concurrence de 57,4 % dans la couverture de l'impasse totale.

L'Etat belge a placé trois emprunts sur le marché intérieur soit pour 5,9 milliards en mars, 5,3 milliards en juin et 7,5 milliards en octobre. De plus, le Fonds des Routes a émis un emprunt de 2,5 milliards en novembre. Aucune opération n'ayant été effectuée à l'étranger, et compte tenu des amortissements contractuels, la dette consolidée totale s'est accrue de 10,7 milliards.

Quant à la dette flottante, elle s'est accrue de 12,1 milliards. Parmi ses composantes, seule la dette intérieure à moyen terme a fléchi. Si la dette extérieure à court terme est passée à 18,6 milliards contre 12,8 milliards en 1962, elle est cependant encore inférieure de 13 milliards au niveau maximum atteint en mai 1961.

Après élimination des opérations relatées par la dette publique mais qui ne correspondent pas à des décaissements réels, l'accroissement total se chiffre à 23 milliards contre 12,1 milliards en 1962.

Finances provinciales et communales

Le très net redressement de la situation financière des communes, observé en 1962, est confirmé en 1963 par des résultats encore en légère amélioration.

Les transferts de revenus de l'Etat aux pouvoirs publics subordonnés ont à nouveau augmenté. Cette augmentation est due surtout aux contributions plus importantes pour l'enseignement et notamment à l'augmentation des salaires et des pensions. Les frais de fonctionnement ont progressé après avoir diminué en 1962. Les contributions spéciales ainsi que celles d'ordre général ont aussi haussé, tandis que la participation directe de l'Etat, dans les opérations en capital des pouvoirs subordonnés a fléchi à nouveau.

Pour juger la situation financière des communes, il est indispensable d'examiner à part celle des quatre grandes villes. Quoique toujours très déficitaire, celle-ci accuse un léger redressement, leur mali général revenant de 2.698 millions de francs en 1962, à 2.581 millions en 1963, tandis que le mali, propre à l'exercice, c'est-à-dire à l'exclusion des soldes reportés des exercices antérieurs, passe de 1.268 à 1.130 millions.

Dans les autres communes, si le nombre des déficits propres à l'exercice, après être tombé de 2.259 (avec 1.537 millions de francs) en 1961 à 1.732 (avec 905 millions de francs) en 1962, remonte à 2.141 (avec 1.258 millions de francs) en 1963, par contre, l'amélioration des résultats généraux constatée en 1962, s'accentue encore en 1963. En effet, le nombre de communes en mali général n'atteint plus que 130, contre 224 en 1962 et 932 en 1961. De plus, le montant des malis de

l'espèce accuse la régression suivante : 1.759 millions de francs en 1961, 348 millions en 1962 et 303 millions de francs en 1963.

De leur côté, pour les mêmes années, les bonis généraux ont successivement été de 323, 435 et 445 millions de francs.

Il ne s'agit pourtant que de données budgétaires, les comptes devant refléter, ainsi que l'expérience l'a prouvé, des résultats sensiblement plus favorables, pour la principale raison qu'aux budgets ne sont pas prévues les aides qui seront allouées aux communes dont la situation est particulièrement obérée. Ces aides sont fournies par le Fonds spécial visé à l'article 18 des lois et arrêtés coordonnés sur les finances provinciales et communales.

Selon les budgets initiaux, les impositions communales atteindraient, en 1963, 7,9 milliards contre 7,3 milliards en 1962, ce qui représente une hausse de plus de 8 %. La mise en application de la péréquation cadastrale en 1962, avait entraîné d'importants retards dans la perception des centimes additionnels à la contribution foncière, mais ces retards ont été résorbés. Cependant, la perception des centimes additionnels, au précompte immobilier, enrôlés en 1963, accuse un retard estimé à plus de 2 milliards de francs.

De même, si le retard de 1962, dans la perception de la taxe communale sur les revenus professionnels des personnes physiques et sur les véhicules automobiles, a été résorbé, par contre un autre retard est apparu dans l'enrôlement et la perception de ces taxes pour 1963. Celui-ci est estimé à 600 millions de francs.

En 1963, 2.352 communes ont établi plus de 400 centimes additionnels à la contribution foncière, contre 2.279 en 1962.

Au total, les recettes communales propres à l'exercice accuseraient une hausse de 5,5 %, tandis que les dépenses ordinaires augmenteraient de 6,1 %, les augmentations les plus fortes étant enregistrées dans les domaines de l'instruction publique, des entreprises et de la dette publique.

En revanche, les dépenses prévues pour l'assistance publique, les transferts et le patrimoine sont baissé.

Diverses dispositions légales ont contribué à l'assainissement des finaces communales. Ainsi la loi du 31 juillet 1963, modifiant les lois coordonnées relatives aux impôts sur les revenus et celles relatives à la taxe de circulation, a donné une solution définitive au problème de l'extension du pouvoir fiscal des communes, déjà envisagé par la loi unique, puis résolu par la loi du 30 mars 1962. Cette loi de juillet 1963 autorise les communes, sous certaines conditions, à établir une taxe additionnelle à l'impôt des personnes physiques.

D'autre part, le Fonds des Communes, le Fonds communal d'assistance publique et l'aide aux quatre grandes villes seront remplacés en 1964 par un seul Fonds des communes. En outre, les dépenses de certaines communes seront réduites, la loi du 23 décembre 1963 sur

les hôpitaux, prévoyant que les communes ne seront pas tenues de couvrir le déficit qui résulte, pour les commissions d'assistance publique, du fonctionnement de leurs hôpitaux. Elles ne pourront octroyer des subventions que si le budget communal est équilibré.

Il est probable qu'à la faveur de ces diverses réformes, les communes pourront presque toutes, clôturer leur budget en équilibre.

En se référant aux comptes provisoires qui, pour les provinces, englobent l'année 1962, on constate que toutes les provinces seraient en mali, avec un déficit global de 257,4 millions. Le déficit des comptes de 1962 aurait probablement été moins élevé si les centimes additionnels à la contribution foncière avaient pu être enrôlés, pour leur totalité, en 1962, mais la mise en application tardive de la péréquation cadastrale y a fait obstacle.

Aux budgets de 1963, six provinces présentent un déficit propre à l'exercice d'un montant global d'environ 200 millions de francs. Toutefois, grâce au solde des exercices antérieurs, les budgets de toutes les provinces, sauf une, se clôturent en équilibre ou en boni.

Selon le Crédit Communal, les investissements des secteurs provincial et communal pourraient être évalués à environ 11,2 milliards, contre 11 milliards en 1962. Ces données tiennent compte des acquisitions de biens existants, terrains et bâtiments, qui, du point de vue économique, ne constituent pas un nouvel investissement.

Les prêts et subventions, liquidés en 1963, ont atteint 10,3 milliards de francs contre 9,2 milliards un an auparavant. Les interventions au profit des communes, des provinces et autres organismes ont encore augmenté, tout comme celles destinées aux intercommunales qui sont revenues à 1,6 milliards, contre 1 milliard en 1962.

L'affectation de ces prêts et subventions dénote une nette augmentation pour les travaux de voierie, de distribution d'eau, d'électrification et d'installation du gaz, pour les logements ainsi que pour l'expansion économique. Par contre, accusent un recul, les prêts et subventions destinés aux hôpitaux, cliniques et maternités, aux bâtiments provinciaux et communaux, aux patrimoines communal et provincial, aux installations portuaires, à la collecte et au traitement des immondices, ainsi qu'aux travaux d'irrigation.

Les capitaux prêtés par le Crédit Communal, pour le financement des travaux d'investissement, dépassent le niveau de 1962, mais les subventions, liquidées par l'Etat, sont restées au même niveau. La totalité des engagements des diverses administrations publiques, envers le Crédit Communal, s'est accrue de 7,5 milliards, mais il faut noter que la Société a ressenti les contrecoups de la perturbation du marché financier, consécutive à la réforme fiscale, qui a entraîné une diminution de la vente des bons de caisse.

onnaie et crédit

Les moyens de paiement mis à la disposition de l'économie ont augmenté dans de fortes proportions, en liaison avec les besoins accrus de l'économie tant ceux de l'Etat que ceux, importants, qu'implique pour les entreprises la persistance d'une haute conjoncture, marquée par le plein emploi des activités économiques. L'importance de ces besoins a pu entraîner sur les marchés monétaire et financier des tensions, accentuées par une certaine modification dans la structure des actifs financiers. Pour la première fois depuis 1960, l'accroissement du volume des moyens de paiement n'a pas été renforcé par une accélération de la vitesse de rotation des dépôts bancaires ; celle-ci a fléchi pendant le premier semestre de 1963 par rapport à la période correspondante de 1962 ; elle s'est ensuite redressée pour se situer, pour l'ensemble de l'année 1963, au niveau de 1962.

L'expansion de 10,5 % du stock monétaire et des liquidités quasi monétaires a nettement dépassé celle des années précédentes, à l'exception de 1961. Bien que beaucoup plus forte en valeur absolue, l'augmentation du stock monétaire proprement dit a été, toutes proportions gardées, moindre que celle des liquidités quasi monétaires qui procèdent surtout de la progression des carnets de dépôts dans les banques belges, tandis que les dépôts à terme de plus d'un mois sont en diminution. La masse monétaire a été accrue de 25 milliards environ, partagée à valeur presque égale entre le stock de monnaie fiduciaire et celui de monnaie scripturale dont la part, dans le total, est passée de 44, 3% fin 1961 et fin 1962, à 44,9 % fin 1963. Le rythme d'expansion des montants globaux de paiements de nature scripturale a été un peu plus rapide qu'en 1962, ce qui est dû à la progression plus forte des paiements faits au moyen d'avoirs en comptes chèques postaux, tandis que celle des transactions bancaires se maintenait au taux de l'année précédente.

L'analyse des origines des variations du stock monétaire et des liquidités quasi monétaires montre d'assez fortes modifications dans l'importance relative des éléments qui sont intervenus d'une année à l'autre. En 1962, la création de monnaie dérivait surtout des opérations avec les entreprises et les particuliers et dans une moindre mesure, des transactions avec l'étranger. En 1963, ce dernier facteur n'a plus eu qu'une faible incidence ; par contre, la contribution des pouvoirs publics à la formation de liquidités a pris une grande ampleur, dépassant même celle, pourtant inégalée jusqu'ici, des crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation.

Les opérations avec l'étranger, abstraction faite des opérations en capital et des transferts des pouvoirs publics, ne sont, en effet, intervenus que pour 1,5 milliard dans la création de liquidités, malgré un solde positif supérieur à 3 milliards pour le premier semestre. Les transactions sur biens et services se sont révélées déficitaires, en 1963, tant par l'apparition d'un solde négatif pour les opérations sur marchandises que par la disparition de l'excédent des transactions invisibles. Dans l'ensemble, la balance des paiements de l'U.E.B.L. se solde par un léger déficit, contre un boni de 4 milliards en 1962.

Les avoirs extérieurs nets des organismes monétaires belges se sont accrus de 0,9 milliard, ceux de la Banque Nationale de Belgique de 11,2 milliards, tandis que les engagements nets des autres organismes se sont accrus de 10,3 milliards. Cette évolution doit, pour sa plus grande part, être expliquée par l'endettement en devises des pouvoirs publics, qui d'une part, a amené les banques à se procurer des fonds à l'étranger pour accorder ces crédits et, d'autre part, a gonflé les avoirs en monnaies convertibles de la Banque Nationale, cédées à cette Institution par le Trésor.

Outre cette forte augmentation des avoirs en monnaies convertibles, qui a porté ceux-ci de 12,8 milliards à 21,5 milliards en un an, l'analyse des avoirs extérieurs nets de la Banque Nationale montre que l'encaisse-or n'a progressé que de 0,4 milliard. Aussi ne couvrait-elle plus les engagements à vue de la Banque qu'à concurrence de 44,4 % fin 1963, contre 47,7 % un an auparavant. La créance sur le Fonds monétaire international, financée par la Banque, a augmenté de 0,3 milliard, pendant l'année, et résulte de cessions de francs belges à la Yougoslavie et à la Turquie, et de remboursements effectués par l'Inde.

Les crédits d'escompte, d'avances et d'acceptations aux entreprises et aux particuliers, ont contribué à concurrence de 18 milliards à la formation de liquidités. L'expansion conjoncturelle et les besoins correspondants des entreprises ont entraîné une demande élevée de crédits, renforcée par une réduction relative des capacités de financement due à une compression assez sensible de nombreuses marges bénéficiaires.

La répartition de ces crédits montre que ceux octroyés aux résidents ont augmenté de 25,1 % et ceux accordés aux entreprises et particuliers résidant à l'étranger, de 15,6 %. L'origine des crédits fait ressortir que ceux financés par les banques de dépôt se sont développés dans une large mesure. Les ressources potentielles que les banques ont pu mettre à la disposition de l'économie privée ont été élargies par l'abrogation, au début de 1962, des coefficients de couverture et, un an plus tard, du « plancher » d'effets publics. Par ailleurs, les banques ont disposé des moyens nécessaires à l'octroi et au financement de ces crédits.

En effet, les dépôts bancaires ont atteint les 150 milliards de francs fin 1963, en progrès de près de 15 %, ou de 20 milliards, en un an. Cet accroissement est beaucoup plus rapide qu'en 1962 mais un peu plus lent qu'en 1961. En valeur absolue, les dépôts à vue et à un mois au plus, et les carnets de dépôts ont augmenté d'un montant équivalent, d'environ 10 milliards, ce qui, pour la dernière catégorie, représente une avance de plus de 50 %. En revanche, les dépôts en francs belges, à plus d'un mois, ont diminué pour revenir peu au-dessous de leur montant de décembre 1961. Les dépôts en devises se sont accrus dans de fortes proportions, ce qui est dû aux seuls dépôts à plus d'un mois. On peut faire observer que les placements du public ont été en faveur d'avoirs liquides ou de certaines formes d'épargne privilégiées du point de vue fiscal.

MINISTERE DES AFFAIRES ECONOMIQUES ET DE L'ENERGIE
DIRECTION GENERALE DES ETUDES ET DE LA DOCUMENTATION

L'économie belge en 1963.

ERRATA

Page XII. — Tableau : Valeur ajoutée brute aux prix du marché par branche d'activité en prix de 1953 :
— 4. Construction, année 1963, lire 30,19 au lieu de 28,93.
— 14. Ajustement statistique, année 1963, lire néant au lieu de + 1,23.
— Produit national brut aux prix du marché, année 1963, lire 570,68 au lieu de 570,65.

Page XIII. — Tableau : Répartition du produit national entre les facteurs de production :
— 1. Rémunérations des salariés, année 1962, lire 301,38 au lieu de 302,19.
— 1. *a)* Salaires et traitements..., année 1959, lire 147,45 au lieu de 146,45.
— 1. *d)* Corrections et compléments, année 1962, lire 18,53 au lieu de 19,34.
— 2. *a)* Agriculture..., années 1953 à 1963, lire
19,90; 19,51; 20,25; 19,46; 22,80; 21,13; 22,21; 22,94; 26,56; 24,66; 28,50; au lieu de
84,91; 86,64; 90,00; 91,68; 97,08; 95,52; 101,12; 98,58; 109,99; 114,33; 121,47.
— 4. Bénéfices non distribués..., année 1962, lire 10,43 au lieu de 11,72.
année 1963, lire 15,87 au lieu de 14,78.
— 5. Impôts directs des..., année 1962, lire 11,10 au lieu de 9,00.
année 1963, lire 11,20 au lieu de 12,29.

Page XIV. — Tableau : Affectation du produit national.
Prix courant :
— 3. *a)* Formation brute..., année 1961, lire 119,83 au lieu de 111,83.
Prix de 1953 :
— 1. Consommation privée, année 1963, lire 408,38 au lieu de 405,66.
— 3. Investissements bruts..., année 1963, lire 107,99 au lieu de 106,69.
— 3. *a)* Formation brute..., année 1963, lire 106,85 au lieu de 106,26.
— 3. *c)* Ajustement statistique, année 1963, lire néant au lieu de — 0,72.
— Total des dépenses intérieures, année 1963, lire 578,07 au lieu de 574,05.
— 4. Exportations..., année 1963, lire 258,30 au lieu de 256,30.
— 5. Importations..., année 1963, lire 265,70 au lieu de 259,70.
— Produit national brut aux prix du marché, année 1963, lire 570,68 au lieu de 570,65.

Pages XII à XIV. — Tableaux, dernière ligne, lire :
Sources : Institut National de Statistique et Commission de la Comptabilité Nationale.

Page XVII. — Population, 3e alinéa, 3e ligne, lire 85 % au lieu de 8,5 %.

Ainsi munies, les banques ont pu accorder, au secteur privé, un volume de crédits dont la progression a été exceptionnelle et a été de 20 milliards pour atteindre le niveau de 90 milliards. Les crédits aux entreprises et aux particuliers ont surtout progressé sous forme d'effets, tandis que les crédits de caisse et d'acceptation ont continué à se développer, mais à un rythme moindre.

Ce gonflement de crédits n'a pas été sans un recours plus large des banques aux possibilités de mobilisation. Il s'est traduit par la cession d'effets à ou par l'Institut de Réescompte et de Garantie, pour une valeur journalière moyenne de 12,3 milliards. L'encours moyen d'effets à financer par l'Institut lui-même est remonté à 3,8 milliards, montant moyen des années antérieures à 1962, tandis que la somme des effets vendus et placés par son intermédiaire continuait sa progression régulière. Cependant, le marché a marqué une nette tendance à se situer en banque : l'encours moyen du réescompte de l'I.R.G. à la B.N.B. est passé, de quelques centaines de millions pour les cinq années antérieures, à 2,5 milliards en 1963. De ce fait, le marché hors banque n'a plus atteint que 80 % de l'ensemble de celui de l'I.R.G. contre 92 %, en 1962, et 97 % en 1961, l'offre d'effets ayant progressivement tendance à dépasser la demande.

Plus encore qu'en 1962, l'I.R.G. a eu de la peine à se procurer les sommes nécessaires sur le marché de l'argent au jour le jour où la moyenne journalière des capitaux traités est descendue à 3,4 milliards contre 4,1 et 5,8 milliards les deux années précédentes, et où le taux moyen est passé de 2,13 à 2,28 %. Les banques ont, en fait, maintenu leur offre au niveau de l'année précédente, mais la diminution du volume des capitaux prêtés est attribuable au Fonds des Rentes dont les apports, conditionnés par l'évolution, d'une part, de son portefeuille d'effets publics et, d'autre part, du produit de ses adjudications de certificats, sont restés en permanence fort au-dessous de ceux de 1962. Apparu à plusieurs reprises, et surtout dans les derniers mois de l'année, comme emprunteur, le Fonds n'a prêté, pour l'année entière, qu'un montant journalier net de 80 millions. C'est à concurrence de ses besoins, non couverts par le marché du call-money, que l'Institut de Réescompte et de Garantie a dû recourir au réescompte à la Banque Nationale ; mais, à diverses reprises, d'autres organismes, dont des banques, ont été amenés à retirer partiellement leurs demandes, lorsque le taux a rejoint celui que la Banque exige pour ses avances sur nantissements.

L'encours journalier moyen des crédits de réescompte ouverts, en faveur des banques belges, par l'I.R.G., pour permettre le soutien financier des industries travaillant sur des contrats nécessitant de longs délais de fourniture, a été de 5,3 milliards contre 3,8 en 1962 et une moyenne de 3 milliards pour les années 1959 à 1961. En fin d'année, l'encours a atteint 7,2 milliards contre 4,4 milliards un an plus tôt.

L'encours total des crédits consentis dans le cadre de Créditexport s'est accru de 2 milliards pendant l'année, celui des utilisations augmentant de moins d'un demi-milliard. L'encours des crédits a atteint 6,1

milliards pour des moyens d'action qui sont restés fixés à 8 milliards. Pendant l'année, il a été examiné pour 7,5 milliards d'affaires d'exportation comportant pour 81 % ou 6 milliards, de crédits sollicités dont 2,2 milliards se rapportaient à des demandes de crédits comportant un délai de plus de cinq ans (pool II). Le montant des crédits accordés effectivement ne correspond pas à celui des crédits se rapportant aux affaires soumises, ces derniers ne concernant souvent que des contrats en cours de négociation qui ne seront effectifs que plus tard.

Les opérations des pouvoirs publics ont, avec les crédits aux entreprises et particuliers résidant en Belgique, exercé un effet déterminant sur l'expansion du stock de monnaie et de quasi-monnaie. Ces premières opérations ont contribué à créer un supplément de liquidités de 20,8 milliards contre 1,2 en 1962 et 3,3 en 1961. Le financement monétaire du pouvoir central seul a été créateur de monnaie, à concurrence de 21 milliards dont les trois quarts pour le premier semestre. Le troisième trimestre a permis au Trésor, grâce à l'importance des recettes fiscales, de renoncer au financement monétaire, mais les besoins se sont de nouveau élargis au quatrième trimestre.

Le financement monétaire de l'Etat est lié à l'élargissement du déficit de trésorerie et à la réduction des possibilités de financement sur le marché intérieur, en dehors des organismes monétaires. Aussi le Trésor a-t-il dû faire appel aux marchés étrangers pour lesquels les banques ont, le plus souvent, servi d'intermédiaires.

Après une première période où les marchés se ressentaient encore de l'abondance qui a régné en 1962, les tensoins apparues sur les marchés monétaire et financier, malgré l'existence d'une masse importante de liquidités dont l'offre n'a pas toujours pu — ou parfois pas voulu — répondre à la demande, ont entraîné un relèvement généralisé des taux d'intérêt. Tandis que certains taux baissaient encore, par exemple celui des dépôts de la Caisse Générale d'Epargne et de Retraite, d'autres étaint orientés à la hausse, mais légèrement, dès le début de l'année : ainsi le taux de l'adjudication hebdomadaire des certificats du Fonds des Rentes ou ceux des certificats de trésorerie émis par adjudication mensuelle.

Les tensions apparues sur le plan économique et la rapide expansion monétaire du premier semestre ont conduit les autorités monétaires à prendre des mesures restrictives dont la plus significative fut, le 18 juillet, le relèvement de 0,50 % de tout le barème des taux de la Banque Nationale. Une seconde fois, le 31 octobre, la Banque a relevé ses taux : de 0,25 % pour les traites acceptées domiciliées en banque et pour les acceptations visées représentatives d'importations ; de 0,50 % pour celles représentatives d'exportations ; de 0,75 % pour les traites non acceptées, les promesses et avances sur effets publics à plus de 130 jours. Le taux de ces dernières, qui sert généralement de référence pour les conditions d'octroi des crédits bancaires de caisse, atteignait

donc, fin 1963, 6,25 % contre 5 % un anplus tôt, le taux d'escompte proprement dit étant passé dans le même temps de 3,50 à 4,25 %.

Ces mesures et les mises en garde qui les ont entourées ont sans doute eu pour effet de freineer l'accélération du mouvement d'expansion, mais on ne peut dire qu'il y ait eu, avant la fin de l'année, un réel ralentissement, du moins pas dans le domaine des crédits au secteur privé.

Une fois relevés les taux de la Banque Nationale, la hausse des taux de l'ensemble du marché monétaire s'est accélérée. Les taux des certificats à très court terme et celui qu'exige l'I.R.G. pour les acceptations visées représentatives d'exportation ont suivi rapidement. De plus, les intérêts des dépôts bancaires à terme et à préavis ont été relevés en novembre. Les taux des certificats émis par adjudications ont poursuivi une hausse déjà en cours depuis le début de l'année, le déséquilibre entre les besoins du Trésor et les ressources mises à sa disposition ayant persisté sur l'ensemble des marchés financiers.

Marché des capitaux

Au cours du premier trimestre de 1963, le marché des capitaux a été abondant. Le rendement moyen des emprunts d'Etat, d'une durée de 5 à 20 ans, a fléchi de 5,74 %, fin 1961, à 4,64 % fin février 1963.

Le taux des intérêts accordés aux dépôts d'épargne a encore diminué, en janvier, de 3 à 2,75 %. L'avoir des particuliers à la C.G.E.R. a en conséquence fléchi, pendant trois mois consécutifs, les remboursements dépassant les dépôts.

Après la capitalisation des intérêts annuels et de la prime de fidélité, l'avoir des particuliers à la C.G.E.R. s'est élevé à 98 milliards. Il a donc subsisté, une augmentation de 5,3 milliards pour 1963, contre 8 milliards en 1962. Le total des intérêts capitalisés à la C.G.E.R. a été un peu moins élevé, fin 1963, que l'année précédente, par suite de l'application du précompte et à cause de la baisse du taux de l'intérêt, inchangée pendant 4 mois. Les placements nets dans cette institution ont diminué, de décembre 1961 à septembre 1962, de 4,4 à 2,3 milliards ; par contre, l'accroissement des avoirs, sur les carnets de dépôt auprès des banques, est passé de 2,1 à 6,5 milliards. L'augmentation des dépôts dans les caisses d'épargne privées a aussi été accélérée : elle a été de 4,4 contre 3,4 milliards.

En 1963, les dépôts à terme, en francs belges dans les banques et les autres institutions de crédit, ont diminué, tandis qu'ils avaient augmenté en 1962. Les banques ont dû faire face à des demandes de remboursement, alors que, depuis 1958, des augmentations successives importantes avaient été consenties.

Au total, 1963 a connu un glissement des avoirs financiers du public, au profit des encaisses monétaires : billets, dépôts à vue et

autres formes de liquidités quasi monétaires (dépôts à terme et carnets d'épargne) ont eu la préférence.

A partir du deuxième trimestre, le rendement des valeurs à revenu fixe a augmenté lentement mais de façon régulière à la Bourse de Bruxelles. Les emprunts d'Etat, de 5 à 20 ans, et donnant un intérêt de 4 à 5,75 % ont vu leur rendement brut passer de 4,64 à 5,25 %. Le rendement de la dette unifiée à 4 % (1re série) est demeuré à peu près inchangé, mais celui des emprunts émis par les parastataux et les communes a haussé de 4,70 à 5,15 %. Ce mouvement vient de la désaffection croissante du public pour les placements en obligations et bons de caisse. L'émission nette de ces valeurs n'a été, en 1963, que d'un tiers de celle de 1962.

Le mouvement de hausse du rendement brut de ces valeurs a aussi été la conséquence de l'évolution générale de la conjoncture ; elle a suivi la hausse des taux d'intérêt des divers avoirs monétaires et financiers. Le taux d'escompte officiel a été relevé deux fois en 1963 : en juillet de 3,5 à 4 %, et en octobre, de 4 à 4,25 %. La hausse des taux d'intérêt n'est cependant pas spécifiquement belge. Elle est observée aussi dans la plupart des pays d'Europe occidentale, comme un symptôme classique de haute conjoncture.

Le rendement net des valeurs à revenu fixe a cependant fléchi en 1963, par suite du précompte mobilier prévu par la réforme fiscale, de sorte que la préférence des détenteurs de capitaux est allée surtout aux emprunts plus anciens, exempts du précompte. Près de 5 milliards de francs ont en outre été placés en obligations de la République fédérale allemande qui accordaient un rendement plus élevé. Les deux emprunts d'Etat émis en octobre n'ont, en conséquence, reçu qu'un succès mitigé.

Au total, il a été émis, pour compte de l'Etat et du Fonds des routes, des emprunts à long terme pour une valeur de 21 milliards de francs. Ce montant n'est pas négligeable si l'on tient compte des besoins accrus des autres secteurs de l'économie, au cours de la haute conjoncture, et du fait que 1963, première année d'application des nouvelles modalités d'imposition sur les revenus mobiliers, a été inévitablement marquée par la recherche d'un nouvel équilibre sur le marché des capitaux.

Le total net des émissions des sociétés industrielles et commerciales belges a diminué de 5,2 % par rapport à 1962. En 1963, les bénéfices réalisés par les sociétés ont été plus faibles que l'année précédente, tandis que les nouveaux investissements ont été plus élevés. Cette évolution est défavorable à l'autofinancement des entreprises. De nombreuses sociétés ont été contraintes de financer, au moyen de crédits bancaires, une part croissante de leurs dépenses d'expansion. Cette tendance a encore été favorisée par l'abrogation du coefficient de couverture dans le secteur bancaire, ce qui a réduit la proportion des avoirs orientés vers le secteur public et a permis l'expansion des crédits octroyés à l'économie. En 1963, les crédits des banques au secteur

privé ont augmenté de 23,7 %, contre seulement 10,5 % au secteur public.

Les cours aux Bourses de Bruxelles et d'Anvers ont été régis surtout, en 1963, par des conditions internes. Ni le mouvement de hausse des bourses anglo-saxonnes, ni la dépression dont ont été l'objet les bourses française et italienne, n'ont influencé les cours belges. Les marchés des valeurs de Belgique ont évolué, en 1963, sans tendance déterminée. Dans un assez bon équilibre, entre les facteurs favorables et défavorables, on a vécu une situation d'ensemble dominée par l'incertitude et où les initiatives sont demeurées en d'étroites limites. L'écart entre le maximum et le minimum de l'indice général n'a été que de 13,5 % au comptant. Il a encore été plus faible au marché à terme : l'indice le plus faible a été noté en janvier, 168,37, et le plus élevé en décembre, 191,03.

Pour certaines rubriques, l'évolution a été nettement favorable : entre autres pour les banques, les entreprises d'électricité, la construction et l'industrie pétrolière. Pour d'autres secteurs, comme la métallurgie, les métaux non ferreux et les verreries, l'indice a enregistré un recul en 1963. Il n'y a donc pas eu, en général, de fortes fluctuations de cours sur les bourses belges. Pourtant, il ne faut pas en déduire que le public ne se soit pas intéressé au marché des valeurs : le total des titres traités a augmenté de 20,3 % par rapport à 1962 ; la valeur des transactions n'a toutefois progressé que de 7,3 %.

ssurances

Les données statistiques concernant l'activité des sociétés d'assurances, en 1963, ne sont pas encore disponibles. Celles relatives à l'année 1962, qui n'étaient pas encore connues lors de la rédaction du rapport annuel précédent, sont commentées ici.

La valeur des primes encaissées par les compagnies belges d'assurances sur la vie avait fléchi de 4,6 % en 1961, elle a progressé de 2,7 % en 1962. L'augmentation du chiffre d'affaires des sociétés étrangères est plus importante, 4,3 % en 1961 et 6,6 % en 1962. La principale cause de cette évolution doit être que quelques nouvelles compagnies étrangères se sont établies en Belgique et ont pu consacrer des parts élevées de leurs capitaux disponibles à des prêts hypothécaires. Les sociétés belges contrôlent 80 % du chiffre d'affaires des assurances de groupe, dont le rôle social est considérable.

Le montant des réserves mathématiques des sociétés belges a augmenté de 7,8 % par rapport à l'année précédente et celui des sociétés étrangères, de 8,2 %. En 1961, cet accroissement avait été de 9,5 % pour les sociétés belges et de 8,7 % pour les sociétés étrangères.

Les opérations de capitalisation ont, de nouveau, progressé en 1962, du moins en ce qui concerne la capitalisation pure ; l'augmentation dans cette branche s'est élevée à 15,5 %, mais le recul s'est poursuivi en ce qui concerne les opérations de capitalisation sur immeubles. On ne souscrit pratiquement plus de nouveaux contrats dans ce dernier

secteur, qui apparaît démodé et dépassé par des formes d'épargne plus modernes.

En 1962, le montant nominal des emprunts hypothécaires accordés par des sociétés privées a augmenté de 2,6 %, soit un taux beaucoup plus élevé que celui des deux années antérieures.

Les statistiques de l'assurance obligatoire des transporteurs par véhicules révèlent une disproportion dans l'augmentation du montant des primes payées et des indemnités versées pour les sinistres. De 1959 à 1962, ces dernières se sont accrues, en moyenne, de 106 millions de francs, tandis que le montant moyen des primes n'a augmenté que de 85,6 millions de francs. Pour les transports de marchandises pour compte de tiers, l'augmentation des primes et celle des indemnités pour sinistres ont été, en 1962, à peu près deux fois aussi élevées que pour les transports de marchandises pour compte propre. Cette dernière catégorie de transporteurs est cependant plus importante que les trois autres catégories réunies, également soumises à l'assurance obligatoire.

Prix

En 1963, la demande a encore augmenté par rapport à l'offre et la tendance à la hausse des prix, déjà latente au cours des années précédentes, a pris plus d'ampleur, surtout au cours des deux derniers mois de l'année.

L'augmentation des prix de revient a été de plus en plus incorporée dans les prix de vente, au fur et à mesure que, dans un nombre croissant d'entreprises, l'élargissement de l'offre se heurtait à des limites physiques, tandis que la demande continuait de croître. En outre, dans quelques branches d'activité, notamment dans les charbonnages, la hausse des prix de revient a été incorporée dans les prix de vente, en dépit des conséquences défavorables à long terme, parce qu'il n'était pas possible de rétablir autrement la rentabilité des entreprises.

Les prix de revient ont augmenté, surtout par suite des fortes hausses de salaires et des nouvelles charges sociales. Dans l'industrie manufacturière la hausse du coût du travail, compte tenu des charges sociales extra-légales, a été de plus de 10 % contre 7 % en 1962. Dans de nombreuses branches d'activité, l'augmentation du coût du salaire horaire n'a plus été compensée par un progrès parallèle de la productivité, évalué seulement à 4,5 % en moyenne, de sorte que le coût de la main-d'œuvre par unité produite a crû. De plus, les cours des matières ont haussé sur les marchés internationaux des marchandises, à la suite de la vive demande. Enfin, la concurrence internationale, surtout de l'Italie et de la France, où les prix de revient et de vente ont nettement augmenté, a quelque peu fléchi.

Ces facteurs d'ordre général et certaines influences spécifiques ont suscité une importante hausse, surtout pour les produits agricoles, les produits textiles, les métaux non ferreux, les biens d'équipement et les bâtiments.

En dépit de la vive activité de la construction, le renchérissement des matériaux a été assez faible, sans doute par suite de certains facteurs d'ordre technique. Les prix à la construction eux-mêmes et surtout ceux du gros œuvre ont, par contre, fort augmenté, en 1963, comme l'année précédente. D'après certaines données plus ou moins parallèles, les prix des constructions ont été, au deuxième semestre de 1962, environ 7 % plus élevés qu'un an plus tôt ; de 1962 à 1963, la hausse a été à peu près semblable. Elle peut s'expliquer par la vive demande, l'augmentation du coût de la main-d'œuvre et les retards dus à la longueur de l'hiver.

Les prix de l'acier sont demeurés faibles. Le négoce et les utilisateurs ont réduits leur stocks, par suite de l'existence d'une capacité de production excédentaire, due aux investissements importants des années antérieures. La demande a repris au cours des derniers mois de 1963.

Les prix agricoles ont haussé sous l'action de facteurs spécifiques. Ils ont été influencés, surtout pendant les premiers mois de 1963, par les répercussions de l'hiver rigoureux, mais certaines conséquences se sont manifestées pendant une période assez longue (notamment en ce qui concerne les prix des porcs). En outre, la politique agricole commune de la C.E.E. et celle du Gouvernement ont entraîné de nouvelles augmentations. Les prix du bétail, entre autres, ont fort monté.

La hausse des prix de détail s'est aussi accélérée en 1963. A la suite de l'hiver rigoureux, les prix de certains produits alimentaires ont augmenté assez fort dans les premiers mois de l'année, mais une diminution graduelle est ensuite apparue. Entretemps, la tendance assez générale à l'augmentation des prix de détail, due à l'incorporation de la hausse des prix de revient et à l'accroissement considérable de la demande finale, s'est fort renforcée ; au deuxième semestre, la hausse de l'indice officiel a été très importante, surtout dans le commerce de la viande, par suite du renchérissement prononcé du bétail. Un grand nombre d'autres produits ont aussi augmenté de prix. En vue de limiter ou de retarder ces hausses, le Gouvernement a surveillé de près les prix au cours des derniers mois. Certaines augmentations ont été refusées, en général pendant quelques mois seulement, et les exportations de quelques produits agricoles ont été freinées.

La forte hausse de l'indice officiel des prix de détail dans les derniers mois de 1963 a mis en mouvement l'échelle mobile des salaires. Ceux-ci ont été adaptés dans les services publics, de même que les pensions.

evenus du travail

Jusqu'en mars 1963, les revendications salariales des syndicats avaient été exprimées, en général, par branche d'activité ; depuis, elles le sont par entreprise individuelle. Comme au cours de l'année précédente, les exigences ont souvent été importantes ; mais, vu la pénurie de main-d'œuvre et les bénéfices prévus par ces entreprises, elles ont, dans l'ensemble, été acceptées. Le nombre des jours de travail perdus par

suite de grèves a été beaucoup plus faible, en 1963, qu'au cours des années antérieures.

La hausse des rémunérations n'a pas ralenti. L'indice des salaires conventionnels, calculé par le Ministère du Travail, a augmenté de 5,5 % en 1963, par suite des nouvelles conventions salariales et en application du système de l'échelle mobile. Des hausses dues à ce système ont eu lieu au printemps et, surtout, dans les derniers mois de 1963 et, à cause du retard dû à l'adaptation des rémunérations selon l'indice des prix, pendant les premiers mois de 1964. Dans quelques branches d'activité, les salaires ont été adaptés deux fois à l'évolution de l'indice, au cours du deuxième semestre.

Dans de nombreuses entreprises, des hausses ont été exigées, mais n'ont pas été insérées dans une nouvelle convention salariale. Les salaires réels ont donc augmenté davantage que les conventionnels. Selon l'indice établi par la Banque Nationale, les salaires horaires bruts de l'industrie manufacturière et des entreprises de transport, ont atteint, en 1963, un niveau de 7,8% plus élevé, en moyenne, qu'en 1962, où la hausse avait été de 7,9%.

Suivant l'enquête sur les salaires, de l'I.N.S., les salaires horaires bruts dans les mines, l'industrie manufaturière et la construction étaient, en octobre 1963, en moyenne, 7,9 % plus élevés qu'en octobre 1962, moment auquel ils étaient 8,0 % plus élevés qu'un an auparavant. Dans les mines, la hausse d'octobre 1962 à octobre 1963 a été de 2,0 %, mais dans l'industrie manufacturière elle s'est élevée à 9,5 % (8,6 % pour les hommes et 12,2 % pour les femmes). Elle a été assez faible dans quelques branches d'activité, mais très forte dans d'autres. Dans la construction, les salaires bruts ont augmenté de 6,0 %.

Diverses charges sociales ont de nouveau été accrues en 1963, notamment le pécule de vacances, de 0,5 % du salaire, et la contribution patronale pour les pensions des travailleurs, de 0,75 %. L'application du salaire hebdomadaire garanti a aussi été étendue. Les salaires-coûts ont, en conséquence, augmenté plus fort que les salaires bruts. D'après l'indice établi par l'Institut de Recherches économiques, sociales et politiques, le coût de l'heure de travail dans l'industrie manufacturière a été, en moyenne, 9,6 % plus élevé en 1963 qu'en 1962, alors qu'il avait été de 8,2 % plus haut en 1962 qu'en 1961. Certaines charges sociales extra-légales ont aussi augmenté (notamment des allocations aux travailleurs syndiqués).

Selon l'Institut de Recherches économiques, sociales et politiques, le revenu avant retenue du précompte professionnel, des ouvriers de l'industrie manufacturière a augmenté, d'après la situation de famille des intéressés, de 8,6 % pour les célibataires et les mariés sans enfant (8,2 % en 1962), de 8,8 % pour les mariés avec deux enfants (7,4 % en 1962) et de 11,1 % pour les mariés avec quatre enfants (7,5 % en 1962).

Revenus des sociétés

Les résultats de l'année précédente faisaient prévoir, que les bénéfices des sociétés auraient fort fléchi, dans les bilans publiés en 1963. Surtout la concurrence internationale et la hausse des prix de revient dans l'industrie ont fait pression sur les marges bénéficiaires. Les prix de revient ont augmenté, à cause de l'augmentation des salaires, celle-ci étant plus rapide que l'accroissement de la productivité.

Pour l'ensemble des sociétés recensées, exerçant en Belgique, le solde bénéficiaire net a diminué de 15 %, par rapport à 1962. Le rendement a fléchi de 9 % et il a été le plus faible, depuis la fin de la dernière guerre mondiale, les années 1950 et 1959 exceptées. Il n'est que de 6,91 %, contre 7,63 % l'année précédente. En revanche, les moyens propres des entreprises ont augmenté de 5 % en 1963, ce qui montre davantage l'importance du fléchissement du rendement. Il est certain que la réforme fiscale a beaucoup modifié le système d'imposition des entreprises, de sorte que les résultats de 1961 et de 1962 (publiés dans les bilans en 1962 et 1963) doivent être comparés avec beaucoup de prudence. De nombreux chefs d'entreprises, non encore familiarisés avec le nouveau système fiscal, ont peut-être été incités à constituer des provisions pour impôts fort importantes. Par ailleurs, il faut faire observer que l'on devait, auparavant, soustraire, du montant des dividendes, 30 % de taxe mobilière, tandis qu'on exige à présent un précompte de 15 %. Le dividende net est en conséquence plus élevé. Mais, au surplus, beaucoup de sociétés ont tenté de maintenir leur dividende net inchangé, ce qui a entraîné une réduction du montant des bénéfices réservés.

En 1963, contrairement à 1962, le pourcentage des sociétés travaillant à perte a augmenté. On le constate bien parmi les entreprises dont le siège social est à l'étranger ; parmi celles-ci le nombre des société en perte a augmenté de 36 %. Pour les entreprises exerçant leur activité en Belgique, la perte moyenne, par entreprise, a diminué de 16 %.

L'examen par secteur particulier, donne une image plus nuancée de l'évolution en 1963 et l'évolution globale des bénéfices des sociétés semble moins défavorable. Dans le secteur de l'énergie, les résultats ont tous été favorables. Après quatre années de pertes considérables, le froid et le plan d'assainissement ont à peu près remis à flot l'industrie charbonnière. Les sociétés pétrolières ont encore pu accroître leurs profits et les entreprises de gaz et d'électricité ont augmenté, de 6 %, leurs bénéfices nets.

Pareille situation homogène est observée dans le secteur financier, bien que l'avance soit ici beaucoup plus faible. Cette rubrique a manifestement été très touchée par la réforme fiscale. Non seulement, les banques ont eu à en pâtir, mais aussi les trusts de tramways et d'électricité, puisqu'ils ont dû réduire sérieusement leurs amortissements sur portefeuille, pour relever légèrement leur dividende net.

Par contre, la sidérurgie, qui est très liée à l'exportation, a beaucoup souffert de la pression sur les prix de vente, au moment même où les prix de revient restaient en hausse. L'industrie des fabrications métalliques et celle des métaux non ferreux ont été dans le même cas, ce qui dénote que la pression sur les marges bénéficiaires a été la plus forte dans les industries de base.

L'industrie textile n'a pas non plus échappé à l'affaiblissement des marchés internationaux.

Le montant bénéficiaire favorable de l'industrie chimique est dû, pour une bonne part, au résultat d'une seule entreprise. Dans le reste du secteur on a perçu des tendances divergentes et le rendement de l'ensemble de l'industrie chimique a fléchi de 7,3 % en 1962, à 7 % en 1963.

En verrerie, les bénéfices nets ont un peu augmenté, mais le rendement a encore fléchi davantage, à cause de l'augmentation des moyens propres des entreprises de ce secteur. Il est encore néanmoins supérieur à la moyenne, qui n'est que de 6,91 %.

Dans les secteurs de la production de biens de consommation, les bénéfices ont évolué heureusement grâce à la forte expansion de la demande, dans certains d'entre eux en tout cas.

Bien que l'économie belge ait connu en 1962 et 1963, une expansion satisfaisante, les investissements n'ont été que d'un rendement peu élevé ; la rentabilité des capitaux investis dans l'industrie a décliné.

Investissements

La formation intérieure brute de capital, dont l'estimation est faite par l'Institut National de Statistique, comprend le total de la formation du capital fixe, lequel atteint, à prix courants, le niveau de 136 milliards de francs. Il faut y joindre la variation des stocks, positive ou négative ; les données provisoires pour 1963 font état d'une augmentation des stocks d'environ 800 millions, succédant à une augmentation de 2,4 milliards, en 1962, et 4 milliards, en 1961.

L'analyse de la formation intérieure brute de capital fixe, à prix courants montre, après certaines revisions, que le principal progrès a été acquis de 1959 à 1960, soit 13,5 % ; ce progrès a un peu ralenti l'année suivante (12,5 %) atteignant, de 1961 à 1962, 7,5 % et enfin, en 1963, 5,7 %. Cette atténuation de rythme est en réalité plus forte, à prix constants, surtout de 1962 à 1963.

Les corrections ont, pour l'essentiel, porté sur les investissements en agriculture, en sylviculture et sur la pêche, sous-évalués jusqu'en 1959, puis surévalués ; elles ont porté aussi sur le secteur « commerce, banque, assurances, immeubles d'habitations ». Pour ces derniers, la valeur globale a été un peu modifiée. L'équipement nécessaire au commerce, aux banques et assurances, est estimé beaucoup plus important ; celui

du logement perd à peu près ce qui a été attribué, en supplément, aux premiers.

L'augmentation de la formation brute de capital fixe, provient surtout du secteur des industries manufacturières (+ 10 %), de celui des services (+ 16 %) et parmi eux, des pouvoirs publics surtout. Vient enfin l'agriculture, la sylviculture et la pêche (+ 12 %). Dans les industries manufacturières, ont surtout augmenté leur équipement, les textiles, vêtements et chaussures ; les bois et meubles ; la chimie, les terres cuites, céramique, verre et ciment ; les fabrications métalliques tandis que les fer, acier et métaux non ferreux plafonnent.

Les investissements des entreprises bénéficiant de l'aide de l'Etat ont atteint le même montant en 1963 qu'en 1962, c'est-à-dire près de 15 milliards de francs ; mais les investissements étrangers, en Belgique, ont nettement diminué, après le maximum atteint en 1962 ; ils sont revenus à un niveau inférieur à celui de 1961 (5,4 milliards contre 6,8 en 1962 et 6,7 en 1961).

Consommation

La vive hausse du niveau de vie a porté la valeur moyenne de la consommation à 31.500 francs l'an par habitant, en Belgique ; c'est une des plus élevées du monde. Des secteurs ont connu des hausses annuelles moyennes exceptionnelles, par exemple celui des biens durables de ménage avec 7 % par an et celui des voitures avec 10 %.

L'indice des ventes des grands magasins (base : 1953=100) fournit, de l'évolution générale de la consommation privée, une image approximative, étant donné que les ventes des grands magasins traditionnels n'interviennent que pour environ 8 % du chiffre d'affaires total du commerce de détail. Dans ce chiffre, ne sont pas repris jusqu'ici les supermarchés, alors qu'il y en avait 68 en activité au 1er janvier 1963, ainsi que 321 établissements dénommés « superettes ».

La moyenne de l'indice des ventes des grands magasins, pour les six premiers mois de 1963, en prix constants de 1962, a accusé un accroissement un peu plus faible que l'année précédente, 3,15 % contre 3,30 %, à cause de l'hiver rigoureux qui a provoqué un glissement des dépenses de consommation vers celles consacrées aux combustibles. Les prix de certains produits alimentaires, comme les fruits et légumes, ont, en outre, fort haussé.

Les ventes ont cependant bien évolué au cours des mois d'avril et de mai 1963, grâce notamment à la hausse des salaires, qui a fait sentir son influence, bien que tardivement.

L'indice général des ventes des grands magasins, a atteint, à prix constants, 173 en avril et 176 en mai, contre 166 et 165 un an plus tôt. Le mois de mai a été très favorable surtout pour la vente des articles

de sport et d'ameublement ; il l'a été moins pour les produits alimentaires et la papeterie.

En général, les ventes des grands organismes de distribution ont été, en juin, semblables, aussi bien en valeur qu'en volume, à celles du même mois de l'année précédente et l'indice des prix de détail n'a pratiquement pas changé par rapport à juin 1962.

Au troisième trimestre, les dépenses de consommation des particuliers ont été en général très encourageantes. L'accroissement a été de 5,5 % aux prix de 1962. Après juin, qui n'avait enregistré pratiquement aucun progrès, les ventes ont été, en juillet, beaucoup plus favorables.

En août, elles ont encore été beaucoup plus élevées que l'année précédente, malgré le mauvais temps. Dans certains secteurs, l'augmentation de la consommation a été réellement considérable. Même les succursales des grands organismes de distribution situées à la côte ont enregistré des chiffres d'affaires fort satisfaisants. Ensuite, la rentrée scolaire a, très tôt, incité les parents aux achats nécessaires.

En septembre, on a ressenti le contrecoup de la précocité des achats pour l'hiver et, alors que l'indice du secteur habillement avait haussé de 45 points en août par rapport au même mois de l'année précédente, celui de septembre a été un point plus bas que celui de septembre 1962. Dans l'ensemble, les ventes de septembre ont été, en volume, inférieures à celles de l'année précédente.

Au quatrième trimestre, l'augmentation du chiffre d'affaires a été dû surtout à des hausses de prix apparues en 1963. Transposé en prix de 1962, l'indice moyen de cette période n'atteint que 208, contre 205 en 1962. Alors que l'avance était de 8,4 % en 1962, elle n'est plus que de 1,5 % en 1963, à prix constants.

Les ventes de la fin de l'année ont accusé à peu près les mêmes variations de mois en mois. Au cours de la première quinzaine, le chiffre d'affaires a été très satisfaisant, mais au cours de la seconde il n'a plus apparu aussi favorable. La cause principale de ceci serait que les achats se font de préférence au début du mois, après la paie. Comme il y a de plus en plus de salariés qui reçoivent leurs rémunérations mensuellement, il est normal que la plus grande partie des achats se fassent au cours de la première quinzaine du mois.

Les nouvelles déclarations d'appareils de télévision se sont élevées en moyenne à 18.172 par mois, en 1962, et seulement à 17.600, en 1963. Le fléchissement des ventes apparu dans ce secteur se poursuit donc. Les ventes de voitures ont, par contre, fort progressé : le total des véhicules neufs mis en circulation s'est élevé à 40.365, en décembre 1963, contre seulement 31.887, en décembre 1962, soit une augmentation de 26,5 %. Pour l'année entière, 173.364 véhicules neufs ont été mis en circulation, contre 145.968 en 1962, soit une augmentation de 18,8 %.

La vente de voitures et d'articles de consommation durables est favorisée par le système des paiements à tempérament et les prêts personnels. Les crédits accordés sous forme de prêts personnels ont augmenté de 480 millions de francs, soit 32 % au deuxième semestre de 1963, par rapport au deuxième semestre de 1962. Dans 42 % du nombre des contrats conclus, la somme empruntée est comprise entre 10.000 et 35.000 F.

ations économiques internationales

Politique commerciale

Plus que jamais, l'expansion économique belge a été principalement animée par l'accroissement du commerce extérieur. Aussi, l'effort particulier pour encourager les entreprises à produire pour les marchés extérieurs, a-t-il été poursuivi.

Un grand nombre de petites et moyennes entreprises demeurent à l'écart des courants d'échange internationaux. Pour combler cette lacune, une extension de l'action régionale de l'Office Belge du Commerce Extérieur avait été décidée en 1962. Au cours du dernier trimestre de 1963, cet organisme a procédé à l'installation effective des bureaux régionaux de Bruges, Gand, Anvers, Hasselt, Mons, Charleroi et Liège dont la mission est de permettre aux petites et moyennes entreprises de se familiariser avec les techniques du commerce international et de les intégrer dans le circuit des vendeurs à l'étranger.

La prospection du marché économique s'est poursuivie, elle a consisté en l'organisation de missions économiques et d'un réseau des prospecteurs commerciaux attaché à un certain nombre de postes diplomatiques et consulaires.

La part des pays de la Communauté dans l'ensemble des échanges de la Belgique s'est accrue considérablement depuis l'entrée en vigueur du Traité de Rome. Les efforts de la politique commerciale tendent à éviter que les autres marchés soient négligés. Des accords commerciaux ont été signés avec la Pologne et la Tchécoslovaquie. Ils doivent permettre d'augmenter le commerce de la Belgique avec ces deux pays. Le Benelux est ainsi lié par des accords commerciaux avec tous les pays de l'Est, l'U.R.S.S. exceptée.

L'importance des relations commerciales avec les pays en voie de développement dépendent, pour une grande part, des conditions de financement des échanges. Aussi, un projet de loi permettant un financement plus adéquat des échanges avec le tiers-monde est-il en voie d'élaboration. Il doit être soumis aux délibérations des Chambres au début 1964 ; il autorise, d'une part, l'Office National du Ducroire à donner sa garantie directement pour le compte de l'Etat, d'autre part, à habiliter le Ministre des Finances à consentir au moyen de fonds

budgétaires des prêts ou des crédits à des Etats ou à des organismes étrangers.

Dans la Communauté, un nouvel abaissement des tarifs douaniers intérieurs a été réalisé le 1er juillet 1963. Les droits de douane en vigueur en 1957 ont ainsi diminué de 60 %, dans chacun des pays membres. A cette même date, a eu lieu le second rapprochement des droits de douane nationaux vers le tarif extérieur commun.

En mai 1963, les Ministres des Six ont décidé de participer aux négociations tarifaires multilatérales dites négociations Kennedy qui doivent s'ouvrir en mai 1964. Cette décision a été confirmée par le succès des négociations agricoles de la fin de l'année, visant à mettre en place le deuxième volet de la politique commune de ce secteur. Du 22 janvier au 5 février et du 21 mai au 28 juin 1963, se sont tenues à New York et à Genève, des sessions préparatoires à la Conférence mondiale sur le commerce et le développement.

Cette conférence, qui doit se tenir à Genève du 23 mars au 15 juin 1964, verra le tiers-monde poser toute une série de revendications visant à permettre un développement économique efficient de ses pays. La Belgique a, par la voie de son Ministre du Commerce extérieur, proposé une solution aux problèmes des pays en voie de développement. Ce plan permettrait aux pays du tiers monde de développer leur structure industrielle en protégeant, sur leur propre marché, les industries naissantes jusqu'à ce qu'elles soient à même de soutenir la concurrence internationale, et en facilitant leurs exportations sur les marchés occidentaux.

Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce

Lors de la vingtième session des parties contractantes du G.A.T.T., en novembre 1962, il fut convenu de convoquer une réunion ministérielle en 1963 en vue d'adopter un programme pour l'expansion du commerce des produits primaires et secondaires

Trois problèmes furent étudiés au cours de la réunion qui se tint à Genève en mai 1963.

Le programme d'action élaboré par dix-huit pays moins développés fut, en général, adopté par les Ministres : il prévoyait une clause de stabilisation contre l'établissement de nouvelles barrières à l'introduction dans les pays plus développés des produits dont l'exportation offre un intérêt pour les moins développés, l'élimination des restrictions quantitatives qui entravent les exportations de ces pays, l'entrée en franchise des produits tropicaux, la suppression des droits de douane sur les produits primaires ainsi que des barrières tarifaires élevées contre les exportations, par les pays moins développés, de produits semi-ouvrés et ouvrés, à concurrence de 50 % au moins en 3 ans.

Les Ministres de la C.E.E. et des E.A.M.A. (Etats Africains et Malgache Associés), estimaient que la garantie d'une augmentation forte et rapide des recettes d'exportation des pays en voie de développement requérait des mesures plus positives, par exemple une organisation délibérée des échanges internationaux intéressant ces pays.

Ils décidèrent, à l'unanimité, de créer un Comité d'action chargé de trouver les moyens propres à accroître le commerce des pays moins développés et donnèrent des instructions pour que les travaux du troisième Comité, chargé de préparer des plans de développement, soient intensifiés et élaborés en collaboration avec d'autres organismes, tels que la Banque Internationale pour la Reconstruction et l'Expansion et l'Organisation de Coopération Economique et d'Expansion.

En ce qui concerne la réduction et la suppression des tarifs et des autres barrières au commerce et l'accès aux marchés des produits agricoles, les Ministres sont convenus d'entamer des négociations commerciales très poussées à partir du 4 mai 1964 à Genève.

Ces négociations concerneront toutes les catégories de produits et traiteront tant des barrières tarifaires que non tarifaires ; les négociations tarifaires seront basées sur un plan de réductions substantielles linéaires et catégorie par catégorie, avec des exceptions limitées, tandis que les négociations commerciales prévoiront des conditions acceptables concernant l'accès des produits agricoles aux marchés mondiaux et que tout effort sera fait pour réduire les barrières à l'importation de produits provenant des pays moins développés, sans réciprocité en faveur des pays industrialisés.

Les Ministres ont chargé un Comité des négociations commerciales d'élaborer un plan de négociations en fonction de ces principes.

En novembre 1963, un Comité consultatif, nommé par le Conseil du G.A.T.T., a exercé sa médiation dans un différend apparu entre les Etats-Unis et la C.E.E. ; celui-ci a été provoqué par la hausse des droits de douane sur les poulets américains à l'entrée en République Fédérale d'Allemagne.

Le Comité des céréales a étudié le marché en vue de son organisation et de la définition éventuelle des cours mondiaux du blé et d'autres céréales, mais il a ajourné sa décision jusqu'en février 1964.

Quinze Etats sont devenus parties contractantes en 1963 : le Cameroun, la République d'Afrique centrale, le Congo (Brazzaville), la Côte d'Ivoire, le Dahomey, l'Espagne, le Gabon, la Haute-Volta, la Jamaïque, Koweit, Madagascar, la Mauritanie, la Fédération de Nigérie, le Sénégal et le Tchad.

A la fin de 1963, le nombre total des parties contractantes était de cinquante-neuf.

Cinq pays adhéraient provisoirement à l'Accord (Argentine, R.A.U., Suisse, Tunisie et Yougoslavie), sept pays appliquaient l'Accord *de facto* (Algérie, Burundi, Congo (Léopoldville), Mali, Niger, Ruanda et Togo) et deux pays participaient aux travaux des parties contractantes en vertu d'arrangements spéciaux (Cambodge et Pologne).

Organisation de Coopération et de Développement économiques

La troisième réunion annuelle du Conseil des Ministres des vingt pays de l'Organisation s'est tenue à Paris, les 19 et 20 novembre.

Les Ministres y ont dressé le bilan économique des résultats obtenus par les pays membres, compte tenu des objectifs fixés, étudié les effets de l'aide accordée aux pays en voie de développement et examiné le problème agricole afin d'adapter l'agriculture aux transformations économiques en cours.

L'accroissement de 50 % en 10 ans (1960-1970) du produit national brut, fixé pour les vingt Etats membres de l'O.C.D.E., est en bonne voie de réalisation, avec une croissance moyenne de 4 % pour les trois dernières années, et cela d'autant plus que les perspectives sont meilleures qu'en 1962.

Les Ministres ont noté que l'aide au développement avait été maintenue à un niveau élevé et que ses modalités avaient été améliorées, mais le fait que les investissements privés dans les pays en voie de développement marquent une tendance à décroître a été considéré comme un signe alarmant.

Le Ministre belge du Commerce extérieur et de l'Assistance technique a présenté son plan d'aide aux pays en voie de développement.

Enfin, les Ministres ont chargé un groupe de travail, le «Comité Forthomme », de coordonner les positions des pays membres de l'O.C.D.E. en vue de la Conférence mondiale du Commerce qui se tiendra en mars 1964 à Genève, sous l'égide de l'O.N.U.

L'aide technique, dont bénéficiaient, en 1962, l'Espagne, la Grèce, l'Islande, la Turquie et la Yougoslavie, a été étendue, en 1963, au Portugal.

En vue de favoriser la réalisation du plan quinquennal de développement économique de la Turquie, le Conseil de l'O.C.D.E. a accordé à ce pays des facilités de crédit, en or, grâce au Fonds monétaire européen et d'un montant de 50 millions de dollars remboursables en quatre tranches.

Le « Comité d'Aide au Développement » (C.A.D.), dont le but est d'améliorer la qualité et la coordination de l'aide aux pays en voie de développement, compte un treizième membre depuis janvier 1963 : le Danemark.

Une grande partie de l'activité de l'O.C.D.E. a été orientée vers le domaine nucléaire ; l'accord sur le projet « Dragon » de réacteur atomique à haute température, portant sur une période de cinq ans à partir du 1er avril 1959, a été prolongé jusqu'au 31 mars 1967 et le budget est passé de 13,6 millions de livres sterling à 25 millions de livres.

En février, le Conseil de l'O.C.D.E. a arrêté les conditions dans lesquelles l'Accord Monétaire Européen (A.M.E.) serait prolongé jusqu'à la fin de 1963, conformément à la décision prise en automne 1962.

L'Accord n'est pas modifié dans ses principes, mais deux mesures d'application renforcent la coopération monétaire : la première limite à 11.250.000 livres sterling la garantie de change pour les avoirs en livres détenus par les diverses banques centrales ; la seconde institue une procédure de notification des accords de soutien des monnaies conclus entre les banques centrales et permet au Comité directeur de l'A.M.E. de suivre l'évolution de cette forme de coopération, qui peut contribuer efficacement à la stabilité monétaire.

ommunauté
conomique
uropéenne

L'échec des négociations avec la Grande-Bretagne a suscité une crise, en début d'année.

Néanmoins, l'édification du Marché Commun a continué.

Les éléments marquants ont été, en 1963, le deuxième rapprochement vers le Tarif Extérieur Commun et l'adoption de règlements de base complétant l'organisation commune agricole.

Dans le *domaine de la circulation des marchandises,* la réduction des droits internes est passée de 50 à 60 % pour les produits industriels, et de 35 à 45 % pour les produits agricoles non libérés. Le deuxième rapprochement des tarifs nationaux vers le tarif douanier commun est intervenu aussi à la même date. Il a été opéré sur la base des droits du tarif initial diminués de 20 % même lorsque cette réduction de 20 % n'a pas été négociée et consolidée dans le cadre du G.A.T.T. Toutefois, en vertu de la décision du 22 mai 1963 des gouvernements des Etats membres, cette base de calcul ne restera applicable au delà du 31 décembre 1965 que dans la mesure où des contreparties suffisantes auront été obtenues des Etats tiers au cours des futures négociations au G.A.T.T.

Sur la base des résultats des années 1959 et 1960, la Commission a pris une série de décisions conformes à l'article 33 du Traité qui prévoit la suppression du contingentement lorsque les importations d'un produit, au cours de deux années consécutives, ont été inférieures au contingent ouvert. Ces contingents portaient principalement sur des produits agricoles non soumis à une organisation nationale de marché.

A partir du 2e semestre 1963, étant donné le premier rapprochement vers le Tarif Extérieur Commun, certains contingents tarifaires ont été affectés d'un droit réduit au lieu d'un droit nul.

Par ailleurs, l'U.E.B.L. a été autorisée à différer le relèvement des droits vers ceux du TEC pour les tabacs fabriqués.

Le prélèvement compensateur applicable aux produits importés de pays tiers, sous un régime de trafic de perfectionnement, et destiné à être consommé dans la Communauté après ouvraison dans un Etat membre, a été fixé, à partir du 1er juillet 1963, à 55 %.

La Commission a fixé, dans une directive adressée aux pays du Benelux, le rythme de suppression des taxes d'effets équivalents à un droit de douane.

En application des *règles de concurrence* dans le domaine des ententes, 460 notifications et demandes concernant les accords multilatéraux et 34 500 concernant les accords bilatéraux ont été déposées dans les délais prévus.

La Commission a décidé d'effectuer une étude sur les problèmes relatifs à la concentration. Un groupe de professeurs a été chargé de rechercher les différents moyens de contrôler l'observation des prescriptions de l'article 86. Un autre groupe élaborera un avis sur les rapports existant entre la politique en matière d'ententes et la concentration d'entreprises.

Un règlement du Conseil a prorogé de 3 ans le délai de notification de l'article 7 § 2 du règlement 17 pour certaines ententes.

La Commission a arrêté un règlement relatif aux auditions prévues à l'art. 19 du règlement 17 sur les ententes.

Un comité permanent des dirigeants des administrations fiscales nationales, créé à l'initiative des Ministres des Finances, a abordé les problèmes liés à la directive concernant l'harmonisation des taxes sur le chiffre d'affaires actuellement soumis au Conseil.

Dans le *domaine social*, le Conseil a adopté le 2 avril les principes

généraux d'une politique commune de formation professionnelle. En février, il a adopté un règlement sur la sécurité sociale des travailleurs frontaliers ainsi qu'un règlement relatif aux maladies professionnelles.

Le Fonds Social a distribué plus de 14 000 000 de dollars pour la réadaptation d'environ 115 000 travailleurs et 911 000 dollars pour la réinstallation de 85 000 travailleurs.

Sur le *plan agricole*, les organisations communes de marchés créées en 1962 pour les céréales, la viande de porc, les œufs et la volaille, les fruits et légumes, le vin ont fonctionné normalement.

Depuis septembre, les découpes, préparations et conserves de porc sont aussi l'objet d'une organisation commune. Un premier rapprochement, assez limité, des prix des céréales a été adopté pour la campagne 1963-1964 (juin). La Commission a proposé d'adopter en une fois, pour juillet 1964, un niveau commun de prix. Cette méthode éliminerait l'instabilité interne que constituent des négociations annuelles, donnerait une orientation claire au processus d'adaptation et de reconversion et mettrait la Communauté en mesure de mieux participer aux prochaines négociations G.A.T.T. Cette importante proposition n'a pu être discutée en 1963.

Les règlements sur les nouvelles organisations de marché pour la viande bovine, le riz et les produits laitiers ont été adoptés ainsi que certains principes de la politique commune dans le secteur des huiles et graisses végétales. Le rapport de cette politique avec celle qui devrait être poursuivie dans le secteur du beurre a été défini.

Enfin une directive du Conseil aux Etats membres relative au rapprochement des législations des Etats membres concernant les agents conservateurs pouvant être employés dans les denrées alimentaires a été publiée.

En mai, une étape a été franchie sur la voie de la *politique commune des transports* par une série de propositions de la Commission dont l'examen par le Conseil n'est pas terminé. Celles-ci visent à l'instauration d'un système de «tarifs à fourchettes» applicables aux trois modes de transport intérieur : la constitution d'un contingent communautaire pour les transports routiers de marchandises entre Etats membres ; l'harmonisation de certaines dispositions ayant une incidence sur la concurrence.

Les Etats membres sont arrivés à la conclusion que les différences entre les prix des transports du trafic intérieur d'une part et ceux du trafic international d'autre part, comportaient des éléments de discrimination et étaient de nature à perturber la libre circulation.

Ils se sont déclarés d'accord pour éliminer, dans le cadre d'une action commune, les dispositions en cause dans la mesure où elles ne sont plus justifiées par les considérations compatibles avec le Traité.

Cette action commune doit entrer en vigueur au début de l'année 1964.

En ce qui concerne la *politique commerciale*, il faut noter que la Communauté a décidé de participer à la négociation Kennedy qui s'ouvrira en 1964 au G.A.T.T., en acceptant le principe de la méthode de réduction linéaire automatique et générale.

Elle considère que ces négociations devraient tendre simultanément à un abaissement et à une réduction des disparités de tarifs et porter sur les mesures et pratiques non tarifaires susceptibles d'affecter l'ampleur des concessions.

En outre, la Communauté est d'accord pour que les produits agricoles soient inclus dans cette négociation.

Le Conseil a décidé de supprimer toute restriction quantitative pour les produits agricoles en provenance des pays de l'Est ; mais cette suppression est assortie d'un système de contrôle et d'une procédure de suspension jouant en cas de perturbation des marchés.

Dans le domaine des *relations extérieures*, l'année 1963 a été marquée par l'interruption des négociations sur l'entrée de la Grande Bretagne dans la Communauté. Cependant, en octobre, des contacts trimestriels ont débuté dans le cadre de l'U.E.O. destinés à permettre aux sept membres de faire le point de la situation économique européenne. Un arrangement tarifaire a été signé entre la Communauté et le Royaume-Uni sur la suspension simultanée des droits de douane sur le thé, le maté et les bois tropicaux.

La Convention d'Association entre la C.E.E. et les 18 Etats africains et malgache a été signée le 18 juillet à Yaoundé.

En septembre, l'accord d'association entre la Turquie et la Communauté a été signé à Ankara. Il prévoit d'abord l'octroi d'une aide financière. La Communauté accordera aussi à la Turquie des préférences tarifaires pour quelques produits importants pour l'économie turque (tabac, raisins secs, figues sèches, noisettes).

Ces mesures doivent encourager le développement futur d'une union douanière.

Un accord commercial entre la Communauté et l'Iran est entré en vigueur le 1er décembre. Il comporte essentiellement des suspensions limitées du TEC et un contingent tarifaire pour les tapis de laine, raisins secs, abricots séchés, caviar.

Un groupe de contact entre les missions latino-américaines et la Communauté a été créé. Une procédure d'information mutuelle a été mise au point entre le Danemark et la Commission.

Une demande d'ouverture de conversations avec la Communauté a été introduite par la Tunisie pour trouver une solution qui permette de développer avec celle-ci des relations commerciales étroites.

Le Gouvernement du Nigéria et aussi ceux des trois pays est-africains : le Kenya, l'Uganda, le Tanganyka, ont proposé au Conseil de Ministres l'ouverture de négociations en vue d'instituer des relations économiques plus étroites avec la Communauté. Enfin, le «Conseil de Ministres» a marqué son accord sur un certain nombre de mesures destinées à faciliter les exportations de l'Inde vers la C.E.E. ; pour un certain nombre de produits, une suspension totale de droits de douane a été décidée.

ommunauté uropéenne Charbon et de l'Acier

Le 10 février 1963 a marqué le dixième anniversaire de l'*ouverture du marché commun* du charbon et de l'acier ; cet événement a fourni à un groupe d'experts l'occasion de dresser le bilan de cette période d'intégration partielle. Par ailleurs, des études ont été entamées en vue de la fusion des exécutifs, des conseils et ultérieurement des trois Communautés. Le taux du *prélèvement* a été maintenu à 0,20 % pour l'exercice financier 1963-1964. Des *emprunts* ont été émis en Belgique, aux Pays-Bas et en Italie. Une enquête sur les *investissements* a fait ressortir que les dépenses globales inscrites à ce titre dans les bilans des entreprises, ont atteint 10,8 milliards de $ à la date du 1er janvier 1963.

Le *marché charbonnier* de la Belgique a été, dès le début de l'année, réintégré dans le marché commun général, par suite de la suppression des mesures d'isolement, déjà intervenue au mois d'août 1962 pour les charbons domestiques. Avec l'accord de la Haute Autorité, les stocks de charbons se trouvant sur le carreau des mines belges ont été débloqués. Vers le même moment, les entreprises ont modifié leurs barèmes de prix dans le sens de la hausse.

En vertu de l'article 37 du Traité, le Gouvernement belge a été autorisé à octroyer aux charbonnages une aide financière de 225 millions de francs, pour la période du 1er mars 1962 au 1er mars 1963, à titre de compensation pour les augmentations de salaires résultant d'accords sociaux. Par ailleurs, le montant des subventions à accorder aux charbonnages en 1963, en vertu du § 26 des dispositions transi-

toires, a été ramené à 75 millions de francs au lieu des 100 millions primitivement prévus.

Enfin, la Haute Autorité a autorisé, pour une période prenant fin le 1er janvier 1966, les accords de vente en commun conclus par une partie des charbonnages belges groupés au sein du Comptoir Belge des Charbons (COBECHAR).

Le *marché commun de l'acier* a subi, en dépit d'une bonne conjoncture générale, la pression sur les prix exercée par les importations croissantes des pays tiers. Aussi les pays de la C.E.C.A. ont-ils adopté, vers le milieu de l'année, des mesures de sauvegarde ; elles consistent en une stabilisation de leurs importations en provenance des pays à commerce d'état et en un engagement de consultation préalable à toute conclusion d'accords commerciaux nouveaux.

De plus, la Haute Autorité a arrêté, en fin d'année, un certain nombre de dispositions qui interdisent les alignements sur les offres des pays à commerce d'état, modifient le système de publication des prix et définissent les « pratiques discriminatoires ». Ces mesures à caractère interne ont été complétées, au début de 1964, par des mesures douanières ; les pays de la C.E.C.A. ont haussé leurs droits d'entrée au niveau italien, en vertu d'une « recommandation » de la Haute Autorité. Dans le secteur de la *ferraille*, il y a lieu de signaler la suspension de l'interdiction des exportations vers les pays tiers, applicable jusqu'à fin mai 1964.

Au titre de l'*aide à la reconversion*, la Haute Autorité a ouvert un crédit pour la participation à une étude menée par la C.E.E. concernant la promotion d'un pôle de développement industriel en Italie méridionale. Une étude a été publiée sur le développement économique des régions de Charleroi, du Centre et du Borinage.

Dans le domaine des *transports*, la Haute Autorité a poursuivi ses entretiens avec les gouvernements quant à la mise en œuvre d'une recommandation portant sur la publication ou la communication à la Haute Autorité des prix et conditions de transports.

En matière d'*ententes et de concentrations*, il y a lieu de relever des décisions de la Haute Autorité relatives à une nouvelle structure de la vente du charbon de la Rhur.

Le « Conseil de Ministres » a donné un avis favorable à une participation financière à des projets de *recherche technique* portant notamment sur la mise au point d'une machine de creusement des galeries et d'une abatteuse-chargeuse télécommandée, l'utilisation de charbon broyé dans les hauts-fourneaux, la méthode d'analyse des gaz contenus dans les aciers et les fontes, l'enrichissement des minerais, les pressions de terrains dans les mines de houille, la structure des lingots d'acier, etc.

Au chapitre de la *politique énergétique*, il y a lieu de rappeler que les propositions communes des Exécutifs des Communautés européennes pour la définition d'une politique énergétique ont fait l'objet du Mémorandum du 25 juin 1962. Les objectifs à long terme qu'il définit tendent à assurer un approvisionnement en énergie à un prix aussi réduit que possible, en garantissant en même temps les conditions indispensables de sécurité. Toutefois, la réalisation de ces objectifs se heurterait, d'après la Haute Autorité, à certaines des dispositions actuelles du Traité C.E.C.A., notamment en ce qui concerne l'harmonisation des règles de concurrence en matière de prix, la création de mécanismes d'aide à la production intérieure et l'établissement d'une politique commerciale commune. Ces considérations ont amené la Haute Autorité à saisir le Conseil de Ministres d'un projet d'accord tendant à créer les conditions juridiques permettant l'établissement du marché de l'énergie préconisé par le Memorandum ; vers le même moment, le Conseil a été saisi d'un projet allemand qui tend notamment à permettre l'octroi à l'industrie charbonnière d'aides gouvernementales. Enfin, les Exécutifs ont transmis au Conseil une étude sur les perspectives énergétiques à long terme de la Communauté.

En possession de cette documentation, le « Conseil de Ministres » a chargé deux comités d'étudier la mise en application pratique des formules proposées et d'organiser le dialogue entre les gouvernements et les Exécutifs. Les propositions faites n'ayant pas été agréées par le Conseil, la Haute Autorité a pris, en fin d'année, l'initiative d'une nouvelle formule, comportant notamment l'octroi de subventions aux charbonnages de la Communauté.

Les *relations extérieures* de la Communauté ont été marquées, au début de l'année, par l'arrêt des négociations en vue de l'adhésion du Royaume-Uni à la C.E.C.A. Ces négociations, qui avaient débuté au mois d'octobre 1962, étaient assez avancées en ce qui concerne les problèmes de structure et de tarif extérieur du secteur de l'acier ; pour le charbon, par contre, les Six n'étaient pas encore parvenus à adopter des conclusions communes. Les pourparlers ont été interrompus le 29 janvier, à la suite de l'impasse apparue à la Conférence de Bruxelles. En ce qui concerne le Danemark et l'Irlande, les demandes d'adhésion avaient été formulées, mais les négociations n'ont pas été entamées.

ommunauté Européenne le l'Energie Atomique

Dans le domaine du *développement de la recherche nucléaire*, il y a lieu de rappeler que 1963 a été la première année d'exécution du second programme quinquennal de recherches de la Communauté, lequel s'étend jusqu'à 1967. Au budget de recherches et d'investissements pour 1964, les crédits d'engagement figurent pour environ 95 millions de $, montant presque identique à celui de 1963.

Plusieurs contrats d'études et de recherches ont été conclus par la

Commission d'Euratom. Celle-ci a mis au point, en accord avec le Conseil, la politique de la Communauté en matière de diffusion des connaissances résultant de l'exécution du programme de recherches. Une nouvelle publication officielle fournira, à intervalles réguliers, des informations sur les projets de recherches et de développement d'Euratom, sur les contrats conclus ou à conclure, sur les données recueillies et sur les inventions brevetées. Les pays membres et la Commission d'Euratom ont, au sein du Comité consultatif de la Recherche nucléaire, échangé des informations sur les réacteurs à gaz de type éprouvé, le traitement des combustibles irradiés et des effluents radioactifs, la protection sanitaire et la biologie. Un colloque a été consacré à l'utilisation des radio-isotopes et des rayonnements pour la détermination des mouvements des substances solides dans l'eau.

Dans la *promotion de l'industrie nucléaire*, il y a lieu de signaler la mise au point d'une politique communautaire dans le domaine de la concession de licences à des Etats tiers ou à des personnes et entreprises établies en dehors de la Communauté sur les brevets issus du programme de recherches de la C.E.E.A. Le Conseil a octroyé le statut d'entreprise commune à une firme allemande qui projette de construire et d'exploiter en Bavière une centrale électronucléaire comportant un réacteur du type à eau bouillante ; cette initiative se situe dans le cadre du programme de participation de la Communauté aux réacteurs de puissance. Une conférence, réunissant les dirigeants d'entreprises intéressées à la construction nucléaire, a traité du développement futur de l'activité industrielle dans ce domaine. Les problèmes encore en suspens, relatifs à la propulsion navale, ont été abordés. Un rapport établi à la demande d'Euratom, a fait ressortir que jusqu'en 1980, l'Europe disposera de quantités suffisantes d'uranium pour maintenir l'expansion de l'utilisation industrielle de l'énergie nucléaire, mais que d'autre part la dépendance vis-à-vis des importations est très grande.

Au début de l'année, a été conclue à Bruxelles une Convention complémentaire à la Convention de Paris, ayant trait à la *réparation des dommages* causés par l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire ; cette Convention a été signée, outre les Six, par un certain nombre d'Etats non membres d'Euratom. En vertu de cette Convention complémentaire, le plafond de la réparation des dommages aux tiers résultant d'un accident nucléaire, auparavant fixé à 15 millions de $, a été porté à 120 millions de $. Un accord est intervenu, dans le cadre de l'Agence Internationale de l'Energie Atomique, sur le texte d'une nouvelle Convention relative à la responsabilité civile en matière de dommages nucléaires. Enfin, la Commission de la C.E.E.A. a mis au point certaines modalités d'application de l'article 37 du Traité, concernant les obligations des Etats membres lors de la mise en œuvre de projets susceptibles d'entraîner une contamination radioactive dans un autre Etat membre.

Dans le domaine des *relations extérieures,* il y a lieu de relever la signature d'un avenant à l'Accord de coopération Euratom/Etats-Unis ; aux termes de cet avenant, les Etats-Unis mettent à la disposition de la Communauté certaines quantités de matières fissiles spéciales destinées à être utilisées dans des réacteurs de puissance ou dans des programmes de recherche de la C.E.E.A. Le Comité permanent Euratom/Royaume-Uni a défini les divers secteurs d'application pacifique de l'énergie nucléaire pour lesquels une coopération pourrait être profitable aux deux parties. Un accord relatif à la prorogation du projet « Dragon » a été signé : ce projet tend à fournir des informations permettant la mise au point d'un réacteur de puissance à haute température, refroidi par gaz et modéré au graphite. L'accord relatif au projet « Halden » (réacteur à eau bouillante exploité en Norvège), a également été prorogé.

Union onomique o-Néerlando- mbourgeoise

Les efforts en vue de supprimer les entraves aux échanges mutuels dans le Benelux ont été poursuivis en 1963. Ceci ressort notamment des tentatives de realiser un accord Benelux et une loi uniforme en matière de dessins et de modèles. Un projet, publié dans le Bulletin du Benelux, a été envoyé pour avis au Conseil Interparlementaire Consultatif. L'accord projeté a, dans son domaine, le même objectif que celui signé le 19 mars 1962 en matière de marques de marchandises ; il a pour but d'empêcher que l'octroi, sur une base nationale, de droits exclusifs pour la protection des dessins et des modèles ne provoque des difficultés pour la libre circulation des marchandises entre les Etats du Benelux. Le «Comité de Ministres» a, en outre, favorisé l'harmonisation de la législation relative à divers produits. Des recommandations ont été faites en la matière: elles ont concerné la viande fraîche, le cacao et le chocolat, l'amidon et la poudre pudding, le miel et les produits similaires, de même que l'emploi de colorants dans les produits alimentaires.

Il faut encore noter que, dans leurs entretiens, les ministres ont consacré une attention particulière aux problèmes douaniers et fiscaux, à la politique commerciale commune, à la politique conjoncturelle commune et à la politique régionale.

ommerce xtérieur

Le commerce extérieur de la Belgique a pâti de l'hiver rigoureux au cours des premières semaines de l'année ; ce n'est qu'à partir de mars qu'est réapparue la tendance à l'expansion qui avait caractérisé importations et exportations l'année précédente. Pour l'année entière, les résultats tant à l'importation qu'à l'exportation ont à nouveau atteint des niveaux records.

portations

Au cours des deux premiers mois de l'année, les exportations ont marqué un recul dû, pour une grande part, aux circonstances atmosphériques exceptionnellement défavorables. En mars, s'est amorcée une vive reprise et pour l'ensemble de l'année, l'accroissement a atteint

11,9 % par rapport à 1962, dépassant l'augmentation déjà importante (10,2 %) réalisée l'année passée par rapport à 1961.

L'examen des principales rubriques, fait apparaître un progrès de 24 % pour les produits minéraux, de 32 % pour le matériel de transport, de 16,9 % pour les pierres et matériaux précieux, de 11,8 % pour la chimie et de 10,6 % pour les textiles. Les machines et appareils, de même que les métaux communs, ont progressé à un rythme inférieur à la moyenne, soit respectivement 8 et 4,1 %.

Parmi les rubriques d'importance secondaire, il faut noter l'augmentation de 23,3 % des produits agricoles du règne végétal et celle de 36,6 % des produits agricoles du règne animal, principalement due à la pénurie de viande porcine et bovine qui est apparue dans l'ensemble de la Communauté.

Les ventes aux pays partenaires du Marché commun ont augmenté de 19,6 % par rapport à 1962. Leur part dans l'ensemble des exportations de l'U.E.B.L. s'est encore accrue et a atteint 60,8 % en 1963 contre 56,8 en 1962. C'est vers la France et l'Italie, pays où les mouvements des prix ont été les plus importants, que l'augmentation des exportations intra-communautaires a été la plus forte par rapport à 1962, avec des accroissements respectifs de 31,4 % et 44,3 %.

Vers l'Allemagne, le progrès est de 17,3 %, et vers les Pays-Bas, qui demeurent le principal client de la Belgique, de 10,8 %.

Les fournitures à la zone de libre échange (A.E.L.E.) ont augmenté de 6,2 % ; celles au Royaume-Uni, le principal débouché dans cette zone pour l'U.E.B.L., ont augmenté de 28,4 %, alors qu'elles étaient restées quasi stationnaires, en 1962 par rapport à 1961. Après la forte baisse de l'année passée, les exportations vers le Portugal ont marqué un progrès de 16,1 %, tout en restant loin au-dessous du niveau record enregistré en 1961. Les livraisons à la Suisse se sont accrues de 6,2 %. Les exportations vers les autres pays de l'A.E.L.E. ont subi un recul par rapport à 1962.

La baisse de 7,3 % des exportations vers les pays de l'Est est due essentiellement à la chute des ventes à l'URSS et dans une moindre mesure à la Tchécoslovaquie.

Au total, les livraisons à l'Europe ont augmenté de 16 % et ont représenté, en 1963, 79,2 % du total exporté.

Les exportations vers les autres parties du monde n'ont pas évolué aussi favorablement. Vers les U.S.A., elles ont subi un léger repli. Vers le Canada, débouché peu important, elles ont légèrement progressé. Le recul vers l'Amérique du Sud est par contre important et atteint plus

de 25 %. Cette baisse affecte tous les pays, mis à part l'Equateur, le Surinam et la Guyane française. Les livraisons aux pays d'Amérique Centrale ont été stationnaires. Au total, les exportations vers le continent américain ont régressé de 5,1 %.

En Asie, les ventes de l'U.E.B.L. ont progressé de 12,8 % ; en Océanie de 2,4 %. Les exportations vers l'Afrique n'ont pas confirmé le progrès de l'an dernier et on baissé de 10,7 %. Vers le Congo, elles ont légèrement diminué. Elles représentaient, en 1963, 32,6 % du montant de 1957.

nportations

Quelque peu ralentie au 1er trimestre, où les résultats de janvier et février ont nettement été influencés par des facteurs extérieurs, l'expansion des importations a repris avec vigueur au deuxième trimestre. Le fléchissement qui a lieu d'habitude au cours des mois d'été, a été moins marqué qu'en 1962 ; une nouvelle expansion est apparue au cours des trois derniers mois de l'année. Pour l'année entière, les importations ont atteint 255,6 milliards de francs contre 227,8 milliards de francs en 1962 soit une progression de 12,2 %, légèrement supérieure à celle des exportations. En 1962, le progrès des importations par rapport à l'année précédente n'avait été que de 8 % et était inférieure à celui des exportations.

Chacune des vingt-deux sections du tarif douanier a augmenté à l'exception des « produits du règne végétal » et « marchandises non classées ailleurs ». Les postes plus importants ont, pour la plupart, suivi un rythme d'accroissement supérieur à la moyenne.

Pour les produits chimiques, l'augmentation est de 12,9 %, pour les machines et appareils 14,6 %, pour les produits minéraux 14,7 %, pour les produits alimentaires 14,9 %, pour le matériel de transport 15,8 %, pour les pierres précieuses et les métaux précieux 22 %. Les importations de textile et de métaux communs ont progressé à un taux inférieur au taux moyen, soit respectivement 9,6 et 5,2 %.

Les importations de produits du règne végétal enregistrent un recul de moins de 1 %.

D'autres sections, dont l'importance en valeur est moins grande par rapport à l'ensemble, ont marqué une hausse notable. Tel est le cas des graines et huiles, des chaussures ou objet d'art et des armes et munitions.

Les importations en provenance de la C.E.E. ont augmenté de 15,5 % par rapport à 1962. La part de celles-ci dans l'ensemble des achats de l'U.E.B.L. a atteint, en 1963, 52,5 %. La République Fédé-

rale Allemande demeure le premier fournisseur de la Belgique. La France a dépassé la Hollande et occupe, en 1963, la seconde place. Les fournitures de l'Italie, bien que moins importantes dans l'ensemble, se sont accrues de plus de 30 %.

Le Royaume-Uni et la Suède, qui sont les deux principaux fournisseurs de la Belgique, membres de l'A.E.L.E., ont augmenté leur ventes respectivement de 14,8 et 11,1 %. Les importations en provenance de l'ensemble de la zone de libre échange ont augmenté de 12,4 %. La part de l'A.E.L.E. dans l'ensemble des achats de l'U.E.B.L. est restée identique à ce qu'elle était en 1962, soit 13,9 %. Les importations en provenance des pays de l'Europe de l'Est se sont accrues de 9,6 %.

L'ensemble de l'Europe, dont la part dans le total est de 70,4%, a fourni, par rapport à 1962, 14,4% de plus à la Belgique. Ses achats aux Etats-Unis et au Canada se sont accrus respectivement de 4,6 et 4,5%. Pour l'ensemble du continent américain, l'accroissement est de 5,9%.

Les importations en provenance d'Asie se sont accrues de 26 % tandis que celles venant d'Afrique ont été stationnaires. En provenance d'Océanie, qui ne représentent que 1,6 % du total, elles ont diminué de 6,4 %.

Balance commerciale

L'accroissement plus rapide des importations a provoqué une augmentation du déficit de la balance commerciale de l'U.E.B.L. d'un peu plus de deux milliards, soit 17 %, à l'inverse de l'année précédente.

Le solde positif de cette balance vis-à-vis de la C.E.E. a pratiquement doublé par rapport à 1962. Les échanges commerciaux avec l'Association Européenne de Libre échange se sont soldés par un mali plus important qu'en 1962. Il en a été de même avec les Etats-Unis et le Canada. Pour l'ensemble des échanges avec les pays de l'O.C.D.E., la balance commerciale se solde cependant par un boni de 10,6 milliards de francs contre 6,7 milliards de francs en 1962. Le déficit global provient de l'ampleur du solde négatif avec les pays de l'Est et du Tiers Monde. L'analyse de la balance commerciale par zone monétaire fait apparaître d'une part, un boni avec la zone « Accord Monétaire Européen », d'autre part, des malis avec l'Europe Orientale, la zone dollar, le Congo-Léo et le Rwanda-Burundi et les autres zones monétaires.

Relations commerciales entre l'U.E.B.L. et les Pays-Bas

En raison de la persistance de la haute conjoncture, le commerce entre l'U.E.B.L. et les Pays-Bas a de nouveau progressé. Contrairement à ce qui s'était passé au cours des deux années précédentes, l'accroissement des importations en provenance du pays partenaire a été plus considérable en U.E.B.L. qu'aux Pays-Bas, à savoir 11 et 9 %. Dans l'ensemble des exportations néerlandaises, la part de l'U.E.B.L. a légèrement augmenté au point de retrouver à peu près l'importance de

1961. Par contre, la part des Pays-Bas dans le total des exportations de l'U.E.B.L. a encore diminué. Pour chacun des deux partenaires, l'importance relative des importations, en provenance de l'autre, a diminué.

Les Pays-Bas sont restés le client le plus important de l'U.E.B.L. Pourtant leur avance sur l'Allemagne occidentale a encore diminué. La part de cette dernière, dans l'ensemble des exportations de l'U.E.B.L. a, en effet, augmenté de nouveau, tandis que celle des Pays-Bas diminuait. La République fédérale est également le premier fournisseur de l'U.E.B.L. ; alors que sa part dans les importations de l'U.E.B.L. a grandi, celle des Pays-Bas a diminué ; de plus, ce dernier pays a été évincé de la deuxième place par la France.

L'Allemagne occidentale est demeurée le fournisseur principal des Pays-Bas. Tandis que sa part dans les importations néerlandaises a augmenté, celle de l'U.E.B.L. a diminué. La République fédérale est en même temps demeurée l'acheteur le plus important des produits néerlandais. Plus d'un quart des exportations de la Hollande vont à ce pays.

La part des produits alimentaires dans le total des importations de l'U.E.B.L. en provenance des Pays-Bas a accusé une nouvelle diminution. Celle des matières premières et des matières auxiliaires a fléchi au niveau de 1960, alors que l'importance des produits finis a crû de façon à dépasser les chiffres records de 1960.

L'augmentation des exportations de l'U.E.B.L. vers les Pays-Bas s'est élevée à 11 %, contre 7 % en 1962 et 14 % en 1961. Dans l'ensemble, la structure des exportations de l'U.E.B.L. vers les Pays-Bas n'a pas subi de changement. Tant la part des produits alimentaires que celle des matières premières et auxiliaires et des produits finis sont demeurées inchangées.

Parmi les produits finis, l'accroissement a été considérable surtout pour les produits de l'industrie textile et de l'industrie de la confection et pour le matériel de transport (20 %). En valeur, les exportations de la sidérurgie ont fléchi de 3 %.

Comme l'année précédente, le solde d'exportation de l'U.E.B.L. a augmenté à l'égard des Pays-Bas. L'augmentation s'est élevée a 1,5 milliard de francs, grâce surtout à l'amélioration de la balance commerciale pour les produits textiles.

alance des paiements

Le solde positif qui avait caractérisé la balance des paiements, en 1962, a disparu l'année suivante sans toutefois qu'il y ait un déficit important. Cette évolution est due à une détérioration assez sensible de la balance des transactions courantes, que n'a pu compenser le mouve-

ment des capitaux, marqué par des entrées nettes essentiellement attribuables au secteur public.

L'aggravation de 2 milliards de francs du solde de la balance commerciale se retrouve « grosso modo » dans les paiements relatifs aux exportations et importations f.o.b. qui accusent un mali de 8,3 milliards de francs ; compte tenu du solde résultant du travail à façon et de l'arbitrage moins favorable que l'année antérieure, le résultat de l'ensemble des opérations sur marchandises diminue de 3,1 milliards.

Pour les services, l'accroissement des dépenses a en général été plus fort que celui des recettes, sauf pour les courtages et commissions, les assurances et les revenus des travailleurs frontaliers. Les dépenses de transport n'ont pas influencé l'évolution d'une année à l'autre. C'est le mouvement des revenus d'investissements qui a été le moins favorable, apportant une augmentation de 1 milliard des dépenses et même une baisse des recettes, lesquelles sont revenues en dessous de leur niveau de 1961. Les transactions des pouvoirs publics relatives à des services ont entraîné une dépense de 1,4 milliard supérieure aux recettes, contre 0,6 milliard en 1962. Dans leur ensemble, les opérations invisibles n'ont plus été, pour la première fois, l'occasion de rentrées nettes pour le pays.

Les transferts de l'Etat belge en faveur de l'étranger ont augmenté assez nettement mais pour des raisons essentiellement techniques dues à un décalage, de 1962 à 1963, du versement de la contribution belge au Fonds Européen de Développement. Le cumul des transactions sur biens et services et des transferts, qui constituent l'ensemble des opérations courantes, dénote le passage d'un boni de 4,8 milliards, à un déficit de 4,1 milliards de francs en 1963, entièrement dû aux paiements du second semestre qui présentent un solde négatif de 4,4 milliards de francs.

Les opérations en capital du secteur public ont amené une entrée nette de 2,7 milliards de francs contre une sortie de 3,2 milliards en 1962. Outre l'intervention des organismes paraétatiques de crédits, l'essentiel de ce retournement des flux de capitaux est dû aux opérations de l'Etat dont les amortissements et remboursements de la dette ont diminué et dont les emprunts ont augmenté de 3 milliards de francs à long ou moyen terme et diminué de 2,4 milliards à court terme. Cette dernière variation pourrait surprendre vu l'évolution de la dette publique en monnaies étrangères : elle s'explique par le fait que la balance des paiements ne reprend que l'endettement direct de l'Etat. Les emprunts contractés par celui-ci auprès de banques belges et financés au moyen de ressources d'origine extérieure figurent parmi les mouvements des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires où apparaît, en 1963, une augmentation des engagements nets des banques belges de dépôts, de 9,1 milliards de francs, contre une réduction de 4,6 milliards l'année précédente. A la Banque Nationale de Belgique, au contraire, ces opérations se traduisent par une reconstitution importante des avoirs en monnaies convertibles, pour un accroissement négligeable de l'encaisse-or.

Quant aux mouvements de capitaux privés, leur solde n'a pas beaucoup varié et continue à être légèrement positif. Les transactions en valeurs mobilières belges ont diminué de volume, tant à l'entrée qu'à la sortie de l'U.E.B.L. mais, à ce titre, les recettes continuent à dépasser les dépenses. Les valeurs étrangères ont été achetées en beaucoup plus grande quantité qu'elles n'ont été vendues, faisant apparaître un achat net de 5,1 milliards de francs contre 3 milliards en 1962. Ce déficit est compensé, dans une très grande mesure, par les autres mouvements de capitaux qui reflètent, pour une bonne part, le financement du courant assez important d'investissements étrangers constaté en U.E.B.L. depuis quelques années.

TABLEAUX STATISTIQUES ET GRAPHIQUES

TABLEAUX STATISTIQUES ET GRAPHIQUES

PREMIÈRE PARTIE

POPULATION ET EMPLOI

PREMIÈRE PARTIE

POPULATION ET EMPLOI

I

POPULATION

Naissances, décès, accroissement démographique et population totale

PÉRIODE	Naissances	Décès	Accroissement de la population			Effectif annuel moyen de la population (a)
			Naturel	Migratoire	Total	
1935/1939	126 739	104 594	22 145	1 997	24 142	8 354 990
1946/1950	145 512	106 574	38 938	10 966	49 904	8 556 414
1951/1955	146 424	106 088	40 336	8 186	48 522	8 799 163
1956	150 181	108 016	42 165	13 032	55 197	8 951 443 (b)
1957	152 388	107 236	45 152	30 183	75 335	9 026 778 (b)
1958	155 894	105 746	50 148	1 709	51 857	9 078 635 (b)
1959	160 662	103 513	57 149	— 6 960	50 189	9 128 824 (b)
1960	155 520	113 106	42 414	6 916	49 330	9 178 154 (b)
1961	158 262	106 259	52 003	— 1 428	50 575	9 228 729 (b) 9 189 741 (c)
1962	154 338	111 545	42 793	18 880	61 673	9 251 414 (d)
1963	158 196	115 618	42 578	34 134	76 712	9 328 126 (d)

Source : Institut National de Statistique.

(a) En fin d'année.
(b) Population calculée sur la base du recensement de 1947.
(c) Population recensée au 31 décembre 1961.
(d) Population calculée sur la base du recensement de 1961.

Mouvement de la population en 1963

RÉGION	Naissances (a)		Décès (a)		Soldes				Situation au 31 décembre 1963
					Accroissement naturel	Solde migratoire	Accroissement total		
	Chiffres absolus	o/oo (b)	Chiffres absolus	o/oo (b)	Chiffres absolus	Chiffres absolus	Chiffres absolus	o/oo (c)	Chiffres absolus
Arrondissement de Bruxelles	*21 292*	*14,47*	*18 880*	*12,83*	*2 412*	*15 933*	*18 345*	*12,62*	*1 471 131*
Région flamande	*88 518*	*18,71*	*51 763*	*10,94*	*36 755*	*6 778*	*43 533*	*9,16*	*4 729 987*
Anvers	27 007	18,39	15 936	10,85	11 071	1 735	12 806	8,80	1 468 450
Flandre Orientale	18 914	18,68	11 114	10,98	7 800	121	7 921	6,20	1 012 591
Flandre Occidentale	22 381	17,47	16 155	12,61	6 226	—1 263	4 963	4,61	1 281 316
Limbourg	13 825	23,11	4 611	7,71	9 214	5 267	14 481	24,70	598 248
Arrondissement de Louvain	6 391	17,30	3 947	10,69	2 444	918	3 362	9,46	369 382
Région wallonne	*48 386*	*15,47*	*44 975*	*14,38*	*3 411*	*11 423*	*14 834*	*4,67*	*3 127 008*
Hainaut	20 165	15,26	19 548	14,79	617	2 670	3 287	2,63	1 321 714
Liège	15 090	15,04	14 263	14,22	827	6 546	7 373	7,32	1 003 226
Namur	6 357	17,07	5 261	14,12	1 096	545	1 641	4,42	372 511
Luxembourg	3 758	17,31	2 916	13,43	842	— 660	182	0,84	217 157
Arrondissement de Nivelles	3 016	14,19	2 987	14,05	29	2 322	2 351	11,59	212 400
Le Royaume	**158 196**	**16,96**	**115 618**	**12,39**	**42 578**	**34 134**	**76 712**	**8,29**	**9 328 126**

Source : Institut National de Statistique.

(a) Non compris les morts-nés et les autres enfants présentés sans vie.
(b) Calculé par rapport à la population totale au 31 décembre 1963.
(c) Calculé par rapport à la population totale recensée au 31 décembre 1962.

II

EMPLOI ET CHÔMAGE

Emploi . . . . . *p. 11 à 14*

Chômage . . . . . *p. 14 à 18*

Personnel assujetti à la sécurité sociale dans l'industrie au 30 juin

(en milliers)

BRANCHE D'ACTIVITÉ	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963
Charbon et minerais	152,4	152,2	154,1	138,2	117,2	101,4	91,8	88,7
Carrières	12,9	12,5	11,4	10,5	10,2	10,3	10,3	10,4
Industries alimentaires	72,1	73,2	73,9	74,6	76,2	77,6	78,2	80,0
Boissons	27,4	28,0	28,0	27,4	27,8	27,4	27,8	28,0
Tabac	9,5	10,0	9,8	9,2	9,1	9,5	9,2	9,1
Industries chimiques	63,6	65,1	65,3	64,9	67,3	68,0	70,3	71,9
Caoutchouc	9,0	9,1	8,6	8,4	8,6	8,6	8,6	8,6
Bois et ameublement	47,8	47,5	46,6	44,4	44,4	45,2	45,7	46,1
Papier et carton	21,2	21,9	21,8	21,6	22,3	22,9	24,1	25,3
Livre et photographie	30,1	30,4	31,3	31,0	31,8	32,7	33,9	34,5
Cuirs et peaux	11,7	11,4	10,7	10,8	10,5	10,4	10,5	10,2
Textiles	160,9	164,1	145,1	142,7	145,3	146,6	145,7	148,3
Habillement	66,5	68,9	66,4	65,6	65,7	68,1	67,2	69,1
Chaussure	19,5	19,5	19,5	18,9	18,5	19,0	18,0	17,5
Electricité, gaz, eau	20,1	20,2	20,0	19,7	19,7	19,8	19,8	20,1
Céramique et verre	69,0	69,3	65,8	66,9	71,3	71,8	74,3	72,2
Industrie des métaux	373,5	389,6	369,4	354,5	373,4	397,1	412,3	416,2
Art et précision	14,8	14,9	14,3	15,4	15,1	15,3	16,5	16,9
Construction	210,2	208,7	197,5	199,3	200,6	209,4	219,8	234,3
Transport (a)	68,7	71,8	73,3	71,6	72,3	72,8	73,5	75,2
Divers	7,5	8,4	8,2	8,1	9,2	9,7	10,1	11,0

Source : Office National de Sécurité Sociale.

(a) Non compris le personnel de la S.N.C.B. et de la S.N.C.V.
A l'exclusion du personnel définitif des Instituts de la Radiodiffusion-Télévision Belge.

Main-d'œuvre civile et main-d'œuvre salariée (a)

moyennes

(en milliers)

DÉSIGNATION	MAIN-D'ŒUVRE SALARIÉE									Main-d'œuvre civile
	1948	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961 (b)	1962	1962
Agriculture, sylviculture et pêche	43,3	33,0	31,6	31,0	30,8	29,7	28,6	27,1	25,8	239,8
Industries extractives	193,6	168,2	167,1	167,6	167,5	150,9	130,4	114,4	104,3	104,6
Industries manufacturières	1 022,0	1 017,5	1 048,0	1 072,5	1 031,1	1 014,9	1 044,7	1 080,0	1 107,7	1 229,4
Industrie de la construction	152,5	193,8	208,3	213,4	199,2	199,9	202,3	207,8	222,5	263,1
Electricité, eau, gaz et services d'hygiène	27,3	28,7	29,0	29,2	29,1	29,1	29,5	29,7	30,0	30,2
Commerce, banques et assurances	201,1	233,0	241,5	248,9	257,4	263,6	273,0	288,7	310,2	534,2
Transports et communications	235,3	214,5	220,6	225,1	226,9	222,4	219,1	221,1	219,6	240,6
Services	504,4	599,4	605,7	618,9	634,2	654,0	666,1	677,5	695,1	852,3
Chômeurs mis au travail par les pouvoirs publics	—	22,7	9,8	5,3	10,5	17,3	9,8	7,1	6,7	6,7
Chômeurs complets contrôlés	80,9	116,5	91,0	77,9	109,7	125,0	110,1	87,9	70,2	70,2
Total ...	**2 460,4**	**2 627,3**	**2 652,6**	**2 689,8**	**2 696,4**	**2 706,8**	**2 713,6**	**2 741,3**	**2 792,1**	**3 571,1**

(a) Les données pour 1963 ne sont pas encore disponibles.
(b) Données rectifiées.

Source : Ministère de l'Emploi et du Travail.

Ouvriers et heures-ouvriers dans certains secteurs (a)

(en milliers)

SECTEUR	Ouvriers occupés (moyennes mensuelles)				Heures-ouvriers			
	1960	1961 (e)	1962	1963	1960	1961	1962	1963
Charbonnages (b)	85,9	73,9	67,6	67,1	176 594	157 738	144 823	145 567
Cokeries	4,5	4,5	4,3	4,2	9 765	9 403	9 057	8 982
Sidérurgie (c)	50,7	51,6	49,8	50,0	107 955	106 399	107 371	108 430
Métaux non ferreux	15,8	17,1	16,5	16,7	32 024	35 871	34 338	34 855
Fabrications métalliques	188,5	203,4	212,1	220,0	381 571	410 275	434 327	443 875
Azote	4,2	4,0	4,2	4,4	8 589	8 179	8 652	9 042
Caoutchouc	5,9	6,1	5,9	5,9	11 594	12 086	12 048	11 824
Papier (établissements producteurs)	8,8	8,9	9,0	9,3	18 445	18 698	18 675	19 330
Papier (établissements transformateurs)	11,2	11,5	11,9	12,5	24 442	24 092	24 526	26 447
Carrières	6,9	6,9	6,9	6,6	13 587	12 386	13 963	12 766
Chaux, calcaires et dérivés	4,1	4,2	4,1	3,9	8 256	8 584	8 477	8 189
Terre cuite	9,8	10,6	10,3	9,7	20 481	21 582	21 375	19 871
Ciment	2,8	2,8	2,8	2,6	5 745	5 636	5 783	5 359
Verre	21,9	21,6	23,6	22,6	45 150	44 119	48 364	45 508
Bois	25,8	26,5	26,8	28,8	52 743	55 416	56 193	58 568
Céramique	8,5	8,9	9,0	8,3	17 608	18 306	18 444	17 610
Construction	92,1	94,2	98,8	100,6	182 925	183 585	187 260	183 994
Filatures : coton, lin et chanvre (d)	18,4	18,5	17,3	16,7	..	..	..	..
laine, jute, fibres dures	17,0	16,9	17,7	18,4	35 132	34 466	36 029	36 191
Tissages	39,6	38,9	38,4	38,7	81 873	77 889	77 465	77 425
Autres activités textiles	5,7	5,5	5,5	5,6	10 495	10 728	10 952	11 303
Bonneterie	16,9	17,3	17,3	18,8	31 580	32 283	32 556	36 921
Huiles végétales et animales	1,6	1,6	1,8	1,6	3 288	3 407	3 461	3 488
Tabac	6,8	6,9	6,6	6,5	13 187	13 419	12 556	12 532
Cuir	2,5	2,5	2,5	2,3	5 102	5 269	5 128	4 944
Chaussures	13,0	13,0	12,7	12,5	24 040	24 061	24 253	23 970
Pantoufles	1,4	1,6	1,5	1,7	2 821	3 021	3 019	3 445
Distribution d'eau	3,0	3,4	3,2	3,5	6 410	6 667	7 040	7 528
Port d'Anvers	15,3	15,1	15,2	14,5	..	..	..	..

Sources : Ministère des Affaires économiques et de l'Energie, Institut National de Statistique et Administration des Mines.
Fédérations professionnelles.

(a) De façon générale, les industries reprises dans ce tableau font l'objet d'une statistique de production et les données portent, en principe, sur l'ensemble des établissements sans distinction du nombre d'ouvriers occupés.
(b) Nombre moyen de présences par jour ouvré des ouvriers du fond et de la surface.
(c) A l'exception des usines produisant uniquement des aciers de moulage.
(d) Pour ces branches, nombre de broches-heures de 1960 à 1963 : 5.892, 6.948, 6.641, 6.000 et 6.206 millions.
(e) Moyennes des mois de février à décembre; des chiffres valables n'ont pu être recueillis pour le mois de janvier en raison des grèves.

Nombre de journées perdues par suite de grèves

ANNÉE	Nombre de grèves	Nombre de journées perdues	Branches d'industrie où ont eu lieu les grèves les plus importantes
1956	148	948 170	Mines de houille, industrie des métaux, briqueteries.
1957 (a)	114	2 993 738	Industrie des métaux et industrie du diamant.
1958	43	293 767	Mines de houille, secteur gaz et électricité, tramways.
1959	57	983 147	Mines de houille, réparateurs de navires.
1960 (b).....	61	334 346	Industrie des métaux, industrie de la chaussure, carrières.
1961 (b)	38	92 092	Tissages de jute, mines de houille, confection, industrie de la chaussure.
1962	40	270 975	Industrie des métaux, carrières, industrie textile.
1963 (c)	48	241 367	Industrie des métaux, industrie de la chaussure.

Source : Institut National de Statistique.

(a) Non compris la grève générale dans la construction pour laquelle le nombre de journées perdues peut être estimé à 795.000.
(b) Pour être complet, il y a lieu d'attirer l'attention sur le fait qu'il n'a pas été tenu compte des grèves générales des 29 janvier 1960, décembre 1960 et janvier 1961. En effet, il s'agit ici de conflits ayant un caractère spécial et pour lesquels, d'autre part, la méthode d'établissement de cette statistique ne permet pas de rassembler des données précises et complètes.
(c) Données provisoires.

Nombre de journées contrôlées, perdues par suite de chômage

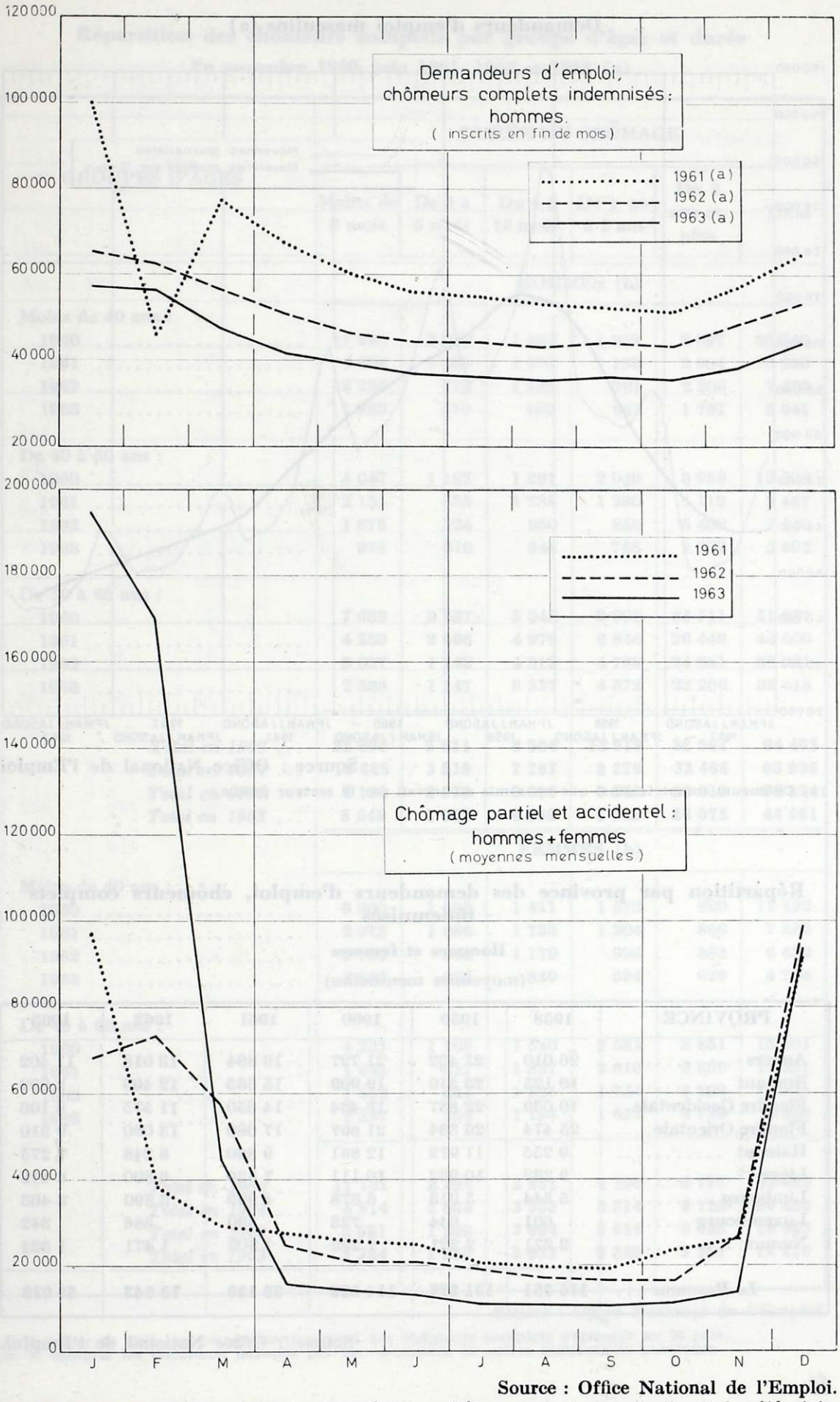
ANNÉE	Chômage complet (a)			Chômage partiel (b)		
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
1954	110 246	61 354	171 600	40 216	17 610	57 826
1955	75 960	42 451	118 411	39 115	16 794	55 909
1956	63 871	30 652	94 523	40 035	13 707	53 742
1957	58 917	22 527	81 444	27 595	11 355	38 950
1958	86 748	29 606	116 354	51 011	20 135	71 146
1959	98 353	33 939	132 292	58 206	16 028	74 234
1960	85 266	29 008	114 274	37 283	10 762	48 045
1961	65 435	23 695	89 130	29 870	10 461	40 331
1962	50 109	20 834	70 943	29 009	9 442	38 451
1963	42 084	16 991	59 075	43 798	6 407	50 205

Source : Office National de l'Emploi.

(a) Statistique des demandeurs d'emploi, chômeurs complets, à l'exclusion des chômeurs occupés par les pouvoirs publics. Moyennes mensuelles.
(b) Moyennes journalières des chômeurs contrôlés.

Evolution du chômage

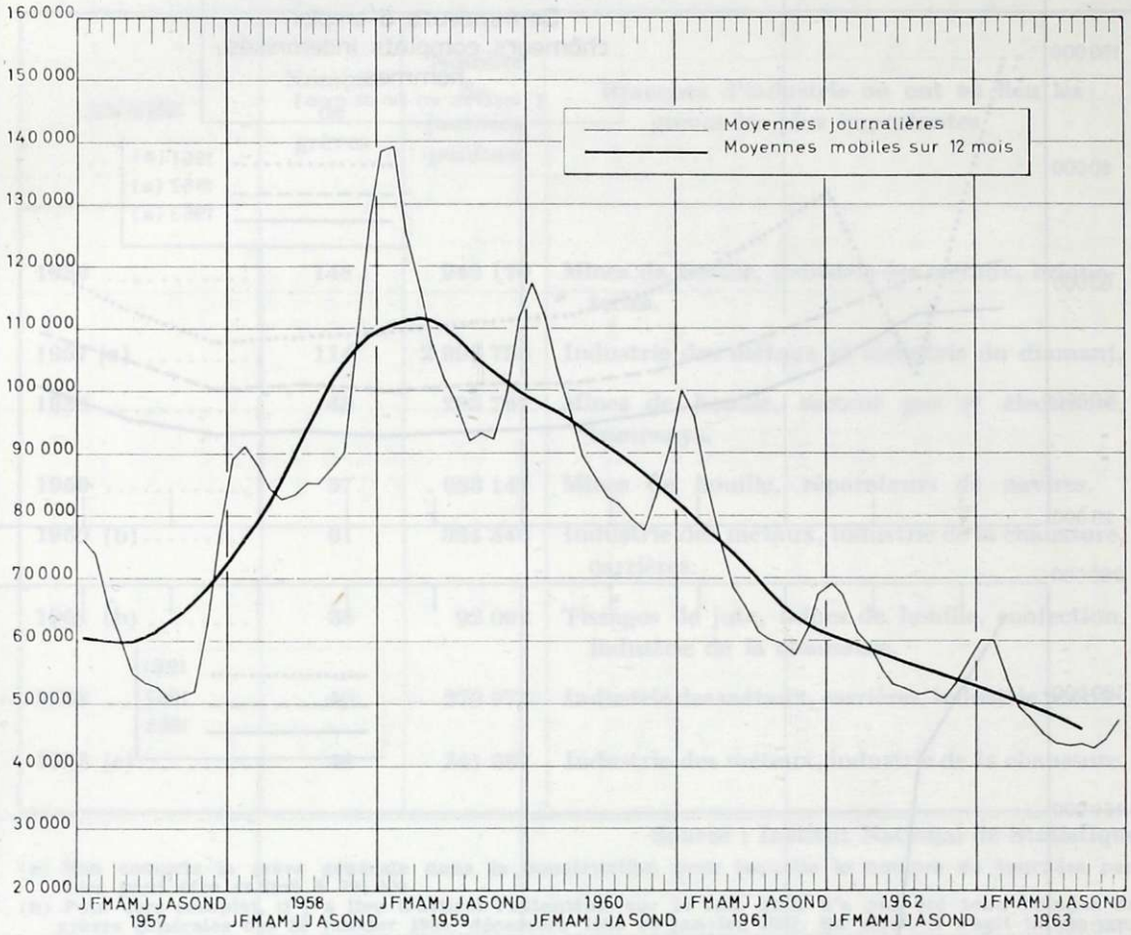
Journées perdues et contrôlées



Source : Office National de l'Emploi.

(a) Y compris les chômeurs complets dispensés du contrôle communal en application de l'arrêté ministériel du 29 décembre 1961 (*Moniteur belge* du 6 janvier 1962).

Demandeurs d'emploi masculins (a)



Source : Office National de l'Emploi.

(a) Chômeurs complets ainsi que ceux mis au travail par le secteur public.

Répartition par province des demandeurs d'emploi, chômeurs complets indemnisés

Hommes et femmes

(moyennes mensuelles)

PROVINCE	1958	1959	1960	1961	1962	1963
Anvers	26 010	27 432	21 727	16 834	13 018	11 402
Brabant	19 125	23 510	19 909	15 535	12 465	9 902
Flandre Occidentale .	19 039	22 887	18 434	14 650	11 575	9 106
Flandre Orientale....	25 474	26 334	21 867	17 080	13 090	9 910
Hainaut	9 255	11 972	12 881	9 860	8 248	7 275
Liège	9 232	10 962	10 111	7 839	6 800	6 412
Limbourg	5 344	5 913	6 378	4 999	3 890	3 403
Luxembourg	601	644	723	530	386	342
Namur	2 271	2 221	2 225	1 803	1 471	1 324
Le Royaume ...	**116 351**	**131 875**	**114 255**	**89 130**	**70 943**	**59 076**

Source : Office National de l'Emploi.

Répartition des chômeurs complets par groupe d'âges et durée

En novembre 1960, juin 1961, 1962 et 1963 (a)

GROUPES D'ÂGES	DURÉE DU CHÔMAGE					
	Moins de 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 12 mois	De 1 an à 2 ans	De 2 ans et plus	Total
	HOMMES (b)					
Moins de 40 ans :						
1960	11 224	2 092	1 865	1 962	3 097	20 240
1961	4 304	1 068	1 570	1 153	2 904	10 999
1962	2 755	713	1 128	701	2 206	7 503
1963	1 939	510	803	622	1 767	5 641
De 40 à 50 ans :						
1960	4 047	1 182	1 291	2 049	3 959	12 528
1961	2 151	655	1 238	1 280	4 113	9 437
1962	1 378	524	950	856	3 432	7 140
1963	974	310	648	768	2 902	5 602
De 50 à 65 ans :						
1960	7 633	3 237	5 348	9 908	25 511	51 637
1961	4 230	2 096	4 979	6 846	26 449	44 600
1962	3 027	1 742	4 312	4 789	24 381	38 251
1963	2 336	1 147	3 357	4 372	22 206	33 418
Total en 1960 ...	**22 904**	**6 511**	**8 504**	**13 919**	**32 567**	**84 405**
Total en 1961 ...	**10 685**	**3 819**	**7 787**	**9 279**	**33 466**	**65 036**
Total en 1962 ...	**7 160**	**2 979**	**6 390**	**6 346**	**30 019**	**52 894**
Total en 1963 ...	**5 249**	**1 967**	**4 808**	**5 762**	**26 875**	**44 661**
	FEMMES (b)					
Moins de 40 ans :						
1960	6 900	1 386	1 411	1 575	920	12 192
1961	2 973	1 086	1 753	1 204	866	7 882
1962	2 739	968	1 179	893	853	6 632
1963	1 997	656	849	594	628	4 724
De 40 à 60 ans :						
1960	4 231	1 108	1 540	2 531	5 851	15 261
1961	1 941	917	1 827	2 010	5 856	12 551
1962	1 812	841	1 825	1 741	5 202	11 421
1963	1 387	594	1 184	1 652	4 729	9 546
Total en 1960 ...	**11 131**	**2 494**	**2 951**	**4 106**	**6 771**	**27 453**
Total en 1961 ...	**4 914**	**2 003**	**3 580**	**3 214**	**6 722**	**20 433**
Total en 1962 ...	**4 551**	**1 809**	**3 004**	**2 634**	**6 055**	**18 053**
Total en 1963 ...	**3 384**	**1 250**	**2 033**	**2 246**	**5 357**	**14 270**

Source : Office National de l'Emploi.

(a) A partir de 1961, un recensement annuel des chômeurs complets s'effectue au 30 juin.
(b) Y compris les chômeurs occupés par les communes et autres institutions publiques.

Répartition du chômage par branche d'activité en 1963

BRANCHE D'ACTIVITÉ	Chômeurs complets (a)			Chômeurs partiels et accidentels (b)		
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
Agriculture	2 689	188	2 877	831	58	889
Forêt, chasse, pêche	302	—	302	679	1	680
Mines	3 268	144	3 412	69	—	69
Pierre	373	26	399	712	8	720
Céramique	772	611	1 383	592	164	756
Verre	255	212	467	148	17	165
Diamant	436	27	463	370	104	474
Construction	9 971	60	10 031	27 507	19	27 526
Bois	1 784	138	1 922	2 723	46	2 769
Métal	6 605	1 265	7 870	2 150	246	2 396
Chimie	473	348	821	67	70	137
Papier	137	199	336	22	35	57
Livre	200	108	308	28	31	59
Textiles	2 653	2 287	4 940	782	1 057	1 839
Vêtement	566	1 850	2 416	249	2 947	3 196
Cuir	694	436	1 130	405	550	955
Alimentation	1 698	1 169	2 867	380	414	794
Tabac	82	190	272	15	88	103
Transport	4 213	1 023	5 236	1 750	231	1 981
Dockers	—	—	—	3 290	5	3 295
Réparateurs navires	—	—	—	869	—	869
Hôtels, restaurants	1 380	1 646	3 026	79	100	179
Gens de maison	220	1 597	1 817	4	123	127
Service personnes et biens	148	218	366	14	16	30
Employés	2 698	3 058	5 756	61	75	136
Artistes	468	191	659	2	2	4
Total	**42 085**	**16 991**	**59 076**	**43 798**	**6 407**	**50 205**

Source : Office National de l'Emploi.

(a) Demandeurs d'emploi, chômeurs complets indemnisés. Moyennes mensuelles.
(b) Moyennes journalières des chômeurs contrôlés.

DEUXIÈME PARTIE

PRODUCTION DE BIENS ET DE SERVICES

I

AGRICULTURE ET PÊCHE

Agriculture . . . . . *p. 23 à 29*

Pêche . . . . . *p. 30*

Superficies cultivées

Recensements des 15 mai 1959, 1960, 1961, 1962 et 1963

(en milliers d'hectares)

DÉSIGNATION	1959	1960	1961	1962	1963	Différence en % de 1962 à 1963
Céréales	525,1	524,7	519,3	511,6	501,2	— 2,0
Légumineuses cultivées pour la graine	11,7	11,2	11,0	10,1	10,3	+ 2,0
Plantes industrielles	88,1	96,2	92,3	92,6	94,0	+ 1,5
Plantes racines et tuberculifères	133,9	130,9	120,3	115,7	114,0	— 1,5
Fourrages verts	45,8	42,0	48,8	41,9	43,8	+ 4,5
Prés et prairies	815,7	818,6	820,9	828,7	825,3	— 0,4
Cultures maraîchères	..	32,1	33,0	35,2	38,0	+ 8,0
Autres cultures	..	55,1	59,5	59,4	58,1	— 2,2
Total général des cultures	1 717,2	1 710,8	1 705,1	1 695,1	1 684,7	— 0,6

Source : Institut Natoinal de Statistique.

Céréales

Superficies cultivées

(en milliers d'hectares)

DÉSIGNATION	1959	1960	1961	1962	1963	Différence en % de 1962 à 1963
Céréales panifiables	**269,9**	**272,5**	**256,3**	**252,2**	**245,7**	— **2,6**
dont :						
Froment d'hiver et alternatif.	161,4	175,4	106,4	122,2	112,6	— 7,9
Froment de printemps	38,6	27,8	100,0	86,4	87,1	+ 0,8
Seigle	62,4	62,9	43,5	39,3	41,0	+ 4,3
Céréales non panifiables	**255,2**	**252,1**	**263,0**	**259,4**	**255,4**	— **1,6**
dont :						
Orge d'hiver	34,4	36,5	28,0	32,8	30,6	— 6,7
Orge de printemps	75,2	68,9	92,3	95,3	103,8	+ 8,9
Avoine	140,5	141,4	136,3	125,2	115,3	— 7,9
Total des céréales	**525,1**	**524,6**	**519,3**	**511,6**	**501,2**	— **2,0**

Source : Institut National de Statistique.

Plantes industrielles

Superficies cultivées

DÉSIGNATION	1959	1960	1961	1962	1963	Différence en % de 1962 à 1963
Plantes industrielles de grande culture :	En milliers d'hectares					
Betteraves sucrières	63,8	63,0	62,3	57,1	57,0	— 0,2
Lin	20,8	29,7	26,6	32,7	33,9	+ 3,7
Plantes industrielles de moyenne et petite culture :	En hectares					
Chicorée à café	1 285	1 382	1 504	919	1 177	+28,0
Tabac	1 410	1 440	1 017	1 036	1 024	— 1,2
Houblon	660	669	663	693	741	+ 6,9
Plantes oléagineuses	120	91	89	135	65	—51,9

Source : Institut National de Statistique.

Plantes racines et tuberculifères

Superficies cultivées

(en milliers d'hectares)

DÉSIGNATION	1959	1960	1961	1962	1963	Différence en % de 1962 à 1963
Pommes de terre hâtives	7,6	7,5	6,6	6,8	7,4	+ 8,8
Pommes de terre mi-hâtives	49,4	51,6	49,0	47,1	46,5	— 1,3
Pommes de terre tardives	22,0	20,2	16,7	14,5	15,2	+ 4,8
Betteraves fourragères et mi-sucrières	53,7	50,8	47,3	46,7	44,2	— 5,4
Autres	1,2	1,0	0,8	0,7	0,7	—
Total ...	**133,9**	**131,1**	**120,4**	**115,8**	**114,0**	**— 1,5**

Source : Institut National de Statistique.

Evolution des rendements de certaines cultures

Production moyenne par hectare

(en quintaux métriques)

CULTURE	1959	1960	1961	1962	1963	Différence en % de 1962 à 1963
Froment d'hiver	41,0	38,5	35,9	41,7	37,2	— 10,8
Froment de printemps	33,0	35,1	34,0	37,6	39,0	+ 3,7
Seigle	29,6	30,0	27,6	31,0	30,2	— 2,6
Escourgeon	40,5	36,4	33,7	39,5	31,2	— 21,1
Orge	34,4	36,2	33,8	38,8	37,2	— 4,1
Avoine	30,1	31,8	32,6	34,1	34,3	+ 0,6
Maïs cultivé pour la graine	43,1	41,6	45,2	43,9	43,3	— 1,4
Pois secs	32,1	33,0	34,2	38,8	30,2	— 22,2
Betteraves sucrières	231,0	486,5	433,7	353,5	374,5	+ 5,9
Lin (paille)	53,9	65,8	66,9	64,3	64,8	+ 0,8
Chicorée à café	331,5	399,9	401,5	400,9	398,1	— 0,7
Pommes de terre tardives	186,7	254,5	270,5	298,5	254,3	— 14,9
Pommes de terre mi-hâtives	168,7	241,6	246,6	285,7	216,5	— 24,2
Pommes de terre hâtives	148,8	180,6	194,6	139,3	185,0	+ 32,8
Betteraves fourragères	412,3	921,2	860,6	772,2	793,4	+ 2,7
Trèfle incarnat (vert)	282,5	214,3	261,0	215,3	215,6	—
Trèfle ordinaire (foin)	51,2	44,1	53,8	35,3	52,1	+ 47,6
Luzerne (foin)	54,6	58,8	58,3	49,8	55,9	+ 12,2
Foin de prairies permanentes	41,8	49,0	52,4	36,6	47,9	+ 30,9

Source : Institut National de Statistique.

Production agricole

(en milliers de quintaux métriques)

CULTURE	1959	1960	1961	1962	1963
Froment d'hiver	6 531	6 702	3 823,6	5 097,5	4 188,5
Froment de printemps	1 274	976	3 399,3	3 248,2	3 398,4
Seigle	1 760	1 879	1 194,0	1 210,6	1 231,2
Escourgeon	1 393	1 330	949,0	1 295,9	954,4
Orge	2 587	2 494	3 138,0	3 697,1	3 861,7
Avoine	4 230	4 497	4 444,0	4 267,7	3 954,0
Maïs cultivé pour la graine	23	21	24,4	34,7	20,7
Pois secs	232	243	234,4	210,5	205,8
Betteraves sucrières	1 474	30 628	27 026,0	20 190,1	21 348,4
Lin (paille)	1 120	1 953	1 783,0	2 102,4	2 198,0
Chicorée à café	426	553	604,0	368,4	468,6
Pommes de terre tardives	4 106	5 130	4 510,0	4 314,5	3 858,8
Pommes de terre mi-hâtives	8 326	12 455	12 090,0	13 463,6	10 067,9
Pommes de terre hâtives	1 138	1 353	1 293,3	941,4	1 377,0
Betteraves fourragères	22 129	46 786	40 668,0	36 031,6	35 057,2
Trèfles (verts)	660	246	232,0	251,5	..

Source : Institut National de Statistique.

Matériel agricole

(unités)

ANNÉE	Tracteurs	Moissonneuses lieuses	Machines à traire
1956	29 542	35 600	22 179
1957	33 919	37 193	24 602
1958	37 189	37 226	26 852
1959 (a)	..	..	..
1960	44 188	39 041	32 428
1961	48 905	37 598	35 220
1962	53 507	35 677	37 341
1963	58 698	34 724	40 749

(a) Les données pour 1959 ne sont pas disponibles. Source : Institut National de Statistique.

Cheptel

(en milliers d'unités)

CATÉGORIE D'ANIMAUX	1er janvier 1961 Total	1er janvier 1962 Total	1er janvier 1963 Total	1er janvier 1964 Total
Chevaux agricoles	146,8	138,7	132,2	119,0
Bovidés :				
Vaches laitières	1 014,9	1 053,9	1 065,6	1 012,0
Autres bovidés	1 516,1	1 585,1	1 621,5	1 461,0
Total des bovidés	2 531,0	2 639,0	2 687,1	2 473,0
Porcs	1 578,7	1 882,1	1 858,9	1 524,0

Source : Institut National de Statistique.

Production nette de viande indigène (a)

(en milliers de tonnes)

ANNÉE	Production de viande						Abats comestibles	Total général
	Viande bovine	Viande de veau	Viande porcine (b)	Viande chevaline	Viande ovine et caprine	Total		
1956	157,0	18,8	234,0	7,9	2,2	420,0	35,0	455,0
1957	158,0	18,0	235,2	8,3	1,9	421,5	34,9	456,4
1958	179,1	19,8	223,5	10,1	2,1	434,5	36,3	470,8
1959	182,5	22,5	226,4	13,0	2,2	446,6	37,9	484,5
1960	180,1	21,9	237,0	10,6	2,2	451,8	38,6	490,4
1961	179,2	19,4	230,9	9,2	1,7	440,5	37,5	478,0
1962	187,4	21,8	259,8	8,9	1,9	479,8	40,4	520,2

Source : Ministère de l'Agriculture.

(a) Compte tenu de coefficients correcteurs établis par le Ministère de l'Agriculture ce qui modifie les données des années antérieures.
Les données pour 1963 ne sont pas encore disponibles.

(b) Y compris les abattages à la ferme évalués à 28.080 t jusqu'en 1959 et à 22.464 t à partir de 1960.

Consommation de viande (a)

(en milliers de tonnes)

ANNÉE	Consommation de viande						Abats comestibles	Total général
	Viande bovine	Viande de veau	Viande porcine (b)	Viande chevaline	Viande ovine et caprine	Total		
1957.....	172,9	18,0	239,1	23,8	3,9	457,7	37,4	495,1
1958.....	181,9	19,9	225,4	26,1	4,1	457,4	40,9	498,3
1959.....	183,8	22,5	229,2	29,0	4,1	468,6	39,3	507,9
1960.....	185,0	21,9	227,3	31,9	4,0	470,1	43,1	513,2
1961.....	194,0	19,6	221,4	32,2	3,4	470,6	40,7	511,3
1962.....	204,7	22,1	237,2	31,3	3,5	498,8	40,2	539,0

Source : Ministère de l'Agriculture.

(a) Compte tenu de coefficients correcteurs établis par le Ministère de l'Agriculture ce qui modifie les données des années antérieures.
Les données pour 1963 ne sont pas encore disponibles.
(b) Y compris les abattages à la ferme.

Solde d'importations et d'exportations de viande (a)

(en milliers de tonnes)

ANNÉE	Viande						Abats comestibles	Total général
	bovine	de veau	porcine	chevaline	ovine et caprine	Total		
1957.....	— 14,9	—	— 3,9	— 15,5	— 1,9	— 36,2	— 2,5	— 38,7
1958.....	— 2,8	—	— 1,9	— 16,0	— 2,0	— 22,7	— 4,6	— 27,3
1959.....	— 1,3	—	— 2,8	— 16,0	— 1,8	— 21,9	— 1,4	— 23,3
1960.....	— 4,9	—	+ 9,8	— 21,3	— 1,9	— 18,3	— 4,6	— 22,9
1961.....	— 14,8	— 0,2	+ 9,6	— 23,0	— 1,7	— 30,1	— 3,2	— 33,3
1962.....	— 17,3	— 0,3	+ 22,6	— 22,4	— 1,6	— 19,0	+ 0,2	— 18,8

(a) Y compris les animaux sur pied en poids abattu.
Importations (—); exportations (+).
Les données pour 1963 ne sont pas encore disponibles.

Source : Ministère de l'Agriculture.

Beurre

(en milliers de tonnes)

DÉSIGNATION	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963
Production	89,2	89,9	86,4	89,2	88,3	87,4	84,4
Solde d'importations ou d'exportations (U.E.B.L.) (a)	—6,1	+4,7	—3,7	+6,1	+9,3	+3,5	—2,3

Sources : Ministère de l'Agriculture.
Institut National de Statistique.

(a) Importations (—); exportations (+).

Importations et exportations de produits agricoles (a)

ANNÉE	Produits animaux		Produits de grandes cultures		Produits horticoles		Total	
	Quantité (en milliers de tonnes)	Valeur (en millions de francs)	Quantité (en milliers de tonnes)	Valeur (en millions de francs)	Quantité (en milliers de tonnes)	Valeur (en millions de francs)	Quantité (en milliers de tonnes)	Valeur (en millions de francs)
	IMPORTATIONS							
1951	134,9	4 217,5	2 521,1	9 923,5	297,2	2 256,4	2 953,3	16 397,4
1958	101,5	2 623,4	2 434,4	7 498,5	318,8	2 836,6	2 854,7	12 958,5
1959	107,8	2 905,2	2 598,7	8 187,4	386,6	2 997,9	3 093,2	14 090,6
1960	105,7	2 625,6	2 406,5	7 779,0	387,0	3 040,0	2 899,2	13 444,6
1961	106,7	2 910,3	2 319,5	7 476,1	405,9	3 376,9	2 832,1	13 763,3
1962	107,8	2 802,4	2 873,4	9 518,2	412,9	3 516,8	3 394,1	15 837,4
1963	133,4	3 635,9	2 710,6	9 514,7	425,1	3 500,2	3 269,1	16 650,8
	EXPORTATIONS							
1951	36,2	853,8	218,3	887,6	93,4	756,7	347,9	2 498,1
1958	75,6	1 442,8	581,1	1 563,2	111,8	1 372,8	768,5	4 378,8
1959	74,3	1 412,3	357,9	1 334,4	137,9	1 503,4	570,1	4 250,0
1960	91,6	2 203,5	247,0	843,1	122,6	1 556,2	461,2	4 602,8
1961	100,9	2 573,9	300,0	860,1	140,3	1 826,5	541,2	5 260,5
1962	128,9	3 122,2	426,7	1 649,5	186,8	2 535,1	742,4	7 306,8
1963	157,6	4 566,4	563,5	2 140,4	208,6	2 977,1	929,7	9 683,9

Source : Institut National de Statistique.

(a) Le tableau ci-dessus comprend les chapitres 1, 2 et 4 de la section I et les chapitres 6, 7, 8, 10 ainsi qu'une partie du chapitre 12 de la section II du tarif Benelux. Il comprend en outre le n° 541a (lin brut). Sont donc exclus de ce tableau les poissons, ainsi que les produits exotiques qui n'entrent pas en concurrence avec une production belge similaire.

Importations et exportations de produits horticoles

ANNÉE	Légumes (a)		Fruits comestibles		Plantes vivantes et produits de la floriculture	
	Quantité (en milliers de tonnes)	Valeur (en millions de francs)	Quantité (en milliers de tonnes)	Valeur (en millions de francs)	Quantité (en milliers de tonnes)	Valeur (en millions de francs)
	IMPORTATIONS					
1951	63,9	348,8	228,6	1 789,0	4,8	118,6
1958	55,3	447,7	255,4	2 187,4	8,0	201,6
1959	116,3	682,2	263,5	2 118,6	6,8	197,1
1960	85,5	624,8	293,6	2 202,0	8,0	213,3
1961	83,3	602,8	315,9	2 578,0	6,7	196,1
1962	79,0	707,4	327,7	2 592,6	6,2	216,8
1963	110,1	773,6	309,7	2 539,6	5,3	187,0
	EXPORTATIONS					
1951	41,5	297,7	43,8	240,5	8,2	218,4
1958	52,8	563,1	43,5	335,7	15,5	474,0
1959	62,5	602,2	58,1	380,6	17,3	520,6
1960	66,6	690,6	37,3	291,6	18,7	573,9
1961	84,3	855,3	36,0	354,5	20,0	616,7
1962	109,6	1 317,2	54,0	502,5	23,2	715,4
1963	138,3	1 700,0	45,0	470,7	25,3	806,4

Source : Institut National de Statistique.

(a) A l'exclusion des légumes à cosse secs.

Arrivages de poissons

Quantité

(en milliers de tonnes)

ANNÉE	Poissons de fond	Poissons pélagiques	Crustacés et mollusques	Total
1951	38,3	10,6	2,6	51,5
1958	43,9	4,2	1,9	50,1
1959	38,8	4,8	2,3	45,9
1960	41,5	4,4	1,7	47,6
1961	40,1	4,1	2,1	46,4
1962	43,9	2,5	1,4	47,9
1963	45,8	3,9	1,9	51,7

Source : Institut National de Statistique.

Arrivages de poissons

Valeur

(en millions de francs)

ANNÉE	Poissons de fond	Poissons pélagiques	Crustacés et mollusques	Total
1951	386,2	42,2	54,3	482,8
1958	454,8	21,8	34,4	511,1
1959	422,6	22,6	45,7	490,9
1960	479,0	19,2	37,8	536,0
1961	488,1	17,4	45,4	550,9
1962	527,3	16,7	42,7	586,6
1963	592,7	15,9	47,3	655,8

Source : Institut National de Statistique.

Importations et exportations de poissons, crustacés et mollusques (a)

ANNÉE	Importations		Exportations	
	Quantité (en milliers de tonnes)	Valeur (en millions de francs)	Quantité (en milliers de tonnes)	Valeur (en millions de francs)
1951	51,0	392	5,8	91
1958	65,6	796	15,1	272
1959	62,7	786	10,8	197
1960	64,6	790	12,1	214
1961	67,9	848	12,7	237
1962	70,4	951	16,3	326
1963	66,4	927	16,5	382

Source : Institut national de Statistique.

(a) Ce tableau comprend le chapitre III de la section I du tarif Benelux.

II

INDUSTRIE

Activité industrielle générale . . . . . p. 33 à 39

Energie et activités connexes

— *Combustibles solides* . . . . . p. 40 à 45

— *Electricité* . . . . . p. 46

— *Gaz de charbon* . . . . . p. 47 et 48

— *Pétroles* . . . . . p. 49

— *Bilan énergétique* . . . . . p. 50 à 55

Industrie des métaux

— *Sidérurgie* . . . . . p. 56 à 59

— *Industrie des métaux non ferreux* . . . . . p. 60 à 63

— *Industrie des fabrications métalliques* . . . . . p. 64 à 75

Industrie chimique . . . . . p. 76 à 79

Industrie du papier . . . . . p. 80 et 81

Industrie de la construction, des matériaux de construction et secteurs connexes . . . . . p. 82 à 86

Industrie textile

— *Aperçu général* . . . . . p. 87 à 94

— *Aperçu par secteur* . . . . . p. 95 à 97

Industries alimentaires et fabrications connexes . . . . p. 98 à 101

Industrie diamantaire . . . . . p. 101

Industries diverses

— *Peaux, cuirs et chaussures* . . . . . p. 102 et 103

— *Industrie du tabac* . . . . . p. 103 et 104

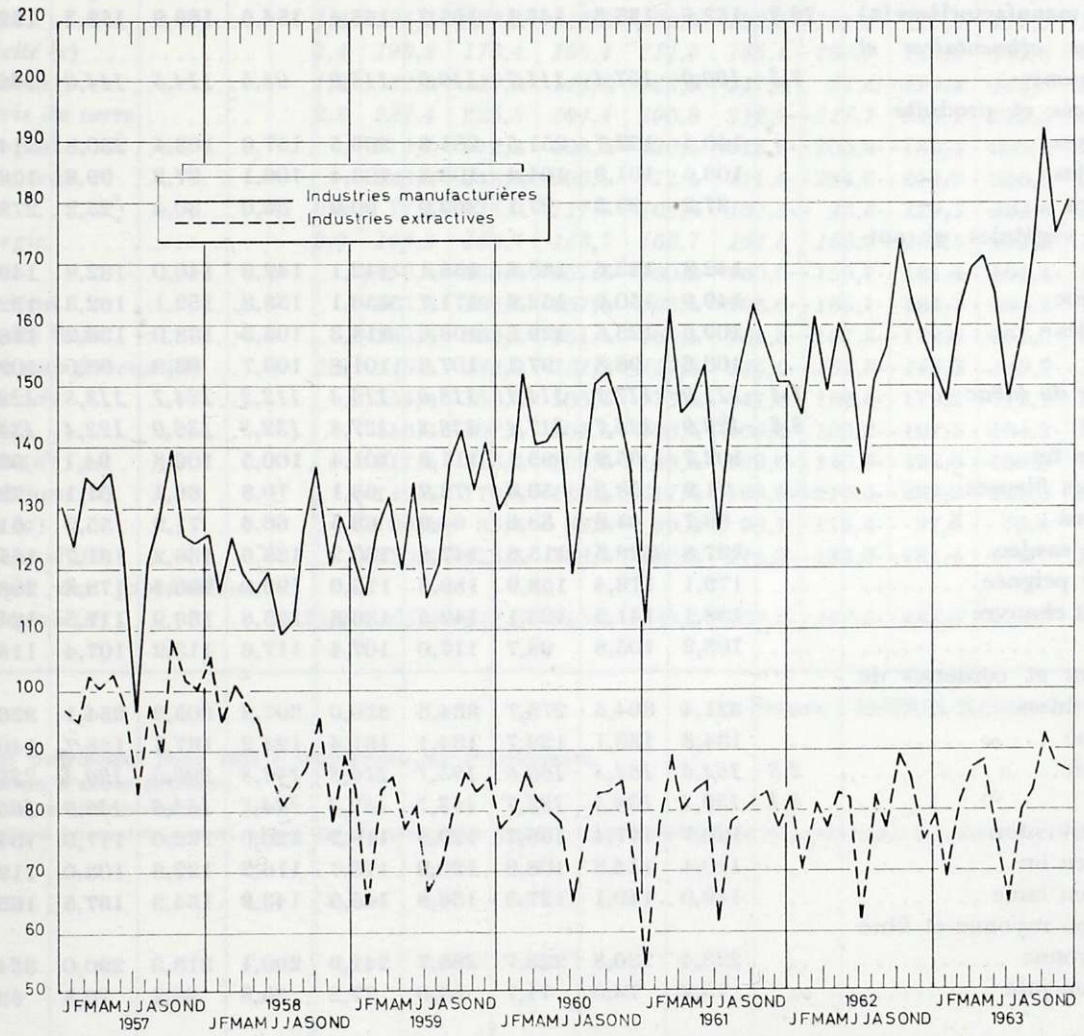
— *Industrie transformatrice du bois* . . . . . p. 105 et 106

Approvisionnement en eau . . . . . p. 107 et 108

Evolution de l'activité industrielle (a)

(1953 = 100)

BRANCHE D'ACTIVITÉ	1959	1960	1961	1962	1963	1963			
						1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.
Industries extractives	79,0	79,0	77,6	79,1	81,5	76,8	84,0	76,2	88,8
Industries manufacturières(b)	126,4	139,4	146,3	155,4	166,5	154,9	168,9	159,3	182,8
Indice général (b)	115,4	125,3	130,3	137,7	146,6	136,7	149,0	140,0	160,9
dont : alimentation, boissons, tabacs	107,9	115,3	117,9	117,3	120,6	103,1	118,6	118,2	142,4
textiles et chaussures	115,1	123,3	128,3	132,6	143,8	141,2	146,5	133,1	154,4
métaux et fabrications métalliques(b)	133,9	146,2	155,0	166,3	180,5	162,5	185,3	173,4	200,6
matériaux de construction	129,1	142,9	147,4	165,7	173,0	126,0	183,1	192,5	190,3
produits chimiques .	157,6	172,8	190,1	220,6	207,8	217,8	207,4	202,1	203,9
énergie	83,3	83,9	81,8	82,5	85,1	88,6	84,6	76,0	91,2
autres	149,0	161,9	173,9	181,4	203,2	195,0	197,7	192,2	227,7



(a) Nouvel indice I. N. S. (cf. *Bulletin de Statistique*, n° 12, décembre 1960).
(b) Données provisoires pour 1963 à l'exception du 1er trimestre.

Source : Ministère des Affaires économiques et de l'Energie
Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Indices annuels et trimestriels de l'activité industrielle (1953 = 100)

BRANCHE D'ACTIVITÉ	Coeff. de pondération	1962					1963				
		1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.	Moyenne annuelle	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.	Moyenne annuelle
Indice général (a)	**100,0**	**135,2**	**138,0**	**130,9**	**146,5**	**137,7**	**136,7**	**149,0**	**140,0**	**160,9**	**146,6**
Industries extractives	**23,3**	**77,9**	**80,9**	**74,3**	**83,3**	**79,1**	**76,8**	**84,0**	**76,2**	**88,8**	**81,5**
Charbonnages	*91,4*	*71,4*	*71,9*	*64,5*	*74,6*	*70,6*	*74,4*	*71,9*	*62,6*	*76,1*	*71,3*
Carrières	*5,5*	*129,5*	*146,6*	*151,2*	*148,3*	*143,9*	*76,9*	*160,8*	*165,9*	*180,3*	*145,9*
Carrières de porphyre ...	..	109,1	149,3	161,0	147,2	141,7	97,2	170,4	178,7	186,4	158,2
Carrières de petit granit.	..	173,7	167,6	170,3	172,7	171,1	75,7	174,5	179,3	208,0	159,4
Carrières de marbre	..	103,9	94,5	93,6	112,0	101,0	87,9	101,3	94,7	122,9	101,7
Carrières de grès	..	53,5	100,1	112,2	99,2	91,2	25,4	119,0	127,2	123,1	98,4
Production de sable	..	194,1	270,3	269,3	246,8	245,2	133,2	322,0	340,3	318,4	278,5
Ardoisières	..	70,8	68,1	57,5	65,1	65,4	64,3	64,0	58,2	61,4	62,0
Industrie de la chaux, des calcaires et dérivés	*3,1*	*175,4*	*229,5*	*228,4*	*222,5*	*214,0*	*149,1*	*303,4*	*318,4*	*300,9*	*267,9*
Production de chaux ...	..	134,0	136,6	133,0	140,2	136,0	126,9	137,6	132,1	142,8	134,9
Carrières de calcaires ...	..	199,7	296,6	302,2	286,8	271,3	156,4	441,3	476,1	424,2	374,5
Production de dolomies .	..	204,7	251,9	234,1	225,7	229,1	184,4	280,6	283,0	307,3	263,8
Industries manufacturières (a)	**76,7**	**152,6**	**155,3**	**148,1**	**165,7**	**155,4**	**154,9**	**168,9**	**159,3**	**182,8**	**166,5**
Industries alimentaires et des boissons	*7,3*	*100,0*	*107,4*	*111,7*	*140,9*	*115,0*	*98,5*	*114,5*	*114,0*	*146,4*	*118,4*
Confitures et produits connexes	..	140,4	152,7	251,5	281,3	206,5	157,6	163,4	230,8	214,6	191,6
Meuneries	..	103,6	101,9	104,4	103,8	103,4	106,1	97,2	99,3	106,8	102,3
Sucreries	..	37,2	29,5	27,1	269,9	90,9	36,0	30,4	25,2	278,4	92,5
Huiles végétales et animales.....	..	142,3	132,6	135,3	158,1	142,1	142,6	140,0	132,9	149,1	141,1
Margarine	..	149,9	150,0	152,6	171,7	156,1	153,3	152,1	162,3	172,7	160,1
Brasseries	..	109,6	125,5	129,6	108,6	118,3	105,9	138,0	136,2	118,0	124,5
Alcool	..	103,6	98,8	97,1	107,6	101,8	103,7	93,9	90,0	109,2	99,2
Industrie du tabac	*1,4*	*111,9*	*117,7*	*114,1*	*118,0*	*115,4*	*112,2*	*124,7*	*118,8*	*122,6*	*119,5*
Filatures	*8,8*	*129,9*	*125,7*	*117,4*	*138,3*	*127,8*	*132,8*	*136,0*	*122,4*	*137,6*	*132,2*
de coton fin	..	102,7	95,9	95,1	111,9	101,4	100,5	106,8	94,1	99,3	100,2
cardes fileuses	..	71,9	68,3	59,6	72,2	68,1	70,8	66,1	61,1	72,5	67,7
cocons	..	66,7	64,8	58,0	64,9	63,5	66,6	71,9	55,9	61,5	64,0
laine cardée.....	..	127,8	129,5	115,8	147,8	130,2	135,6	136,2	131,7	155,8	139,8
laine peignée.....	..	179,1	173,4	158,9	188,5	175,0	196,0	196,5	178,8	208,1	194,9
lin et chanvre.....	..	138,1	141,5	123,1	142,5	136,3	135,8	136,9	117,5	134,3	131,1
jute	..	108,2	105,8	98,7	117,0	107,4	117,6	113,2	107,4	118,1	114,1
Filatures et corderies de fibres dures	..	321,4	304,5	279,7	334,3	310,0	307,8	305,9	254,1	326,9	298,7
Rayonne	..	134,8	133,1	123,7	134,1	131,4	124,2	137,1	128,7	140,3	132,6
Bonneterie.....	*2,8*	*164,6*	*164,5*	*160,6*	*193,7*	*170,8*	*192,8*	*200,5*	*190,4*	*229,4*	*203,3*
Tissages	*8,1*	*139,1*	*138,5*	*125,7*	*153,7*	*139,3*	*144,2*	*151,6*	*139,0*	*165,1*	*150,0*
Tissus en coton	..	120,7	117,4	109,1	129,6	119,2	120,6	122,0	117,0	134,5	123,5
Tissus en lin	..	110,4	114,8	108,9	120,9	113,7	116,2	122,8	103,0	119,2	115,3
Tissus en laine	..	149,0	149,1	127,5	156,8	145,6	143,9	154,3	137,5	165,6	150,3
Tissus en rayonne et fibre de rayonne	..	223,4	226,8	223,7	293,7	241,9	290,1	313,3	290,0	354,9	312,1
Tissus en jute	..	75,2	78,0	71,7	84,0	77,2	79,8	80,2	70,8	83,2	78,5

Indices annuels et trimestriels de l'activité industrielle (1953 = 100) (suite)

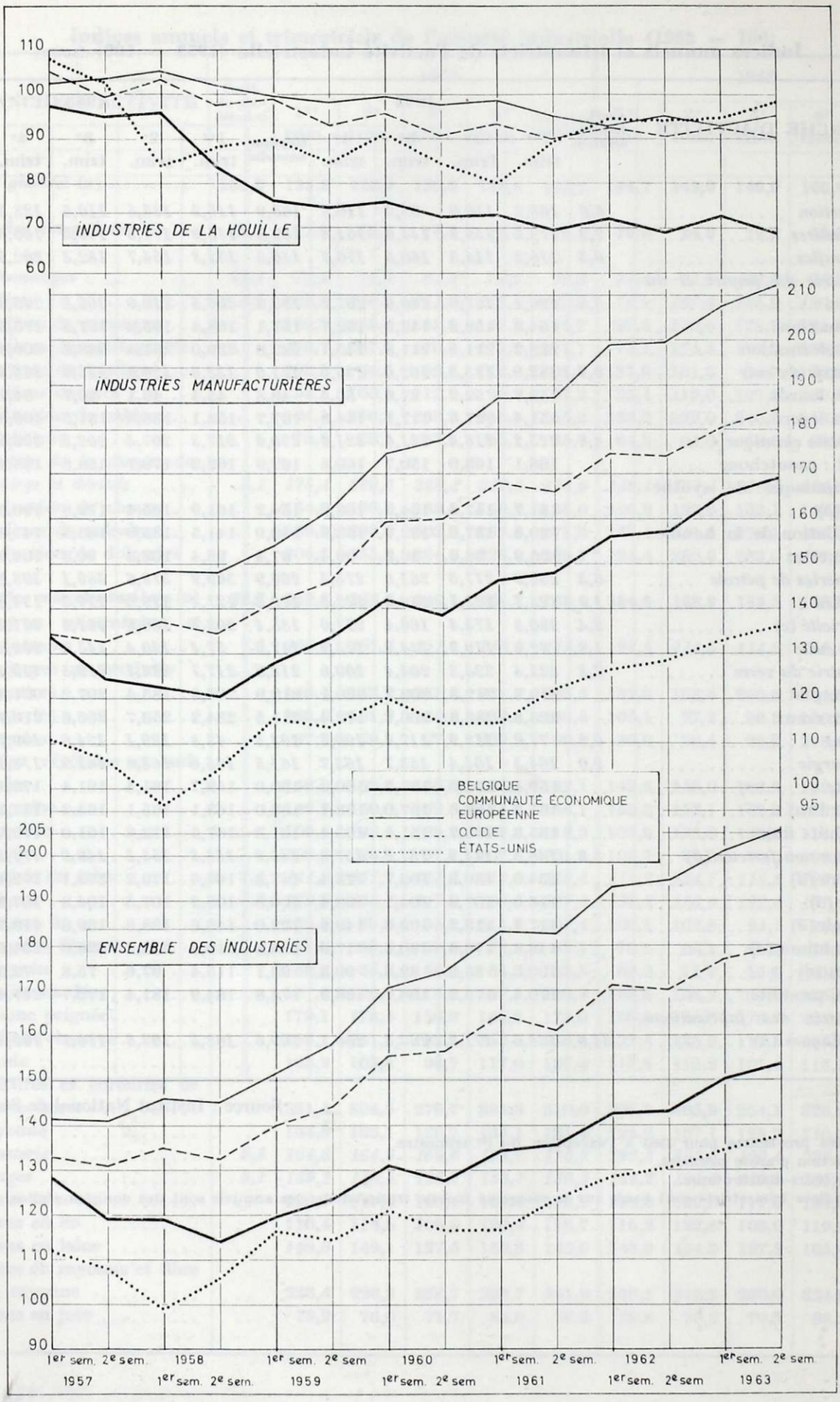
BRANCHE D'ACTIVITÉ	Coeff. de pondération	1962					1963				
		1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.	Moyenne annuelle	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.	Moyenne annuelle
Confection	*6,6*	*108,2*	*110,0*	*95,2*	*110,5*	*105,9*	*116,2*	*123,5*	*110,5*	*128,3*	*119,7*
Chaussures	*2,2*	*172,8*	*159,3*	*144,4*	*161,4*	*159,5*	*175,9*	*171,3*	*145,6*	*160,8*	*163,4*
Pantoufles	*0,3*	*116,3*	*114,3*	*160,5*	*170,7*	*140,5*	*131,8*	*154,7*	*182,3*	*202,9*	*168,0*
Industrie du papier et du carton	*3,5*	*196,1*	*187,0*	*180,0*	*207,2*	*192,6*	*206,5*	*212,0*	*206,8*	*243,0*	*217,1*
Production	..	164,3	158,8	142,6	162,7	157,1	168,4	165,8	157,5	175,5	166,8
Transformation	..	223,2	211,1	211,8	245,1	222,8	239,0	251,4	248,8	300,4	259,9
Industrie du cuir	*0,7*	*132,8*	*113,3*	*102,0*	*136,0*	*121,0*	*132,6*	*120,8*	*113,5*	*145,5*	*128,1*
Cuirs lourds	..	53,7	52,2	37,9	55,5	49,8	45,4	46,1	36,7	54,7	45,7
Cuirs légers	..	151,4	127,6	117,1	154,8	137,7	153,1	138,3	131,5	166,8	147,4
Industrie chimique	*4,2*	*223,2*	*216,4*	*221,6*	*221,0*	*220,6*	*217,8*	*207,4*	*202,2*	*203,9*	*207,8*
dont : caoutchouc	..	168,1	163,0	150,7	169,8	162,9	162,6	170,7	156,8	185,9	169,0
ammoniaque de synthèse (*b*)	..	141,7	147,4	164,6	163,2	154,2	161,9	165,4	172,8	190,3	172,6
distillation de la houille	..	139,6	137,6	132,7	153,8	140,9	141,5	135,0	133,5	141,3	137,8
allumettes	..	105,9	98,0	86,3	99,4	97,4	95,4	102,3	90,3	104,9	98,2
Raffineries de pétrole	*0,3*	*252,9*	*277,6*	*261,6*	*275,3*	*266,9*	*369,9*	*378,6*	*389,1*	*398,8*	*384,0*
Cokeries	*1,0*	*125,1*	*123,1*	*118,8*	*122,0*	*122,3*	*127,2*	*119,6*	*117,3*	*124,5*	*122,2*
Electricité (*c*)	*2,4*	*190,8*	*173,4*	*166,4*	*211,0*	*185,4*	*208,7*	*186,8*	*181,3*	*221,2*	*199,5*
Terre cuite	*1,8*	*82,3*	*119,9*	*144,3*	*123,9*	*117,6*	*57,4*	*120,4*	*143,3*	*135,2*	*114,1*
Industrie du verre	*2,8*	*221,4*	*225,8*	*204,4*	*200,0*	*212,9*	*217,7*	*214,1*	*219,5*	*219,4*	*217,7*
Verre plat	..	219,7	212,8	203,2	220,1	213,9	205,8	185,4	207,2	221,4	204,9
Verre creux	..	223,8	243,9	206,1	172,4	211,5	234,2	253,7	236,6	216,7	235,3
Ciment	*0,8*	*77,2*	*118,9*	*117,4*	*100,5*	*103,5*	*43,8*	*129,1*	*124,6*	*109,7*	*101,8*
Sidérurgie	*9,0*	*164,3*	*164,4*	*153,7*	*163,7*	*161,5*	*165,0*	*168,8*	*161,9*	*178,1*	*168,5*
Fonte	..	159,4	163,0	157,5	160,2	160,0	159,7	161,4	161,4	173,4	164,0
Acier brut	..	165,3	166,6	157,0	163,1	163,0	163,1	165,1	164,2	177,1	167,4
Produits finis	..	165,3	163,7	151,1	165,1	161,3	167,5	172,6	161,0	179,9	170,3
Métaux non ferreux (*d*)	*3,0*	*146,5*	*144,9*	*131,2*	*157,8*	*145,0*	*154,8*	*155,1*	*149,9*	*171,1*	*158,2*
Cuivre (*d*)	..	154,0	150,3	105,7	175,4	147,3	166,6	179,2	172,1	192,4	180,6
Zinc (*d*)	..	116,0	107,6	104,1	103,4	106,6	105,2	107,5	104,3	107,9	106,7
Plomb (*d*)	..	117,7	113,2	109,6	149,8	122,0	140,6	128,6	139,3	113,7	128,9
Aluminium (*d*)	..	149,5	176,6	180,1	217,0	188,8	210,4	233,2	225,0	254,5	235,9
Etain (*d*)	..	109,3	85,3	89,8	99,3	98,1	115,4	97,6	75,8	72,5	85,4
Demi-produits	..	170,4	175,2	166,7	186,9	174,8	184,9	181,4	172,7	217,4	189,1
Industrie des fabrications métalliques (*a*)	*33,0*	*163,0*	*171,2*	*163,3*	*180,7*	*169,6*	*162,5*	*192,6*	*178,7*	*209,4*	*185,8*

Source : Institut National de Statistique.

(a) Données provisoires pour 1963 à l'exception du 1er trimestre.
(b) Production d'azote primaire.
(c) Producteurs-distributeurs.
(d) Les indices trimestriels sont basés sur la moyenne mobile trimestrielle; les annuels sont des données réelles.

Comparaison internationale des indices de l'activité industrielle (a)

(1953 = 100)



Source : Organisation de Coopération et de Développement Economiques.

(a) Non compris l'industrie de la construction; y compris les industries extractives pour l'ensemble des industries.

Evolution comparée des indices de production
(1953 = 100)

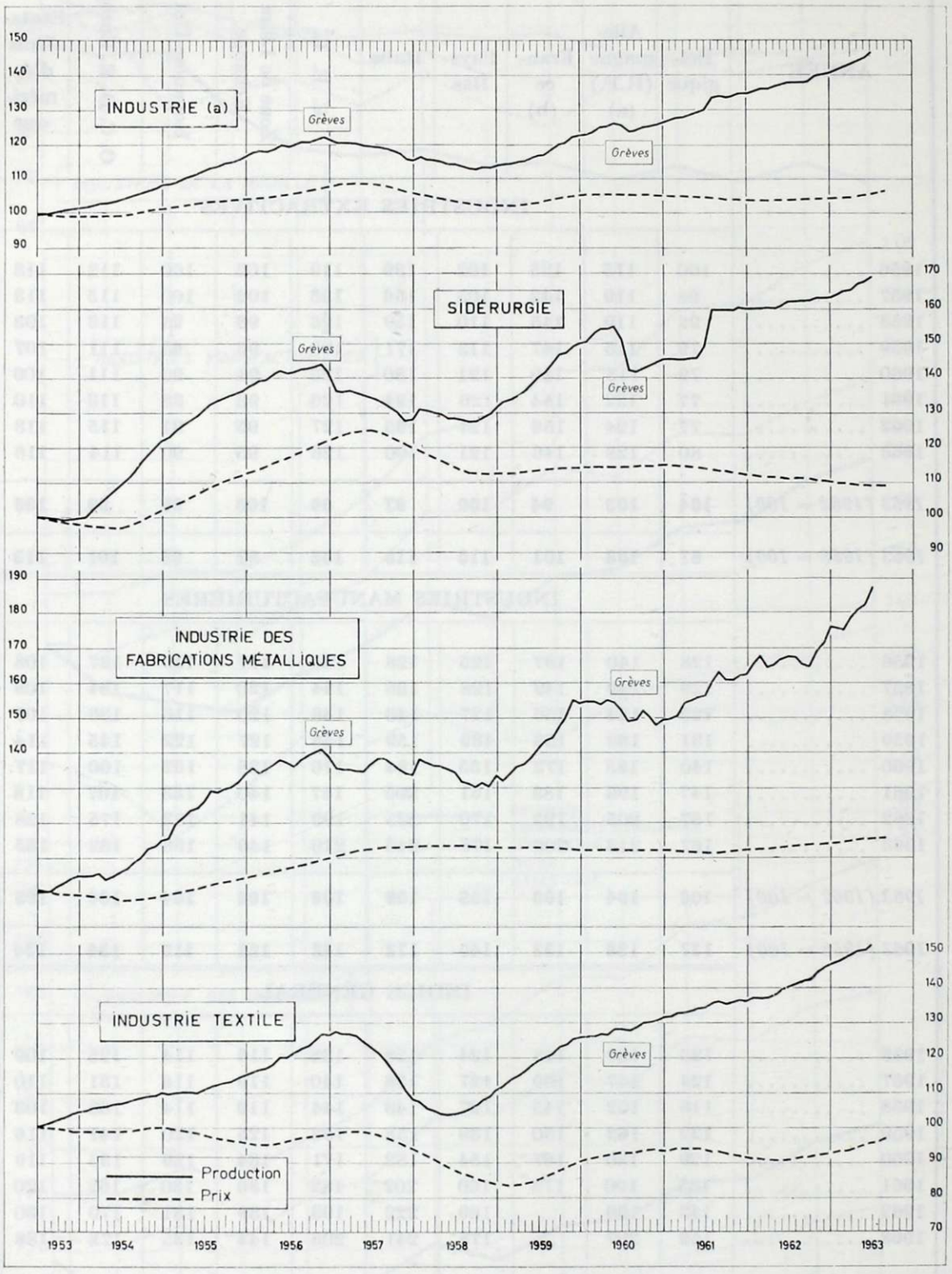
ANNÉE	Belgique	Allemagne (R.F.) (a)	France (b)	Pays-Bas	Italie	C. E. E.	Zone de Libre Echange	Royaume-Uni	O. C. D. E. Europe	Etats-Unis d'Amérique
	INDUSTRIES EXTRACTIVES									
1956	100	115	135	102	139	119	102	100	112	113
1957	98	119	142	105	156	123	102	100	115	113
1958	92	119	145	110	159	123	98	95	113	103
1959	79	115	147	113	171	120	96	93	111	107
1960	79	118	149	121	180	123	94	90	111	109
1961	77	122	154	126	194	126	93	88	113	110
1962	77	124	156	121	195	127	95	91	115	113
1963	80	128	146	121	190	126	95	90	114	116
1963 (1962 = 100)	**104**	**103**	**94**	**100**	**97**	**99**	**100**	**99**	**99**	**103**
1963 (1958 = 100)	**87**	**108**	**101**	**110**	**119**	**102**	**97**	**95**	**101**	**113**
	INDUSTRIES MANUFACTURIÈRES									
1956	128	140	137	125	128	135	117	115	127	108
1957	129	149	149	128	138	144	120	117	134	109
1958	122	154	156	127	143	148	120	116	136	101
1959	131	166	158	139	159	158	127	122	145	114
1960	140	185	173	155	184	176	138	132	160	117
1961	147	196	183	161	205	187	140	133	167	118
1962	157	205	195	170	225	199	141	133	175	128
1963	167	213	206	178	246	210	146	138	182	135
1963 (1962 = 100)	**106**	**104**	**106**	**105**	**109**	**106**	**104**	**104**	**104**	**105**
1963 (1958 = 100)	**137**	**138**	**132**	**140**	**172**	**142**	**122**	**119**	**134**	**134**
	INDICE GÉNÉRAL									
1956	123	139	128	124	128	132	116	114	125	109
1957	124	147	139	127	138	140	119	116	131	110
1958	116	152	145	127	143	144	119	114	133	103
1959	122	162	150	139	158	153	125	120	141	116
1960	129	180	167	154	182	171	134	129	155	119
1961	135	190	175	160	202	182	136	130	162	120
1962	143	199	..	169	222	193	139	131	170	130
1963	152	207	..	178	241	203	144	135	178	136
1963 (1962 = 100)	**106**	**104**	..	**105**	**109**	**105**	**104**	**103**	**105**	**105**
1963 (1958 = 100)	**131**	**136**	..	**140**	**169**	**141**	**121**	**118**	**134**	**132**

Source : Organisation de Coopération et de Développement Economiques.

(a) Sans la Sarre.
(b) Nouvel indice; base originale : 1959 = 100.

Evolution de la production et des prix industriels de 1953 à 1963

Moyennes mobiles 12 mois centrées sur le milieu de la période
(1953 = 100)



Sources : Institut de Recherches Economiques, Sociales et Politiques (Louvain).

Ministère des Affaires économiques et de l'Energie, Institut National de Statistique, Administration du Commerce et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) Jusqu'à juin 1953 : d'après l'indice de l'Institut de Recherches Economiques, Sociales et Politiques (Louvain) (1936/1938 = 100); de juillet 1953 à juillet 1956 : I. N. S., amendé en ce qui concerne l'industrie des fabrications métalliques; après : nouvel indice I. N. S.

Comparaison internationale des indices de la production des principaux secteurs industriels

(1953=11900)

ANNÉE	Industries métallurgiques de base			Industries de transformation des métaux			Industries chimiques			Industries textiles			Industries alimentaires des boissons et du tabac		
	Belgique	C.E.E.	O.C.D.E. Europe	Belgique	C.E.E.	O.C.D.E. Europe	Belgique	C.E.E.	O.C.D.E. Europe	Belgique	C.E.E.	O.C.D.E. Europe	Belgique	C.E.E.	O.C.D.E. Europe
1952	110	106	104	105	96	97	99	87	87	91	90	90	98	90	93
1953	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
1954	109	114	112	107	113	112	115	116	115	105	106	105	103	105	104
1955	127	137	131	125	133	128	122	130	126	109	107	105	108	113	110
1956	137	147	139	135	148	135	134	146	137	118	113	108	111	119	115
1957	131	155	145	135	156	141	136	158	147	121	120	114	113	128	121
1958	126	150	140	127	164	146	139	172	155	100	112	106	115	132	124
1959	136	159	148	133	174	153	157	194	174	112	117	111	116	135	128
1960	149	184	171	139	197	171	171	222	198	120	126	118	122	143	134
1961	148	190	174	150	212	180	186	244	213	128	128	120	127	148	139
1962	156	190	173	159	226	188	210	277	237	131	132	122	134	154	143
1963 (a)	163	194	176	178	237	196	207	306	260	141	139	128	139	162	150
1962 1er trimestre .	158	192	175	156	223	188	210	267	230	127	134	123	119	139	131
2e trimestre...	160	195	176	163	233	193	210	281	239	132	135	123	129	152	144
3e trimestre...	148	181	162	150	205	172	210	271	232	120	119	110	149	150	140
4e trimestre...	158	194	175	165	242	198	209	289	246	144	141	130	137	175	158
1963 1er trimestre .	160	192	174	158	227	191	211	287	246	137	138	127	125	145	135
2e trimestre...	164	201	181	192	249	202	211	310	263	146	144	131	138	163	152
3e trimestre...	155	181	164	170	216	181	200	298	253	126	123	115	151	158	147
4e trimestre (a)	171	201	186	193	256	210	205	327	276	154	149	138	141	184	165
1963 (1962=100) ..	**104**	**102**	**102**	**112**	**105**	**104**	**99**	**110**	**110**	**108**	**105**	**105**	**104**	**105**	**105**
1963 (1958=100) ..	**129**	**129**	**126**	**140**	**145**	**134**	**149**	**178**	**168**	**141**	**124**	**121**	**121**	**123**	**121**

(a) Données provisoires.

Source : Organisation de Coopération et de Développement Economiques.

Production de charbon par bassin

(en milliers de tonnes)

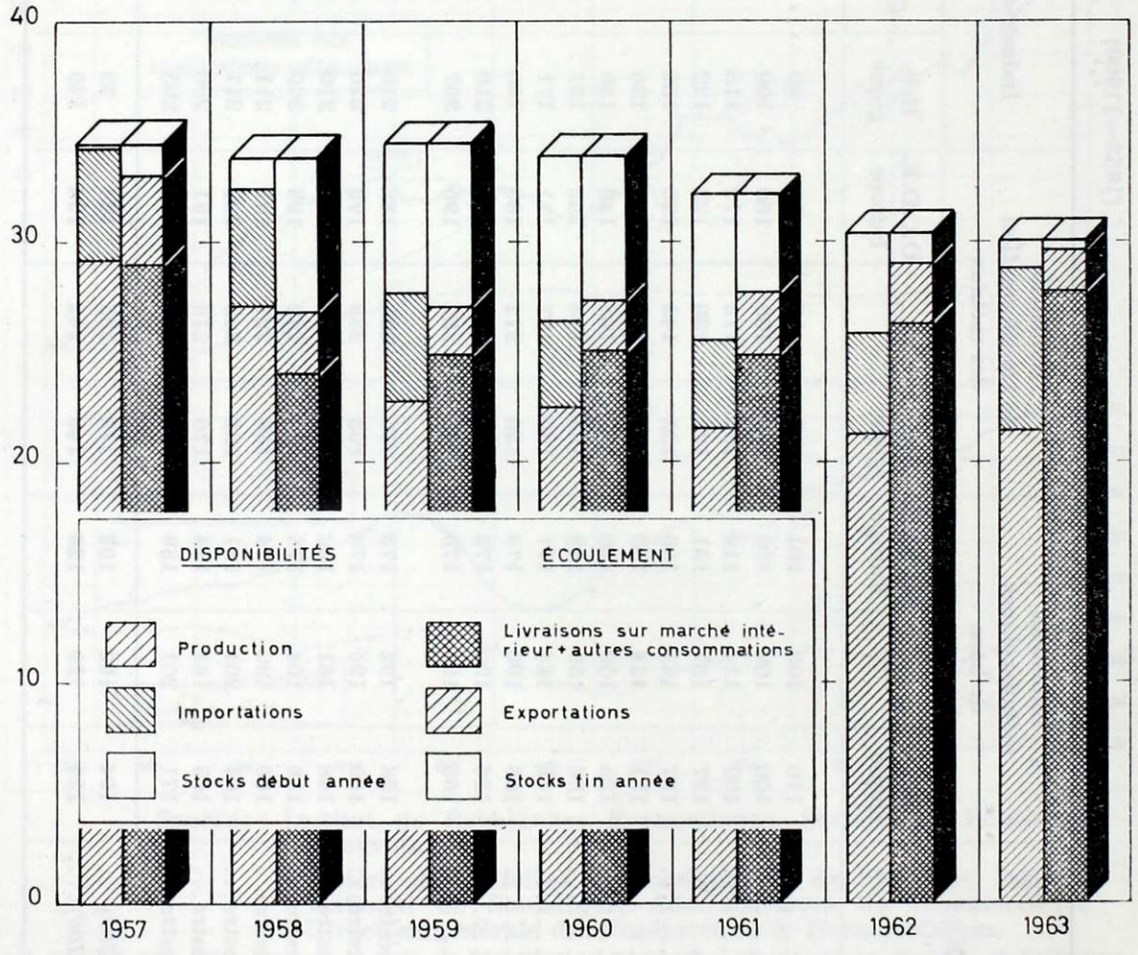
ANNÉE	Borinage Centre	Charleroi et Namur	Liège	Campine	Total
1956	7 585	6 877	4 531	10 468	29 461
1957	7 475	6 958	4 323	10 331	29 086
1958	6 542	6 479	4 069	9 973	27 062
1959	4 642	5 520	3 823	8 771	22 757
1960	4 196	5 347	3 538	9 385	22 465
1961	3 708	5 148	3 069	9 611	21 536
1962	3 118	5 198	3 080	9 807	21 204
1963 (a)	2 952	5 317	3 079	10 067	21 416

Source : Ministère des Affaires économiques et de l'Energie, Administration des Mines

(a) Données provisoires.

Balance charbonnière

(en millions de tonnes)



Source : Ministère des Affaires économiques et de l'Energie, Administration des Mines.

Balance charbonnière

(en milliers de tonnes)

DÉSIGNATION	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962 (g)	1963 (g)
I *Production nette*	**29 461**	**29 001**	**27 062**	**22 757**	**22 469**	**21 536**	**21 226**	**21 418**
II *Produits marchands récupérés des terrils par les charbonnages en activité*	**94**	**201**	**3**	—	—	—	—	—
III *Importations* (a)	**4 787**	**5 102**	**5 250**	**4 875**	**3 903**	**4 043**	**4 747**	**7 398** (f)
IV *Stocks sur le carreau des mines et chez les importateurs au 1er janvier*	**445**	**252**	**1 547**	**7 011**	**7 574**	**6 639**	**4 406**	**1 351**
V *Charbon disponible*	**34 787**	**34 556**	**33 862**	**34 643**	**33 946**	**32 218**	**30 378**	**30 167**
VI *Écoulement :*								
A. *Intérieur :*								
1. Consommation des mines (+ consommation de leurs centrales électriques)	2 328	2 209	2 399	2 163	1 471 (e)	1 131 (e)	1 733	1 825
2. Cokeries, usines à gaz, sidérurgie	9 851	9 496	9 018	9 609	9 982	9 549	9 666	9 782
a) Cokeries	*9 590*	*9 315*	*8 878*	*9 480*	*9 844*	*9 448*	*9 566*	*9 660*
b) Usines à gaz	*6*	*5*	*4*	*2*				
c) Sidérurgie (b)	*255*	*176*	*136*	*129*	*138*	*101*	*100*	*122*
3. Fabriques d'agglomérés	1 688	1 713	979	949	1 014	1 106	1 508	2 109
4. Centrales électriques (c)	3 105	3 881	2 581	3 176	3 756	4 284	4 263	4 104
5. Transports	1 315	1 005	904	792	761	669	564	452
a) Fer	*1 249*	*958*	*875*	*772*	*739*	*655*	*550*	*444*
b) Soutes, services de remorquage	*50*	*39*	*26*	*18*	*21*	*13*	*13*	*8*
c) Navigation intérieure	*16*	*8*	*3*	*2*	*1*	*1*	*2*	*1*
6. Autres industries	4 223	3 930	2 720	2 784	2 672	2 648	2 464	2 337
a) Industrie des métaux non ferreux	*546*	*554*	*371*	*362*	*371*	*427*	*276*	*279*
b) Industrie chimique	*517*	*486*	*317*	*337*	*231*	*272*	*282*	*270*
c) Cimenteries	*1 034*	*1 012*	*583*	*687*	*732*	*746*	*780*	*795*
d) Industries diverses	*2 126*	*1 878*	*1 451*	*1 396*	*1 338*	*1 204*	*1 126*	*993*
7. Usage domestique (y compris livraisons aux mineurs)	6 936	6 726	5 338	5 268	5 220	5 405	5 945	7 060
8. Administrations publiques	190	196	148	163	159	176	177	202
Total écoulement intérieur	**30 075**	**29 048**	**24 088**	**24 904**	**25 035**	**24 969**	**26 322**	**27 871**
B. *Exportations* (d)	**4 463**	**3 962**	**2 771**	**2 171**	**2 275**	**2 854**	**2 699**	**1 868**
Ecoulement total	**34 538**	**33 010**	**26 859**	**27 075**	**27 310**	**27 823**	**29 028**	**29 739**
VII *Stocks sur le carreau des mines au 31 décembre*	**252**	**1 547**	**7 011**	**7 568**	**6 636**	**4 395**	**1 351**	**454**
VIII *Erreurs et omissions*	**— 3**	**— 1**	**— 8**	—	—	—	**— 1**	**— 26**

Source : Ministère des Affaires économiques et de l'Energie, Administration des Mines.

(a) Non compris les importations du Grand-Duché de Luxembourg.
(b) Pour d'autres usages que la cokéfaction.
(c) Non compris les autoproducteurs individuels.
(d) Y compris les exportations vers le Grand-Duché de Luxembourg.
(e) Uniquement consommation des mines, telle que publiée par les *Annales des Mines de Belgique*. La consommation de leurs centrales électriques est reportée sous « Centrales électriques ».
(f) Y compris les importations de schistes de terril, calculées tonne pour tonne.
(g) Données provisoires.

Main-d'œuvre et rendement dans les mines de houille

PÉRIODE	Nombre d'ouvriers inscrits (en milliers) (a)	Ouvriers présents par jour ouvré (moyenne mensuelle, en milliers)		Production par poste et par ouvrier (b) (moyenne mensuelle, en kilogrammes)	
		Fond	Fond et surface	Fond	Fond et surface
1955	**150,9**	**87,2**	**120,0**	**1 145**	**824**
1956	**143,0**	**88,7**	**121,0**	**1 156**	**838**
1957	**152,9**	**90,5**	**122,2**	**1 146**	**836**
1958	**140,3**	**90,2**	**121,7**	**1 153**	**842**
1959	**121,6**	**77,8**	**105,9**	**1 262**	**907**
1960	**103,5**	**62,3**	**85,9**	**1 430**	**1018**
1961	**89,9**	**53,1**	**73,9**	**1 541**	**1 091**
1962	**84,9**	**48,9**	**67,6**	**1 624**	**1 156**
1963 (c)	**84,6**	**49,0**	**67,1**	**1 629**	**1 166**
1963 (d) Janvier	84,8	49,7	68,2	1 658	1 181
Février	84,9	49,0	67,3	1 682	1 193
Mars	84,3	49,0	67,4	1 656	1 180
Avril	83,3	48,8	67,4	1 658	1 182
Mai	82,3	48,6	66,9	1 660	1 185
Juin	82,5	48,4	66,7	1 607	1 132
Juillet	82,9	46,8	64,7	1 550	1 092
Août.....	82,9	46,3	63,9	1 564	1 114
Septembre	83,1	48,6	66,6	1 603	1 150
Octobre	83,6	50,3	68,3	1 623	1 176
Novembre	84,2	50,8	68,8	1 618	1 176
Décembre	84,6	50,8	68,6	1 652	1 200

Source : Ministère des Affaires économiques et de l'Énergie, Administration des Mines.

(a) Fin de la période.
(b) Y compris maîtrise et surveillance.
(c) Données provisoires revues.
(d) Données provisoires.

Résultats comptables de l'exploitation des mines de houille de 1961 à 1963

DÉSIGNATION	Borinage-Centre		Charleroi		Liège		Sud		Campine		Le Royaume	
	10^6 F	F/t	10^6 F	F/t	10^6 F	F/t	10^6 F	F/t	10^6 F	F/t	10^6 F	F/t
	1961											
Valeur nette de la production de houille et des schistes combustibles valorisés	2 556	689	3 875	753	2 721	887	9 152	767	6 299	655	15 451	717
Dépenses d'exploitation	2 891	780	3 952	768	2 843	926	9 687	812	6 270	652	15 957	741
Dépenses d'immobilisation	7	2	107	21	100	33	215	18	152	16	367	17
Résultat d'exploitation	— 343	— 92	—185	— 36	—222	— 72	— 750	— 63	— 122	— 13	— 872	— 40
Subventions et rectifications (a)	+ 505	+ 136	+ 40	+ 8	+ 59	+ 19	+ 604	+ 51	+ 30	+ 3	+ 634	+ 29
Résultat final	**+ 162**	**+ 44**	**— 145**	**— 28**	**— 164**	**— 53**	**— 146**	**— 12**	**— 92**	**— 10**	**— 238**	**— 11**
	1962											
Valeur nette de la production de houille et des schistes combustibles valorisés	2 220	712	4 275	822	2 926	950	9 421	827	6 455	658	15 876	749
Dépenses d'expliotation	2 342	751	4 259	819	2 995	972	9 595	842	6 735	687	16 330	770
Dépenses d'immobilisation	20	6	93	18	63	20	176	15	114	12	290	14
Résultat d'exploitation	— 142	— 46	— 76	— 15	— 132	— 43	— 350	— 31	— 394	— 40	— 745	— 35
Subventions et rectifications (a)	+ 136	+ 44	+ 33	+ 6	+ 14	+ 5	+ 183	+ 16	+ 69	+ 7	+ 252	+ 12
Résultat final	**— 6**	**— 2**	**— 43**	**— 8**	**— 118**	**— 38**	**— 167**	**— 15**	**— 326**	**— 33**	**— 493**	**— 23**
	1963 (b)											
Valeur nette de la production de houille et des schistes combustibles valorisés	2 242	759	4 758	895	3 205	1 041	10 204	899	7 073	703	17 277	807
Dépenses d'exploitation	2 325	787	4 671	879	3 254	1 057	10 251	903	6 968	692	17 219	804
Dépenses d'immobilisation	17	6	172	32	128	42	316	28	233	23	549	26
Résultat d'exploitation	— 100	— 34	— 85	— 16	—177	— 58	— 362	— 32	— 129	— 13	— 491	— 23
Subventions et rectifications (a)	+ 35	+ 12	+ 22	+ 4	+ 16	+ 5	+ 73	+ 6	+ 1	—	+ 74	+ 3
Résultat final	**— 65**	**— 22**	**— 63**	**— 12**	**— 161**	**— 52**	**— 289**	**— 26**	**— 128**	**— 13**	**— 417**	**— 20**

Source : Ministère des Affaires économiques et de l'Energie, Administration des Mines.

(a) Le solde éventuel de l'ancien Fonds de Solidarité, les différences d'estimation des matières consommées et les autres subventions provenant de l'Etat et de la C.E.C.A.
(b) Données provisoires.

Situation économique globale de l'industrie charbonnière

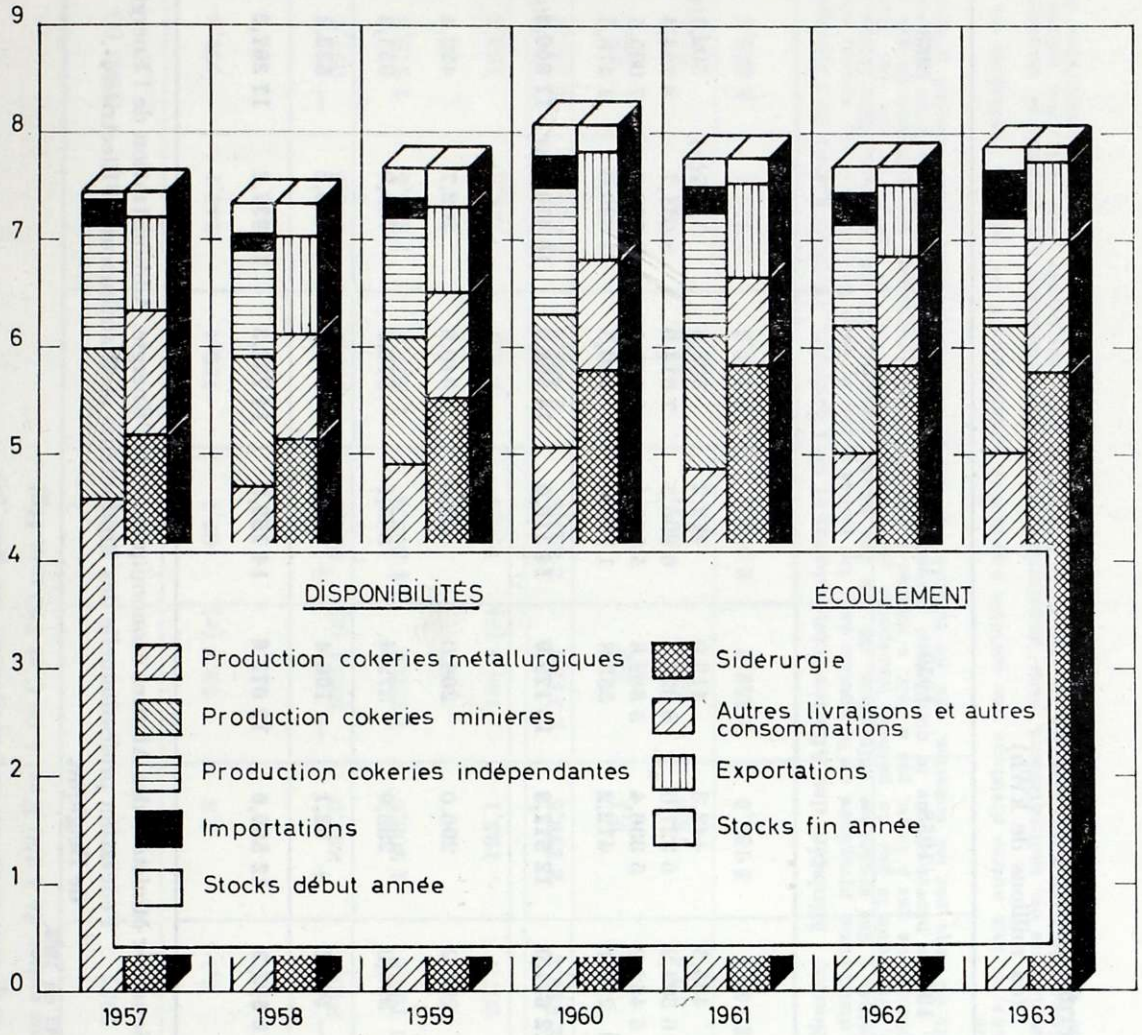
POSTES	En millions de francs					En francs par tonne nette produite				
	1959	1960	1961	1962	1963 (a)	1959	1960	1961	1962	1963 (a)
	Résultats industriels de l'exploitation									
Valeur nette de la production de houille et des schistes combustibles valorisés, sans subsides ..	17 598	16 224	15 451	15 876	17 277	765	722	717	749	807
Dépenses d'exploitation et d'immobilisation	19 260	17 302	17 324	16 620	17 768	846	770	758	784	830
Excédent (+) ou déficit (—) de la valeur nette de la production par rapport aux dépenses	— 1 863	— 1 078	— 872	— 745	— 491	— 82	— 48	— 40	— 35	— 23
	Subsides directs et avances récupérables (b)									
Subventions directes à l'exploitation	887	509	300	129	69	39	23	14	6	3
Subsides divers	210	112	135	186	103	9	5	6	9	5
Avances récupérables	90	166	66	—	—	4	7	3	—	—
Total ...	**1 187**	**787**	**501**	**315**	**172**	**52**	**35**	**23**	**15**	**8**
	Subsides octroyés au personnel ou à la sécurité sociale (b)									
Pensions	2 852	3 490	3 131	4 672	4 898	125	155	145	220	229
Autres	1 017	808	760	790	833	45	36	35	37	39
Total ...	**3 869**	**4 298**	**3 891**	**5 462**	**5 731**	**170**	**191**	**181**	**257**	**268**
	Subsides divers (b)									
Total ...	**18**	**28**	**25**	**28**	**32**	**1**	**1**	**1**	**1**	**2**
Total général des subsides et avances ...	**5 074**	**5 113**	**4 417**	**5 804**	**5 935**	**223**	**228**	**205**	**273**	**277**

Source : Ministère des Affaires économiques et de l'Energie, Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) Données provisoires.

(b) Pour les définitions, les méthodes de calcul et une ventilation plus poussée couvrant la période 1945-1963, voir « Subsides directs et indirects spécifiques à l'industrie charbonnière belge » *(Bulletin mensuel de la Direction générale des Etudes et de la Documentation, Ministère des Affaires économiques et de l'Energie,* 1961, n° 2, p. IV/1 à IV/9, 1962, n° 5, p. III/2 à III/13 et 1963, n° 7, annexe; *Aperçu de l'évolution économique,* juin 1964, n° 6, annexe).
Données corrigées pour les années antérieures à 1963.

Balance du coke de four
(en millions de tonnes)



Source : Ministère des Affaires économiques et de l'Energie, Administration des Mines.

Balance des cokes (a)
(en milliers de tonnes)

DÉSIGNATION	1959	1960	1961	1962	1963
Production	7 217	7 525	7 252	7 195	7 204
Importations	181	255	255	273	452
Apport total	**7 398**	**7 780**	**7 507**	**7 468**	**7 656**
Livraisons à la sidérurgie	5 551	5 790	5 616	5 850	5 779
Autres livraisons intérieures (b)	986	1 034	1 024	1 023	1 223
Exportations	846	988	874	643	723
Ecoulement total	**7 383**	**7 812**	**7 514**	**7 516**	**7 725**

Source : Ministère des Affaires économiques et de l'Energie. Administration des Mines.

(a) Cokes de four, semi-coke de houille.
(b) Y compris l'autoconsommation.

Energie électrique disponible

(en millions de kWh)

DÉSIGNATION	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963
Production nette d'électricité :								
Organismes produisant en vue de la distribution publique :								
Entreprises publiques	433,3	435,5	442,3	419,0	472,2	503,4	514,7(a)	502,1(a)
Entreprises privées	6 099,2	6 504,2	6 327,0	6 623,4	6 896,5	7 314,9	8 031,7	8 724,4
Autoproducteurs industriels	5 314,5	5 452,2	5 336,4	5 582,8	5 635,4	6 163,1	6 533,9	7 095,5
Entreprises mixtes	—	219,1	412,2	553,8	1 114,0	986,5	1 326,6	1 478,5
Total	**11 847,0**	**12 611,0**	**12 517,9**	**13 179,0**	**14 118,0**	**14 968,0**	**16 410,4**(a)	**17 800,3**(a)
Importations	346,7	295,2	296,0	266,0	402,4	340,8	262,7	422,4
Exportations	267,9	398,9	233,9	372,4	365,1	576,5	735,9	955,6
Solde (importations — exportations)	+ **78,8**	— **103,7**	+ **62,1**	— **106,4**	+ **37,3**	— **235,7**	— **473,2**	— **533,2**
Energie absorbée par les réseaux belges	**11 925,9**	**12 507,3**	**12 580,0**	**13 072,6**	**14 155,3**	**14 732,3**	**15 937,2**	**17 267,0**

Sources : Ministère des Affaires économiques et de l'Energie, Administration de l'Energie, Fédération professionnelle des Producteurs et Distributeurs d'Électricité de Belgique.

(a) Y compris la production nucléaire de Mol (BR3) : 3,4 en 1962 et 43 en 1963.

Production nette, importations et exportations de gaz (a)

(en millions de mètres cubes de 4 250 Kcal à 0° C et 760 mm Hg)

DÉSIGNATION	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963 (f)
Production des usines à gaz (b)	4,5	3,1	2,8	58,2 (e)	107,7	159,4	248,1	407,8
Production des cokeries :								
Production destinée à la distribution publique	869,4	840,9	855,0	882,1 (e)	947,9	928,2	996,9	991,7
Production destinée aux fournitures industrielles directes (c)	1 184,8	1 168,6	1 203,6	1 235,2	1 292,4	1 207,4	1 254,5	1 218,3
Production des charbonnages et des installations de « reforming » (b)	184,0	207,7	195,1	136,5 (e)	115,8	108,6	125,5	123,4
Total du gaz produit en Belgique ...	**2 242,7**	**2 220,2**	**2 256,5**	**2 311,9**	**2 463,8**	**2 403,6**	**2 625,0**	**2 741,2**
Importations	4,8	7,3	9,1	9,0	11,4	8,7	8,6	12,3
Exportations	69,1	73,4	78,6	68,4	72,0	64,8	60,7	65,1
Total du gaz disponible en Belgique (d)	**2 178,4**	**2 154,1**	**2 187,0**	**2 252,6**	**2 403,2**	**2 347,5**	**2 572,9**	**2 688,4**

Source : Ministère des Affaires économiques et de l'Energie, Administration de l'Energie.

(a) La présente statistique se rapporte à la production de gaz par distillation pyrogénée de la houille dans les usines à gaz et dans les cokeries, gaz auquel sont éventuellement ajoutés du gaz à l'eau, du gaz à l'air, du « restgas » des synthèses chimiques, du gaz des hauts fourneaux et du méthane. Elle inclut la production de méthane en provenance directe des charbonnages, ainsi que le gaz de pétrole transporté par canalisations, l'un et l'autre de ces gaz étant destinés à la distribution publique. Elle ne comprend pas les volumes de gaz à l'eau, gaz à l'air, « restgas », gaz des hauts fourneaux, gaz méthane ou gaz de pétrole, qui sont mélangés, en dehors de l'usine de production, au gaz provenant de la distillation pyrogénée de la houille, à l'exception de ceux qui sont fournis directement à la distribution publique, ni le gaz produit ou reçu par les cokeries, gaz de houille ou autres, et utilisés pour leurs besoins propres, chauffage des fours, etc.

(b) Le total de ces productions est destiné à la distribution publique.

(c) Cette production est destinée aux fournitures faites par les cokeries aux autres divisions des sociétés auxquelles appartiennent les cokeries envisagées ou à d'autres sociétés industrielles juridiquement indépendantes.

(d) Non compris le gaz des raffineries livré directement aux consommateurs ou, indirectement, sans transformation, par l'intermédiaire des sociétés de transport.

(e) La production de l'usine de Mont-Ste-Aldegonde, reprise dans les statistiques « installations de reforming » jusqu'en 1958, est passée sous celles des usines à gaz à partir de 1959. Par contre, les fournitures de la cokerie de Gand passent à partir de 1959 de la rubrique « usines à gaz » à celle « production des cokeries destinée à la distribution publique ».

(f) Données provisoires.

Distribution publique de gaz

(en millions de mètres cubes relevés aux compteurs)

DÉSIGNATION	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963 (d)
A. *Mise en consommation* :								
1. Importations	4,8	7,3	9,1	9,0	11,4	8,7	8,6	12,3
2. Production nette des usines à gaz et centrales gazières (a)	69,8	78,0	74,0	58,2	107,7	159,4	248,1	407,8
3. Fourni directement par des cokeries	89,5	85,8	89,4	116,4 (c)	121,0	123,6	122,0	115,7
4. Fourni par l'intermédiaire des sociétés de transport :								
a) venant des cokeries .	814,5	798,2	813,4	842,8	900,4	877,1	939,1	960,0
b) venant des charbonnages (méthane) .	146,4	158,5	149,5	136,5 (c)	115,8	108,6	125,5	123,4
c) venant des raffineries .	—	—	—	—	—	..	..	155,9
Total (b) ...	**1 124,8**	**1 127,9**	**1 135,7**	**1 163,0**	**1 256,3**	**1 277,6**	**1 443,3**	**1 776,0**
B. *Répartition* :								
1. Consommation intérieure :								
a) Fourni aux consommateurs	902,0	925,1	919,0	944,8	1 028,9	1 056,8	1 202,1	1 484,1
— utilisations domestiques	*503,8*	*505,5*	*533,1*	*525,0*	*557,6*	*598,4*	*709,2*	*786,8*
— utilisations commerciales et artisanales	*51,4*	*50,4*	*52,6*	*55,1*	*60,2*	*66,7*	*74,6*	*96,7*
— utilisations industrielles	*321,2*	*342,7*	*300,3*	*331,8*	*374,9*	*354,8*	*369,4*	*546,7*
— éclairage public et bâtiments et services publics	*25,5*	*26,5*	*33,0*	*32,9*	*36,2*	*36,9*	*48,9*	*53,9*
b) Besoins propres et pertes	153,7	129,5	138,1	149,8	155,1	155,9	180,5	226,0
Total consommation intérieure.	**1 055,7**	**1 054,5**	**1 057,1**	**1 094,6**	**1 184,0**	**1 212,7**	**1 382,6**	**1 710,2**
2. Exportations	69,1	73,4	78,6	68,4	72,0	64,8	60,7	65,1
Total (b).	**1 124,8**	**1 127,9**	**1 135,7**	**1 163,0**	**1 256,0**	**1 277,6**	**1 443,2**	**1 775,2**

Source : Fédération de l'Industrie du Gaz.

(a) Y compris le gaz produit à partir d'hydrocarbures.
(b) En tenant compte des différences des stocks des gazomètres.
(c) La production de la cokerie de Gand, reprise jusqu'en 1958 sous « gaz de four », est enregistrée sous « fourni directement par les cokeries » à partir de 1959. La production de l'usine de Mont-Ste-Aldegonde, recensée jusqu'en 1958 sous la rubrique « venant des charbonnages », est reprise sous celle de la « production nette des usines à gaz et centrales gazières ».
(d) Données provisoires.

Production et consommation de produits pétroliers

(en milliers de tonnes)

DÉSIGNATION	1957	1958	1959	1960	1961	1962 (d)	1963
Quantités d'huiles brutes mises en œuvre	5 338	6 508	6 558	6 947	7 918	8 502	12 170
Production :							
Essences avion et auto (a)	1 132	1 253	1 313	1 277	1 471	1 527	1 711
Pétrole lampant et carburéacteur	170	225	249	238	228	239	330
White spirit et essences spéciales	17	55	79	113	34	53	61
Gas- et Diesel-oil	1 470	1 836	1 957	2 074	2 389	2 545	3 762
Fuel-oil	1 854	2 305	2 101	2 164	2 485	2 615	3 952
Lubrifiants	22	27	30	32	28	30	31
Bitumes	194	179	238	299	342	387	481
Gaz de raffinerie	96	121	152	179	228	253	336
Autres (b)	116	239	109	142	203	306	723
Importations (c) :							
Essences avion et auto (a)	510	454	380	457	436	504	319
Pétrole lampant et carburéacteur	31	32	30	28	28	28	22
White spirit et essences spéciales	13	19	19	22	19	20	23
Gas- et Diesel-oil	1 185	1 158	1 258	1 404	1 476	2 106	2 069
Fuel-oil	1 063	963	1 340	1 395	1 461	2 007	1 825
Lubrifiants	177	157	180	199	220	231	244
Bitumes	6	29	11	16	13	17	26
Gaz de raffinerie	98	103	131	167	208	271	251
Autres (b)	3	2	42	26	58	78	116
Exportations (y compris toutes les soutes) (c):							
Essences avion et auto (a)	443	580	521	431	484	585	648
Pétrole lampant et carburéacteur	133	180	168	200	159	168	256
White spirit et essences spéciales	6	42	73	95	18	22	35
Gas- et Diesel-oil	923	997	1 131	1 383	1 274	1 488	1 859
Fuel-oil	1 101	1 220	1 257	1 211	1 466	1 724	2 459
Lubrifiants	87	100	98	118	136	144	156
Bitumes	81	92	131	178	211	243	305
Gaz de raffinerie	14	14	15	17	22	38	48
Autres (b)	—	—	—	2	4	8	297(e)
Livraisons à la consommation intérieure :							
Essences avion et auto (a)	1 162	1 252	1 296	1 235	1 306	1 370	1 420
Pétrole lampant et carburéacteur	64	78	73	80	89	99	79
White spirit et essences spéciales	23	26	25	31	33	41	40
Gas- et Diesel-oil	1 510	1 774	1 878	2 100	2 372	3 148	3 500
Fuel-oil	1 637	1 940	2 065	2 475	2 532	2 885	3 282
Lubrifiants	96	99	102	108	108	114	118
Bitumes	119	122	129	131	142	164	200
Gaz de raffinerie	178	212	270	329	417	459	538
Autres (b)	105	110	151	166	271	371	573(e)

Source : Ministère des Affaires économiques et de l'Energie, Administration de l'Energie.

(a) Y compris le carburéacteur du type essence
(b) Paraffines et cires; gaz livrés directement pour usages industriels; coke de pétrole; autres produits; à partir de 1959, les gaz de raffinerie non liquéfiés sont compris dans les données sous « gaz de raffinerie ».
(c) Belgique seule
(d) Données corrigées.
(e) Y compris le fuel-oil pour la chimie.

Bilan résumé d'énergie par forme d'énergie (a)

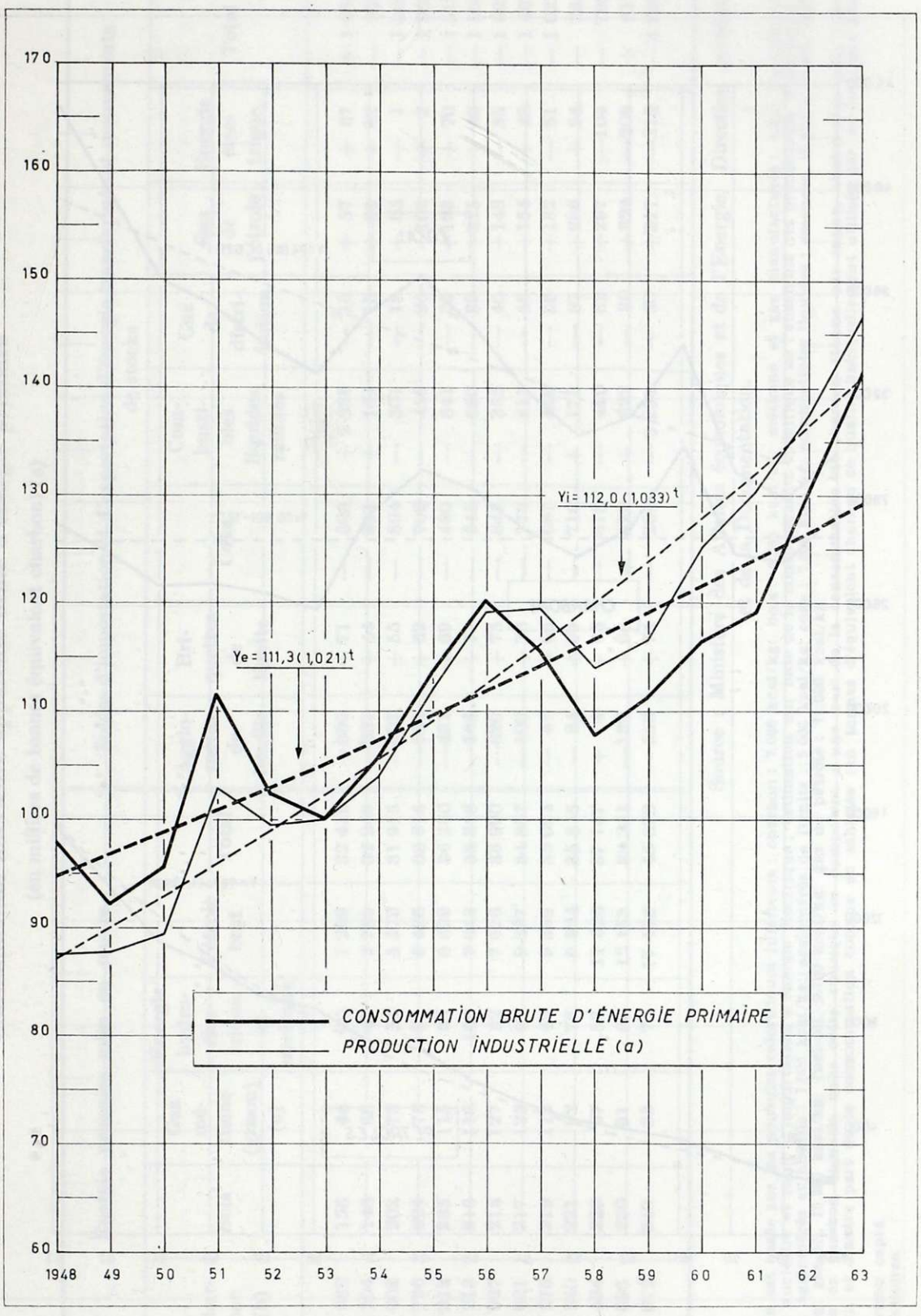
DÉSIGNATION	Houille et agglomérés		Briquettes de lignite		Cokes		Pétrole brut		Produits pétroliers		Gaz de distribution		Electricité (b)	
	10^3 t		10^3 t		10^3 t		10^3 t		10^3 t		10^6 Nm^3 (c)		10^6 kWh	
	1962	1963	1962	1963	1962	1963	1962	1963	1962	1963	1962	1963	1962	1963
Ressources	**26 658**	**29 608**	**96**	**104**	**7 472**	**7 656**	**8 590**	**12 069**	**13 764**	**17 017**	**5 498**	**5 697**	**17 807**	**19 487**
Production primaire (d)	*21 620*	*22 012*	—	—	—	—	—	—	—	—	*140*	*137*	*165*	*183*
Production secondaire (e)	*122*	*182*	—	—	*7 195*	*7 204*	—	—	*8 502*	*12 169*	*5 349*	*5 549*	*17 379*	*18 875*
Importations de la Communauté (f)	*3 580*	*3 753*	*93*	*99*	*245*	*363*	*59*	*12 069*	*3 150*	*4 848*	*8*	*12*	*263*	*429*
Importations des pays tiers (f)	*1 337*	*3 843*	*3*	*5*	*32*	*88*	*8 531*		*2 112*		—	—	—	—
Emplois	**26 431**	**29 746**	**96**	**104**	**7 482**	**7 648**	**8 590**	**12 069**	**13 764**	**17 017**	**5 494**	**5 668**	**17 807**	**19 487**
Producteurs d'énergie primaire	*999*	*1 061*	—	—	—	—	—	—	..	..	*26*	*23*	*1 672*	*1 619*
Cokeries et usines à gaz (g)	*9 374*	*9 406*	—	—	*75*	*77*	—	—	*146*	..	*1 705*	*1 537*	*49*	..
Centrales électriques (h)	*5 509*	*5 458*	..	..	*2*	*8*	—	—	*559*	*777*	*1 349*	*1 233*	*2 041*	*2 356*
Raffineries de pétrole	..	..	..	..	..	..	*8 502*	*12 169*	*547*	*784*	—	—	..	..
Consommateurs finals	*10 684*	*11 927*	*96*	*104*	*6 795*	*6 908*	—	—	*7 946*	*8 920*	*2 357*	*2 604*	*13 309*	*14 563*
Sidérurgie (i)	112	131	—	—	5 848	5 771	—	—	269	..	807	800	2 524	2 671
Autres industries	2 519	2 370	1	1	650	717	—	—	2 365	..	433	573	7 170	7 900
Transports	621	474	—	—	16	26	—	—	2 152	..	—	—	650	690
Secteur domestique et équivalents	7 432	8 953	96	103	281	394	—	—	2 152	..	776	874	2 967	3 303
Autres et non ventilés	—	—	—	—	—	—	—	—	347	8 920	—	—	—	—
Produits non énergétiques	..	..	..	..	..	..	—	—	690	..	341	358	..	..
Exportations vers la Communauté	*2 178*	*2 354*	—	—	*530*	*601*	*2*	—	*3 099*	*4 605*	*57*	*61*	*736*	*949*
Exportations vers les pays tiers	*832*	*260*	—	—	*113*	*122*					—	—	—	—
Soutes	*28*	*19*	—	—	—	—	—	—	*1 321*	*1 503*	—	—	—	—
Variation stocks producteurs et importeurs	*— 3 057*	*— 858*	—	—	*— 44*	*— 70*	*+ 88*	*— 100*	*+ 146*	*+ 428*	—	—	—	—
Variation stocks consommateurs (j)	*— 115*	*+ 138*	..	..	*+ 12*	*+ 3*	—	—	..	..	—	—	—	—

Source : Ministère des Affaires économiques et de l'Energie, Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) Bilan basé sur des statistiques rapidement disponibles.
(b) Certains doubles emplois entre la consommation d'électricité et celle d'autres formes d'énergie n'ont pu être éliminés.
(c) 0° C, 760 mmHg, 4.250 kcal/m^3.
(d) Houille et agglomérés : y compris la consommation de schistes de terril indigènes par les centrales électriques, calculés à 4.200 kcal/kg. Electricité : y compris l'énergie nucleaire.
(e) Houille et agglomérés : consommation de brai par les usines d'agglomérés. Gaz de distribution : non compris la consommation de gaz de haut-fourneau par la sidérurgie et ses activités intégrées, sauf celui consommé par les centrales électriques, ni la production correspondante.
(f) Y compris, en 1963, les schistes de terril, calculés à 4.200 kcal/kg.
(g) Gaz de distribution : y compris les besoins et les pertes du transport et de la distribution.
(h) Non compris les autoproducteurs individuels, sauf pour les deux dernières colonnes. Gaz de distribution : voir renvoi (e). Electricité : y compris les besoins et les pertes du transport et de la distribution.
(i) Voir renvoi (e). Gaz de distribution : ...
(j) Cokeries, sidérurgie, chemins de fer, centrales électriques des producteurs-distributeurs et centrales communes.

Comparaison des indices de l'activité industrielle et de la consommation brute d'énergie primaire

(1953 = 100)

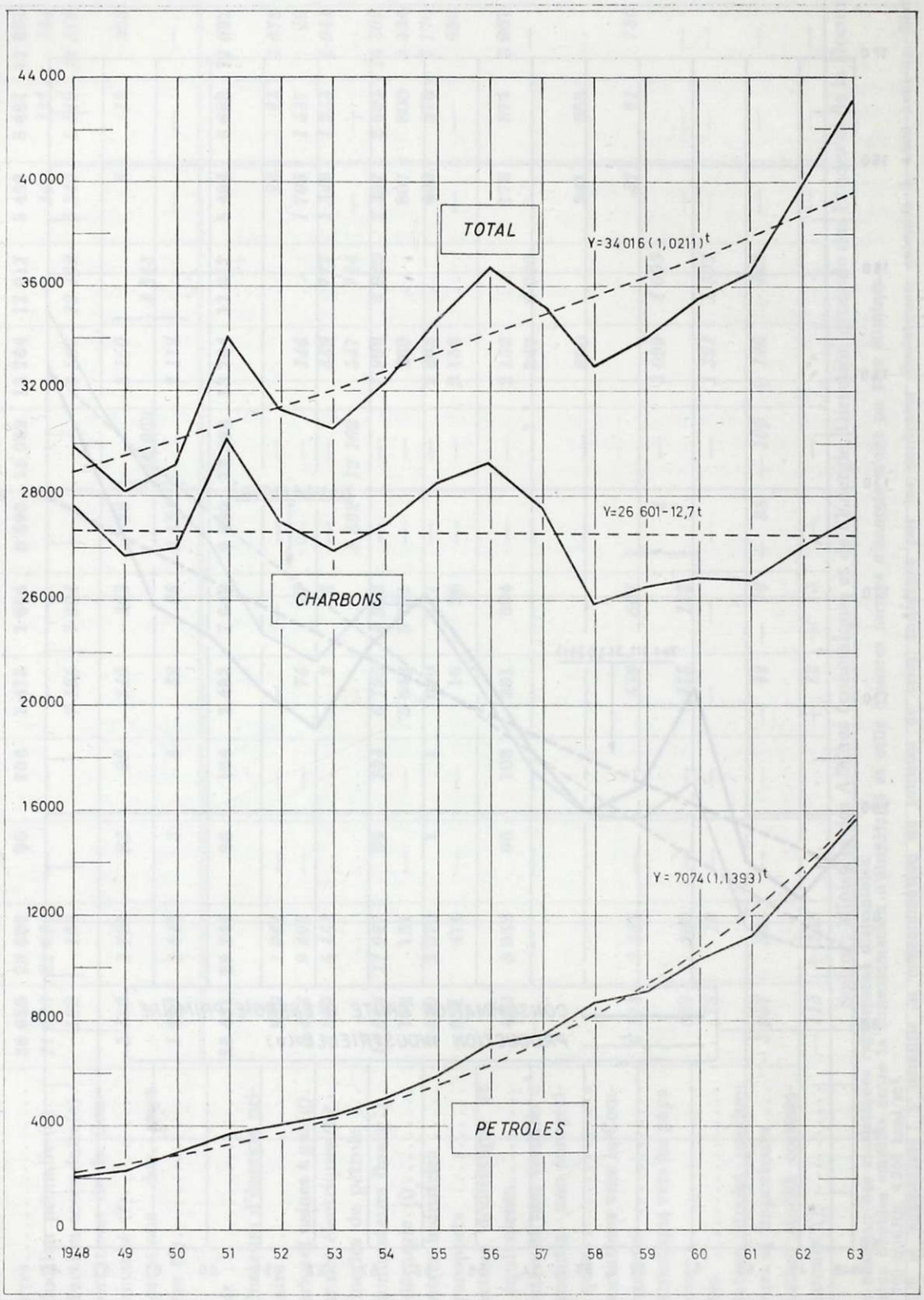


Source : Ministère des Affaires économiques et de l'Energie, Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) 1948-1953 : I.R.E.S.P., Louvain; 1953-1963 : I.N.S.

Consommation apparente d'énergie

(en milliers de tonnes)



Source : Ministère des Affaires économiques et de l'Energie, Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Consommation intérieure apparente brute d'énergie primaire

(en milliers de tonnes équivalent charbon) (a)

ANNÉE	Energie primaire mise en œuvre						Soldes d'importation et d'exportation d'énergie transformée et mouvements de stocks								Total général
	Charbon (b)	Bois	Gaz méthane (grisou) (c)	Energie hydro-électrique et nucléaire	Pétrole brut	Total	Agglomérés de houille	Briquettes de lignite	Coke	Combustibles liquides raffinés	Gaz de distribution	Gaz de pétrole	Energie électrique	Total	
1951 ...	30 882	153	44	40	1 299	32 418	—330	+ 71	— 503	+ 2 338	— 16	+ 57	+ 67	+ 1 684	34 102
1952 ...	28 204	143	68	45	3 789	32 249	—331	+ 44	— 991	+ 154	— 13	+ 91	+ 47	— 999	31 250
1953 ...	27 008	202	75	51	4 579	31 915	—307	+ 55	— 894	— 301	— 13	+ 95	— 1	— 1 366	30 549
1954 ...	27 796	224	78	91	5 426	33 615	—284	+ 62	— 702	— 456	— 26	+102	+ 2	— 1 302	32 313
1955 ...	29 213	235	115	68	6 629	36 260	—421	+ 69	— 490	— 841	— 29	+123	+ 70	— 1 519	34 741
1956 ...	30 213	216	116	100	7 643	38 288	—568	+ 71	— 545	— 650	— 39	+125	+ 42	— 1 564	36 724
1957 ...	28 927	218	127	92	7 626	36 990	—620	+ 75	— 845	— 355	— 40	+148	— 55	— 1 692	35 298
1958 ...	24 621	217	125	97	9 297	34 357	—100	+ 73	— 773	— 815	— 43	+154	+ 42	— 1 462	32 895
1959 ...	25 275	219	112	49	9 369	35 024	— 47	+ 66	— 687	— 449	— 36	+182	— 51	— 1 022	34 002
1960 ...	25 540	221	92	78	9 924	35 855	— 34	+ 69	— 716	+ 173	— 37	+236	+ 24	— 285	35 570
1961 ...	25 424	220	97	83	11 323	37 147	+ 4	+ 66	— 613	— 410	— 32	+297	—104	— 792	36 355
1962 ...	26 693	230	91	69	12 158	39 241	—137	+ 68	— 322	+ 922	— 30	+324	—208	+ 617	39 858
1963 (d)	28 072	240	88	75	17 403	45 878	—550	+ 74	— 204	— 3 294	— 30	+317	—219	— 4 297	42 584

Source : Ministère des Affaires économiques et de l'Energie, Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) La conversion est basée sur les pouvoirs calorifiques inférieurs : charbon : 7.000 kcal/kg; bois : 4.345 kcal/kg; méthane et gaz manufacturés : 4.250 kcal/m³; énergie hydro-électrique et nucléaire et solde d'importation d'énergie électrique : estimation sur base de la consommation spécifique de l'ensemble des producteurs thermiques; pétrole brut : 10.000 kcal/t; agglomérés et houille : 7.000 kcal/kg; agglomérés de lignite : 5 000 kcal/kg; coke : 7.000 kcal/kg; combustibles liquides : essences, 10.500 à 10.400 kcal/kg; kérosène, 10.300 kcal/kg; gas-oil, 10.200 kcal/kg; fuel-oil, 9.700 kcal/kg; gaz de pétrole : 11.000 kcal/kg.

(b) Les tonnages de charbon signalés dans cette rubrique se composent d'une part de la consommation de charbon (tonne par tonne, c'est-à-dire sans l'avoir ramenée à 7.000 kcal/kg), et d'autre part de la consommation connue en schistes (en tonnes d'équivalent charbon de qualité habituellement utilisée par les centrales électriques et les cimenteries).

(c) Valeur du grisou capté.

(d) Données provisoires.

Evolution de la consommation intérieure brute d'énergie primaire (a)

ANNÉE	1953 = 100					En pour-cent du total				
	Charbon et dérivés (b)	Produits pétroliers	Energie hydro-électrique et nucléaire	Bois et agglomérés de lignite	Total	Charbon et dérivés	Produits pétroliers	Energie hydro-électrique et nucléaire	Bois et agglomérés de lignite	Total
1951	116,5	84,5	78,4	87,2	111,6	88,4	10,8	0,1	0,7	100,0
1952	104,3	92,2	88,2	72,8	102,3	86,3	12,9	0,1	0,6	100,0
1953	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	84,7	14,3	0,2	0,8	100,0
1954	103,9	116,0	178,4	111,3	105,8	83,1	15,7	0,3	0,9	100,0
1955	110,0	135,2	133,3	118,3	113,7	81,9	17,0	0,2	0,9	100,0
1956	113,0	162,8	196,1	111,7	120,2	79,6	19,4	0,3	0,8	100,0
1957	106,3	169,7	180,4	114,0	115,5	77,9	21,0	0,3	0,8	100,0
1958	92,3	197,5	190,2	112,8	107,7	72,6	26,3	0,3	0,9	100,0
1959	95,0	208,1	96,1	110,9	111,3	72,2	26,8	0,1	0,8	100,0
1960	96,1	236,3	152,9	112,8	116,4	69,9	29,0	0,2	0,8	100,0
1961	95,8	256,3	162,7	111,3	119,0	68,2	30,8	0,2	0,8	100,0
1962	100,8	306,5	135,3	116,0	130,5	65,4	33,6	0,2	0,7	100,0
1963 (c)	105,0	357,4	147,1	122,2	141,3	62,9	36,2	0,2	0,7	100,0

Source : Ministère des Affaires économiques et de l'Energie, Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) En tenant compte du solde importateur et exportateur d'énergie transformée et des mouvements de stocks, pour autant que ceux-ci sont connus. Données revues.
(b) Y compris le grisou et la totalité du solde du commerce extérieur d'énergie électrique et de gaz de distribution.
(c) Données provisoires.

Solde du commerce extérieur de l'U.E.B.L. des principales formes d'énergie (a)

(en millions de francs)

DÉSIGNATION (*b*)	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963
Combustibles solides	— 1 693	— 2 702	— 4 227	— 5 408	— 5 260	— 5 492	— 6 112	— 7 993
— charbon et lignite	— 165	— 688	— 1 658	— 2 382	— 1 910	— 1 965	— 2 664	— 5 161
— cokes (*c*)	— 1 934	— 2 577	— 2 496	— 2 965	— 3 256	— 3 354	— 3 409	— 3 257
— agglomérés de charbons et de lignite	+ 405	+ 564	— 73	— 62	— 94	— 173	— 39	+ 425
Pétrole et produits pétroliers	— 6 355	— 8 638	— 7 126	— 6 342	— 6 699	— 7 569	— 8 713	— 9 837
— pétrole brut et semi-raffiné	— 6 032	— 7 639	— 7 744	— 7 407	— 7 139	— 7 481	— 7 902	— 11 197
— produits dérivés de pétrole	— 324	— 999	+ 618	+ 1 065	+ 440	— 88	— 811	+ 1 360
— huiles légères	*+ 98*	*— 194*	*+ 288*	*+ 475*	*+ 214*	*+ 126*	*+ 181*	*+ 1 132*
— huiles moyennes	*+ 172*	*+ 204*	*+ 251*	*+ 390*	*+ 350*	*+ 238*	*+ 248*	*+ 346*
— huiles lourdes	*— 594*	*— 1 009*	*+ 79*	*+ 200*	*— 124*	*— 452*	*— 1 240*	*— 118*
Total ...	— 8 048	— 11 340	—11 353	—11 750	— 11 959	— 13 061	— 14 825	— 17 830

Source : Ministère des Affaires économiques et de l'Energie, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) Exportations nettes (+); importations nettes (—).
(b) *Composition du tableau pour 1963.* — Charbon et lignite : T. D. 2701.00 + T. D. 2702.00; cokes : T. D. 2704.10 + T. D. 2704.20 + T. D.2704.30; agglomérés de charbons et de lignite : T. D. 2701.20 + T. D. 2702.10; pétrole brut et semi-raffiné : T. D. 2709.00; huiles légères : T. D. 2710.00 + T. D. 2710.05; huiles moyennes : T. D. 2710.25; huiles lourdes : T. D. 2710.35 + T. D. 2710.45. — Données correspondantes pour les années antérieures.
(c) La Belgique est exportatrice nette; le solde importateur provient des achats du Grand-Duché de Luxembourg.

Production d'acier brut dans la Communauté et dans le monde

PAYS	Production d'acier brut (en milliers de tonnes)										Part de la production mondiale (en %)							
	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963 (a)	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963 (a)
Allemagne Féd.	20 240	24 502	26 563	27 973	26 270	29 435	34 100	33 458	32 563	31 596	9,4	9,6	9,8	10,0	10,3	9,7	9,3	8,5
France	10 627	12 631	13 441	14 100	14 633	15 197	17 300	17 577	17 234	17 547	4,8	4,9	5,5	5,1	5,2	5,1	4,9	4,7
Italie	4 207	5 395	5 908	6 787	6 271	6 762	8 229	9 124	9 757	10 189	2,1	2,3	2,3	2,3	2,5	2,7	2,8	2,7
Pays-Bas	937	979	1 051	1 185	1 437	1 670	1 942	1 970	2 087	2 344	0,4	0,4	0,5	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6
Belgique	5 003	5 894	6 376	6 267	6 007	6 434	7 181	7 002	7 351	7 526	2,3	2,2	2,2	2,2	2,2	2,0	2,1	2,0
Luxembourg	2 828	3 226	3 456	3 493	3 379	3 663	4 084	4 113	4 010	4 032	1,2	1,2	1,3	1,2	1,2	1,2	1,1	1,1
C.E.C.A.	**43 842**	**52 627**	**56 795**	**59 805**	**57 997**	**63 161**	**72 836**	**73 244**	**73 002**	**73 234**	**20,2**	**20,6**	**21,6**	**21,4**	**22,0**	**21,3**	**20,8**	**19,6**
Royaume-Uni	18 817	20 107	20 978	22 047	19 873	20 509	24 694	22 439	20 819	22 880	7,4	7,6	7,4	7,0	7,5	6,6	5,9	6,1
U.S.A.	82 140	108 647	107 575	105 148	79 114	87 066	91 920	90 453	91 171	100 100	38,1	36,2	29,5	29,5	27,8	26,3	25,9	26,8
U.R.S.S.	41 434	45 271	48 698	51 043	54 868	59 950	65 292	70 751	76 306	80 200	17,2	17,5	20,5	20,3	19,8	20,6	21,7	21,5
Autres pays de l'Est (b)	13 044	14 211	15 329	16 153	17 394	18 849	21 240	22 687	24 650	25 200	5,4	5,6	6,5	6,4	6,4	6,6	7,0	6,8
Japon.....	7 750	9 408	11 106	12 570	12 118	16 629	22 138	28 268	27 546	31 500	3,9	4,3	4,5	5,6	6,7	8,2	7,8	8,4
Autres pays (c).....	16 973	19 729	22 019	23 984	26 936	28 886	32 080	35 758	38 256	40 286	7,8	8,2	10,0	9,8	9,8	10,4	10,9	10,8
MONDE (c)	**224 000**	**270 000**	**282 500**	**290 750**	**268 300**	**295 050**	**330 200**	**343 600**	**351 750**	**373 400**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**

Source : Office statistique des Communautés européennes : Sidérurgie.

(a) Données provisoires.
(b) République démocratique allemande, Bulgarie, Pologne, Roumanie, Tchécoslovaquie, Hongrie.
(c) Estimation; non compris la République populaire de Chine.

Evolution comparée, par pays de la C.E.C.A., de la consommation d'acier brut, de l'ensemble de la production industrielle et de la production des industries transformatrices des métaux

(1955 1959 = 100)

ANNÉE	Production industrielle						Consommation apparente d'acier brut (a)					
	Allem. Féd.	France	Italie	Pays-Bas	U.E.B.L.	C.E.C.A.	Allem. Féd.	France	Italie	Pays-Bas	U.E.B.L.	C.E.C.A.
	Indice général (b)						Variante (c)					
1952	62	70	66	69	85	67	66	80	62	72	92	71
1953	68	71	72	76	83	70	66	70	67	82	94	69
1954	76	78	78	86	88	78	77	77	77	84	90	78
1955	89	85	86	92	97	87	97	84	89	99	99	93
1956	96	94	93	97	103	95	100	98	94	99	104	99
1957	101	103	101	99	103	101	99	108	101	105	105	102
1958	104	107	104	99	96	104	96	108	101	94	90	99
1959	112	109	116	111	102	109	109	101	114	103	101	107
1960	126	119	134	126	109	123	128	119	143	121	98	126
1961	134	126	151	129	114	131	125	123	170	119	130	131
1962	141	132	166	133	119	138	126	127	190	118	120	135
1963	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1962 1er trimestre ..	134	137	165	134	117	137	123	134	190	122	118	135
2e trimestre ..	145	140	170	137	122	143	122	127	184	121	113	132
3e trimestre ..	134	117	155	127	114	129	134	113	186	119	111	134
4e trimestre ..	148	144	173	136	124	146	124	134	206	111	140	138
1963 1er trimestre ..	136	137	175	137	120	140	118	129	205	102	113	132
2e trimestre ..	150	147	187	144	133	152	120	144	216	122	132	140
3e trimestre ..	139	124	169	132	119	136	127	114	199	118	108	132
4e trimestre ..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
	Industrie transformatrice des métaux						Variante (d)					
1952	57	67	68	62	80	63	67	81	65	67	95	72
1953	60	66	74	70	76	65	67	70	68	79	104	71
1954	71	74	76	84	82	73	77	77	78	84	94	79
1955	87	82	85	94	95	86	98	84	90	99	104	94
1956	95	95	93	98	103	95	100	99	93	102	105	99
1957	99	103	102	96	103	100	97	109	101	105	109	102
1958	106	109	105	97	97	106	95	110	101	92	88	99
1959	115	108	114	116	101	113	109	99	115	102	95	106
1960	132	117	138	140	107	129	128	117	145	120	86	125
1961	144	125	157	142	115	139	125	122	172	118	126	131
1962	148	135	172	149	121	148	126	129	192	115	113	135
1963	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1962 1er trimestre ..	143	135	175	148	118	145	123	137	194	120	107	136
2e trimestre ..	153	141	182	154	127	153	124	129	186	118	102	133
3e trimestre ..	138	114	148	141	115	133	136	115	185	114	105	135
4e trimestre ..	157	147	182	152	126	156	120	135	208	108	137	136
1963 1er trimestre ..	143	136	184	150	121	148	121	131	207	101	106	134
2e trimestre ..	157	148	214	163	147	163	122	145	219	120	125	142
3e trimestre ..	140	118	174	..	129	..	129	116	202	115	99	134
4e trimestre ..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..

Source : Office statistique des Communautés européennes : Sidérurgie.

(a) Production + importations — exportations ± variations des stocks (en usine et chez les négociants). On a converti en équivalent d'acier brut les tonnages importés et exportés et les variations des stocks en utilisant certains coefficients.
(b) Non compris le bâtiment, les denrées alimentaires, les boissons et le tabac.
(c) Calculé en considérant seulement dans le commerce extérieur les produits du Marché commun.
(d) Calculé en incluant dans le commerce extérieur les produits sidérurgiques hors Traite.

Production de fonte brute dans les pays de la C.E.C.A. (a)

(en milliers de tonnes)

ANNÉE	Belgique	Luxembourg	Allemagne (Rép. F.)	France	Italie	Pays-Bas	C.E.C.A.
1953	4 228	2 719	14 036	8 664	1 254	591	31 492
1954	4 573	2 800	15 009	8 838	1 298	610	33 128
1955	5 343	3 048	19 361	10 941	1 677	669	41 039
1956	5 683	3 272	20 594	11 419	1 935	662	43 565
1957	5 579	3 329	21 483	11 884	2 138	701	45 114
1958	5 524	3 275	19 742	11 951	2 107	917	43 516
1959	5 965	3 411	21 602	12 438	2 121	1 137	46 676
1960	6 520	3 713	25 739	14 005	2 715	1 347	54 039
1961	6 459	3 775	25 431	14 395	3 092	1 456	54 608
1962	6 773	3 585	24 251	13 952	3 584	1 571	53 716
1963 (b)	6 952	3 564	22 909	14 298	3 772	1 709	53 204

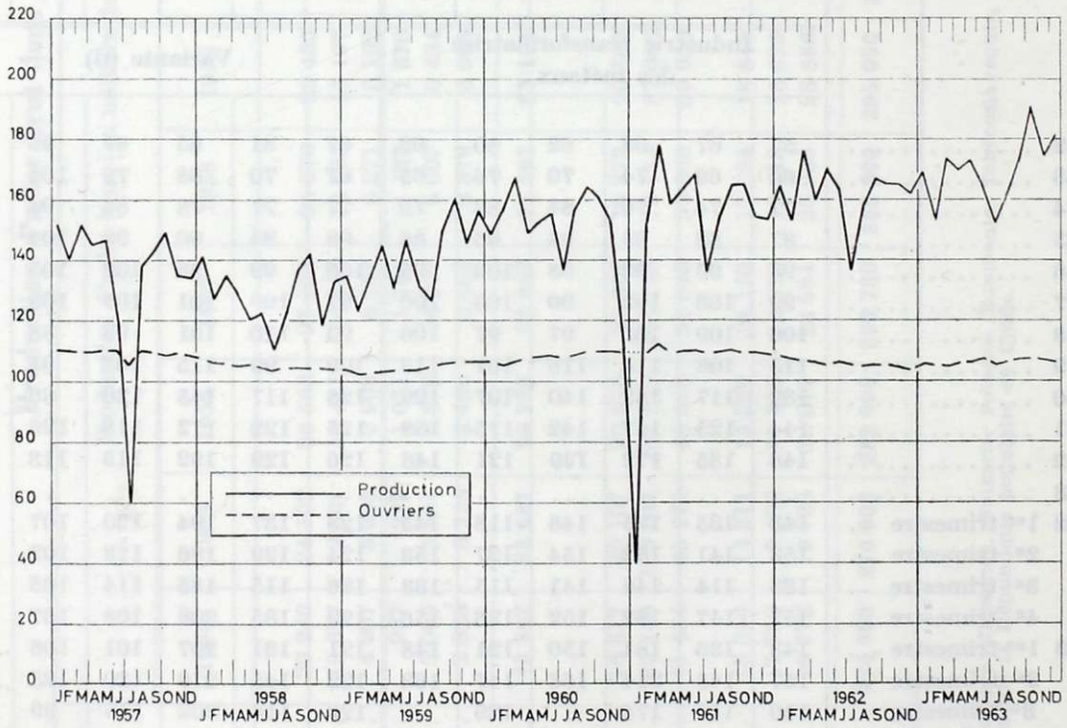
Source : Office statistique des Communautés européennes : Sidérurgie.

(a) Production nette, sans fonte repassée, fonte Spiegel et ferro-manganèse carburé au haut fourneau et au four électrique à fonte et, pour l'Allemagne (R. F.), ferro-silicium au haut fourneau.
(b) Données provisoires.

Sidérurgie

Production et personnel occupé

(1953 = 100)



Source : Ministère des Affaires économiques et de l'Energie,
Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Commerce extérieur des produits sidérurgiques

DÉSIGNATION (a)	Importations					Exportations				
	1959	1960	1961	1962	1963	1959	1960	1961	1962	1963
	VALEUR (en millions de francs)									
Minerais de fer	4 417	5 183	5 301	5 324	5 059	18	20	30	46	70
Mitrailles	394	376	391	211	139	576	1 026	767	675	1 054
Fonte brute	866	1 001	1 076	1 133	1 109	156	189	153	169	325
Ferro-alliages	641	757	756	680	647	112	153	227	274	265
Lingots et autres formes primaires	701	946	827	1 234	1 855	2 847	5 618	4 454	3 371	3 054
Barres et profilés en fer ou en acier	868	1 400	1 878	1 770	1 813	15 317	18 819	17 564	18 288	17 775
dont : fil machine	(470)	(587)	(609)	(567)	(575)	(1 343)	(1 872)	(1 394)	(1 421)	(1 669)
barres	(324)	(668)	(711)	(424)	(360)	(7 585)	(9 767)	(8 878)	(8 801)	(8 041)
Larges plats et tôles	857	1 179	1 418	1 424	1 686	12 217	14 573	12 004	13 204	14 095
Feuillards	200	258	285	232	247	2 520	3 264	3 320	3 298	3 372
Fils de fer ou d'acier, fil machine exclus	78	110	119	95	104	1 944	2 534	2 306	2 521	2 621
Rails et autres éléments	14	19	29	37	73	650	575	589	685	587
	QUANTITÉ (en tonnes)									
Minerais de fer	18 122 962	20 663 460	20 539 299	21 144 519	19 720 494	123 597	128 682	189 896	236 707	275 409
Mitrailles	244 779	195 772	196 752	122 556	87 345	274 803	446 206	334 961	362 367	520 576
Fonte brute	349 349	377 604	401 669	448 594	491 825	51 961	63 228	48 920	58 288	141 679
Ferro-alliages	77 793	89 444	84 450	82 208	85 545	14 392	21 439	24 829	31 711	35 141
Lingots et autres formes primaires	158 648	188 432	178 789	269 129	395 784	700 991	1 249 815	1 029 050	787 877	734 161
Barres et profilés en fer ou en acier	137 682	203 470	277 249	259 120	270 543	3 149 657	3 470 565	3 349 418	3 668 229	3 646 926
dont : fil machine	(82 728)	(95 400)	(98 776)	(96 810)	(102 902)	(275 347)	(333 832)	(274 753)	(312 666)	(373 177)
barres	(42 575)	(83 056)	(113 192)	(71 422)	(58 409)	(1 625 939)	(1 835 970)	(1 774 110)	(1 869 927)	(1 739 929)
Larges plats et tôles	94 824	125 502	163 416	184 212	209 597	1 678 961	1 816 086	1 576 943	1 848 931	1 988 702
Feuillards	21 409	25 784	26 975	22 429	22 034	463 688	556 943	570 687	600 861	619 917
Fils de fer ou d'acier, fil machine exclus	4 802	6 744	6 287	5 593	7 828	233 729	275 632	253 307	278 946	280 384
Rails et autres éléments	1 807	2 469	3 671	8 600	23 593	126 241	118 283	109 985	133 411	117 209

Source : Ministère des Affaires économiques et de l'Energie, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) *Composition du tableau pour 1963* — Minerais de fer : C.T.C.I. 281.3; mitrailles : C.T.C.I. 282; fonte brute : C.T.C.I. 671.1 + 671.2; ferro-alliages : C.T.C.I. 671.4 + 671.5; lingots et autres... : C.T.C.I. 671.3 + 672; barres et profilés... : C.T.C.I. 673; fil machine : C.T.C.I. 673.11 + 673.13; barres : C.T.C.I. 673.21 + 673.22; larges plats... : C.T.C.I. 674; feuillards : C.T.C.I. 675; fils de fer... : C.T.C.I. 677; rails... : C.T.C.I. 676. — Données correspondantes pour les années antérieures.

Commerce extérieur de métaux non ferreux

Valeur

(en millions de francs)

DÉSIGNATION (a)	Importations					Exportations				
	1959	1960	1961	1962	1963	1959	1960	1961	1962	1963
Minerais et mitrailles :										
Minerais :										
— de cuivre	156	201	128	43	45	—	—	—	—	—
— de plomb	885	775	701	721	662	—	—	—	—	—
— de zinc	981	1 213	962	779	796	166	155	226	185	134
— de manganèse	170	257	315	237	224	—	4	—	3	4
— d'étain	722	809	936	909	799	—	—	—	—	—
— autres	741	1 953	1 160	207	174	4	16	34	17	15
mitrailles	1 141	1 232	1 246	1 608	1 751	351	451	530	539	681
Métaux bruts et raffinés :										
— aluminium	1 169	1 603	1 676	1 604	2 102	21	55	14	19	19
— cuivre	6 173	8 932	8 696	9 253	8 389	5 393	5 890	6 323	6 814	8 064
— étain	247	391	113	209	322	711	901	533	876	794
— plomb	180	214	138	167	159	571	546	540	502	628
— zinc	6	38	199	350	265	1 400	1 716	1 677	1 163	1 356
— autres	890	1 106	1 264	1 455	—	1 480	1 459	1 561	1 387	1 257
Demi-produits :										
— en aluminium	416	508	591	706	703	1 186	1 571	1 819	2 013	2 298
— en cuivre	153	223	321	335	353	1 557	2 289	2 349	2 115	2 248
— en étain	2	12	15	12	12	2	9	16	30	37
— en plomb	6	11	9	10	14	61	55	72	72	66
— en zinc	4	4	3	3	4	279	399	286	267	259
— autres	50	94	157	190	179	72	44	38	48	36

Source : Ministère des Affaires économiques et de l'Energie, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) *Composition du tableau pour 1963.* — Minerais de cuivre : C.T.C.I. 283.11; de plomb : C.T.C.I. 283.4; de zinc : C.T.C.I. 283.5; de manganèse : C.T.C.I. 283.7; d'étain : C.T.C.I. 283.6; autres : C.T.C.I. 283.22 + 283.3 + 283.91 + 283.92 + 283.99 + 285.02 + 286.0; mitrailles : C.T.C.I. 284. Métaux bruts : aluminium, C.T.C.I. 684.1; cuivre, C.T.C.I. 682.19; étain, C.T.C.I. 687.1; plomb, C.T.C.I. 685.1; zinc, C.T.C.I.686.1; autres, C.T.C.I. 683.1 + 688 + 689.31 + 689.5. Demi-produits en aluminium : C.T.C.I. 684.21 + 684.22 + 684.23 + 684.24 + 684.25 + 684.26; en cuivre : C.T.C.I. 682.21 + 682.22 + 682.23 + 682.24 + 682.25 + 682.26; en étain : C.T.C.I. 687.21 + 687.22 + 687.23 + 687.24; en plomb : C.T.C.I. 685.21 + 685.22 + 685.23 + 685.24; en zinc : C.T.C.I. 686.21 + 686.22 + 686.23 + 691.3; autres : C.T.C.I. 683.21 + 683.22 + 683.23 + 683.24 + 689.32 + 689.33 + 689.41 + 689.42 + 689.43. — Données correspondantes pour les années antérieures

Commerce extérieur de métaux non ferreux

Quantité

(en tonnes)

DÉSIGNATION (a)	Importations					Exportations				
	1959	1960	1961	1962	1963	1959	1960	1961	1962	1963
Minerais et mitrailles :										
Minerais :										
— de cuivre	5 650	9 280	5 842	5 969	4 024	—	—	—	—	—
— de plomb	153 606	139 454	154 826	152 062	125 605	—	26	—	—	7
— de zinc	535 205	548 719	504 005	447 516	422 826	64 910	45 692	71 504	76 875	51 113
— de manganèse	148 784	222 649	272 579	208 501	223 207	33	2 777	33	2 223	2 477
— d'étain	8 880	10 115	10 269	10 136	8 768	3	—	—	—	—
— autres	39 316	47 773	23 628	14 369	13 634	72	97	6 846	90	220
Mitrailles	284 312	234 144	182 444	214 168	251 406	50 639	64 357	74 923	74 929	66 024
Métaux bruts et raffinés :										
— aluminium	49 389	65 765	69 641	68 303	89 055	930	2 758	610	808	826
— cuivre	198 077	274 540	277 155	306 619	280 384	165 993	172 105	198 356	210 123	248 301
— étain	2 300	3 577	943	1 732	2 614	6 555	8 236	4 602	7 007	6 481
— plomb	18 120	20 552	14 350	20 120	18 997	56 685	53 404	57 006	61 678	70 557
— zinc	499	3 017	17 715	35 719	24 408	123 127	120 560	145 945	111 840	122 814
— autres	6 527	8 893	8 593	10 877	10 128	8 969	8 684	9 786	9 069	8 028
Demi-produits :										
— en aluminium	7 953	9 854	13 048	16 328	16 616	34 282	43 773	52 141	58 599	70 158
— en cuivre	2 956	4 253	5 980	6 742	7 047	42 565	60 205	61 786	57 226	60 373
— en étain	16	139	161	127	120	12	106	199	301	365
— en plomb	445	808	516	643	825	5 100	4 408	6 583	7 106	6 453
— en zinc	115	102	76	95	136	17 152	24 968	17 366	16 589	15 602
— autres	235	350	546	604	712	770	486	104	150	12

(a) *Composition du tableau :* voir (a) page 60.

Source : Ministère des Affaires économiques et de l'Energie, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Production de métaux non ferreux

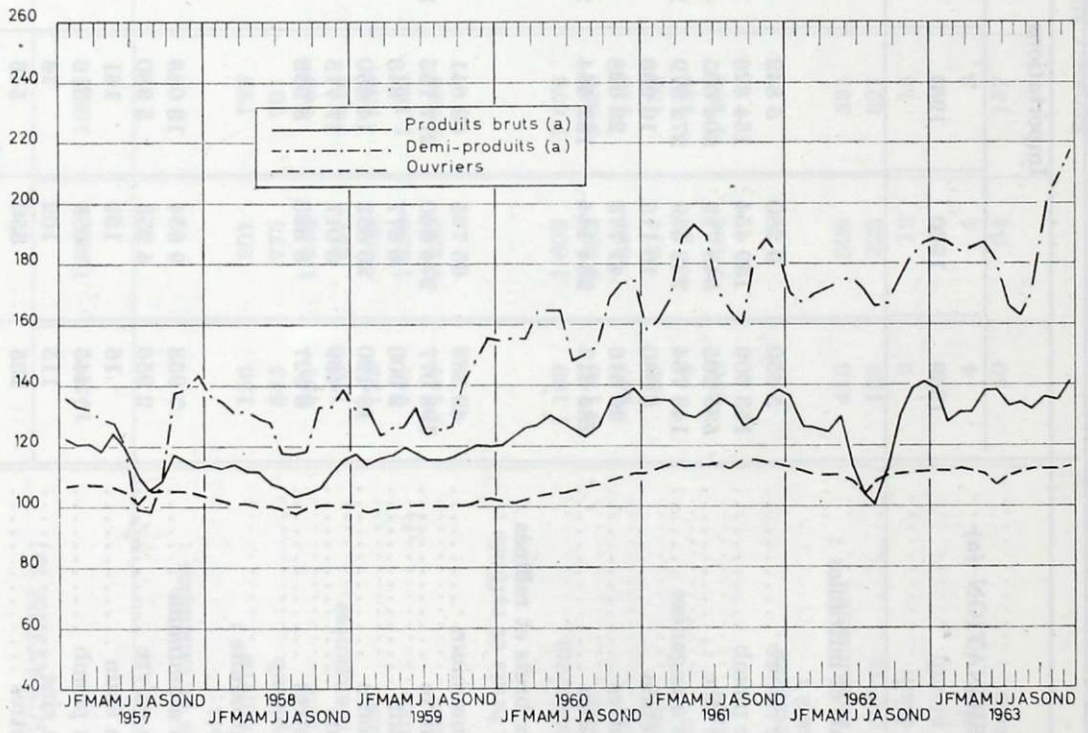
(en milliers de tonnes)

DÉSIGNATION	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963
Métaux (1re et 2e fusions) :								
Zinc	230,7	235,6	214,8	224,3	247,6	245,5	206,2	206,3
Cuivre	168,9	152,6	155,2	185,7	211,8	221,6	221,4	271,4
Plomb	102,3	99,3	95,9	88,4	92,7	99,9	93,2	98,4
Etain	10,5	9,5	9,1	6,7	8,7	6,5	9,7	8,4
Aluminium	2,7	2,2	2,8	2,6	2,8	1,9	2,8	3,5
Divers	5,0	4,8	3,9	4,9	4,6	4,6	4,8	4,4
Total ...	**520,0**	**504,0**	**481,6**	**512,6**	**568,1**	**580,0**	**538,1**	**592,6**
Demi-produits :								
Zinc	42,3	42,1	42,9	38,7	38,1	43,6	45,7	43,8
Cuivre	102,5	94,2	94,1	95,7	123,6	127,0	114,2	124,2
Plomb	24,9	25,4	22,9	23,9	25,6	27,4	27,8	26,8
Etain	0,5	0,5	0,4	0,4	0,4	0,4	0,5	0,7
Aluminium	28,7	31,4	38,3	48,2	61,6	71,7	80,7	95,5
Divers	0,2	0,2	0,2	0,1	0,2	0,1	0,1	0,2
Total ...	**199,2**	**193,8**	**198,7**	**207,1**	**249,5**	**270,2**	**269,2**	**291,2**

Source : Institut National de Statistique.

Production et personnel occupé dans l'industrie des métaux non ferreux

(1953 = 100)



Source : Ministère des Affaires économiques et de l'Energie, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

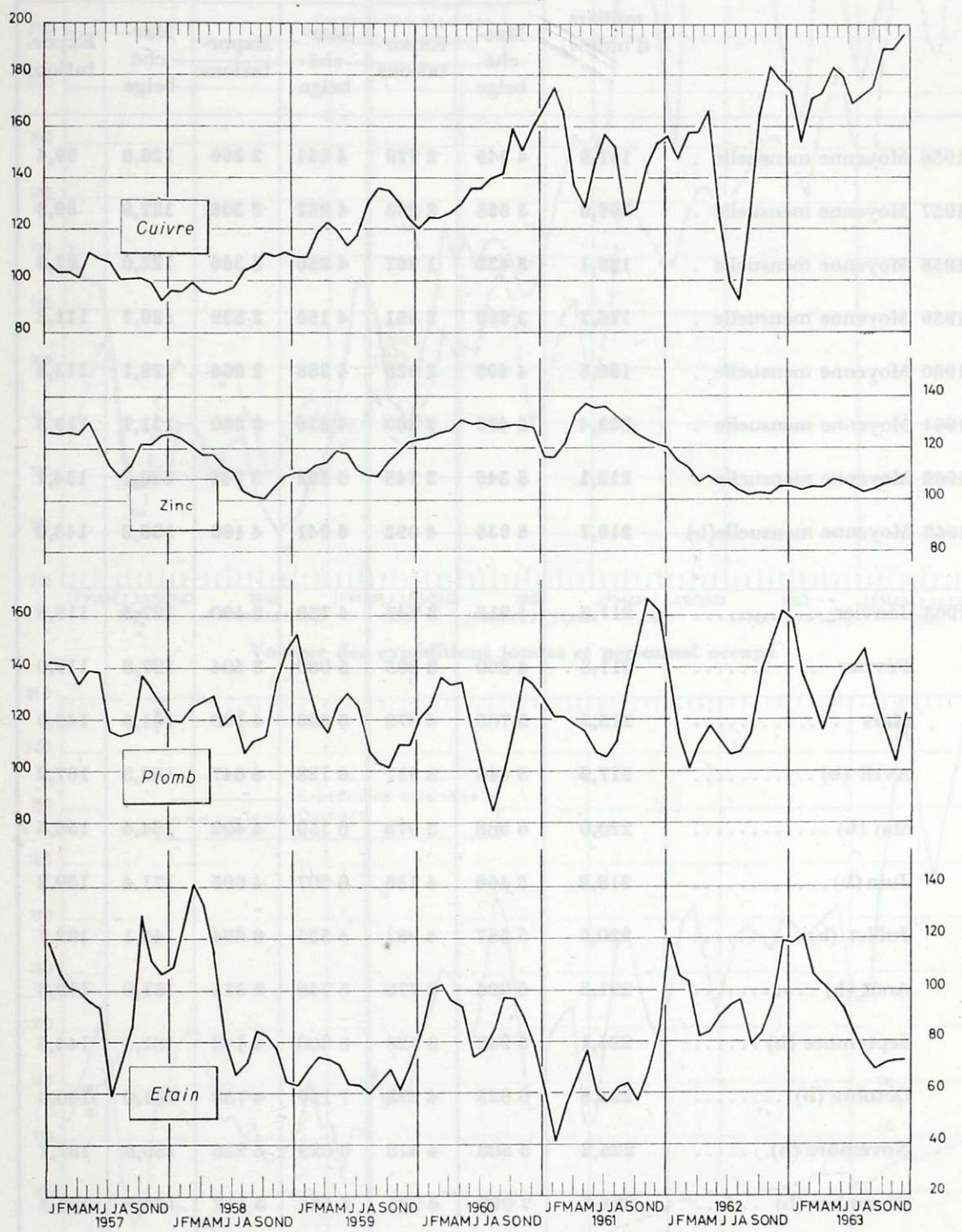
(a) Moyennes mobiles trimestrielles.

Industrie des métaux non ferreux

Produits bruts

Moyennes mobiles trimestrielles

(1953 = 100)



Source : Institut National de Statistique.

Industrie des fabrications métalliques (a)

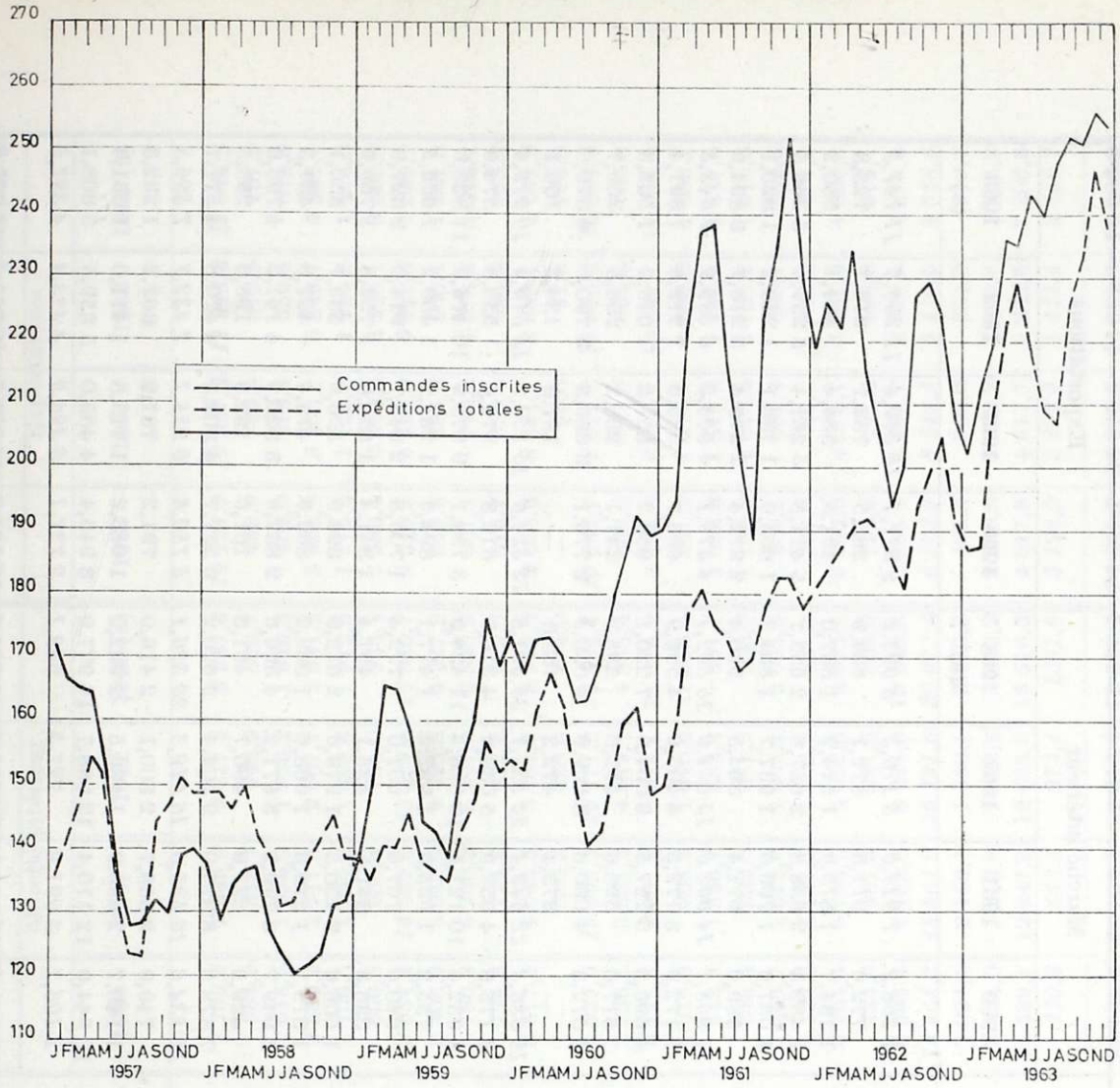
Commandes et expéditions

PÉRIODE	Nombre d'ouvriers (en milliers d'unités)	Commandes (en millions de francs)		Expéditions			
				Valeur (en millions de francs)		Quantité (en milliers de tonnes)	
		Marché belge	Exportations	Marché belge	Exportations	Marché belge	Exportations
1956 Moyenne mensuelle .	197,9	4 340	2 779	4 061	2 260	126,8	89,4
1957 Moyenne mensuelle .	206,0	3 865	2 268	4 267	2 366	127,8	89,9
1958 Moyenne mensuelle .	189,1	3 439	1 987	4 256	2 366	122,0	87,8
1959 Moyenne mensuelle .	176,7	3 980	2 551	4 150	2 539	120,3	111,2
1960 Moyenne mensuelle .	188,5	4 405	2 928	4 388	2 868	125,1	113,3
1961 Moyenne mensuelle .	203,4	5 430	3 760	4 836	3 260	131,7	119,8
1962 Moyenne mensuelle .	212,1	5 345	3 745	5 202	3 743	140,7	134,1
1963 Moyenne mensuelle(b)	219,7	5 935	4 052	6 047	4 190	158,8	143,6
1963 Janvier	211,6	4 915	3 747	4 739	3 400	127,5	118,8
Février	211,8	4 860	3 395	5 030	3 404	127,3	119,0
Mars	215,5	5 705	4 072	5 696	4 190	141,6	146,6
Avril (b)	217,9	5 649	3 917	6 128	4 647	162,3	167,2
Mai (b)	220,0	6 383	3 973	6 159	4 492	164,4	156,5
Juin (b)	219,2	5 466	4 186	6 207	4 695	171,4	159,2
Juillet (b)	220,5	5 587	4 981	5 525	3 694	145,1	132,7
Août (b)	221,3	6 295	3 773	5 748	3 514	151,0	119,3
Septembre (b)	224,1	6 942	3 728	6 600	4 142	181,5	144,5
Octobre (b)	224,8	6 825	4 223	7 129	4 733	181,0	160,6
Novembre (b)	225,2	5 503	4 413	6 028	4 253	159,6	137,7
Décembre (b)	224,5	7 092	4 221	7 581	5 117	193,2	160,5

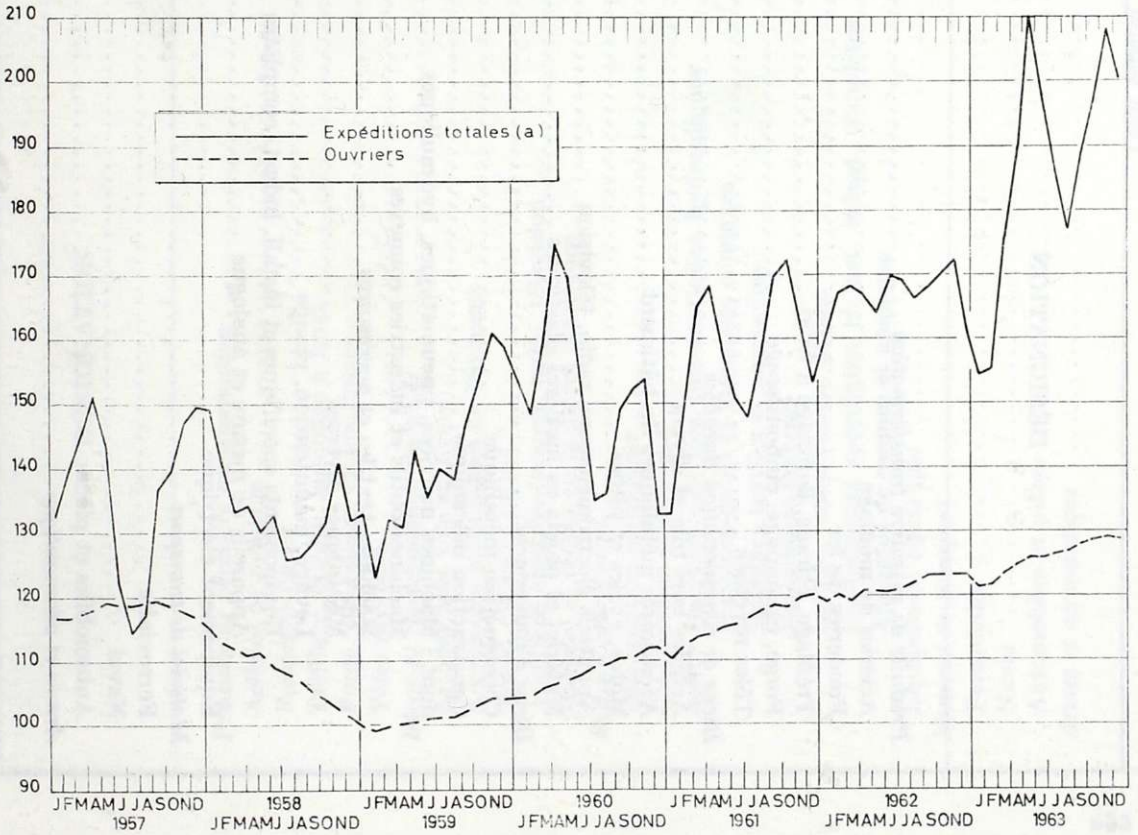
Sources : Fédération des Entreprises de l'Industrie des Fabrications Métalliques (Fabrimétal) et Institut National de Statistique.

(a) Entreprises occupant au moins 5 ouvriers.
(b) Données provisoires.

Industrie des fabrications métalliques
(1953 = 100)
Commandes inscrites et expéditions totales en valeur (a)



Volume des expéditions totales et personnel occupé



(a) Premier graphique : moyennes mobiles trimestrielles. Deuxième graphique : moyennes mobiles trimestrielles des indices des quantités expédiées par chacune des 18 branches de l'industrie des fabrications métalliques; pondération par le nombre des ouvriers occupés dans chacune de ces branches en 1953.

Sources : Fédération des Entreprises de l'Industrie des Fabrications Métalliques (Fabrimétal) et Institut National de Statistique.
Ministère des Affaires économiques et de l'Energie,

Industrie des fabrications métalliques

Evolution des commandes selon les secteurs d'activité

(en millions de francs)

DÉSIGNATION	Marché intérieur				Exportations			
	1960	1961	1962	1963 (a)	1960	1961	1962	1963 (a)
Produits de première transformation	*7 266,9*	*7 914,0*	*8 176,3*	*8 092,2*	*9 927,1*	*10 340,4*	*11 235,3*	*11 747,5*
Aciéries de moulage	772,6	911,3	872,1	834,9	595,5	783,1	914,7	725,8
Fonderies de fer	1 784,7	1 875,9	1 814,2	1 837,0	491,5	534,4	601,4	580,2
Tréfilage, étirage, laminage à froid	2 482,4	2 658,8	2 687,8	2 655,7	5 411,8	5 261,4	5 257,3	5 266,5
Forge, estampage, emboutissage	1 637,6	1 796,6	1 937,7	1 834,2	1 055,9	1 186,1	1 248,2	1 320,1
Tôles revêtues	589,6	671,4	864,5	930,4	2 372,4	2 575,4	3 213,7	3 854,9
Biens de consommation durables	*11 958,7*	*14 002,6*	*15 054,0*	*16 862,1*	*4 370,1*	*5 903,3*	*6 399,9*	*7 648,5*
Articles hors tôle et divers	3 172,9	3 772,5	4 465,9	4 586,9	693,7	980,6	1 212,6	1 391,4
Accessoires métalliques du bâtiment	4 696,5	5 227,5	6 004,0	7 220,1	653,2	857,3	1 018,2	1 532,3
Motos, cycles et pièces	517,0	596,6	502,0	538,3	247,1	238,2	254,8	239,7
Appareils électroménagers, radio, télévision	3 572,3	4 030,6	3 609,9	4 053,5	2 776,1	3 639,3	3 790,0	4 379,0
Matériel et objets en matières plastiques	—	375,4	472,2	463,3	—	187,9	124,3	106,1
Biens d'équipement	*19 686,8*	*22 549,4*	*24 333,7*	*25 361,8*	*12 324,6*	*15 253,2*	*15 510,5*	*16 919,6*
Construction métallique	3 175,9	4 052,9	5 032,9	4 316,7	612,8	972,8	553,8	574,9
Construction mécanique	9 032,4	10 121,5	10 096,4	11 424,9	8 194,1	9 978,9	10 476,9	11 833,0
dont : Machines motrices, pneumatiques, hydrauliques	755,2	1 055,5	1 092,2	1 417,1	894,6	1 231,2	1 459,2	1 656,5
Machines-outils et industries connexes	640,0	767,6	631,0	772,4	1 705,8	2 048,7	1 914,0	2 327,9
Machines textiles et accessoires	336,3	341,5	423,1	491,4	1 841,4	1 655,0	1 752,6	1 766,9
Mécaniques diverses	1 606,6	2 150,5	1 919,6	2 012,9	394,9	556,9	533,7	550,1
Levage, manutention, pesage	1 315,1	1 529,3	1 668,6	1 963,2	362,9	473,4	457,9	437,5
Equipements spécifiques et install. indust. complètes	3 949,7	3 749,2	3 871,2	4 306,6	2 832,9	3 820,9	4 161,2	4 798,6
Appareils de mesure et analogue	429,5	527,9	490,7	461,3	161,6	192,8	198,3	295,5
Equipement électrique	7 478,5	8 375,0	9 204,4	9 620,2	3 517,7	4 302,5	4 479,8	4 511,7
Matériel de transport	*12 834,6*	*16 525,0*	*16 019,3*	*20 326,1*	*5 780,8*	*6 988,7*	*7 432,7*	*7 896,8*
Ferroviaire	749,9	2 358,7	2 300,1	2 416,0	791,2	787,9	662,2	1 232,3
Naval	1 140,7	2 055,9	1 630,5	2 932,2	1 043,2	1 715,8	1 411,0	1 061,4
Automobiles et pièces	10 944,0	12 110,4	12 088,7	14 977,9	3 946,4	4 485,0	5 359,5	5 603,1
Armes et aéronautique	*1 106,7*	*4 091,2*	*797,5*	*689,1*	*2 727,1*	*6 396,9*	*4 423,4*	*4 397,6*
Total général	**52 853,7**	**65 082,2**	**64 380,8**	**71 331,2**	**35 129,7**	**44 882,5**	**45 001,8**	**48 609,9**

(a) Données provisoires.

Sources : Fédération des Entreprises de l'Industrie des Fabrications Métalliques (Fabrimétal) et Institut National de Statistique.

Industrie des fabrications métalliques

Evolution des livraisons selon les secteurs d'activité

(en millions de francs)

DÉSIGNATION	Marché intérieur				Exportations			
	1960	1961	1962	1963 (a)	1960	1961	1962	1963 (a)
Produits de première transformation	*7 160,6*	*7 843,8*	*8 217,4*	*8 287,4*	*10 121,9*	*10 327,3*	*11 313,3*	*11 944,6*
Aciéries de moulage	634,9	819,7	943,9	899,7	499,9	729,4	870,8	797,5
Fonderies de fer	1 618,5	1 886,9	1 953,2	1 949,3	402,0	498,4	550,4	614,5
Tréfilage, étirage, laminage à froid	2 550,2	2 717,9	2 667,7	2 591,2	5 458,8	5 433,7	5 349,7	5 567,1
Forge, estampage, emboutissage	1 706,5	1 765,9	1 898,6	1 912,8	1 174,8	1 125,0	1 284,3	1 274,6
Tôles revêtues	650,5	653,4	754,0	934,4	2 586,4	2 540,8	3 258,1	3 690,9
Biens de consommation durables	*12 684,4*	*14 369,0*	*15 056,8*	*16 880,7*	*4 310,2*	*5 494,0*	*6 126,6*	*7 269,1*
Articles hors tôle et divers	3 306,9	3 983,5	4 425,8	4 927,9	643,8	893,3	960,1	1 241,8
Accessoires métalliques du bâtiment	4 780,3	5 230,2	5 807,8	6 849,9	661,1	796,2	1 078,8	1 312,1
Motos, cycles et pièces	724,3	724,2	682,9	679,0	316,7	320,8	334,8	328,5
Appareils électroménagers, radio, télévision	3 872,9	4 045,3	3 701,7	3 949,9	2 688,6	3 391,7	3 660,1	4 281,9
Materiel et objets en matières plastiques	—	385,8	438,6	474,0	—	92,0	92,8	104,8
Biens d'équipement	*17 537,0*	*19 492,3*	*22 171,2*	*26 044,4*	*10 043,7*	*12 611,8*	*14 935,3*	*16 304,4*
Construction métallique	2 756,1	3 351,2	4 019,1	4 388,6	363,5	744,0	664,4	706,3
Construction mécanique	8 185,5	8 957,8	9 928,1	11 610,0	6 694,6	8 586,1	10 342,1	11 218,8
dont : Machines motrices, pneumatiques, hydrauliques	1 018,6	908,5	1 049,4	1 246,4	951,0	1 314,0	1 330,8	1 638,1
Machines-outils et industries connexes	543,8	556,7	683,8	801,1	1 052,3	1 519,4	1 768,9	1 847,0
Machines textiles et accessoires	346,4	392,0	381,2	550,7	1 120,2	1 522,4	1 759,2	1 916,6
Mécaniques diverses	1 464,7	1 679,6	1 906,1	2 065,5	286,5	381,4	485,7	496,5
Levage, manutention, pesage	1 123,6	1 144,1	1 323,6	1 827,0	367,0	425,6	536,6	477,2
Equipements spécifiques et inst. indust. complètes	3 264,4	3 795,5	4 062,5	4 615,1	2 793,0	3 275,7	4 267,9	4 528,3
Appareils de mesure et analogue	424,0	481,4	521,5	504,2	124,6	147,6	193,0	315,1
Equipement électrique	6 595,4	7 183,3	8 224,0	10 045,8	2 985,6	3 281,7	3 928,8	4 379,3
Matériel de transport	*14 458,2*	*15 661,2*	*16 197,6*	*20 077,4*	*6 773,9*	*8 246,1*	*9 170,5*	*9 628,5*
Ferroviaire	1 094,5	2 156,5	1 560,1	2 170,9	465,5	706,2	524,0	719,7
Naval	1 824,0	1 256,8	1 602,2	2 390,2	2 290,6	2 922,2	2 410,9	1 708,2
Automobiles et pièces	11 539,7	12 247,9	13 035,3	15 516,3	4 017,8	4 617,7	6 235,6	7 200,6
Armes et aéronautique	*810,6*	*643,5*	*973,4*	*1361,6*	*3 192,0*	*2 298,8*	*3 415,4*	*5 139,2*
Total général	**52 650,8**	**58 009,8**	**62 616,4**	**72 651,6**	**34 441,7**	**38 978,0**	**44 961,2**	**50 286,2**

(a) Données provisoires.

Sources : Fédération des Entreprises de l'Industrie des Fabrications Métalliques (Fabrimétal) et Institut National de Statistique.

Commerce extérieur des principales fabrications métalliques

Valeur

(en millions de francs)

DÉSIGNATION (a)	Importations					Exportations				
	1959	1960	1961	1962	1963	1959	1960	1961	1962	1963
Articles non mécaniques	**3 978**	**4 634**	**4 928**	**5 548**	**6 548**	**6 472**	**6 971**	**8 053**	**8 777**	**9 243**
Fils métalliques et tréfilés	341	382	530	675	723	3 059	2 887	2 956	3 183	3 254
Articles en métal, principalement à usage domestique	925	1 036	811	1 128	1 422	325	404	524	687	934
Constructions métalliques	280	416	318	429	691	303	337	619	632	695
Tuyaux et récipients	594	743	902	1 035	1 108	1 551	1 924	1 990	2 241	2 150
Outils	427	567	729	838	897	243	338	411	433	509
Autres articles manufacturés	1 411	1 490	1 638	1 443	1 707	991	1 081	1 553	1 601	1 701
Machines et appareils électriques	**6 407**	**7 701**	**9 221**	**10 450**	**12 114**	**4 880**	**5 745**	**6 583**	**7 927**	**9 306**
Fils tressés, câbles, bandes, etc., isolés pour l'électricité	307	361	460	442	580	471	547	543	554	506
Isolateurs, pièces isolantes, tubes isolateurs	79	112	128	128	126	44	52	81	92	98
Génératrices, moteurs, convertisseurs, transformateurs, redresseurs	934	948	1 135	1 245	1 591	936	1 063	1 067	1 175	1 402
Piles et accumulateurs électriques	157	167	177	201	248	82	77	86	107	119
Lampes et tubes d'éclairage	181	185	199	252	343	204	236	314	375	313
Lampes, tubes et valves électroniques, tubes cathodiques, transistors, etc.	535	650	753	735	921	215	212	301	329	342
Equipements électriques pour véhicules	212	294	321	350	395	26	77	72	76	69
Appareils électro-ménagers	1 112	1 338	1 403	1 321	1 628	180	206	243	239	279
Appareils pour radio et télévision	564	720	609	506	433	1 061	1 140	1 163	1 444	1 707
Appareils pour télégraphie, téléphonie, radar	569	713	1 086	1 275	1 524	881	1 153	1 533	2 109	2 060
Appareils électriques de mesure, de contrôle, etc.	252	305	475	956	982	81	64	119	139	169
Appareils d'électricité médicale et de radiogr.	104	106	116	129	132	42	37	49	60	67
Appareillage pour coupure et connexion des circuits électriques	1 401	1 097	1 439	1 555	1 757	657	614	629	661	685

Autres machines	10 652	13 305	15 215	18 012	20 150	5 963	7 801	10 000	12 026	12 786
Appareillage de chaufferie	408	299	224	329	282	108	120	103	111	172
Machines-outils pour le travail de métaux	685	703	1 072	1 193	1 203	500	576	833	1 062	983
Machines et tracteurs agricoles	917	1 041	1 388	1 279	1 270	547	902	1 064	1 412	1 786
Machines de bureau	660	778	1 162	1 294	1 410	109	123	190	161	201
Machines pour la métallurgie	387	734	501	894	808	222	504	391	507	531
Machines pour l'industrie textile et du cuir	1 027	1 374	1 769	1 780	2 179	898	1 361	1 740	2 117	1 960
Machines à coudre	267	350	329	295	382	47	58	49	65	81
Machines pour la fabrication du papier et pour l'impression, le brochage et la reliure	584	626	738	755	998	89	141	182	207	179
Machines d'excavation et de terrassement	294	318	512	856	1 251	40	192	222	261	315
Machines pour autres industries	545	634	532	682	737	245	359	523	563	505
Machines et appareils pour le chauffage et la production du froid	800	795	853	1 341	1 192	220	383	664	599	600
Pompes et centrifugeuses, sauf écrémeuses	901	1 011	1 136	1 337	1 561	552	716	816	963	1 141
Machines, appareils, chariots de levage et de manutention	790	1 089	1 096	1 431	1 723	459	531	634	840	994
Autres machines-outils et outils	278	305	408	473	611	471	540	584	826	957
Articles de robinetterie et autres organes similaires	426	534	638	749	877	134	147	192	234	268
Roulements de tous genres	241	311	416	489	495	12	10	18	18	16
Autres pièces et accessoires	650	780	867	1 087	1 115	514	473	719	933	888
Autres machines et appareils non électriques	792	1 623	1 574	1 748	2 056	796	665	1 076	1 147	1 209

(suite à la p. 72)

(a) *Composition du tableau pour 1963* — Fils métalliques... : C.T.C.I. 693 + 694 + 698.51 + 698.52 + 698.53; articles en métal... : C.T.C.I. 696 + 697.11 + 697.12 + 697.21 + 697.22 + 697.23 + 812.3; constructions métalliques : C.T.C.I. 691.1 + 691.2; tuyaux... : C.T.C.I. 678 + 692; outils : C.T.C.I. 695; autres... : C.T.C.I. 679 + 697.91 + 697.92 + 697.93 + 698 — 698.51 — 698.52 — 698.53 + 812.1 + 821.02; fils tressés... : C.T.C.I. 723.1; isolateurs... : C.T.C.I. 723.21 + 723.22 + 723.23; génératrices... : C.T.C.I. 722.1; piles... : C.T.C.I. 729.11 + 729.12; lampes et tubes d'éclairage : C.T.C.I. 729.2; lampes, tubes... . C.T.C.I. 729.3; équipements... C.T.C.I. 729.41 + 729.42; appareils électro-ménagers : C.T.C.I. 725, appareils pour radio... : C.T.C.I. 724.1 + 724.2, appareils pour télégraphie... : C.T.C.I. 724.91 + 724.92 + 724.99; appareils électriques de mesure... : C.T.C.I. 729.51 + 729.52; appareils d'électricité médicale... : C.T.C.I. 726; appareillage pour... : C.T.C.I. 722.2; autres appareils... : C.T.C.I. 729.6 + 729.7 + 729.91 + 729.92 + 729.93 + 729.94 + 729.95 + 729.96 + 729.98 + 729.99; appareillage de chaufferie : C.T.C.I. 711.1 + 711.2 + 711.31 + 711.32; machines-outils... : C.T.C.I. 715.1; machines et tracteurs agricoles : C.T.C.I. 712 + T.D. 8706.00; machines de bureau : C.T.C.I. 714; machines pour la métallurgie : C.T.C.I. 715.21 + 715.22 + 715.23; machines pour l'industrie... : C.T.C.I. 717.11 + 717.12 + 717.13 + 717.14 + 717.15 + 717.2; machines à coudre : C.T.C.I. 717.3; machines pour la fabrication... : C.T.C.I. 718.11 + 718.12 + 718.21 + 718.22 + 718.29; machines d'excavation... : C.T.C.I. 718.41 + 718.42; machines pour autres industries : C.T.C.I. 718.31 + 718.39 + 718.51 + 718.52; machines et appareils... : C.T.C.I. 719.11 + 719.12 + 719.13 + 719.14 + 719.15 + 719.19; pompes... : C.T.C.I. 719.21 + 719.22 + 719.23; machines, appareils, chariots... : C.T.C.I. 719.31 + 719.32; autres machines-outils et outils : C.T.C.I. 719.51 + 719.52 + 719.53 + 719.54; articles de robinetterie... : C.T.C.I. 719.92; roulements de... : C.T.C.I. 719.7; autres pièces et accessoires : C.T.C.I. 719.91 + 719.93 + 719.94 + 719.99; autres machines...: C.T.C.I. 711.7 + 711.81 + 711.89 + 719.41 + 719.43 + 719.61 + 719.62 + 719.63 + 719.64 + 719.65 + 719.66 + 719.8. — Données correspondantes pour les années antérieures.

Commerce extérieur des principales fabrications métalliques

Quantité

(en tonnes)

DÉSIGNATION (a)	Importations					Exportations				
	1959	1960	1961	1962	1963	1959	1960	1961	1962	1963
Articles non mécaniques	**108 830**	**130 423**	**133 976**	**145 881**	**178 279**	**525 069**	**539 267**	**595 834**	**657 890**	**652 472**
Fils métalliques et tréfilés	7 855	8 854	9 881	12 333	13 392	287 160	262 530	275 720	308 539	288 460
Articles en métal, principalement à usage domestique	18 241	21 531	21 620	21 298	27 038	8 611	12 539	19 170	25 378	30 212
Constructions métalliques	14 098	20 928	13 124	22 143	36 185	24 795	26 322	43 808	39 785	45 140
Tuyaux et récipients	37 022	42 930	49 621	53 908	58 174	162 514	186 921	190 448	213 981	214 158
Outils	4 495	5 190	6 291	6 628	6 969	2 161	1 723	1 844	1 823	2 032
Autres articles manufacturés	27 119	30 990	33 439	29 571	36 521	39 828	49 232	64 844	68 384	72 470
Machines et appareils électriques	**52 314**	**63 296**	**68 474**	**69 100**	**82 085**	**42 334**	**50 897**	**52 961**	**57 942**	**59 959**
Fils tressés, câbles, bandes, etc., isolés pour l'électricité	5 758	6 485	7 798	7 518	9 646	11 513	12 839	11 024	11 221	10 136
Isolateurs, pièces isolantes, tubes isolateurs	1 989	1 981	2 079	2 002	1 823	975	874	1 084	1 272	1 423
Génératrices, moteurs, convertisseurs, transformateurs, redresseurs	8 697	9 456	10 355	11 465	14 158	11 322	14 032	14 885	15 978	17 753
Piles et accumulateurs électriques	3 877	4 945	4 835	5 537	6 531	2 385	2 630	3 606	4 941	5 399
Lampes et tubes d'éclairage	1 033	1 128	1 188	1 465	2 117	1 474	1 688	1 826	2 509	1 993
Lampes, tubes et valves électroniques, tubes cathodiques, transistors, etc.	2 521	3 423	4 120	4 069	4 548	220	256	379	283	280
Equipements électriques pour véhicules	1 286	1 575	1 780	1 780	2 298	144	238	177	269	322
Appareils électro-ménagers	11 661	15 660	16 949	15 634	19 016	1 377	2 194	2 457	2 566	2 904
Appareils pour radio et télévision	2 632	2 986	2 223	1 583	1 307	4 282	5 425	5 549	6 753	7 784
Appareils pour télégraphie, téléphonie, radar	3 414	3 697	4 352	4 350	5 040	3 402	4 594	5 917	5 635	4 963
Appareils électriques de mesure, de contrôle, etc.	602	511	607	771	770	279	243	420	282	185
Appareils d'électricité médicale et de radiogr.	232	278	239	251	242	71	55	93	155	224
Appareillage pour coupure et connexion des circuits électriques	8 612	4 892	5 809	5 699	6 022	4 890	3 894	3 204	3 394	3 344

Autres machines	162 681	181 353	181 202	210 651	224 020	90 658	125 521	158 116	183 426	190 459
Appareillage de chaufferie	4 844	4 233	2 506	4 062	3 884	2 816	2 204	2 311	2 356	2 722
Machines-outils pour le travail de métaux	6 830	8 473	11 543	13 208	13 708	5 646	7 271	9 381	11 956	10 208
Machines et tracteurs agricoles	20 290	22 575	28 133	25 759	25 824	10 906	17 492	20 964	28 941	35 560
Machines de bureau	1 633	1 855	2 281	2 480	2 582	304	345	599	570	669
Machines pour la métallurgie	14 228	20 400	18 851	24 921	20 600	4 638	16 476	17 954	21 860	24 799
Machines pour l'industrie textile et du cuir	9 704	12 922	15 020	15 126	18 603	13 986	20 673	24 477	27 228	25 043
Machines à coudre	1 784	2 134	1 894	1 611	2 024	208	252	201	279	352
Machines pour la fabrication du papier et pour l'impression, le brochage et la reliure	5 438	5 901	6 070	5 671	7 002	1 220	2 772	3 062	3 519	2 872
Machines d'excavation et de terrassement	6 615	6 805	10 838	15 025	19 898	1 592	4 148	4 471	4 594	4 999
Machines pour autres industries	9 144	9 339	7 191	8 721	9 080	4 196	5 566	6 776	8 967	6 030
Machines et appareils pour le chauffage et la production du froid	9 320	12 099	9 919	17 051	14 978	3 427	5 383	9 181	6 982	7 294
Pompes et centrifugeuses, sauf écrémeuses	8 417	10 210	9 898	11 284	12 584	5 361	6 815	7 799	9 118	10 008
Machines, appareils, chariots de levage et de manutention	18 013	20 721	21 122	25 545	29 411	8 119	9 069	10 698	14 858	19 911
Autres machines-outils et outils	4 290	3 154	3 926	4 321	4 482	7 998	8 566	10 111	11 117	9 617
Articles de robinetterie et autres organes similaires	3 715	4 435	4 918	5 268	6 035	2 424	2 209	2 807	2 685	2 564
Roulements de tous genres	1 971	2 394	3 011	3 483	3 621	140	90	176	119	187
Autres pièces et accessoires	13 695	10 750	10 602	12 650	13 122	15 368	10 404	15 308	17 957	17 061
Autres machines et appareils non électriques	22 750	22 953	13 479	14 465	16 582	2 309	5 786	11 840	10 320	10 572

(a) *Composition du tableau :* voir note (a) page 69.

(suite à la p. 73)

Commerce extérieur des principales fabrications métalliques (*suite de la page* 69)

Valeur

(en millions de francs)

DÉSIGNATION (a)	Importations					Exportations				
	1959	1960	1961	1962	1963	1959	1960	1961	1962	1963
Matériel de transport	**15 643**	**19 991**	**21 373**	**23 446**	**27 862**	**10 406**	**10 809**	**12 964**	**14 897**	**19 488**
Moteurs non électriques	2 257	2 745	2 848	2 683	3 709	1 485	1 579	1 806	1 881	1 896
Automobiles, autobus, camions et tracteurs non agricoles	1 552	2 250	2 695	3 240	4 400	4 033	5 054	6 009	8 120	8 585
Parties d'automobiles, autobus, camions et tracteurs non agricoles	8 331	10 817	11 060	13 260	14 624	248	435	563	534	596
Motocycles et bicyclettes avec moteur	206	239	271	227	187	112	117	128	135	140
Vélocipèdes sans moteur	208	223	156	147	180	215	204	177	190	164
Autres véhicules routiers et remorques	130	175	196	215	362	42	55	69	114	165
Aéronefs	2 017	2 418	3 099	2 198	3 694	723	530	518	1 309	5 812
Navires et bateaux	653	864	718	1 235	425	2 182	2 015	2 822	1 732	1 186
Matériel roulant pour chemins de fer	259	260	330	241	281	1 366	820	872	882	944
Armes et munitions	**389**	**257**	**355**	**647**	**1 027**	**2 345**	**3 095**	**2 420**	**2 711**	**3 323**
Instruments scientifiques et horlogerie	**1 502**	**1 537**	**1 889**	**2 537**	**3 060**	**242**	**209**	**310**	**396**	**410**
Instruments scientifiques	1 175	1 189	1 475	2 093	2 597	233	199	295	374	387
dont : instruments scientifiques de mesure, contrôle, régularisation, etc.	(639)	(590)	(733)	(1 287)	(1 636)	(117)	(82)	(150)	(198)	(218)
appareils et matériels photo- et cinématographiques	(157)	(224)	(280)	(312)	(359)	(13)	(27)	(38)	(60)	(59)
instruments d'optique	(188)	(209)	(252)	(255)	(358)	(39)	(42)	(57)	(50)	(46)
Horlogerie	327	348	414	444	463	9	10	15	22	23

Source : Ministère des Affaires économiques et de l'Energie, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) *Composition du tableau pour 1963.* — Moteurs non électriques : C.T.C.I. 711.41 + 711.42 + 711.5 + 711.6 — T.D. 8408.50; automobiles... : C.T.C.I. 732.1 + 732.2 + 732.3 + 732.4 + 732.5; parties d'automobiles... : C.T.C.I. 732.6 + 732.7 + 732.81 + 732.89 — T.D. 8706.00; motocycles... : C.T.C.I. 732.91 + 732.92; vélocipèdes... : C.T.C.I. 733.11 + 733.12, autres véhicules... : C.T.C.I. 733.31 + 733.32 + 733.39 + 733.4; aéronefs : C.T.C.I. 734; navires et bateaux : C.T.C.I. 735; matériel roulant... : C.T.C.I. 731; armes et munitions : T.D. 93; instruments scientifiques : C.T.C.I. 861; instruments scientifiques de mesure... : C.T.C.I. 861.91 + 861.92 + 861.93 + 861.94 + 861.95 + 861.96 + 861.97 + 861.98 + 861.99; appareils et matériels... : C.T.C.I. 861.4 + 861.51 +861.52 + 861.61 + 861.69; instruments d'optique : C.T.C.I. 861.11 + 861.12 + 861.21 + 861.22 + 861.31 + 861.32 + 861.33 + 861.34 + 861.39; horlogerie : C.T.C.I. 864. — Données correspondantes pour les années antérieures.

Commerce extérieur des principales fabrications métalliques (*suite de la page* 71)

Quantité
(en tonnes)

DÉSIGNATION (a)	Importations					Exportations				
	1959	1960	1961	1962	1963	1959	1960	1961	1962	1963
Matériel de transport	**412 783**	**433 100**	**461 673**	**463 923**	**533 988**	**262 315**	**237 987**	**266 449**	**265 861**	**251 471**
Moteurs non électriques	12 576	15 370	15 123	21 371	29 858	5 159	6 853	9 126	10 760	9 368
Automobiles, autobus, camions et tracteurs non agricoles	33 553	39 232	51 248	61 615	87 334	67 752	82 802	93 672	126 108	134 666
Parties d'automobiles, autobus, camions et tracteurs non agricoles	147 830	183 625	182 062	216 278	239 194	4 738	6 916	9 223	8 806	9 572
Motocycles et bicyclettes avec moteur	2 021	2 314	2 773	2 292	1 904	1 027	1 099	1 275	1 327	1 400
Vélocipèdes sans moteur	2 975	3 118	2 136	2 008	2 432	4 343	4 246	3 533	3 766	3 446
Autres véhicules routiers et remorques	7 451	6 131	6 765	6 775	8 741	1 101	1 364	1 614	2 240	2 834
Aéronefs	1 287	1 185	1 633	1 309	2 196	449	511	438	596	1 851
Navires et bateaux	198 600	173 595	185 148	142 954	150 562	136 473	103 568	115 548	77 763	59 168
Matériel roulant pour chemins de fer	6 490	8 530	14 785	9 321	11 767	41 273	30 628	32 020	34 495	29 166
Armes et munitions	**3 196**	**3 324**	**3 960**	**16 068**	**10 171**	**9 058**	**13 886**	**9 488**	**12 515**	**16 516**
Instruments scientifiques et horlogerie	**2 908**	**3 563**	**3 996**	**4 041**	**4 788**	**570**	**626**	**1 123**	**924**	**1 165**
Instruments scientifiques	2 350	2 964	3 335	3 371	4 134	560	609	1 107	901	922
dont : instruments scientifiques de mesure, contrôle, régularisation, etc.	(1 296)	(1 651)	(1 779)	(1 842)	(2 280)	(203)	(175)	(579)	(297)	(346)
appareils et matériels photo- et cinématographiques	(270)	(535)	(686)	(714)	(865)	(27)	(90)	(123)	(189)	(196)
instruments d'optique	(236)	(301)	(326)	(302)	(351)	(101)	(94)	(124)	(98)	(96)
Horlogerie	558	599	661	670	654	10	17	16	23	24

(a) *Composition du tableau :* voir note (a) page 72.

Source : Ministère des Affaires économiques et de l'Energie, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Industrie des fabrications métalliques

Evolution de l'emploi (ouvriers et employés) selon les secteurs d'activité

Moyennes mensuelles

(en unités)

DÉSIGNATION	1959	1960	1961	1962	1963 (a)
Produits de première transformation	**32 838**	**34 516**	**36 374**	**37 384**	**37 177**
Aciéries de moulage	*3 775*	*4 310*	*4 794*	*5 118*	*4 853*
Fonderies de fer	*6 809*	*6 979*	*7 976*	*8 118*	*8 325*
Tréfilage, étirage, laminage à froid ...	*13 594*	*14 221*	*14 893*	*15 136*	*15 131*
Forge, estampage, emboutissage	*6 814*	*6 694*	*6 626*	*7 092*	*6 814*
Tôles revêtues	*1 846*	*2 312*	*2 085*	*1 920*	*2 054*
Biens de consommation durables	**53 557**	**57 217**	**62 663**	**64 462**	**68 458**
Articles hors tôle et divers	*14 466*	*13 706*	*14 327*	*14 936*	*16 566*
Accessoires métalliques du bâtiment ..	*17 600*	*19 623*	*20 551*	*21 166*	*23 848*
Motos, cycles et pièces	*3 972*	*4 412*	*4 697*	*5 031*	*5 179*
Appareils électroménagers, radio, télévision	*17 519*	*19 476*	*21 612*	*21 691*	*21 166*
Appareils et objets en matières plastiques	—	—	*1 476*	*1 638*	*1 699*
Biens d'équipement	**86 898**	**93 500**	**102 486**	**108 797**	**111 624**
Construction métallique	*10 683*	*10 983*	*12 733*	*13 515*	*14 138*
Construction mécanique.....	*42 677*	*48 204*	*52 166*	*55 665*	*57 347*
dont : Machines motrices, pneumatiques, hydrauliques	5 472	4 579	4 310	4 516	4 823
Machines-outils et industries connexes	5 090	5 878	7 080	7 173	7 670
Machines textiles et accessoires.	3 659	4 765	5 254	5 766	6 366
Mécanique générale	5 584	6 445	6 638	7 485	7 950
Levage, manutention, pesage ..	6 304	5 776	5 407	5 691	6 455
Machines et installations pour diverses industries	13 832	18 426	20 946	22 355	21 601
Appareils de mesure et analogue	2 736	2 335	2 531	2 679	2 482
Equipement électrique	*33 538*	*34 312*	*37 587*	*39 617*	*40 139*
Matériel de transport	**34 200**	**34 634**	**34 508**	**37 573**	**38 431**
Ferroviaire	*5 875*	*4 657*	*5 495*	*7 013*	*6 263*
Naval	*12 983*	*13 459*	*12 002*	*12 658*	*12 575*
Automobiles et pièces	*15 342*	*16 518*	*17 011*	*17 902*	*19 593*
Armes et aéronautique	**13 099**	**14 042**	**14 858**	**16 143**	**17 577**
Total général ...	**220 592**	**233 909**	**250 889**	**264 359**	**273 267**

(a) Données provisoires.

Sources : Fédération des Entreprises de l'Industrie des Fabrications Métalliques (Fabrimétal) et Institut National de Statistique.

Commerce extérieur de nouveaux véhicules automobiles et de cycles avec ou sans moteur

(unités)

DÉSIGNATION (a)	Importations					Exportations				
	1959	1960	1961	1962	1963	1959	1960	1961	1962	1963
Véhicules automobiles pour le transport de personnes :										
— pour transport en commun (b).	33	79	258	91	128	49	144	448	410	517
— autres	18 325	30 065	30 971	36 905	52 270	60 360	79 676	88 971	127 333	138 632
Véhicules automobiles pour le transport de marchandises	2 930	3 652	5 722	6 688	8 117	6 026	6 204	6 537	6 743	5 319
Motocyclettes	2 912	3 209	3 315	2 005	2 011	300	336	323	205	749
Bicyclettes à moteur	26 332	31 488	29 674	26 979	22 972	7 739	10 128	13 480	15 458	18 308
Scooters à moteur	4 090	3 923	3 531	2 805	1 230	6 206	4 594	4 178	3 543	2 229
Bicyclettes sans moteur	4 121	3 997	7 068	8 812	11 748	112 896	86 694	59 418	54 086	34 253

Source : Ministère des Affaires économiques et de l'Energie, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) *Composition du tableau pour 1963.* — Transport en commun : T. D. 8702.00; autres : T.D. 8702.20; véhicules automobiles pour le transport de marchandises : T.D. 8702.40 + 8702.50; motocyclettes : T.D. 8709.20; bicyclettes à moteur : T.D. 8709.00; scooters à moteur : T.D. 8709.10; bicyclettes sans moteur : T.D. 8710.00. — Données correspondantes pour les années antérieures.

(b) A partir de 1961 élargissement de la définition statistique

Importations des principales matières premières destinées à l'industrie chimique

DÉSIGNATION (a)	Valeur (en millions de francs)					Quantité (en tonnes)				
	1959	1960	1961	1962	1963	1959	1960	1961	1962	1963
Sel	185	198	203	232	270	574 070	617 189	610 026	691 145	773 153
Soufre brut	185	236	216	225	217	135 722	183 358	166 301	170 302	179 688
Pyrites de fer	223	258	214	181	168	452 252	518 966	449 772	377 609	346 280
Phosphates bruts	405	423	561	557	652	619 451	652 328	900 313	879 889	1 009 885
Caoutchouc	933	1 055	967	900	987	33 128	37 217	39 687	39 930	45 816

Source : Ministère des Affaires économiques et de l'Energie, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) *Composition du tableau pour 1963.* — Sel : C.T.C.I. 276.3; soufre brut : C.T.C.I. 274.1, pyrites de fer : C.T.C.I. 274.2 + 281.4; phosphates bruts : C.T.C.I. 271.3; caoutchouc : C.T.C.I. 23. — Données correspondantes pour les années antérieures.

Production de quelques secteurs de l'industrie chimique

(en milliers de tonnes)

PÉRIODE	Industrie de l'azote		Goudron brut	Caoutchouc (c)
	Azote primaire (a)	Engrais composés (b)		
1955 Moyenne mensuelle	**17,4**	**10,9**	**18,2**	**3,4**
1956 Moyenne mensuelle	**19,6**	**13,3**	**20,7**	**3,4**
1957 Moyenne mensuelle	**19,5**	**13,1**	**21,0**	**3,3**
1958 Moyenne mensuelle	**22,9**	**20,1**	**20,6**	**3,0**
1959 Moyenne mensuelle	**25,3**	**19,8**	**21,5**	**3,4**
1960 Moyenne mensuelle	**26,6**	**22,4**	**22,3**	**3,6**
1961 Moyenne mensuelle	**23,0**	**31,0**	**22,5**	**4,1**
1962 Moyenne mensuelle	**23,4**	**34,3**	**23,1**	**4,3**
1963 Moyenne mensuelle	**26,2**	**44,6**	**23,0**	**4,5**
1963 Janvier	24,9	44,0	24,6	4,4
Février	22,9	39,0	22,2	4,2
Mars	26,0	50,7	24,4	4,3
Avril	26,8	55,2	22,6	4,5
Mai	26,9	39,1	22,1	4,6
Juin	21,7	31,6	22,4	4,5
Juillet	26,6	34,3	22,0	3,8
Août	27,9	38,4	22,6	3,9
Septembre	24,3	36,0	22,4	4,8
Octobre	29,6	49,8	23,6	5,3
Novembre	29,5	48,3	23,0	4,6
Décembre	27,6	68,4	24,4	5,0

(a) En 1.000 t N.

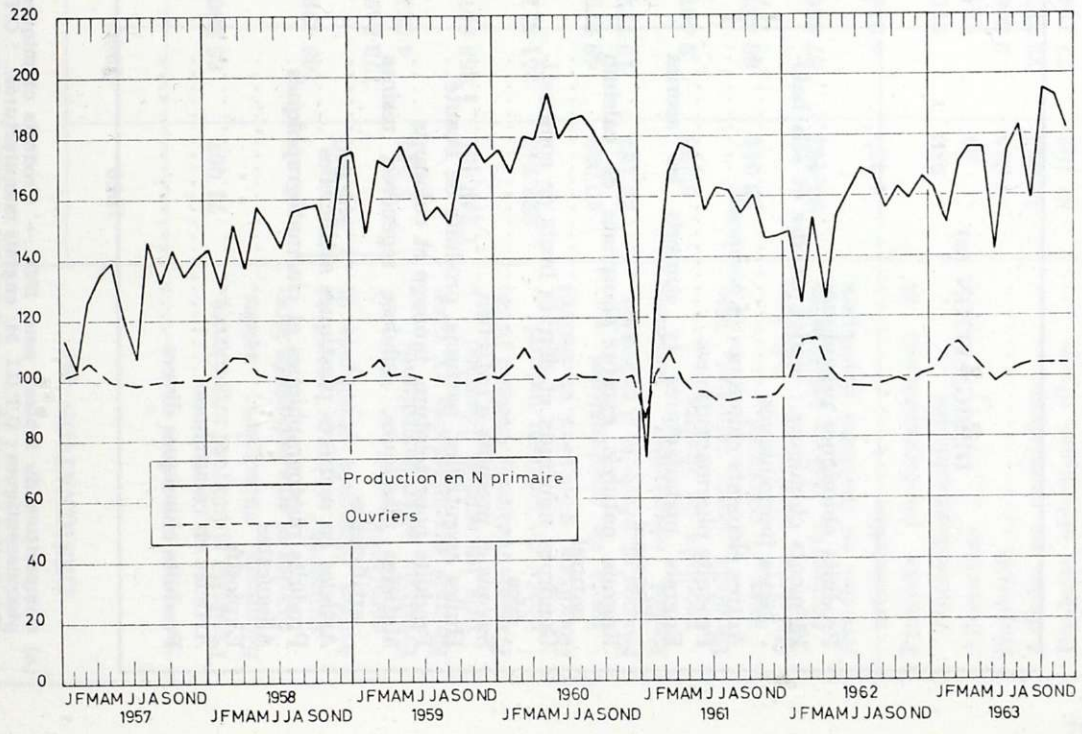
(b) En 1.000 t marchandises.

(c) Non compris la production de chaussures, mais y compris la production de pneumatiques pour vélocipèdes.

Sources : Institut National de Statistique.
Distigoudron.

Industrie de l'azote

Production et personnel occupé
(1953 = 100)



Source : Institut National de Statistique.

Commerce extérieur de produits chimiques

Valeur

(en millions de francs)

DÉSIGNATION (a)	Importations					Exportations				
	1959	1960	1961	1962	1963	1959	1960	1961	1962	1963
Produits chimiques organiques	1 351	1 634	1 632	1 830	2 162	677	958	1 261	1 174	1 402
Eléments chimiques ; acides, oxydes et sels halogénés inorganiques	1 567	651	696	737	843	2 467	881	929	736	732
Autres éléments chimiques et composés		748	751	710	735		1 614	1 152	1 074	1 050
Produits pharmaceutiques	1 957	2 242	2 150	2 093	2 377	944	855	935	932	1 034
Engrais manufacturés (y compris les scories Thomas)	2 063	2 020	2 173	2 089	2 370	6 584	5 329	5 138	5 134	5 657
Engrais naturels, excepté phosphate de calcium naturel	175	207	246	252	105	6	10	13	13	20
Goudrons minéraux et dérivés bruts de combustibles	149	160	160	91	95	212	424	335	168	179
Savons et produits d'entretien	337	288	287	308	364	361	357	405	478	767
Huiles essentielles, parfums, produits de beauté	305	304	344	380	447	78	80	90	113	146
Produits pour teinture, tannage et colorants	1 049	1 298	1 064	1 237	1 425	248	442	443	451	724
Matières plastiques, cellulose régénérée, résines artificielles	1 647	2 134	2 420	2 754	3 164	621	1 000	950	1 246	1 626
Articles en matières plastiques artificielles	563	523	650	688	773	277	346	391	507	739
Produits photographiques et cinématographiques	155	182	225	279	306	2 425	2 411	2 988	3 430	3 522
Allumettes	1	2	3	3	3	147	136	158	136	166
Explosifs	109	199	160	148	148	248	229	222	234	241
Articles en caoutchouc	1 120	1 411	1 546	1 653	1 971	850	847	984	1 138	1 249
Produits chimiques divers	863	1 151	1 336	1 537	1 752	483	514	571	807	804

Source : Ministère des Affaires économiques et de l'Energie, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) *Composition du tableau pour 1963.* — **Produits chimiques... : C.T.C.I. 512; éléments** chimiques... : C.T.C.I. 513; autres éléments... : C.T.C.I. 514 + 515; produits pharmaceutiques : C.T.C.I. 54; engrais manufacturés... : C.T.C.I. 56; engrais naturels... : C.T.C.I. 271.1 + 271.2 + 271.4; goudron... : C.T.C.I. 52; savons... : C.T.C.I. 554; huiles essentielles... : C.T.C.I. 551 + 553; produits pour... : C.T.C.I. 53; matières plastiques... : C.T.C.I. 581; articles... : C.T.C.I 893 + T.D. 4202.00 + 4202.10 + 4202.20; produits photographiques... : C.T.C.I. 862; allumettes : C.T.C.I. 899.32; explosifs : C.T.C.I. 571; articles en caoutchouc : C.T.C.I. 62 + 841.6; produits chimiques divers : C.T.C.I. 599. — Données correspondantes pour les années antérieures.

Commerce extérieur de produits chimiques

Quantité

(en tonnes)

DÉSIGNATION (a)	Importations					Exportations				
	1959	1960	1961	1962	1963	1959	1960	1961	1962	1963
Produits chimiques organiques.	71 067	85 286	87 604	113 662	140 893	41 843	63 427	121 084	145 635	183 399
Eléments chimiques; acides, oxydes et sels halogénés inorganiques	403 940	108 492	139 220	132 559	170 355	608 774	267 950	305 344	196 647	208 745
Autres éléments chimiques et composés		173 849	151 403	143 634	150 789		395 503	409 668	354 039	335 241
Produits pharmaceutiques ...	5 514	4 324	3 966	3 773	4 073	2 362	2 112	2 242	2 366	2 608
Engrais manufacturés (y compris les scories Thomas) ...	1 249 661	1 258 857	1 368 565	1 389 856	1 472 783	3 842 297	3 477 601	3 310 194	3 571 388	3 895 762
Engrais naturels, excepté phosphate de calcium naturel ..	223 740	251 511	293 171	270 195	149 834	2 709	5 177	6 923	4 305	7 903
Goudrons minéraux et dérivés bruts de combustibles	40 039	48 279	55 558	53 826	52 670	76 932	121 966	107 606	85 482	93 197
Savons et produits d'entretien.	22 182	19 772	15 230	15 418	16 858	21 238	21 696	28 532	32 836	50 270
Huiles essentielles, parfums, produits de beauté	2 488	2 467	2 697	3 005	3 555	861	821	1 021	1 445	1 912
Produits pour teinture, tannage et colorants	33 052	30 647	27 580	28 528	31 558	24 616	36 789	35 524	33 097	38 889
Matières plastiques, cellulose régénérée, résines artificielles	44 462	67 836	82 227	101 539	123 292	12 909	17 603	19 912	30 307	41 897
Articles en matières plastiques artificielles	4 215	4 916	6 544	6 971	7 634	2 944	3 700	4 106	5 485	7 751
Produits photographiques et cinématographiques	980	910	1 037	1 493	1 800	15 069	13 043	15 609	18 099	18 002
Allumettes	69	164	202	172	170	5 288	5 117	5 658	4 868	5 592
Explosifs	1 845	2 306	1 796	3 076	1 814	5 110	5 302	4 101	5 815	6 377
Articles en caoutchouc	18 683	22 997	25 996	27 448	32 283	16 691	18 358	21 280	24 700	28 542
Produits chimiques divers ...	61 198	71 194	80 344	91 735	113 553	38 695	39 955	35 965	39 737	50 645

(a) *Composition du tableau :* voir note (a) page 78.

Source : Ministère des Affaires économiques et de l'Energie, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Production de papier et de carton

(en milliers de tonnes)

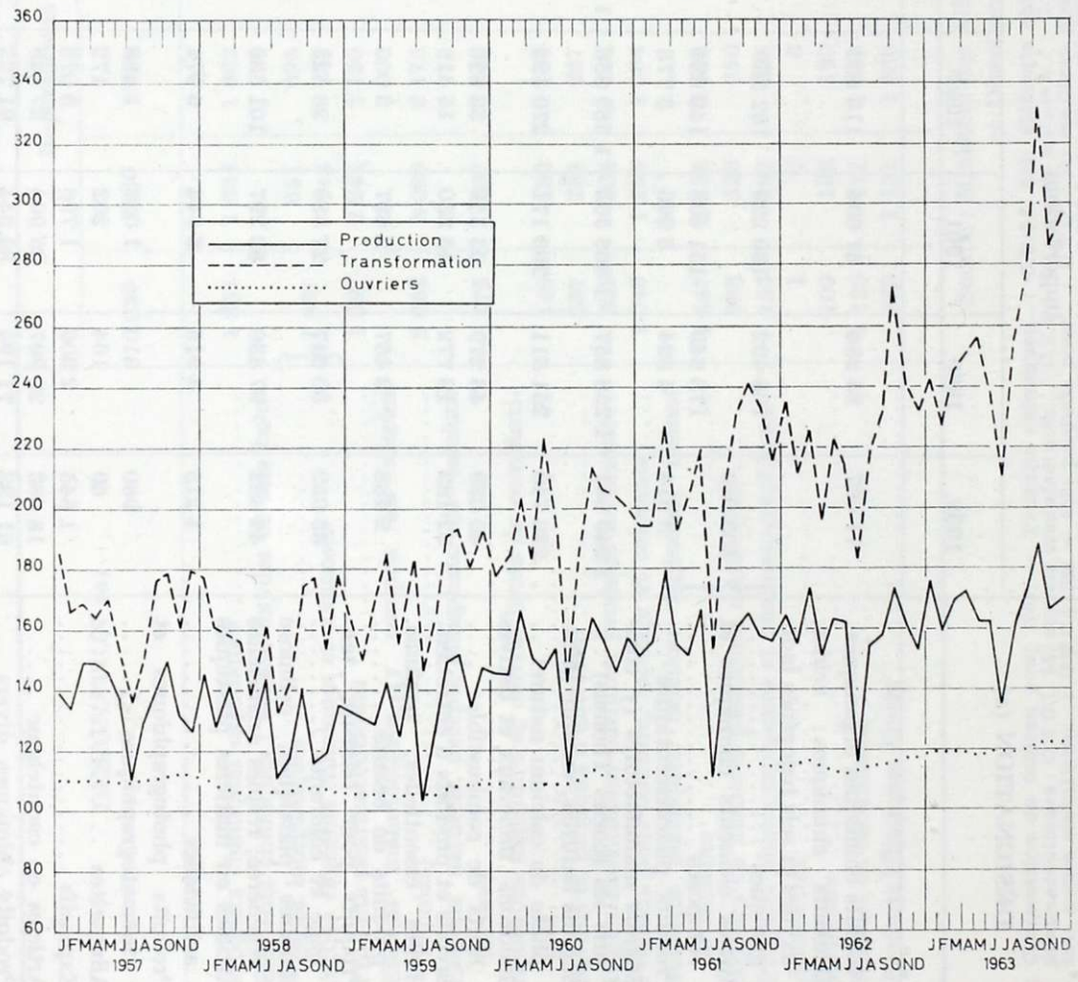
DÉSIGNATION	1960	1961	1962	1963
Papier journal	94,7	99,5	97,2	96,6
Papier d'écriture et d'impression	86,6	97,8	95,3	101,3
Papier Kraft	30,5	29,1	30,0	31,0
Papier parchemin et parcheminé	26,5	24,2	25,4	26,3
Papier d'emballage	87,5	82,0	87,9	88,0
Autres papiers	35,4	40,5	43,3	47,1
Carton	58,2	62,6	62,4	78,3
Total ...	**419,4**	**435,7**	**441,4**	**468,6**
Papier et carton transformés	56,2	55,5	53,1	63,2
Transformation	302,0	327,8	346,7	406,0
Total général ...	**721,3**	**763,5**	**788,1**	**874,6**

Source : Institut National de Statistique.

Industrie du papier et du carton

Production et personnel occupé

(1953 = 100)



Source : Institut National de Statistique.

Commerce extérieur de l'industrie du papier

DÉSIGNATION (a)	Importation					Exportation				
	1959	1960	1961	1962	1963	1959	1960	1961	1962	1963
	VALEUR (en millions de francs)									
Bois à pâte	246	263	361	317	282	6	10	14	10	4
Pâte à papier et déchets de papier	1 220	1 352	1 474	1 364	1 549	118	142	150	144	165
Papier et carton	2 240	2 622	3 182	3 308	3 768	1 162	1 401	1 684	1 837	1 917
dont : papier-journal	(416)	(472)	(421)	(490)	(511)	(275)	(325)	(151)	(346)	(322)
papier et carton Kraft	(455)	(500)	(589)	(619)	(774)	(38)	(92)	(78)	(82)	(61)
papier pour l'impression, l'écriture ou le dessin	(513)	(718)	(861)	(828)	(946)	(137)	(200)	(392)	(203)	(156)
Produits de papier et de carton	569	662	719	746	809	218	380	473	661	702
dont : sacs, boîtes et autres emballages	(191)	(246)	(253)	(238)	(255)	(90)	(74)	(77)	(105)	(171)
Imprimés	1 217	1 288	1 396	1 565	1 768	1 124	1 187	1 281	1 585	1 748
	QUANTITÉ (en tonnes)									
Bois à pulpe	206 992	212 506	248 573	238 239	242 220	5 820	9 458	14 202	8 055	4 151
Pâte à papier et déchets de papier	217 663	213 008	236 008	234 229	255 235	48 420	52 020	58 948	63 414	82 884
Papier et carton	228 949	264 874	328 105	345 690	400 080	86 836	87 081	129 608	139 433	141 650
dont : papier-journal	(56 627)	(65 625)	(58 604)	(66 278)	(69 530)	(35 161)	(41 286)	(19 687)	(41 338)	(38 843)
papier et carton Kraft	(51 218)	(55 033)	(65 937)	(71 628)	(91 353)	(3 593)	(8 537)	(6 746)	(7 043)	(5 008)
papier pour l'impression, l'écriture ou le dessin	(51 586)	(72 993)	(87 789)	(86 121)	(100 821)	(11 412)	(14 436)	(35 000)	(15 000)	(11 234)
Produits de papier et de carton	26 478	30 154	30 631	28 779	30 385	9 975	11 800	12 416	16 853	24 392
dont : sacs, boîtes et autres emballages	(15 538)	(18 212)	(17 749)	(14 798)	(14 432)	(6 967)	(5 572)	(4 588)	(5 947)	(12 679)
Imprimés	25 424	28 463	29 424	31 370	33 753	25 175	29 221	31 718	38 611	45 872

Source : Ministère des Affaires économiques et de l'Energie, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) *Composition du tableau pour 1963.* — Bois à pâte : C.T.C.I. 242.1; pâte à papier et... : C.T.C.I. 251; papier et carton : C.T.C.I. 641 — 641.6; papier-journal : C.T.C.I. 641.1; papier et carton Kraft : C.T.C.I. 641.3; papier pour l'impression... : C.T.C.I. 641.21; produits de papier... : C.T.C.I. 642; sacs, boites... : C.T.C.I 642.11 + 642.12; imprimés : C.T.C.I. 892 + T.D. 9704.00. — Données correspondantes pour les années antérieures.

Commerce extérieur des matériaux de construction et autres articles minéraux non métalliques connexes

Valeur

(en millions de francs)

DÉSIGNATION (a)	Importations					Exportations				
	1959	1960	1961	1962	1963	1959	1960	1961	1962	1963
Pierre de taille et de construction	187	229	260	281	337	179	195	242	305	295
Sable, gravier, autres pierres	307	340	394	419	460	369	426	465	568	717
Pierres à plâtre, pierres à chaux, chaux, magnésite	105	106	121	122	131	261	259	258	240	239
Argiles et autres minéraux réfractaires	186	233	264	269	252	136	177	177	178	189
Scories, laitiers, battitures et similaires, n. d. a.	45	79	88	52	46	63	92	100	127	130
Autres minéraux bruts similaires	1 282	662	634	640	605	148	47	66	68	79
Ciment	33	33	59	42	45	865	793	854	834	761
Ouvrages en amiante-ciment etc., pour bâtiment, sauf céramique	33	30	45	66	79	709	920	931	975	1 062
Briques et autres matériaux de construction réfractaires	287	353	398	369	311	95	78	158	102	113
Briques, tuiles, tuyaux, autres produits en terre commune	147	165	192	183	200	202	307	411	397	373
Verre	302	341	355	406	426	4 371	4 980	4 563	5 223	4 839
dont : verre à vitres non travaillé	(18)	(17)	(20)	(32)	(48)	(2 440)	(2 353)	(1 994)	(2 405)	(1 983)
verre à glace non travaillé	(60)	(50)	(16)	(34)	(9)	(1 263)	(1 387)	(1 239)	(1 310)	(1 155)
verres travaillés et spéciaux	(148)	(192)	(222)	(232)	(223)	(864)	(1 234)	(1 322)	(1 493)	(1 633)
Verrerie	322	376	411	459	524	774	657	778	906	1 127
dont : bouteilles, flacons et autres emballages	(85)	(132)	(137)	(140)	(143)	(258)	(352)	(447)	(514)	(683)
Articles en matières céramiques	416	462	483	455	489	69	92	92	125	206
Autres articles en minéraux similaires, n.d.a.	386	475	532	585	645	197	269	309	358	404

Source : Ministère des Affaires économiques et de l'Energie, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) *Composition du tableau pour 1963.* — Pierre de taille... : C.T.C.I. 273.11 + 273.12 + 273.13 + 661.31 + 661.32 + 661.33; sable... : C.T.C.I. 273.3 + 273.4; pierres à plâtre... : C.T.C.I. 273.21 + 273.22 + 661.1; argiles... : C.T.C.I. 276.21 + 276.22 + 276.23 + 276.24; scories... : C.T.C.I. 276.62 + 276.68 + 276.69; autres minéraux... : C.T.C.I. 275.22 + 276.1 + 276.4 + 276.51 + 276.52 + 276.53 + 276.54 + 276.91 + 276.92 + 276.93 + 276.94 + 276.95 + 276.97 + 276.99; ciment : C.T.C.I. 661.2; ouvrages en amiante... : C.T.C.I. 661.81 + 661.82 + 661.83; briques et autres... : C.T.C.I. 662.31 + 662.32 + 662.33; briques, tuiles... : C.T.C.I. 662.41 + 662.42 + 662.43 + 662.44 + 662.45; verre : C.T.C.I. 664; verre à vitres... : C.T.C.I. 664.3; verre à glace... : C.T.C.I. 664.4; verres travaillés... : C.T.C.I. 664.5 + 664.6 + 664.7 + 664.8 + 664.91 + 664.92 + 664.93 + 664.94; verrerie : C.T.C.I. 651.8 + 653.8 + 665; bouteilles... : C.T.C.I. 665.11 + 665.12; articles en... : C.T.C.I. 663.91 + 663.92 + 666 + 812.2; autres articles... : C.T.C.I. 663 — 663.91 — 663.92. — Données correspondantes pour les années antérieures.

Commerce extérieur des matériaux de construction et autres articles minéraux non métalliques connexes

Quantité

(en tonnes)

DÉSIGNATION (a)	Importations					Exportations				
	1959	1960	1961	1962	1963	1959	1960	1961	1962	1963
Pierre de taille et de construction	122 627	138 690	153 380	146 859	198 155	378 649	529 429	810 494	1 337 831	994 566
Sable, gravier, autres pierres	6 417 081	6 521 331	7 266 955	7 338 770	7 805 103	2 208 994	2 648 524	3 193 830	4 492 019	6 425 924
Pierres à plâtre, pierres à chaux, chaux, magnésite.	403 371	419 584	468 900	455 879	466 661	1 252 138	1 207 632	1 200 638	945 591	1 031 657
Argiles et autres minéraux réfractaires	226 765	294 814	314 675	308 720	301 525	331 368	373 955	372 385	412 137	472 530
Scories, laitiers, battitures et similaires, n. d. a.	190 385	348 188	358 595	317 869	252 265	973 675	1 139 089	1 405 225	1 764 574	1 829 199
Autres minéraux bruts similaires	451 633	301 564	254 179	259 913	256 835	203 232	174 635	175 738	177 997	120 361
Ciment	9 942	11 612	63 245	32 643	38 673	1 401 372	1 325 259	1 404 272	1 329 366	1 196 225
Ouvrages en amiante-ciment, etc., pour bâtiment sauf céramique	3 069	5 702	12 918	19 516	22 488	165 202	226 094	223 804	220 534	218 555
Briques et autres matériaux de construction réfract.	55 988	76 525	85 657	77 351	67 177	24 270	20 080	46 246	30 358	38 274
Briques, tuiles, tuyaux, autres produits en terre commune	83 343	89 728	102 002	86 317	95 668	103 095	187 018	344 103	272 965	194 726
Verre	59 378	59 378	47 136	67 978	77 356	425 012	464 433	401 136	473 415	439 911
dont : verre à vitres non travaillé	(843)	(713)	(853)	(1 625)	(3 583)	(283 537)	(292 581)	(238 245)	(295 040)	(253 676)
verre à glace non travaillé	(12 763)	(10 887)	(2 470)	(7 187)	(994)	(71 374)	(80 608)	(68 985)	(74 903)	(71 660)
verres travaillés et spéciaux	(6 332)	(8 239)	(8 423)	(10 198)	(9 395)	(68 971)	(89 622)	(89 010)	(99 553)	(110 726)
Verrerie	26 865	32 880	32 893	36 020	38 392	52 567	56 659	67 231	71 553	94 297
dont : bouteilles, flacons et autres emballages	(12 847)	(19 453)	(20 143)	(22 044)	(22 009)	(34 924)	(50 212)	(60 273)	(63 362)	(85 437)
Articles en matières céramiques	16 676	17 963	17 127	15 701	15 761	2 915	4 607	5 178	6 856	11 842
Autres articles en minéraux, n. d. a.	96 454	113 528	123 399	134 907	157 118	38 934	44 275	65 375	90 771	131 772

Source : Ministère des Affaires économiques et de l'Energie, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) *Composition du tableau :* voir note (a) page 82.

Production de ciment

(en milliers de tonnes)

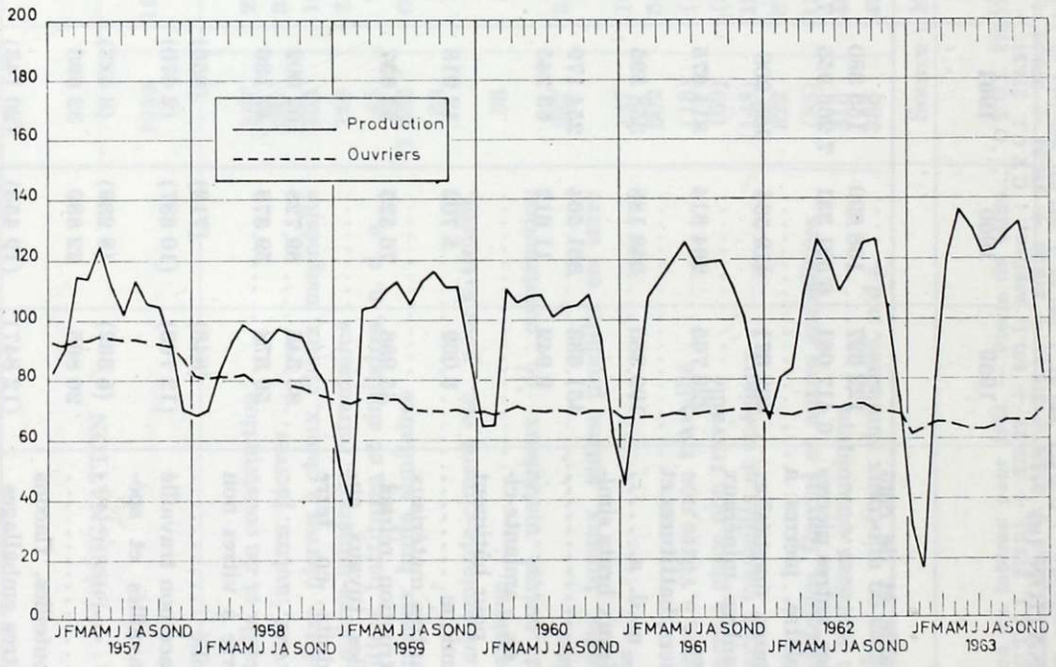
ANNÉE	Quantité
1952	4 110,9
1953	4 626,1
1954	4 375,3
1955	4 688,7
1956	4 663,7
1957	4 705,2
1958	4 057,4
1959	4 438,6
1960	4 387,9
1961	4 753,9
1962	4 788,2
1963	4 709,4

Source : Institut National de Statistique.

Industrie du ciment

Production et personnel occupé

(1953 = 100)



Source : Institut National de Statistique.

Production de l'industrie de la terre cuite

DÉSIGNATION	Unité	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963
Briques ord. tout format	10^6pi.	2 242,9	2 056,3	1 981,6	2 065,7	2 127,3	2 056,4	1 883,6
Briques de parement .	10^6pi.	168,9	153,2	169,5	184,0	222,1	229,2	221,3
Tuyaux de drainage .	10^3t	11,7	10,2	9,5	9,1	13,1	18,1	11,6
Protège-câbles	10^3t	22,0	22,6	31,1	29,0	30,3	26,6	28,7
Briques creuses pour hourdis	10^3t	264,5	194,7	210,4	198,1	190,4	193,2	176,2
Autres briques creuses	10^3t	169,6	171,7	244,4	291,0	409,1	488,7	581,3

Source : Institut National de Statistique.

Production de chaux, calcaire et dérivés

DÉSIGNATION	Unité	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963
Chaux	10^3t	1 904,7	1 764,1	1 773,7	1 927,7	1 922,9	2 036,4	2 019,9
Calcaire.....	10^3t	2 244,4	2 871,1	3 378,7	3 778,6	4 849,1	5 320,4	7 344,4
Dolomies: crues	10^3t	325,1	369,2	384,1	450,3	489,7	586,0	692,4
frittées	10^3t	250,8	245,0	252,4	307,3	299,6	296,1	323,6
Plâtre	10^3t	36,4	43,6	61,9	65,9	69,8	79,9	81,6
Agglomérés de plâtre	10^3 m^2	1 318,4	1 279,8	1 552,2	2 437,7	3 012,1	3 591,0	4 539,4
Chaux hydraulique	10^3t	7,8	7,2	6,9	5,9	6,2	5,7	5,1
Carbonates naturels.....	10^3t	388,1	350,5	268,2	419,2	910,5	875,8	829,3
Phosphates....	10^3t	16,1	18,0	..	..	..	..	..

Source : Institut National de Statistique.

Production de l'industrie céramique

DÉSIGNATION	Unité	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963
Extraction de matières premières	10^3t	562,5	430,3	515,8	591,0	689,2	689,2	648,6
Vaisselle de faïence ...	10^3t	4,8	4,8	5,6	5,5	5,4	5,1	5,7
Porcelaine	10^3t	2,4	2,1	1,7	2,1	2,5	3,0	2,8
Carreaux de revêtement	10^3m^2	1 470,6	1 276,5	1 267,2	1 401,7	1 513,9	1 647,1	1 830,0
Carreaux de pavement en demi-grès	10^3m^2	154.3	148,9	117,2	97,3	132,5	133,4	124,1
Produits réfractaires .	10^3t	148,2	119,6	123,1	145,8	175,4	161,0	147,2
Tuiles et accessoires ..	10^3t	196,2	150,3	155,9	151,3	145,1	141,0	125,9
Meules abrasives	10^3t	0,9	0,8	0,7	0,8	1,2	1,4	1,6
Papiers abrasifs et toiles abrasives.....	10^3m^2	502,7	472,5	389,4	423,3	517,9	372,6	314,7
Céramique architecturale	10^3t	18,5	15,2	20,5	22,0	30,4	31,4	31,1
Poterie en terre cuite(a)	10^3t	9,5	11,1	12,5	14,3	13,5	14,5	16,7

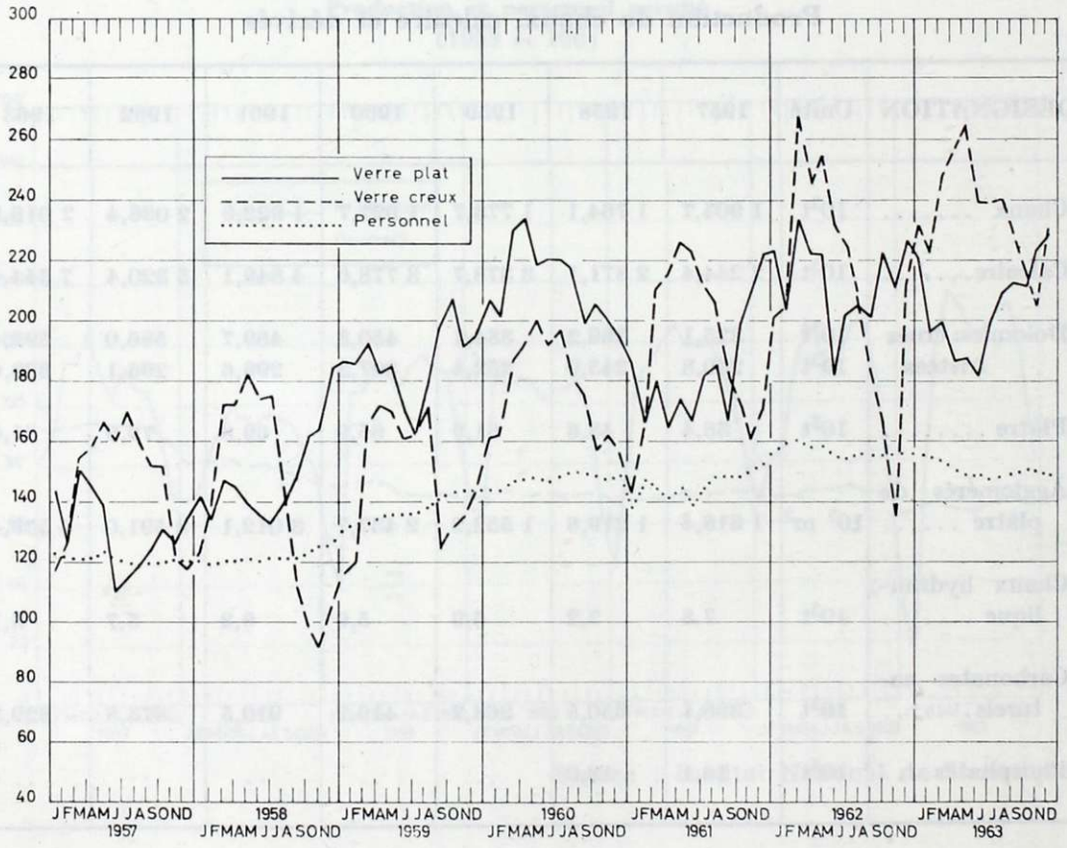
Source : Fédération des Industries céramiques de Belgique.

(a) A partir de 1963, y compris la poterie en grès vernissé.

Industrie du verre

Production et personnel occupé

(1953 = 100)



Source : Institut National de Statistique.

Production textile

Filatures, tissages, préparation de la laine

(en tonnes)

DÉSIGNATION	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963
Préparation de la laine							
Lavage et carbonisage de la laine	24 010	21 187	24 908	24 399	25 931	25 473	26 677
Peignage de laine	26 459	23 788	25 069	27 569	29 314	31 545	31 898
Filatures :							
Coton	117 791	91 472	103 844	110 890	113 344	107 216	109 517
Laine	47 130	38 057	46 479	50 800	54 108	58 558	64 410
Lin	10 586	8 751	11 394	12 824	14 570	14 340	13 905
Chanvre	2 008	838	737	771	858	581	449
Jute	69 108	73 317	79 092	78 254	63 148	76 992	81 759
Fibres dures (fils simples)	24 750	27 002	26 705	22 927	31 179	35 835	33 933
Rayonne : fils	12 705	10 285	10 820	12 640	13 152	12 929	13 323
Rayonne : fibres	21 956	16 729	17 578	18 186	20 485	22 835	22 761
Tissages :							
Coton	84 591	67 165	74 688	84 448	81 553	79 434	82 312
dont :							
Tissus courants	(44 499)	(34 232)	(37 096)	(45 130)	(44 609)	(40 597)	(48 837)
Tissus, velours et peluches d'ameublement	(13 050)	(11 906)	(14 522)	(15 550)	(16 419)	(18 442)	(17 959)
Tapis	(12 656)	(11 310)	(13 084)	(13 490)	(10 657)	(10 637)	(11 251)
Lin	7 530	6 738	7 534	8 078	7 774	8 441	8 556
Laine	29 972	24 675	29 242	29 307	33 374	35 180	36 311
dont :							
Tissus courants	(11 165)	(7 989)	(8 861)	(8 762)	(9 938)	(9 170)	(10 248)
Tissus, velours et peluches d'ameublement (a)	(1 283)	(1 580)	(2 177)	(2 753)	(3 094)	(3 862)	(3 739)
Tapis	(13 673)	(12 351)	(15 634)	(14 796)	(16 972)	(19 165)	(19 106)
Rayonne etc. (a) (b)	9 449	8 442	9 029	10 356	11 839	15 184	19 590
Jute	35 150	39 968	37 275	37 240	28 006	33 866	34 426
Fibres dures	2 635	3 523	4 253	4 423	3 885	5 205	7 055
Couvertures	9 648	6 647	5 672	6 016	5 731	5 394	5 190
Torchons, lavettes et chamoisettes	4 391	3 178	4 013	4 030	4 396	4 333	4 117

Source : Institut National de Statistique.

(a) A partir de 1962, les velours et peluches d'ameublement en rayonne ne font plus partie de la rubrique « rayonne etc. » mais sont repris dans la rubrique « tissus, velours et peluches d'ameublement ».

(b) Y compris les tissus en fibres synthétiques.

Stocks de tissus

Situation au 31 décembre

(en tonnes)

NATURE DES TISSUS	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963
Coton	10 715	10 983	11 019	11 342	12 963	12 324	12 087
Lin	1 302	1 218	1 162	1 108	1 230	1 352	1 431
Laine	4 272	4 054	3 923	3 906	4 785	5 067	5 683
Rayonne ou fibranne	1 967	1 898	1 784	1 605	1 728	2 388	2 506
Jute	2 276	2 294	2 419	2 924	1 975	2 220	2 814
Tapis de fibres dures	233	303	313	497	414	567	849

Source : Institut National de Statistique.

Commerce extérieur des matières textiles

Valeur

(en millions de francs)

DÉSIGNATION (a)	Importations					Exportations				
	1959	1960	1961	1962	1963	1959	1960	1961	1962	1963
Laine et poils d'origine animale	**6 752**	**7 088**	**7 836**	**8 583**	**8 533**	**3 943**	**3 992**	**4 255**	**4 684**	**5 045**
Laine en suint ou lavée de dos	3 759	4 088	4 838	5 202	4 817	156	326	349	384	289
Laine lavée	449	371	397	369	413	1 255	1 231	1 300	1 291	1 571
Poils d'autres animaux	531	423	306	437	504	664	569	599	626	631
Laine et poils cardés ou peignés	1 396	1 591	1 567	1 769	2 054	1 014	1 081	1 087	1 246	1 323
Laine d'effilochage, déchets	617	615	728	806	745	854	785	920	1 137	1 231
Coton	**2 630**	**3 420**	**3 326**	**2 926**	**2 727**	**183**	**154**	**169**	**200**	**197**
Jute	**751**	**731**	**1 077**	**1 185**	**917**	**42**	**67**	**77**	**109**	**170**
Lin	**537**	**598**	**826**	**912**	**1 129**	**1 391**	**1 639**	**1 848**	**1 968**	**2 263**
Lin brut	301	349	510	501	600	—	—	—	—	—
Lin teillé et épeigné	130	120	168	182	269	1 178	1 420	1 501	1 587	1 817
Etoupes et déchets	106	129	148	229	260	213	219	347	381	446
Soie et autres fibres d'origine végétale	**383**	**455**	**517**	**467**	**630**	**58**	**74**	**77**	**87**	**82**
Fibres synthétiques et artificielles	**393**	**669**	**931**	**1 364**	**1 600**	**281**	**265**	**396**	**678**	**718**
Fibres synthétiques et déchets	249	493	702	1 066	1 263	31	61	195	459	556
Fibres artificielles et déchets	144	176	229	298	337	250	204	201	219	162
Friperie, drilles, chiffons	**137**	**132**	**124**	**130**	**212**	**333**	**335**	**335**	**357**	**416**
Total matières textiles	**11 583**	**13 093**	**14 637**	**15 567**	**15 748**	**6 231**	**6 526**	**7 157**	**8 083**	**8 891**

Source : Ministère des Affaires économiques et de l'Energie, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) *Composition du tableau pour 1963.* — Laine et poils... : C.T.C.I. 262; laine en suint... : C.T.C.I. 262.1; laine lavée : C.T.C.I. 262.2; poils... : C.T.C.I. 262.3 + 262.51 + 262.59; laine et poils... : C.T.C.I. 262.7 + 262.8; laine d'effilochage... : C.T.C.I. 262.6 + 262.9; coton : C.T.C.I. 263; jute : C.T.C.I. 264; lin : C.T.C.I. 265.11 + 265.12 + 265.13; lin brut : C.T.C.I. 265.11; lin teillé... : C.T.C.I. 265.12; étoupes... : C.T.C.I. 265.13; soie et autres... : C.T.C.I. 261 + 265.2 + 265.3 + 265.4 + 265.5 + 265.8; fibres synthétiques et artificielles : C.T.C.I. 266; fibres synthétiques... : C.T.C.I. 266.21 + 266.22 + 266.23 + T.D. 5603.00; fibres artificielles... : C.T.C.I. 266.31 + 266.32 + 266.33 + T.D. 5603.10; friperie... : C.T.C.I. 267. — Données correspondantes pour les années antérieures

Commerce extérieur des matières textiles

Quantité

(en tonnes)

DÉSIGNATION (a)	Importations					Exportations				
	1959	1960	1961	1962	1963	1959	1960	1961	1962	1963
Laine et poils d'origine animale	**123 033**	**119 261**	**139 728**	**151 963**	**135 691**	**43 087**	**44 562**	**50 714**	**58 814**	**59 768**
Laine en suint ou lavée de dos	82 787	80 962	97 586	104 295	88 487	2 523	4 973	6 012	6 254	4 243
Laine lavée	6 850	5 000	5 712	5 597	5 729	15 195	14 283	15 736	16 398	18 407
Poils d'autres animaux	4 718	3 518	3 457	5 005	5 602	3 792	2 707	2 789	3 519	3 846
Laine et poils cardés ou peignés	12 372	13 582	13 504	15 257	16 203	7 855	8 217	8 693	9 704	10 052
Laine d'effilochage, déchets	16 306	16 199	19 469	21 809	19 670	13 722	14 382	17 484	22 939	23 220
Coton	**107 667**	**127 444**	**116 615**	**106 169**	**99 497**	**13 726**	**13 561**	**14 891**	**15 932**	**16 145**
Jute	**74 382**	**67 679**	**63 658**	**105 159**	**81 461**	**6 685**	**10 269**	**8 779**	**12 659**	**18 347**
Lin	**140 873**	**141 969**	**218 353**	**203 480**	**226 743**	**76 253**	**78 164**	**98 335**	**100 506**	**97 296**
Lin brut	112 762	116 741	191 408	167 938	188 405	1	—	4	—	—
Lin teillé et épeigné	7 942	5 869	8 359	9 325	11 014	47 120	50 017	58 478	63 443	62 664
Etoupes et déchets	20 169	19 359	18 586	26 217	27 324	29 132	28 147	39 853	37 063	34 632
Soie et autres fibres d'origine végétale	**35 047**	**34 945**	**41 795**	**39 297**	**35 691**	**4 472**	**5 445**	**6 170**	**6 199**	**4 664**
Fibres synthétiques et artificielles	**6 291**	**9 567**	**12 811**	**19 095**	**22 763**	**10 110**	**8 453**	**10 093**	**12 487**	**11 537**
Fibres synthétiques et déchets	2 117	4 243	5 550	8 875	11 501	382	725	1 712	3 714	5 094
Fibres artificielles et déchets	4 174	5 324	7 261	10 220	11 262	9 728	7 728	8 381	8 773	6 443
Friperie, drilles, chiffons	**18 995**	**19 060**	**22 924**	**24 372**	**32 053**	**29 846**	**32 561**	**33 881**	**33 227**	**33 537**
Total matières textiles	**506 288**	**519 925**	**615 884**	**649 535**	**633 899**	**184 179**	**193 015**	**222 863**	**239 824**	**241 294**

(a) *Composition du tableau :* voir note (a) page 88

Source : Ministère des Affaires économiques et de l'Energie, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Commerce extérieur des produits textiles

Valeur

(en millions de francs)

DÉSIGNATION (a)	Importations					Exportations				
	1959	1960	1961	1962	1963	1959	1960	1961	1962	1963
Filés	**1 741**	**2 111**	**2 696**	**3 033**	**3 875**	**5 405**	**6 589**	**6 652**	**7 515**	**8 009**
— en laine et poils	581	640	775	981	1 096	2 928	3 414	3 312	3 939	4 330
— en coton	389	463	669	536	758	1 194	1 390	1 413	1 381	1 223
— en lin	111	107	100	152	167	242	293	330	315	328
— en soie	31	39	37	53	47	12	13	15	18	19
— en jute	12	12	16	17	35	353	428	478	491	548
— en fibres synthétiques	353	500	712	794	1 136	229	457	556	750	892
— en fibres artificielles	239	318	343	466	600	445	588	541	596	648
— en autres fils n. d. a.	25	32	44	34	36	2	6	7	25	21
Tissus du type standard	**3 451**	**3 878**	**4 130**	**4 201**	**5 051**	**6 373**	**7 481**	**8 358**	**9 516**	**10 039**
— en laine et poils	1 013	1 179	1 229	1 071	1 214	2 134	2 411	2 707	2 805	2 781
— en coton	1 187	1 322	1 127	1 062	1 473	2 220	2 915	3 023	3 164	3 346
dont : écrus non mercerisés	(160)	(206)	(163)	(198)	(331)	(325)	(463)	(439)	(423)	(437)
mercerisés, blanchis, teints, imprimés, etc.	(1 027)	(1 116)	(964)	(864)	(1 142)	(1 895)	(2 452)	(2 584)	(2 741)	(2 910)
— en lin, chanvre et ramie	14	16	16	15	14	456	489	467	569	574
— en soie	127	155	143	134	128	12	9	9	6	23
— en jute	11	24	157	100	155	308	352	312	394	417
— en fibres synthétiques	1 094	1 170	572	862	991	1 242	1 303	494	985	1 068
— en fibres artificielles			874	935	1 052			1 342	1 530	1 743
— autres tissus n. d. a.	5	12	12	22	24	1	2	4	63	87
Autres produits textiles	**3 224**	**3 707**	**4 403**	**4 807**	**5 754**	**6 564**	**7 645**	**8 609**	**9 886**	**12 035**
Etoffes de bonneterie, non élastique, ni caoutchoutée, en pièces	143	144	208	327	523	179	228	317	460	614
Vêtements de dessus pour hommes et garçonnets, autres que de bonetterie	299	344	443	437	492	376	500	647	680	808
Vêtements de dessus pour femmes, fillettes et jeunes enfants, autres que										

Linge de corps, autres que de bonnett.	135	139	135	139	156	95	145	221	318	394
Accessoires du vêtement, autres qu'en bonneterie	218	258	286	311	353	243	247	247	252	305
Vêtements et accessoires du vêtement en bonneterie	690	720	906	1 049	1 363	1 043	1 265	1 452	1 660	2 103
Cloches pour chapeaux, chapeaux et feutres de coiffures	48	66	69	66	82	69	111	151	162	181
Couverture et couvre-pieds	41	35	45	58	76	224	242	277	332	372
— de laine	(7)	(8)	(11)	(15)	(20)	(103)	(105)	(176)	(205)	(172)
— de coton	(3)	(2)	(2)	(2)	(2)	(62)	(59)	(34)	(54)	(42)
— d'autres	(31)	(25)	(32)	(41)	(54)	(59)	(78)	(67)	(73)	(158)
Couvre-parquets, tapis, tapisseries	183	203	236	258	314	2 678	2 793	2 687	3 226	3 482
dont : tapis en laine ou poils fins	(117)	(134)	(155)	(157)	(191)	(1 581)	(1 598)	(1 691)	(2 078)	(2 060)
tapis en autres matières textiles	(43)	(33)	(35)	(39)	(44)	(993)	(1 058)	(850)	(884)	(1 030)
autres	(23)	(36)	(46)	(62)	(79)	(104)	(137)	(146)	(264)	(392)
Linoleum et couvre-parquets similaires	119	144	176	199	220	51	61	71	79	298
Linge de lit, de table, etc., rideaux, articles d'ameublement	66	89	80	75	76	363	432	484	550	641
Tulles, dentelles, broderie, rubans, articles de passementerie	232	282	294	329	395	95	107	121	14	180
Articles en corde et ficelle	20	30	39	39	45	335	314	451	479	526
Sacs, sachets d'emballage, bâches, tentes, stores d'extérieur	197	250	276	268	195	267	341	474	392	487
Ouates, mêches et articles en textile pour usages techniques	86	133	179	186	208	100	200	218	230	224
Tissus et feutres caoutchoutés ou imprégnés	218	235	313	322	353	57	95	103	112	148
Autres articles en textile	116	160	147	167	204	113	172	192	240	273
Total produits textiles	**8 416**	**9 696**	**11 229**	**12 041**	**14 680**	**18 342**	**21 715**	**23 619**	**26 917**	**30 083**

Source : Ministère des Affaires économiques et de l'Energie, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) *Composition du tableau pour 1963.* — Filés : C.T.C.I. 651 — 651.8; en laine... : C.T.C.I. 651.21 + 651.22 + 651.23 + 651.24 + 651.25; en coton : C.T.C.I. 651.3 + 651.41 + 651.42; en lin : C.T.C.I. 651.51 + 651.52 + 651.53; en soie : C.T.C.I. 651.11 + 651.12 + 651.13 + 651.14 + 651.15; en jute : C.T.C.I. 651.92; en fibres synthétiques : C.T.C.I. 651.61 + 651.62 +651.63 + 651.64 + 651.65; en fibres artificielles : C.T.C.I. 651.71 + 651.72 +651.73 + 651.74 + 651.75; en autres... : C.T.C.I. 651.91 + 651.93 + 651.94; tissus du type standard : C.T.C.I. 652 + 653 — 653.7 — 653.8; en laine : 653.21 + 653.22; en coton : C.T.C.I. 652; écrus... : C.T.C.I. 652.11 + 652.12 + 652.13; mercerisés... : C.T.C.I. 652.21 + 652.22 + 652.23 + 652.29; en lin... : C.T.C.I. 653.31 + 653.32; en soie : C.T.C.I. 653.11 + 653.12 + 653.13; en jute : C.T.C.I 653.4; en fibres synthétiques : C.T.C.I. 653.51 + 653.52 + 653.53; en fibres articielles : C.T.C.I. 653.61 + 653.62 + 653.63; autres... : C.T.C.I. 653.91 + 653.92 + 653.93 + 653.94 + 653.95 + 653.96; étoffes... : C.T.C.I. 653.7; vêtements de dessus pour hommes.. : C.T.C.I. 841.11; vêtements de dessus pour femmes... : C.T.C.I. 841.12; linge de corps : C.T.C.I. 841.13 + 841.14; accessoires... : C.T.C.I. 841.21 + 841.22 + 841.23 + 841.24 + 841.25 + 841.26 + 841.29; vêtements et accessoires... : C.T.C.I. 841.41 + 841.42 + 841.43 + 841.44 + 841.45; cloches... : C.T.C.I. 655.71 + 655.72 + 841.51 + 841.53 + 841.54 + 841.59; couvertures... : C.T.C.I. 656.6; de laine : C.T.C.I. 656.61; de coton : C.T.C.I. 656.62; autres : C.T.C.I. 656.69; couvre-parquets... : C.T.C.I. 657.51 + 657.52 + 657.6 + 657.7 + 657.8; tapis en laine... : C.T.C.I. 657.51 + T.D. 5802.00 + 5802.10; tapis en autres... : C.T.C.I. 657.52 + T.D. 5802.20 + 5802.30 + 5802.40; autres : C.T.C.I. 657.6 + 657.7 + 657.8 — T.D. 5802.00 — 5802.10 — 5802.20 — 5802.30 — 5802.40; linoleum... : C.T.C.I. 657.41 + 657.42; linge de lit... : C.T.C.I. 656.91; tulles... : C.T.C.I. 654; articles en corde... : C.T.C.I. 655.61 + 655.62 + 655.63; sacs... : C.T.C.I. 656.1 + 656.2; ouates... : C.T.C.I. 655.81 + 655.82 + 655.83 + 655.91 + 655.92; tissus... : C.T.C.I. 655.41 + 655.42 + 655.43 + 655.44 + 655.45 + 655.46; autres... : C.T.C.I. 655.1 + 655.5 + 656.92 + T.D. 4202.90. — Données correspondantes pour les années antérieures.

Commerce extérieur des produits textiles

Quantité
(en tonnes)

DÉSIGNATION (a)	Importations					Exportations				
	1959	1960	1961	1962	1963	1959	1960	1961	1962	1963
Filés	**20 328**	**23 377**	**28 953**	**32 004**	**41 678**	**67 066**	**77 365**	**75 129**	**84 865**	**86 971**
— en laine et poils	3 776	4 033	4 980	6 901	7 967	16 331	18 392	18 966	22 703	24 818
— en coton	6 919	8 478	11 969	10 328	13 812	18 782	20 810	20 456	20 589	18 119
— en lin	1 953	1 862	1 602	2 367	2 134	5 291	6 130	7 196	6 650	6 100
— en soie	41	52	58	75	62	14	16	23	33	32
— en jute	766	645	668	812	1 612	18 810	21 281	18 461	22 076	24 583
— en fibres synthétiques	2 646	2 214	3 343	4 060	6 315	1 223	1 981	2 244	3 146	3 816
— en fibres artificielles	3 126	4 921	4 936	6 379	8 519	6 497	8 538	7 519	8 740	8 816
— en autres fils n. d. a.	1 101	1 172	1 397	1 082	1 257	118	217	264	928	687
Tissus du type standard	**20 808**	**22 710**	**27 219**	**25 394**	**34 094**	**58 752**	**65 656**	**64 983**	**74 676**	**76 603**
— en laine et poils	4 248	4 676	5 002	4 300	4 722	10 122	11 183	12 462	13 915	12 911
— en coton	8 782	9 573	7 833	8 013	12 191	21 837	27 423	26 620	27 691	29 482
dont : écrus non mercerisés	(2 076)	(2 685)	(2 024)	(2 629)	(4 942)	(4 444)	(6 029)	(5 293)	(5 380)	(5 702)
mercerisés, blanchis, teints, imprimés, etc.	(6 706)	(6 888)	(5 809)	(5 384)	(7 249)	(17 393)	(21 394)	(21 327)	(22 311)	(23 780)
— en lin, chanvre et ramie	76	92	80	86	73	4 687	5 153	5 008	5 910	5 516
— en soie	84	98	97	86	80	20	8	11	5	92
— en jute	592	1 216	6 684	4 452	7 587	12 169	12 601	9 402	12 762	12 405
— en fibres synthétiques	6 994	6 943	2 108	2 466	2 981	9 934	9 266	2 024	3 022	3 363
— en fibres artificielles			5 353	5 906	6 340			9 385	11 079	12 434
— autres tissus n. d. a.	32	112	62	85	120	13	22	71	292	400
				43 624	43 201	90 889	94 255	102 416	108 916	129 177

Autres produits textiles	35 525	39 113	39 249	43 624	43 201	90 889	94 255	102 416	108 916	129 177
Etoffes de bonneterie, non élastique, ni caoutchoutée, en pièces	557	596	747	1 119	2 000	563	760	1 073	1 509	2 353
Vêtements de dessus pour hommes et garçonnets, autres que de bonneterie.	995	852	885	885	903	2 853	2 505	2 774	2 622	2 711
Vêtements de dessus pour femmes, fillettes et jeunes enfants, autres que de bonneterie	889	891	955	1083	1 256	947	917	985	1 354	1 904
Linge de corps	482	447	438	426	553	430	506	737	1 005	1 318
Accessoires du vêtement, autres qu'en bonneterie	327	411	429	492	568	547	604	622	616	744
Vêtements et accessoires du vêtement en bonneterie	1 273	1 385	1 695	1 973	2 718	2 245	2 747	2 913	3 364	4 149
Cloches pour chapeaux, chapeaux et feutres de coiffures	112	131	140	116	151	224	248	293	284	341
Couvertures et couvre-pieds	600	553	548	585	715	3 562	3 527	3 307	3 652	3 752
— de laine	(45)	(45)	(81)	(95)	(119)	(640)	(553)	(1 281)	(1 401)	(862)
— de coton	(74)	(24)	(21)	(15)	(22)	(1 907)	(1 706)	(810)	(1 491)	(1 068)
— d'autres	(481)	(484)	(446)	(475)	(574)	(1 015)	(1 268)	(1 216)	(760)	(1 822)
Couvre-parquets, tapis, tapisseries	2 532	2 576	3 556	4 337	4 673	33 647	35 077	31 711	37 058	39 888
dont : tapis en laine ou poils fins	(688)	(734)	(953)	(915)	(1 124)	(13 978)	(13 740)	(14 397)	(16 781)	(15 715)
tapis en autres matières textiles.	(467)	(404)	(418)	(447)	(544)	(16 545)	(17 953)	(14 169)	(14 863)	(16 583)
autres	(1 377)	(1 438)	(2 185)	(2 975)	(3 005)	(3 124)	(3 384)	(3 145)	(5 414)	(7 590)
Linoleum et couvre-parquets similaires	7 129	7 984	8 741	9 557	10 422	5 209	6 413	7 888	6 388	19 204
Linge de lit, de table, etc., rideaux, articles d'ameublement	504	597	484	421	406	3 207	3 465	3 613	4 175	4 756
Tulles, dentelles, broderie, rubans, articles de passementerie	457	636	629	682	880	472	546	544	64	763
Articles en corde et ficelle	369	477	634	842	615	19 664	15 643	22 521	24 862	22 167
Sacs, sachets d'emballage, bâches, tentes, stores d'extérieur	15 179	16 125	13 315	14 678	9 734	13 527	15 691	17 192	14 671	16 696
Ouates, mêches et articles en textile pour usages techniques	654	1 066	1 212	1 221	1 385	1 477	2 017	2 114	2 215	2 088
Tissus et feutres caoutchoutés ou imprégnés	2 507	2 734	3 331	3 480	3 928	777	1 330	1 316	1 721	2 105
Autres articles en textile	959	1 652	1 510	1 727	2 294	1 538	2 259	2 813	3 356	4 238
Total produits textiles	**76 661**	**85 200**	**95 421**	**101 022**	**118 973**	**216 737**	**237 276**	**242 528**	**268 457**	**292 751**

(a) *Composition du tableau :* voir note (a) page 91.

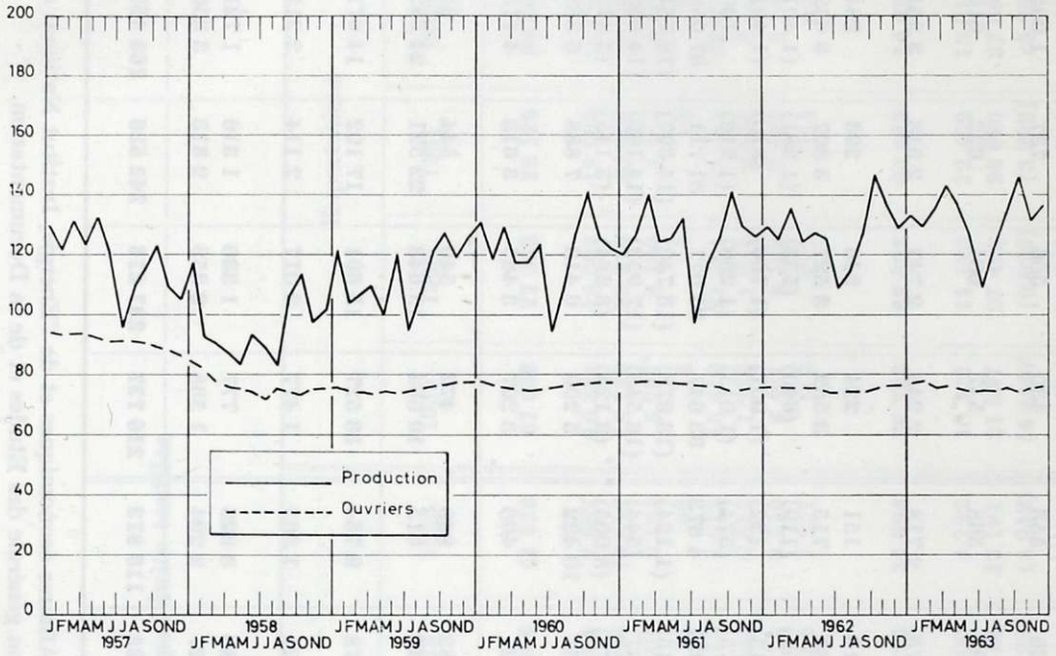
Source : Ministère des Affaires économiques et de l'Energie, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Industrie textile

Filatures

Production et personnel occupé

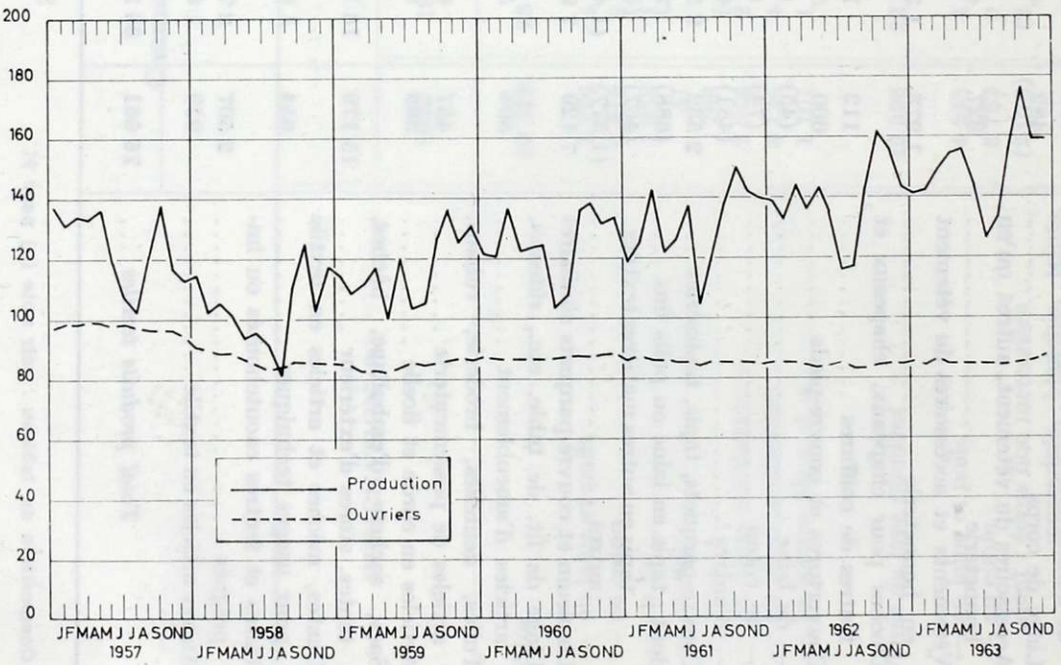
(1953 = 100)



Tissages

Production et personnel occupé

(1953 = 100)

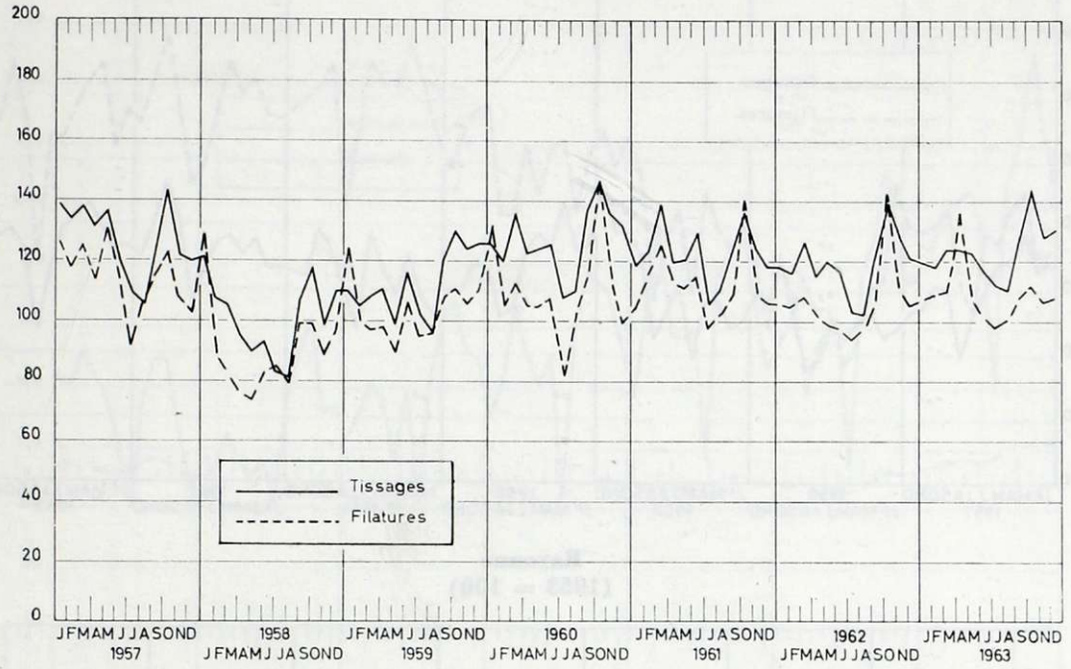


Source : Institut National de Statistique.

Production textile

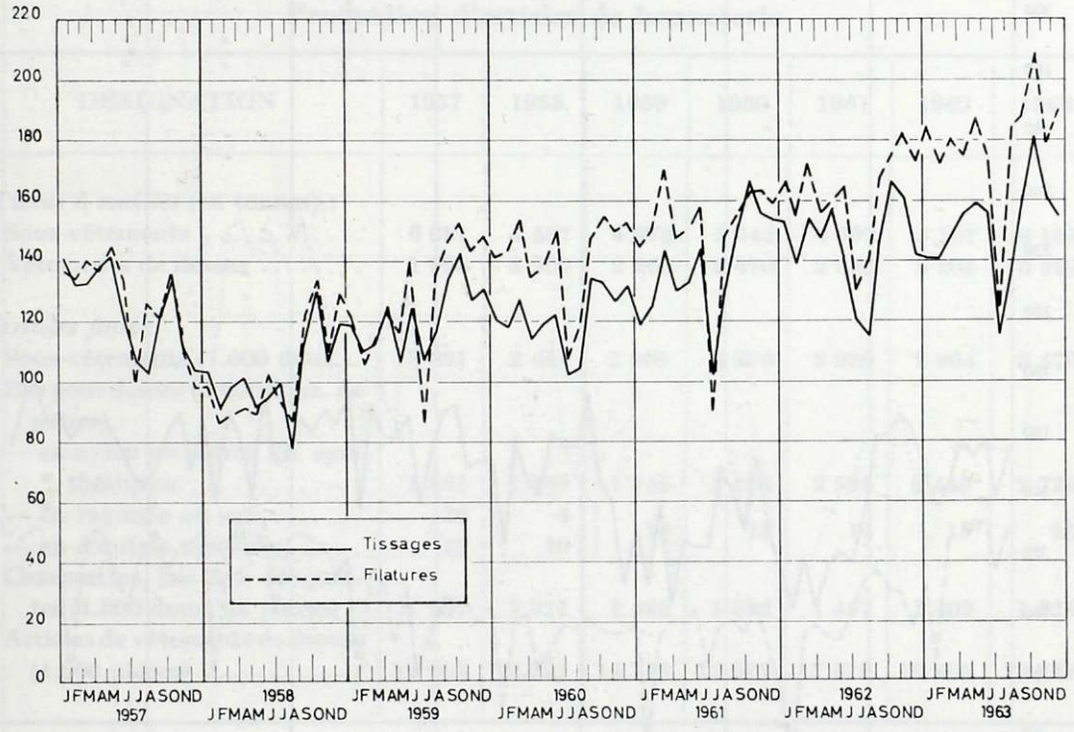
Coton

(1953 = 100)



Laine

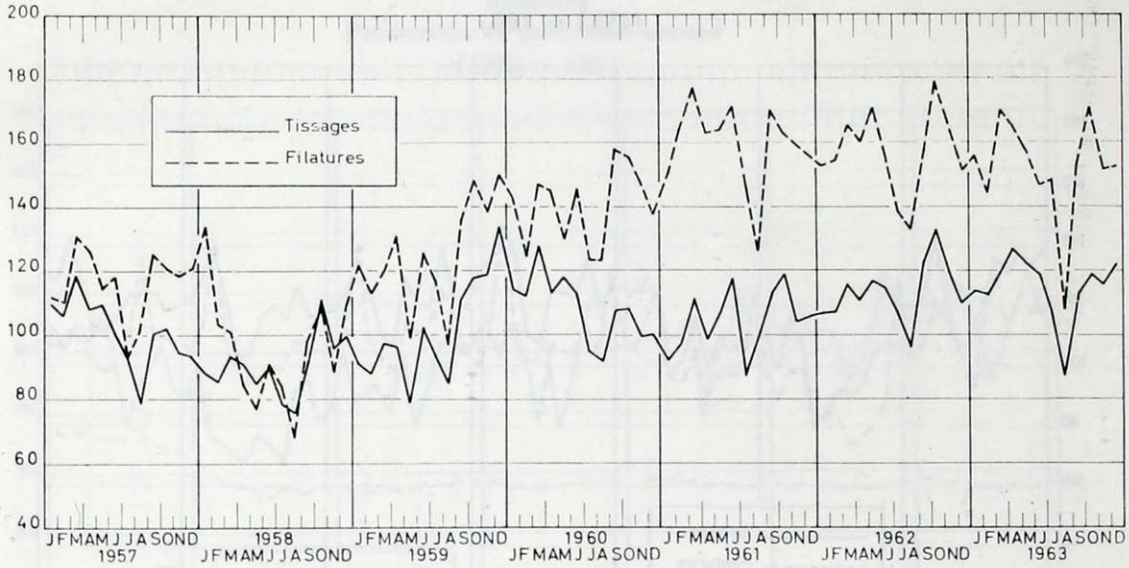
(1953 = 100)



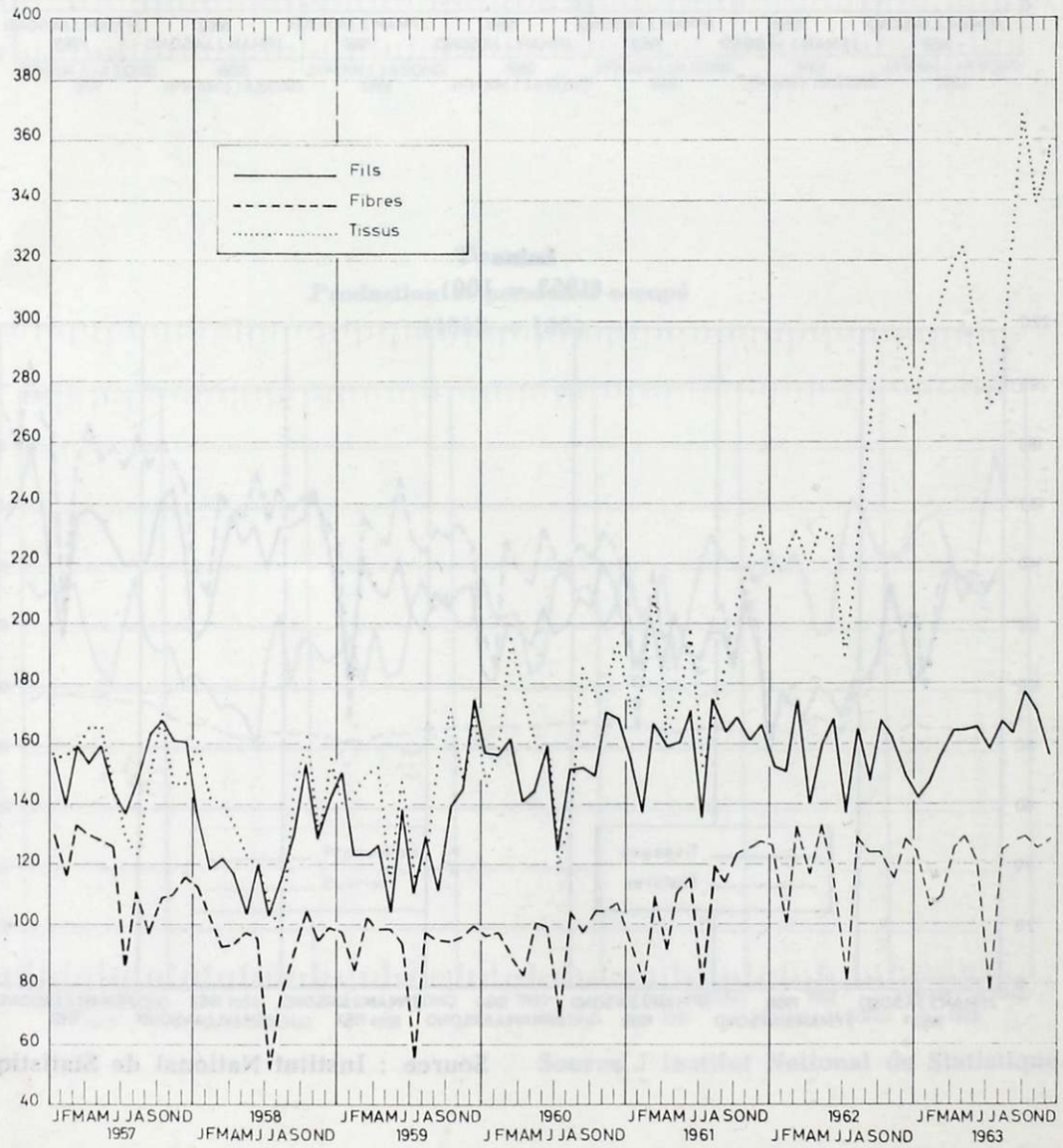
Source : Institut National de Statistique.

Production textile

Lin
(1953 = 100)



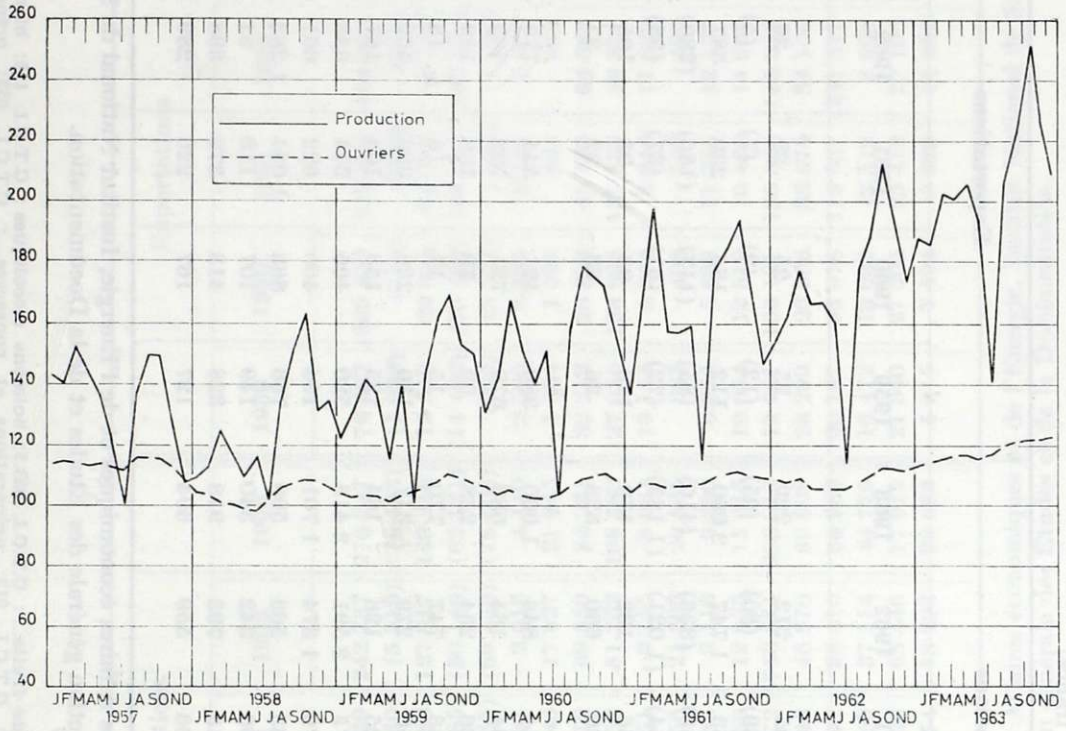
Rayonne
(1953 = 100)



Source : Institut National de Statistique.

Bonneterie

Production et personnel occupé
(1953 = 100)



Source : Institut National de Statistique.

Production d'articles de bonneterie

DÉSIGNATION	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963
Tissus à mailles (en tonnes) :							
Sous-vêtements	6 081	4 587	4 978	5 042	4 697	5 107	6 165
Vêtements de dessus	1 996	2 200	2 260	2 470	2 953	3 265	3 963
Articles finis :							
Sous-vêtements (1.000 douz.).	3 321	2 614	2 899	3 076	2 936	2 964	3 470
Bas pour dames (1.000 douz. de paires) :							
— en nylon ou autres fils synthétiques	1 861	1 739	1 745	2 184	2 598	2 449	2 728
— en rayonne ou soie	22	4	18	13	14	15	25
— en d'autres matières	26	13					
Chaussettes, bas 3/4, socquettes (1.000 douz. de paires) .	1 597	1 371	1 439	1 536	1 457	1 405	1 826
Articles de vêtements de dessus (1.000 pièces)	12 098	12 791	14 759	15 979	17 679	19 405	23 249

Source : Institut National de Statistique.

Commerce extérieur des denrées alimentaires et produits connexes

Valeur

(en millions de francs)

DÉSIGNATION (a)	Importations					Exportations				
	1959	1960	1961	1962	1963	1959	1960	1961	1962	1963
Boissons non alcooliques	126	162	195	212	229	25	25	29	36	55
dont : jus de fruits ou de légumes	(53)	(59)	(69)	(80)	(95)	(12)	(9)	(7)	(5)	(10)
Boissons alcooliques	1 309	1 556	1 653	1 747	2 080	112	185	230	387	535
dont : bière	(247)	(264)	(283)	(336)	(410)	(85)	(117)	(186)	(280)	(354)
vins	(860)	(975)	(1 054)	(1 021)	(1 185)	(22)	(61)	(37)	(98)	(169)
Préparations et conserves de viande	96	144	156	132	179	113	93	95	105	153
Préparations et conserves de poissons crustacés	633	669	830	660	828	26	23	22	25	18
Préparations et conserves de fruits et de légumes	859	760	944	848	1 000	380	421	544	779	903
Sucre et miel	383	682	134	164	680	679	721	722	499	668
Préparation à base de sucre	260	214	236	264	258	99	79	138	189	207
Cacao, y compris coques, pelures et pellicules	756	814	743	747	770	15	17	18	18	11
Chocolat et préparations au cacao	212	235	250	279	317	180	238	363	462	582
Margarine et graisses alimentaires	104	82	125	126	164	125	153	104	167	121
Aliments pour animaux	1 942	1 988	1 875	2 591	2 418	520	405	514	643	548
Produits laitiers	1 811	1 472	1 379	1 374	1 701	194	460	622	661	751
Produits à base de céréales, de farines, de fécules	527	488	485	563	590	766	863	1 084	1 283	1 706
Huiles et graisses d'origine animale	379	387	390	342	340	149	107	113	81	93
Huiles d'origine végétale	973	1 206	818	793	918	328	413	372	398	357
Extraits de café et autres produits préparés n.d.a.	235	475	506	559	694	127	167	226	289	546

Source : Ministère des Affaires économiques et de l'Energie, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) *Composition du tableau pour 1963.* — **Boissons non...** : C.T.C.I. 053.5 + 111; jus de fruits... : C.T.C.I. 053.5; boissons alcooliques : C.T.C.I. 112; bière : C.T.C.I 112.3; vins : C.T.C.I. 112.11 + 112.12 + 112,13; préparations et conserves de viande : C.T.C.I. 013; préparations et conserves... : C.T.C.I. 032; préparations et conserves de fruits... : C.T.C.I. 053 — 053.5 + 055; sucre et miel : C.T.C.I. 061; préparation à base de sucre : C.T.C.I. 062; cacao... : C.T.C.I. 072; chocolat... : C.T.C.I. 073; margarine.. : C.T.C.I. 091; aliments... : C.T.C.I. 08 — 081.11 — 081.12 — 081.19; produits laitiers : C.T.C.I. 02 — 025; produits à base... : C.T.C.I. 046 + 047 + 048; huiles et graisses... : C.T.C.I. 411 — 411.31; huiles d'origine végétale : C.T.C.I. 42; extraits de café... : C.T.C.I. 071.3 + 099. — Données correspondantes pour les années antérieures.

Commerce extérieur des denrées alimentaires et produits connexes

Quantité

(en tonnes)

DÉSIGNATION (a)	Importations					Exportations				
	1959	1960	1961	1962	1963	1959	1960	1961	1962	1963
Boissons non alcooliques	202 549	148 146	162 339	242 737	276 247	76 697	309 857	572 676	461 454	829 097
dont : jus de fruits ou de légumes	(3 161)	(3 963)	(4 430)	(5 319)	(6 493)	(1 090)	(710)	(598)	(320)	(437)
Boissons alcooliques	99 933	112 625	112 783	127 017	149 946	15 519	23 804	31 280	45 172	56 043
dont : bière	(34 999)	(37 788)	(42 985)	(50 146)	(62 121)	(14 492)	(20 462)	(29 595)	(40 576)	(49 740)
vins	(61 268)	(68 855)	(73 755)	(69 453)	(78 008)	(990)	(3 171)	(1 493)	(4 296)	(5 922)
Préparations et conserves de viande	1 952	2 900	2 681	2 613	4 140	2 590	2 169	2 145	2 365	3 352
Préparations et conserves de poissons crustacés	19 111	18 784	21 645	17 827	21 945	1 034	1 092	835	682	395
Préparations et conserves de fruits et de légumes	63 282	73 206	114 812	69 850	84 931	32 212	36 898	45 489	64 683	74 971
Sucre et miel	122 789	213 280	64 053	81 252	198 590	127 086	123 998	125 858	88 871	80 546
Préparation à base de sucre	9 623	7 496	8 051	9 155	8 961	10 184	5 224	8 946	11 222	8 857
Cacao, y compris coques, pelures et pellicules	15 018	20 077	20 756	21 603	20 865	381	408	552	490	339
Chocolat et préparations au cacao	5 230	6 004	7 088	9 116	9 290	3 774	5 698	11 735	12 127	14 518
Margarine et graisses alimentaires	9 999	8 031	11 739	12 935	15 615	10 054	12 819	10 438	14 068	10 179
Aliments pour animaux	599 389	652 639	657 572	753 661	683 015	113 981	106 191	135 866	145 348	127 132
Produits laitiers	63 427	53 385	42 246	46 870	60 809	28 299	26 906	33 674	34 106	34 381
Produits à base de céréales, de farines, de fécules	67 452	44 799	33 892	38 410	34 980	90 147	93 978	116 631	131 517	182 663
Huiles et graisses d'origine animale	40 563	45 258	44 300	37 114	44 776	16 472	13 032	12 519	8 808	10 263
Huiles d'origine végétale	75 515	92 285	64 968	65 446	77 015	21 340	27 305	25 418	27 196	25 765
Extraits de café et autres produits préparés n.d.a.	5 175	14 782	15 554	18 293	23 686	5 915	7 494	9 328	11 882	21 320

Source : Ministère des Affaires économiques et de l'Energie, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) *Composition du tableau :* voir (a) page 98

Activité des laiteries et fromageries

DÉSIGNATION	Unités (a)	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963 (d)
Réception :								
Lait	10^3 lit.	1 276 609	1 318 596	1 302 791	1 419 809	1 537 853	1 630 037	1 644 396
Crème (b)	tonnes	54 042	56 357	55 853	60 794	64 036	64 577	57 253
Préparation pour la consommation :								
Lait de laiterie	10^3 lit.	417 873	412 485	432 493	450 518	456 484	470 486	481389
Fabrications :								
Beurre	tonnes	48 039	50 204	46 963	51 651	55 456	55 503	50 757
Fromages :								
a) Frais	tonnes	8 430	7 678	8 689	8 680	9 441	10 339	10 875
b) Autres (c)	tonnes	5 964	6 337	7 490	9 121	12 320	15 571	17 633
Poudre de lait	tonnes	25 461	30 142	28 321	40 985	49 208	54 692	56 894
Lait concentré	tonnes	24 269	16 245	22 974	23 087	21 815	25 030	28 308
Glace de consommation	10^3 lit.	5 329	7 353	11 026	10 619	15 119	14 444	17 156
Yoghourt	10^3 lit.	8 198	8 447	9 553	9 434	10 981	12 524	12 943
Aliments diététiques et spéciaux	tonnes	14 238	14 080	16 146	16 686	19 668	20 829	23 093

(a) Toutes teneurs d'eau ou de graisse.
(b) Données corrigées
(c) Non compris le fromage de Herve et le fromage fondu.
(d) Données provisoires.

Source : Institut National de Statistique.

Activité dans quelques branches de l'industrie alimentaire

DÉSIGNATION	Unité	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963
Production de farine	10^3t	758,5	781,5	790,9	799,9	763,2	780,5	772,2
Matières premières déclarées par les brasseries (a)	10^3t	165,8	164,7	172,8	170,8	177,4	175,9	185,2
Production d'alcool (alcool à 50°, temp. 15°C)	10^6lit.	22,9	21,7	20,9	22,4	24,8	28,2	27,5
Production de sucre :								
a) sucre brut	10^3t	360,6	434,5	211,0	482,8	429,4	330,0	339,6
b) quantités obtenues par transformation dans les raffineries	10^3t	184,3	196,9	178,7	200,5	197,3	197,8	197,4
Production de margarine (apte à la consommation)	10^3t	95,3	101,2	107,4	114,6	115,0	117,3	120,4
Production des huiles végétales et animales :								
a) huile de lin brute	10^3t	20,0	8,8	10,7	10,6	14,4	11,4	10,5
b) autres huiles brutes	10^3t	64,2	72,8	78,6	71,0	91,1	92,3	89,0
c) huiles raffinées ou autrement transformées	10^3t	136,4	137,2	144,9	152,4	154,6	168,3	173,9
d) tourteaux et schroots ...	10^3t	104,1	109,6	141,8	148,2	161,7	178,6	160,6
Production de confitures, fruits confits, etc.	10^3t	21,9	24,9	21,2	25,4	29,5	32,1	29,8

Source : Institut National de Statistique.

(a) Y compris le Grand-Duché de Luxembourg.

Importations et exportations de diamants

Moyennes mensuelles

(en millions de francs)

ANNÉE	Importations		Exportations	
	Diamants bruts	Diamants de joaillerie taillés	Diamants bruts	Diamants de joaillerie taillés
1955	288,6	59,6	48,1	337,2
1956	355,2	68,2	73,4	376,4
1957	376,6	88,4	62,6	353,7
1958	300,2	66,4	57,7	335,3
1959	430,9	106,8	80,3	419,8
1960	428,1	177,1	65,9	420,2
1961	401,6	163,3	61,4	459,3
1962	403,4	165,2	48,9	549,3
1963	452,6	219,4	75,6	608,7

Source : Diamond Office (Anvers).

Commerce extérieur de peaux, cuirs et articles en cuir

DÉSIGNATION (a)	Importations					Exportations				
	1959	1960	1961	1962	1963	1959	1960	1961	1962	1963
	VALEUR (en millions de francs)									
Peaux brutes	569	603	685	807	737	345	339	400	474	457
Pelleteries brutes	351	378	441	432	485	66	54	65	77	95
Fourrures apprêtées, tannées ou ouvrées	223	221	212	239	363	88	88	124	146	191
Cuirs et peaux préparés	674	766	892	785	942	529	463	556	574	598
Chaussures entièrement ou principalement en cuir	474	542	633	670	861	331	426	514	577	534
Chaussures en caoutchouc ou en matière plastique	69	86	109	116	118	3	17	35	35	35
Chaussures ou parties n.d.a.	186	208	217	232	290	75	82	124	172	182
Vêtements et accessoires en cuir	61	68	73	73	84	182	209	339	283	354
Autres articles manufacturés en cuir	128	133	144	141	160	86	81	80	91	124
	QUANTITÉ (en tonnes)									
Peaux brutes	18 573	18 862	25 730	32 806	31 429	20 951	20 104	22 429	25 680	28 949
Pelleteries brutes	4 959	4 685	5 340	5 893	6 282	984	758	903	931	1 202
Fourrures apprêtées, tannées ou ouvrées	207	260	270	267	407	346	344	513	576	658
Cuirs et peaux préparés	4 523	4 380	5 008	4 689	5 210	1 966	1 929	2 564	3 051	3 115
Chaussures entièrement ou principalement en cuir	1 884	2 104	2 362	2 520	3 307	1 149	1 307	1 684	1 822	1 822
Chaussures en caoutchouc ou en matière plastique	1 328	1 520	1 880	1 986	1 920	45	205	456	479	495
Chaussures ou parties n.d.a.	2 302	2 456	2 533	2 463	2 894	1 148	1 070	1 665	2 541	2 708
Vêtements et accessoires en cuir	70	82	82	71	87	230	199	301	253	327
Autres articles manufacturés en cuir	368	381	473	443	497	234	203	203	228	243

Source : Ministère des Affaires économiques et de l'Energie, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) *Composition du tableau pour 1963.* — Peaux brutes : C.T.C.I. 211; pelleteries brutes : C.T.C.I. 212; fourrures... : C.T.C.I. 613 + 842; cuirs et peaux préparés : C.T.C.I. 611 — T D. 4102.20 — 4102.25; chaussures entièrement... : T. D. 6402.00 + 6402.20 + 6402.30 + 6402.35 + 6402.40 + 6402.45 + 6402.50 + 6402.55; chaussures en caoutchouc... : T. D. 6401.00 + 6401.10 + 6401.20; chaussures ou parties n. d. a. : C.T.C.I. 851 + 612.3 — T. D. 6401.00 — 6401.10 — 6401.20 — 6402.00 — 6402.20 — 6402.30 — 6402.35 — 6402.40 — 6402.45 — 6402.50 — 6402.55 — 6406.00; vêtements... : C.T.C.I. 841.3 + T. D. 6506.20; autres articles... : C.T.C.I. 612.1 + 612.2 + 612.9 + T. D. 4102.25 + 4202.30 + 4202.50 + 4202.70. — Données correspondantes pour les années antérieures.

Production de cuirs finis et de chaussures

ANNÉE	Cuirs lourds (en tonnes)			Cuirs légers (en milliers de pieds carrés)	Chaussures (en milliers de paires)	
	Cuirs à semelles	Cuirs techniques	Total		Tout cuir	Autres
1955	4 142	1 295	5 437	38 423	8 324	2 533
1956	3 165	1 204	4 369	44 676	9 054	2 790
1957	2 897	1 415	4 312	44 421	9 264	2 853
1958	2 318	1 161	3 479	38 575	9 700	2 574
1959	2 023	838	2 861	44 756	10 866	2 892
1960	1 276	809	2 085	41 028	11 132	3 269
1961	1 675	937	2 612	46 152	11 544	3 415
1962	1 702	952	2 654	48 498	12 354	3 409
1963	1 365	1 071	2 436	51 910	12 713	3 439

Source : Institut National de Statistique.

Industrie du tabac

Quantités mises en œuvre

(en tonnes)

DÉSIGNATION	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963
Cigares	994	1 019	1 069	1 165	1 260	1 239	1 301
Cigarillos	1 964	1 893	2 103	2 455	2 673	2 479	2 866
Cigarettes	13 061	13 217	13 142	13 934	14 435	15 312	16 083
Tabac à fumer	9 973	9 845	9 734	9 258	9 014	8 747	8 504
Autres tabacs.....	133	128	117	106	105	64	78
Total ...	**26 125**	**26 102**	**26 164**	**26 919**	**27 487**	**27 841**	**28 832**

Source: Institut National de Statistique.

Commerce extérieur en tabacs et tabacs manufacturés

DÉSIGNATION (a)	Importations					Exportations				
	1959	1960	1961	1962	1963	1959	1960	1961	1962	1963
	VALEUR (en millions de francs)									
Tabacs bruts	1 172	1 259	1 316	1 236	1 437	56	70	95	112	126
Cigares	139	138	153	159	172	35	49	76	104	183
Cigarillos	28	32	32	43	43	51	69	87	106	134
Cigarettes	38	59	70	83	96	281	314	386	358	377
Tabacs à fumer	13	15	12	20	66	1	1	1	4	5
Autres produits de tabac (y compris les extraits de tabac en poudres)	4	13	22	30	33	—	—	—	1	1
	QUANTITÉ (en tonnes)									
Tabacs bruts	26 859	29 272	30 132	27 319	28 973	676	1 357	1 491	1 758	2 022
Cigares	425	428	482	493	498	122	177	257	303	535
Cigarillos	69	82	75	107	102	206	279	348	412	531
Cigarettes	360	553	666	776	882	2 987	3 309	3 844	3 166	3 667
Tabacs à fumer	215	242	175	264	848	14	8	15	50	53
Autres produits de tabac (y compris les extraits de tabac en poudres)	52	109	201	272	274	445	1	18	12	15

Source : Ministère des Affaires économiques et de l'Energie, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) *Composition du tableau pour 1963.* — Tabacs bruts : C.T.C.I. 121; cigares : T. D. 2402.10; cigarillos : T. D. 2402.20; cigarettes : C.T.C.I. 122.2; tabacs à fumer : T.D. 2402.30; autres produits... : T.D. 2402.40 + 2402.50. — Données correspondantes pour les années antérieures.

Activité de l'industrie transformatrice du bois (a)

DÉSIGNATION	Nombre d'heures-ouvriers (en milliers)					Ventes (en millions de francs)				
	1959	1960	1961	1962	1963	1959	1960	1961	1962	1963
Meubles	24 204	24 523	26 050	26 093	27 738	2 528	2 840	3 217	3 497	4 223
Sièges	4 591	4 393	4 761	5 330	6 346	384	460	553	676	887
Menuiserie	4 511	5 354	5 662	6 025	5 735	576	835	805	926	1 034
Boissellerie	4 646	4 551	4 607	4 555	4 750	456	479	582	551	611
Cadres, moulures, raboteries	1 278	1 404	1 469	1 544	1 555	128	160	178	182	212
Liège	193	189	194	173	136	44	43	50	54	49
Vannerie et rotin	606	637	746	607	570	52	60	70	72	73
Saboterie	226	182	129	113	124	23	22	16	11	9
Brosserie	1 439	1 306	1 139	1 187	1 122	182	197	211	224	256
Caisserie et tonnellerie	3 116	3 336	3 498	3 139	2 839	363	402	384	396	420
Parquets	733	772	687	680	514	125	129	107	109	102
Contreplaqué et panneaux comprimés	5 461	6 100	6 483	6 746	7 139	1 039	1 290	1 601	1 879	2 236
Total	51 004	52 747	55 424	56 193	58 568	5 900	6 916	7 758	8 575	10 111

(a) Entreprises occupant 5 ouvriers et plus.

Source : Institut National de Statistique.

Commerce extérieur de bois, liège et autres matières utilisées pour la brosserie, la vannerie, etc., ainsi que leurs produits finis

DÉSIGNATION (a)	Importations					Exportations				
	1959	1960	1961	1962	1963	1959	1960	1961	1962	1963
	VALEUR (en millions de francs)									
Bois ronds, bruts, ou simplement équarris (b)	526	635	585	590	680	358	462	432	448	432
Bois façonnés ou simplement travaillés	1 746	2 146	2 325	2 142	2 450	147	174	279	361	360
Bois de placage, artificiels, autres bois travaillés, n. d. a.	394	424	452	457	553	554	611	748	946	1 074
Articles manufacturés en bois, n. d. a.	256	300	324	341	392	101	115	112	179	224
Liège brut et déchets	16	16	14	11	17	1	1	1	1	1
Articles manufacturés en liège	125	151	152	131	157	2	3	5	3	20
Matières animales ou végétales pour la brosserie et la vannerie	96	117	107	117	124	43	50	50	59	41
Articles de vannerie et de brosserie	117	150	166	174	189	42	49	55	62	84
Meubles en bois, en bambou ou produits similaires	458	552	554	529	554	93	144	330	691	1 178
	QUANTITÉ (en tonnes)									
Bois ronds, bruts, ou simplement équarris (b)	362 208	381 097	333 083	345 855	371 495	211 604	262 651	284 932	290 796	273 472
Bois façonnés ou simplement travaillés	486 721	537 203	547 843	555 268	625 945	31 984	38 387	66 425	78 873	77 956
Bois de placage, artificiels, autres bois travaillés, n. d. a.	44 102	44 800	45 498	44 893	53 121	78 810	94 416	107 478	144 643	156 059
Articles manufacturés en bois, n. d. a.	13 387	14 763	14 938	16 500	20 754	6 412	7 668	4 662	8 829	12 121
Liège brut et déchets	2 356	2 214	1 812	1 448	1 875	153	123	137	137	197
Articles manufacturés en liège	3 854	5 040	5 037	4 193	5 379	52	93	119	50	585
Matières animales ou végétales pour la brosserie et la vannerie	9 251	10 277	9 044	8 857	7 892	4 003	3 381	3 116	3 678	2 629
Articles de vannerie et de brosserie	2 264	2 515	3 304	3 838	3 810	776	881	855	1 704	1 272
Meubles en bois, en bambou et produits similaires	10 038	12 081	11 305	10 877	11 571	1 801	2 629	6 604	13 761	21 779

Source : Ministère des Affaires économiques et de l'Energie, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) *Composition du tableau pour 1963.* — Bois ronds... : C.T.C.I. 242 — 242.1; bois façonnés... : C.T.C.I. 243; bois de placage... : C.T.C.I. 631 + T.D. 4809.00 + 4809.10; articles... : C.T.C.I. 632 + T.D. 4413.00 + 6403.00 + 6403.10 + 9704.10; liège... : C.T.C.I. 244; articles manufacturés.. : C.T.C.I. 633; matières animales... : C.T.C.I. 291.92 + 292.3 + 292.93 + T.D. 5704.30; articles de vannerie... : C.T.C.I. 657.8 + 841.52 + 899.21 + 899.22 + 899.23 + 899.24 + 899.25 + 899.26 + 899.27 + T.D. 4202.80; meubles en bois... : C.T.C.I. 821.01 — T.D. 9401.00 — 9401.10 — 9401.20 + 9403.60 + 9403.70 + 9403.80. - Données correspondantes pour les années antérieures.

(b) Sauf bois à pâtes

Evolution de la consommation estimée d'eau dans les principales industries

(en milliers de mètres cubes)

DESTINATION OU ORIGINE	1959	1960	1961	1962	1963
	Par branche d'activité				
Mines	173 840	171 835	174 128	178 940	168 658
Coke et gaz	45 326	44 153	39 023	50 085	50 975
Electricité (a)	22 609	19 858	19 318	21 282	37 853
Sidérurgie	528 548	567 964	558 623	627 332	672 685
Chimie	323 488	308 631	292 528	281 052	312 332
Achèvement textile	17 630	18 802	19 404	18 299	18 808
Verre	18 978	19 625	41 550	19 794	24 490
Huile et margarine	15 659	15 495	14 395	14 044	13 557
Distilleries	5 772	6 667	6 951	6 582	6 992
Autres boissons	17 811	18 173	20 480	20 085	19 054
Alimentation	15 153	15 801	15 315	13 357	14 659
Papier	85 484	86 558	82 445	80 712	86 194
	D'après l'origine				
Un ou plusieurs puits	81 925	97 346	88 535	86 147	88 331
Cour d'eau ou canal (a)	1 117 508	1 126 640	1 122 731	1 155 800	1 239 701
Distribution publique	14 617	14 872	15 518	16 816	17 482
Autres origines	57 136	54 704	57 401	72 801	80 744
	D'après le bassin hydrographique (a)				
Bassin de l'Yser	663	694	691	721	695
Bassin côtier	91 868	87 944	79 739	78 117	80 295
Bassin de l'Escaut	348 472	355 368	356 190	348 330	382 644
Bassin de la Meuse	776 021	800 767	795 330	838 566	892 964
Bassin du Rhin	54 155	48 784	52 209	65 821	69 590
Bassin de l'Oise	7	5	26	8	70
Total	**1 271 186**	**1 293 562**	**1 284 185**	**1 331 563**	**1 426 258**

Source : Institut National de Statistique.

(a) Non compris l'eau qui sert à actionner les turbines dans les centrales électriques.

Evolution de la consommation estimée d'eau dans les principales industries (a)

Répartition par arrondissement administratif

(en milliers de mètres cubes)

ARRONDISSEMENT	1959	1960	1961	1962	1963 (b)
Anvers	13 636	13 523	12 510	11 689	11 799
Malines	27 472	26 649	26 068	26 634	30 806
Turnhout	7 687	7 289	8 044	8 977	11 956
Bruxelles	67 332	71 999	69 564	67 162	71 298
Louvain	14 944	15 738	15 765	14 780	14 641
Nivelles	31 086	32 525	32 696	32 507	54 173
Bruges	5 359	6 185	6 097	5 948	6 212
Dixmude	37	37	39	42	42
Ypres	92	103	81	76	75
Courtrai	3 865	4 048	4 216	4 358	4 492
Ostende	86 624	81 882	73 764	72 311	74 215
Roulers	8 474	8 210	7 411	7 632	7 274
Tielt	137	206	210	223	197
Furnes	171	212	190	205	196
Alost	22 599	23 348	23 609	23 413	22 668
Termonde	4 325	3 944	3 801	3 296	5 048
Eeklo	2 520	2 923	3 163	2 898	2 426
Gand	64 582	67 848	69 389	65 647	65 476
Audenarde	2 262	2 671	2 748	2 874	2 950
Saint-Nicolas	892	1 118	1 206	1 138	1 172
Ath	1 476	1 767	1 795	1 577	1 721
Charleroi	312 061	248 393	241 763	266 079	291 054
Mons	37 209	35 836	34 682	34 498	35 057
Mouscron	..	..	..	..	(c) 875
Soignies	11 135	6 310	8 158	5 694	5 241
Thuin	1 363	1 557	1 240	987	917
Tournai	2 247	2 713	2 770	2 668	3 004
Huy	2 019	1 788	1 691	1 754	1 643
Liège	310 343	395 444	394 147	409 351	430 802
Verviers	12 674	11 973	10 374	11 337	12 254
Waremme	3 259	2 938	2 534	2 400	2 807
Hasselt	21 811	23 488	25 779	27 837	27 407
Maaseik	3 637	3 868	3 925	2 658	2 254
Tongres	107 246	109 722	114 071	114 076	10 8065
Arlon	50 202	48 786	52 211	65 821	69 590
Bastogne	—	—	—	—	—
Marche-en-Famenne	1	1	3	1	1
Neufchâteau	1 543	2 358	1 249	7 353	19 437
Virton	2 827	542	929	705	1 123
Dinant	97	118	151	163	168
Namur	26 801	25 453	26 086	24 719	25 661
Philippeville	50	49	56	74	66
Le Royaume	**1 271 186**	**1 293 562**	**1 284 185**	**1 331 563**	**1 426 258**

Source : Institut National de Statistique

(a) Non compris l'eau qui sert à actionner les turbines dans les centrales électriques.
(b) Les données de 1963 ne sont pas entièrement comparables avec celles des années antérieures, par suite de la nouvelle répartition des arrondissements administratifs, intervenue au 4e trimestre, en conséquence de la loi du 2 août 1963 sur l'emploi des langues en matière administrative *(Moniteur Belge* du 22 août 1963).
(c) Uniquement le quatrième trimestre de 1963.

III

TRANSPORTS

Société Nationale des Chemins de Fer Belges . . . p. 111 à 113

Société Nationale des Chemins de Fer Vicinaux . . p. 113

Transports routiers . . . . . p. 114

Navigation intérieure . . . . . p. 111 et 114 à 116

Transports maritimes . . . . . p. 116 et 117

Activités portuaires :

— *Port d'Anvers* . . . . . p. 118

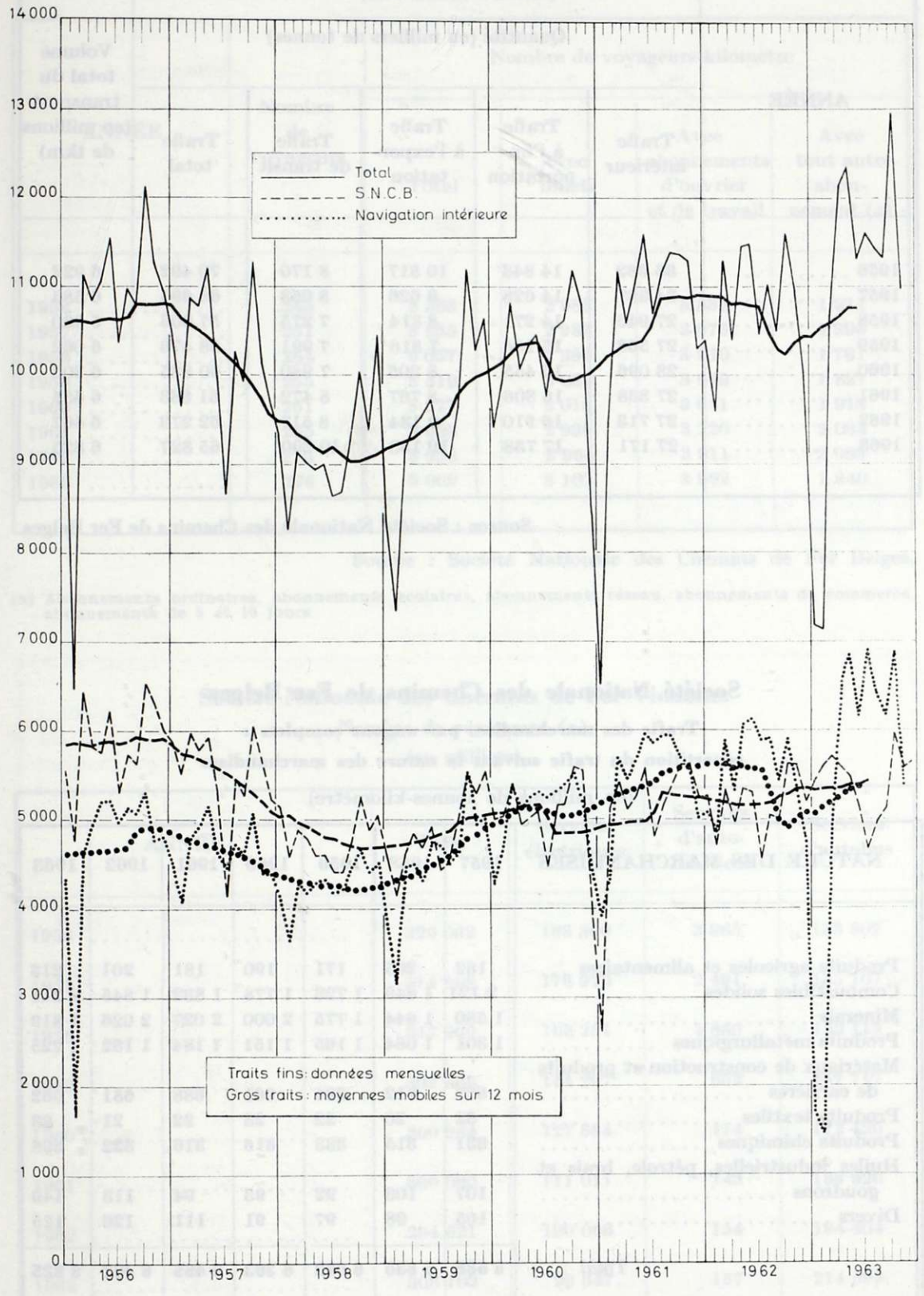
— *Port de Gand* . . . . . p. 119

— *Ports de Bruges et de Zeebrugge* . . . . . p. 120

Navigation aérienne . . . . . p. 121 et 122

Chemins de fer et navigation intérieure

Transport des marchandises
(en milliers de tonnes)



Sources : Société Nationale des Chemins de Fer Belges.
Institut National de Statistique.

Société Nationale des Chemins de Fer Belges

Trafic global des marchandises par wagons complets

ANNÉE	Quantité (en milliers de tonnes)					Volume total du transport (en millions de tkm)
	Trafic intérieur	Trafic à l'importation	Trafic à l'exportation	Trafic de transit	Trafic total	
1956	36 662	14 843	10 817	8 170	70 492	6 922
1957	34 387	14 628	9 626	8 053	66 694	6 586
1958	27 946	14 271	8 314	7 275	57 806	5 830
1959	27 563	15 106	7 816	7 991	58 476	6 062
1960	28 096	16 455	8 305	7 980	60 835	6 303
1961	27 338	16 806	8 767	8 472	61 383	6 455
1962	27 713	16 910	9 134	8 517	62 273	6 467
1963	27 171	17 733	10 133	10 290	65 327	6 825

Source : Société Nationale des Chemins de Fer Belges.

Société Nationale des Chemins de Fer Belges

Trafic des marchandises par wagons complets :
répartition du trafic suivant la nature des marchandises

(en millions de tonnes-kilomètre)

NATURE DES MARCHANDISES	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963
Produits agricoles et alimentaires ...	182	205	171	190	181	201	213
Combustibles solides	2 121	1 649	1 723	1 778	1 832	1 845	2 211
Minerais	1 580	1 644	1 775	2 000	2 027	2 026	1 819
Produits métallurgiques	1 301	1 084	1 165	1 151	1 184	1 132	1 225
Matériaux de construction et produits de carrières	827	712	684	661	688	681	662
Produits textiles	32	20	22	23	22	21	23
Produits chimiques	331	315	333	316	316	322	398
Huiles industrielles, pétrole, brais et goudrons	107	103	92	93	94	113	149
Divers	105	98	97	91	111	126	125
Total ...	**6 586**	**5 830**	**6 062**	**6 303**	**6 455**	**6 467**	**6 825**

Source : Société Nationale des Chemins de Fer Belges.

Société Nationale des Chemins de Fer Belges

Trafic des voyageurs

(en millions d'unités)

ANNÉE	Nombre de voyageurs	Nombre de voyageurs-kilomètre			
		Total	Avec billets	Avec abonnements d'ouvrier et de travail	Avec tout autre abonnement (a)
1956	245	8 333	2 985	3 837	1 511
1957	251	8 555	2 983	3 976	1 596
1958	264	9 057	3 386	3 910	1 761
1959	255	8 519	3 033	3 649	1 837
1960	261	8 577	3 018	3 641	1 918
1961	265	8 693	2 939	3 720	2 034
1962	273	8 958	2 964	3 911	2 083
1963	276	9 009	3 107	3 962	1 940

Source : Société Nationale des Chemins de Fer Belges.

(a) Abonnements ordinaires, abonnements scolaires, abonnements réseau, abonnements de commerce, abonnements de 5 et 10 jours.

Société Nationale des Chemins de Fer Vicinaux

Nombre de voyageurs (a)

(en milliers)

ANNÉE	Total	Services électriques	Services d'automotrices	Services d'autobus
1956	326 062	188 890	3 365	133 807
1957	314 568	176 970	2 491	135 107
1958	317 200	163 251	1 830	152 119
1959	302 666	144 297	652	157 717
1960	300 284	127 684	174	172 426
1961	300 080	111 011	143	188 926
1962	294 621	100 063	154	194 404
1963	308 103	93 347	157	214 599

(a) Données rectifiées.

Source : Société Nationale des Chemins de Fer Vicinaux.

Parc de véhicules routiers

(en milliers d'unités)

ANNÉE	Voitures automobiles (a)	Autobus et autocars (a)	Camions et camionnettes (a)	Motocycles (a) (b)	Bicyclettes à moteur (c)	Bicyclettes
1957	583 (d)	4 (d)	152 (d)	..	269	2 902
1958	633	5	156	238	319	2 842
1959	684 (d)	5 (d)	163 (d)	234 (d)	368	2 844
1960	753	6	171	230	406	2 833
1961	843 (d)	6 (d)	182 (d)	216 (d)	435	2 836
1962	936	6	193	201	446	2 815
1963	1 050 (d)	7 (d)	204 (d)	190 (d)	446	2 813

Sources : Ministère des Affaires économiques et de l'Energie, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) Situation au 1er août.
(b) Cylindrée de plus de 50 cm³.
(c) Cylindrée de 50 cm³ ou moins.
(d) Estimation.

Transports fluviaux

Marchandises transportées

ANNÉE	Quantité (en milliers de tonnes)					Volume total du transport (en millions de tkm)
	Trafic intérieur	Trafic à l'importation	Trafic à l'exportation	Trafic de transit	Trafic total	
1956	23 158	16 460	14 617	1 669	55 903	4 493
1957	23 235	17 030	13 326	2 125	55 717	4 602
1958	22 396	15 680	11 185	1 969	51 229	4 326
1959	23 615	16 388	11 991	2 420	54 411	4 813
1960	24 379	20 573	13 214	2 991	61 158	5 226
1961	24 820	21 877	14 921	3 496	65 115	5 473
1962	25 523	22 157	15 711	3 255	66 642	5 421
1963	22 778	22 600	16 157	3 268	64 801	5 300(a)

(a) Estimation.

Source : Institut National de Statistique.

Transports fluviaux

Répartition du trafic suivant la nature des marchandises

(en millions de tonnes-kilomètre)

NATURE DES MARCHANDISES	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963
Produits agricoles et alimentaires	357	366	311	311	367	417	460	..
Combustibles solides	1 340	1 405	1 255	1 340	1 449	1 446	1 345	..
Minerais	339	330	316	296	334	339	416	..
Produits métallurgiques	356	391	416	506	552	523	448	..
Matériaux de construction.....	369	264	308	388	384	401	367	..
Produits de carrières	884	891	845	989	1 044	1 179	1 243	..
Textiles et cuirs.....	9	10	7	8	11	10	11	..
Produits chimiques	394	422	447	556	595	633	430	..
Huiles et graisses industrielles .	261	261	301	311	344	375	432	..
Divers	184	162	120	108	147	151	269	..
Total ...	**4 493**	**4 602**	**4 326**	**4 813**	**5 226**	**5 473**	**5 421**	5 300 (a)

Source : Institut National de Statistique

(a) Estimation.

Transports fluviaux

Trafic par bassin

(en millions de tonnes-kilomètre)

BASSIN	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963
Escaut maritime	889	824	722	748	873	942	965	..
Canaux de la Campine	1 627	1 724	1 690	1 917	2 089	2 157	2 099	..
Canaux brabançons ...	403	390	356	343	373	392	394	..
Meuse et Sambre	630	703	653	781	821	848	841	..
Haut-Escaut	767	786	740	846	889	945	934	..
Centre et Borinage	123	128	120	132	127	131	131	..
Yser et Côte	54	47	40	44	53	57	57	..
Total ...	**4 493**	**4 602**	**4 326**	**4 813**	**5 226**	**5 473**	**5 421**	5 300 (a)

Source : Institut National de Statistique.

(a) Estimation.

Situation de la flotte intérieure de bateaux de charge

Situation au 31 décembre

ANNÉE	Bateaux automoteurs		Bateaux sans moteur		Total	
	Nombre	Tonnes	Nombre	Tonnes	Nombre	Tonnes
1955	4 161	1 464 719	1 745	873 287	5 906	2 338 006
1956	4 306	1 541 902	1 570	802 200	5 876	2 344 102
1957	4 503	1 646 173	1 394	730 386	5 897	2 376 559
1958	4 681	1 740 357	1 301	685 451	5 982	2 425 808
1959	4 203	1 700 910	1 031	638 256	5 234	2 339 166
1960	5 128	1 952 619	963	614 040	6 091	2 566 659
1961	4 809	1 908 338	854	575 608	5 663	2 483 946
1962	4 842	1 981 693	780	551 547	5 622	2 533 240
1963	4 766	1 984 474	752	551 517	5 518	2 535 991

Source : Ministère des Communications.

Nature de la flotte belge

DÉSIGNATION	1er janvier 1963		1er janvier 1964	
	Nombre d'unités	Tonnage brut d'après la règle belge de jaugeage (en tonneaux)	Nombre d'unités	Tonnage brut d'après la règle belge de jaugeage (en tonneaux)
Paquebots mixtes	4	42 992	4	42 992
Cargos	76	418 017	79	458 218
Navires fruitiers	4	12 209	4	12 209
Pétroliers	13	194 355	12	184 303
Total ...	**97**	**667 573**	**99**	**697 722**

Source : Ministère des Communications.

Marine marchande belge (a)

Situation au 31 décembre

DÉSIGNATION	Année	Navires à vapeur	Navires à moteur	Total
Nombre de navires	1957	34	57	91
	1958	34	65	99
	1959	31	67	98
	1960	27	70	97
	1961	22	69	91
	1962	21	76	97
	1963	18	81	99
Tonnage brut belge	1957	248 906	282 281	531 187
	1958	265 840	353 660	619 500
	1959	259 513	369 512	629 025
	1960	282 816	393 975	676 791
	1961	229 441	396 326	625 767
	1962	238 973	428 600	667 573
	1963	217 066	480 656	697 722
Tonnage net belge	1957	185 151	205 920	391 071
	1958	198 297	258 478	456 775
	1959	192 798	271 964	464 762
	1960	207 587	292 946	500 633
	1961	169 004	295 730	464 734
	1962	174 795	320 585	495 380
	1963	158 312	358 621	516 933

Source : Ministère des Communications.

(a) Non compris les navires de l'Etat.

Port d'Anvers

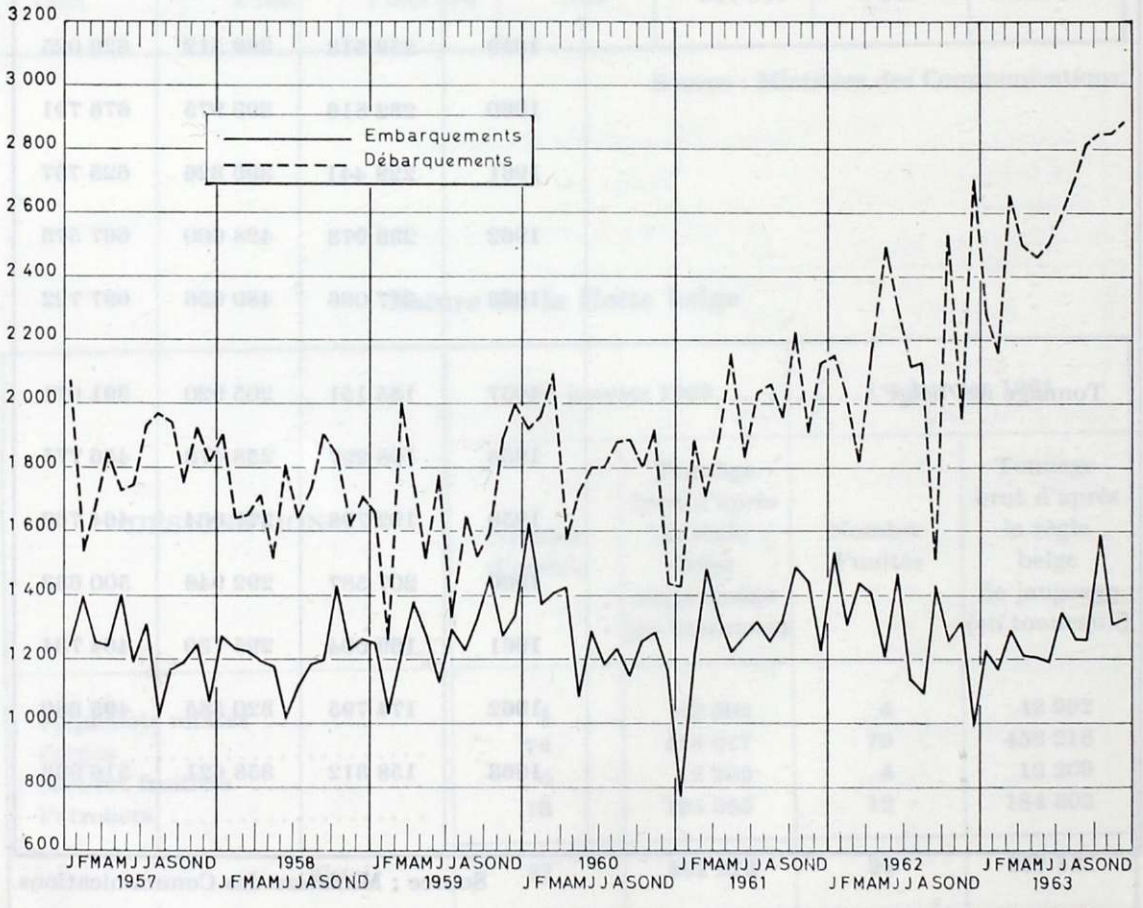
Navigation maritime

ANNÉE	Navires entrés		Débarquements			Embarquements	
	Nombre	Tonnage (1 000 N R T)	Importations (1 000 t)	Entrepôt (1 000 t)	Transit (1 000 t)	Exportations (1 000 t)	Transit (1 000 t)
1956	15 585	30 508	16 354	170	5 761	10 318	5 034
1957	15 903	31 696	16 448	221	5 268	9 577	5 147
1958	16 282	34 099	16 409	197	4 075	10 015	4 509
1959	16 022	34 341	15 772	592	3 656	9 860	5 332
1960	16 570	35 780	16 358	1 062	4 376	10 223	5 233
1961	16 945	36 464	18 064	765	4 399	10 668	4 747
1962	17 966	39 507	19 898	942	5 070	10 915	4 687
1963	17 856	41 298	24 079	846	6 296	11 212	4 171

Source : Institut National de Statistique.

Trafic maritime au port d'Anvers

(en milliers de tonnes)



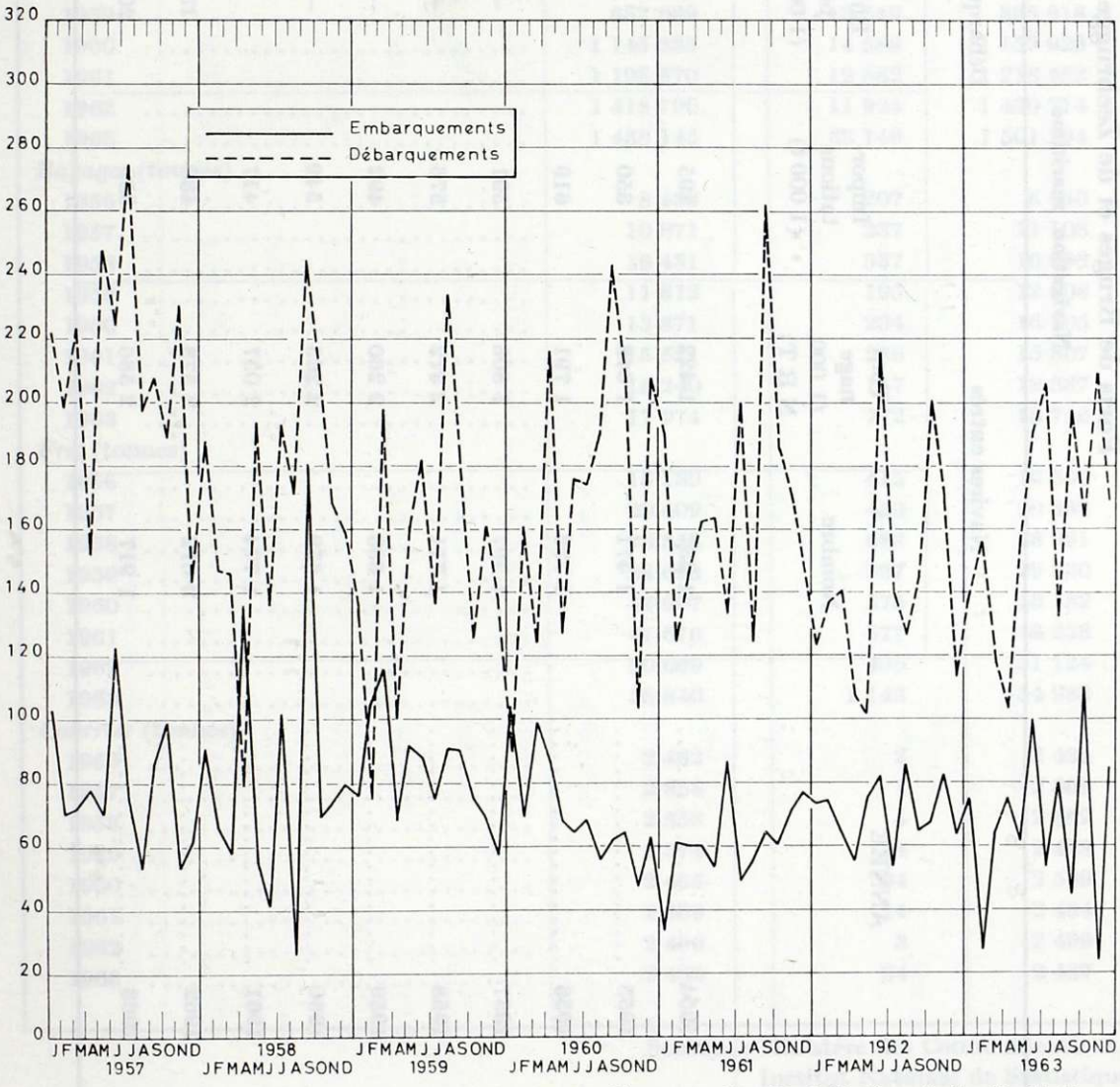
Source : Institut National de Statistique.

Port de Gand
Navigation maritime

ANNÉE	Navires entrés		Débarquements			Embarquements	
	Nombre	Tonnage (1 000 N R T)	Importations (1 000 t)	Entrepôt (1 000 t)	Transit (1 000 t)	Exportations (1 000 t)	Transit (1 000 t)
1956	2 352	1 696	1 875	2	713	859	124
1957	2 557	1 628	1 822	5	686	820	122
1958	2 628	1 557	1 332	2	700	898	81
1959	2 324	1 380	1 274	21	529	823	176
1960	2 079	1 429	1 225	37	755	691	162
1961	1 970	1 316	1 330	26	654	579	150
1962	2 216	1 296	1 314	35	369	674	163
1963	2 408	1 433	1 465	45	428	614	185

Source : Institut National de Statistique.

Trafic maritime au port de Gand
(en milliers de tonnes)



Source : Institut National de Statistique.

Ports de Bruges et de Zeebrugge

Navigation maritime

ANNÉE	Navires entrés		Débarquements			Embarquements	
	Nombre	Tonnage (1 000 N R T)	Importations (1 000 t)	Entrepôt (1 000 t)	Transit (1 000 t)	Exportations (1 000 t)	Transit (1 000 t)
1954	1 257	1 422	195	1	63	132	134
1955	1 471	1 648	350	2	66	196	150
1956	1 723	1 791	619	6	70	288	157
1957	1 597	1 806	591	—	131	215	156
1958	1 711	2 372	576	—	76	353	149
1959	1 683	2 260	492	—	65	273	161
1960	1 679	2 265	549	—	126	225	170
1961	1 774	2 057	417	4	70	219	155
1962	2 012	2 578	430	138	132	260	192
1963	1 917	2 586	659	200	212	247	191

Source : Institut National de Statistique.

Trafic commercial des aérodromes belges (a)

DÉSIGNATION	Trafic		
	Régulier	Irrégulier	Total
Avions (unités)			
1956	37 793	1 370	39 163
1957	47 617	1 600	49 217
1958	60 553	4 794	65 347
1959	52 591	2 513	55 104
1960	56 435	1 843	58 278
1961	57 577	1 600	59 177
1962	60 110	824	60 934
1963	55 119	2 475	57 594
Passagers (unités)			
1956	608 786	10 662	619 448
1957	771 897	14 135	786 032
1958	1 178 738	80 681	1 259 419
1959	852 069	13 549	865 618
1960	1 145 335	14 588	1 159 923
1961	1 198 570	19 882	1 218 452
1962	1 418 790	11 924	1 430 714
1963	1 438 145	63 149	1 501 294
Bagages (tonnes)			
1956	8 433	207	8 640
1957	10 871	237	11 108
1958	16 431	567	16 998
1959	11 813	195	12 008
1960	15 871	234	16 105
1961	15 521	286	15 807
1962	18 240	147	18 387
1963	17 974	772	18 746
Fret (tonnes)			
1956	16 139	415	16 554
1957	20 409	453	20 862
1958	26 353	638	26 991
1959	28 693	537	29 230
1960	42 607	575	43 182
1961	47 676	577	48 253
1962	50 669	455	51 124
1963	53 840	1 143	54 983
Courrier (tonnes)			
1956	2 432	2	2 434
1957	2 858	1	2 859
1958	2 858	4	2 862
1959	2 374	54	2 428
1960	2 465	84	2 549
1961	2 469	14	2 484
1962	2 496	3	2 499
1963	2 433	34	2 467

Sources : Ministère des Communications.
Institut National de Statistique.

(a) Ensemble du trafic : arrivées et départs, vols locaux non compris.

Trafic de la SABENA (a)

ANNÉE	Tonnes-kilomètre offertes (milliers)	Voyageurs transportés (milliers)	Voyageurs-kilomètre (milliers)	Fret (en milliers de tonnes-kilomètre)	Courrier (en milliers de tonnes-kilomètre)	Tonnes-kilomètre transportées (milliers)	Coefficient de chargement (en pourcent)
1953 ...	104 495,4	375,2	514 084,6	17 904,4	3 739,0	73 327,4	70,2
1954 ...	121 849,4	391,8	567 228,6	22 410,5	4 258,6	83 081,5	68,2
1955 ...	133 415,2	450,5	649 987,1	24 671,4	5 252,5	95 181,4	71,3
1956 ...	147 509,2	526,6	745 891,7	27 780,3	6 176,6	109 496,0	74,2
1957 ...	191 059,3	686,1	1 038 750,6	30 518,5	6 687,2	137 747,7	72,1
1958 ...	233 198,3	954,6	1 291 025,2	31 352,9	6 779,1	160 801,3	69,0
1959 ...	217 947,1	738,6	1 202 992,5	32 092,2	7 286,9	152 191,5	69,8
1960 ...	300 773,2	928,7	1 900 165,1	38 425,0	5 459,3	220 902,3	73,4
1961 ...	293 137,9	862,5	1 403 036,0	45 987,8	4 361,2	185 665,1	63,3
1962 ...	294 445,1	927,0	1 562 581,5	36 108,8	4 184,8	181 754,4	61,7

(a) Les données relatives à 1963 ne sont pas encore disponibles.

Sources : Ministère des Communications.
SABENA.

IV

DISTRIBUTION

Entreprises commerciales

Effectifs assujettis à la sécurité sociale

Situation au 30 juin

BRANCHE D'ACTIVITÉ	Employeurs						Travailleurs					
	1961		1962		1963 (a)		1961		1962		1963 (a)	
	Nombre	Pourcentage	Nombre	Pourcentage	Nombre	Pourcentage	Nombre	Pourcentage	Nombre	Pourcentage	Nombre	Pourcentage
Vente des produits des industries :												
Agricoles	1 797	7,8	1 814	7,6	1 813	7,5	6 740	3,4	6 838	3,3	6 632	3,1
Des mines, minières et carrières	2 197	9,5	2 231	9,4	2 280	9,4	10 311	5,3	11 364	5,5	12 147	5,7
Alimentaires, de la pêche et de l'agriculture, destinés à la consommation immédiate	6 027	25,9	6 107	25,6	6 148	25,3	36 891	18,9	37 772	18,4	39 343	18,6
Du tabac	152	0,7	161	0,7	152	0,6	612	0,3	630	0,3	684	0,3
Chimiques	1 542	6,7	1 630	6,8	1 714	7,1	14 971	7,8	17 100	8,4	17 865	8,4
Du bois, de l'ameublement et de la construction (et location)	1 120	4,8	1 160	4,9	1 152	4,8	5 858	3,0	6 371	3,1	6 044	2,9
Du papier	394	1,7	413	1,7	390	1,6	2 467	1,3	2 493	1,2	2 503	1,2
Polygraphiques (et location)	420	1,8	412	1,7	409	1,7	2 899	1,5	3 029	1,5	3 045	1,4
Des cuirs et peaux	736	3,1	757	3,2	765	3,2	3 424	1,8	3 590	1,8	3 687	1,8
Textiles, du vêtement et des articles de mode (et location)	3 354	14,3	3 373	14,2	3 396	14,0	17 765	9,2	18 042	8,8	17 553	8,3
Céramiques et verrières	172	0,7	171	0,7	179	0,7	1 577	0,8	1 561	0,8	1 623	0,8
Des métaux bruts et façonnés	3 026	13,0	3 110	13,1	3 176	13,1	29 406	15,1	30 591	14,9	32 125	15,2
D'art et de précision	1 668	7,4	1 797	7,5	1 896	7,8	13 279	6,9	14 488	7,1	15 449	7,3
Commerce en articles divers	614	2,6	688	2,9	776	3,2	47 888	24,7	51 034	24,9	52 939	25,0
Total	23 219	100	23 824	100	24 246	100	194 088	100	204 903	100	211 639	100

(a) Données provisoires.

Source : Office National de Sécurité Sociale.

Entreprises commerciales proprement dites

Personnel assujetti à la sécurité sociale

DÉSIGNATION	Salariés			Appointés			Total général
	Ouvriers	Ouvrières	Total	Employés	Employées	Total	
1956 Nombre (a)	56 620	16 400	73 020	41 740	49 640	91 380	164 400
Pourcentage (a)	34	10	44	26	30	56	100
1957 Nombre (a)	56 950	17 290	74 240	43 340	51 750	95 090	169 330
Pourcentage (a)	34	10	44	26	30	56	100
1958 Nombre (a)	56 790	17 580	74 370	44 530	54 160	98 690	173 060
Pourcentage (a)	33	10	43	26	31	57	100
1959 Nombre (a)	58 940	18 100	77 040	46 090	56 000	102 090	179 130
Pourcentage (a)	33	10	43	26	31	57	100
1960 Nombre (a)	61 670	18 080	79 750	48 310	58 300	106 610	186 360
Pourcentage (a)	33	10	43	26	31	57	100
1961 Nombre (a)	68 010	20 080	88 090	53 670	63 950	117 620	205 710
Pourcentage (a)	33	10	43	26	31	57	100
1962 Nombre (b)	67 522	19 426	86 948	54 148	63 807	117 955	204 903
Pourcentage (b)	33	9	42	27	31	58	100
1963 Nombre (b)	68 812	19 811	88 623	56 255	66 761	123 016	211 639
Pourcentage (b)	33	9	42	27	31	58	100

(a) Supputations. Situation au 31 décembre.
(b) Situation au 30 juin.

Source : Office National de Sécurité Sociale.

Cartes professionnelles pour étrangers (a)

DÉSIGNATION	Au 1er janvier 1961		Au 1er janvier 1963 (b)	
	Nombre	%	Nombre	%
Répartition par profession et par activité (c)				
Nature des professions :				
Détaillants	3 852	22,1	2 819	19,9
Artisans	9 041	51,8	7 757	54,8
Intermédiaires et représentants	1 074	6,2	791	5,6
Administrateurs	1 664	9,5	1 580	11,1
Importateurs - exportateurs - grossistes	594	3,4	519	3,7
Grossistes-détaillants	810	4,6	397	2,8
Grossistes	414	2,4	293	2,1
Total ...	**17 449**	**100,0**	**14 156**	**100,0**
Nature des activités :				
Vente de produits textiles, vêtements et articles de mode	1 444	7,2	1 122	7,2
Vente et location de produits des industries d'art et de précision	1 551	7,8	1 131	7,3
Vente de produits alimentaires pour usage immédiat	1 882	9,4	1 534	9,9
Hôtels, restaurants, cafés	2 111	10,6	1 756	11,3
Agriculture	899	4,5	563	3,6
Fabrication et réparation de vêtements (non compris les chaussures)	683	3,4	549	3,5
Vente de produits des industries des métaux bruts ou façonnés	847	4,2	606	3,9
Vente de produits des industries chimiques	811	4,1	619	4,0
Divers	9 733	48,8	7 661	49,3
Total ...	**19 961**	**100,0**	**15 541**	**100,0**
Répartition géographique des cartes en cours de validité (c)				
Résidents :				
Anvers	3 064	21,0	2 194	19,1
Brabant	5 151	35,3	3 901	33,9
Flandre Occidentale	574	3,9	487	4,2
Flandre Orientale	666	4,6	591	5,2
Hainaut	1 999	13,7	1 734	15,1
Liège	1 774	12,1	1 602	13,9
Limbourg	680	4,7	586	5,1
Luxembourg	353	2,4	145	1,3
Namur	331	2,3	256	2,2
Total ...	**14 592**	**100,0**	**11 496**	**100,0**
Non résidents	1 359		925	
Total général ...	**15 951**		**12 421**	

Source : Institut National de Statistique.

(a) Le recensement ne se fait que tous les 2 ans.
(b) Plusieurs étrangers n'ayant pas renouvelé leur carte professionnelle, les données ne sont pas comparables à celles des années antérieures.
(c) Une même carte peut couvrir plus d'une profession ou plus d'une activité.

Commerce ambulant

Répartition des commerçants ambulants suivant la nature du commerce (a)

DATE ET RÉSIDENCE DU COMMERÇANT	Marché public		Voie publique		De porte en porte		Marché public et voie publique		Marché public et de porte en porte		Voie publique et de porte en porte		Marché public, voie publique et de porte en porte		Ensemble		
	Belges	Etrangers	Belges	Etrangers	Belges	Etrangers	Belges	Etrangers	Belges	Etrangers	Belges	Etrangers	Belges	Etrangers	Belges	Etrangers	Total
1er janvier 1962 :																	
Anvers	2 905	26	609	13	673	33	816	13	202	8	498	21	1 982	37	7 685	151	7 836
Brabant	3 403	152	637	49	537	42	940	94	192	13	350	7	1 395	81	7 454	438	7 892
Fl. Occidentale ..	1 447	8	360	2	1 011	2	337	5	261	—	741	14	1 971	11	6 128	42	6 170
Fl. Orientale	2 954	17	543	23	657	22	681	8	333	1	805	17	2 246	23	8 219	111	8 330
Hainaut	1 449	98	202	27	527	46	905	72	213	29	225	32	1 528	184	5 049	488	5 537
Liège	934	71	191	32	756	45	622	124	246	28	342	22	1 322	154	4 413	476	4 889
Limbourg.....	507	3	78	—	500	7	166	2	129	5	418	11	1 359	26	3 157	54	3 211
Luxembourg	103	5	26	—	216	8	100	6	77	2	116	10	376	9	1 014	40	1 054
Namur	198	9	108	1	27 4	11	163	11	128	5	138	8	556	24	1 565	69	1 634
Pays étrangers ...	—	48	—	5	1	59	3	10	—	5	1	3	3	56	8	186	194
Le Royaume...	**13 900**	**437**	**2 754**	**152**	**5 152**	**275**	**4 733**	**345**	**1 781**	**96**	**3 634**	**145**	**12 738**	**605**	**44 692**	**2 055**	**46 747**
1er janvier 1960 : *Le Royaume...*	**14 817**	**519**	**2 921**	**192**	**5 550**	**274**	**4 843**	**364**	**1 908**	**98**	**4 023**	**144**	**12 448**	**537**	**46 510**	**2 128**	**48 638**
1er janvier 1958 : *Le Royaume...*	**15 804**	**560**	**2 951**	**170**	**5 671**	**233**	**5 098**	**341**	**1 812**	**75**	**4 051**	**132**	**11 379**	**346**	**46 766**	**1 857**	**48 623**

(a) Le recensement ne se fait que tous les 2 ans. Les données au 1er janvier 1964 ne sont pas encore disponibles.

Source : Institut National de Statistique.

Sociétés commerciales belges ayant leur principale exploitation en Belgique

DÉSIGNATION	Constitutions de sociétés						Augmentations de capital	Dissolutions de sociétés par liquidation et fusion	
	Anonymes et en commandite par actions		De personnes à responsabilité limitée		Ensemble		Montant nominal net (en milliers de francs)	Ensemble	
	Nombre	Capital nominal (en milliers de francs)	Nombre	Capital nominal (en milliers de francs)	Nombre	Capital nominal (en milliers de francs)		Nombre	Capital (en milliers de francs)
Commerce de détail :									
1953	49	23 325	271	62 318	320	85 643	19 920	102	15 764
1957	32	21 850	288	72 438	320	94 288	103 617	144	31 330
1958	37	12 535	340	92 097	377	104 632	192 662	113	43 086
1959	39	23 371	407	120 458	446	143 829	397 306	119	36 266
1960	29	286 670	430	113 873	459	400 543	380 853	132	51 672
1961	28	504 925	410	107 901	438	612 826	770 986	119	39 436
1962	26	124 725	299	76 649	325	201 374	335 706	129	38 596
1962 (10 mois)..	25	123 725	254	65 613	279	189 338	316 771	86	16 311
1963 (10 mois)..	18	24 650	250	68 688	268	93 338	57 974	122	28 513
Commerce de gros et commerce extérieur :									
1953	148	114 313	314	118 493	462	232 806	239 412	168	102 974
1957	143	462 201	487	232 622	630	694 823	445 917	225	155 726
1958	145	265 275	386	212 925	531	478 200	518 601	196	141 708
1959	164	149 727	419	182 295	583	332 022	298 536	197	131 117
1960	193	291 727	525	224 038	718	515 765	549 406	215	170 800
1961	154	188 411	532	198 927	686	387 338	1 027 378	233	155 796
1962	160	300 445	441	163 957	601	464 402	658 370	222	246 611
1962 (10 mois)..	126	258 995	370	134 026	496	393 021	427 700	165	216 132
1963 (10 mois)..	143	118 612	330	120 175	473	238 787	961 091	175	122 571

Source : Institut National de Statistique.

Immatriculations et radiations au Registre du Commerce

DÉSIGNATION	1961	1962			1963		
	Total	Commerçants isolés	Sociétés	Total	Commerçants isolés	Sociétés	Total
Immatriculations principales (a) :							
Cour d'Appel de :							
Bruxelles	21 018	17 919	1 991	19 910	15 959	1 937	17 896
Gand	10 276	9 345	575	9 920	8 476	523	8 999
Liège	8 675	8 372	490	8 862	7 296	497	7 793
Total ...	**39 969**	**35 636**	**3 056**	**38 692**	**31 731**	**2 957**	**34 688**
Radiations par suite de cessation, cession, transfert ou décès :							
Cour d'Appel de :							
Bruxelles	18 122	17 735	535	18 270	17 919	573	18 492
Gand	9 574	9 161	171	9 332	9 529	158	9 687
Liège	6 933	7 228	149	7 377	7 264	140	7 404
Total ...	**34 629**	**34 124**	**855**	**34 979**	**34 712**	**871**	**35 583**
Différence	+ 5 340	+ 1 512	+ 2 201	+ 3 713	— 2 981	+ 2 086	— 895

Source : Ministère des Affaires économiques et de l'Energie, Administration du Commerce.

(a) Y compris les immatriculations principales par reprise d'une affaire radiée ou transportée, comme suite à une cession, un transport, un décès, etc.

Déclarations de faillite et concordats judiciaires

DÉSIGNATION	Déclarations de faillite (a)				Concordats judiciaires (b)			
	1938	1961	1962	1963	1938	1961	1962	1963
Cour d'Appel de :								
Bruxelles	417	483	563	563	158	50	59	56
Gand	149	142	195	169	56	18	20	23
Liège	89	164	155	172	51	45	42	33
Le Royaume ...	**655**	**789**	**913**	**904**	**265**	**113**	**121**	**112**

Source : Institut National de Statistique.

(a) Les données de ce tableau ne correspondent pas toujours avec celles des faillites traitées, relevées dans la statistique judiciaire.
(b) Avant la guerre, concordats préventifs à la faillite.

Ventes à la consommation

(1953 = 100)

ANNÉE	Grands magasins à rayons multiples	Coopératives de consommation	Magasins à succursales (alimentation)
1955	114	115	107
1956	124	125	120
1957	129	125	123
1958	139	131	131
1959	144	132	138
1960	156	138	144
1961	161	144	152
1962	170	152	169
1963	180	161	194

Sources : Institut National de Statistique.
Banque Nationale de Belgique.

Indice du chiffre d'affaires des grossistes en alimentation générale

(1953 = 100)

PÉRIODE	1958 (a)	1959 (a)	1960 (a)	1961 (a)	1962 (a)	1963 (a)
Janvier	137	130	140	154	161	181
Février	125	128	138	147	150	162
Mars	130	137	151	162	164	165
Avril	140	148	149	147	166	174
Mai	134	140	150	163	178	186
Juin	142	148	160	167	176	167
Juillet	151	158	168	158	170	185
Août	143	150	175	180	179	181
Septembre	143	153	156	169	170	183
Octobre	139	150	147	162	195	190
Novembre	126	134	158	169	181	170
Décembre.....	162	163	173	177	185	202
L'année (b) ...	**139**	**145**	**155**	**163**	**173**	**179**

Sources : Fédération des Distributeurs Grossistes en Alimentation.
Institut National de Statistique.

(a) Nombre de firmes recensées pour l'indice mensuel comme pour l'indice annuel :
en 1958 : 43;
en 1959 : 43;
en 1960 : 39;
en 1961 : 39;
en 1962 : 35;
en 1963 : 34.

(b) Le chiffre d'affaires total des 48 firmes recensées en 1948 s'élève à 1.229 millions de francs. Sur base 1953 = 100, l'indice annuel de 1948 est de 89.

Caisse Nationale de Crédit Professionnel

Crédits accordés

ANNÉE	Nombre	En milliers de francs	
		Montant global	Montant moyen
1955	6 920	1 125 898	162,7
1956	6 934	1 234 333	178,0
1957	5 358	898 390	167,7
1958	5 614	1 025 337	182,6
1959	7 233	1 363 786	188,4
1960	9 612	2 223 995	231,4
1961	10 045	2 414 244	240,3
1962	11 218	2 811 220	250,6
1963	12 506	3 391 320	271,2

Source : Caisse Nationale de Crédit Professionnel.

Recettes du Timbre et des taxes assimilées au Timbre (a)

MOIS	1961	1962			1963		
	Données absolues (en millions de francs)	Données absolues (en millions de francs)	Période correspondante de 1961 = 100		Données absolues (en millions de francs)	Période correspondante de 1962 = 100	
			Indice brut	Indice net (b)		Indice brut	Indice net (b)
Janvier	2 645	3 266	123	123	3 310	101	98
Février	2 665	3 122	117	117	3 141	101	99
Mars	3 251	3 596	111	110	3 590	100	99
Avril	2 779	3 355	121	119	3 555	106	105
Mai	3 041	3 423	113	111	3 873	113	111
Juin	3 212	3 403	106	104	3 690	108	107
Juillet	3 060	3 304	108	108	3 569	108	106
Août	3 155	3 308	105	104	3 835	116	113
Septembre	3 251	3 490	107	108	3 970	114	110
Octobre	3 447	3 751	109	108	4 166	111	108
Novembre	3 351	3 642	109	108	3 867	106	102
Décembre	3 405	3 767	111	109	4 251	113	109
L'année...	**37 262**	**41 428**	**111**	**110**	**44 818**	**108**	**105**
Indice des prix de gros (1953 = 100).....	102,4	103,2			105,8		

Sources : Ministère des Finances.
Ministère des Affaires économiques et de l'Energie, Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) L'arrêté royal du 3 mai 1961 concernant les taxes assimilées au Timbre a augmenté les taxes de transmission, de facture et de luxe de 20 % à partir du 5 mai 1961.
(b) Obtenu en divisant l'indice brut par l'évolution comparable de l'indice des prix de gros.

V

TOURISME

Répartition des nuitées par pays de provenance (a)

PAYS DE PROVENANCE	1954		1956		1958		1959		1960		1961		1962		1963	
	En milliers d'unités	Indice (b)	En milliers d'unités	Indice (b)	En milliers d'unités	Indice (b)	En milliers d'unités	Indice (b)	En milliers d'unités	Indice (b)	En milliers d'unités	Indice (b)	En milliers d'unités	Indice (b)	En milliers d'unités	Indice (b)
Etranger :																
Grande-Bretagne	684	128	846	158	1 224	229	986	184	1 185	221	1 071	200	1 174	219	1 276	239
France	510	103	789	159	993	200	658	132	823	166	888	179	982	198	1 069	215
Pays-Bas	373	111	420	125	440	131	354	105	395	118	404	120	441	131	465	138
Allemagne (Occidentale)	221	132	272	162	817	486	321	191	390	232	457	272	497	296	578	344
Italie	84	114	92	124	202	273	98	132	110	149	124	168	131	177	140	189
Grand-Duché de Luxembourg	67	140	65	135	101	210	102	211	111	231	116	242	119	248	128	267
Suisse	56	102	61	111	222	403	51	93	60	110	61	111	58	105	62	113
U. S. A.	199	105	227	120	616	326	239	126	296	157	254	134	281	149	325	172
Autres pays	338	110	434	142	928	303	417	136	515	168	522	170	559	183	641	209
Total ...	**2 530**	**115**	**3 206**	**145**	**5 543**	**251**	**3 226**	**146**	**3 885**	**176**	**3 897**	**176**	**4 242**	**192**	**4 684**	**212**
Belgique	**7 480**	**108**	**9 229**	**133**	**9 973**	**144**	**11 162**	**161**	**11 195**	**162**	**12 144**	**175**	**12 394**	**179**	**12 877**	**186**
Total général ...	**10 010**	**111**	**12 435**	**136**	**15 516**	**170**	**14 388**	**158**	**15 080**	**165**	**16 041**	**176**	**16 636**	**182**	**17 561**	**192**

Source : Institut National de Statistique.

(a) Sont seulement reprises dans la statistique, les personnes ayant logé en Belgique moyennant paiement, ailleurs qu'en maisons de cure et à l'exclusion du camping.

(b) Sur base 1953 = 100.

Répartition des nuitées par région touristique et suivant le pays de résidence des touristes en 1963

RÉGION TOURISTIQUE	Selon le pays de résidence		En fonction du total des nuitées		
	Belges	Etrangers	Belges	Etrangers	Total
Littoral	78,9	41,5	57,8	11,1	68,9
Villes d'art	4,0	45,3	3,0	12,1	15,1
Ardennes-Meuse	10,8	6,8	7,9	1,8	9,7
Autres régions	6,3	6,4	4,6	1,7	6,3
Le Royaume	**100**	**100**	**73,3**	**26,7**	**100**

Source : Ministère des Affaires économiques et de l'Énergie, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Répartition des nuitées par saison (en pour-cent)

PÉRIODE	Belges		Etrangers		Total	
	« Thrift season » (a)	Saison (b)	« Thrift season » (a)	Saison (b)	« Thrift season » (a)	Saison (b)
1952-1953	21,0	79,0	36,5	63,5	24,7	75,3
1953-1954	22,0	78,0	37,6	62,4	26,3	73,7
1954-1955	22,4	77,6	36,7	63,3	26,2	73,8
1955-1956	22,0	78,0	37,2	62,8	25,9	74,1
1956-1957	20,9	79,1	34,6	65,4	24,4	75,6
1957-1958	21,0	79,0	33,0	67,0	25,0	75,0
1958-1959	192,	80,8	38,2	61,8	23,5	76,5
1959-1960	19,5	80,5	32,0	68,0	22,7	77,3
1960-1961	19,5	80,5	34,5	65,5	23,1	76,9
1961-1962	19,0	81,0	34,4	65,6	22,8	77,2
1962-1963	19,3	80,7	35,5	64,5	23,6	76,4

Source : Commissariat général au Tourisme.

(a) Il s'agit principalement de « week-ends » et d'événements touristiques situés en dehors de la saison proprement dite.
(b) Du 1er juin au 30 septembre

Recettes et dépenses du tourisme et des voyageurs

(en milliards de francs)

ANNÉE	Tourisme et voyageurs			Total des transactions sur services		
	Recettes	Dépenses	Soldes	Recettes	Dépenses	Soldes
1956	3,8	2,8	+ 1,0	41,6	34,3	+ 7,3
1957	4,3	3,2	+ 1,1	44,4	33,6	+ 10,8
1958	6,2	2,9	+ 3,3	46,1	33,1	+ 13,0
1959	4,5	5,9	— 1,4	41,9	38,3	+ 3,6
1960	5,5	6,9	— 1,4	46,2	42,0	+ 4,2
1961 (a)	6,6	9,2	— 2,6	44,2	41,3	+ 2,9
1962 (a) (b)	6,8	9,0	— 2,2	51,3	47,5	+ 3,8
1963 (a)	7,9	11,1	— 3,2	53,8	54,6	+ 0,8

Source : Banque Nationale de Belgique.

(a) Par suite de modifications dans leur mode de calcul, les données de 1961 à 1963 ne sont entièrement comparables, ni entre elles, ni avec celles des années antérieures.
(b) Données corrigées.

Mouvement et recettes du trafic voyageurs (a)

Société Nationale des Chemins de Fer Belges

(moyenne mensuelle)

ANNÉE	Voyageurs			Voyageurs/km			Recettes		
	Période non touristique (b) (en milliers d'unités)	Période touristique (c)		Période non touristique (b) (en millions d'unités)	Période touristique (c)		Période non touristique (b) (en milliers de francs)	Période touristique (c)	
		En milliers d'unités	En % de la période non touristique		En millions d'unités	En % de la période non touristique		En milliers de francs	En % de la période non touristique
1955	5 610	6 572	117	204	289	141	134 059	192 385	144
1956	5 920	6 455	109	212	277	131	142 347	189 798	133
1957	5 941	6 705	113	210	282	134	146 048	197 715	135
1958	6 520	7 609	117	232	337	145	161 022	240 280	149
1959	6 269	6 568	105	216	218	130	156 012	210 918	135
1960	6 102	6 954	114	208	293	141	153 903	219 955	143
1961	5 913	6 788	115	202	286	142	148 603	216 816	146
1962	5 937	6 696	113	205	285	139	152 194	217 154	143
1963	6 483	7 048	109	217	299	138	162 088	227 192	140

Source : Société Nationale des Chemins de Fer Belges.

(a) A l'exclusion des voyageurs avec abonnement.
(b) L'année, période juin-septembre exclue.
(c) Période juin-septembre.

Etablissements de vacances populaires

DÉSIGNATION	Nombre d'installations				Nombre de lits			
	1951	1961	1962	1963	1951	1961	1962	1963
Maisons et centres de vacances	29	30	31	31	3 694	10 595	11 792	11 888
Auberges de jeunesse	38	40	38	38	2 609	3 342	3 340	3 371
Etablissements des Amis de la Nature	17	19	18	17	850	1 286	1 256	1 141
Gîtes d'étapes	31	23	23	23	1 321	1 202	1 120	1 380
Total ...	**115**	**112**	**110**	**109**	**8 474**	**16 425**	**17 508**	**17 780**

	Nombre de nuitées			
	1951	1961	1962	1963
Maisons et centres de vacances	188 417	719 099	813 094	868 892
Auberges de jeunesse	129 890	160 017	154 163	162 461
Etablissements des Amis de la Nature	28 221	49 328	51 004	52 813
Gîtes d'étapes	46 615	59 607	62 463	71 931
Total ...	**393 143**	**988 051**	**1 080 724**	**1 156 097**

Source : Commissariat général au Tourisme.

Coefficient d'occupation dans les maisons et centres de vacances

(en pour-cent)

MOIS	1958	1959	1960	1961	1962	1963
Mai	12	13	7	12	9	16
Juin	29	26	30	36	37	42
Juillet	70	74	76	79	78	82
Août	71	71	73	76	78	82
Septembre	10	9	14	18	19	18
Moyenne par mois .	**37**	**39**	**40**	**44**	**45**	**47**

Source : Commissariat général au Tourisme.

TROISIÈME PARTIE

FINANCES, MONNAIE ET CRÉDIT

I

FINANCES PUBLIQUES

Finances de l'Etat . . . . . *p. 143 à 151*

Finances provinciales et communales . . . . . *p. 152 à 157*

Exécution des budgets de 1953 à 1963 par année civile

(en millions de francs)

ANNÉE	Budget ordinaire (a)					Budget extraordinaire			Total général		
	Recettes			Dépenses	Solde	Recettes (b)	Dépenses (c)	Solde	Recettes	Dépenses	Solde
	Fiscales	Non fiscales	Total								
1953	67 746	6 603	74 349	78 347	— 3 998	3 543	17 256	— 13 713	77 892	95 603	— 17 711
1954	70 682	7 121	77 803	79 241	— 1 438	2 196	17 552	— 15 356	79 999	96 793	— 16 794
1955	75 770	6 016	81 786	81 065	+ 721	3 399 (d)	18 105 (d)	— 14 706	85 186 (d)	99 170 (d)	— 13 984
1956	82 232	6 705	88 937	83 561	+ 5 376	514	15 228	— 14 714	89 452	98 789	— 9 337
1957	89 306	6 983	96 289	92 064	+ 4 225	808	16 358	— 15 550	97 097	108 422	— 11 325
1958	87 847	11 757 (e)	99 604	106 716 (e)	— 7 112	353	16 622	— 16 269	99 957 (e)	123 338 (e)	— 23 381
1959	94 338	7 673	102 011	110 592	— 8 581	3 423	24 370	— 20 947	105 434	134 962	— 29 528
1960	101 986	7 238	109 224	112 049	— 2 825	574	29 772	— 29 198	109 798	141 821	— 32 023
1961	111 944	8 469	120 413	129 368	— 8 955	713	14 497	— 13 784	121 126	143 865	— 22 739
1962	123 338	8 117	131 455	132 437	— 982	581	19 552	— 18 971	132 036	151 989	— 19 953
1963	131 064	9 039	140 103	144 096	— 3 993	580	22 994	— 22 414	140 683	167 090	— 26 407

Source : Ministère des Finances.

(a) Y compris les recettes et dépenses résultant de la guerre.
(b) Non compris le produit des emprunts consolidés.
(c) Y compris l'exécution des accords de Bretton Woods et de l'accord de paiement et de compensation conclu à Paris le 7 septembre 1949.
(d) Y compris près de 3 milliards de francs correspondant à des redressements d'écritures relatifs aux non-valeurs et restitution d'impôts spéciaux de l'exercice 1951.
(e) Y compris 4.202 millions de francs correspondant à des régularisations d'écritures en vue de comptabiliser la contribution de l'Allemagne dans les frais de stationnement des unités belges.

Exécution des budgets de 1953 à 1963 par exercice

(en millions de francs)

EXERCICE	Budget ordinaire					Budget extraordinaire						Total général		
	Recettes			Dépenses	Solde	Budget extraordinaire propre			Investissements par l'aide Marshall et dépenses en contrepartie de l'aide E.R.P.			Recettes	Dépenses	Solde
	Fiscales	Non Fiscales (a)	Total			Recettes (b)	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde			
1953	69 766	6 967	76 733	77 376	— 643	2 626	16 091	—13 465	87	1 035	— 948	79 446	94 502	—15 056
1954	68 278	7 493	75 771	79 711	— 3 940	2 146	16 478	—14 342	51	260	— 209	77 968	96 449	—18 481
1955	75 967	6 098	82 065	81 001	+ 1 064	296	14 214	—13 918	46	57	— 11	82 407	95 272	—12 865
1956	82 982	7 332	90 314	86 134	+ 4 180	462	10 454	— 9 992	25	18	+ 7	90 801	96 606	— 5 805
1957	89 294	10 671	99 965	94 098	+ 5 867	793	17 655	—16 862	—	12	— 12	100 758	111 765	—11 007
1958	87 124	7 881	95 005	103 204	— 8 199	650	15 322	—14 672	—	2	— 2	95 655	118 528	—22 873
1959	95 039	7 226	102 265	110 462	— 8 197	3 127	24 831	—21 704	—	—	—	105 392	135 293	—29 901
1960	101 882	7 796	109 678	115 876	— 6 198	560	29 516	—28 956	—	—	—	110 238	145 392	—35 154
1961	112 386	7 973	120 359	124 865	— 4 506	721	16 818	—16 097	—	—	—	121 080	141 683	—20 603
1962	124 425	7 942	132 367	134 025	— 1 657	612	17 914	—17 303	—	—	—	132 979	151 939	—18 960
1963 (c).....	132 617	9 056	141 674	144 633	— 2 959	567	23 690	—23 123	—	—	—	124 241	168 323	—26 082

Source : Ministère des Finances.

(a) Y compris les recettes résultant de la guerre.
(b) Non compris le produit des emprunts consolidés; mais y compris l'exécution des accords de Bretton Woods.
(c) Données provisoires au 30 avril 1964.

Dépenses budgétaires par principaux chapitres et par année civile

(en millions de francs)

DÉSIGNATION	Dépenses de l'année 1960 pour compte des exercices 1959 et 1960	Dépenses de l'année 1961 pour compte des exercices 1960 et 1961	Dépenses de l'année 1962 pour compte des exercices 1961 et 1962	Dépenses de l'année 1963 pour compte des exercices 1962 et 1963	Différence 1962 par rapport à 1961	Différence 1963 par rapport à 1962
Dépenses ordinaires :						
Dette publique	18 846	24 139	22 802	26 383	— 1 337	+ 3 581
Pensions	16 305	18 401	18 969	19 845	+ 568	+ 876
Non-valeurs et remboursements	340	172	114	108	— 58	— 6
Personnel	23 548	24 753	26 199	29 277	+ 1 446	+ 3 078
Matériel	7 259	7 302	7 848	7 985	+ 546	+ 137
Subventions	39 945	42 273	45 196	50 232	+ 2 923	+ 5 036
Travaux	852	1 144	1 191	1 484	+ 47	+ 293
Autres dépenses ordinaires	4 954	11 184	10 118	8 782	— 1 066	— 1 336
Total...	**112 049**	**129 368**	**132 437**	**144 096**	**+ 3 069**	**+ 11 659**
Dépenses extraordinaires :						
Dette publique	1 855	—	—	1 302	—	+ 1 302
Avances	3 266	1 644	4 542	3 863	+ 2 898	— 679
Participations	4 921	63	436	367	+ 373	— 69
Immobilisations nouvelles (a)	14 795	11 759	14 010	16 532	+ 2 251	+ 2 522
Restauration du domaine public	533	460	333	307	— 127	— 26
Autres dépenses	4 402	571	231	623	— 340	+ 392
Total...	**29 772**	**14 497**	**19 552**	**22 994**	**+ 5 055**	**+ 3 442**
Total général...	**141 821**	**143 865**	**151 989**	**167 090**	**+ 8 124**	**+ 15 101**

Source : Ministère des Finances.

(a) Les opérations du Fonds des Routes, créé par la loi du 9 août 1955 (*Moniteur belge* du 2 septembre 1955), ne sont pas reprises au budget extraordinaire.

Dépenses budgétaires

(en millions de francs)

DÉSIGNATION	Dépenses de l'année 1961 pour compte des exercices 1960 et 1961	Dépenses de l'année 1962 pour compte des exercices 1961 et 1962	Dépenses de l'année 1963 pour compte des exercices 1962 et 1963	Différence 1962 par rapport à 1961	Différence 1963 par rapport à 1962
Budget de la Dette publique	24 139	22 801	27 685	— 1 338	+ 4 884
Budget des Pensions	18 401	18 969	19 845	+ 568	+ 876
Budget des Non-Valeurs et Remboursements	172	114	108	— 58	— 6
Budget du Ministère de l'Intérieur et de la Fonction Publique	8 559	10 135	11 235	+ 1 576	+ 1 100
Budget du Ministère de la Justice	2 124	2 332	2 802	+ 208	+ 470
Budget du Ministère des Communications	9 162	11 839	12 913	+ 2 677	+ 1 074
Budget du Ministère des Travaux publics	8 424	8 681	11 017	+ 257	+ 2 336
Budget des Ministères du Travail et de la Prévoyance sociale	10 121	9 322	9 859	— 799	+ 537
Budget du Ministère de l'Education Nationale et de la Culture	21 541	24 416	27 137	+ 2 875	+ 2 721
Budget du Ministère de la Santé publique et de la Famille	4 716	4 890	5 204	+ 174	+ 314
Budget de la Gendarmerie	1 601	1 788	1 940	+ 187	+ 152
Budget du Ministère des Finances	5 331	6 500	6 118	+ 1 169	— 382
Budgets des Ministères des Affaires économiques et de l'Energie et des Classes moyennes	3 063	2 712	3 191	— 351	+ 479
Budget du Ministère des Affaires étrangères et Assistance technique	6 223	7 323	5 799	+ 1 100	— 1 524
Budgets des Dotations et des autres départements ministériels	2 580	2 218	2 241	— 362	+ 23
Total	**126 157**	**134 040**	**147 094**	**+ 7 883**	**+ 13 054**
Budget du Ministère de la Défense nationale	17 708	17 949	19 996	+ 241	+ 2 047
Total général	**143 865**	**151 989**	**167 090**	**+ 8 124**	**+ 15 101**

Source : Ministère des Finances.

Recettes fiscales ordinaires nettes (a)

(en millions de francs)

DÉSIGNATION	1957 (exercice 1956-exercice 1957)	1958 (exercice 1957-exercice 1958)	1959 (exercice 1958-exercice 1959)	1960 (exercice 1959-exercice 1960)	1961 (exercice 1960-exercice 1961)	1962 (exercice 1961-exercice 1962)	1963 (exercice 1962-exercice 1963)
Contributions directes :							
Précompte immobier							644
Précompte mobilier							3 738
Précompte professionnel							19 004
Versements anticipés							9 352
Impôts des sociétés par actions							64
Contribution foncière	451	459	491	438	498	578	340
Taxe mobilière	3 746	3 444	3 517	4 067	4 341	4 389	936
Taxe professionnelle	23 806	23 692	24 587	27 427	28 295	33 232	10 914
Impôt complémentaire personnel	3 634	3 775	3 750	4 043	4 548	5 848	3 646
Contribution nationale de crise	2 017	1 869	1 920	2 171	2 393	1 868	244
Taxe de circulation automob.	2 238	2 411	2 568	2 700	2 928	3 149	3 270
Recettes sur exercices clos	2 012	601	1 380	178	– 433	186	69
Divers	665	576	545	533	925	1 059	577
Total	**38 569**	**36 827**	**38 758**	**41 557**	**43 495**	**50 310**	**52 799**
Douanes et accises :							
Douanes	6 031	5 802	5 370	6 006	6 453	6 602	7 025
Accises	10 477	11 365	13 374	14 907	16 245	16 743	17 475
Taxe de consommation	712	717	638	775	784	878	1 008
Divers	279	281	250	304	284	305	245
Total	**17 499**	**18 165**	**19 632**	**21 992**	**23 766**	**24 529**	**25 753**
Enregistrement :							
Droits d'enregistrement	3 624	3 037	3 653	4 024	4 420	4 251	4 718
Timbre et taxes assimilées	27 702	27 630	30 075	32 022	37 262	41 428	44 818
Divers	1 903	2 188	2 199	2 391	3 000	2 821	2 976
Total	**33 229**	**32 855**	**35 927**	**38 437**	**44 682**	**48 499**	**52 512**
Total général	**89 297**	**87 847**	**94 338**	**101 986**	**111 943**	**123 338**	**131 064**

Source : Ministère des Finances.

(a) Par année civile, sans distinction d'exercice, non compris les centimes additionnels provinciaux et communaux et les sommes attribuées au Trésor de la Colonie.

Recettes des droits d'accises et autres taxes assimilées

(en millions de francs)

DÉSIGNATION	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963
Droits d'accise :							
Bières	1 277	1 272	1 330	1 325	1 396	1 346	1 411
Eaux-de-vie	605	620	552	672	679	768	874
Huiles minérales	4 701	5 093	6 476	7 687	8 794	9 070	9 472
Glucoses et autres sucres non cristallisables	5	6	7	7	8	9	2
Sucres et sirops de raffinage	165	172	178	174	181	190	193
Eaux minérales	255	256	302	293	326	323	361
Tabacs	3 463	3 938	4 083	4 248	4 323	4 515	4 567
Boissons fermentées mousseuses	6	6	28	34	33	35	37
Boissons fermentées de fruits (a)	—	—	417	466	504	488	557
Taxe spéciale de consommation :							
Alcools et eaux-de-vie	712	717	638	775	784	878	1 008
Total	**11 189**	**12 082**	**14 012**	**15 682**	**17 029**	**17 621**	**18 482**
Taxe d'ouverture	90	74	63	64	75	72	56

Source : Ministère des Finances.

(a) Droits d'accises à l'importation en remplacement des droits d'entrée perçus avant le 1er janvier 1959 (arrêté royal du 17 décembre 1958, *Moniteur belge* du 25 décembre 1958).

Recettes du Timbre et des taxes assimilées au timbre

en millions de francs)

MOIS	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963
Janvier	2 284	2 374	3 246(a)	2 344	2 638	3 266	3 311
Février	2 282	2 350	2 179	2 443	2 665	3 122	3 141
Mars	2 352	2 482	2 472	2 812	3 251	3 596	3 589
Avril	2 275	2 296	2 343	2 649	2 779	3 355	3 555
Mai	2 342	2 307	2 311	2 628	3 041	3 423	3 873
Juin	2 341	2 241	2 398	2 664	3 219	3 403	3 690
Juillet	2 170	2 119	2 391	2 496	3 060	3 304	3 570
Août	2 229	2 297	2 382	2 597	3 155	3 308	3 835
Septembre	2 344	2 232	2 540	2 997	3 251	3 490	3 970
Octobre	2 277	2 330	2 668	2 827	3 447	3 751	4 167
Novembre	2 436	2 358	2 483	2 779	3 351	3 642	3 867
Décembre	2 370	2 244	2 662	2 786	3 405	3 767	4 251
Total	**27 702**	**27 630**	**30 075**	**32 022**	**37 262**	**41 427**	**44 819**

Source : Ministère des Finances.

(a) Dont 1.040 millions résultant d'une modification dans la comptabilisation des timbres fiscaux vendus par l'Administration des Postes et par les Douanes et Accises.

Recettes non fiscales par année civile

(en millions de francs)

DÉSIGNATION	1961	1962	1963
1. *Recettes non fiscales proprement dites* :			
Chap. I. Taxes, péages et redevances	4 361	4 716	5 281
Chap. II. Revenus patrimoniaux d'exploitation et financiers	1 942	1 501	1 558
Chap. III. Remboursements	1 283	1 094	991
Chap. IV. Produits divers	764	690	994
Total ...	**8 350**	**8 001**	**8 824**
2. *Recettes résultant de la guerre*	**119**	**116**	**215**
Total général...	**8 469**	**8 117**	**9 039**

Source : Ministère des Finances.

Evolution de la situation de la Trésorerie (a)

(en milliards de francs)

DÉSIGNATION	1962		1963	
	Entrées	Sorties	Entrées	Sorties
Découvert des opérations budgétaires		16,2		23,4
Fonds de tiers		0,5		5,4
Autres opérations de la Trésorerie		—		1,5
Encaisse des comptables		0,1		—
		16,8		**30,3**
Financement				
Produit des emprunts consolidés	21,5		17,4	
Dette flottante intérieure :				
Banque Nationale		1,4	4,1	
Banques belges	3,0		3,6	
Parastataux	3,9			3,5
Congo et Rwanda-Burundi		0,2	0,1	
Comptes chèques postaux	3,5		4,2	
Certificats divers		1,7		0,1
Certificats moyen terme marché		1,1		6,0
Dette flottante extérieure		10,7	10,5	
	31,9	**31,9**	**39,9**	**39,9**

Source : Ministère des Finances.

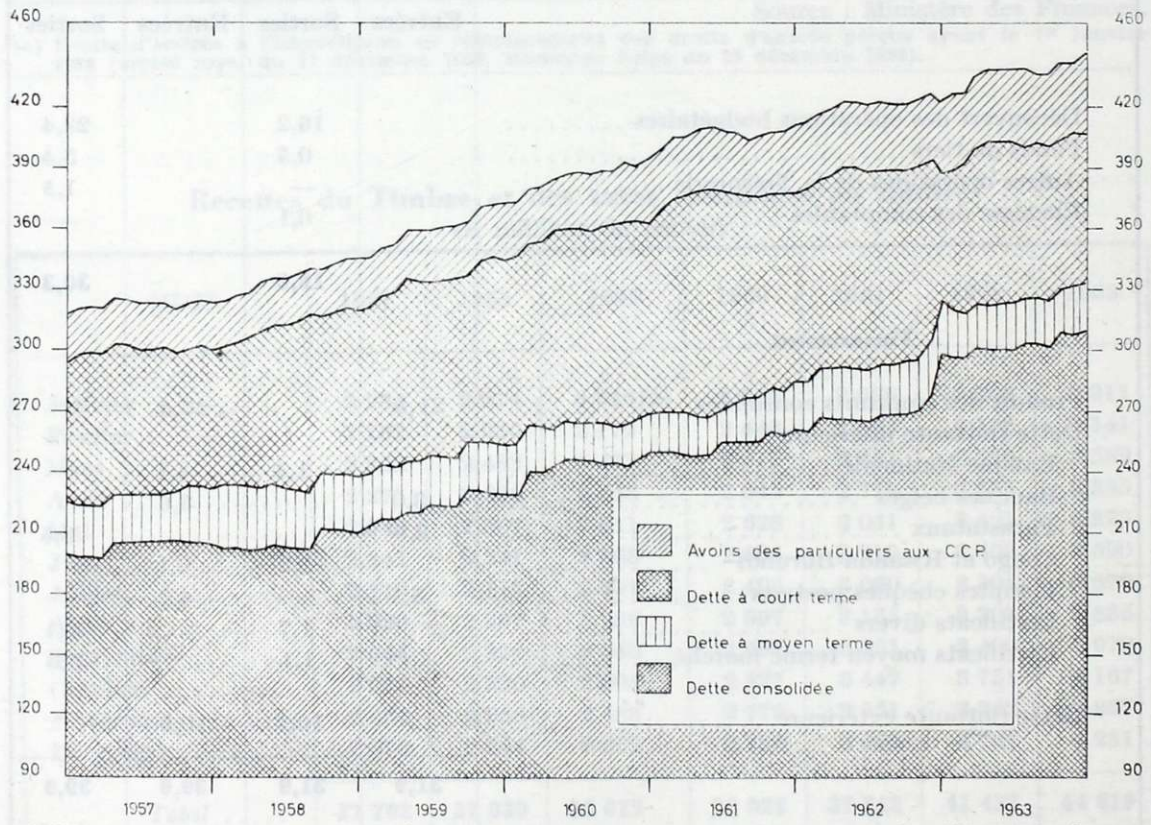
(a) Les données concernant la situation de Trésorerie reflètent les recettes et les dépenses réelles, après élimination des mouvements purement comptables.

Dette publique (a)

Situation à fin d'année
(en milliards de francs)

DÉSIGNATION	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963
Dette en francs belges :	**296,5**	**315,3**	**338,5**	**350,0**	**362,4**	**384,6**	**398,1**
Dette consolidée	186,3	193,3	210,6	231,0	241,3	277,6(b)	289,4
Dette à moyen terme.....	25,6	26,1	23,0	18,1	17,4	20,9	13,7
Dette à court terme	60,9	70,6	75,8	68,6	70,9	50,1(b)	55,1
Avoirs des particuliers à l'Office des Chèques Postaux ..	23,7	25,4	29,0	32,4	32,8	36,1	39,8
Dette en monnaies étrangères :	**27,1**	**30,4**	**35,1**	**46,1**	**48,6**	**38,6**	**48,0**
Dette consolidée	18,3	17,8	18,5	19,1	20,3	21,0	19,9
Dette à moyen terme.....	1,1	0,8	1,4	1,5	6,3	4,8	9,5
Dette à court terme	7,7	11,7	15,2	25,5	21,9	12,8	18,6
Total général ...	**323,6**	**345,6**	**373,5**	**396,1**	**411,0**	**423,2**	**446,1**
Evolution d'une année à l'autre	**+ 5,8**	**+22,0**	**+27,9**	**+22,6**	**+14,9**	**+12,2**	**+22,8**

Situation à fin de mois
(en milliards de francs)



(a) Non compris les dettes interalliées résultant de la guerre 1914-1918, soit 21.3 milliards de francs.
(b) En décembre 1962, des certificats de trésorerie de la tranche A, détenus par les banques, d'un montant de 19,8 milliards, ont été convertis en titres non négociables, d'un nouvel emprunt consolidé. La dette à court terme a été diminuée et la dette consolidée, augmentée à due concurrence.

Source : Ministère des Finances.

Evolution de la dette publique

(en millions de francs)

DÉSIGNATION	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963
Dette flottante (a)	+ 688	+ 15 535	+ 9 877	+ 1 652	+ 3 238	— 24 697 (b)	+ 12 121
Dette consolidée	+ 5 100	+ 6 490	+ 18 031	+ 20 931	+ 11 619	+ 36 912 (b)	+ 10 720
dont : directe en francs belges..	(+ 2 914)	(+ 5 391)	(+ 15 313)	(+ 20 786)	(+ 5 740)	(+ 34 244) (b)	(+ 9 997)
directe en monnaies étrangères	(+ 928)	(— 484)	(+ 689)	(— 289)	(+ 1 480)	(+ 630)	(— 1 089)
indirecte en francs belges.	(+ 1 270)	(+ 1 583)	(+ 2 038)	(— 410)	(+ 4 618)	(+ 2 038)	(+ 1 802)
indirecte en monnaies étrangères	(— 12)	(—)	(— 9)	(+ 844)	(— 219)	(—)	(+ 10)
Total ...	+ 5 787	+ 22 025	+ 27 908	+ 22 583	+ 14 857	+ 12 215	+ 22 841

Source : Ministère des Finances.

(a) Dette à court et moyen terme.
(b) En décembre 1962, des certificats de trésorerie de la tranche A, détenus par les banques, d'un montant de 19,8 milliards, ont été convertis en titres non négociables, d'un nouvel emprunt consolidé. La dette à court terme en francs belges a été diminuée et la dette consolidée, augmentée à due concurrence.

Relations financières : Etat - Pouvoirs publics subordonnés

(en millions de francs)

DÉSIGNATION	1960	1961	1962	1963 (a)
DÉBIT				
A. *Transferts de revenus*	15 594	15 847	16 402	17 197
1. Contributions à l'enseignment	*6 090*	*6 236*	*6 526*	*6 999*
a) Salaires	(3 694)	(3 888)	(4 146)	(4 478)
b) Pensions	(1 534)	(1 517)	(1 593)	(1 703)
c) Frais de fonctionnement	(862)	(831)	(787)	(818)
2. Contributions à la charge d'intérêts.	*18*	*59*	*129*	*224*
3. Autres contributions spéciales	*2 119*	*1 932*	*1 954*	*2 104*
4. Contributions à des fins générales .	*7 367*	*7 620*	*7 793*	*7 870*
B. *Transferts de capitaux*	1 924	1 482	1 073	1 025
1. Bâtiments et équipement pour l'enseignement	*38*	*144*	*363*	*399*
2. Autres bâtiments et routes	*975*	*684*	*245*	*145*
3. Autres transferts	*740*	*466*	*338*	*355*
4. Opérations non ventilées	*171*	*188*	*127*	*126*
Total ...	**17 518**	**17 329**	**17 475**	**18 222**
CRÉDIT				
A. *Transferts de revenus*	52	48	56	119
B. *Transferts de capitaux*	—	—	—	—
Total ...	**52**	**48**	**56**	**119**
Solde ...	**17 466**	**17 281**	**17 419**	**18 103**

Source : Ministère des Finances.

(a) Prévisions de recettes; en dépenses, crédits votés (y compris les lois spéciales), rectifiés par le feuilleton d'ajustement.

Budgets provinciaux pour 1962 et 1963 (a)

(en millions de francs)

PROVINCE	Recettes		Dépenses		Solde	
	1962	1963	1962	1963	1962	1963
Anvers	393	443	437	484	— 44	— 41
Brabant	704	717	753	791	— 49	— 74
Flandre occident. .	203	206	238	223	— 35	— 17
Flandre orientale .	233	260	247	271	— 14	— 11
Hainaut	733	796	750	815	— 17	— 19
Liège	604	661	621	614	— 17	+ 47
Limbourg.....	389	444	423	484	— 34	— 40
Luxembourg	87	81	86	80	+ 1	+ 1
Namur	168	170	162	170	+ 6	—
Total ...	**3 514**	**3 778**	**3 717**	**3 932**	**— 203**	**— 154**

Source : Ministère de l'Intérieur et de la Fonction publique, Direction générale des Finances provinciales et communales.

(a) Budgets initiaux propres à l'exercice.

Rendement des impositions provinciales d'après les budgets de 1957 à 1963 pour l'ensemble des provinces (a)

(en millions de francs)

NATURE DES IMPÔTS	Exercice						
	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963
Centimes additionnels à la contribution foncière	374,7	429,8	542,6	685,6	767,8	797,5	853,5
Autres impôts provinciaux	395,7	411,2	428,1	439,6	454,0	487,2	513,4
Total ...	**770,4**	**841,0**	**970,7**	**1 125,2**	**1 221,8**	**1 284,7**	**1 366,9**

Source : Ministère de l'Intérieur et de la Fonction publique, Direction générale des Finances provinciales et communales.

(a) D'après les budgets initiaux.

Répartition des dépenses provinciales

Exercices 1957 à 1963 (a)

(en millions de francs)

DÉSIGNATION	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963
Administration	107,2	124.0	131,8	143,6	156,9	169,5	180,7
Justice-Cultes	16,2	15,2	14,2	16,6	15,8	15,2	20,9
Beaux-arts	95,4	94,3	92,6	89,0	103,6	111,3	116,5
Instruction publique .	913,7	983,8	1 085,6	1 097,2	1 157,4	1308,0	1416,4
Assistance publique .	172,8	119,2	131,4	142,0	195,1	206,6	171,0
Pensions	77,5	83,1	95,7	107,5	108,9	113,8	118,7
Dette	423,2	457,6	502,2	567,4	604,6	649,8	675,9
Transferts	15,8	14,8	17,8	6,1	30,1	14,2	9,3
Hygiène	114,7	124,2	136,1	189,5	198,0	280,2	301,9
Agriculture (b)	26,6	29,4	31,1	66,3	68,5	83,8	94,5
Routes et travaux publics	348,6	340,4	341,3	349,3	339,6	379,8	397,8
Entreprises	212,9	244,3	285,0	301,3	304,9	319,4	376,0
Patrimoine.....	65,1	65,5	66,1	48,8	61,7	66,1	51,5
Total ...	**2 589,7**	**2 695,8**	**2 930,9**	**3 124,6**	**3 345,1**	**3 717,7**	**3 931,1**

Source : Ministère de l'Intérieur et de la Fonction publique, Direction générale des Finances provinciales et communales.

(a) Propres aux exercices.
(b) Ce chapitre est intitulé « Economie » à partir de 1960.

Budgets et comptes communaux (a)

(en millions de francs)

EXERCICE	Recettes		Dépenses		Solde	
	Budget	Compte	Budget	Compte	Budget	Compte
1953	19 998	22 457	21 527	21 167	— 1 529	+ 1 290
1954	19 065	21 433	21 187	20 148	— 2 122	+ 1 285
1955	19 661	22 130	22 528	22 214	— 2 867	— 84
1956	20 825	23 310	24 157	23 502	— 3 332	— 192
1957	21 660	24 681	25 339	25 595	— 3 679	— 914
1958	22 778	25 798	27 376	28 133	— 4 598	— 2 335
1959	24 516	25 736	30 681	29 089	— 6 165	— 3 353
1960	24 468	29 310	31 574	31 788	— 7 106	— 2 478
1961	25 685	29 063	33 539	32 390	— 7 854	— 3 327
1962	32 572	..	35 183	..	— 2 611	..
1963 (b)	30 916	..	33 355	..	— 2 439	..

Sources : Ministère de l'Intérieur et de la Fonction publique
Crédit communal de Belgique.

(a) Exercice général.
(b) La réduction, par rapport à 1962, provient de ce que le chapitre I (solde des exercices antérieurs) des budgets de 1963 n'accuse plus que 2.263 millions en recettes (contre 5.415 en 1962) et 2.406 millions en dépenses (contre 6.019 en 1962).

Budgets communaux

Recettes et dépenses du service ordinaire (a)

Résultats généraux des opérations propres à l'exercice, repartis par province (b)

Exercices 1962 et 1963

(en millions de francs)

PROVINCE	Recettes		Dépenses		Solde	
	1962	1963	1962	1963	1962	1963
Anvers	5 702	6 178	6 283	6 816	— 581	— 638
Brabant	7 030	7 298	7 370	7 646	— 340	— 348
Flandre occident. .	2 057	2 173	2 118	2 268	— 61	— 95
Flandre orientale .	3 210	3 487	3 388	3 741	— 178	— 254
Hainaut	3 173	3 273	3 388	3 561	— 215	— 288
Liège	3 616	3 740	4 014	4 134	— 398	— 394
Limbourg.....	879	964	965	1 072	— 86	— 108
Luxembourg	579	596	705	721	— 126	— 125
Namur	911	945	933	990	— 22	— 45
Total ...	**27 157**	**28 654**	**29 164**	**30 949**	**— 2 007**	**— 2 295**

Source: Institut National de Statistique.

(a) Budgets votés par les Conseils communaux et approuvés par les Députations permanentes, y compris les recours, non compris les modifications en cours d'exercice.
(b) Ensemble des chapitres, déduction faite du chapitre 1er « Solde des exercices antérieures ».

Fonds de répartition en faveur des communes

(en millions de francs)

DÉSIGNATION	1955	1960	1961	1962	1963
Fonds des Communes	4 432	5 456	5 836	6 004	6 217
Fonds d'Assistance publique	1 119	1 325	1 325	1 331	1 353
Fonds des quatre grandes villes	400	600	600	600	600
Fonds spéciaux	100	550	474 (a)	474 (a)	274
Total ...	**6 051**	**7 931**	**8 235**	**8 409**	**8 444**

Source : Ministère de l'Intérieur et de la Fonction publique, Direction Générale des Finances provinciales et communales.

(a) Y compris un complément de 194 millions pour le Fonds des Communes et un complément de 50 millions pour le Fonds communal d'Assistance publique.

Additionnels communaux à la contribution foncière

CENTIMES ADDITIONNELS	Nombre de communes							
	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962(a)	1963(a)
0 à 200.....	67	50	46	24	14	12	76	75
201 à 300.....	9	6	5	5	5	3	88	78
301 à 400.....	557	339	296	194	125	98	220	158
401 à 500.....	1 121	483	350	166	84	57	584	409
501 à 600.....	549	1 047	974	492	196	108	1 138	1 204
601 à 799.....	194	365	481	359	212	119	466	586
800 à 1 000	158	328	444	1 232	1 625	1 655	75	132
Plus de 1 000	11	48	70	191	402	611	16	21
Total	**2 666**	**2 666**	**2 666**	**2 663**	**2 663**	**2 663**	**2 663**	**2 663**

Source : Ministère de l'Intérieur et de la Fonction publique, Direction générale des Finances provinciales et communales.

(a) Après péréquation cadastrale.

Prêts et subventions aux administrations régionales et locales

(en millions de francs)

ANNÉE	Prêts consentis par le Crédit communal de Belgique		Subventions de l'Etat	Total
	Prêts ordinaires	Prêts « Part Etat » (a)		
1955	4 315	—	2 261	6 576
1956	3 562	—	2 330	5 892
1957	2 603	—	2 389	4 992
1958	3 594	—	2 196	5 790
1959	5 640	—	2 760	8 400
1960	4 560	290	2 307	7 157
1961	6 182	1 262	1 858	9 302
1962	6 530	1 363	1 322	9 215
1963	7 481	1 517	1 351	10 349

Source : Crédit communal de Belgique.

(a) Prêts dont la charge financière incombe à l'Etat, en application de l'arrêté royal du 22 octobre 1959 (*Moniteur belge* du 7 novembre 1959).

Budgets communaux

Dépense du service ordinaire (a)

Résultats généraux par chapitre administratif

Exercices 1956 à 1963

(en millions de francs)

CHAPITRES	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963
Exercices précédents	2 598	2 819	3 273	4 569	5 495	6 144	6 019	2 406
Patrimoine	487	497	538	571	678	599	642	713
Administration	1 619	1 732	1 882	1 958	2 021	2 113	2 195	2 267
Police - Sûreté - Pompiers	1 606	1 713	1 840	1 962	2 043	2 082	2 111	2 253
Entreprises	1 961	2 119	2 288	2 359	2 349	2 465	2 578	2 649
Assistance publique	1 957	1 882	2 012	2 284	2 465	2 644	2 773	2 594
Santé publique	737	785	832	891	943	959	992	1 074
Routes et travaux publics	2 391	2 183	2 220	2 416	2 548	2 563	2 723	2 834
Culte	101	110	118	125	134	139	157	162
Instruction	5 306	5 742	6 078	6 451	5 205 (b)	5 396	5 605	5 934
Beaux-arts	393	430	488	521	537	556	599	634
Pensions	1 555	1 653	1 876	2 020	2 123	2 182	2 361	2 485
Dette	3 125	3 365	3 590	4 199	4 674	5 382	6 047	7 025
Transferts	321	309	341	355	359	315	381	325
Total ...	**24 157**	**25 339**	**27 376**	**30 681**	**31 574**	**33 539**	**35 183**	**33 355**

Source : Institut National de Statistique.

(a) Budgets votés par les Conseils communaux, et approuvés par les Députations permanentes, y compris les recours, non compris les modifications en cours d'exercice.

(b) La réduction des dépenses d'instruction publique résulte de l'application du pacte scolaire (loi du 29 mai 1959, *Moniteur belge* du 19 juin 1959).

II

MONNAIE ET CREDIT

Stock monétaire et avoirs extérieurs nets . . . . . p. 161 à 166

Marché de l'argent . . . . . p. 167 à 174

Marché des capitaux . . . . . p. 175 à 188

Situation fin de mois
(en milliards de francs)

MOIS	Monnaie fiduciaire			Monnaie scripturale							
					Détenue par les entreprises et particuliers (b)						
	Billets et monnaies du Trésor	Billets de la Banque Nationale de Belgique	Stock de monnaie fiduciaire (a)	Détenue par le Trésor et les pouvoirs publics subordonnés	Comptes-courants à la Banque Nationale de Belgique (a)	Avoirs en comptes chèques postaux (a)	Dépôts à vue et à un mois au plus dans les banques et établissements parastataux (a)	Total	Stock de monnaie scripturale	Total du stock monétaire	Mouvements du stock monétaire par période
1955 Décembre	5,6	107,6	110,7	7,9	0,6	20,8	52,5	73,9	81,8	192,5	+ 8,9
1956 Décembre	5,4	111,5	114,3	6,5	0,6	21,3	55,6	77,5	84,0	198,3	+ 5,8
1957 Décembre	5,4	112,7	115,5	6,4	0,9	22,0	53,2	76,1	82,5	198,0	— 0,3
1958 Décembre	5,5	117,4	120,3	7,2	0,5	24,0	57,5	82,0	89,2	209,5	+ 11,5
1959 Décembre	5,6	118,3	121,3	7,6	0,5	25,8	61,1	87,4	95,0	216,3	+ 6,8
1960 Décembre	5,8	124,1	126,8	7,3	0,7	26,9	58,7	86,3	93,6	220,4	+ 4,1
1961 Décembre	6,0	129,1	132,2	10,0	0,6	27,9	66,7	95,2	105,2	237,4	+ 17,0
1962 Décembre	6,2	138,5	141,7	10,6	0,5	30,4	71,3	102,2	112,8	254,5	+ 17,1
1963 Janvier	6,2	137,1	140,5	9,2	0,3	32,7	70,5	103,5	112,7	253,2	— 1,3
Février	6,2	139,3	142,7	10,1	0,4	30,0	73,1	103,5	113,6	256,3	+ 3,1
Mars	6,2	140,5	143,8	12,5	0,3	30,9	75,1	106,3	118,8	262,6	+ 6,3
Avril	6,2	142,2	145,5	11,4	0,3	32,2	73,5	106,0	117,4	262,9	+ 0,9
Mai	6,2	144,2	147,6	11,7	0,3	31,9	75,7	107,9	119,6	267,2	+ 4,3
Juin (c)	6,2	146,2	149,6	12,8	0,4	32,2	77,3	109,9	122,7	272,3	+ 5,1
Juillet	6,3	147,3	150,7	10,6	0,4	34,2	73,1	107,7	118,3	269,0	— 3,3
Août	6,3	147,1	150,7	10,1	0,3	30,9	75,2	106,4	116,5	267,2	— 1,8
Septembre	6,3	146,8	150,1	11,2	0,3	31,3	74,9	106,5	117,7	267,8	+ 0,6
Octobre	6,3	146,9	150,4	9,3	0,2	33,3	75,4	108,9	118,2	268,6	+ 0,8
Novembre	6,3	147,1	150,6	10,8	0,3	31,1	77,0	108,4	119,2	269,8	+ 1,2
Décembre	6,3	150,5	153,7	12,1	0,5	32,9	79,8	113,2	125,2	279,0	+ 9,2

(a) Déduction faite des encaisses des organismes émetteurs de monnaie.
(b) Y compris certains organismes paraétatiques administratifs.
(c) Nouvelle série. Pour la justification des écarts entre la nouvelle et l'ancienne séries, le lecteur voudra bien se reporter à l'article « Organismes monétaires — Revision de certaines données statistiques (chapitre XIII) » inséré dans le *Bulletin d'Information et de Documentation*, XXXVIII^e année, vol. II, n° 3, septembre 1963, p. 174 à 176.

Source : Banque Nationale de Belgique.

Bilans intégrés

(en milli

FIN DE PÉRIODE	Stock monétaire	Liquidités quasi-monétaires			Total du stock monétaire et des liquidités quasi-monétaires	Avoirs extérieurs nets
		Détenues par les entreprises et particuliers		Détenues par le Trésor		
		Dépôts en francs belges (*a*)	Dépôts en devises			
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)
1957 Mars	198,2	23,3	3,3	—	**224,8**	50,4
Juin	201,9	21,9	3,3	—	**227,1**	51,5
Septembre	194,4	22,1	3,9	—	**220,4**	49,3
Décembre	198,0	23,4	3,2	0,2	**224,8**	56,1
1958 Mars	197,0	25,4	3,0	0,4	**225,8**	60,2
Juin	206,1	25,0	2,5	0,5	**234,1**	66,2
Septembre	202,0	26,9	2,6	0,5	**232,0**	70,1
Décembre	209,5	27,4	2,6	0,6	**240,1**	72,1
1959 Mars	209,7	30,1	3,3	0,7	**243,8**	70,3
Juin	214,0	29,2	3,1	0,7	**247,0**	69,7
Septembre	209,6	30,9	3,1	0,6	**244,2**	71,2
Décembre	216,3	31,5	4,3	0,5	**252,6**	70,7
1960 Mars	212,5	36,1	4,8	0,5	**253,9**	72,8
Juin	219,9	33,5	5,8	0,3	**259,5**	74,5
Septembre	214,2	33,7	8,0	0,3	**256,2**	67,2
Décembre	220,4	34,7	7,2	0,2	**262,5**	74,8
1961 Mars	222,6	37,5	7,9	0,1	**268,1**	73,3
Juin	226,8	38,0	7,9	0,1	**272,8**	68,2
Septembre	228,6	41,1	8,4	—	**278,1**	70,9
Décembre	237,4	43,6	8,0	—	**289,0**	77,8
1962 Mars	236,3	47,5	8,2	0,1	**292,1**	84,6
Juin	245,0	47,9	7,9	—	**300,8**	82,4
Septembre	246,7	50,4	8,0	—	**305,1**	80,9
Décembre	254,5	48,5	7,4	—	**310,4**	80,5
1963 Mars	262,6	50,7	7,4	0,1	**320,8**	83,8
Juin (b)	272,3	51,3	8,2	—	**331,8**	81,6
Septembre	267,8	53,1	8,4	—	**329,3**	79,1
Décembre	278,9	55,0	9,1	—	**343,0**	77,6

(a) Ces dépôts comprennent les dépôts à terme et les carnets d'épargne.
(b) Nouvelle série. Pour la justification des écarts entre la nouvelle et l'ancienne séries, voir : « Organismes monétaires. Revision de certaines données statistiques (chapitre XIII) » *(Bulletin d'Information et de Documentation,* XXXVIII[e] année, vol II, n° 3, septembre 1963, p. 174 à 176).

ismes monétaires

ancs)

Créances sur les pouvoirs publics				Crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation aux entreprises et particuliers résidant en Belgique		Emprunts obligataires des banques de dépôts	Créances et engagements sur et envers des intermédiaires financiers non monétaires	Divers
ances l'Etat	Créances nettes sur le Fonds des Rentes	Créances sur les autres pouvoirs publics	Total	Financés par les organismes monétaires	*Pour mémoire* : Financés par et hors des organismes monétaires			
(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)	(15)
28,6	0,7	4,0	**133,3**	50,1	*60,3*	— 4,4	+ 1,2	— 5,8
27,5	1,8	4,2	**133,5**	50,9	*61,0*	— 4,4	+ 1,0	— 5,4
24,3	1,2	4,2	**129,7**	50,9	*60,0*	— 4,5	+ 1,3	— 6,3
21,6	1,7	1,8	**125,1**	52,3	*61,5*	— 4,9	+ 2,3	— 6,1
22,5	0,4	2,0	**124,9**	48,8	*60,2*	— 5,3	+ 2,8	— 5,6
25,0	2,0	2,2	**129,2**	45,7	*58,3*	— 5,8	+ 3,0	— 4,2
20,4	3,7	1,7	**125,8**	43,5	*55,8*	— 6,3	+ 3,6	— 4,7
26,4	4,1	2,1	**132,6**	43,8	*56,3*	— 6,6	+ 4,1	— 5,9
29,5	3,9	2,9	**136,3**	45,2	*55,9*	— 6,8	+ 4,4	— 5,6
29,6	5,0	3,9	**138,5**	44,8	*55,8*	— 6,9	+ 4,7	— 3,8
28,0	2,0	4,0	**134,0**	45,1	*55,9*	— 6,9	+ 5,3	— 4,5
32,4	4,6	4,0	**141,0**	48,1	*59,6*	— 6,9	+ 5,1	— 5,4
33,6	2,0	4,3	**139,9**	48,5	*60,1*	— 6,9	+ 5,6	— 6,0
36,2	2,1	4,5	**142,8**	49,2	*61,2*	— 7,0	+ 5,6	— 5,6
42,7	3,9	3,7	**150,3**	48,8	*60,0*	— 7,2	+ 5,3	— 8,2
35,9	5,8	4,7	**146,4**	53,0	*65,4*	— 7,6	+ 4,9	— 9,0
43,6	4,0	4,2	**151,8**	51,4	*64,5*	— 7,9	+ 5,4	— 5,9
49,3	4,1	4,7	**158,1**	54,1	*67,3*	— 8,2	+ 6,1	— 5,5
54,3	3,4	4,2	**161,9**	54,6	*69,7*	— 8,4	+ 6,3	— 7,2
47,4	5,2	6,1	**158,7**	61,2	*75,2*	— 8,6	+ 6,8	— 6 9
47,3	3,2	5,6	**156,1**	61,7	*73,9*	— 9,1	+ 7,0	— 8,2
51,9	4,4	5,5	**161,8**	63,5	*77,8*	— 9,8	+ 8,9	— 6,0
54,8	5,8	6,6	**167,2**	66,8	*78,6*	— 10,4	+ 9,0	— 8,4
49,0	7,0	7,7	**163,7**	72,9	*86,7*	— 11,1	+ 10,1	— 5,7
59,8	7,2	6,0	**173,0**	74,5	*88,6*	— 11,1	+ 10,3	— 9,7
67,4	7,5	5,2	**180,1**	79,0	*92,8*	— 11,2	+ 10,1	— 7,8
66,6	6,9	5,3	**178,8**	82,2	*95,7*	— 11,3	+ 10,1	— 9,6
71,5	7,4	6,2	**185,1**	91,0	*103,9*	— 11,4	+ 11,0	— 10,3

Source : Banque Nationale de Belgique.

Origines des variation

(en milliard

PÉRIODE	Stock monétaire (1)	Liquidités quasi monétaires (2)	Total du stock et des liquidités quasi monétaires (3)	Opérations avec l'étranger (à l'exclusion des opérations en capital et des donations des pouvoirs publics) (4)
1958 1er trimestre	— 1,0	+ 1,9	+ 0,9	+ 3,9
2e trimestre	+ 9,1	— 0,8	+ 8,3	+ 5,6
3e trimestre	— 2,7	+ 0,7	— 2,0	+ 2,8
4e trimestre	+ 7,5	+ 0,6	+ 8,1	+ 2,6
Total	+ 12,9	+ 2,4	+ 15,3	+ 14,9
1959 1er trimestre	+ 0,2	+ 3,4	+ 3,6	— 2,1
2e trimestre	+ 4,3	— 0,9	+ 3,4	+ 0,3
3e trimestre	— 4,4	+ 1,6	— 2,8	— 0,3
4e trimestre	+ 6,7	+ 1,7	+ 8,4	+ 2,8
Total	+ 6,8	+ 5,8	+ 12,6	+ 0,7
1960 1er trimestre	— 3,9	+ 5,1	+ 1,2	+ 4,7
2e trimestre	+ 7,4	— 1,8	+ 5,6	— 0,1
3e trimestre	— 5,2	+ 2,8	— 2,4	— 4,6
4e trimestre	+ 6,1	—	+ 6,1	+ 1,6
Total	+ 4,4	+ 6,1	+ 10,5	+ 1,6
1961 1er trimestre	+ 2,1	+ 3,3	+ 5,4	— 1,5
2e trimestre	+ 4,1	+ 0,4	+ 4,5	+ 0,4
3e trimestre	+ 1,7	+ 3,6	+ 5,3	+ 4,5
4e trimestre	+ 8,8	+ 1,8	+ 10,6	+ 5,6
Total	+ 16,7	+ 9,1	+ 25,8	+ 9,0
1962 1er trimestre	— 1,1	+ 4,2	+ 3,1	+ 4,0
2e trimestre	+ 8,7	—	+ 8,7	+ 2,0
3e trimestre	+ 1,6	+ 2,6	+ 4,2	+ 0,4
4e trimestre	+ 7,9	— 2,5	+ 5,4	— 0,2
Total	+ 17,1	+ 4,3	+ 21,4	+ 6,2
1963 1er trimestre	+ 8,1	+ 2,2	+ 10,3	+ 2,9
2e trimestre (a)	+ 10,6	— 1,4	+ 12,0	+ 0,4
3e trimestre	— 4,5	+ 1,9	— 2,6	— 0,9
4e trimestre	+ 11,1	+ 2,7	+ 13,8	— 0,9
Total	+ 25,3	+ 8,3	+ 33,6	+ 1,5

(a) Estimations.

stock monétaire

rancs)

Financement monétaire des pouvoirs publics			Monétisation d'effets publics		Crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation aux entreprises et particuliers résidant en Belgique	Emprunts obligataires des banques de dépôts	Crédits à des intermédiaires financiers non monétaires	Divers
de l'Etat		des autres pouvoirs publics	achats sur le marché par les organismes monétaires	par l'intermédiaire du Fonds des Rentes				
par cession de titres de la dette	par cession nette de devises							
(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)
— 0,6	+ 0,4	+ 0,2	+ 0,3	— 0,1	— 3,6	— 0,4	+ 0,5	+ 0,3
+ 2,7	+ 0,3	— 0,1	+ 0,4	+ 1,4	— 3,0	— 0,5	+ 0,1	+ 1,4
— 4,9	+ 0,8	— 0,6	+ 1,0	+ 1,3	— 2,2	— 0,5	+ 0,6	— 0,3
+ 7,1	— 0,1	+ 0,4	+ 0,2	— 0,4	+ 0,4	— 0,3	+ 0,5	— 2,3
+ 4,3	+ 1,4	— 0,1	+ 1,9	+ 2,2	— 8,4	— 1,7	+ 1,7	— 0,9
+ 1,2	+ 0,1	+ 0,4	+ 1,3	+ 1,2	+ 1,4	— 0,2	+ 0,2	+ 0,1
+ 0,3	— 1,1	+ 1,1	+ 0,2	+ 0,9	— 0,4	— 0,1	+ 0,3	+ 1,9
— 2,2	+ 0,3	— 0,8	+ 0,7	— 0,4	+ 0,3	—	+ 0,6	— 1,0
+ 7,7	— 3,3	—	— 0,4	— 0,3	+ 3,1	—	— 0,2	— 1,0
+ 7,0	— 4,0	+ 0,7	+ 1,8	+ 1,4	+ 4,4	— 0,3	+ 0,9	—
— 2,8	— 3,9	+ 1,7	+ 1,0	+ 0,2	+ 0,4	—	+ 0,6	— 0,7
+ 3,7	+ 1,3	— 0,1	— 0,5	+ 0,2	+ 0,7	— 0,2	+ 0,1	+ 0,5
+ 7,3	— 1,8	— 0,7	—	+ 1,0	— 0,5	— 0,2	— 0,4	— 2,5
— 5,2	+ 5,3	+ 1,3	— 0,3	+ 0,5	+ 4,1	— 0,3	— 0,4	— 0,5
+ 3,0	+ 0,9	+ 2,2	+ 0,2	+ 1,9	+ 4,7	— 0,7	— 0,1	— 3,2
+ 5,2	—	— 0,6	+ 1,1	— 0,5	— 1,6	— 0,3	+ 0,8	+ 2,8
+ 5,9	— 6,4	+ 0,6	— 0,1	+ 0,3	+ 2,7	— 0,3	+ 0,7	+ 0,7
+ 3,6	— 1,5	— 0,4	+ 0,4	—	+ 0,5	— 0,2	+ 0,4	— 2,0
— 6,2	+ 0,6	+ 2,5	+ 0,1	+ 0,6	+ 6,6	— 0,2	+ 0,5	+ 0,5
+ 8,5	— 7,3	+ 2,1	+ 1,5	+ 0,4	+ 8,2	— 1,0	+ 2,4	+ 2,0
— 1,2	+ 2,3	— 0,2	+ 0,2	— 0,6	+ 0,4	— 0,5	— 0,2	— 1,1
+ 4,0	— 4,1	— 0,1	+ 0,6	+ 0,5	+ 1,8	— 0,7	+ 2,3	+ 2,4
+ 4,4	— 2,2	+ 0,9	+ 0,4	— 0,1	+ 3,3	— 0,6	— 0,2	— 2,1
— 4,3	+ 0,1	+ 1,6	— 0,7	+ 0,9	+ 6,1	— 0,6	+ 0,6	+ 1,9
+ 2,9	— 3,9	+ 2,2	+ 0,5	+ 0,7	+ 11,6	— 2,4	+ 2,5	+ 1,1
+ 9,8	+ 0,9	— 1,3	— 0,2	+ 0,2	+ 1,6	— 0,1	+ 0,5	— 4,0
+ 5,1	+ 0,8	+ 0,1	— 0,4	+ 0,9	+ 4,2	— 0,1	—	+ 1,0
— 0,7	— 1,3	+ 0,1	— 0,5	— 0,4	+ 3,2	— 0,1	— 0,2	— 1,8
+ 7,6	— 1,1	+ 0,9	— 0,4	— 0,9	+ 8,8	— 0,1	+ 0,2	— 0,3
+ 21,7	— 0,7	— 0,2	— 1,4	— 0,1	+ 17,8	— 0,4	+ 0,6	— 5,2

Source : Banque Nationale de Belgique.

Avoirs extérieurs nets de la Banque Nationale de Belgique

Situation à fin de mois
(en milliards de francs)

MOIS	Encaisse-or	Avoirs sur l'étranger en monnaies convertibles	Créances nettes sur l'Union Européenne de Paiement	Créances sur le Fonds Monétaire International	Autres avoirs ou engagements nets	Total des avoirs extérieurs	Evolution des avoirs extérieurs
1955 Décembre	46,4	0,2	9,1	—	1,5	57,2	+ 6,2
1956 Décembre	46,2	1,0	9,7	—	0,9	57,8	+ 0,6
1957 Décembre	45,8	1,9	6,8	—	3,8	58,3	+ 0,5
1958 Décembre	63,5	1,4	7,8	—	2,8	75,5	+ 17,2
1959 Décembre	56,7	4,4	5,5	4,4	1,2	72,2	— 3,3
1960 Décembre	58,5	12,6	3,5	4,4	1,6	80,6	+ 8,4
1961 Décembre	62,4	20,4	0,4	8,0	1,5	92,7	+ 12,1
1962 Décembre	68,2	12,8	0,3	6,7	3,0	91,0	— 1,7
1963 Janvier	68,1	14,4	0,2	6,7	2,7	92,1	+ 1,1
Février	68,2	15,7	0,2	6,7	0,8	91,6	— 0,5
Mars	68,6	17,8	0,2	6,7	2,1	95,4	+ 3,8
Avril	68,6	19,0	0,2	6,7	2,0	96,5	+ 1,1
Mai	68,6	19,5	0,2	6,7	1,6	98,1	+ 1,6
Juin	68,6	19,5	0,2	6,5	2,3	98,6	+ 0,5
Juillet	67,7	20,3	0,1	6,8	4,5	100,9	+ 2,3
Août	68,2	20,2	0,1	6,8	3,4	100,2	— 0,7
Septembre	68,4	19,6	0,1	7,1	2,9	99,6	— 0,6
Octobre	68,3	20,9	0,1	7,1	3,3	101,2	+ 1,6
Novembre	68,3	21,5	0,1	7,1	2,2	100,7	— 0,5
Décembre	68,6	21,5	0,1	7,1	3,4	102,2	+ 1,5

Source : Banque Nationale de Belgique.

Crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation aux entreprises et particuliers

(en milliards de francs)

FIN DE MOIS	Crédits aux entreprises et particuliers résidant en Belgique			Crédits aux entreprises et particuliers résidant à l'étranger			Total général
	Financés par les organismes monétaires	Financés en dehors des organismes monétaires	Total	Financés par les organismes monétaires	Financés en dehors des organismes monétaires	Total	
1954 Décembre	41,7	8,1	49,8	1,7	1,6	3,3	53,1
1955 Décembre	44,4	7,6	52,0	3,1	1,0	4,1	56,1
1956 Décembre	49,0	9,4	58,4	3,2	1,1	4,3	62,7
1957 Décembre	52,3	9,2	61,5	3,2	1,2	4,4	65,9
1958 Décembre	43,9	12,4	56,3	4,4	1,6	6,0	62,3
1959 Décembre	48,1	11,4	59,5	4,7	1,5	6,2	65,7
1960 Décembre	52,8	12,5	65,3	6,4	1,0	7,4	72,7
1961 Décembre	61,2	14,0	75,2	7,3	2,3	9,6	84,8
1962 Décembre	72,9	13,8	86,7	10,9	2,4	13,3	100,0
1963 Janvier	71,2	15,3	86,5	11,1	2,7	13,8	100,3
Février	73,4	13,4	86,8	9,6	4,3	13,9	100,7
Mars	74,5	14,2	88,7	10,3	3,8	14,1	102,8
Avril.....	74,7	14,0	88,7	10,6	4,1	14,7	103,4
Mai	75,4	14,5	89,9	11,0	4,8	15,8	105,7
Juin	79,0	13,8	92,8	12,5	3,8	16,3	109,1
Juillet	81,3	13,2	94,5	13,7	3,4	17,1	111,6
Août	81,5	14,6	96,1	13,3	3,4	16,7	112,8
Septembre	82,2	13,6	95,8	13,1	3,5	16,6	112,4
Octobre	84,3	13,9	98,2	12,8	3,4	16,2	114,4
Novembre	84,8	15,2	100,0	12,3	3,7	16,0	116,0
Décembre	91,2	12,9	104,1	12,6	2,9	15,5	119,6

Source : Banque Nationale de Belgique.

Situation globale des banques

(en milliards de francs)

DÉSIGNATION	Au 31 décembre								A fin de trimestre			
	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1er trimestre 1963	2e trimestre 1963	3e trimestre 1963	4e trimestre 1963
ACTIF												
Liquidités	15,8	17,7	16,6	17,6	21,2	24,6	30,6	34,0	35,2	36,6	39,4	41,7
Crédits	85,8	89,9	89,0	100,1	109,0	119,0	148,5	158,5	167,2	179,0	183,6	187,7
au secteur public	*49,7*	*53,2*	*50,7*	*59,7*	*66,7*	*70,2*	*90,7*	*88,5*	*92,8*	*97,8*	*98,1*	*97,8*
au secteur privé	*36,1*	*36,7*	*38,3*	*40,4*	*42,3*	*48,8*	*57,8*	*70,0*	*74,4*	*81,2*	*85,5*	*89,9*
Divers	14,6	16,6	14,6	15,9	18,2	18,9	20,8	25,6	25,2	26,4	26,5	27,4
dont acceptations	*9,6*	*11,1*	*9,3*	*10,6*	*11,9*	*12,7*	*14,3*	*17,9*	*17,9*	*19,0*	*18,4*	*18,8*
Total	**116,2**	**124,2**	**120,2**	**133,6**	**148,4**	**162,5**	**199,9**	**218,1**	**227,6**	**242,0**	**249,5**	**256,8**
PASSIF												
Dépôts	79,0	82,1	81,1	89,5	99,2	103,8	121,2	131,0	136,7	141,9	142,2	150,3
en francs belges :												
— à un mois au plus	*54,3*	*57,5*	*55,4*	*59,5*	*63,0*	*61,1*	*68,7*	*73,4*	*77,2*	*80,7*	*78,5*	*83,4*
— carnets de dépôts	*10,3*	*10,7*	*10,5*	*11,4*	*13,7*	*14,1*	*14,6*	*17,9*	*20,2*	*21,4*	*24,4*	*27,4*
— à plus d'un mois	*11,7*	*10,2*	*11,5*	*14,8*	*16,8*	*19,7*	*28,1*	*29,5*	*29,4*	*28,8*	*27,7*	*27,3*
en devises	*2,7*	*3,7*	*3,7*	*3,7*	*5,7*	*8,8*	*9,8*	*10,2*	*10,0*	*11,0*	*11,5*	*12,2*
Moyens propres	7,1	7,6	8,2	8,9	9,6	10,4	11,0	12,9	13,2	13,7	13,8	14,0
Divers	30,1	34,5	30,9	35,2	39,6	48,3	67,8	74,2	77,7	86,4	93,5	92,6
dont : acceptations	*9,6*	*11,1*	*9,3*	*10,6*	*11,9*	*12,7*	*14,3*	*17,9*	*17,9*	*19,0*	*18,4*	*18,8*
obligations et bons de caisse	*3,8*	*4,3*	*4,9*	*6,6*	*6,9*	*7,6*	*8,6*	*11,1*	*11,1*	*11,2*	*11,3*	11,4
Total	**116,2**	**124,2**	**120,2**	**133,6**	**148,4**	**162,5**	**199,9**	**218,1**	**227,6**	**242,0**	**249,5**	**256,8**

Source : Commission bancaire.

Crédits consentis par les banques privées aux entreprises et aux particuliers

Situation fin de mois
(en milliards de francs)

MOIS	Escompte effets commerciaux (a)	Avances		Total
		Débiteurs divers	Reports et avances sur titres (b)	
1954 Décembre	11,7	17,1	1,5	30,3
1955 Décembre	15,7	19,1	1,3	36,1
1956 Décembre	14,4	21,1	1,2	36,7
1957 Décembre	15,6	21,6	1,1	38,3
1958 Décembre	18,3	20,9	1,2	40,4
1959 Décembre	18,1	22,8	1,4	42,3
1960 Décembre	21,5	26,1	1,2	48,8
1961 Décembre	25,9	30,7	1,2	57,8
1962 Décembre	30,1	38,6	1,3	70,0
1963 Janvier	33,0	39,3	1,1	73,4
Février	35,6	38,8	1,2	75,6
Mars	35,3	38,0	1,1	74,4
Avril	36,1	39,4	1,2	76,7
Mai	37,0	40,3	1,1	78,4
Juin	38,6	41,5	1,1	81,2
Juillet	38,1	43,7	1,2	83,0
Août	39,8	42,9	1,3	84,0
Septembre	40,4	43,9	1,2	85,5
Octobre	41,7	44,2	1,4	87,3
Novembre	43,1	43,1	1,2	87,4
Décembre	43,0	45,7	1,2	89,9

Source : Commission bancaire.

(a) Non compris tous les effets réescomptés.
(b) Y compris les opérations spéciales de mobilisation (arrêté royal du 22 mars 1952, *Moniteur belge* du 23 mars 1952).

Réescompte du portefeuille commercial par les banques privées

Situation fin de mois
(en milliards de francs)

MOIS	Auprès de la B.N.B.	Auprès de l'I.R.G.	Auprès des autres para-stataux	Total partiel	Auprès d'autres rées-compteurs	Total général (a)
1954 Décembre ...	5,3	2,5	1,3	9,1	2,8	11,9
1955 Décembre ...	2,8	1,6	1,9	6,3	2,8	9,1
1956 Décembre ...	6,1	1,8	1,9	9,8	3,2	13,0
1957 Décembre ...	8,2	2,3	2,3	12,8	3,0	15,8
1958 Décembre ...	1,2	2,0	2,3	5,5	4,0	9,5
1959 Décembre ...	3,4	1,4	2,0	6,8	3,2	10,0
1960 Décembre ...	1,9	1,8	2,8	6,5	2,4	8,9
1961 Décembre ...	0,6	2,7	3,6	6,9	3,9	10,8
1962 Décembre ...	1,6	2,5	4,4	8,5	3,6	12,1
1963 Janvier	0,4	1.8	4,4	6,6	3,4	10,0
Février.....	0,3	1,6	4,4	6,3	3,0	9,3
Mars	0,2	2,0	4,6	6,8	3,1	9,9
Avril	0,2	1,8	4,8	6,8	3,3	10,1
Mai	0,2	1,8	4,8	6,8	3,9	10,7
Juin	0,6	1,9	5,1	7,6	3,4	11,0
Juillet	1,4	1,9	5,2	8,5	3,5	12,0
Août.....	0,5	1,4	5,4	7,3	3,5	10,8
Septembre ..	0,4	1,2	5,3	6,9	3,3	10,2
Octobre	0,8	1,5	5,8	8,1	2,9	11,0
Novembre ..	0,6	1,7	5,9	8,2	2,9	11,1
Décembre ...	1,2	1,5	6,0	8,7	2,4	11,1

Source : Commission bancaire.

(a) Montant non compris dans le portefeuille commercial de la situation globale des banques.

Marché de l'argent « on call »

Moyennes journalières

(en milliards de francs)

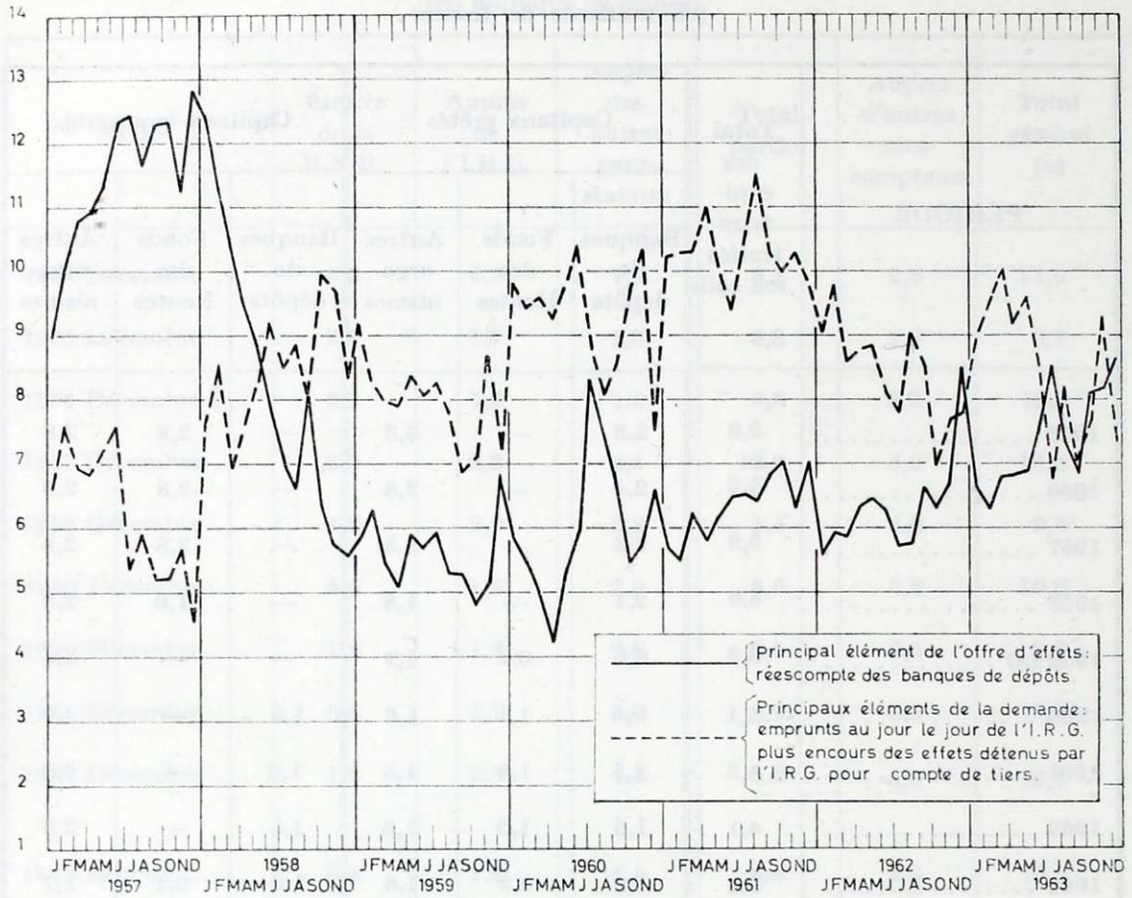
PÉRIODE	Total des capitaux traités «on call»	Capitaux prêtés			Capitaux empruntés		
		Banques de dépôts	Fonds des Rentes	Autres organismes	Banques de dépôts	Fonds des Rentes	Autres organismes
1955	5,6	2,3	—	3,3	—	2,8	2,8
1956	5,2	2,4	—	2,8	—	2,3	2,9
1957	5,6	2,3	—	3,3	—	2,8	2,8
1958	3,9	2,1	—	1,8	—	1,0	2,9
1959 (a)	3,5	2,2	0,2	1,7	—	—	3,4
1960	5,1	2,4	1,1	1,6	1,0	—	4,0
1961	5,8	2,5	1,8	1,5	1,8	—	4,0
1962	4,1	1,5	1,0	1,6	1,5	—	2,5
1963	3,4	1,6	0,2	1,6	1,6	0,1	1,7
1963 Janvier	4,1	2,0	0,4	1,7	1,5	—	2,6
Février	3,4	1,4	0,1	1,8	1,4	—	2,0
Mars	3,6	1,9	0,1	1,6	1,4	0,5	1,7
Avril	3,4	1,9	0,2	1,3	1,5	0,2	1,7
Mai	4,1	1,6	0,5	1,9	2,0	—	2,1
Juin	3,3	1,2	0,4	1,7	1,9	—	1,4
Juillet	2,8	0,9	0,3	1,5	1,7	—	1,1
Août	3,0	1,1	0,1	1,8	1,9	—	1,0
Septembre	2,8	1,4	0,1	1,3	1,7	0,1	1,0
Octobre	3,3	1,8	—	1,5	1,2	0,4	1,7
Novembre	3,1	1,1	0,1	1,9	1,8	0,1	1,2
Décembre	4,3	2,6	0,1	1,6	1,3	0,2	2,8

Source : Banque Nationale de Belgique.

(a) Moyenne du 1er janvier au 16 novembre 1959. Le fonctionnement du marché de l'argent a été réorganisé le 17 novembre. Le marché a été unifié par la suppression des secteurs en et hors compensation.

Principaux déterminants de la tendance sur le marché monétaire

(en milliards de francs)



Sources : Commission bancaire.
Institut de Réescompte et de Garantie.

Opérations de l'Institut de Réescompte et de Garantie

Moyennes journalières

(en milliards de francs)

DÉSIGNATION	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963
Portefeuille-effets I.R.G.	4,4	3,4	5,4	3,0	3,8	3,8	3,9	2,4	3,8
dont réescomptés à la B.N.B.	*1,6*	*0,6*	*2,6*	*0,2*	*0,6*	*0,4*	*0,4*	*0,8*	*2,5*
Emprunts au jour le jour de l'I.R.G	*2,6*	*2,6*	*2,6*	*2,7*	*3,1*	*3,2*	*3,3*	*1,4*	*1,2*
Encours des effets vendus ou placés par l'I.R.G.	3,4	4,9	4,6	6,0	5,7	6,3	7,3	7,7	8,4
Encours total des effets traités par l'I.R.G. ..	7,8	8,3	10,0	9,0	9,5	10,1	11,2	10,1	12,3

Source : Institut de Réescompte et de Garantie.

Crédits consentis aux entreprises et aux particuliers par la Banque Nationale de Belgique

Situation à fin de mois

(en milliards de francs)

MOIS	Effets commerciaux (a)	Avances sur nantissement	Total
1954 Décembre	9,5	0,3	9,8
1955 Décembre	8,4	0,2	8,6
1956 Décembre	11,4	0,5	11,9
1957 Décembre	14,4	2,7	17,1
1958 Décembre	4,1	0,5	4,6
1959 Décembre	7,6	0,1	7,7
1960 Décembre	6,8	—	6,8
1961 Décembre	5,1	0,1	5,2
1962 Décembre	10,1	3,0	13,1
1963 Janvier	6,0	0,4	6,4
Février	4,0	0,1	4,1
Mars	5,5	1,7	7,2
Avril	5,0	0,3	5,3
Mai	4,4	0,3	4,7
Juin	5,6	0,3	5,9
Juillet	9,0	1,5	10,5
Août	6,5	0,7	7,2
Septembre	5,7	2,3	8,0
Octobre	6,2	1,0	7,2
Novembre	4,6	0,8	5,4
Décembre	9,3	1,7	11,0

Source : Banque Nationale de Belgique.

(a) Y compris le réescompte des banques et de l'Institut de Réescompte et de Garantie.

Crédits consentis au secteur public par la Banque Nationale de Belgique

Conventions des 14 septembre 1948 et 15 avril 1952

(en milliards de francs)

Date	Montant	Date	Montant
1951 31 décembre	8,4	1963. 28 janvier	7,5
1952 31 décembre	6,7	25 février	9,2
1953 31 décembre	8,1	25 mars	6,4
1954 31 décembre	9,1	29 avril	8,2
1955 31 décembre	9,7	31 mai	9,3
1956 31 décembre	7,8	24 juin	9,8
1957 31 décembre	7,9	29 juillet	5,9
1958 31 décembre	7,8	26 août	7,9
1959 31 décembre	8,2	30 septembre	8,2
1960 31 décembre	6,0	28 octobre.	7,1
1961 31 décembre	6,5	25 novembre	8,5
1962 31 décembre	5,1	30 décembre	7,4

Source : Banque Nationale de Belgique.

Evolution des principaux taux d'intérêt sur le marché monétaire

Situation à fin de période

PÉRIODE	Escompte — traités acceptées domiciliées	Argent au jour le jour (a)	Certificats de trésorerie		
			à 3 mois	B et certificats du Fonds des Rentes	à 12 mois
1960	5,00	2,80	4,50	4,75	4,950
1961	4,50	2,57	4,00	4,25	4,900
1962	3,50	2,13	3,00	3,30	3,450
1963	—	2,28	—	—	—
janvier.....	3,50	2,32	3,00	3,30	3,450
février	3,50	1,76	3,00	3,35	3,450
mars	3,50	1,77	3,00	3,35	3,500
avril	3,50	1,78	3,00	3,40	3,550
mai	3,50	2,07	3,00	3,40	3,588
juin	3,50	2,19	3,00	3,40	3,650
juillet.....	4,00	2,87	3,40	3,75	3,675
août	4,00	2,49	3,40	3,80	4,000
septembre	4,00	2,55	3,45	3,85	4,037
octobre	4,25	2,16	3,75	4,00	4,120
novembre	4,25	2,78	3,90	4,20	4,500
décembre	4,25	2,73	4,10	4,35	4,750

Source : Banque Nationale de Belgique.

(a) Moyennes journalières (par jours ouvrables) pondérées.

Principales modalités de l'épargne privée (a)

(en milliards de francs)

DÉSIGNATION	1955	1956	1957	1958	1959	1960 (b)	1961 (b)	1962 (c)
Epargne des particuliers :								
Epargne-dépôts	7,1	5,9	6,2	17,7	15,6	11,8	21,4	21,8
Epargne-réserves	9,0	8,7	10,7	9,4	9,8	10,5	10,2	9,1
Prêts hypothécaires (d)	3,0	2,0	1,7	1,8	1,8	1,1	1,8	3,3
Remboursements hypothécaires (e)	6,1	6,8	7,1	7,4	8,5	9,2	10,0	12,5
Investissements immobiliers	7,9	7,5	9,0	9,1	10,3	11,4	12,5	13,8
Souscriptions aux émissions	10,5	8,2	17,6	16,2	13,4	17,0	16,6	18,1
Epargne des entreprises :								
Bénéfices non distribués	9,6	10,2	9,2	5,2	5,2	7,7	8,9	6,0

Source : Caisse Générale d'Epargne et de Retraite.

(a) Les données pour 1963 ne sont pas encore disponibles.
(b) Données rectifiées.
(c) Données provisoires.
(d) Consentis par les particuliers.
(e) Effectués par les particuliers auprès d'institutions.

Appels nets de capitaux en Belgique (a)

(en millions de francs)

DÉSIGNATION	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962 (b)
Etat et Caisse autonome des Dommages de guerre	18 344	5 618	9 345	5 908	9 613	16 238	17 375	9 758	20 918
Provinces, communes, Crédit communal, sociétés intercommunales	2 283	1 740	2 259	3 641	5 512	4 154	4 061	3 320	6 341
Congo	2 205	2 084	1 771	– 283	3 705	– 501	–1 522	– 7	– 16
Organismes publics d'exploitation	1 983	554	1 490	1 232	- 338	4 037	– 619	– 97	1 763
Organismes parastataux de crédit	5 127	5 395	4 621	4 539	7 120	7 303	7 274	8 804	5 849
Secteur privé actions	5 664	7 599	6 932	7 381	6 278	4 403	7 624	6 825	8 684
Secteur privé obligations	2 559	2 141	1 866	3 732	5 144	3 163	1 473	2 256	5 578
Divers (c)	280	771	165	57	538	324	799	480	723
Total ...	**39 445**	**25 902**	**28 449**	**26 207**	**37 572**	**39 121**	**36 465**	**31 339**	**49 840**

Source : Caisse Générale d'Epargne et de Retraite.

(a) Cette statistique tient compte des émissions privées et des appels de fonds sur souscriptions antérieures non libérées Elle déduit les remboursements.
Les données pour 1963 ne sont pas encore disponibles.
(b) Données provisoires.
(c) Y compris 400 millions en 1958, 225 en 1959, 400 en 1960, 50 en 1961 et 125 en 1962 pour le Centre d'Etude de l'Energie Nucléaire, 261 millions en 1960 et 250 en 1961 pour le Fonds National de la Recherche Scientifique.

Emissions des sociétés industrielles et commerciales belges et congolaises

Répartition d'après le centre d'activité

(en millions de francs)

ANNÉE	Emissions nettes d'actions			Accroissement de la dette obligataire des sociétés (a)	Total des émissions nettes
	Constitutions de sociétés	Augmentations de capital	Total		
	SOCIÉTÉS BELGES				
1957	1 217	3 606	4 823	5 864	10 687
1958	648	3 049	3 697	9 223	12 920
1959	897	2 440	3 337	7 980	11 317
1960	1 510	5 035	6 545	6 025	12 571
1961	1 213	2 918	4 131	8 574	12 705
1962	2 193	4 521	6 715	7 958 (c)	14 673 (c)
1962 (10 mois) (c)	1 964	4 105	6 068	1 589	7 657
1963 (10 mois) (c)	859	3 361	4 220	3 037	7 257
	SOCIÉTÉS CONGOLAISES (b)				
1956	480	863	1 343	237	1 580
1957	279	1 072	1 351	566	1 917
1958	235	507	742	378	1 120
1959	266	233	499	107	606
1960	209	90	299	—118	181
	TOTAL (b)				
1957	1 496	4 678	6 174	6 417	12 604
1958	883	3 556	4 439	9 601	14 040
1959	1 163	2 673	3 836	8 086	11 923
1960	1 719	5 126	6 844	5 908	12 752
1961	1 213	2 918	4 131	8 574	12 705
1962	2 193	4 521	6 715	7 958 (c)	14 673 (c)
1962 (10 mois) (c)	1 964	4 165	6 068	1 589	7 657
1963 (10 mois) (c)	859	3 361	4 220	3 037	7 257

Source : Institut National de Statistique.

(a) Y compris la S.N.C.I.
Y compris les émissions privées, c'est-à-dire qui n'ont pas fait l'objet d'une offre sur le marché.
(b) Les émissions des sociétés congolaises ne sont plus recensées à partir de 1961.
(c) Données provisoires.

Emissions nettes d'actions et d'obligations des sociétés industrielles et commerciales belges (a)

(en milliers de francs)

PRINCIPAUX SECTEURS	1959	1960 (b)	1961 (b)	1962	1962 - 10 mois (c)		1963 - 10 mois (c)	
					(d)	Total (e)	(d)	Total (e)
Banques	551 732	1 039 901	1 112 574	3 496 253	986 044	986 044	90 488	90 488
Commerce de détail	764 572	207 002	821 970	323 310	315 301	351 516	482 193	520 144
Commerce de gros et commerce extérieur	417 799	383 266	403 724	459 691	301 636	406 330	393 182	465 593
Fabrications métalliques	589 077	234 605	364 791	353 088	519 199	530 355	282 246	306 833
Métallurgie du fer	2 002 946	1 471 935	— 34 942	2 141 854	1 449 586	1 449 586	50 500	51 500
Métaux non ferreux	1 237	— 12 094	16 980	52 303	10 503	10 677	293 500	293 500
Industrie textile	82 421	54 338	107 829	89 187	91 467	108 070	83 362	99 470
Industrie alimentaire	109 376	170 647	— 20 855	52 079	95 201	106 079	22 684	29 017
Industrie du bois	24 469	40 665	43 321	21 281	8 057	16 322	20 615	27 132
Industrie chimique	10 481	330 211	681 973	497 376	605 555	615 090	178 172	184 555
Electricité	— 346 806	— 10 645	283 207	1 408 711	1 389 986	1 389 986	3 112 083	3 112 083
Gaz	— 12 405	— 10 619	103 020	112 081	90 000	90 000	360 000	360 000
Papier et imprimerie	— 60 351	— 2 039	241 687	247 677	266 466	271 091	28 544	35 020
Transports	333 216	38 796	304 562	396 400	57 140	69 643	47 815	63 161
Construction	39 213	47 235	121 580	246 694	186 865	209 637	183 604	214 270
Charbon	— 79 963	— 79 286	— 64 506	— 72 756	—	—	—	—
Ciment	— 66 470	654 517	— 52 366	— 3 832	11 261	18 283	182 463	187 531
Tabac	— 3 858	— 4 420	1 661	8 900	14 000	14 000	—	4 028
Artisanat	23 444	49 316	41 039	84 408	48 316	73 857	16 315	47 015

Source : Ministère des Affaires économiques et de l'Energie, Institut National de Statistique et Direction Générale des Etudes et de la Documentation.

(a) La statistique des émissions nettes d'obligations comprend aussi les émissions « continues »; il est fait déduction des remboursements.
(b) Données rectifiées.
(c) Non compris les émissions continues et les remboursements.
(d) Sociétés anonymes et en commandite par actions.
(e) Le total comprend, outre les émissions nettes des sociétés mentionnées sous (d), celles des sociétés de personnes à responsabilité limitée.

Emissions du secteur public en francs belges (a)

(en millions de francs)

ANNÉE	Montant	MOIS	Montant
1956	24 240		
		1963	
1957	17 515		
		Janvier	—
1958	26 559	Février	—
		Mars	5 900
1959	28 308	Avril	1 350
		Mai	1 650
1960	33 638	Juin	5 250
		Juillet	—
1961	20 907	Août	—
		Septembre	1 600
1962	35 380	Octobre	7 502
		Novembre	2 500
1963	28 152	Décembre	2 400

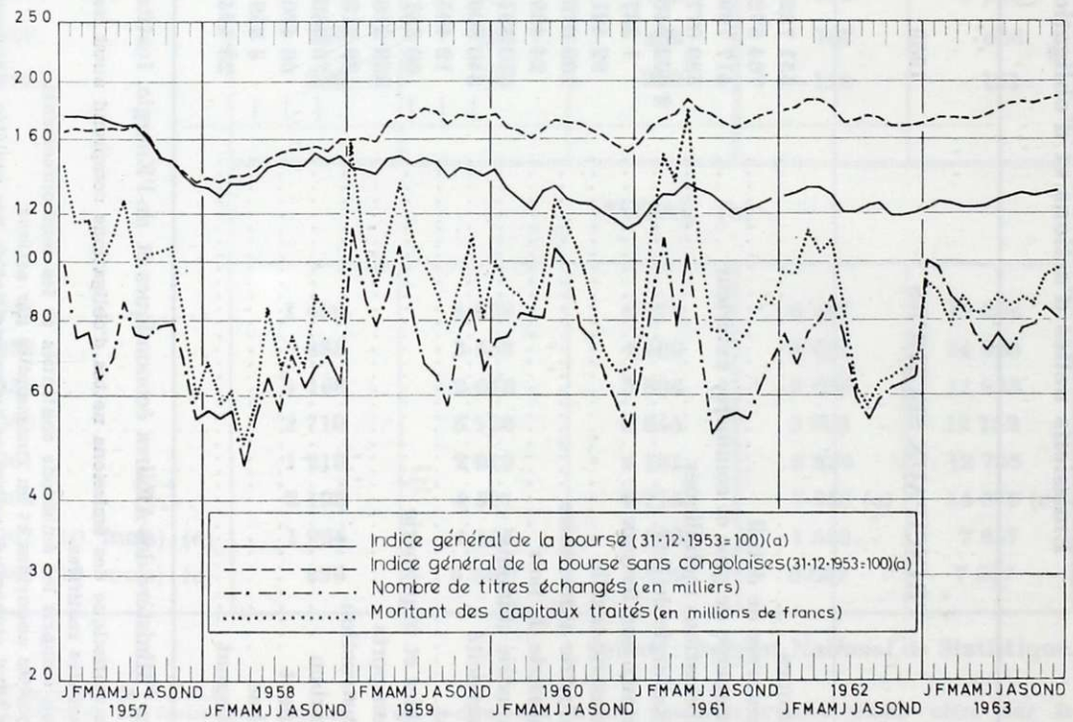
Source : Banque Nationale de Belgique.

(a) Emprunts de l'Etat, du Congo, des provinces et des communes, des organismes d'utilité publique, tels que la Société Nationale des Chemins de Fer Belges, la Société Nationale des Chemins de Fer Vicinaux, la Société nationale de Distribution d'Eau, le Crédit Communal, etc. (à l'exclusion des émissions continues et des emprunts de la Société Nationale de Crédit à l'Industrie).

Bourse de Bruxelles

Activité

(moyenne par séance)



Source : Commission de la Bourse de Bruxelles.

(a) Jusque décembre 1961, on a pris en considération l'indice mensuel à fin de mois; à partir de janvier 1962, il est remplacé par un indice moyen mensuel.

Bourse de Bruxelles

Volume des opérations

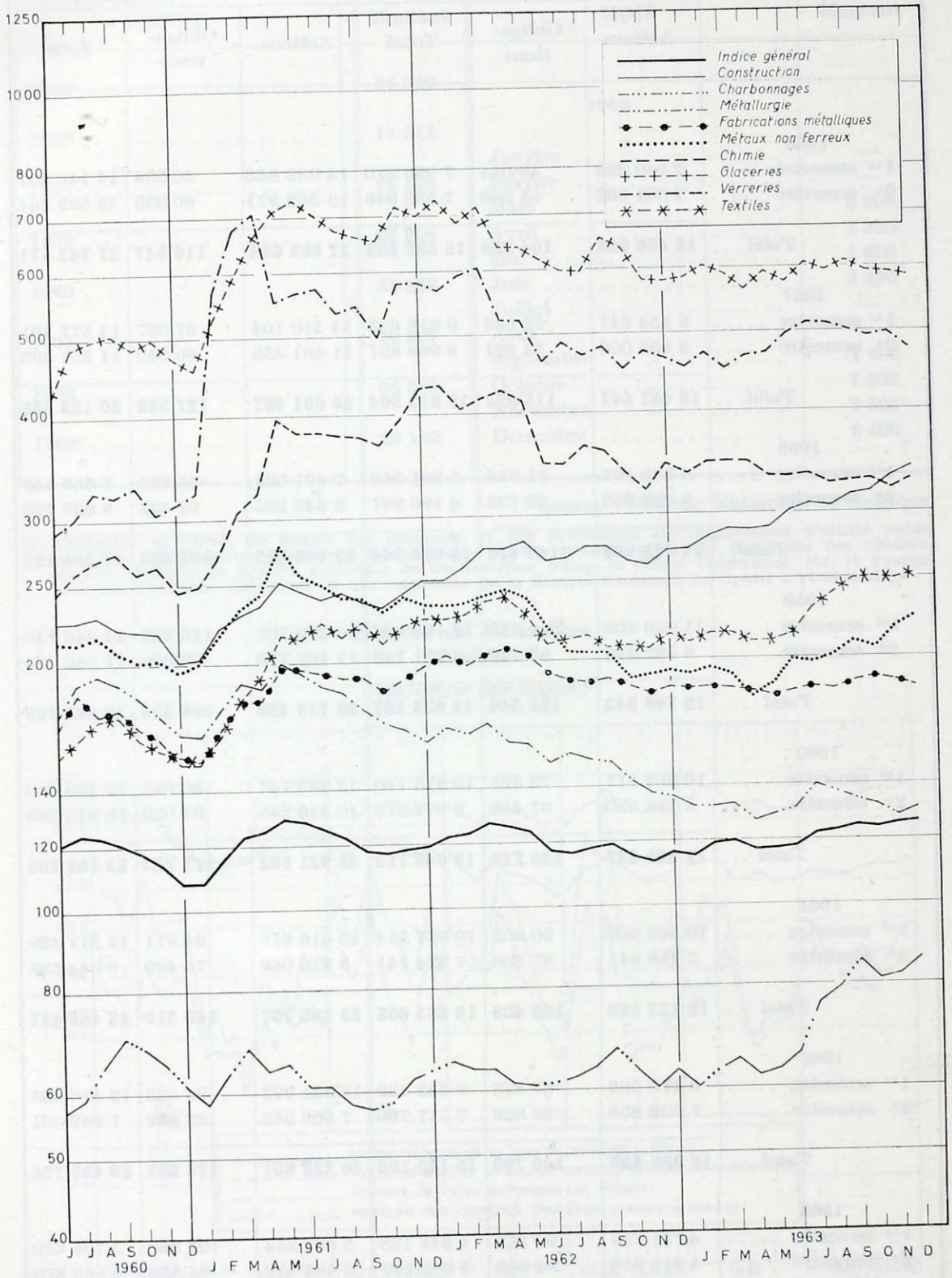
PÉRIODE	Nombre de titres traités			Montant des capitaux traités (en milliers de francs)		
	Actions	Obligations	Total	Actions	Obligations	Total
1956						
1er semestre	7 949 266	49 044	7 998 310	14 089 653	50 554	14 140 207
2e semestre	7 501 662	55 286	7 556 948	13 562 971	60 393	13 623 364
Total ...	**15 450 928**	**104 330**	**15 555 258**	**27 652 624**	**110 947**	**27 763 571**
1957						
1er semestre	9 554 647	62 036	9 616 683	14 510 104	67 057	14 577 161
2e semestre	8 933 000	53 821	8 986 821	11 491 353	60 342	11 551 695
Total...	**18 487 647**	**115 857**	**18 613 504**	**26 001 457**	**127 399**	**26 128 856**
1958						
1er semestre	6 830 197	61 756	6 891 953	7 601 008	65 435	7 666 443
2e semestre	8 098 268	82 723	8 180 991	9 547 295	92 425	9 639 720
Total..	**14 928 465**	**144 479**	**15 072 944**	**17 148 303**	**157 860**	**17 306 163**
1959						
1er semestre	11 059 400	104 598	11 163 998	14 230 707	116 036	14 346 743
2e semestre	8 687 443	83 746	8 771 189	11 488 713	93 650	11 582 363
Total ...	**19 746 843**	**188 344**	**19 935 187**	**25 719 420**	**209 686**	**25 929 106**
1960						
1er semestre	10 302 817	72 323	10 375 140	12 385 747	80 693	12 466 440
2e semestre	8 585 520	87 453	8 672 973	10 546 245	97 020	10 643 265
Total ...	**18 888 337**	**159 776**	**19 048 113**	**22 931 992**	**177 713**	**23 109 705**
1961						
1er semestre	10 866 909	90 605	10 957 514	15 416 618	94 811	15 511 429
2e semestre	7 256 341	67 800	7 324 141	9 870 089	74 499	9 944 588
Total ...	**18 123 250**	**158 405**	**18 281 655**	**25 286 707**	**169 310**	**25 456 417**
1962						
1er semestre	9 470 566	81 873	9 552 439	12 321 922	94 533	12 416 455
2e semestre	7 509 834	67 926	7 577 760	7 906 969	82 332	7 989 301
Total ...	**16 980 400**	**149 799**	**18 130 199**	**20 228 891**	**176 865**	**20 405 756**
1963						
1er semestre	4 751 783	94 355	4 846 138	5 687 254	107 396	5 794 650
2e semestre	4 918 058	84 839	5 002 897	6 465 512	95 358	6 560 870
Total ...	**9 669 841**	**179 194**	**9 849 035**	**12 152 766**	**202 754**	**12 355 520**

Source : Commission de la Bourse de Bruxelles.

Indices des cours des actions aux bourses de Bruxelles et d'Anvers

Début du mois

(1953 = 100)

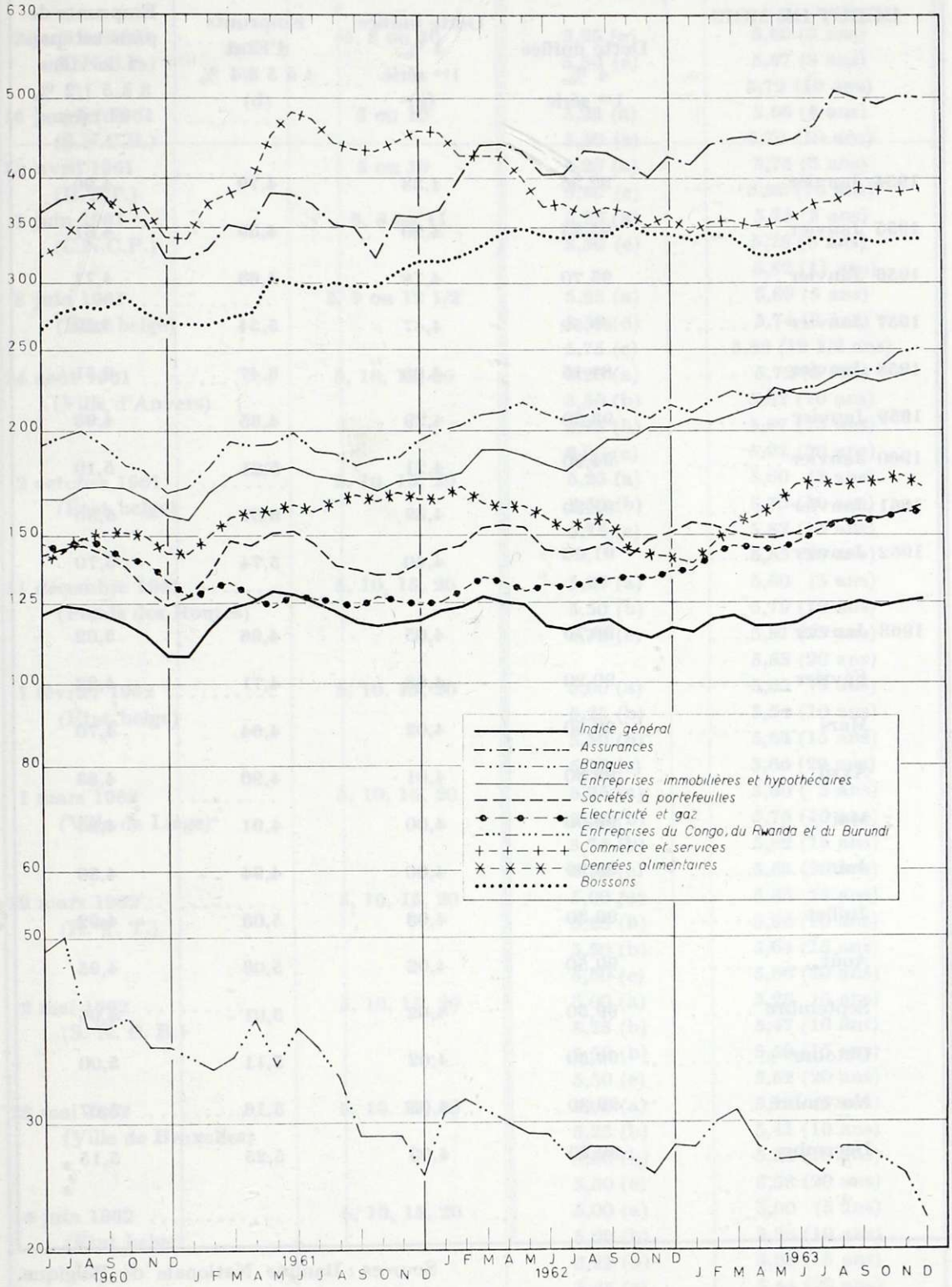


Source : Institut National de Statistique.

Indices des cours des actions aux bourses de Bruxelles et d'Anvers (suite)

Début du mois

(1953 = 100)



Source : Institut National de Statistique.

Rendement de titres à revenu fixe cotés à la bourse de Bruxelles

DÉBUT DE MOIS	Cours	Rendement		
	Dette unifiée 4 %, 1re série	Dette unifiée 4 %, 1re série (a)	Emprunts d'Etat 4 à 5 3/4 % (b)	Emprunts de paraétatiques et de villes 3 à 5 1/2 % (b) (c)
1954 Janvier	92,35	4,33	4,79	4,96
1955 Janvier	95,25	4,20	4,59	4,61
1956 Janvier	95,70	4,18	4,63	4,71
1957 Janvier	89,50	4,47	5,54	5,59
1958 Janvier	81,15	4,93	6,47	6,51
1959 Janvier	93,30	4,29	4,85	4,93
1960 Janvier	94,90	4,21	5,21	5,10
1961 Janvier	91,20	4,39	6,07	5,80
1962 Janvier	91,00	4,40	5,74	5,70
1963 Janvier	98,70	4,05	4,96	5,02
Février	99,20	4,03	4,71	4,82
Mars	99,50	4,02	4,64	4,70
Avril	99,80	4,01	4,90	4,83
Mai	99,90	4,00	4,91	4,85
Juin	99,99	4,00	4,94	4,88
Juillet	99,30	4,03	5,03	4,92
Août	99,50	4,02	5,03	4,95
Septembre	99,50	4,02	5,01	4,95
Octobre	99,50	4,02	5,11	5,00
Novembre	99,30	4,03	5,16	5,07
Décembre	99,20	4,03	5,25	5,15

Sources : Banque Nationale de Belgique.
Institut National de Statistique.

(a) Rendement eu égard au cours seulement.
(b) Echéance de 5 à 20 ans: remboursement par annuités variables.
(c) Avant 1955, cette rubrique comprend uniquement des emprunts émis par le Crédit communal de Belgique.

Emissions et rendement des emprunts d'Etat ou garantis par lui

(emprunts en francs belges)

DATE D'ÉMISSION ET ORGANISME ÉMETTEUR	Durée (en années)	Taux nominal (en %)	Rendement pour les souscripteurs (en %)
2 janvier 1961	5, 8 ou 10	5,25 (a)	5,60 (5 ans)
(C.N.C.P.)		5,50 (e)	5,67 (8 ans)
			5,72 (10 ans)
16 janvier 1961	5 ou 10	5,25 (a)	5,66 (5 ans)
(S.N.C.B.)		5,50 (e)	5,72 (10 ans)
13 avril 1961	5 ou 10	5,25 (a)	5,75 (5 ans)
(R.T,T.)		5,50 (e)	5,82 (10 ans)
1 juin 1961	5, 8 ou 11	5,25 (a)	5,75 (5 ans)
(C.N.C.P.)		5,50 (e)	5,78 (8 ans)
			5,82 (11 ans)
8 juin 1961	5, 9 ou 12 1/2	5,25 (a)	5,69 (5 ans)
(État belge)		5,50 (d)	5,74 (9 ans)
		5,75 (e)	5,83 (12 1/2 ans)
24 août 1961	5, 10, 15, 20	5,25 (a)	5,72 (5 ans)
(Ville d'Anvers)		5,50 (b)	5,82 (10 ans)
		5,75 (b)	5,87 (15 ans)
		6,00 (e)	5,92 (20 ans)
2 octobre 1961	5, 10, 15, 20	5,25 (a)	5,60 (5 ans)
(État belge)		5,50 (b)	5,75 (10 ans)
		5,75 (e)	5,82 (15 ans)
			5,85 (20 ans)
11 décembre 1961	5, 10, 15, 20	5,25 (a)	5,60 (5 ans)
(Fonds des Routes)		5,50 (b)	5,79 (10 ans)
		5,75 (e)	5,87 (15 ans)
			5,88 (20 ans)
1 février 1962	5, 10, 15, 20	5,00 (a)	5,35 (5 ans)
(État belge)		5,25 (b)	5,54 (10 ans)
		5,50 (b)	5,64 (15 ans)
		5,50 (e)	5,66 (20 ans)
1 mars 1962	5, 10, 15, 20	5,25 (a)	5,60 (5 ans)
(Ville de Liège)		5,50 (b)	5,75 (10 ans)
		5,75 (b)	5,82 (15 ans)
		5,75 (e)	5,85 (20 ans)
29 mars 1962	5, 10, 15, 20	5,00 (a)	5,35 (5 ans)
(R. T. T.)		5,25 (b)	5,54 (10 ans)
		5,50 (b)	5,64 (15 ans)
		5,50 (e)	5,66 (20 ans)
2 mai 1962	5, 10, 15, 20	5,00 (a)	5,23 (5 ans)
(S. N. C. B.)		5,25 (b)	5,47 (10 ans)
		5,50 (b)	5,59 (15 ans)
		5,50 (e)	5,62 (20 ans)
28 mai 1962	5, 10, 15, 20	5,00 (a)	5,12 (5 ans)
(Ville de Bruxelles)		5,25 (b)	5,41 (10 ans)
		5,50 (b)	5,55 (15 ans)
		5,50 (e)	5,58 (20 ans)
14 juin 1962	5, 10, 15, 20	5,00 (a)	5,00 (5 ans)
(État belge)		5,00 (b)	5,28 (10 ans)
		5,25 (b)	5,38 (15 ans)
		5,25 (e)	5,44 (20 ans)

(suite à la page 184)

Emissions et rendement des emprunts d'Etat ou garantis par lui (suite)
(emprunts en francs belges)

DATE D'ÉMISSION ET ORGANISME ÉMETTEUR	Durée (en années)	Taux nominal (en %)	Rendement pour les souscripteurs (en %)
27 août 1962	5, 10, 15, 20	5,00 (a)	5,00 (5 ans)
(Ville d'Anvers)		5,25 (b)	5,34 (10 ans)
		5,50 (b)	5,50 (15 ans)
		5,50 (e)	5,54 (20 ans)
24 septembre 1962	10, 15, 20	5,00 (a, b)	5,16 (10 ans)
(Fonds des Routes)		5,25 (b)	5,29 (15 ans)
		5,25 (e)	5,38 (20 ans)
12 novembre 1962	10, 15, 20	4,75 (a, b)	4,94 (10 ans)
(État belge)		5,00 (b)	5,10 (15 ans)
		5,25 (e)	5,24 (20 ans)
4 mars 1963	10, 15 ou 20	5,00 (f)	5,00 (10 ans)
(État belge)		5,25 (g)	5,11 (15 ans)
			5,27 (20 ans)
18 avril 1963	10, 15 ou 20	5,50	5,50 (10 ans)
(R.T.T.)			5,59 (15 ans)
			5,70 (20 ans)
16 mai 1963	10, 15 ou 20	5,50	5,50 (10 ans)
(S.N.C.B.)			5,59 (15 ans)
			5,70 (20 ans)
30 mai 1963	5 ou 10	5,20 (a)	5,20 (5 ans)
(C.N.C.P.)		5,50 (c)	5,48 (10 ans)
20 juin 1963	10, 15 ou 20	5,50 (f)	5,63 (10 ans)
(Etat belge)		5,75 (g)	5,75 (15 ans)
			5,84 (20 ans)
3 septembre 1963	10 ou 20	5,20 (a)	5,90 (20 ans)
(Ville de Gand)		5,40 (b)	(h)
		5,60 (b)	
		5,80 (c)	
3 septembre 1963	10 ou 20	5,20 (a)	5,90 (20 ans)
(Ville de Liège)		5,40 (b)	(h)
		5,60 (b)	
		5,80 (c)	
8 octobre 1963	10, 15 ou 20	5,50 (f)	5,70 (10 ans)
(État belge)		5,75 (g)	5,84 (15 ans)
			5,94 (20 ans)
8 octobre 1963	20	6,00	6,00 (20 ans)
(État belge)			
18 novembre 1963.....	20	6,00	6,09 (20 ans)
(Fonds des Routes)			
11 décembre 1963	10 ou 20	5,30 (a)	6,14 (20 ans)
(Ville de Bruxelles)		5,50 (b)	(h)
		5,60 (b)	
		5,80 (c)	
11 décembre 1963	10 ou 20	5,30 (a)	6,14 (20 ans)
(Ville d'Anvers)		5,50 (b)	(h)
		5,60 (b)	
		5,80 (c)	

Source : Fonds des Rente.

(a) Les 5 premières années.
(b) Les 5 années suivantes.
(c) Les 5 dernières années.
(d) Les 4 années suivantes.
(e) Les dernières années.
(f) Les 10 premières années.
(g) Les 10 dernières années.
(h) Rendement moyen.

Opérations de portefeuille du Fonds des Rentes

Situation fin d'année

DÉSIGNATION	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963
Financement des opérations (en millions de francs)									
— « Call money »	2 039	2 631	2 457	274	72	—	—	—	877
— Certificats du Fonds des Rentes	—	—	486	4 059	4 608	5 812	10 996	6 400	6 549
— Bons de caisse (a)	920	1 998	200	45	—	—	—	—	—
— Crédit de la B. N. B. :									
avances	—	—	1 237	—	—	—	—	589	600
escompte bons de caisse	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Divers (b)	830	898	990	1 068	1 120	1 157	—	—	—
Total	**3 789**	**5 527**	**5 370**	**5 446**	**5 800**	**6 969**	**10 996**	**7 029**	**8 026**
Portefeuille titres (en millions de francs) :									
— Montant (c)	3 533	5 130	3 527	3 311	4 572	6 661	6 892	7 759	8 383
— Évolution par solde d'achats et de ventes	— 490 (d)	+ 1 597 (d)	— 1 603 (d)	— 216 (d)	+ 1 261	+ 2 089	+ 231	+ 867	+ 624
— Certificats de trésorerie :									
tranche B	—	—	1 242	1 370	623	1 403	1 086	2 226	2 711
— Autres certificats de trésorerie	—	—	—	—	2 700	1 200	—	—	—

Source : Fonds des Rentes.

(a) A partir de 1957, année de la réforme monétaire, les bons de caisse escomptés à la Banque Nationale sont repris à la rubrique « Crédit de la Banque Nationale ».
(b) « Réserves », « Comptes d'avances à la Banque Nationale » jusque 1956 compris, « Achats de titres à liquider » et prorata d'intérêts courus sur certificats de trésorerie, « tranche B », depuis 1957.
(c) Valeur nominale à l'exclusion des titres vendus à réméré à des organismes d'intérêt public.
(d) Abstraction faite des opérations à réméré traitées avec des organismes d'intérêt public.

Evolution du montant des inscriptions hypothécaires

(en millions de francs)

ANNÉE	Montant des inscriptions
1953	17 592
1954	19 828
1955	20 035
1956	21 593
1957	21 338
1958	21 221
1959	25 597
1960	30 000
1961	33 372
1962	36 302
1963	39 969

Source : Banque Nationale de Belgique.

Caisse Générale d'Epargne et de Retraite

Relevé général des placements (a)

(en millions de francs)

OBJET OU MODALITÉ DE FINANCEMENT	Opérations nouvelles en 1962			Solde au 31 décembre 1962		
	Placements définitifs	Placements provisoires	Total	Placements définitifs	Placements provisoires	Total
Crédit à l'Etat	4 074,6	—	4 074,6	32 632,6	—	32 632,6
Crédit au Congo	—	—	—	124,4	—	124,4
Provinces, villes, communes et Crédit communal de Belgique	50,0	—	50,0	2 384,6	—	2 384,6
Organismes de sécurité sociale	1 081,0	—	1 081,0	12 614,9	—	12 614,9
Transport et communications	249,3	—	249,3	4 132,0	—	4 132,0
Distribution d'eau	—	—	—	1 819,4	—	1 819,4
Crédit industriel	476,0	1 942,0	2 418,0	3 753,0	9 241,8	12 994,8
Energie nucléaire	—	—	—	522,0	—	522,0
Recherche scientifique	61,2	675,1	736,3	176,3	675,1	851,4
Crédit hypothécaire	1 128,7	22,7	1 151,4	6 253,3	199,0	6 452,3
Prêts sur nantissement	—	6,8	6,8	—	14,3	14,3
Habitation sociale	3 455,5	—	3 455,5	35 267,0	173,0	35 440,0
Crédit agricole	1 018,9	—	1 018,9	5 090,3	—	5 090,3
Crédit artisanal et professionnel	—	139,0	139,0	661,5	438,9	1 100,4
Crédit fluvial et maritime	—	207,1	207,1	—	1 349,8	1 349,8
Opérations d'escompte (b)	—	2 986,7	2 986,7	—	12 321,3	12 321,3
Caisses publiques de prêts	—	—	—	55,2	—	55,2
Œuvres en faveur des invalides	41,5	—	41,5	530,5	—	530,5
Valeurs diverses garanties par l'Etat	75,7	—	75,7	160,5	—	160,5
Placements à court terme (c)	—	2 493,7	2 493,7	—	10 029,8	10 029,8
Total	**11 712,4**	**8 473,1**	**20 185,5**	**106 177,5**	**34 443,0**	**140 620,5**

Source : Caisse Générale d'Epargne et de Retraite.

(a) Les données pour 1963 ne sont pas encore disponibles.
(b) A l'exclusion des opérations d'escompte incluses dans le « crédit hypothécaire », dans le « crédit artisanal et professionnel », dans le « crédit industriel » et dans le « crédit fluvial et maritime »
(c) Certificats de Trésorerie, acceptations bancaires et prêts au jour le jour.

Caisse Générale d'Epargne et de Retraite

Mouvement de l'épargne des particuliers

(en milliers de francs)

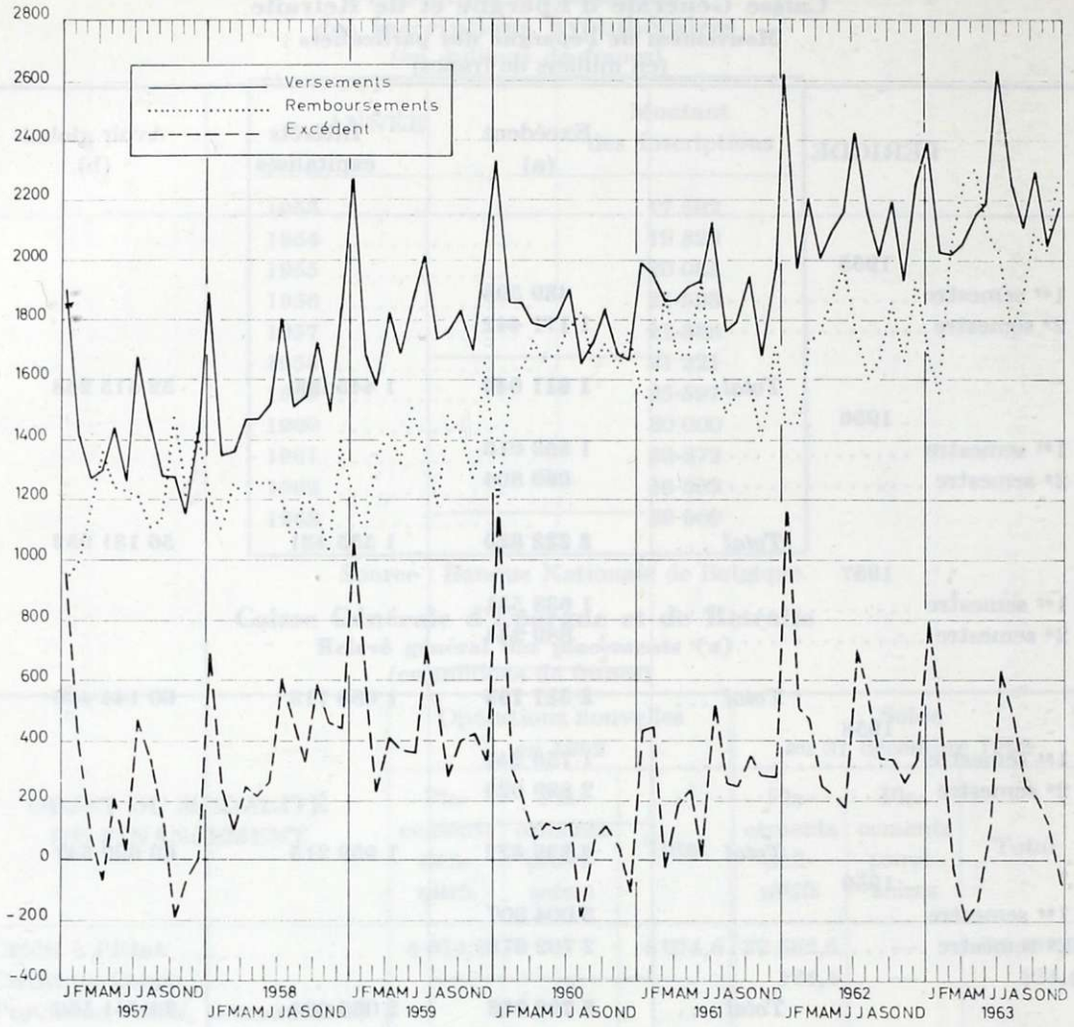
PÉRIODE	Excédent (a)	Intérêts capitalisés	Avoir global (b)
1955			
1er semestre	439 598		
2e semestre	1 171 442		
Total ...	**1 611 040**	1 445 000	52 515 248
1956			
1er semestre	1 553 016		
2e semestre	669 804		
Total ...	**2 222 820**	1 555 431	56 131 952
1957			
1er semestre	1 638 551		
2e semestre	689 244		
Total ...	**2 327 795**	1 684 713	60 144 460
1958			
1er semestre	1 756 244		
2e semestre	2 839 628		
Total ...	**4 595 872**	1 959 215	66 699 547
1959			
1er semestre	3 004 307		
2e semestre	2 702 678		
Total ...	**5 706 985**	2 035 024	74 441 556
1960			
1er semestre	1 978 372		
2e semestre	76 139		
Total ...	**2 054 511**	2 390 780	78 886 847
1961			
1er semestre	1 288 836		
2e semestre	1 925 595		
Total ...	**3 214 431**	2 531 982	84 633 260
1962			
1er semestre	2 772 636		
2e semestre	2 504 514		
Total ...	**5 277 150**	2 743 778	92 654 188
1963			
1er semestre	980 027		
2e semestre	1 589 078 (c)		
Total ...	**2 569 105** (c)	2 725 764 (c,d)	97 949 057 (c,d)

Source : Caisse Générale d'Epargne et de Retraite.

(a) Excédent des versements sur les remboursements.
(b) Situation au 31 décembre, intérêts capitalisés compris.
(c) Chiffres approximatifs.
(d) Précompte déduit.

Versements et remboursements sur livrets particuliers à la Caisse d'Epargne

(en millions de francs)



Source : Caisse Générale d'Epargne et de Retraite.

Caisse Nationale de Crédit Professionnel

Crédits accordés (en millions de francs)		Répartition des crédits accordés par secteur économique (en % du montant global)		
Année	Montant	Secteur	1962	1963 (a)
1954	1 046	Commerce de gros et de détail	19,10	17,26
1955	1 126	Industrie alimentaire	15,69	16,38
1956	1 234	Industrie de la construction	11,53	12,36
1957	898	Transports	16,03	17,42
1958	1 025	Industrie des fabrications métalliques	6,38	5,60
1959	1 363	Industrie textile	6,42	5,92
1960	2 224	Autres secteurs	24,85	25,06
1961	2 414			
1962	2 811			
1963	3 391	*Total*	**100,0**	**100,0**

(a) Données provisoires.

Source : Caisse Nationale de Crédit Professionnel.

III

ASSURANCES

Assurances sur la vie (a)

(en millions de francs)

DÉSIGNATION	Primes encaissées				Réserves mathématiques (b)			
	1959	1960	1961	1962	1959	1960	1961	1962
Sociétés belges	5 776,7	5 874,8	5 606,2	5 757,4	31 044	35 342	38 700	41 705
Sociétés étrangères .	1 572,6	1 653,3	1 725,2	1 839,6	9 809	10 709	11 645	12 599

Source : Ministère des Affaires économiques et de l'Energie, Service d'Inspection des Assurances.

(a) Les données relatives à 1963 ne sont pas encore disponibles.
(b) Comprend les réserves pour sinistres à régler, les réserves pour la participation aux bénéfices, les fonds de répartition, ainsi que les réserves pour les contrats souscrits en monnaies étrangères.

Assurances sur la vie
Valeurs représentatives (a)

(en millions de francs)

NATURE DES VALEURS	1959	1960	1961	1962
Sociétés belges :				
Fonds d'Etat belges, valeurs garanties par l'Etat belge, titres de sociétés garantis par la Colonie (b)	3 912,6	4 902,9	5 382,5	5 793,1
Obligations Crédit communal, Crédit industriel, S.N.C.B. S.N.C.I., provinces et communes belges.....	5 953,2	7 001,4	7 244,2	7 988,8
Obligations de sociétés belges	7 207,7	7 171,9	7 389,3	8 100,6
Actions de sociétés belges	1 737,6	2 083,4	2 153,2	2 329,6
Fonds publics étrangers, valeurs garanties par les Etats étrangers	793,2	1 344,6	1 921,0	1 479,1
Prêts sur polices	1 015,7	1 123,8	1 235,4	1 326,5
Immeubles	1 714,3	2 253,4	2 562,9	3 101,8
Prêts hypothécaires	7 750,3	8 966,2	10 516,0	11 420,7
Espèces - Divers	1 190,2	804,6	827,0	862,2
Fonds communs de placement	—	1,5	38,2	34,7
Sociétés étrangères :				
Fonds d'Etat belges, valeurs garanties par l'Etat belge, titres de sociétés garantis par la Colonie (b)	3 111,0	3 241,1	3 399,9	3 668,7
Obligations Crédit communal, Crédit industriel, S.N.C.B. S.N.C.I., provinces et communes belges	2 005,3	2 074,8	2 457,1	2 354,6
Obligations de sociétés belges	575,5	547,0	558,4	568,4
Actions de sociétés belges	533,3	531,3	608,8	677,1
Fonds publics étrangers, valeurs garanties par les Etats étrangers	273,6	364,7	416,6	392,0
Prêts sur polices	412,8	454,6	486,7	504,2
Immeubles	1 052,6	1 192,4	1 402,4	1 566,1
Prêts hypothécaires	2 014,1	2 312,8	2 734,6	3 186,2
Espèces - Divers	66,3	70,2	95,2	76,2
Fonds communs de placement	—	6,6	7,9	28,3

Source : Ministère des Affaires économiques et de l'Energie, Service d'Inspection des Assurances.

(a) Les données relatives à 1963 ne sont pas encore disponibles.
(b) Ces titres étaient garantis par la Colonie avant l'indépendance du Congo.

Opérations de capitalisation (a)

(en millions de francs)

DÉSIGNATION	1959	1960	1961	1962
Primes encaissées	**68,8**	**65,2**	**69,3**	**189,5**
Valeur nominale des contrats souscrits :				
Capitalisation pure	1 027,9	1 027,4	1003,6	1159,6
Capitalisation immobilière	71,4	62,7	54,2	49,8
Total ...	**1 099,3**	**1 090,1**	**1057,8**	**1 209,4**
Réserves mathématiques :				
Capitalisation pure	426,2	434.0	448,1	597,6
Capitalisation immobilière	43,0	38,9	35,6	34,7
Total ...	**469,2**	**472,9**	**483,7**	**632,3**
Cautionnements	6,4	6,6	6,8	7,3
Total général ...	**475,6**	**479,5**	**490,5**	**639,6**

Source : Ministère des Affaires économiques et de l'Energie, Service d'Inspection des Assurances.

(a) Les données relatives à 1963 ne sont pas encore disponibles.

Opérations de capitalisation

Valeurs représentatives (a)

(en millions de francs)

DÉSIGNATION	1959	1960	1961	1962
Fonds publics belges et valeurs garanties par l'Etat	101,4	91,7	93,3	104,3
Titres garantis par la Colonie (b)	2,4	1,7	2,4	2,4
Obligations institutions parastatales	33,5	42,8	41,7	50,9
Obligations provinces et communes	7,9	7,7	7,5	4,0
Obligations sociétés belges	2,6	2,5	0,9	0,8
Actions sociétés belges	1,1	6,1	2,8	3,3
Immeubles	16,5	14,1	25,3	24,7
Prêts hypothécaires	298,1	333,2	322,8	492,7
Prêts sur polices	2,3	2,4	3,3	2,9
Espèces	3,9	0,4	0,1	6,6
Divers (c)	8,6	9,2	3,3	3,1
Total ...	**478,3**	**511,8**	**503,4**	**695,7**

Source : Ministère des Affaires économiques et de l'Energie, Service d'Inspection des Assurances.

(a) Les données relatives à 1963 ne sont pas encore disponibles.
(b) Ces titres étaient garantis par la Colonie avant l'indépendance du Congo.
(c) Les valeurs représentatives reprises sous la rurubrique *Divers* sont constituées principalement par des frais d'acquisition non amortis.

Prêts hypothécaires (a)

(en millions de francs)

DÉSIGNATION	1959	1960	1961	1962
Prêts hypothécaires par intervention :				
Valeur nominale des prêts	**1 140,2**	**1 151,5**	**1 174,0**	**1 203,3**
Fonds de reconstitution	172,7	186,5	186,3	189,7
Cautionnements	3,0	2,8	3,2	3,1
Total ...	**175,7**	**189,3**	**189,5**	**192,8**
Prêts hypothécaires sans intervention :				
Solde restant dû	**31 878,2**	**36 098,0**	**41 440,5**	**46 310,5**

Source : Ministère des Affaires économiques et de l'Energie, Service d'Inspection des Assurances.

(a) Les données relatives à 1963 ne sont pas encore disponibles.

Prêts hypothécaires par intervention

Valeurs représentatives (a)

(en millions de francs)

DÉSIGNATION	1959	1960	1961	1962
Fonds publics belges	21,3	23,0	24,4	25,5
Obligations institutions parastatales	8,6	7,6	8,8	8,3
Valeurs étrangères	—	0,1	—	—
Titres garantis par la Colonie (b)	0,5	0,9	0,2	0,2
Obligations de sociétés belges	—	1,2	—	—
Obligations provinces et communes	1,5	1,5	1,8	1,2
Actions de sociétés belges	—	0,1	—	0,1
Immeubles	8,5	7,2	11,7	8,1
Prêts hypothécaires	147,8	149,7	154,9	170,8
Divers (c)	1,6	3,2	0,7	3,2
Total ..	**189,8**	**194,5**	**202,5**	**217,4**

Source : Ministère des Affaires économiques et de l'Energie, Service d'Inspection des Assurances.

(a) Les données relatives à 1963 ne sont pas encore disponibles.
(b) Ces titres étaient garantis par la Colonie avant l'indépendance du Congo.
(c) Les valeurs représentatives reprises sous la rubrique *Divers* sont constituées principalement par des frais d'acquisition non amortis.

Assurance obligatoire des transporteurs par véhicules automobiles (a)

(en millions de francs)

DÉSIGNATION	Services publics d'autobus services spéciaux d'autobus, services d'autocars			Taxis et fiacres automobiles			Transports de choses pour compte de tiers			Transports de choses pour compte propre		
	1960	1961	1962	1960	1961	1962	1960	1961	1962	1960	1961	1962
Affaires directes :												
Nombre de véhicules assurés (b)	4,6	4,8	5,4	6,6	7,0	7,2	22,0	24,3	28,1	298,2	322,8	343,7
Primes émises	78,4	81,9	91,3	42,3	44,9	45,8	234,9	259,2	283,1	1025,7	1102,7	1167,3
Montant des sinistres payés (c)	50,1	54,7	62,1	40,9	42,5	43,7	150,8	179,8	215,1	616,9	700,2	771,7
Evaluation des sinistres en suspens	113,0	126,7	147,3	76,9	80,5	82,0	314,3	363,3	410,7	1130,8	1230,3	1400,1
Réserves pour risques en cours	7,0	7,5	9,0	15,6	16,9	17,5	89,2	98,6	112,4	418,8	445,3	464,4
Commissions payées	13,5	14,0	14,9	7,0	7,9	7,5	42,1	45,3	48,8	221,2	235,0	248,4
Frais généraux	13,7	13,7	16,4	7,5	7,0	8,3	38,1	41,4	47,8	166,5	172,3	186,3
Affaires cédées en réassurance :												
Primes cédées	19,7	19,1	22,1	11,6	13,6	13,5	69,9	75,6	79,4	318,9	320,6	342,7
Commissions reçues	6,1	5,0	6,1	3,2	3,8	3,9	19,6	20,4	21,5	96,1	89,3	98,0
Quote-part des réassureurs dans sinistres réglés	15,1	17,8	13,5	14,1	11,5	13,7	53,7	62,1	71,4	219,0	233,6	260,9
Quote-part des réassureurs dans réserve pour sinistres à régler	62,0	45,5	59,7	29,1	30,4	28,2	136,0	149,4	166,0	421,1	448,8	510,2
Quote-part des réassureurs dans réserve pour risques en cours	5,4	1,9	2,5	3,8	4,5	4,0	23,4	23,5	22,7	114,0	109,8	111,6
Affaires acceptées en réassurance :												
Primes acceptées	8,6	8,4	9,3	2,4	2,8	2,4	7,7	10,2	6,9	24,8	18,5	26,8
Commissions payées	2,8	2,4	2,6	0,7	0,9	0,7	2,5	3,1	2,0	9,0	5,5	8,3
Quote-part dans sinistres réglés	6,9	7,5	6,8	1,4	2,6	3,0	6,1	7,7	6,4	18,4	11,1	20,8
Quote-part dans réserve pour sinistres à règler	31,0	28,5	30,9	10,3	11,3	11,3	7,7	12,7	18,8	22,6	21,6	33,2
Quote-part dans réserve pour risques en cours	0,7	0,8	0,8	0,8	1,0	0,7	3,0	4,2	2,5	10,1	7,2	9,7

(a) Les données relatives à 1963 ne sont pas encore disponibles.
(b) En milliers d'unités.
(c) Pendant l'année de l'intitulé.

Source : Ministère des Affaires économiques et de l'Energie, Services d'Inspection des Assurances.

Assurance obligatoire des transporteurs par véhicules automobiles

Valeurs représentatives des réserves techniques (a)

(en millions de francs)

DÉSIGNATION	1959	1960	1961	1962
Fonds publics belges	1 105	1 183	1 305	1 403
Fonds garantis par la Colonie (b)	40	28	29	25
Parastataux	358	346	380	401
Parastataux de crédit	216	307	344	341
Provinces et communes	189	156	155	199
Fonds publics étrangers	45	60	105	135
Immeubles	283	391	496	529
Prêts hypothécaires	213	239	293	324
Obligations de sociétés belges	240	248	262	255
Actions de sociétés belges	249	235	263	286
Espèces	—	21	14	8
Divers	32	37	32	52
Fonds communs de placement	—	2	5	5
Total ...	**2 970**	**3 253**	**3 683**	**3 963**

Source : Ministère des Affaires économiques et de l'Energie,
Service d'Inspection des Assurances.

(a) Les données relatives à 1963 ne sont pas encore disponibles.
(b) Ces fonds étaient garantis par la Colonie avant l'Indépendance du Congo.

QUATRIÈME PARTIE

PRIX ET REVENUS

I

PRIX

Indices des prix et des salaires dans quelques pays

(1953 = 100)

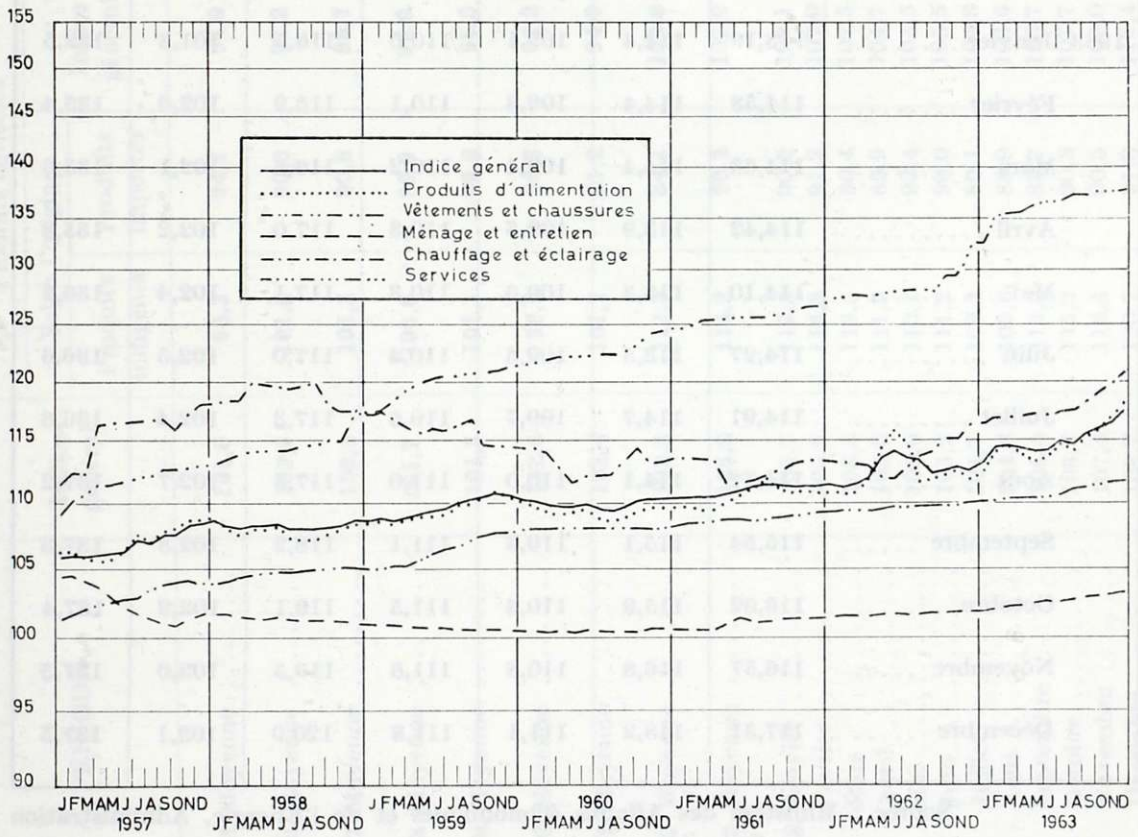
PAYS	Prix de détail ou coût de la vie			Prix de gros			Gains horaires bruts (a)		
	1962	1963		1962	1963		1962	1963	
	Moyenne annuelle	Moyenne annuelle	Fin de l'année	Moyenne annuelle	Moyenne annuelle	Fin de l'année	Moyenne annuelle	Moyenne annuelle	Fin de l'année
Belgique	113	115	118	103	106	109	154	167	172
France	145	152	155	136	141	145	198	215	219
Allemagne Occidentale	118	122	123	106	107	107	330	355	364
Pays-Bas	127	132	133	103	106	111	183	198	200
Italie	123	133	136	102	107	110	155	177	187
Etats-Unis d'Amérique	113	115	116	109	108	108	137	141	144
Royaume-Uni	131	133	134	119	121	122	170	178	180

Source : Organisation de Coopération et de Développement Economiques.

(a) Dans les industries manufacturières.

Indices des prix de détail

(1953 = 100)



Source : Ministère des Affaires économiques et de l'Energie, Administration du Commerce.

Evolution des prix de détail par groupe de produits (a)

(1953 = 100)

PÉRIODE	Indice général	Produits alimentaires	Produits non alimentaires				Services
			Ensemble	Produits d'habillement	Chauffage et éclairage	Produits d'entretien	
1955 Moyenne	**100,8**	**101,5**	**99,2**	**98,7**	**104,1**	**96,9**	**101,0**
1956 Moyenne	**103,65**	**104,2**	**101,5**	**99,7**	**108,7**	**100,7**	**105,5**
1957 Moyenne	**106,93**	**107,0**	**104,5**	**103,0**	**115,6**	**102,4**	**111,7**
1958 Moyenne	**108,31**	**107,9**	**106,2**	**104,7**	**118,9**	**101,4**	**114,7**
1959 Moyenne	**109,64**	**109,5**	**106,6**	**106,4**	**116,1**	**100,7**	**120,0**
1960 Moyenne	**109,97**	**109,3**	**107,0**	**108,1**	**113,2**	**100,4**	**122,6**
1961 Moyenne	**111,06**	**110,5**	**107,4**	**108,7**	**112,8**	**101,0**	**125,7**
1962 Moyenne	**112,62**	**112,5**	**108,3**	**109,7**	**113,7**	**101,6**	**128,5**
1963 Moyenne	**115,04**	**114,7**	**109,9**	**110,7**	**117,8**	**102,5**	**136,3**
1963 Janvier	113,19	112,4	109,1	110,0	116,5	101,8	132,5
Février	114,58	114,4	109,3	110,1	116,9	102,0	135,4
Mars	114,63	114,4	109,4	110,2	116,8	102,1	135,6
Avril	114,42	113,9	109,5	110,3	117,0	102,2	135,8
Mai	114,10	113,3	109,6	110,3	117,1	102,4	136,2
Juin	114,27	113,5	109,6	110,4	117,0	102,5	136,6
Juillet	114,91	114,7	109,7	110,6	117,3	102,4	136,6
Août	114,77	114,1	110,0	111,0	117,5	102,7	137,2
Septembre	115,54	115,1	110,3	111,1	118,2	102,8	137,3
Octobre	116,02	115,9	110,6	111,5	119,1	102,9	137,4
Novembre	116,57	116,8	110,8	111,6	119,5	103,0	137,5
Décembre	117,51	118,2	111,1	111,8	120,9	103,1	137,5

Source : Ministère des Affaires économiques et de l'Énergie, Administration du Commerce.

(a) Les indices partiels ont été calculés à l'aide des prix moyens pour le Royaume.

Indices des prix de gros

(1953 = 100) (a)

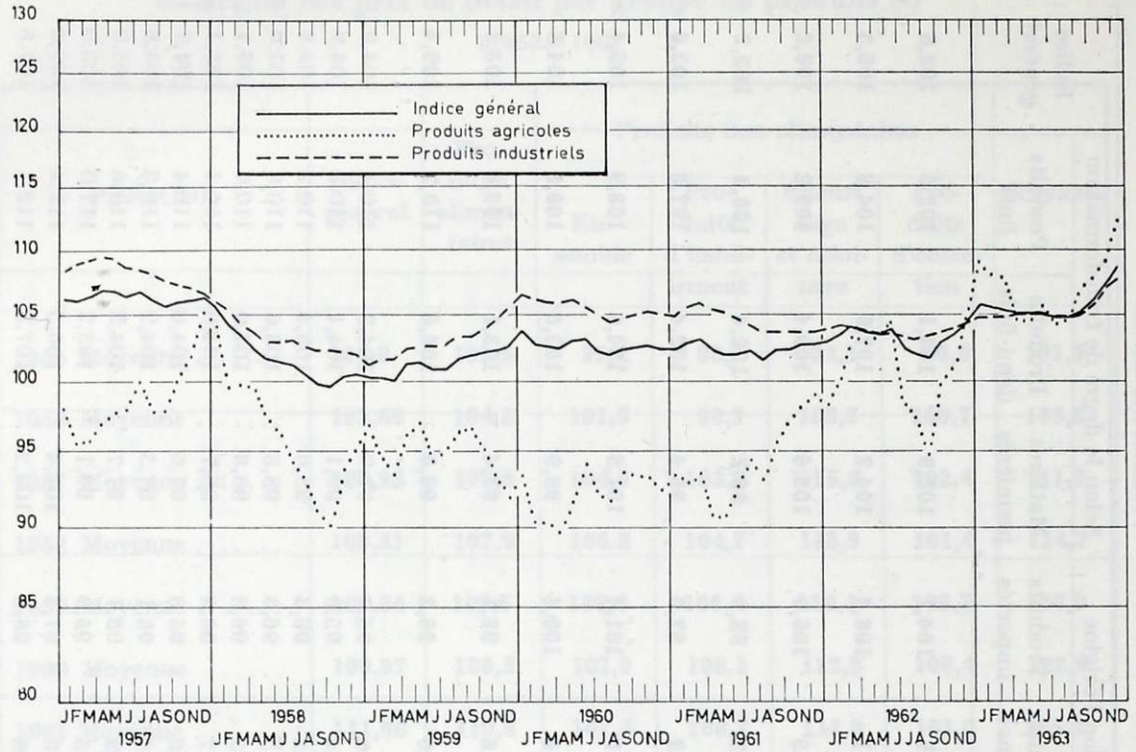
PÉRIODE	Indice général	Produits agricoles			Produits industriels					
		Selon l'origine		Indice général	Selon l'origine		Selon le degré de transformation			Indice général
		Produits indigènes	Produits importés		Produits indigènes	Produits importés	Matières premières	Produits demi-finis	Produits finis	
1955 Moyenne	**101,0**	**93,3**	**94,7**	**94,0**	**101,5**	**104,7**	**102,9**	**104,1**	**102,0**	**102,8**
1956 Moyenne	**103,6**	**101,6**	**90,8**	**97,2**	**104,1**	**108,4**	**104,2**	**107,0**	**104,8**	**105,3**
1957 Moyenne	**106,3**	**101,2**	**90,8**	**98,7**	**109,5**	**106,9**	**105,6**	**109,4**	**109,2**	**108,2**
1958 Moyenne	**101,7**	**100,0**	**90,9**	**96,0**	**107,3**	**95,0**	**96,2**	**102,4**	**108,4**	**103,2**
1959 Moyenne	**101,3**	**101,1**	**90,8**	**95,0**	**105,9**	**97,0**	**96,4**	**102,4**	**107,8**	**103,0**
1960 Moyenne	**102,6**	**98,9**	**84,5**	**92,2**	**107,0**	**101,4**	**101,5**	**104,0**	**108,9**	**105,4**
1961 Moyenne	**102,4**	**101,7**	**81,2**	**94,3**	**106,6**	**100,4**	**99,9**	**103,0**	**108,5**	**104,5**
1962 Moyenne	**103,2**	**112,3**	**84,1**	**100,8**	**107,6**	**96,1**	**97,4**	**103,1**	**108,6**	**103,8**
1963 Moyenne	**105,8**	**114,2**	**90,3**	**107,0**	**110,0**	**96,2**	**98,8**	**104,6**	**110,7**	**105,4**
1963 Janvier	105,7	119,5	90,0	109,1	109,6	95,7	97,9	104,3	110,1	104,9
Février	105,5	116,8	91,2	107,9	109,4	95,9	98,1	104,1	110,2	104,9
Mars	105,4	116,5	90,4	107,5	109,2	96,4	98,6	103,4	110,2	104,8
Avril	105,0	111,9	89,9	104,7	109,5	96,3	98,3	103,6	110,8	105,0
Mai	105,0	110,1	92,4	104,5	109,5	96,3	98,3	104,0	110,6	105,1
Juin	105,2	111,2	90,0	105,5	109,7	95,9	98,7	104,0	110,4	105,1
Juillet	104,7	109,4	89,1	104,3	109,6	95,0	97,6	104,0	110,4	104,8
Août	104,8	109,6	88,9	104,6	109,5	95,1	97,5	104,2	110,3	104,8
Septembre	105,4	113,3	89,7	106,7	109,9	95,1	97,7	104,2	110,8	105,0
Octobre	106,2	115,2	90,3	107,7	110,5	95,9	99,1	105,2	111,0	105,9
Novembre	107,4	116,4	90,3	109,0	111,3	97,4	101,4	106,5	111,4	107,0
Décembre	108,7	120,7	91,3	112,4	111,8	98,9	102,2	107,3	112,1	107,8

(a) D'après l'indice 1936/1938 = 100.

Source : Ministère des Affaires économiques et de l'Energie, Administration du Commerce.

Indices des prix de gros

(1953 = 100) (a)

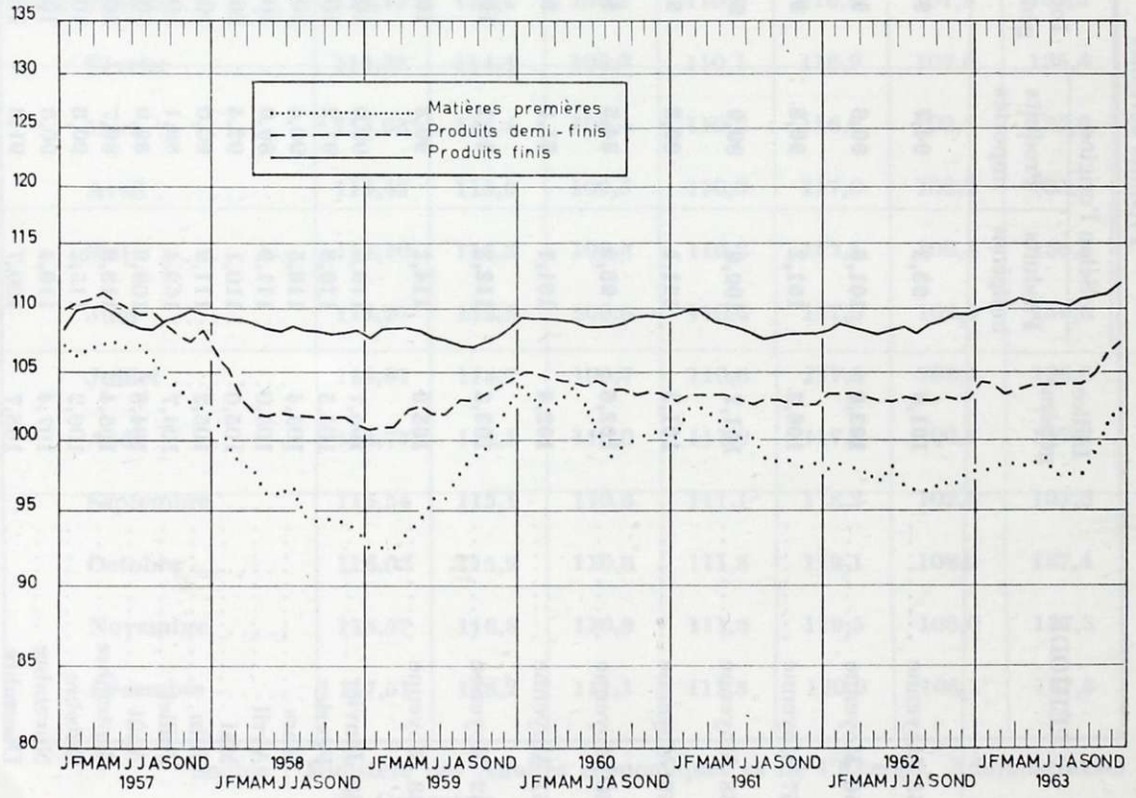


Source : Ministère des Affaires économiques et de l'Energie, Administration du Commerce.

(a) D'après l'indice 1936/1938 = 100.

Indices des prix de gros des produits industriels

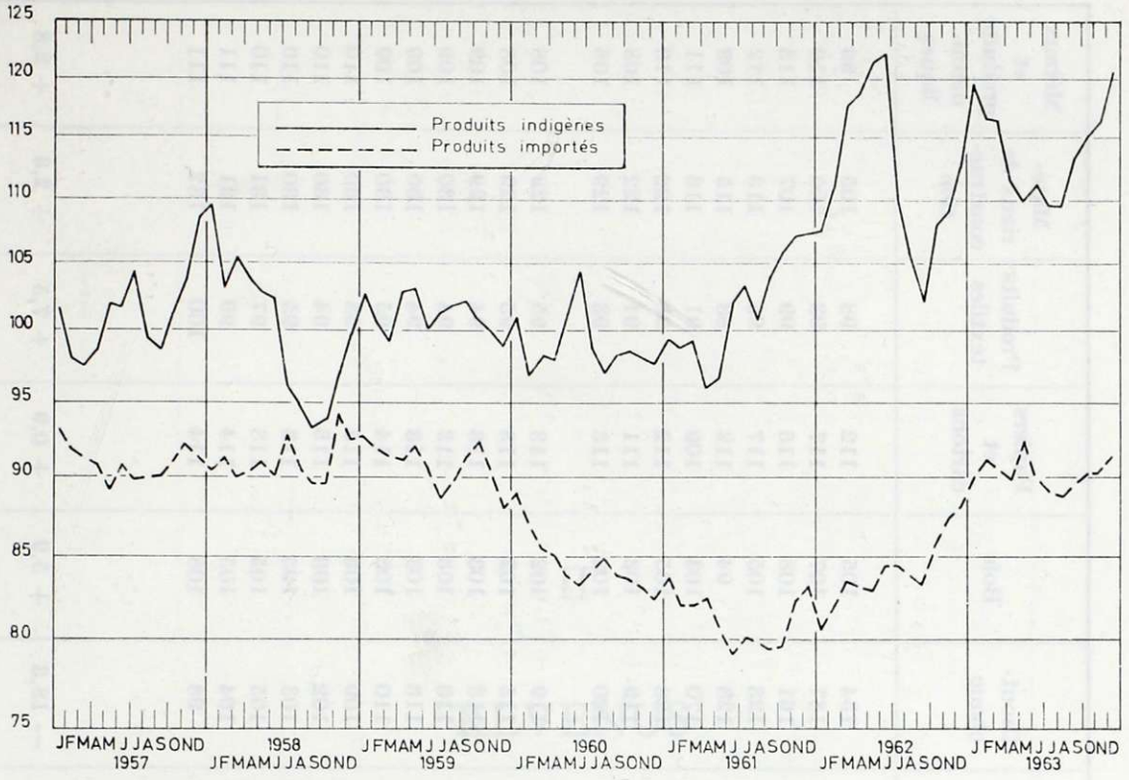
(1953 = 100) (a)



Source : Ministère des Affaires économiques et de l'Energie, Administration du Commerce.

(a) D'après l'indice 1936/1938 = 100.

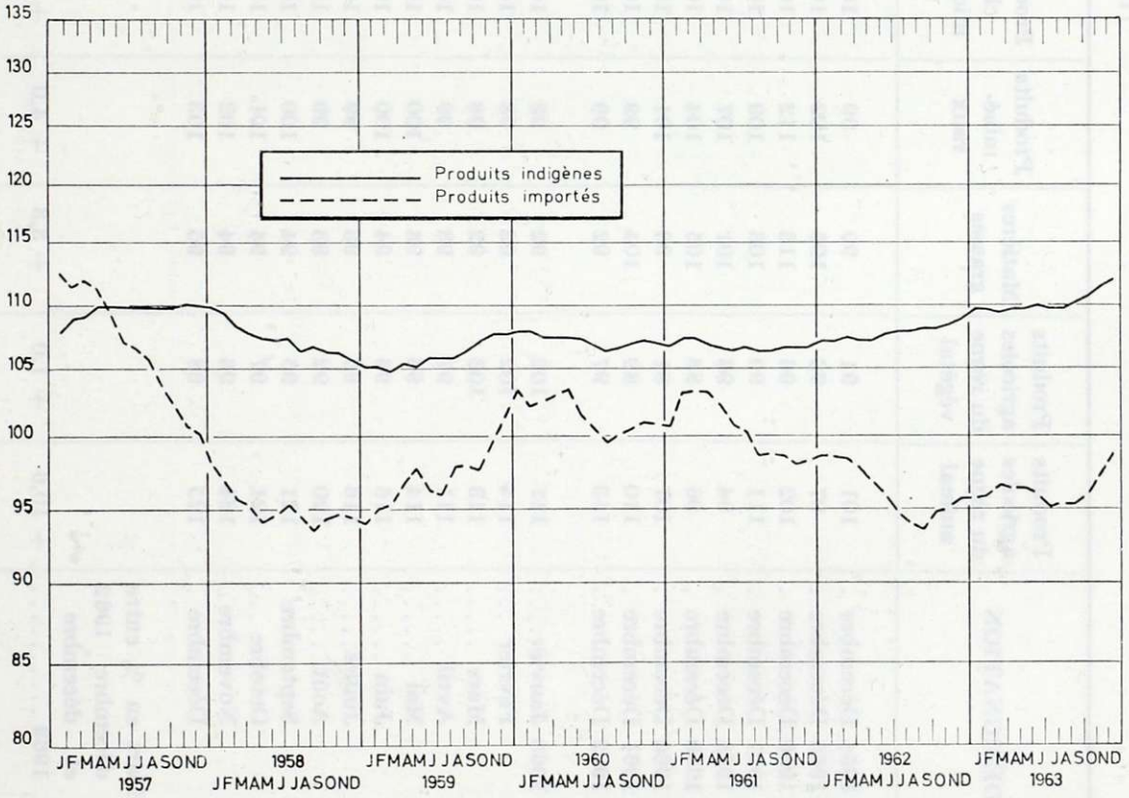
Indices des prix de gros des produits agricoles importés et indigènes
(1953 = 100) (a)



Source : Ministère des Affaires économiques et de l'Energie, Administration du Commerce.

(a) D'après l'indice 1936/1938 = 100.

Indices des prix de gros des produits industriels importés et indigènes
(1953 = 100) (a)



Source : Ministère des Affaires économiques et de l'Energie, Administration du Commerce.

(a) D'après l'indice 1936/1938 = 100.

Indices partiels des prix de gros

(1953 = 100) (a)

DÉSIGNATION	Produits agricoles du règne animal	Produits agricoles du règne végétal	Matières grasses	Produits minéraux	Produits chimiques	Peaux et cuirs	Caoutchouc	Bois	Papiers et cartons	Produits textiles	Matériaux de construction	Métaux et produits métalliques
1954 Décembre .	101	91	99	99	101	88	134	105	112	98	105	99
1955 Décembre .	97	93	106	102	106	90	187	107	117	93	106	110
1956 Décembre .	102	96	116	112	106	89	161	108	116	99	107	113
1957 Décembre .	111	99	106	109	109	89	123	105	117	95	113	112
1958 Décembre .	94	96	101	107	108	90	123	94	112	83	115	109
1959 Décembre .	96	88	105	104	108	105	170	103	109	91	116	111
1960 Décembre .	107	81	99	101	106	100	128	105	112	93	122	110
1961 Décembre .	110	89	104	99	104	103	119	103	111	91	122	108
1962 Décembre .	113	97	92	99	105	101	120	102	113	93	129	108
1963 Janvier....	117	102	92	98	106	101	119	102	113	95	129	108
Février ...	114	102	92	98	106	100	115	102	113	95	129	108
Mars	113	103	92	98	106	100	113	103	113	94	129	109
Avril	111	99	93	99	106	99	113	103	113	94	130	109
Mai	114	96	93	100	106	96	113	103	113	94	130	109
Juin	116	96	94	100	104	95	110	103	114	95	130	109
Juillet.....	116	95	93	99	104	92	109	103	113	95	130	110
Août	120	92	93	99	104	93	102	103	113	94	130	110
Septembre	121	95	94	100	104	92	103	103	113	95	130	110
Octobre ...	121	97	94	101	105	92	105	105	113	97	131	110
Novembre .	124	96	94	102	105	96	104	105	114	99	131	111
Décembre .	125	98	95	103	106	96	98	108	114	100	132	111
Ecart en % entre décembre 1962 et décembre 1963	+ 10,6	+ 1,0	+ 3,3	+ 4,0	+ 1,0	— 5,0	— 18,3	+ 5,9	+ 0,9	+ 7,5	+ 2,3	+ 2,8

(a) D'après l'indice 1936/1938 = 100.

Source : Ministère des Affaires économiques et de l'Energie, Administration du Commerce.

II

REVENUS

Revenus du travail . . . . . *p. 209 à 212*
Revenus des sociétés . . . . . *p. 213 à 220*

Indices des salaires conventionnels

Ouvriers, hommes + femmes

(1958 = 100)

SECTEUR D'ACTIVITÉ	Coefficients de pondération	1962				1963			
		Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.
Agriculture, sylviculture	1,92	111,7	113,8	116,8	117,0	117,0	124,3	124,3	127,6
Industries extractives	11,42	103,0	105,7	105,7	105,8	105,8	107,9	108,0	108,2
Industries manufacturières	62,52	112,8	116,2	117,1	117,9	120,7	124,1	125,7	127,6
dont : produits alimentaires	(4,14)	(114,6)	(117,8)	(118,1)	(121,4)	(124,7)	(128,2)	(131,1)	(132,5)
textiles	(9,55)	(114,7)	(117,6)	(117,6)	(117,6)	(125,0)	(128,0)	(131,0)	(135,2)
confection	(4,60)	(113,5)	(121,7)	(126,4)	(129,4)	(129,5)	(135,9)	(135,9)	(139,3)
chimie	(2,26)	(103,5)	(105,8)	(105,8)	(105,8)	(121,3)	(121,3)	(124,3)	(124,3)
métallurgie	(7,42)	(111,5)	(114,1)	(114,1)	(114,1)	(114,1)	(115,9)	(116,3)	(116,3)
fabrications métalliques	(18,89)	(113,7)	(117,4)	(117,9)	(118,1)	(119,0)	(124,2)	(124,2)	(125,1)
Construction	13,70	110,8	117,6	118,1	121,3	120,4	123,8	125,4	125,4
Electricité, gaz, eau	0,87	113,0	115,6	115,6	115,6	119,7	119,7	122,0	122,0
Commerce	1,81	113,3	113,6	116,3	116,0	119,0	121,9	126,0	126,9
Transports	2,66	111,4	113,0	112,5	113,5	113,5	115,4	116,0	117,5
Services	5,10	115,1	116,3	116,7	117,7	117,7	123,5	125,6	128,8
Indice général	**100,00**	**111,5**	**115,0**	**115,8**	**116,8**	**118,5**	**121,9**	**123,3**	**124,8**

Source : Ministère de l'Emploi et du Travail.

Indices des salaires

(1953 = 100)

PÉRIODE	Salaires horaires bruts			Salaires coût		Appointements coût		Salaires sociaux dans l'industrie (b)		
	Gain moyen brut par heure prestée	Salaire horaire type (a)		Charbonnages par jour	Autres industries par heure	Industries par heure	Commerce par heure	Célibataire ou marié sans enfants	Marié et 2 enfants	Marié et 4 enfants
		Ouvrier qualifié	Ouvrier non qualifié							
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
1958	131	129	129	137	132	125	126	121	122	123
1959	134	131	132	137	135	130	131	124	125	125
1960	138	135	137	141	141	138	139	130	130	130
1961	143	140	141	145	148	144	146	135	135	139
1962 Mars	148	144	146	156	153	146	148	139	139	143
Juin	155	148	150	160	161	152	155	147	145	148
Septembre ...	156	151	153	161	161	151	151	147	145	148
Décembre ...	159	152	154	167	165	165	163	151	151	160
1963 Mars	160	156	158	167	168	157	158	152	152	161
Juin	167	160	162	170	176	165	169	159	158	166
Septembre (c)	167	163	165	174	177	162	162	159	158	167
Décembre (c)	173	164	166	178	183	..	..	164	163	171

(a) Les ouvriers des transports non compris.
(b) A l'exclusion des mines.
(c) Données provisoires.

Sources : Banque Nationale de Belgique (col. 2 à 4).
Institut de Recherches Economiques, Sociales et Politiques, Louvain (col. 5 à 11).

Evolution des salaires horaires bruts

SECTEUR	Sexe des travailleurs	Gain horaire brut moyen (en francs)			Indices (1958 = 100)	
		Octobre 1961	Octobre 1962	Octobre 1963	Octobre 1962	Octobre 1963
Industries extractives	hommes	40,81	45,10	46,00	117	119
Industries manufacturières.	hommes	34,63	37,13	40,33	118	128
	femmes	21,10	22,78	25,56	123	138
	hommes + femmes	31,01	33,26	36,41	119	130
Industrie de la construction	hommes	33,17	36,21	38,49	119	127
Moyenne ...	hommes	**35,14**	**37,99**	**40,69**	**117**	**125**
	femmes	**21,10**	**22,78**	**25,56**	**123**	**138**
	hommes + femmes	**32,40**	**35,00**	**37,76**	**118**	**127**

Source : Institut National de Statistique.

Gain horaire brut en octobre 1962 (a)

Par province, région linguistique et sexe

(en francs)

DÉSIGNATION	Hommes		Femmes	Hommes + femmes	
	Non compris la sidérurgie et les charbonnages	Y compris la sidérurgie et les charbonnages	Non compris la sidérurgie et les charbonnages	Non compris la sidérurgie et les charbonnages	Y compris la sidérurgie et les charbonnages
Anvers	38,77	38,77	23,10	35,32	35,32
Brabant	36,96	37,14	23,54	34,13	34,28
Flandre occidentale ...	33,06	33,06	22,06	30,14	30,14
Flandre orientale	33,10	33,10	22,17	29,28	29,28
Hainaut	36,36	40,14	22,02	33,64	37,86
Liège	39,18	42,01	25,44	36,34	39,53
Limbourg	33,00	39,83	21,38	30,53	38,81
Luxembourg	34,34	36,70	19,52	32,06	35,70
Namur	36,85	37,14	22,89	35,70	36,04
Le Royaume ...	**36,37**	**37,99**	**22,78**	**33,21**	**35,00**
Flandre	35,28	36,06	22,44	31,77	33,00
Wallonie	37,42	40,32	23,54	34,91	40,18
Arr. de Bruxelles	37,49	37,49	23,61	34,63	34,63

Source : Institut National de Statistique.

(a) Les données pour 1963 ne sont pas encore disponibles.

Montant total des rémunérations déclarées à la sécurité sociale (a)

ANNÉE	Rémunérations brutes (b) (en milliards de francs)	Cotisations à la sécurité sociale (en milliards de francs)	% des cotisations par rapport aux rémunérations brutes
1951	97,8	21,9	22,4
1952	100,6	24,0	23,9
1953	101,5	24,5	24,1
1954	104,3	25,3	24,3
1955	110,3	27,4	24,9
1956	119,0	29,5	24,8
1957	130,0	33,9	26,1
1958	131,4	34,9	26,5
1959	131,3	34,2	26,1
1960	139,0	38,0	27,3
1961	146,7	41,2	28,1
1962	159,4	45,2	28,4

Source : Office National de Sécurité Sociale.

(a) Y compris les mineurs; non compris les marins de la marine marchande.
Les données pour 1963 ne sont pas encore disponibles.

(b) Retenues fiscales et sociales non déduites; non comprise, la cotisation patronale à la sécurité sociale.

Récapitulation des opérations de financement de la sécurité sociale (a)

(en millions de francs)

SECTEURS PRINCIPAUX	1960	1961 (b)	1962
Vieillesse et décès prématuré	15 886	16 753	18 299
Maladie-invalidité	13 625	13 796	15 552
Chômage	6 678	5 278	5 077
Allocation familiales	10 465	11 761	13 316
Vacances annuelles	6 034	6 523	6 608
Total ...	**52 689**	**54 111**	**58 852**

Sources : Office National de Sécurité Sociale.
Fonds National de Retraite des Ouvriers Mineurs.

(a) Les données pour 1963 ne sont pas encore disponibles.
(b) Données rectifiées.

Rendement des sociétés par actions belges (a)

Exploitant en Belgique, au Congo et à l'étranger

(en millions de francs)

DÉSIGNATION	1936/1938	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963 (c)
Nombre de sociétés recensées (b)	**7 594**	**13 978**	**14 132**	**13 997**	**14 490**	**14 307**	**14 300**	**14 482**	**14 580**
dont : en gain	5 748	10 396	10 821	10 471	10 207	10 512	10 621	10 953	10 871
en perte	1 846	3 582	3 311	3 526	4 283	3 795	3 679	3 529	3 709
Moyens d'action propres	**63 952**	**264 883**	**284 290**	**305 574**	**329 595**	**338 800**	**345 554**	**362 595**	**388 255**
dont : capital versé	46 397	160 776	176 298	193 773	207 075	212 989	216 030	226 604	236 841
réserves	17 555	104 107	107 992	111 801	122 520	125 811	129 524	135 991	151 414
Résultats d'exploitation :									
Solde bénéficiaire net	**4 537**	**30 040**	**33 015**	**28 213**	**22 814**	**28 385**	**27 080**	**28 455**	**24 216**
Bénéfices	5 228	32 212	35 262	30 472	26 942	32 230	32 079	33 360	28 557
Pertes	691	2 172	2 247	2 259	4 128	3 845	4 999	4 905	4 341
Dividendes bruts mis en paiement	**3 651**	**17 961**	**19 942**	**17 785**	**16 894**	**19 417**	**17 792**	**17 550**	**14 535**
Taux par rapport aux moyens d'action propres (en %) :									
Solde net	7,1	11,3	11,6	9,2	6,9	8,4	7,84	7,85	6,24
Dividendes	5,7	6,8	7,0	5,8	5,1	5,7	5,15	4,84	3,74
Dette obligataire au 31 décembre	**9 297**	**46 931**	**54 251**	**63 537**	**72 325**	**76 662**	**84 840**	**92 721**	..
Coupons d'obligations bruts	**476**	**2 130**	**2 274**	**2 655**	**3 170**	**3 573**	**3 910**	**4 408**	..

Sources : Banque Nationale de Belgique (années 1936/1938).
Institut National de Statistique (années 1954 et suivantes).

(a) La statistique pour 1936/1938 n'est pas établie exactement sur la même base que les suivantes. En outre, indépendamment de l'augmentation progressive du nombre des sociétés, le pourcentage de sociétés publiant effectivement leur bilan est sujet à variations.
(b) En unités.
(c) Données provisoires. Plusieurs sociétés n'ont pas encore été recencées.

DÉSIGNATION	En Belgique						
	1953	1958	1959	1960	1961	1962	1963 (b)
Nombre de sociétés recensées	12 396	13 433	13 930	13 861	13 960	14 177	14 26
dont : en bénéfice	8 711	10 031	9 800	10 176	10 424	10 758	10 70
en perte	3 685	3 402	4 130	3 685	3 536	3 419	3 55
Moyens d'action propres	183 067	239 260	257 324	268 591	284 663	304 334	319 35
dont : capital versé	109 464	148 079	157 545	164 833	174 322	187 732	195 54
réserves	73 603	91 181	99 779	103 758	110 341	116 602	123 80
Résultats d'exploitation :							
Solde bénéficiaire net	13 891	18 802	14 971	18 787	20 815	23 226	22 07
Bénéfices	15 721	20 739	18 647	22 234	24 853	27 486	25 73
Pertes	1 830	1 937	3 676	3 497	4 038	4 260	3 66
Dividendes bruts mis en paiement	8 833	11 293	10 576	12 105	13 370	14 498	13 33
Dette obligataire	30 937	60 863	68 974	75 060	83 744	91 702	..
Coupons d'obligations bruts	1 432	2 530	3 019	3 495	3 854	4 373	..
Rapport $\frac{\text{nombre de sociétés en perte}}{\text{nombre de sociétés recensées}}$	29,73	25,33	29,65	26,59	25,33	24,12	24,93
Rapport $\frac{\text{solde bénéficiaire net}}{\text{moyens d'action propres}}$	7,59	7,86	5,82	7,00	7,31	7,63	6,91
Rapport $\frac{\text{dividendes bruts distribués}}{\text{moyens d'action propres}}$	4,83	4,72	4,11	4,51	4,70	4,76	4,18
Rapport $\frac{\text{dividendes bruts distribués}}{\text{bénéfices réalisés}}$	56,19	54,45	56,72	54,32	53,80	52,75	51,8
Rapport $\frac{\text{coupons d'obligations bruts}}{\text{montant de la dette obligataire}}$	4,64	4,16	4,38	4,66	4,60	4,77	..
Rapport $\frac{\text{montant de la dette obligataire}}{\text{moyens d'action propres}}$	16,90	25,44	26,80	27,95	29,42	30,13	..

(a) Les sociétés belges dont le lieu de l'exploitation principale se situe au Congo, sont reprises à partir de 1961 sous rubrique « à l'étranger ».
(b) Données provisoires.
(c) La dette obligataire n'est plus recencée pour les sociétés qui ont choisi le droit congolais (loi du 17 juin 1960, *Moniteur belge* du 18 juin 1960).

s le lieu de leur exploitation

Principale exploitation

Au Congo (a)					A l'étranger (a)							
1956	1957	1958	1959	1960	1953	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963 (b)
Unités												
472	**501**	**495**	**494**	**384**	**80**	**80**	**69**	**66**	**62**	**340**	**305**	**317**
365	395	394	360	288	58	61	46	47	48	197	195	166
107	106	101	134	96	22	19	23	19	14	143	110	151
En millions de francs												
46 042	**50 534**	**54 619**	**60 517**	**58 217**	**7 479**	**12 182**	**11 695**	**11 753**	**11 991**	**60 890**	**58 261**	**68 898**
29 946	36 093	38 619	42 202	40 993	3 836	7 025	7 075	7 328	7 163	41 707	38 871	41 292
16 096	14 441	16 000	18 315	17 224	3 643	5 157	4 620	4 425	4 828	19 183	19 390	27 606
9 281	**10 614**	**8 246**	**6 862**	**8 562**	**1 033**	**1 353**	**1 166**	**982**	**1 036**	**6 265**	**5 228**	**2 146**
9 643	10 870	8 491	7 258	8 871	1 088	1 384	1 243	1 038	1 075	7 226	5 872	2 820
362	256	245	396	309	55	31	77	56	39	961	644	674
6 033	**6 623**	**5 542**	**5 571**	**6 520**	**458**	**966**	**950**	**748**	**792**	**4 421**	**3 052**	**1 196**
2 201	**2 772**	**3 150**	**3 324**	.. (c)	**63**	**28**	**27**	**27**	**1 601**	**1 096**	**1 018**	..
94	**105**	**124**	**150**	**77**	**3**	**2**	**1**	**1**	**1**	**56**	**36**	..
En pour-cent												
22,67	21,16	20,40	27,13	25,00	27,50	23,75	33,33	28,79	23,58	42,06	36,07	47,63
20,16	21,00	15,10	11,34	14,71	13,81	11,11	9,97	8,36	8,64	10,29	8,97	3,11
13,10	13,11	10,15	9,21	11,20	6,12	7,93	8,12	6,36	6,60	7,26	5,83	1,74
62,56	60,93	65,27	76,76	73,50	42,10	69,80	76,43	72,06	73,67	61,18	51,98	42,41
4,27	3,79	3,94	4,51	..	4,76	7,14	3,7	3,70	0,06	5,11	3,54	..
4,78	5,49	5,77	5,49	..	0,84	0,23	0,23	0,23	13,35	1,80	1,75	..

Source : Ministère des Affaires économiques et de l'Energie, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Evolution des soldes bénéficiaires ne

Sociétés ayant leur princip

DÉSIGNATION	Banques	Assurances	Opérations financières et immobilières	Commerce de détail	Commerce de gros et extérieur	Fabrications métalliques	Métallurgie du fer	Non ferreux	Industrie textile	Industrie alimentaire	Industrie du bois	Industrie chimique	Industrie verrière	Electricité	Gaz	Industrie du cuir
Nombre de sociétés recensées (unités) :																
1959	52	135	1 465	570	2 820	1 275	103	81	1 047	725	348	545	60	41	1	58
1960	53	137	1 457	563	2 853	1 271	100	79	1 009	725	341	534	57	40	1	48
1961	54	137	1 484	571	2 920	1 281	97	81	982	713	343	540	55	36	1	42
1962	55	138	1 544	588	2 972	1 300	100	78	988	722	344	544	55	36	1	44
1963 (a)	52	139	1 556	603	3 026	1 306	96	80	976	725	339	558	54	32	1	37
Capitaux et réserves (en millions de francs) :																
1955	6 954	1 645	21 798	2 811	8 765	19 425	16 045	5 777	19 417	11 427	1 307	14 896	2 578	16 493	2 77	80
1956	7 397	2 020	22 872	2 938	9 411	19 936	20 098	6 346	20 118	11 952	1 385	15 597	2 695	17 589	2 78	54
1957	7 810	2 433	26 535	3 014	8 814	21 158	21 636	7 503	20 054	12 484	1 469	17 372	2 760	19 238	2 57	41
1958	8 178	2 725	33 431	3 208	9 947	22 700	24 773	8 084	20 860	13 714	1 507	17 095	2 820	19 738	2 68	95
1959	8 722	2 796	36 641	3 615	10 961	25 015	25 512	8 552	22 031	14 537	1 631	18 771	2 944	21 032	2 68	48
1960	9 389	3 092	40 041	4 005	11 777	26 217	26 546	8 614	21 991	15 095	1 708	19 751	3 068	20 761	3 00	73
1961	9 922	3 311	45 079	4 544	13 014	27 013	29 706	9 000	22 607	15 909	1 822	21 122	2 796	22 841	2 85	93
1962	11 118	3 486	52 774	5 240	15 698	28 519	31 561	9 198	21 129	16 342	1 937	22 995	3 773	23 376	2 00	56
1963 (a)	12 434	3 930	54 226	6 544	16 529	30 799	31 186	9 671	21 437	17 521	2 014	24 819	5 063	24 042	2 17	03
Soldes bénéficiaires nets (en millions de francs) :																
1955	988	487	2 094	309	770	1 764	1 089	1 038	496	798	73	1 206	224	1 502	15	88
1956	1 137	611	2 134	355	972	1 765	2 346	1 558	441	856	97	1 416	308	1 558	21	6
1957	1 135	549	2 544	369	974	2 032	2 717	973	913	923	105	1 530	287	1 581	23	8
1958	1 216	555	2 725	378	776	1 993	1 584	693	626	877	93	1 230	270	1 636	21	—
1959	1 156	721	2 562	428	704	1 871	719	594	107	1 056	70	1 033	300	1 748	17	4
1960	1 177	687	2 783	435	1 134	2 120	1 903	945	844	1 202	107	1 394	523	1 808	15	3
1961	1 547	724	3 486	443	1 072	2 596	2 198	1 115	995	1 169	128	1 389	370	1 797	15	3
1962	1 783	830	4 382	413	1 357	2 957	1 499	892	782	1 359	159	1 679	430	2 053	11	4
1963 (a)	1 917	820	3 526	441	1 147	2 987	1 262	580	661	1 394	134	1 753	453	2 163	12	1
Moyenne 1955/1963	**1 340**	**665**	**2 915**	**397**	**990**	**2 232**	**1 702**	**932**	**652**	**1 070**	**107**	**1 403**	**352**	**1 761**	**16**	
Dividendes mis en paiement (en millions de francs) :																
1955	535	235	1 379	142	254	1 247	653	456	291	425	22	932	168	1 164	12	
1956	564	283	1 506	163	266	1 065	1 324	537	286	446	22	750	236	1 251	15	
1957	573	315	1 903	187	221	1 255	1 445	540	348	516	28	810	205	1 365	14	
1958	612	347	1 932	186	216	1 110	1 057	491	321	466	32	543	139	1 458	13	
1959	634	403	1 929	204	262	1 267	623	515	272	638	29	577	202	1 511	11	
1960	680	420	2 032	229	275	1 533	992	581	452	720	38	711	290	1 539	11	
1961	751	431	2 166	280	387	1 670	1 277	620	492	695	41	927	263	1 608	13	
1962	808	478	3 233	287	341	1 795	940	590	405	667	48	1 065	255	1 680	9	
1963 (a)	891	498	2 355	281	420	2 022	546	425	316	623	40	1 136	306	1 657	7	
Moyenne 1955/1963	**672**	**379**	**2 048**	**218**	**294**	**1 440**	**984**	**528**	**354**	**577**	**33**	**828**	**229**	**1 470**	**12**	

(a) Données provisoires.

s dividendes mis en paiement

l'exploitation en Belgique

Industrie du cuir	Industrie du papier et arts graphiques	Transports	Tourisme	Intermédiaires	Industrie de la construction	Charbonnages	Industrie de la terre cuite commune	Cimenteries et industries connexes	Carrières	Industrie de la chaux	Industrie céramique	Industrie du tabac	Edition, librairie, presse	Films, théâtres	Artisanat	Total
15	325	590	334	579	497	55	90	110	114	39	47	33	187	228	548	13 930
14	325	594	333	590	495	49	90	112	116	37	47	36	190	233	545	13 861
14	328	592	328	623	503	44	91	110	121	38	44	37	189	223	546	13 960
14	334	593	326	672	510	41	91	114	116	37	43	36	187	224	552	14 177
15	332	606	328	696	506	39	91	112	127	35	45	31	190	224	717	14 263
23	4 078	7 769	779	705	3 385	12 878	1 092	3 209	1 308	454	799	1 029	449	297	1 158	194 797
15	4 266	8 174	849	809	3 583	12 855	1 157	3 727	1 292	508	871	1 192	559	336	1 269	207 850
14	4 666	8 509	893	541	4 094	12 951	1 250	4 351	1 338	532	864	1 244	607	296	1 347	221 573
09	4 780	9 136	863	660	4 249	13 078	1 232	4 067	1 352	561	871	1 275	691	343	1 331	239 260
14	4 855	9 758	905	756	4 400	13 503	1 380	5 998	1 359	578	885	1 268	793	389	1 454	257 325
07	5 319	9 854	958	816	4 659	12 897	1 397	6 768	1 368	620	1 120	1 338	939	439	1 523	268 592
09	5 638	9 456	1 044	935	4 785	11 127	1 461	7 417	1 491	682	1 057	1 407	1 036	450	1 575	284 663
13	6 378	10 486	1 007	1 069	5 348	9 745	1 508	7 710	1 520	761	1 022	1 458	1 111	470	1 680	304 334
17	6 813	10 764	1 064	1 218	5 533	9 235	1 611	7 962	1 655	830	1 104	1 491	1 215	450	1 829	319 357
3	335	432	25	82	273	748	89	467	87	40	35	50	45	37	94	15 963
3	359	701	34	103	340	1 059	82	502	118	48	27	43	72	24	105	19 566
3	409	749	28	76	415	1 171	92	527	142	41	40	73	79	45	89	21 048
—	365	692	40	69	435	1 096	92	457	127	47	13	79	91	47	101	18 802
4	269	240	71	85	339	— 442	56	456	124	43	18	79	112	42	69	14 970
5	350	229	6	71	348	— 917	78	593	145	77	— 21	132	147	53	81	18 787
1	418	391	11	106	324	— 1 326	83	705	148	116	47	113	124	27	111	20 815
3	497	136	76	120	316	— 564	138	860	181	82	69	92	139	11	134	23 226
3	358	18	70	148	498	— 35	119	715	128	106	39	88	155	— 44	165	22 070
9	**373**	**399**	**40**	**96**	**365**	**88**	**92**	**587**	**133**	**67**	**30**	**83**	**107**	**27**	**105**	**19 472**
4	145	332	19	33	124	716	36	245	70	17	20	23	15	18	17	9 930
2	156	445	23	34	137	937	39	275	83	20	26	21	15	11	19	11 160
4	158	445	22	22	167	1 007	43	284	102	18	35	37	17	38	18	12 353
3	161	404	27	24	166	876	38	241	100	18	24	33	17	22	21	11 293
3	145	310	30	30	147	93	30	290	102	19	26	41	27	20	19	10 576
0	154	326	11	35	135	63	34	373	112	22	29	42	35	24	19	12 105
1	196	330	17	30	145	93	38	418	100	28	30	48	37	20	19	13 370
3	216	276	19	39	170	106	44	522	119	31	34	44	42	20	35	14 498
2	176	272	23	38	205	184	37	448	112	25	21	52	48	6	25	13 339
8	**167**	**349**	**21**	**32**	**155**	**453**	**38**	**344**	**100**	**22**	**27**	**38**	**28**	**20**	**21**	**12 069**

Source : Ministère des Affaires économiques et de l'Energie, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Evolution des rendements, de la dett

Sociétés ayant leur siège

DÉSIGNATION	Banques	Assurances	Opérations financières et immobilières	Commerce de détail	Commerce de gros et extérieur	Fabrications métalliques	Métallurgie du fer	Non ferreux	Industrie textile	Industrie alimentaire	Industrie du bois	Industrie chimique	Industrie verrière	Electricité	Gaz	
Dividendes mis en paiement, rapportés aux capitaux et réserves (en %) :																
1954	7,78	14,03	6,14	5,50	2,35	4,99	2,30	7,47	1,29	3,55	1,82	3,54	5,07	7,28	4,7	,42
1955	7,69	14,29	6,33	5,05	2,90	6,42	4,07	7,89	1,50	3,72	1,68	6,26	6,52	7,06	4,6	,25
1956	7,62	14,01	6,58	5,55	2,83	5,34	6,59	8,46	1,42	3,73	1,59	4,81	8,76	7,11	5,4	,17
1957	7,33	12,95	7,17	6,20	2,51	5,93	6,68	7,20	1,74	4,13	1,91	4,66	7,43	7,10	5,7	,35
1958	7,48	12,73	5,78	5,79	2,17	4,89	4,27	6,07	1,54	3,40	2,12	3,18	4,93	7,39	4,9	,55
1959	7,27	14,41	5,26	5,64	2,39	5,06	2,44	6,02	1,23	4 39	1,78	3,07	6,86	7,18	4,2	,52
1960	7,24	13,58	5,07	5,72	2,34	5,85	3,74	6,74	2,06	4,77	2,22	3,60	9,45	7,41	3,8	,93
1961	7,57	13,02	4,80	6,16	2,97	6,18	4,30	6,89	2,18	4,37	2,25	4,39	9,41	7,04	4,8	,01
1962	7,27	13,71	6,13	5,48	2,17	6,29	2,98	6,40	1,92	4,08	2,48	4,63	6,76	7,19	4,6	,12
1963 (a)	7,17	12,67	4,34	4,29	2,54	6,57	1,75	4,39	1,47	3,56	1,99	4,58	6,04	6,89	3,4	,01
Dette obligataire (en millions de francs; fin année) (b) :																
1954	2 759	—	18 264	487	297	1 426	2 303	148	503	765	59	1 091	83	4 764	23	78
1955	3 653	—	22 176	476	345	2 007	2 226	45	522	792	66	1 006	190	4 494	32	70
1956	3 972	701	24 576	604	363	2 005	2 158	52	510	789	70	1 038	193	4 434	32	63
1957	4 710	766	27 965	623	447	1 778	2 269	50	529	906	72	1 305	191	5 543	41	52
1958	6 410	5	34 967	601	655	1 733	3 133	49	500	925	73	1 384	180	5 871	40	48
1959	6 626	6	40 878	949	816	2 030	4 729	45	482	992	66	1 313	189	5 525	39	45
1960	7 264	8	46 598	972	907	1 917	4 886	26	453	892	65	1 290	188	5 441	34	42
1961	8 293	9	54 034	1 102	1 000	1 937	4 763	10	386	805	96	1 110	247	5 703	19	40
1962 (a)	10 800	9	57 708	1 070	971	1 856	5 437	12	346	751	95	962	235	6 997	25	34
Importance des dividendes mis en paiement par rapport aux soldes bénéficiaires nets (en %) :																
1955	54,1	48,2	65,8	45,9	32,9	70,6	60,0	43,9	58,6	53,2	30,1	77,3	75,0	77,4	81	—
1956	49,6	46,3	70,6	45,9	27,4	60,3	56,4	34.5	64,9	52,1	22,7	53,0	76,6	80,3	71	—
1957	50,5	57,3	74,8	50,7	22,7	61,8	53,2	55,5	38,1	55,9	26,7	52,9	71,4	86,3	63	—
1958	50,3	62,5	70,9	49,2	27,8	55,7	66,7	70,8	51,3	53,1	34,4	44,1	51,5	89,1	60	—
1959	54,8	55,9	75,3	47,7	37,2	67,7	86,6	86,7	254,2	60,4	41,4	55,9	67,3	86,4	66	30
1960	57,8	61,1	73,0	52,6	24,3	72,3	52,1	61,5	53,6	59,9	35,5	51,0	55,4	85,1	85	38
1961	48,5	59,5	62,1	63,2	36,1	64,3	58,1	55,6	49,4	59,5	32,0	66,7	71,1	89,5	85	55
1962	45,3	57,6	73,8	69,5	25,1	60,7	62,7	66,1	51,8	49,1	30,2	63,4	59,3	81,8	87	27
1963 (b)	46,5	60,7	66,8	63,7	36,6	67,7	43,3	73,3	47,8	44,7	29,9	64,8	67,5	76,6	57	00
Moyenne 1955/1963	**50,1**	**57,0**	**70,3**	**54,9**	**29,7**	**64,5**	**57,8**	**56,7**	**54,3**	**53,9**	**30,8**	**59,0**	**65,1**	**83,5**	**71**	—

(a) Données provisoires.
(b) Les données relatives à 1963 ne sont pas encore disponibles.

...taire et de l'autofinancement net
...oitation en Belgique

Industrie du papier et arts graphiques	Transports	Tourisme	Intermédiaires	Industrie de la construction	Charbonnages	Industrie de la terre cuite commune	Cimenteries et industries connexes	Carrières	Industrie de la chaux	Industrie céramique	Industrie du tabac	Edition, librairie, presse	Films, théâtres	Artisanat	Total
2,59	3,78	2,74	4,76	4,13	5,48	2,95	7,94	4,93	4,08	1,52	2,91	5,29	5,77	1,61	4,45
3,56	4,27	2,44	4,68	3,66	5,56	3,30	7,63	5,35	3,74	2,50	2,24	3,34	6,06	1,47	5,09
3,66	5,44	2,71	4,20	3,82	7,29	3,37	7,38	6,42	3,94	2,99	1,76	2,68	3,27	1,50	5,37
3,39	5,23	2,46	4,07	4,08	7,78	3,44	6,53	7,62	3,38	4,05	2,97	2,80	12,84	1,34	5,58
3,37	4,42	3,13	3,64	3,91	6,70	3,08	5,93	7,40	3,21	2,76	2,59	2,46	6,41	1,58	4,72
2,99	3,18	3,31	3,97	3,34	0,69	2,17	4,83	7,51	3,29	2,94	3,23	3,40	5,14	1,31	4,11
2,90	3,31	1,15	4,29	2,90	0,49	2,43	5,51	8,19	3,55	2,59	3,14	3,73	5,47	1,25	4,51
3,48	3,49	1,63	3,21	3,03	0,84	2,60	5,64	6,71	4,11	2,84	3,41	3,57	4,44	1,21	4,70
3,39	2,63	1,89	3,65	3,18	1,09	2,92	6,77	7,83	4,07	3,33	3,02	3,78	4,26	2,08	4,76
2,58	2,53	2,16	3,12	3,71	1,99	2,30	5,63	6,77	3,01	1,90	3,49	3,95	1,33	1,37	4,18
257	736	17	11	194	1 073	40	362	12	20	4	52	26	8	42	36 237
362	670	23	46	199	1 015	40	370	7	24	24	69	26	9	44	41 394
412	742	23	51	307	972	36	519	10	26	24	68	25	10	48	45 194
419	1 161	23	51	347	985	33	560	10	26	24	65	2	10	48	51 452
424	1 187	29	68	394	940	30	585	10	26	25	61	17	11	47	60 863
337	1 452	27	83	355	860	31	487	9	26	26	57	23	10	39	68 974
304	1 451	25	77	350	535	34	700	8	26	30	52	21	14	39	75 060
290	1 794	22	75	380	471	33	640	16	25	45	47	19	21	40	83 744
261	2 083	21	75	389	398	32	612	16	24	45	42	17	23	43	91 702
43,3	76,8	76,0	40,2	45,4	95,7	40,4	52,5	80,5	42,5	57,1	46,0	33,3	48,6	18,1	62,2
43,5	63,5	67,6	33,0	40,3	88,5	47,6	54,8	70,3	41,7	96,3	48,8	20,8	45,8	18,1	57,0
38,6	59,4	78,6	28,9	40,2	86,0	46,7	53,9	71,8	43,9	87,5	50,7	21,5	84,4	20,2	58,7
44,1	58,4	67,5	34,8	38,2	79,9	41,3	52,7	78,7	38,3	184,6	41,8	18,7	46,8	20,8	60,1
53,9	129,2	42,3	35,3	43,4	—	53,6	63,6	82,3	44,2	144,4	51,9	24,1	47,6	27,5	70,7
44,0	142,4	183,3	49,3	38,8	—	43,6	62,9	77,2	28,6	—	31,8	23,8	45,3	23,5	64,3
46,9	84,4	154,5	28,3	44,8	—	45,8	59,3	67,6	24,1	63,8	42,5	29,8	74,1	17,1	64,2
43,5	202,9	25,0	32,5	53,8	—	31,9	60,7	65,7	37,8	49,3	47,8	30,2	181,8	26,1	62,4
49,2	1 511,1	32,9	25,7	41,2	—	31,1	62,7	87,5	23,6	53,8	59,1	31,0	—	15,2	60,4
44,8	**87,5**	**52,5**	**33,3**	**42,5**	—	**41,3**	**58,6**	**75,2**	**32,8**	**90,0**	**45,8**	**26,2**	**74,1**	**20,0**	**62,0**

Source : Ministère des Affaires économiques et de l'Energie, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Sociétés belges par actions en bénéfices (a)

Bénéfices et dividendes annuels moyens de 1949 à 1963 des sociétés recensées ayant leur siège d'exploitation en Belgique

SECTEUR	Bénéfices moyens (en millions de francs)	Dividendes moyens mis en paiement	
		En millions de francs	En % des bénéfices
Electricité	1 510	1 261	83,5
Opérations financières et immobilières	2 376	1 603	67,5
Carrières	118	84	71,2
Charbonnages	687	539	78,5
Industrie verrière	257	168	65,4
Métallurgie du fer	1 477	847	57,3
Cimenteries et industries connexes	469	270	57,6
Assurances	516	289	56,0
Banques	1 106	557	50,4
Non ferreux	834	450	54,0
Industrie alimentaire	967	479	49,5
Fabrications métalliques	2 329	1 222	52,5
Industrie chimique	1 368	703	51,4
Céramiques	47	23	48,9
Commerce de détail	360	181	50,3
Industrie du papier	334	142	42,5
Industrie de la terre cuite commune	79	32	40,5
Industrie textile	949	368	38,8
Commerce de gros et extérieur	1 043	252	24,2
Autres secteurs	1 929	842	43,6
Total moyen	**18 755**	**10 312**	**55,0**

Source : Ministère des Affaires économiques et de l'Energie, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) L'attention est attirée sur le fait que les sociétés sans bénéfices ou en pertes ne sont pas reprises dans cette statistique.
Les données pour 1963 sont provisoires.

CINQUIÈME PARTIE

INVESTISSEMENTS ET CONSOMMATION

I

INVESTISSEMENTS

Investissements dans l'ensemble de l'économie (a)

Défense nationale exclue

(en millions de francs, à prix courants)

DÉSIGNATION	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963 (b)
1. Agriculture, sylviculture et pêche	3 747	4 302	4 166	4 332	4 033	4 212	3 500	4 039	3 971	4 370
2. Industries extractives	2 490	2 244	3 015	2 996	2 730	1 862	1 537	2 049	1 456	1 780
a) Charbonnages, y compris leurs centrales électriques	*2 202*	*1 966*	*2 495*	*2 611*	*2 201*	*1 489*	*931*	*805*	*782*	*1 080*
b) Autres industries extractives	*288*	*278*	*520*	*385*	*529*	*373*	*606*	*1 244*	*674*	*700*
3. Industries manufacturières	13 988	16 740	21 292	19 972	18 302	18 678	26 423	32 163	34 593	38 200
a) Alimentation, boissons, tabac	*2 947*	*3 043*	*3 426*	*3 642*	*3 497*	*3 669*	*3 838*	*4 100*	*4 300*	*4 700*
b) Textiles	*1 504*	*1 915*	*2 237*	*2 353*	*1 553*	*1 727*	*2 804*	*3 202*	*3 199*	*3 650*
c) Vêtements et chaussures	*222*	*248*	*253*	*358*	*279*	*327*	*613*	*682*	*647*	*750*
d) Bois et meubles	*527*	*513*	*499*	*658*	*477*	*599*	*1 032*	*1 006*	*1 155*	*1 500*
e) Papier, impression, édition	*719*	*997*	*1 457*	*1 081*	*1 134*	*1 236*	*1 556*	*1743*	*2 203*	*2 600*
f) Chimie et activités connexes	*1 818*	*2 921*	*4 092*	*3 698*	*3 559*	*2 985*	*3 250*	*5 246*	*6 175*	*6 900*
g) Terre cuite, céramique, verre et ciment	*1 168*	*1 765*	*2 647*	*1 561*	*1 073*	*1 125*	*1 738*	*2 075*	*2 204*	*2 600*
h) Fer, acier et métaux non-ferreux	*2 176*	*1 922*	*2 889*	*3 120*	*3 713*	*4 007*	*7 277*	*7 503*	*7 932*	*7 700*
i) Fabrications métalliques et constructions navales	*2 507*	*3 006*	*3 352*	*3 081*	*2 607*	*2 573*	*3 815*	*5 906*	*5 978*	*6 900*
j) Activités diverses n. d. a.	*400*	*410*	*440*	*420*	*410*	*430*	*500*	*700*	*800*	*900*
4. Construction	1 694	1 765	2 082	2 282	1 859	2 332	2 554	3 256	6 188	5 300
5. Electricité, gaz et eau	3 460	4 050	4 589	5 006	4 856	5 960	4 838	4 550	6 580	6 300
6. Commerce, banque, assurances, immeubles d'habitation	29 340	28 080	31 210	34 360	31 540	34 800	40 380	44 450	43 700	44 100

(Suite à la p. 226).

Investissements dans l'ensemble de l'économie (a) (suite)

Défense nationale exclue

(en millions de francs, à prix courants)

DÉSIGNATION	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963 (b)
7. Transports et communications	8 758	9 754	10 506	10 716	11 997	11 219	12 140	12 183	12 829	13 494
a) Transports par voies ferrée	*3 921*	*5 151*	*4 297*	*4 019*	*4 633*	*4 638*	*3 884*	*4 075*	*4 156*	*4 755*
b) Transports par route	*750*	*590*	*620*	*740*	*775*	*580*	*920*	*810*	*800*	*1 000*
c) Transports maritimes, navigation fluviale, ports	*2 011*	*2 221*	*2 494*	*2 631*	*3 454*	*2 595*	*2 983*	*2 748*	*4 258*	*4 011*
d) Transports aériens	*682*	*335*	*1 321*	*1 066*	*1 391*	*984*	*1 913*	*2 105*	*690*	*671*
e) Poste, télégraphe, téléphone, radio et télévision	*1 394*	*1 457*	*1 774*	*2 260*	*1 744*	*2 422*	*2 440*	*2 445*	*2 925*	*3 057*
8. Services	9 489	10 542	11 539	10 957	10 991	14 825	15 190	17 139	19 430	22 530
a) Pouvoirs publics (à l'exclusion de l'enseignement)	*5 513*	*5 820*	*6 573*	*6 337*	*6 815*	*8 498*	*7 989*	*8 409*	*9 600*	*12 450*
b) Enseignement	*1 876*	*2 572*	*2 566*	*2 120*	*1 676*	*3 602*	*4 326*	*5 480*	*6 430*	*6 380*
c) Autres	*2 100*	*2 150*	*2 400*	*2 500*	*2 500*	*2 725*	*2 875*	*3 250*	*3 400*	*3 700*
Formation intérieure brute de capital fixe (1 à 8)	**72 966**	**77 477**	**88 399**	**90 621**	**86 308**	**93 888**	**106 562**	**119 829**	**128 693**	**135 074**
9. Variations de stocks	2 963	— 368	4 008	6 639	795	4 030	— 181	4 201	2 423	762
a) Cheptel	*309*	*— 45*	*22*	*698*	*452*	*869*	*— 181*	*1 401*	*323*	*—2 338*
b) Autres stocks	*2 654*	*— 323*	*3 986*	*5 941*	*343*	*—3 161*	*—*	*2 800*	*2 100*	*3 100*
Total de 1 *à* 9	**75 929**	**77 109**	**92 407**	**97 260**	**87 103**	**97 918**	**106 381**	**124 030**	**131 116**	**136 836**
Adaptation statistique	— 334	81	— 926	— 176	— 635	— 622	111	1	— 785	817
Formation intérieure brute de capital	**75 595**	**77 190**	**91 481**	**97 084**	**86 468**	**97 296**	**106 492**	**124 031**	**130 331**	**137 653**

Source : Institut National de Statistique.

(a) Les données de ce tableau ne sont pas comparables avec celles publiées dans les rapports précédents.
(b) Données provisoires.

II

CONSOMMATION

Consommation par catégorie de produits

Estimations à prix courants

(en milliards de francs)

DÉSIGNATION	1953	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963
1. - *Produits alimentaires*	**87,82**	**101,68**	**102,55**	**105,65**	**107,04**	**111,16**	**117,39**	**122,47**
a) Pain et produits à base de céréales	11,29	12,15	12,41	12,87	13,10	13,28	13,78	14,08
— Pain et produits de la boulangerie	*7,82*	*7,91*	*7,90*	*8,36*	*8,42*	*8,48*	*8,80*	*9,10*
— Pâtisserie et biscuits	*2,66*	*3,43*	*3,72*	*3,69*	*3,85*	*3,96*	*4,08*	*4,10*
— Biscottes, pâtes alimentaires et riz	*0,81*	*0,81*	*0,79*	*0,82*	*0,83*	*0,84*	*0,90*	*0,88*
b) Viande et produits dérivés	25,58	30,35	31,29	32,44	33,77	36,14	38,42	40,46
c) Poisson	2,69	3,25	3,28	3,27	3,56	3,86	3,68	4,17
d) Lait, fromage, œufs	11,04	12,81	12,94	13,31	13,60	14,49	13,76	15,42
— Lait frais et conservé	*5,42*	*6,58*	*6,63*	*6,66*	*6,89*	*7,10*	*7,39*	*7,78*
— Fromage	*2,25*	*2,67*	*2,78*	*2,92*	*3,24*	*3,27*	*3,40*	*3,75*
— Œufs	*3,37*	*3,56*	*3,53*	*3,73*	*3,47*	*4,12*	*2,97*	*3,89*
e) Huiles et graisses	11,85	12,09	11,85	11,98	12,11	11,80	12,50	12,88
— Beurre	*9,55*	*8,87*	*8,47*	*8,48*	*8,34*	*7,99*	*8,64*	*9,03*
— Huiles et margarine	*2,30*	*3,22*	*3,38*	*3,50*	*3,77*	*3,81*	*3,86*	*3,85*
f) Pommes de terre, légumes et fruits	13,73	18,14	17,66	19,00	18,08	18,60	21,51	21,12
— Pommes de terre	*2,70*	*2,84*	*3,12*	*4,14*	*3,30*	*2,92*	*4,21*	*3,43*
— Fruits frais exotiques	*2,58*	*3,56*	*3,48*	*3,36*	*3,69*	*3,76*	*3,95*	*3,87*
— Fruits frais indigènes	*2,68*	*3,95*	*3,08*	*2,79*	*3,16*	*3,57*	*3,89*	*3,54*
— Fruits secs et conservés	*0,32*	*0,60*	*0,59*	*0,55*	*0,66*	*0,59*	*0,63*	*0,61*
— Légumes frais	*4,46*	*6,06*	*6,22*	*6,64*	*6,08*	*6,57*	*7,53*	*8,24*
— Légumes secs et conservés	*0,99*	*1,13*	*1,17*	*1,52*	*1,19*	*1,19*	*1,30*	*1,43*
g) Café, thé et chicorée	4,78	4,96	4,98	4,60	4,48	4,50	4,52	4,54
h) Sucre, confiture, confiserie	5,54	6,31	6,58	6,48	6,53	6,65	7,32	7,73
— Chocolat et articles en chocolat	*2,09*	*2,52*	*2,58*	*2,56*	*2,61*	*2,64*	*2,94*	*3,09*
— Autres produits	*3,45*	*3,79*	*4,00*	*3,92*	*3,92*	*4,01*	*4,38*	*4,64*
i) Autres produits alimentaires	1,31	1,63	1,66	1,69	1,80	1,83	1,92	2,08
2. - *Boissons*	**16,56**	**18,80**	**19,22**	**20,11**	**20,55**	**21,55**	**22,14**	**23,34**
a) Eaux minérales et limonades	1,90	2,82	2,90	3,34	3,25	3,76	3,91	4,36
b) Bière	10,46	10,80	11,25	11,75	11,18	11,53	11,28	11,45
c) Alcool	2,21	2,41	2,47	2,41	3,16	3,02	3,71	4,11
d) Vin et autres boissons	1,99	2,77	2,60	2,61	2,96	3,24	3,24	3,42
3. - *Tabac*	**6,43**	**7,29**	**7,98**	**8,16**	**8,58**	**8,79**	**9,31**	**9,60**
4. - *Vêtements et effets personnels*	**29,36**	**36,21**	**34,23**	**35,87**	**38,42**	**40,25**	**42,84**	**48,20**
a) Vêtements à l'exclusion de ce qui suit	21,78	27,47	25,42	26,62	28,83	30,48	32,13	36,33
b) Chaussures	3,79	4,15	4,13	4,59	4,76	4,65	4,86	5,47
c) Fourrure, ganterie, maroquinerie	1,26	1,63	1,64	1,55	1,73	1,94	2,51	2,90
d) Horlogerie, bijouterie, orfèvrerie, lunetterie	2,53	2,96	3,04	3,11	3,10	3,18	3,34	3,50
5. *Loyers, taxes, eau*	**38,03**	**45,91**	**46,83**	**47,47**	**48,21**	**49,10**	**50,32**	**51,71**
6. - *Chauffage, éclairage*	**15,47**	**20,37**	**18,89**	**18,82**	**19,66**	**20,29**	**24,14**	**27,82**
a) Charbon, etc.	9,92	12,82	10,65	10,25	10,71	10,55	13,35	15,83
b) Gaz de ville	1,60	1,86	2,01	1,93	1,97	1,99	2,18	2,40
c) Electricité	2,57	3,26	3,51	3,60	3,88	4,16	4,49	4,83
d) Gaz butane, mazout, bois	1,38	2,43	2,72	3,04	3,10	3,59	4,12	4,76

(suite à la p. 230).

Consommation par catégorie de produits (suite)

Estimations à prix courants

(en milliards de francs)

DÉSIGNATION	1953	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963
7. - *Articles ménagers durables*	**20,72**	**27,91**	**27,56**	**28,54**	**32,29**	**34,80**	**38,29**	**42,54**
a) Textiles, verre et cristal	7,77	9,82	9,13	9,57	10,44	11,07	11,72	13,23
b) Meubles et articles en bois	4,11	5,39	5,57	5,55	6,30	6,94	7,31	8,27
c) Articles de tôlerie, de tréfilerie et de laminage à froid ; accessoires métalliques du bâtiment	4,58	6,55	6,55	6,58	7,19	7,73	8,27	9,98
d) Appareils électro-ménagers	1,36	1,73	1,71	1,98	2,20	2,36	2,43	3,03
e) Appareils de radio et de télévision	1,28	2,14	2,23	2,55	3,76	4,13	5,92	5,13
f) Autres articles	1,60	2,26	2,35	2,29	2,38	2,55	2,62	2,88
8. - *Entretien de la maison*	**13,95**	**17,06**	**17,52**	**18,33**	**18,99**	**19,75**	**21,40**	**22,93**
a) Gens de maison	4,95	6,35	6,77	7,16	7,65	8,11	9,17	10,19
b) Articles ménagers non durables	4,03	4,76	4,56	4,79	4,85	4,91	5,14	5,33
c) Services d'entretien	4,96	5,94	6,18	6,38	6,48	6,72	7,08	7,41
9. - *Soins personnels et hygiène*	**16,09**	**19,72**	**22,02**	**23,50**	**25,16**	**26,70**	**28,92**	**31,55**
a) Soins personnels (articles de toilette, coiffure et soins corporels)	3,95	5,23	5,71	6,04	6,57	7,32	7,85	8,42
b) Hygiène (soins médicaux et assimilés)	12,14	14,49	16,30	17,46	18,58	19,37	21,06	23,13
10. - *Transports*	**17,99**	**25,35**	**25,18**	**26,58**	**30,71**	**31,64**	**33,49**	**37,05**
a) Achat de matériel de transport	5,51	8,44	7,21	7,71	10,12	10,29	10,69	12,19
b) Utilisation de matériel de transport par le propriétaire	5,87	9,44	10,01	10,96	12,51	13,41	14,39	16,06
c) Transports urbains, transports par chemin de fer vicinaux ou par autobus interurbains	2,86	3,26	3,44	3,38	3,44	3,39	3,63	3,83
d) Transports par chemin de fer	2,62	3,00	3,23	3,19	3,20	3,18	3,32	3,43
e) Autres services de transport	1,11	1,19	1,28	1,33	1,42	1,35	1,44	1,52
11. - *Communications : P.T.T.*	**1,49**	**1,87**	**2,16**	**2,20**	**2,41**	**2,54**	**2,71**	**3,04**
12. - *Loisirs*	**22,50**	**27,08**	**29,96**	**29,17**	**29,24**	**30,98**	**32,31**	**34,43**
a) Divertissements	3,76	4,40	4,50	4,21	4,14	4,09	3,87	3,76
b) Hôtels, restaurants, cafés	12,18	14,82	16,66	16,40	16,85	17,71	18,61	19,99
c) Livres, journaux et périodiques	1,94	2,29	2,39	2,57	2,62	2,71	2,89	3,21
d) Autres distractions	4,61	5,56	6,39	5,97	5,61	6,46	6,92	7,46
13. - *Enseignement et recherches*	**1,05**	**1,23**	**1,22**	**1,14**	**1,16**	**1,18**	**1,21**	**1,23**
14. - *Services financiers*	**4,34**	**6,04**	**6,33**	**7,11**	**7,61**	**8,41**	**9,49**	**10,62**
15. - *Services divers*	**2,14**	**2,58**	**2,61**	**2,70**	**2,78**	**2,71**	**2,93**	**3,40**
16. - *Dépenses de résidents belges à l'étranger*	**2,60**	**5,10**	**4,10**	**7,40**	**8,00**	**7,90**	**7,90**	**9,50**
17. - *Moins : dépenses des non-résidents en Belgique*	**— 2,10**	**— 4,70**	**— 7,20**	**— 5,30**	**— 6,70**	**— 6,80**	**— 6,80**	**— 7,90**
Total des rubriques 1 *à* 17	**294,47**	**359,52**	**361,19**	**377,48**	**394,14**	**410,98**	**438,02**	**471,18**
Ajustement statistique	**+ 0,13**	**— 0,65**	**— 2,64**	**— 2,40**	**+ 0,40**	**—**	**— 2,62**	**+ 2,81**
Consommation privée	**294,60**	**358,87**	**358,56**	**375,08**	**394,55**	**410,98**	**435,40**	**473,99**

Source : Institut National de Statistique.

Ventes à la consommation

Indices par secteur et par catégorie d'articles

(moyenne mensuelle 1953 = 100)

DÉSIGNATION	1961	1962	1963
Grands magasins à rayons multiples (a) :			
Indice général	**161**	**170**	**180**
Alimentation	**160**	**172**	**177**
périssable	155	161	166
non périssable	171	194	195
restaurant	158	171	183
Habillement	**164**	**172**	**185**
aunages	114	113	111
dessus hommes	219	236	256
dessus femmes	159	167	188
bonneterie, lingerie, chemiserie, chapellerie	196	208	229
mercerie, rubans, patrons	108	111	109
chaussures, pantoufles	182	180	185
articles divers de parure	149	157	165
Ameublement	**145**	**154**	**164**
textiles	133	142	152
meubles, lustrerie	158	167	179
Ménage	**165**	**171**	**179**
articles de ménage	134	139	145
appareils ménagers, électricité	318	328	353
Tabacs, articles pour fumeurs	**192**	**225**	**231**
Librairie-papeterie	**165**	**178**	**190**
librairie	177	207	223
papeterie	163	173	185
Parfumerie, toilette	**148**	**162**	**177**
Jeux, jouets, sports, voyages	**159**	**169**	**181**
Grandes entreprises spécialisées dans l'habillement :			
Hommes	168	166	190
Dames (b)	124	108	110
Sous-vêtements, accessoires, articles de parure	116	142	143
Coopératives :			
Indice général	**144**	**152**	**161**
Boulangerie	126	132	135
Alimentation (sauf boulangerie)	153	159	167
Habillement	117	123	139
Ameublement	136	141	150
Articles de ménage	134	139	153
Tabacs	136	139	151
Librairie-papeterie	165	201	218
Parfumerie, articles de luxe	172	177	177
Restaurant, tea-room	119	121	123
Divers	156	180	200
Sous-vêtements et mercerie, articles de parure (c)	**114**	**110**	**122**
Chaussures et pantoufles (c)	**157**	**163**	**184**
Entreprises à succursales (alimentation)	**152**	**169**	**193**

Source : Institut National de Statistique.

(a) Grands magasins à rayons multiples, sans limitation de chiffres d'affaires, mais à l'exclusion de ceux qui sont spécialisés en confection et repris dans la rubrique suivante.

(b) Par suite de la modification du nombre de firmes comprises dans l'échantillon, les indices à partir de l'année 1960 ne sont plus entièrement comparables à ceux des années antérieures.

(c) La majorité des firmes recensées sont des magasins à succursales.

Ventes à la consommation en 1963

(moyenne mensuelle 1953 = 100)

MOIS	Grands magasins à rayons multiples	Coopératives	Entreprises à succursales (alimentation)
Janvier	153	170	188
Février	147	151	184
Mars	168	158	194
Avril	176	155	186
Mai	177	165	192
Juin	174	156	181
Juillet	178	147	180
Août	172	158	186
Septembre	163	153	189
Octobre	188	165	202
Novembre	211	158	196
Décembre	250	195	244

Source : Institut National de Statistique.

Ventes à la consommation en 1963

Produits alimentaires (a)

(mois correspondant de 1962 = 100)

MOIS	Indices mensuels des ventes à la consommation			Indices des prix de détail en alimentation	Indices mensuels corrigés par l'indice des prix de détail		
	Grands magasins (b)	Coopératives	Entreprises à succursales		Grands magasins	Coopératives	Entreprises à succursales
Janvier	106	111	120	101	105	110	119
Février	111	108	116	103	108	105	113
Mars	99	101	108	103	96	98	105
Avril	103	109	123	102	101	107	121
Mai	102	108	114	99	103	109	115
Juin	93	102	102	98	95	104	104
Juillet	103	107	115	100	103	107	115
Août	108	109	114	102	106	106	112
Septembre	100	104	115	103	97	101	112
Octobre	98	101	109	103	95	98	106
Novembre	106	103	110	104	102	99	106
Décembre	103	107	115	106	97	101	108

Source : Ministère des Affaires économiques et de l'Energie, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) Non compris la boulangerie.
(b) Y compris leurs restaurants.

Ventes à tempérament

Nombre de contrats et crédits annuels accordés par nature des marchandises

NATURE DES MARCHANDISES	Nombre de contrats			Crédits accordés					
				En millions de francs			%		
	1961	1962	1963	1961	1962	1963	1961	1962	1963
Camions et camionnettes, autobus, matériel de transport lourd	10 003	9 598	10 651	1 042	1 080	1 512	10,3	10,3	12,6
Matériel agricole et tracteurs agricoles.	5 742	4 997	3 515	227	195	185	2,2	1,8	1,5
Autos pour le transport de personnes, excepté autobus	80 765	86 569	103 165	3 488	3 797	4 597	34,4	36,0	38,4
Motos, scooters, vélomoteurs, bicyclettes	33 137	31 446	28 827	271	230	213	2,7	2,2	1,8
Textiles, fourrures, vêtements	801 129	706 204	748 952	651	677	634	6,4	6,4	5,3
Livres	45 072	38 614	35 958	77	83	83	0,7	0,8	0,7
Equipement professionnel autre que les articles repris aux rubriques antérieures (commerce, artisanat, industrie, professions libérales)	18 338	15 280	17 470	832	851	1 010	8,2	8,1	8,4
Articles ménagers et à usage personnel, non dénommés ailleurs	573 383	619 809	620 548	3 417	3 544	3 650	33,7	33,7	30,5
Services (voyages, réparations de véhicules à moteur)	15 516	10 282	9 257	128	70	92	1,3	0,7	0,8
Total ...	**1 583 085**	**1 522 739**	**1 578 343**	**10 132**	**10 527**	**11 976**	**100,0**	**100,0**	**100,0**

Source : Institut National de Statistique.

Ventes à tempérament
Crédits annuels accordés

SYSTÈME DE FINANCEMENT	1962			1963		
	Nombre	Montant		Nombre	Montant	
		Millions de francs	%		Millions de francs	%
Financement direct par les vendeurs	1 015 721	3 604	34	1 089 299	4 186	34
Financement par intervention au contrat de vente :						
— de banques	94 073	3 113	30	100 248	3 666	31
— d'organismes de financement ou de particuliers	412 945	3 810	36	388 796	4 124	35
Total ...	**1 522 739**	**10 527**	**100**	**1 578 343**	**11 956**	**100**

Source : Institut National de Statistique.

Ventes à tempérament
Retards de paiement de trois termes échus et plus

SYSTÈME DE FINANCEMENT	Nombre de contrats en cours au 30 juin		Débiteurs en retard de payer 3 termes échus et plus au cours du 2e semestre			
			1962		1963	
	1962	1963	Nombre	%	Nombre	%
Financement direct par les vendeurs	634 593	641 191	30 726	57	30 613	58
Financement par intervention au contrat de vente :						
— de banques	169 655	166 154	1 540	3	1 925	4
— d'organismes de financement ou de particuliers	601 132	554 282	21 699	40	20 020	38
Total ...	**1 405 380**	**1 361 627**	**53 959**	**100**	**52 558**	**100**

Source : Institut National de Statistique.

Prêts personnels

Crédits accordés par semestre

SYSTÈME DE FINANCEMENT	2e semestre 1962			1er semestre 1963			2e semestre 1963		
	Nombre de contrats	Montant		Nombre de contrats	Montant		Nombre de contrats	Montant	
		Millions de francs	%		Millions de francs	%		Millions de francs	%
Banques	19 060	443	30	19 738	496	27	20 724	513	26
Organismes de financements et particuliers ...	60 802	1 057	70	71 368	1 324	73	75 741	1 467	74
Total ...	**79 862**	**1 500**	**100**	**91 106**	**1 820**	**100**	**96 465**	**1 980**	**100**

Source : Institut National de Statistique

RELATIONS ÉCONOMIQUES EXTÉRIEURES

Prêts personnels financés par les banques, organismes de financements et particuliers

Répartition d'après le nombre de contrats pendant le deuxième semestre

TERME	Nombre de contrats							
	jusque 5 000 F		de 5 001 à 10 000 F		de 10 001 à 35 000 F		de 35 001 à 150 000 F	
	1962	1963	1962	1963	1962	1963	1962	1963
jusqu'à 6 mois	1 343	1 455	979	997	625	767	163	219
de 7 à 12 mois	4 379	4 657	11 113	6 232	4 598	5 000	745	952
de 13 à 24 mois	3 240	5 943	11 848	22 095	27 345	26 334	2 413	3 800
25 mois et plus	456	794	829	2 122	5 772	8 765	4 014	6 333
Total	**9 418**	**12 849**	**24 769**	**31 446**	**38 340**	**40 866**	**7 335**	**11 304**

Source : Institut National de Statistique.

SIXIÈME PARTIE

RELATIONS ÉCONOMIQUES EXTÉRIEURES

I

COMMERCE EXTÉRIEUR DE L'UNION ÉCONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE

Mouvement général . . . . . p. 241 à 243

Structure du commerce extérieur . . . . . p. 244 à 248

Répartition géographique du commerce spécial . . . p. 249 à 252

Balance commerciale . . . . . p. 253 à 257

Balance des paiements . . . . . p. 258 à 260

Union Economique Belgo-Luxembourgeoise

Commerce spécial

MOIS	Quantité (en milliers de tonnes)		Valeur (en millions de francs)		Solde (en millions de francs)	Coefficient de couverture (pourcentage)
	Importations	Exportations	Importations (c. i. f.)	Exportations (f. o. b.)		
1954 Moyenne mensuelle	**3 686**	**2 118**	**10 624**	**9 598**	**—1 026**	**90,3**
1955 Moyenne mensuelle	**4 115**	**2 547**	**11 846**	**11 580**	**— 266**	**97,8**
1956 Moyenne mensuelle	**4 572**	**2 549**	**13 635**	**13 177**	**— 458**	**96,6**
1957 Moyenne mensuelle	**4 715**	**2 412**	**14 302**	**13 275**	**—1 027**	**92,8**
1958 Moyenne mensuelle	**4 752**	**2 409**	**13 037**	**12 691**	**— 347**	**97,3**
1959 Moyenne mensuelle	**4 928**	**2 443**	**14 341**	**13 730**	**— 611**	**95,7**
1960 Moyenne mensuelle	**5 269**	**2 690**	**16 488**	**15 731**	**— 757**	**95,4**
1961 Moyenne mensuelle	**5 473**	**2 815**	**17 579**	**16 352**	**—1 227**	**93,0**
1962 Moyenne mensuelle	**5 783**	**3 076**	**18 981**	**18 015**	**— 966**	**94,9**
1963 Moyenne mensuelle	**6 298**	**3 440**	**21 300**	**20 163**	**—1 137**	**94,7**
1962 Janvier	5 583	2 993	18 375	18 660	+ 285	101,6
Février	5 352	2 688	17 318	17 193	— 125	99,3
Mars	5 530	3 060	19 660	18 805	— 855	95,7
Avril	5 606	2 866	17 957	17 795	— 162	99,1
Mai	6 032	3 143	19 851	17 997	—1 854	90,7
Juin	6 036	3 383	19 166	18 703	— 463	97,6
Juillet	5 586	3 137	17 999	17 699	— 300	98,3
Août	5 597	3 166	17 013	15 191	—1 822	89,3
Septembre	4 981	3 214	16 965	18 183	+1 218	107,2
Octobre	6 399	3 398	21 337	19 944	—1 393	93,5
Novembre	5 472	3 336	19 201	18 984	— 217	98,9
Décembre	6 267	2 530	20 714	17 144	—3 570	82,8
Total (a)	**69 395**	**36 909**	**227 771**	**216 179**	**—11 592**	**94,9**
1963 Janvier	4 696	2 302	18 206	17 418	— 788	95,7
Février	4 545	2 109	18 053	16 504	—1 549	91,4
Mars	5 588	2 951	21 311	20 487	— 824	96,1
Avril	6 373	3 647	21 075	21 120	+ 45	100,2
Mai	6 441	3 852	21 602	21 110	— 492	97,7
Juin	6 224	3 900	19 886	19 713	— 173	99,1
Juillet	6 596	3 813	20 064	21 035	+ 971	104,8
Août	6 293	3 810	20 580	18 126	—2 454	88,1
Septembre	6 468	3 749	20 925	20 473	— 452	97,8
Octobre	6 847	4 098	24 179	24 713	+ 534	102,2
Novembre	6 478	3 452	22 116	20 268	—1 848	91,6
Décembre	6 517	3 589	22 784	20 997	—1 787	92,2
Total (a)	**75 579**	**41 276**	**255 603**	**241 959**	**—13 644**	**94,7**

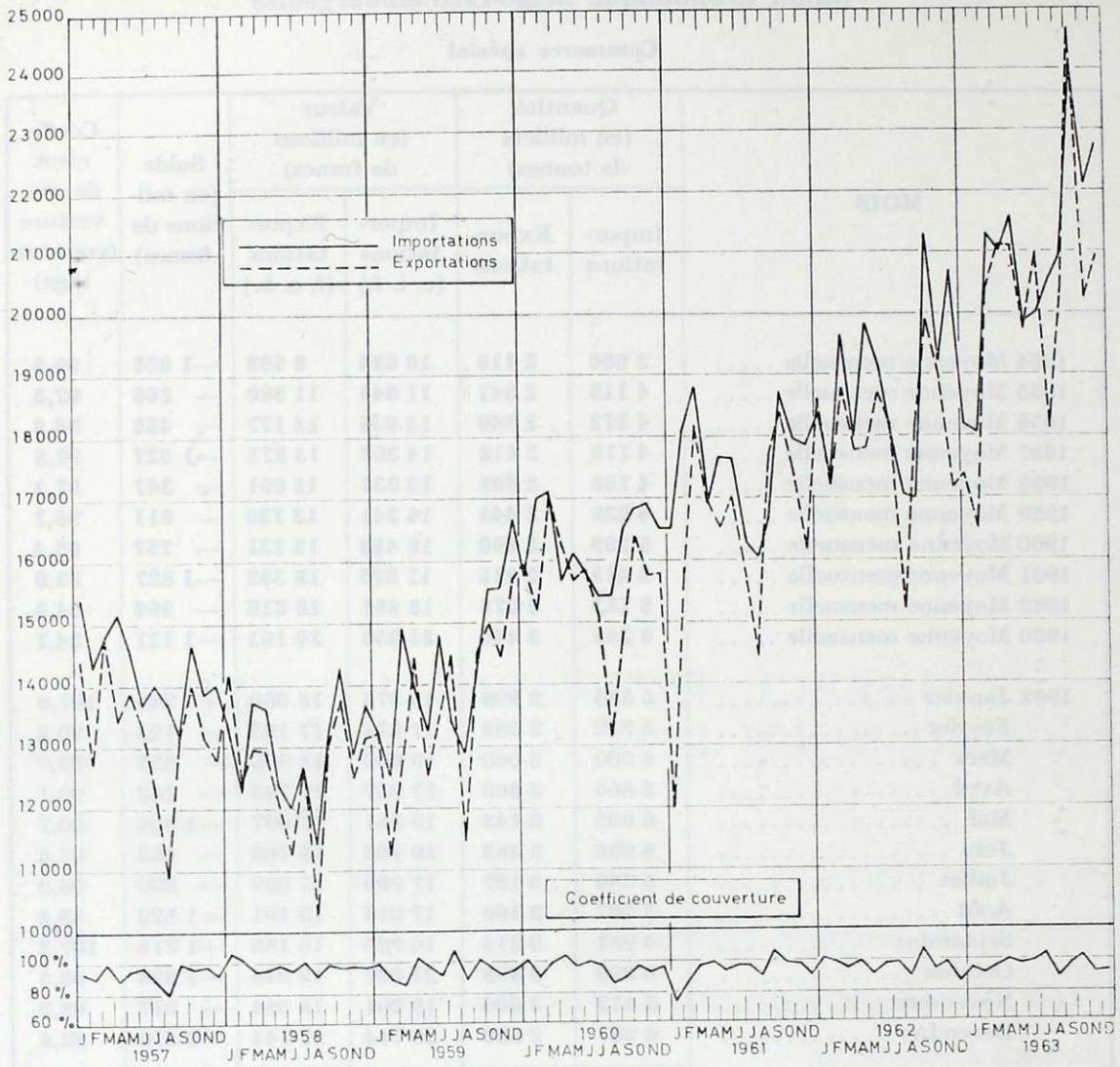
Source : Institut National de Statistique.

(a) Les totaux annuels comprennent des rectifications qui ne sont pas reprises dans les chiffres mensuels, lesquels doivent être considérés comme provisoires. En outre, les totaux annuels et les moyennes mensuelles correspondantes ne comprennent pas toutes les rectifications qui sont ultérieurement apportées aux chiffres provisoires de chaque année.

Commerce spécial de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise

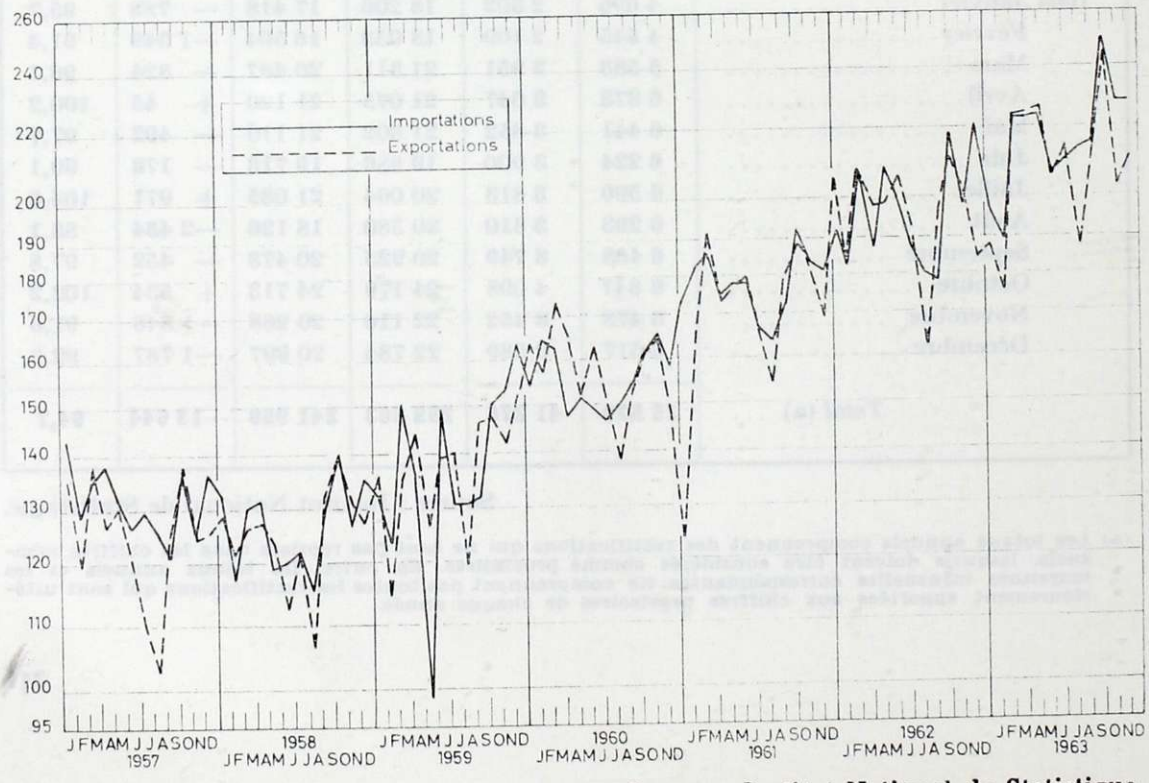
Valeur

(en millions de francs)



Indices de volume

(1953 = 100)



Source : Institut National de Statistique.

Union Economique Belgo-Luxembourgeoise

Indices du volume et de la valeur moyenne à l'importation et à l'exportation

(1953 = 100)

DÉSIGNATION	Volume							Valeur moyenne						
	1951	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1951	1958	1959	1960	1961	1962	1963
A. *Importations*	97	137	154	174	183	200	224	109	95	93	93	95	93	93
Matières premières et auxiliaires	99	130	153	173	181	195	210	116	87	86	89	89	86	87
Biens d'équipement	97	138	140	163	173	198	225	82	108	110	111	124	125	127
Biens de consommation durables	85	175	214	271	277	309	357	97	88	86	88	92	94	93
Biens de consommation non durables	101	132	150	158	171	179	205	98	99	95	94	94	94	94
B. *Exportations*	97	136	154	168	177	197	219	120	99	95	97	96	95	95
Matières premières et auxiliaires	104	134	157	171	173	188	203	125	95	92	97	95	92	91
Biens d'équipement	96	122	120	152	179	191	219	92	120	117	105	110	115	121
Biens de consommation durables	101	200	248	279	318	408	452	111	101	94	94	85	96	98
Biens de consommation non durables	103	162	177	198	235	285	323	112	94	92	92	93	95	97
C. *Taux d'échange* ($= \frac{B}{A}$)								110	105	102	104	101	102	102

Source : Institut National de Statistique.

Union Economique Belgo-Luxembourgeoise

Exportations par secteur industriel

(classification C. T. C. I.)

DÉSIGNATION	Valeur (en millards de francs)						Pourcentage de la valeur totale					
	1953	1959	1960	1961	1962	1963	1953	1959	1960	1961	1962	1963
A. *Sidérurgie*	**24,9**	**37,5**	**47,6**	**42,5**	**44,0**	**44,1**	**22,0**	**22,8**	**25,2**	**21,7**	**20,4**	**18,2**
1. Formes primaires	1,6	3,1	6,0	4,8	3,8	3,6	1,4	1,9	3,2	2,5	1,8	1,5
2. Produits mi-finis	23,3	34,4	41,6	37,7	40,2	40,5	20,6	20,9	22,0	19,2	18,6	16,7
B. *Fabrications métalliques*	**18,4**	**28,5**	**32,6**	**38,0**	**44,5**	**52,1**	**16,3**	**17,3**	**17,3**	**19,4**	**20,6**	**21,5**
1. Articles manufacturés non dénommés ailleurs	3,1	4,8	5,1	5,9	6,5	7,0	2,7	2,9	2,7	3,0	3,0	2,9
2. Machines (sauf électriques)	4,4	7,6	9,5	12,0	14,4	14,9	3,9	4,6	5,0	6,1	6,7	6,2
dont : machines pour le travail des métaux	(0,6)	(0,6)	(0,9)	(1,2)	(1,6)	(1,5)	(0,6)	(0,3)	(0,5)	(0,6)	(0,7)	(0,6)
machines textiles	(0,5)	(0,9)	(1,4)	(1,8)	(2,1)	(2,0)	(0,5)	(0,6)	(0,7)	(0,9)	(1,0)	(0,8)
3. Machines et appareils électriques	3,3	4,8	5,7	6,6	7,9	9,3	2,9	2,9	3,0	3,4	3,7	3,8
4. Matériel de transport	5,0	8,9	9,2	11,1	13,0	17,6	4,4	5,4	4,9	5,7	6,0	7,3
dont : matériel ferroviaire	(1,9)	(1,3)	(0,8)	(0,9)	(0,9)	(0,9)	(1,6)	(0,8)	(0,4)	(0,5)	(0,4)	(0,4)
véhicules à moteur	(1,4)	(4,4)	(5,6)	(6,7)	(8,8)	(9,3)	(1,2)	(2,7)	(3,0)	(3,4)	(4,1)	(3,8)
bateaux et navires	(1,5)	(2,2)	(2,0)	(2,8)	(1,7)	(1,2)	(1,3)	(1,3)	(1,1)	(1,4)	(0,8)	(0,5)
5. Armes et munitions	2,7	2,3	3,1	2,4	2,7	3,3	2,4	1,4	1,6	1,2	1,2	1,4
C. *Métaux non ferreux*	**10,0**	**12,8**	**15,1**	**15,3**	**15,3**	**17,1**	**8,9**	**7,8**	**8,0**	**7,8**	**7,1**	**7,1**
1. Non travaillés	8,4	9,6	10,7	10,7	10,7	12,1	7,5	5,9	5,7	5,5	5,0	5,0
2. Travaillés	1,6	3,2	4,4	4,6	4,6	5,0	1,4	1,9	2,3	2,3	2,1	2,1
D. *Industrie textile*	**21,8**	**24,8**	**28,5**	**31,3**	**35,4**	**39,3**	**19,3**	**15,0**	**15,1**	**15,9**	**16,4**	**16,3**
1. Fibres	7,1	6,2	6,5	7,2	8,1	8,9	6,3	3,8	3,4	3,6	3,7	3,7
2. Fils	5,1	5,4	6,6	6,7	7,5	8,0	4,5	3,3	3,5	3,4	3,5	3,3
3. Tissus et cordages	8,4	10,9	12,6	13,9	15,8	17,3	7,4	6,6	6,7	7,1	7,3	7,1
4. Autres produits finis	1,2	2,2	2,8	3,5	4,0	5,1	1,0	1,4	1,5	1,8	1,9	2,1

E. *Industrie chimique*	**8,0**	**12,9**	**12,6**	**12,0**	**12,5**	**14,4**	**7,1**	**7,8**	**6,7**	**6,1**	**5,8**	**6,0**
1. Produits inorganiques	1,1	2,4	2,5	2,1	1,8	1,8	1,0	1,5	1,3	1,1	0,8	0,7
2. Produits organiques	0,6	0,9	1,4	1,6	1,3	1,6	0,6	0,5	0,7	0,8	0,6	0,7
3. Teintures, tannants et colorants	0,4	0,2	0,4	0,4	0,5	0,7	0,4	0,1	0,2	0,2	0,2	0,3
4. Produits pharmaceutiques	0,5	0,9	0,8	0,9	0,9	1,0	0,4	0,6	0,4	0,4	0,4	0,4
5. Engrais manufacturés	4,2	6,6	5,3	5,1	5,1	5,7	3,7	4,0	2,8	2,6	2,4	2,4
6. Divers	1,1	1,8	2,2	1,9	2,9	3,6	1,0	1,1	1,2	1,0	1,4	1,5
F. *Produits alimentaires, boissons, tabacs*	**5,2**	**7,7**	**8,1**	**9,6**	**12,3**	**15,9**	**4,6**	**4,7**	**4,3**	**4,9**	**5,7**	**6,6**
dont : sucre et sucreries	(1,4)	(0,8)	(0,8)	(0,9)	(0,7)	(0,9)	(1,3)	(0,5)	(0,4)	(0,5)	(0,3)	(0,4)
viandes fraîches ou préparées	(0,5)	(0,7)	(0,8)	(0,8)	(1,2)	(1,8)	(0,4)	(0,4)	(0,4)	(0,4)	(0,6)	(0,7)
produits laitiers	(0,3)	(0,7)	(1,1)	(1,4)	(1,7)	(1,9)	(0,2)	(0,4)	(0,6)	(0,7)	(0,8)	(0,8)
G. *Industrie diamantaire*	**3,5**	**8,4**	**6,6**	**7,1**	**7,6**	**9,0**	**3,1**	**5,1**	**3,5**	**3,6**	**3,5**	**3,7**
H. *Charbonnages et cokeries*	**4,2**	**2,7**	**2,6**	**2,7**	**2,7**	**3,0**	**3,7**	**1,6**	**1,4**	**1,4**	**1,2**	**1,2**
I. *Industrie du pétrole*	**3,0**	**5,8**	**5,5**	**5,2**	**5,6**	**7,8**	**2,7**	**3,6**	**2,9**	**2,6**	**2,6**	**3,2**
J. *Industries diverses*	**7,1**	**11,9**	**13,5**	**13,9**	**16,3**	**17,2**	**6,3**	**7,3**	**7,2**	**7,1**	**7,5**	**7,1**
1. Matériaux de construction	1,8	1,9	2,0	2,1	2,2	2,3	1,6	1,1	1,1	1,1	1,0	1,0
dont : ciment	(1,1)	(0,9)	(0,8)	(0,9)	(0,8)	(0,8)	(1,0)	(0,5)	(0,4)	(0,5)	(0,4)	(0,3)
2. Industrie verrière	2,2	5,1	5,6	5,3	6,1	6,0	2,0	3,1	3,0	2,7	2,8	2,5
dont : verre plat	(1,8)	(3,9)	(4,2)	(3,6)	(4,1)	(3,2)	(1,6)	(2,4)	(2,2)	(1,8)	(1,9)	(1,3)
3. Papier et ouvrages	0,9	1,6	2,1	2,3	2,6	2,8	0,8	1,0	1,1	1,2	1,2	1,2
4. Caoutchouc et ouvrages	0,6	1,0	1,0	1,1	1,2	1,3	0,5	0,6	0,5	0,5	0,6	0,5
5. Bois et ouvrages	0,5	1,3	1,6	1,9	2,9	3,5	0,5	0,8	0,8	1,0	1,3	1,4
6. Huiles et graisses	1,0	0,6	0,7	0,6	0,6	0,6	0,9	0,4	0,4	0,3	0,3	0,2
7. Chaussures	0,2	0,4	0,5	0,6	0,7	0,7	0,1	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3
Total (A à J)	**106,1**	**153,2**	**172,8**	**177,6**	**196,2**	**219,9**	**93,9**	**93,0**	**91,6**	**90,5**	**90,8**	**90,9**
K. *Autres secteurs*	**6,9**	**11,6**	**15,9**	**18,6**	**20,0**	**22,1**	**6,1**	**7,0**	**8,4**	**9,5**	**9,2**	**9,1**
Total général	**113,0**	**164,7**	**188,7**	**196,2**	**216,2**	**242,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**

Source : Ministère des Affaires économiques et de l'Energie, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Union Economique Belgo-Luxembourgeoise

Importations par secteur industriel

(classification C. T. C. I.)

DÉSIGNATION	Valeur (en milliards de francs)						Pourcentage de la valeur totale					
	1953	1959	1960	1961	1962	1963	1953	1959	1960	1961	1962	1963
A. *Sidérurgie*	**3,0**	**4,9**	**6,2**	**7,1**	**7,4**	**8,4**	**2,5**	**2,8**	**3,1**	**3,4**	**3,2**	**3,3**
1. Formes primaires	1,6	2,2	2,7	2,7	3,0	4,1	1,3	1,7	1,4	1,3	1,3	1,6
2. Produits mi-finis	1,5	2,7	3,5	4,4	4,4	4,3	1,2	1,0	1,8	2,1	1,9	1,7
B. *Fabrications métalliques*	**22,5**	**35,6**	**43,9**	**50,6**	**58,8**	**68,1**	**18,5**	**20,7**	**22,2**	**24,0**	**25,8**	**26,6**
1. Articles manufacturés non dénommés ailleurs	2,4	3,1	3,6	3,9	4,5	5,4	2,0	1,8	1,8	1,8	2,0	2,1
2. Machines (sauf électriques)	9,6	12,9	15,8	18,7	22,4	25,4	7,9	7,5	8,0	8,9	9,8	9,9
dont : machines pour le travail des métaux	(0,8)	(0,8)	(1,3)	(1,6)	(2,1)	(2,0)	(0,6)	(0,5)	(0,7)	(0,8)	(0,9)	(0,8)
machines textiles	(0,9)	(1,0)	(1,3)	(2,1)	(2,1)	(2,6)	(0,8)	(0,6)	(0,7)	(1,0)	(0,9)	(1,0)
3. Machines et appareils électriques	3,3	5,8	7,0	9,1	10,4	12,1	2,7	3,4	3,5	4,3	4,6	4,7
4. Matériel de transport	6,5	13,3	17,2	18,5	20,8	24,2	5,4	7,7	8,7	8,8	9,1	9,5
dont : matériel ferroviaire	(0,3)	(0,2)	(0,2)	(0,3)	(0,2)	(0,3)	(0,2)	(0,1)	(0,1)	(0,1)	(0,1)	(0,1)
véhicules à moteur	(5,1)	(10,1)	(13,4)	(14,0)	(16,7)	(19,2)	(4,2)	(5,9)	(6,8)	(6,6)	(7,3)	(7,5)
bateaux et navires	(0,3)	(0,6)	(0,8)	(0,7)	(1,2)	(0,4)	(0,2)	(0,4)	(0,4)	(0,3)	(0,5)	(0,2)
5. Armes et munitions	0,6	0,4	0,2	0,4	0,7	1,0	0,5	0,2	0,1	0,2	0,3	0,4
C. *Métaux non ferreux*	**6,8**	**9,3**	**13,1**	**13,2**	**14,3**	**13,8**	**5,6**	**5,4**	**6,6**	**6,2**	**6,3**	**5,4**
1. Non travaillés	6,4	8,6	12,3	12,1	13,0	12,6	5,3	5,0	6,2	5,7	5,7	4,9
2. Travaillés	0,4	0,6	0,8	1,1	1,3	1,2	0,3	0,4	0,4	0,5	0,6	0,5
D. *Industrie textile*	**19,4**	**20,1**	**22,9**	**26,0**	**27,7**	**30,6**	**16,0**	**11,6**	**11,6**	**12,3**	**12,2**	**12,0**
1. Fibres	13,7	11,6	13,1	14,6	15,6	15,7	11,4	6,7	6,6	6,9	6,9	6,2
2. Fils	1,3	1,8	2,1	2,7	3,0	3,9	1,0	1,0	1,1	1,3	1,3	1,5
3. Tissus et cordages	3,1	4,9	5,6	6,2	6,4	7,7	2,5	2,8	2,8	2,9	2,8	3,0
4. Autres produits finis	1,3	1,8	2,1	2,5	2,7	3,3	1,1	1,1	1,1	1,2	1,2	1,3

E. *Industrie chimique*	5,5	11,4	12,8	13,1	13,5	15,6	4,6	5,6	5,7	5,7	5,7	5,8
1. Produits inorganiques	0,8	1,6	1,4	1,4	1,4	1,6	0,6	0,9	0,7	0,7	0,6	0,6
2. Produits organiques	0,7	1,5	1,8	1,8	1,9	2,3	0,6	0,9	0,9	0,9	0,9	0,9
3. Teintures, tannants et colorants	0,8	1,0	1,3	1,1	1,2	1,4	0,7	0,6	0,7	0,5	0,5	0,5
4. Produits pharmaceutiques	0,9	1,9	2,2	2,2	2,1	2,4	0,7	1,1	1,1	1,0	0,9	0,9
5. Engrais manufacturés	1,4	2,0	2,0	2,2	2,1	2,4	1,1	1,2	1,0	1,0	0,9	0,9
6. Divers	0,9	3,2	4,0	4,4	5,2	5,8	0,8	1,9	2,0	2,1	2,3	2,3
F. *Produits alimentaires, boissons, tabacs*	21,7	24,9	25,3	25,5	28,2	30,7	18,0	14,5	12,8	12,1	12,4	12,0
dont : sucre et sucreries	(0,7)	(0,6)	(0,9)	(0,3)	(0,4)	(0,9)	(0,6)	(0,3)	(0,5)	(0,1)	(0,2)	(0,6)
viandes fraîches ou préparées	(0,7)	(0,9)	(1,2)	(1,4)	(1,5)	(2,1)	(0,6)	(0,5)	(0,6)	(0,7)	(0,7)	(0,8)
produits laitiers	(2,8)	(2,0)	(1,6)	(1,6)	(1,5)	(1,7)	(2,3)	(1,1)	(0,8)	(0,8)	(0,7)	(0,7)
G. *Industrie diamantaire*	3,3	8,1	7,4	7,1	7,2	9,1	2,8	4,7	3,7	3,4	3,1	3,6
H. *Charbonnages et cokeries*	4,1	8,1	7,8	8,2	8,8	11,0	3,4	4,7	3,9	3,9	3,9	4,3
I. *Industrie du pétrole*	7,3	11,6	11,5	11,8	13,1	16,4	6,1	6,7	5,8	5,6	5,7	6,4
1. Produit brut ou semi-raffiné	3,7	7,4	7,1	7,5	7,9	11,2	3,1	4,2	3,6	3,6	3,5	4,4
2. Produits dérivés	3,6	4,2	4,4	4,3	5,2	5,2	3,0	2,5	2,2	2,0	2,2	2,0
J. *Industries diverses*	8,6	12,9	15,2	16,0	16,1	18,5	7,1	7,5	7,7	7,6	7,1	7,2
1. Matériaux de construction	0,2	0,2	0,2	0,3	0,3	0,4	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,2
2. Industrie verrière	0,3	0,6	0,7	0,8	0,8	0,9	0,3	0,3	0,4	0,4	0,4	0,4
3. Papier et ouvrages	2,6	4,1	4,8	5,4	5,4	6,1	2,1	2,4	2,4	2,6	2,4	2,4
4. Caoutchouc et ouvrages	1,2	2,0	2,4	2,5	2,5	2,9	1,0	1,2	1,2	1,2	1,1	1,1
5. Bois et ouvrages	2,5	3,7	4,5	4,8	5,0	5,6	2,1	2,2	2,3	2,3	2,2	2,2
6. Huiles et graisses	1,4	1,5	1,7	1,3	1,2	1,4	1,2	0,9	0,9	0,6	0,5	0,5
7. Chaussures	0,4	0,7	0,8	0,9	0,9	1,2	0,3	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4
Total (A à J)	102,3	147,1	166,1	178,6	195,5	222,5	84,5	85,2	84,0	84,6	85,8	87,0
K. *Autres secteurs*	18,8	25,0	31,7	32,4	32,3	33,1	15,5	14,8	16,0	15,4	14,2	13,0
Total général	121,1	172,1	197,8	211,0	227,8	255,6	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : Ministère des Affaires économiques et de l'Energie, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Union Economique Belgo-Luxembourgeoise

Analyse de la balance commerciale

suivant les sections et divisions de la Classification Type pour le Commerce International

(en millions de francs)

SECTIONS ET DIVISIONS	1953	1959	1960	1961	1962	1963
0. Produits alimentaires	— 14 771	— 15 022	— 14 703	— 13 449	— 13 572	— 12 167
1. Boissons et tabacs	— 1 815	— 2 227	— 2 473	— 2 488	— 2 347	— 2 653
2. Matières autres que les combustibles minéraux	— 18 987	— 21 483	— 25 708	— 25 981	— 24 145	— 22 719
dont : 26. Fibres textiles et déchets d'articles textiles	(— 6 597)	(— 5 349)	(— 6 586)	(— 7 481)	(— 7 484)	(— 6 857)
28. Minerais et déchets de métaux	(— 6 761)	(— 7 889)	(— 10 339)	(— 9 480)	(— 8 511)	(— 7 605)
3. Combustibles minéraux, lubrifiants et produits connexes	— 4 212	— 11 193	— 11 649	— 12 610	— 14 237	— 17 016
4. Corps gras, graisses et huiles d'origine animale ou végétale	+ 471	— 824	— 1 037	— 668	— 516	— 803
5. Produits chimiques	+ 1 955	+ 1 498	— 117	— 738	— 1 370	— 1 573
6. Articles manufacturés	+ 38 689	+ 53 564	+ 61 926	+ 54 155	+ 58 254	+ 57 975
61. Cuirs et peaux tannés, articles en cuir, pelleteries apprêtées	(— 143)	(— 291)	(— 475)	(— 457)	(— 280)	(— 478)
62. Articles en caoutchouc, non dénommés ailleurs	(— 64)	(— 270)	(— 548)	(— 552)	(— 490)	(— 694)
63. Articles en bois et en liège (sauf les meubles)	(— 311)	(— 122)	(— 139)	(— 96)	(+ 171)	(+ 193)
64. Papier et ses applications	(— 876)	(— 1 437)	(— 1 528)	(— 1 748)	(— 1 564)	(— 1 980)
65. Fils, tissus, articles confectionnés en textiles et articles similaires	(+ 9 189)	(+ 9 618)	(+ 11 486)	(+ 11 615)	(+ 13 847)	(+ 13 747)
66. Articles en matières minérales autres qu'en métaux, non dénommés ailleurs	(+ 3 144)	(+ 5 946)	(+ 5 307)	(+ 5 972)	(+ 6 970)	(+ 6 332)
67. Fonte, fer et acier	(+ 21 885)	(+ 32 610)	(+ 41 291)	(+ 35 422)	(+ 36 549)	(+ 35 783)
68. Métaux non ferreux	(+ 3 144)	(+ 3 848)	(+ 2 156)	(+ 2 084)	(+ 1 077)	(+ 3 521)
69. Articles manufacturés en métal	(+ 2 721)	(+ 3 662)	(+ 4 376)	(+ 1 916)	(+ 1 975)	(+ 1 550)
7. Machines et matériel de transport	— 6 763	— 10 819	— 15 743	— 16 615	— 18 357)	— 19 786
71. Machines non électriques	(— 5 213)	(— 5 344)	(— 6 361)	(— 6 604)	(— 8 086	(— 10 418)
72. Machines et appareils électriques	(+ 46)	(— 1 018)	(— 1 384)	(— 2 639)	(— 2 521)	(— 2 808)
73. Matériel de transport	(— 1 596)	(— 4 456)	(— 7 998)	(— 7 372)	(— 7 750)	(— 6 560)
8. Articles manufacturés divers	— 1 360	— 1 596	— 1 598	— 595	+ 389	+ 570
9. Marchandises diverses non dénommées ailleurs	— 427	+ 770	+ 2 018	+ 4 257	+ 4 309	+ 4 528
Balance générale	**— 8 162**	**— 7 333**	**— 9 082**	**— 14 732**	**— 11 592**	**— 13 644**

Source : Ministère des Affaires économiques et de l'Energie, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documention.

Union Economique Belgo-Luxembourgeoise

Exportations par pays de destination

PAYS DE DESTINATION (a)	Valeur (en milliards de francs)							Pourcentage de la valeur totale						
	1953	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1953	1958	1959	1960	1961	1962	1963
1. Pays-Bas	20,1	31,5	35,0	40,1	45,9	49,3	54,6	17,8	20,7	21,2	21,3	23,4	22,8	22,6
2. Allemagne Occidentale	10,5	17,6	21,8	29,8	30,2	38,2	44,8	9,3	11,6	13,3	15,8	15,4	17,7	18,5
3. France (b)	9,1	16,1	14,9	19,6	22,1	26,8	35,2	8,0	10,6	9,0	10,4	11,2	12,4	14,5
4. Etats-Unis	11,5	14,1	21,8	17,9	18,1	20,7	20,6	10,2	9,3	13,2	9,5	9,2	9,6	8,5
5. Royaume-Uni	8,8	8,7	9,7	10,5	10,3	10,8	13,9	7,8	5,7	5,9	5,5	5,3	5,0	5,7
6. Italie	3,7	3,5	4,3	5,8	6,3	8,6	12,4	3,3	2,3	2,6	3,1	3,2	4,0	5,1
7. Suisse	3,0	4,4	4,5	5,2	5,7	6,5	6,9	2,7	2,9	2,7	2,8	2,9	3,0	2,9
8. Suède	3,9	4,0	4,5	5,5	5,9	4,9	4,8	3,5	2,6	2,7	2,9	3,0	2,3	2,0
9. Danemark	2,5	2,5	2,7	3,5	3,5	3,7	3,2	2,2	1,6	1,6	1,9	1,8	1,7	1,3
10. Congo (Léo) et Rwanda-Burundi	6,6	5,9	4,5	3,1	2,0	2,5	2,5	5,8	3,9	2,7	1,6	1,0	1,2	1,0
11. Norvège	2,0	1,9	1,7	2,1	2,2	2,3	2,2	1,8	1,2	1,0	1,1	1,1	1,1	0,9
12. Canada	1,5	1,7	2,1	2,1	2,2	2,2	2,2	1,4	1,1	1,3	1,1	1,1	1,0	0,9
13. Espagne	0,7	1,0	1,1	1,0	1,3	2,1	1,9	0,6	0,7	0,7	0,5	0,6	1,0	0,8
14. Japon	0,9	0,9	1,1	1,2	1,3	1,2	1,7	0,8	0,6	0,7	0,6	0,7	0,6	0,7
15. Grèce	0,7	1,1	1,0	1,7	1,5	1,5	1,7	0,6	0,7	0,6	0,9	0,8	0,7	0,7
16. Autriche	0,8	1,0	1,3	1,3	1,4	1,7	1,6	0,7	0,7	0,8	0,7	0,7	0,8	0,7
17. Portugal	1,8	1,7	1,5	1,8	2,7	1,1	1,3	1,6	1,1	0,9	1,0	1,4	0,5	0,5
18. Finlande	0,7	1,0	1,1	1,6	1,4	1,4	1,3	0,6	0,7	0,7	0,8	0,7	0,7	0,5
19. Union Sud-Africaine	1,3	1,4	0,9	1,1	1,5	1,0	1,2	1,2	0,9	0,5	0,6	0,8	0,5	0,5
20. Hong-Kong	0,5	0,5	0,6	0,7	0,8	1,0	1,1	0,4	0,3	0,4	0,4	0,4	0,5	0,5
21. Inde	1,0	1,9	0,8	1,2	0,9	0,8	1,1	0,9	1,2	0,4	0,6	0,5	0,4	0,5
22. Venezuela	0,8	1,7	1,7	1,4	1,1	1,2	0,9	0,7	1,1	1,0	0,8	0,6	0,5	0,4
23. Irlande (Rép)	0,5	0,5	0,6	0,6	0,8	0,9	0,9	0,4	0,3	0,4	0,3	0,4	0,4	0,4
24. Australie	0,6	0,8	0,8	1,3	0,8	0,8	0,8	0,5	0,5	0,4	0,7	0,4	0,4	0,3
25. Tchécoslovaquie	0,2	0,6	0,7	1,2	1,3	1,0	0,8	0,2	0,4	0,4	0,6	0,6	0,5	0,3
Autres pays	19,3	26,3	24,1	27,5	25,0	24,0	22,4	17,0	17,3	14,9	14,5	12,8	10,7	9,3
Total	113,0	152,3	164,8	188,8	196,2	216,2	242,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : Ministère des Affaires économiques et de l'Energie, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) Classés d'après le montant des exportations en 1963.
(b) Y compris la Sarre de 1953 à 1958.

Union Economique Belgo-Luxembourgeoise

Principales exportations vers les Etats-Unis

(en millions de francs)

DÉSIGNATION (a)	1953	1957	1958	1959	1960 (b)	1961 (b)	1962 (b)	1963 (b)
V. *Produits minéraux*	**157**	**263**	**157**	**161**	**188**	**205**	**154**	**103**
dont : huiles de goudron, etc.	98	99	76	68	112	142	55	45
VI. *Produits chimiques, etc.*	**806**	**902**	**906**	**1 828**	**1 698**	**1 421**	**1 737**	**1 546**
dont : produits chimiques proprement dits	203	221	196	776	644	334	333	295
engrais	363	122	219	310	348	309	413	393
produits photographiques, etc.	165	498	445	639	620	740	929	824
VIII. *Peaux, cuirs et pelleteries, etc.*	**109**	**97**	**80**	**104**	**94**	**108**	**158**	**159**
dont : pelleteries	93	59	38	57	41	53	91	98
XI. *Matières textiles et ouvrages*	**1 886**	**2 192**	**1 781**	**2 504**	**2 503**	**2 248**	**2 853**	**2 663**
dont : soie artificielle	278	248	228	262	117	71	87	132
laine, etc.	642	952	708	1 249	549	402	504	596
coton, etc.	272	193	150	169	198	216	349	296
lin, etc.	525	581	483	587	677	556	210	255
vêtements, linge, etc.	90	77	77	105	86	79	83	133
XIII. *Ouvrages en pierres, céramiques, verre, etc.*	**582**	**823**	**888**	**1 519**	**1 390**	**1 228**	**1 437**	**1 183**
dont : verre et ouvrages en verre	557	792	832	1 354	1 243	1 129	1 282	972
XIV. *Perles fines, pierres précieuses, etc.*	**1 459**	**2 763**	**3 087**	**4 185**	**3 435**	**3 628**	**3 320**	**3 798**
XV. *Métaux communs et ouvrages*	**5 583**	**4 850**	**5 961**	**9 803**	**6 768**	**7 200**	**8 715**	**8 787**
dont : fer, fonte, acier	3 736	3 363	4 368	7 800	5 454	5 741	6 865	6 906
étain	930	406	352	95	146	75	243	36
zinc	191	413	202	71	59	145	215	191
métaux rares	469	229	428	800	402	530	618	498
XVI. *Machines, matériel électrique*	**271**	**413**	**254**	**344**	**194**	**519**	**521**	**553**
Machines et appareils	233	331	156	286	137	444	359	416
Matériel électrique	38	82	98	58	57	75	162	137
XVII. *Matériel de transport*	**11**	**68**	**196**	**470**	**498**	**328**	**306**	**376**
XIX. *Armes et munitions*	**256**	**330**	**303**	**346**	**394**	**351**	**367**	**410**
Total ...	**11 120**	**12 501**	**13 613**	**21 264**	**17 162**	**17 236**	**19 568**	**19 578**
Autres postes	**424**	**412**	**463**	**522**	**729**	**819**	**1 128**	**976**
Total des exportations ...	**11 544**	**13 113**	**14 076**	**21 786**	**17 891**	**18 055**	**20 696**	**20 554**

(a) Sections et chapitres du Tarif douanier.

(b) Les données de 1960, 1961, 1962 et 1963 ne sont plus exactement comparables avec celles des années précédentes.

Source : Institut National de Statistique.

Union Economique Belgo-Luxembourgeoise

Importations par pays de provenance

PAYS DE PROVENANCE (a)	Valeur (en milliards de francs)							Pourcentage de la valeur totale						
	1953	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1953	1958	1959	1960	1961	1962	1963
1. Allemagne Occidentale	14,9	26,8	28,1	33,7	37,6	42,6	49,2	12,3	17,1	16,4	17,0	17,9	18,7	19,3
2. France (b)	13,4	18,1	21,6	26,9	31,1	33,2	38,5	11,1	11,6	12,6	13,6	14,7	14,6	15,1
3. Pays-Bas	16,6	24,6	27,1	29,4	32,3	33,7	37,7	13,7	15,7	15,8	14,8	15,3	14,8	14,7
4. Etats-Unis	12,4	15,5	16,2	19,6	18,7	22,6	23,6	10,3	9,9	9,4	9,9	8,9	9,9	9,2
5. Royaume-Uni	11,0	11,6	14,3	14,6	15,9	18,4	12,1	9,0	7,4	8,3	7,4	7,6	8,1	8,3
6. Italie	1,8	3,4	4,0	4,7	5,8	6,7	8,8	1,5	2,2	2,3	2,4	2,8	2,9	3,4
7. Congo (Léo) et Rwanda-Burundi	9,1	8,3	9,8	13,3	11,3	9,2	8,3	7,5	5,3	5,8	6,7	5,4	4,0	3,2
8. Suède	3,9	4,8	4,7	6,0	6,6	6,0	6,7	3,2	3,1	2,7	3,0	3,1	2,6	2,6
9. Suisse	3,0	3,2	3,2	3,6	3,4	3,8	4,1	2,5	2,0	1,9	1,8	1,6	1,7	1,6
10. Iran	0,1	3,5	2,7	2,2	2,6	1,6	3,6	—	2,2	1,6	1,1	1,2	0,7	1,4
11. Argentine	2,4	2,2	2,4	2,3	2,4	3,5	3,3	2,0	1,4	1,4	1,2	1,1	1,5	1,3
12. Koweit	2,0	1,8	1,0	0,8	0,2	1,0	3,0	1,7	1,2	0,6	0,4	0,1	0,4	1,2
13. Australie	3,6	2,7	2,9	2,8	2,8	2,9	2,9	3,0	1,7	1,7	1,4	1,4	1,3	1,1
14. Canada	2,9	2,2	2,3	2,4	2,7	2,6	2,7	2,4	1,4	1,3	1,2	1,3	1,1	1,1
15. Union Sud-Africaine	0,8	1,4	1,6	1,9	2,0	2,7	2,7	0,7	0,9	0,9	1,0	0,9	1,2	1,1
16. U.R.S.S.	0,8	1,3	1,6	1,4	1,8	2,3	2,6	0,7	0,8	0,9	0,7	0,8	1,0	1,0
17. Finlande	0,8	1,5	1,7	1,9	2,2	2,0	2,1	0,7	1,0	1,0	1,0	1,0	0,9	0,8
18. Vénézuela	0,4	1,2	0,8	0,7	1,0	1,2	2,0	0,3	0,8	0,5	0,4	0,5	0,5	0,8
19. Japon	0,4	1,0	1,0	1,0	1,2	1,7	1,8	0,3	0,6	0,6	0,5	0,6	0,8	0,7
20. Irak	1,1	0,4	2,0	2,4	2,4	2,6	1,5	0,8	0,2	1,1	1,2	1,1	1,1	0,6
21. Brésil	1,5	0,9	1,2	1,3	1,3	1,4	1,4	1,2	0,6	0,7	0,7	0,6	0,6	0,5
22. Pérou	0,4	0,5	0,5	1,4	1,6	1,4	1,3	0,3	0,3	0,3	0,7	0,7	0,6	0,5
Autres pays	17,8	19,5	21,4	23,6	24,1	24,7	26,7	14,8	12,6	12,2	11,9	11,4	10,0	10,5
Total ...	**121,1**	**156,4**	**172,1**	**197,9**	**211,0**	**227,8**	**255,6**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**

Source : Ministère des Affaires économiques et de l'Energie, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) Classés d'après le montant des importations en 1963.
(b) Y compris la Sarre de 1953 à 1958.

Union Economique Belgo-Luxembourgeoise

Principales importations en provenance des Etats-Unis

(en millions de francs)

DÉSIGNATION (a)	1953	1959	1960 (b)	1961 (b)	1962 (b)	1963 (b)
II. *Produits du règne végétal*	**2 261**	**4 029**	**3 627**	**3 176**	**4 661**	**3 890**
dont : fruits comestibles	368	254	203	312	282	314
céréales	1 735	3 112	2 533	2 269	3 473	2 776
graines, etc.	103	583	800	536	804	702
III. *Corps gras*	**288**	**148**	**263**	**123**	**69**	**82**
IV. *Produits des industries alimentaires*	**794**	**1 038**	**1 057**	**993**	**1 146**	**1 243**
dont : cacao et ses préparations	52	8	10	5	9	3
préparations de légumes, etc.	142	292	274	285	307	325
tabacs	492	424	465	460	399	463
V. *Produits minéraux*	**1 356**	**1 554**	**1 371**	**1 234**	**1 393**	**2 328**
dont : sel, soufre, etc.	78	142	146	139	168	161
combustibles, etc.	1 167	1 272	1 112	1 018	1 193	2 095
VI. *Produits chimiques, etc.*	**942**	**1 899**	**2 131**	**1 991**	**1 793**	**2 141**
dont : produits chimiques proprement dits	356	739	1 011	1 035	978	1 258
produits pharmaceutiques	237	712	674	515	418	524
extraits tannants	179	250	195	150	149	151
savons, bougies, etc.	70	71	71	72	97	101
VIII. *Peaux, cuirs, pelleteries, etc.*	**121**	**153**	**203**	**253**	**202**	**264**
IX. *Bois, liège et ouvrages*	**84**	**31**	**80**	**66**	**55**	**73**
dont : bois et ouvrages	83	30	79	65	54	72
X. *Papier et ses applications*	**108**	**260**	**342**	**350**	**333**	**381**
Matières premières	15	108	165	166	158	193
Carton et papier, ouvrages	62	117	136	139	129	142
Livres	31	35	41	45	46	46
XI. *Matières textiles et ouvrages*	**1 171**	**1 078**	**2 030**	**2 078**	**1 521**	**1 419**
dont : soie artificielle, etc.	112	141	243	383	456	418
coton	924	585	1 560	1 422	798	746
bonneterie	12	15	14	16	18	18
vêtements, lingerie, etc.	49	52	42	43	46	42
XIV. *Pierres précieuses, etc.*	**209**	**484**	**575**	**750**	**777**	**1 463**
XV. *Métaux et ouvrages en métal*	**809**	**437**	**938**	**670**	**827**	**1 219**
dont : fer, acier, etc.	512	220	384	340	418	676
plomb	211	67	53	35	35	22
XVI. *Machines, matériel électrique*	**2 066**	**1 948**	**2 869**	**3 558**	**5 752**	**5 241**
Machines et appareils	1 556	1 419	2 333	2 950	4 034	3 641
Matériel électrique	510	530	536	608	1 236	1 174
XVII. *Matériel de transport*	**1 572**	**1 911**	**2 943**	**2 188**	**2 479**	**2 022**
dont : automobiles, cycles, etc.	1 273	1 149	1 266	1 134	1 369	1 297
XVIII. *Instruments et appareils scientifiques*	**195**	**394**	**380**	**461**	**728**	**1 031**
dont : appareils d'optique, etc.	116	234	215	314	556	817
Total	**11 976**	**15 364**	**18 809**	**17 891**	**21 736**	**22 797**
Autres postes	**462**	**888**	**742**	**849**	**817**	**800**
Total des importations	**12 438**	**16 252**	**19 551**	**18 740**	**22 553**	**23 597**

Source : Institut National de Statistique.

(a) Sections et chapitres du Tarif douanier.
(b) Les données de 1960, 1961, 1962 et 1963 ne sont plus exactement comparables avec celles des années précédentes.

Union Economique Belgo-Luxembourgeoise

Importations, exportations et balance commerciale apparente par zone monétaire en 1962 et 1963 (a)

(en millions de francs)

ZONE MONÉTAIRE	1962			1963		
	Importations (c. i. f.)	Exportations (f. o. b.)	Solde	Importations (c. i. f.)	Exportations (f. o. b.)	Solde
I. *Zone dollar*	**31 138**	**27 980**	**— 3 158**	**33 098**	**27 906**	**— 5 192**
1. U.S.A.	22 553	20 696	— 1 857	23 597	20 554	— 3 043
2. Canada	2 588	2 159	— 429	2 706	2 177	— 529
3. Autres pays (b)..	5 997	5 125	— 872	6 796	5 175	— 1 621
II. *Zone A.M.E.*	**169 540**	**170 016**	**+ 476**	**192 897**	**197 641**	**+ 4 744**
III. *Europe orientale* (c) .	**7 379**	**6 037**	**— 1 342**	**8 084**	**5 542**	**— 2 541**
IV. *Congo(Léo) et Rwanda-Burundi*	**9 167**	**2 511**	**— 6 656**	**8 509**	**2 468**	**— 6 041**
V. *Autres Républiques d'Amérique latine* ..	**5 863**	**3 013**	**— 2 850**	**5 940**	**2 050**	**— 3 891**
1. Argentine	3 511	905	— 2 606	3 285	444	— 2 840
2. Brésil	1 382	1 070	— 312	1 372	760	— 612
3. Autres pays (d)..	970	1 038	+ 68	1 284	845	— 439
VI. *Zones diverses* (e) ..	**4 684**	**6 622**	**+ 1 938**	**7 075**	**6 352**	**— 723**
Total général...	**227 771**	**216 179**	**— 11 592**	**225 603**	**241 959**	**— 13 644**

Source : Ministère des Affaires économiques et de l'Energie, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) Afin de permettre la comparaison, les pays ont été groupés sur base de la répartition des zones monétaire à fin 1963.

(b) Japon, Corée, Formose, Philippines, Porto-Rico, etc. Non compris les pays de la Zone V.

(c) Y compris la Tchécoslovaquie et la République Démocratique allemande.

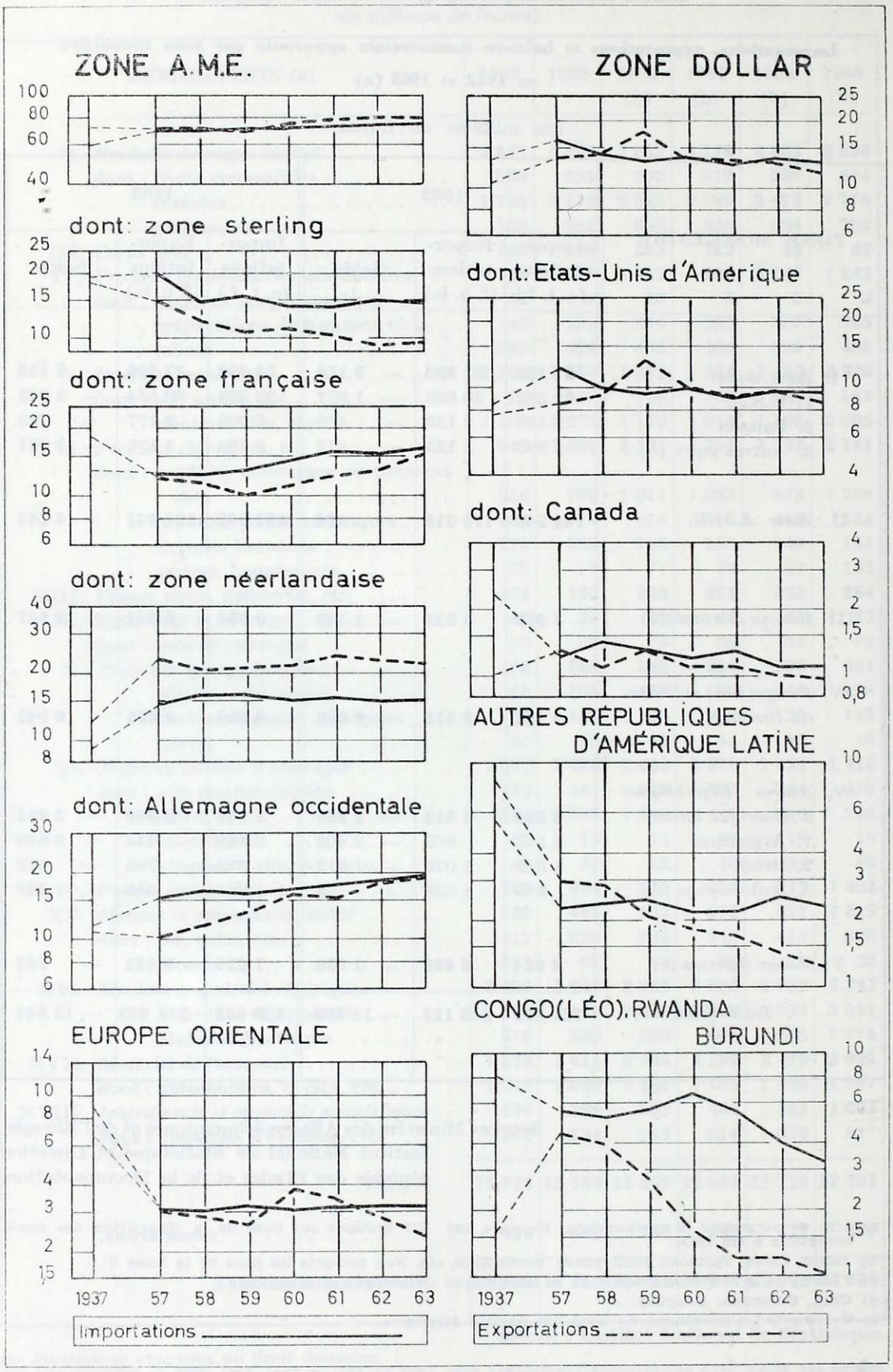
(d) Chili, Colombie, Uruguay.

(e) Y compris les provisions de bord des navires étrangers.

Union Economique Belgo-Luxembourgeoise

Importations et exportations par zone monétaire

(en pour-cent du total)



Source : Ministère des Affaires économiques et de l'Energie, Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Union Economique Belgo-Luxembourgeoise

Evolution des échanges avec les pays de l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques

(en millions de francs)

PAYS	1962			1963		
	Importations (c.i.f.)	Exportations (f.o.b.)	Solde	Importations (c.i.f.)	Exportations (f.o.b.)	Solde
1. *Communauté Economique Européenne*	**116 196**	**122 920**	**+6 724**	**134 220**	**147 113**	**+12 893**
Pays-Bas	33 666	49 309	+15 643	37 696	54 648	+ 16 952
Allemagne Occidentale	42 565	38 184	— 4 381	49 226	44 801	— 4 425
France	33 246	26 824	— 6 422	38 461	35 248	— 3 213
Italie	6 719	8 603	+ 1 884	8 836	12 416	+ 3 580
2. *Association Européenne de Libre-Echange*	**31 682**	**31 004**	**— 678**	**35 616**	**33 772**	**— 1 844**
Royaume-Uni	18 353	10 807	— 7 546	21 071	13 877	— 7 194
Norvège	973	2 319	+ 1 346	1 002	2 178	+ 1 176
Suède	6 005	4 910	— 1 095	6 674	4 766	— 1 908
Danemark	914	3 703	+ 2 789	1 049	3 203	+ 2 154
Portugal	587	1 081	+ 494	649	1 256	+ 607
Suisse	3 830	6 486	+ 2 656	4 143	6 886	+ 2 743
Autriche	1 020	1 698	+ 678	1 027	1 607	+ 580
3. *Pays de l'Amérique du Nord*	**25 141**	**22 855**	**— 2 286**	**26 303**	**22 731**	**— 3 571**
Etats-Unis	22 553	20 696	— 1 857	23 597	20 554	— 3 043
Canada	2 588	2 159	— 429	2 706	2 177	— 529
4. *Autres pays O.C.D.E.*	**2 167**	**5 090**	**+ 2 923**	**2 179**	**5 289**	**+ 3 109**
Grèce	126	1 465	+ 1 339	196	1 703	+ 1 507
Irlande	122	925	+ 803	150	918	+ 768
Islande	15	77	+ 62	14	168	+ 154
Turquie	782	565	— 217	709	637	— 72
Espagne	1 122	2 058	+ 936	1 111	1 863	+ 752
Total O.C.D.E.	**175 186**	**181 869**	**+ 6 683**	**198 319**	**208 906**	**+ 10 587**

Source : Ministère des Affaires économiques et de l'Energie, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Union Economique Belgo-Luxembourgeoise

Soldes de la balance commerciale par zone monétaire (a)

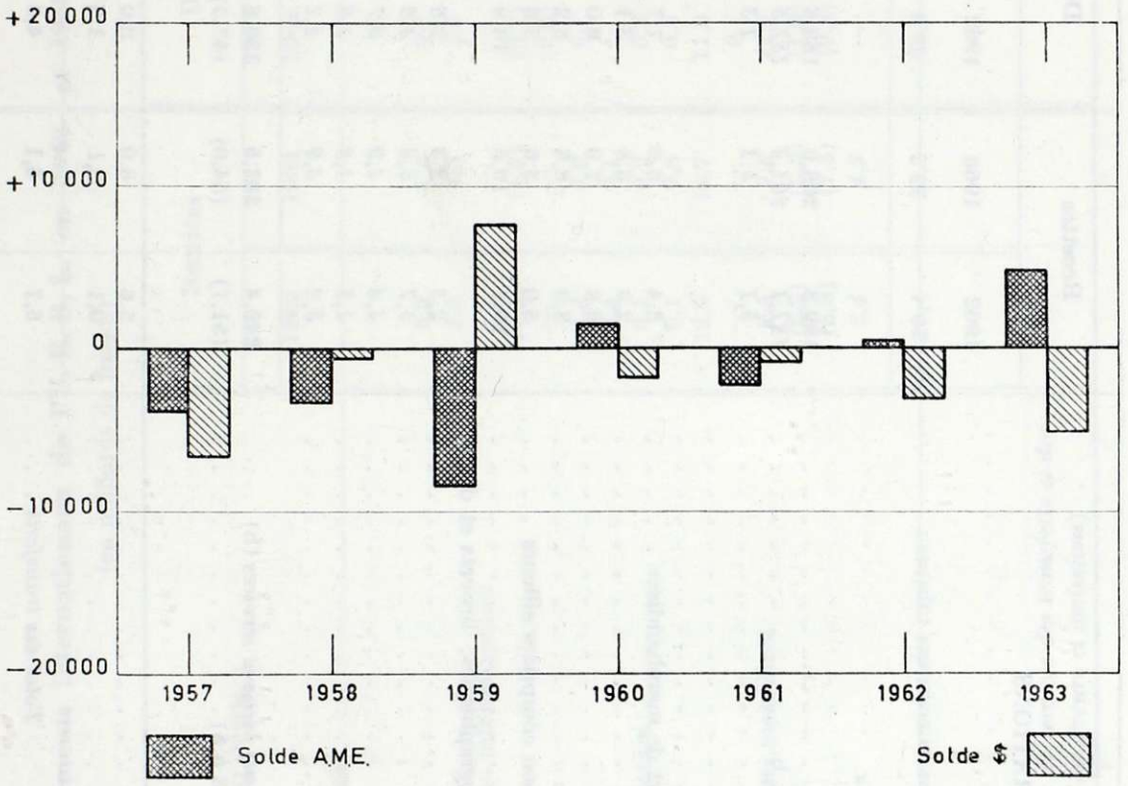
(en pourcentage du total des importations)

ZONE MONÉTAIRE	1953	1959	1960	1961	1962	1963
I. *Zone dollar*	— 1,9	+ 4,4	— 0,9	— 0,4	— 1,4	— 2,0
1. U. S. A.	— 0,8	+ 3,2	— 0,6	— 0,3	— 0,8	— 1,2
2. Canada	— 1,1	—	— 0,2	— 0,2	— 0,2	— 0,2
3. Autres pays (b)	—	+ 1,3	— 0,1	+ 0,1	— 0,4	— 0,6
II. *Zone monétaire des pays membres de l'Accord Monétaire Européen* (c)	— 4,1	— 4,9	+ 0,8	— 1,1	+ 0,2	+ 1,9
1. Zone sterling	— 6,5	— 5,7	— 3,7	— 4,2	— 6,3	— 5,5
dont : Royaume-Uni	(— 1,8)	(— 2,7)	(— 2,1)	(— 2,6)	(— 3,3)	(— 4,6)
Australie	(— 2,5)	(— 1,2)	(— 0,7)	(— 1,0)	(— 0,9)	(— 0,8)
2. Zone monétaire française	— 3,0	— 4,9	— 3,7	— 4,7	— 3,3	— 1,8
dont : France	(— 3,6)	(— 4,0)	(— 3,7)	(— 4,3)	(— 2,8)	(— 1,3)
3. Zone monétaire néerlandaise	+ 2,7	+ 4,6	+ 5,6	+ 6,6	+ 6,8	+ 6,5
dont : Pays-Bas	(+ 2,9)	(+ 4,5)	(+ 5,4)	(+ 6,5)	(+ 6,9)	(+ 6,6)
4. Danemark	+ 1,2	+ 1,0	+ 1,4	+ 1,3	+ 1,2	+ 0,8
5. Norvège	+ 0,8	+ 0,5	+ 0,6	+ 0,6	+ 0,6	+ 0,5
6. Suède	—	+ 0,1	— 0,2	— 0,3	— 0,5	— 0,7
7. Italie	+ 1,5	+ 1,6	— 0,6	+ 0,2	+ 0,8	+ 1,4
8. Suisse	—	+ 0,8	+ 0,8	+ 1,1	+ 1,2	+ 1,1
9. Allemagne Occidentale	— 3,6	— 3,6	— 2,0	— 3,6	— 1,9	— 1,7
10. Grèce, Portugal et Territoires d'Outre-Mer, Autriche, Turquie.	+ 2,8	+ 0,9	+ 1,6	+ 1,8	+ 1,1	+ 1,1
11. Espagne et Territoires d'Outre-Mer	+ 0,1	+ 0,2	—	+ 0,1	+ 0,5	+ 0,2
III. *Europe orientale* (d)	+ 1,3	— 0,6	+ 0,5	— 0,1	— 0,6	— 1,0
IV. *Congo (Léo) et Rwanda-Burundi*	— 2,0	— 3,0	— 5,1	— 4,4	— 2,9	— 2,4
V. *Autres républiques d'Amérique latine*	— 2,8	— 0,5	— 0,5	— 0,6	— 1,3	— 1,5
1. Argentine	— 1,8	— 0,1	— 0,5	— 0,4	— 1,2	— 1,1
2. Brésil	— 0,8	— 0,3	— 0,3	— 0,3	— 0,1	— 0,2
3. Autres pays (e)	— 0,2	—	+ 0,2	+ 0,1	—	— 0,2
VI. *Zones diverses* (f)	+ 2,7	+ 0,2	+ 0,7	— 0,5	+ 0,9	— 0,3
Total général	— 6,7	— 4,3	— 4,5	— 7,0	— 5,1	— 5,3

Source : Ministère des Affaires économiques et de l'Energie, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) Afin de permettre la comparaison, les pays ont été groupés sur base de la répartition des zones monétaires à fin 1963.
(b) Japon, Corée, Formose, Philippines, Porto-Rico, etc. Non compris les pays de la zone V.
(c) L'Espagne est comprise dans le total depuis l'année 1960.
(d) Y compris la Tchécoslovaquie et la République Démocratique allemande.
(e) Chili, Colombie, Uruguay.
(f) Y compris les provisions de bord des navires étrangers.

Solde des balances commerciales de l'U. E. B. L.
avec la zone monétaire des pays membres de l'A.M.E. (a) et la zone dollar
(en millions de francs)



Source . Ministère des Affaires économiques et de l'Energie, Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) L'A. M. E. a remplacé depuis le 27 décembre 1958 l'U. E. P.

Balance des paiements internationaux de l'U. E. B. L. en 1962 et 1963 (a)

(en milliards de francs)

NATURE DES OPÉRATIONS	Recettes		Dépenses		Solde	
	1962	1963	1962	1963	1962	1963
A. *Transactions sur biens et services :*						
1. Opérations sur marchandises	189,3	208,9	188,8	211,5	+ 0,5	— 2,6
a) Exportations et importations f. o. b.	*181,1*	*201,4*	*187,5*	*209,7*	*— 6,4*	*— 8,3*
b) Travail à façon	*5,1*	*5,1*	*1,3*	*1,8*	*+ 3,8*	*+ 3,3*
c) Opérations d'arbitrage					*+ 3,1*	*+ 2,4*
2. Or non monétaire					— 0,5	— 0,7
3. Frets et assurances pour le transport de marchandises	8,4	8,6	7,7	8,9	+ 0,7	— 0,3
4. Autres frais de transport	2,9	3,8	3,1	3,0	— 0,2	+ 0,8
5. Déplacements à l'étranger	6,8	7,9	9,0	11,1	— 2,2	— 3,2
6. Revenus d'investissements	8,9	8,6	8,2	9,2	+ 0,7	— 0,6
7. Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs	5,0	5,6	5,6	7,0	— 0,6	— 1,4
8. Autres services	19,1	19,5	13,9	15,4	+ 5,2	+ 4,1
a) Redevances pour films cinématographiques, brevets et droits d'auteur	*2,3*	*2,3*	*2,6*	*3,1*	*— 0,3*	*— 0,8*
b) Courtages et commissions	*5,7*	*6,6*	*4,6*	*5,4*	*+ 1,1*	*+ 1,2*
c) Ouvriers frontaliers	*4,4*	*4,9*	*0,7*	*0,9*	*+ 3,7*	*+ 4,0*
d) Primes et indemnités d'assurances	*1,5*	*1,8*	*1,8*	*1,9*	*— 0,3*	*— 0,1*
e) Divers	*5,2*	*3,9*	*4,2*	*4,1*	*+ 1,0*	*— 0,2*
Total des transactions sur biens et services (b)	**240,4**	**262,9**	**236,8**	**266,8**	**+ 3,6**	**— 3,9**
(dont : services = 3 à 8)	(51,1)	(54,0)	(47,5)	(54,6)	(+ 3,6)	(— 0,6)
B. *Transferts :*						
9. Transferts privés	5,6	6,0	3,0	3,5	+ 2,6	+ 2,5
10. Transferts de l'Etat	0,1	0,1	1,5	2,8	— 1,4	— 2,7
Total des transferts	**5,7**	**6,1**	**4,5**	**6,3**	**+ 1,2**	**— 0,2**

(suite à la p. 259).

Balance des paiements internationaux de l'U. E. B. L. en 1962 et 1963 (a) (suite)

(en milliards de francs)

NATURE DES OPÉRATIONS	Recettes		Dépenses		Solde	
	1962	1963	1962	1963	1962	1963
C. *Mouvement des capitaux :*						
11. Etat	6,9	7,5	9,7	5,5	— 2,8	+ 2,0
a) Long terme	*1,5*	*4,5*	*3,0*	*1,8*	— *1,5*	+ *2,7*
— Participation à des organismes internationaux	—	—	—	—	—	—
— Prêts et emprunts	(1,5)	(4,5)	(0,7)	(0,4)	(+ 0,8)	(+ 4,1)
— Amortissements	—	—	(2,3)	(1,4)	(— 2,3)	(— 1,4)
b) Court terme	*5,4*	*3,0*	*6,7*	*3,7*	— *1,3*	— *0,7*
12. Autres pouvoirs publics	0,4	0,1	—	—	+ 0,4	+ 0,1
13. Organismes paraétatiques d'exploitation	0,1	0,2	0,2	0,3	— 0,1	— 0,1
14. Organismes paraétatiques de crédit	0,1	0,8	0,8	0,1	— 0,7	+ 0,7
15. Autres	12,9	14,7	11,9	14,1	+ 1,0	+ 0,6
a) Court terme recensé	—	—	*0,2*	—	— *0,2*	—
b) Transactions identifiées en valeurs mobilières	*9,5*	*9,8*	*11,7*	*14,1*	— *2,2*	— *4,3*
— belges	(2,7)	(2,3)	(1,9)	(1,5)	(+ 0,8)	(+ 0,8)
— étrangères	(6,8)	(7,5)	(9,8)	(12,6)	(— 3,0)	(— 5,1)
c) Autres mouvements des capitaux	*3,4*	*4,9*	—	—	+ *3,4*	+ *4,9*
Total du mouvement des capitaux	**20,4**	**23,3**	**22,6**	**20,0**	**— 2,2**	**+ 3,3**
D. *Erreurs et omissions*					**+ 1,4**	**+ 0,6**
Solde global des transactions sur biens et services des transferts et des mouvements des capitaux (y compris les erreurs et omissions)					**+ 4,0**	**— 0,2**

(suite à la p. 260).

Balance des paiements internationaux de l'U. E. B. L. en 1962 et 1963 (a) (suite)

(en milliards de francs)

NATURE DES OPÉRATIONS	Recettes		Dépenses		Solde	
	1962	1963	1962	1963	1962	1963
E. *Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires :*						
1. Banque Nationale de Belgique					— 1,7	+ 11,2
— Encaisse-or					*+ 5,9*	*+ 0,3*
— Créance sur l'U.E.P.					*— 0,1*	*— 0,2*
— Monnaies convertibles					*— 7,6*	*+ 8,7*
— Autres avoirs et engagements (c)					*— 1,3*	*+ 2,1*
— Acceptations en francs belges représentatives d'exportations					*+ 1,4*	*+ 0,3*
2. Organismes publics belges					— 0,2	— 1,2
3. Banques de dépôts belges (d)					+ 4,6	— 9,1
4. Créances nettes des organismes monétaires luxembourgeois sur l'étranger (d)					+ 1,3	— 1,1
Total					**+ 4,0**	**— 0,2**

Source : Banque Nationale de Belgique.

(a) Chiffres provisoires. Pour les données définitives et des détails complémentaires, cf « La balance des paiements de l'Union Economique Belgo Luxembourgeoise en 1963 » *(Bulletin d'Information et de Documentation, Banque Nationale de Belgique,* XXXIX^e année, vol. I, n° 5, mai 1964).
(b) Y compris en recettes le solde positif des opérations d'arbitrage et en dépenses le solde négatif de l'or non monétaire.
(c) Y compris la participation au F. M. I. qui a diminué de 1,3 milliard en 1962 et qui s'est accrue de 0,4 milliard en 1963.
(d) Depuis le 3e trimestre de 1963, l'évolution de l'ensemble des avoirs nets des résidents luxembourgeois auprès des banques belges est recensée comme engagement sous la rubrique 3 et et comme créance sous la rubrique 4.

II

UNION ÉCONOMIQUE BELGO-NÉERLANDO-LUXEMBOURGEOISE

(BENELUX)

Grand-Duché du Luxembourg . . . . . p. 263 à 265
Pays-Bas . . . . . p. 266 à 270
Echanges commerciaux entre l'U.E.B.L. et les Pays-Bas . p. 271 à 273

Grand-Duché de Luxembourg

Indices de la production industrielle (a)

BRANCHE INDUSTRIELLE	1937/1938 = 100					
	1958	1959	1960	1961	1962	1963
Industries extractives	**96**	**91**	**95**	**99**	**86**	**91**
Extraction de minerai de fer	103	101	108	116	101	110
Extraction de pierre	78	64	63	57	49	44
Industries manufacturières	**163**	**173**	**189**	**193**	**185**	**185**
Industrie des denrées alimentaires	82	81	80	84	89	94
Boissons et industrie du tabac	287	338	375	411	338	353
Industrie textile	64	53	49	46	42	34
Fabrication de chaussures et d'articles d'habillement	68	64	65	73	71	72
Industrie du bois	114	94	89	89	75	63
Industrie du meuble et de l'ameublement	70	65	55	52	66	63
Impression et édition	133	134	134	134	140	142
Industries chimique et parachimique	164	144	166	172	172	174
Industrie des produits minéraux non métalliques	201	199	219	241	250	238
Industrie sidérurgique	166	180	199	201	193	194
Transformation des métaux	133	129	129	130	127	123
Electricité, gaz	**213**	**225**	**245**	**251**	**245**	**298**
Energie électrique	239	254	281	290	280	352
Production et distribution de gaz	144	145	148	147	150	154
Indice général	**159**	**168**	**184**	**188**	**180**	**182**

Source : Service central de la Statistique et des Etudes économiques du Grand-Duché de Luxembourg.

(a) Indices bruts

Grand-Duché de Luxembourg

Production sidérurgique

Données mensuelles

PÉRIODE	Nombre de hauts fourneaux à feu	Quantité (en milliers de tonnes)			Indice pondéré global (1937/1938 = 100)
		Fonte	Acier	Laminés et demi-produits	
1958	**28**	**273,8**	**281,6**	**222,9**	**166**
1959	**29**	**287,0**	**305,2**	**245,5**	**180**
1960	**30**	**315,5**	**340,3**	**271,2**	**199**
1961	**30**	**319,5**	**342,7**	**274,2**	**201**
1962	**29**	**299,7**	**334,2**	**266,1**	**193**
1963	**26**	**298,9**	**336,0**	**267,7**	**194**
1963 Janvier	28	305,4	341,7	266,0	196
Février	28	274,5	314,5	244,0	179
Mars	26	294,0	328,5	266,7	192
Avril	26	287,1	330,3	268,8	192
Mai	26	307,8	342,6	276,7	200
Juin	27	294,0	325,0	255,5	188
Juillet	26	313,1	360,9	285,1	207
Août	26	294,4	331,9	262,5	191
Septembre ..	26	303,2	337,7	272,4	197
Octobre	26	307,5	348,0	277,1	201
Novembre ..	26	302,9	337,3	271,2	196
Décembre ..	26	302,9	333,3	266,7	194

Sources : Groupement des Industries sidérurgiques luxembourgeoises.
Service central de la Statistique et des Etudes économiques du Grand-Duché de Luxembourg.

Grand-Duché de Luxembourg

Production agricole

PRODUITS	Unité	1958	1959	1960	1961	1962	1963
Céréales panifiables ..	10^3q.m.	533,3	537,0	578,5	517,4	484,2	577,0
Céréales secondaires ..	»	519,3	576,2	621,3	638,8	656,6	695,0
Legumineuses.....	»	6,9	9,4	17,0	22,8	28,1	26,9
Pommes de terre	»	940,9	1 122,0	1 029,9	992,8	1 194,9	1 143,8
Autres plantes racines	»	1 804,1	820,7	1 977,2	1 396,7	1 001,5	1 051,7
Plantes fourragères (y compris foin et regain)	»	1 950,0	1 731,2	1 567,1	1 975,2	1 427,4	1 810,8
Lait	10^6 kg	184,0	180,0	200,0	200,5	195,4	195,0

Source : Service central de la Statistique et des Etudes économiques du Grand-Duché de Luxembourg.

Grand-Duché de Luxembourg

Indice du coût de la vie

Situation au premier du mois

(1er janvier 1948 = 100)

MOIS	1958	1959	1960	1961	1962	1963
Janvier	131,12	131,12	131,44	132,50	133,43	134,39
Février	130,41	130,61	131,00	132,03	132,82	134,95
Mars	129,39	130,04	130,61	131,22	132,41	134,94
Avril.....	129,76	129,91	130,82	131,27	132,50	134,70
Mai	129,83	129,48	130,72	131,34	132,58	137,23
Juin	130,38	130,72	131,94	132,26	133,41	138,08
Juillet	130,42	131,11	131,50	132,20	133,81	138,02
Août	130,77	132,61	131,51	133,04	133,81	138,42
Septembre	131,40	132,31	132,64	132,87	134,57	139,40
Octobre	130,86	131,37	132,28	132,53	133,49	138,72
Novembre	131,00	131,49	132,44	132,78	133,83	139,11
Décembre	131,04	131,67	132,56	133,09	134,19	139,45
Moyenne annuelle ...	**130,53**	**131,04**	**131,63**	**132,26**	**133,45**	**137,28**

Source : Service central de la Statistique et des Etudes économiques du Grand-Duché de Luxembourg.

Pays-Bas

Formation et utilisation du produit national (a)

(en milliards de florins)

DÉSIGNATION	1958	1959	1960	1961	1962	1963
Formation :						
Production des entreprises privées	26,2	27,9	30,9	31,8	33,6	36,2
Production du secteur public	3,4	3,4	3,8	4,2	4,7	5,2
Revenus nets en provenance de l'étranger	0,4	0,5	0,1	0,3	0,3	0,6
Revenu national (au coût des facteurs)	**29,6**	**31,7**	**34,8**	**36,3**	**38,6**	**42,1**
Impôts indirects moins subsides	2,8	3,3	3,7	4,0	4,4	4,7
Produit national (aux prix du marché)	**32,5**	**35,0**	**38,5**	**40,3**	**43,0**	**46,8**
Solde de la balance des paiements (transactions courantes) (b)	—1,6	—1,8	—1,2	—0,6	—0,3	—0,4
Total des moyens disponibles	**30,9**	**33,2**	**37,3**	**39,7**	**42,7**	**46,4**
Utilisation :						
Consommation privée	21,1	22,0	23,9	25,3	27,5	30,1
Dépenses du secteur public	5,2	5,1	5,7	6,2	7,0	7,8
Investissements nets des entreprises	3,3	4,1	4,7	5,3	5,7	5,8
Investissements nets du secteur public	1,2	1,4	1,5	1,7	1,7	2,2
Stocks et fabrications en cours	0,1	0,6	1,5	1,2	0,9	0,5
Total des dépenses nationales	**30,9**	**33,2**	**37,3**	**39,7**	**42,7**	**46,4**

Source : Centraal Bureau voor de Statistiek

(a) Prix courants.
(b) — surplus; + déficit.

Pays-Bas

Nombre de chômeurs

ANNÉE	Total	Chômeurs (ouvriers A.W. exclus)	Ouvriers A.W. inscrits (a)	Hommes	Femmes
1957	52 000	41 400	10 600	47 900	4 100
1958	97 700	81 500	16 200	91 300	6 400
1959	76 800	63 000	13 800	71 300	5 500
1960	48 900	41 300	7 600	44 400	4 500
1961	35 400	31 300	4 100	31 400	4 000
1962	33 100	30 300	2 800	28 700	4 400
1963	33 700	31 900	1 800	29 700	4 000

Source : Centraal Bureau voor de Statistiek.

(a) Les ouvriers A.W. (Aanvullende Werken) sont les chômeurs mis au travail par les services publics. Ces statistiques reprennent en outre les chômeurs dont l'inactivité résulte du gel, les malades, les ouvriers indemnisés pour cause d'accident, ainsi qu'un certain nombre de personnes ayant trouvé du travail, sans que les bureaux de travail en aient été avisés en temps utile.

Pays-Bas

Indices de la production et de l'emploi dans l'industrie (a)

(1958 = 100)

PÉRIODE	Production	Emploi (b)	Production par travailleur
1955	94	99	94
1956	98	101	96
1957	100	103	97
1958	100	100	100
1959	109	101	108
1960	121	104	117
1961	126	106	119
1962	133	108	123
1963	139	109	128
1963 : 1er trimestre	130	109	119
2e trimestre	138	108	128
3e trimestre	137	108	127
4e trimestre	151	109	138

Source : Centraal Bureau voor de Statistiek.

(a) Industrie de la construction non comprise.
(b) Les indices trimestriels sont des moyennes de la situation au début et à la fin du trimestre; l'indice annuel se calcule à partir des quatre indices trimestriels.

Pays-Bas

Indices de la production par industrie

(1958 = 100)

INDUSTRIE	1958	1959	1960	1961	1962	1963
Matériaux de construction et terre cuite	100	111	120	124	129	130
Industrie chimique (produits pétroliers compris)	100	109	128	132	149	159
Cuir, caoutchouc	100	118	126	134	135	138
Exploitation minière	100	103	110	114	110	110
Produits métalliques	100	113	130	136	145	150
Papier	100	112	126	131	135	151
Textile	100	111	119	122	123	135
Gaz, électricité et eau	100	109	118	126	142	159
Produits alimentaires, boissons et tabac	100	103	111	113	116	121
Indice général de l'industrie ...	**100**	**109**	**121**	**126**	**133**	**139**

Source : Centraal Bureau voor de Statistiek.

Pays-Bas

Commerce extérieur

(en millions de florins)

PÉRIODE	1958	1959	1960	1961	1962	1963
	IMPORTATIONS					
1er trimestre	3 316	3 436	4 217	4 829	4 990	5 054
2e trimestre	3 417	3 768	4 208	4 579	4 773	5 336
3e trimestre	3 342	3 720	4 228	4 425	4 703	5 314
4e trimestre	3 699	4 045	4 564	4 819	4 892	5 897
Année....	**13 774**	**14 968**	**17 217**	**18 652**	**19 358**	**21 601**
	EXPORTATIONS					
1er trimestre	2 924	3 083	3 713	4 020	4 042	4 115
2e trimestre	2 901	3 331	3 663	3 688	4 044	4 549
3e trimestre	3 071	3 362	3 791	3 920	4 032	4 543
4e trimestre	3 331	3 927	4 138	4 084	4 478	4 756
Année...	**12 227**	**13 703**	**15 305**	**15 712**	**16 596**	**17 963**
	SOLDE					
1er trimestre	— 392	— 353	— 504	— 809	— 948	— 939
2e trimestre	— 516	— 435	— 545	— 891	— 729	— 787
3e trimestre	— 271	— 357	— 437	— 505	— 671	— 771
4e trimestre	— 398	— 118	— 426	— 735	— 414	— 1 141
Année...	**— 1 547**	**— 1 262**	**— 1 912**	**— 2 940**	**— 2 762**	**— 3 638**

Source : Centraal Bureau voor de Statistiek.

Pays-Bas

Valeur des importations par pays de provenance

PAYS	1958	1959	1960	1961	1962	1963
	En millions de florins					
U. E. B. L.	2 459	2 747	3 155	3 549	3 804	4 161
Allemagne Occidentale	2 683	3 093	3 712	4 313	4 469	5 244
France	384	537	660	857	908	1 123
Italie	243	272	363	453	531	629
Royaume-Uni	1 017	1 132	1 183	1 335	1 405	1 562
Etats-Unis d'Amérique	1 554	1 651	2 279	2 075	2 199	2 348
	En pourcentage du total					
U. E. B. L.	17,9	18,4	18,3	19,0	19,6	19,3
Allemagne Occidentale	19,5	20,7	21,6	23,1	23,1	24,3
France	2,8	3,6	3,8	4,6	4,7	5,2
Italie	1,8	1,8	2,1	2,4	2,7	2,9
Royaume-Uni	7,4	7,6	6,9	7,2	7,3	7,2
Etats-Unis d'Amérique	11,3	11,0	13,2	11,1	11,4	10,9

Source : Centraal Bureau voor de Statistiek.

Pays-Bas

Valeur des exportations par pays de destination

PAYS	1958	1959	1960	1961	1962	1963
	En millions de florins					
U. E. B. L.	1 830	2 009	2 184	2 373	2 444	2 694
Allemagne Occidentale	2 320	2 955	3 452	3 630	4 025	4 648
France	594	735	902	978	1 101	1 417
Italie	335	370	490	500	597	823
Royaume-Uni	1 455	1 470	1 676	1 564	1 755	1 727
Etats-Unis d'Amérique	688	786	754	702	724	736
	En pourcentage du total					
U. E. B. L.	15,0	14,7	14,3	15,1	14,7	15,0
Allemagne Occidentale	19,0	21,6	22,6	23,1	24,2	25,9
France	4,9	5,4	5,9	6,2	6,6	7,9
Italie	2,7	2,7	3,2	3,2	3,6	4,6
Royaume-Uni	11,9	10,7	10,9	10,0	10,6	9,6
Etats-Unis d'Amérique	5,6	5,7	4,9	4,5	4,4	4,1

Source : Centraal Bureau voor de Statistiek.

Pays-Bas

Réserves de change

(en millions de florins)

ANNÉE	Or	Devises	Total
1956	3 192	672	3 864
1957	2 812	1 120	3 932
1958	3 972	1 496	5 468
1959	4 281	775	5 056
1960	5 487	764	6 251
1961	5 698	371	6 069
1962	5 698	462	6 160
1963	5 570	1 003	6 573

Source : « Nederlandsche Bank », N. V.

Pays-Bas

Salaires et prix

(1958 = 100)

PÉRIODE	Prix de gros	Coût de la vie	Salaires payés
1958	100	100	100
1959	101	101	105
1960	99	104	118
1961	98	105	128
1962	99	108	142
1963	101	112	154
1963 : 1er trimestre	100	111	138
2e trimestre	99	113	161
3e trimestre	100	110	153
4e trimestre	104	112	161

Source : Centraal Bureau voor de Statistiek.

Pays-Bas

Consommation des particuliers

(1958 = 100)

ANNÉE	Valeur	Quantité	Quantité par habitant
1956	92	100	103
1957	98	100	102
1958	100	100	100
1959	106	105	103
1960	115	112	109
1961	122	117	112
1962	130	122	116
1963	143	130	122

Source : Centraal Bureau voor de Statistiek.

Evolution du commerce extérieur de l'U.E.B.L.

Valeur

ANNÉE	Importations			Exportations		
	Total (en milliards de francs)	En provenance des Pays-Bas		Total (en milliards de francs)	Vers les Pays-Bas	
		En milliards de francs	% du total		En milliards de francs	% du total
1952	123,0	16,2	13,2	122,6	18,7	15,3
1953	121,0	16,6	13,7	113,0	20,1	17,8
1954	127,5	17,1	13,4	115,2	24,2	21,0
1955	142,2	18,8	13,2	139,0	28,8	20,7
1956	163,6	21,4	13,1	158,1	34,7	21,9
1957	171,6	24,3	14,2	159,3	36,2	22,7
1958	156,0	24,6	15,8	152,1	31,5	20,7
1959	172,1	27,2	15,8	164,8	35,0	21,2
1960	197,9	29,4	14,9	188,8	40,1	21,3
1961	211,0	32,3	15,3	196,2	45,9	23,4
1962	227,8	33,7	14,8	216,2	49,3	22,8
1963	255,6	37,7	14,7	242,0	54,6	22,6

Source : Institut National de Statistique

Evolution du commerce extérieur des Pays-Bas

Valeur

ANNÉE	Importations			Exportations		
	Total (en millions de florins)	En provenance de l'U.E.B.L.		Total (en millions de florins)	Vers l'U.E.B.L.	
		En millions de florins	% du total		En millions de florins	% du total
1952	8 449	1 451	17,2	8 015	1 251	15,6
1953	9 026	1 556	17,2	8 180	1 266	15,5
1954	10 860	1 841	17,0	9 172	1 293	14,1
1955	12 191	2 205	18,1	10 211	1 411	13,8
1956	14 156	2 680	18,9	10 876	1 543	14,2
1957	15 599	2 816	18,1	11 770	1 826	15,5
1958	13 774	2 459	17,9	12 227	1 830	15,0
1959	14 968	2 747	18,4	13 703	2 009	14,7
1960	17 217	3 155	18,3	15 305	2 184	14,3
1961	18 652	3 549	19,0	15 712	2 373	15,1
1962	19 358	3 804	19,6	16 596	2 444	14,7
1963	21 601	4 161	19,3	17 963	2 694	15,0

Source : Centraal Bureau voor de Statistiek.

Commerce de l'U.E.B.L. avec les Pays-Bas

Répartition d'après le degré de transformation

ANNÉE	Produits alimentaires boissons et tabacs		Matières brutes et combustibles		Produits manufacturés		Total
	En milliards de francs	% de la valeur totale	En milliards de francs	% de la valeur totale	En milliards de francs	% de la valeur totale	En milliards de francs
	IMPORTATIONS						
1956	5,2	24,4	5,1	23,9	11,0	51,7	21,4
1957	5,3	22,2	6,0	24,7	12,9	53,1	24,2
1958	5,2	21,1	5,5	22,4	13,9	56,5	24,6
1959	5,8	21,3	5,2	19,1	16,2	59,6	27,2
1960	5,6	18,9	5,7	19,5	18,1	61,6	29,4
1961	5,8	18,0	6,8	20,9	19,7	61,1	32,3
1962	5,9	17,5	7,4	22,0	20,4	60,5	33,7
1963	6,3	16,7	7,4	19,6	24,0	63,7	37,7
	EXPORTATIONS						
1956	1,1	3,3	4,7	13,7	28,8	83,0	34,7
1957	1,3	3,7	5,1	14,2	29,7	82,1	36,1
1958	1,8	5,7	4,3	13,7	25,2	80,0	31,5
1959	1,9	5,4	4,3	12,3	28,8	82,3	35,0
1960	1,9	4,8	4,1	10,2	34,1	85,0	40,1
1961	2,3	5,0	4,4	9,5	39,2	85,5	45,9
1962	2,8	5,7	4,9	9,9	41,6	84,4	49,3
1963	3,1	5,7	5,5	10,0	46,0	84,3	54,6

Source : Institut National de Statistique.

Commerce de l'U.E.B.L. avec les Pays-Bas

Principaux produits manufacturés répartis par secteur industriel

(en millions de francs)

DÉSIGNATION	Importations				Exportations			
	1961	1961 (a)	1962 (a)	1963 (a)	1961	1961 (a)	1962 (a)	1963 (a)
Industrie métallurgique	**1 170**	**1 152**	**1 389**	**1 947**	**7 167**	**7 151**	**6 830**	**6 947**
Fer et acier	725	725	875	1 288	4 679	4 671	4 629	4 494
Métaux non ferreux	445	427	514	659	2 488	2 480	2 201	2 453
Industrie des fabrications métalliques	**6 895**	**6 894**	**7 277**	**8 349**	**12 998**	**12 999**	**14 581**	**16 084**
Machines	1 792	1 756	1 929	2 555	2 220	2 202	2 801	2 742
Construction électrique	2 856	2 863	2 830	3 252	3 674	3 689	4 214	4 495
Matériel de transport	1 461	1 490	1 657	1 540	5 557	5 561	5 503	6 678
Armes	5	5	39	25	53	53	322	266
Autres articles manufacturés en métal	781	780	822	977	1 494	1 494	1 741	1 903
Industries textiles et du vêtement	**3 926**	**3 901**	**4 103**	**4 476**	**9 820**	**9 753**	**10 479**	**12 323**
Filés	778	778	918	1 247	2 975	2 975	3 136	3 698
Tissus	1 631	1 732	1 754	2 230	3 206	3 236	3 585	4 155
Autres produits textiles	412	305	320	334	1 163	1 070	1 166	1 242
Vêtement	1 105	1 086	1 111	665	2 476	2 472	2 592	3 228
Industries chimiques	**2 021**	**2 018**	**2 149**	**2 547**	**2 234**	**2 233**	**2 320**	**2 634**
Produits chimiques proprement dits	388	385	398	520	622	621	588	578
Engrais manufacturés	42	42	54	33	473	473	508	448
Produits photographiques	45	45	49	108	196	196	201	223
Autres produits chimiques	1 546	1 546	1 648	1 886	943	943	1 023	1 385
Industrie charbonnière	**1 381**	**1 381**	**1 389**	**1 779**	**508**	**508**	**477**	**222**
Dérivés du pétrole	**2 111**	**2 111**	**2 385**	**1 716**	**1408**	**1 408**	**1 535**	**2 359**
Produits alimentaires, boissons et tabacs	**2 463**	**2 463**	**2 600**	**2 870**	**1 595**	**1 595**	**1 866**	**2 239**
Matériaux de construction	**187**	**148**	**140**	**157**	**1 208**	**1 189**	**1 099**	**1 084**
Industrie du verre	**192**	**186**	**208**	**253**	**1 109**	**1 105**	**1 179**	**1 242**
Industrie du papier et du carton	**1 317**	**1 344**	**1 341**	**1 558**	**1 095**	**1 167**	**1 239**	**1 323**

Source : Institut National de Statistique.

(a) Ces données ne sont pas comparables à celles publiées dans les rapports précédents.

RÉPERTOIRE DES FAITS PRINCIPAUX

REPERTOIRE DES FAITS PRINCIPAUX

Agriculture

La loi du 29 mars 1963 (« Moniteur belge » du 9 avril 1963) tend à améliorer la situation économique et sociale de l'agriculture et à promouvoir sa rentabilité. Aux termes de la loi, le Ministre de l'Agriculture présentera aux Chambres législatives, avant le 1er novembre de chaque année, un rapport qui fera apparaître la situation globale de l'agriculture et de l'horticulture par rapport au revenu national et aux autres secteurs de l'activité économique. En outre, le Ministre de l'Agriculture soumettra aux Chambres législatives, dans un délai de six mois, un plan d'investissement tendant notamment à l'amélioration de l'infrastructure de l'agriculture et de l'horticulture, à l'amélioration de la gestion individuelle des exploitations et à la promotion de la production de produits de qualité.

La loi du 4 avril 1963 (« Moniteur belge » du 20 avril 1963) modifie l'arrêté royal du 30 septembre 1937 relatif à la création de l'Institut national de Crédit agricole. Les modifications concernent surtout les engagements financiers qui peuvent être souscrits par l'Institut.

RÉGLEMENTATION

L'arrêté royal du 7 mai 1963 (« Moniteur belge » du 23 mai 1963) porte organisation de la lutte contre les maladies du bétail. Cette lutte est encouragée par l'octroi d'indemnités et de subventions aux associations créées à cet effet, aux membres de ces associations et aux docteurs en médecine vétérinaire agréés, et par la délivrance aux chefs d'exploitations agricoles de certificats attestant que leur cheptel est indemne d'une maladie déterminée. L'arrêté royal du 10 mai 1963 (« Moniteur belge » du 28 mai 1963 ; err. « Moniteur belge » du 26 juin 1963) porte des mesures en vue de la lutte contre la tuberculose bovine.

L'arrêté royal du 1er octobre 1963 (« Moniteur belge » du 11 octobre 1963) modifie celui du 27 avril 1933 relatif à la peste porcine.

L'arrêté royal du 27 février 1963 (« Moniteur belge » du 16 mars 1963) relatif à la distribution des produits laitiers, tend à garantir l'origine et la qualité de ces produits ; l'arrêté soumet la vente de ces produits à une licence ou agréation préalable, fixe les conditions auxquelles les personnes doivent satisfaire pour obtenir cette licence ou agréation et fixe les mesures de contrôle destinées à assurer l'exécution des réglementations prises en ces matières, ainsi que les règles à observer par les personnes assujetties à ces réglementations.

L'arrêté royal du 1er mars 1963 (« Moniteur belge » du 16 mars 1963) modifie l'arrêté ministériel du 1er septembre 1949 instituant un contrôle officiel de la qualité du beurre, déjà modifié par les arrêtés ministériels du 5 avril 1950, du 15 novembre 1951 et du 7 octobre 1960.

L'arrêté royal du 21 août 1963 (« Moniteur belge » du 23 août 1963), modifié par celui du 6 novembre 1963 (« Moniteur belge » du 20 novembre 1963) prescrit le numérotage des emballages de beurre, afin d'éviter la fraude, la falsification et les pratiques qui ont pour effet de nuire aux conditions normales de la concurrence.

L'arrêté royal du 14 novembre 1963 (« Moniteur belge » du 12 décembre 1963) institue, d'après la qualité, un classement officiel en trois catégories du lait et de la crème fournis aux laiteries. Celui du 20 septembre 1962, modifié par l'arrêté royal du 7 novembre 1963, instituant un classement officiel de ces produits en deux catégories, est abrogé.

L'arrêté ministériel du 6 février 1963 (« Moniteur belge » du 26 février 1963) fixe la superficie minimum des pépinières forestières susceptibles d'être soumises au contrôle de l'Office national des débouchés agricoles et horticoles.

L'arrêté ministériel du 4 septembre 1963 (« Moniteur belge » du 25 septembre 1963) fixe la liste des variétés des espèces agricoles, horticoles et forestières, susceptibles d'être soumises au contrôle de l'Office national des débouchés agricoles et horticoles.

L'arrêté royal du 19 novembre 1963 (« Moniteur belge » du 10 décembre 1963) modifie celui du 20 octobre 1958 réglementant le commerce des semences de lin.

L'arrêté royal du 29 mars 1963 (« Moniteur belge » du 3 avril 1963) modifie celui du 17 décembre 1953 relatif à l'importation et à l'exportation des œufs, et dispose que sur tout emballage extérieur d'œufs, une marque de contrôle sera brûlée ou imprimée, garantissant la qualité et la provenance du produit.

L'arrêté royal du 29 mars 1963 (« Moniteur belge » du 3 avril 1963), abroge celui du 18 janvier 1958 relatif aux rétributions dues à l'Office national des débouchés agricoles et horticoles par les exportateurs d'œufs.

L'arrêté royal du 19 juillet 1963 (« Moniteur belge » du 13 août 1963) organise un contrôle sur l'origine, la qualité et le conditionnement du houblon, afin de donner des garanties à l'acheteur de houblon belge.

L'arrêté royal du 20 septembre 1963 (« Moniteur belge » du 27 septembre 1963) modifie celui du 16 novembre 1962 relatif au commerce intérieur de raisins du pays, en ce qui concerne la teneur en sucre que doivent avoir les raisins belges pour pouvoir être mis dans le commerce.

L'arrêté royal du 3 septembre 1963 (« Moniteur belge » du 7 septembre 1963) relatif à l'importation et à l'exportation de volaille abattue, détermine les conditions de qualité et d'emballage auxquelles ce produit doit satisfaire afin de pouvoir être importé ou exporté.

L'arrêté ministériel du 27 septembre 1963 (« Moniteur belge » du 5 octobre 1963) relatif à l'importation et à l'exportation de volaille abattue, modifié par celui du 19 novembre 1963 (« Moniteur belge » du 22 novembre 1963), détermine la marque de contrôle qui doit être apposée, lors de l'importation ou de l'exportation, sur le produit lui-même ou sur son emballage.

SUBVENTIONS ET PRIMES

Par arrêté ministériel du 5 mars 1963 (« Moniteur belge » du 12 mars 1963), une prime de 2.000 francs par hectare de lin est accordée aux producteurs de cette culture sur la base de leur déclaration au recensement agricole du 15 mai 1963 et d'une déclaration spéciale qu'ils sont tenus de faire le 11 mai 1963 au plus tard.

L'arrêté royal du 29 mars 1963 (« Moniteur belge » du 8 mai 1963) relatif à l'amélioration de l'espèce bovine, porte règlement général des subsides aux sociétés d'élevage de bêtes bovines. L'amélioration de la race bovine est recherchée par l'organisation d'expertises officielles et de concours pour animaux approuvés, par l'agréation de sociétés d'élevage et par l'octroi de subventions à ces sociétés.

L'arrêté royal du 9 avril 1963 (« Moniteur belge » du 9 mai 1963) modifie celui du 12 janvier 1952 relatif aux subventions pour l'amélioration des espèces caprine et ovine. La somme qui peut être annuellement consacrée à ce but est fixée à 300.000 francs.

L'arrêté royal du 11 juin 1963 (« Moniteur belge » du 5 juillet 1963) modifie celui du 31 mai 1958 relatif à l'amélioration des espèces avicoles et cunicoles et prévoit qu'une somme de 445.000 francs sera consacrée à ce but pour les années 1963 et 1964.

L'arrêté royal du 3 septembre 1963 (« Moniteur belge » du 19 septembre 1963) modifie celui du 16 mars 1962 relatif à l'amélioration de l'espèce porcine. En vue d'assurer le fonctionnement des stations expérimentales, un subside, calculé d'après le déficit réel accusé par porc testé dans chaque station agréée, peut être alloué à la Fédération nationale des Eleveurs de porcs.

L'arrêté ministériel du 10 juillet 1963 (« Moniteur belge » du 19 juillet 1963) est relatif à l'intervention du Fonds agricole en matière de froment utilisé pour la fabrication de biscottes, biscuits, pâtes alimentaires, aliments diététiques et de bières.

L'arrêté ministériel du 10 juillet 1963 (« Moniteur belge » du 19 juillet 1963), modifié par celui du 16 octobre 1963 (« Moniteur belge » des 1er-2 novembre 1963) est relatif à l'intervention du Fonds agricole en matière de froment, d'avoine et d'orge destinés à certaines fins.

Benelux

Lors de sa réunion du 25 février 1963, le Groupe de travail ministériel, pour les questions sociales et de la santé publique, a arrêté les direc-

tives suivant lesquelles devaient se dérouler les travaux administratifs relatifs à l'abolition des entraves aux échanges, à l'intérieur de Benelux, de denrées alimentaires, lorsque ces entraves résultent de divergences dans les législations sanitaires.

Le 13 mai 1963 a été signé à La Haye l'accord Escaut-Rhin.

Lors de sa réunion du 10 juillet 1963, le Comité des Ministres a créé un Comité Benelux d'experts en médicaments.

Le 23 septembre 1963, le Comité des Ministres a approuvé une classification économique uniforme des dépenses et des recettes des pouvoirs publics, qui sera appliquée à partir de l'exercice budgétaire 1965, et a examiné les principes de la politique à suivre en matière de développement régional, plus particulièrement en ce qui concerne la zone Gand-Terneuzen.

La Convention relative à l'exécution des articles 55 et 56 du Traité d'Union Benelux (libre circulation et établissement sur le territoire des pays partenaires) est entrée en vigueur le 1er octobre 1963. Le « Moniteur belge » du 25 septembre 1963 publie la loi du 29 mai 1962 approuvant cette convention.

A partir du 1er novembre 1963, le principe de la non-discrimination en matière d'adjudication de travaux et d'achats de marchandises est étendu aux organismes régionaux et locaux en Belgique et au Grand-Duché de Luxembourg, ainsi qu'aux pouvoirs publics subordonnés des Pays-Bas. La possibilité de prendre des mesures en cas de disparité importante entre les pays partenaires, dans le domaine des adjudications confiées aux ressortissants d'un pays partenaire, est supprimée : la Convention transitoire prend ainsi fin en ce qui concerne le secteur des adjudications.

Le 25 novembre 1963, le Comité des Ministres a décidé d'arrêter une date repère pour la suppression de toutes les formalités aux frontières communes aux trois pays : il s'agit de la perception de la taxe de transmission, de l'institution d'un territoire douanier commun et de documents douaniers valables pour les trois pays, ainsi que la collecte de données d'ordre statistique et monétaire. Le Comité des Ministres a également approuvé une recommandation invitant les trois gouvernements à adapter, avant le 10 juillet 1964, leur législation en matière d'estampillage de viande fraîche destinée au trafic à l'intérieur de Benelux, aux règlements Benelux proposés.

Il a adressé, au Conseil interparlementaire Benelux, une note relative au développement des régions frontières et plus particulièrement de la zone du canal Gand-Terneuzen, insistant sur l'importance d'une bonne collaboration entre les instances intéressées sur le plan régional et local.

Le Groupe de travail ministériel pour les classes moyennes s'est réuni le 16 décembre 1963. De nouvelles instructions ont été fournies à

la Commission spéciale pour les classes moyennes qui a été chargée de poursuivre l'étude de l'harmonisation des diplômes en vue de faciliter la libre circulation des indépendants exerçant une profession réglementée dans un des trois pays.

Chômage [Voir Travail (Formation professionnelle)]

Commerce extérieur

ACCORDS DE COMMERCE ET DE PAIEMENT

ACCORDS DU BENELUX AVEC :

La République fédérale allemande : à part quelques points de détail, réglés par arrangements bilatéraux, les relations commerciales avec la République fédérale allemande sont régies par les seules stipulations du Traité de Rome et les règlements agricoles.

L'Autriche : l'accord commercial du 29 juin 1957 a été tacitement prorogé d'un an, le 1er avril 1963. Les protocoles additionnels du 24 novembre 1958, du 3 novembre 1960 et du 15 mars 1963 modifient les listes contingentaires.

La Bulgarie : le 1er janvier 1963, l'accord commercial du 19 mars 1960, a été tacitement prorogé d'un an. L'accord de paiement du 19 mars 1960 a été mis en vigueur le 1er avril 1960. Il est valable pour une durée indéterminée et peut être dénoncé moyennant un préavis de trois mois.

Le Danemark : le 1er décembre 1963, l'accord commercial du 28 décembre 1956 a été tacitement reconduit pour un an.

L'Espagne : le 15 avril 1963, l'accord commercial du 2 juin 1960 a été reconduit tacitement pour une période d'un an. Un protocole additionnel, signé le 28 juillet 1961, modifie les listes contingentaires.

La Finlande : le protocole multilatéral en matière de commerce, signé à Helsinki le 16 février 1960, et valable pour un an à partir du 1er janvier 1960, a été prorogé jusqu'au 31 décembre 1964. En vertu de ce protocole, l'accord commercial signé le 8 novembre 1955 par l'U.E.B.L. et la Finlande et venant à terme le 30 juin 1957, a été reconduit.

L'accord de paiement entre l'U.E.B.L. et la Finlande, signé à Helsinki le 8 novembre 1955, est valable pour une durée indéterminée. Il peut être dénoncé moyennant un préavis de trois mois.

La France : l'accord commercial conclu avec ce pays, le 26 mars 1959, reste en vigueur pour une durée illimitée. Sauf pour quelques points de détail, réglés par des arrangements bilatéraux, les relations avec la France sont entièrement régies par le Traité de Rome et par les règlements agricoles.

La Grèce : le 1er février 1963, l'accord commercial, signé le 9 mars 1960, a été tacitement reconduit pour un an.

Le Honduras : l'accord commercial du 30 janvier 1959 a été reconduit tacitement pour une période d'un an, le 25 mai 1963. La clause de la

nation la plus favorisée a perdu toute portée pratique, par suite de la dénonciation, le 14 février 1961, par le Honduras de l'accord tarifaire préférentiel conclu en 1936 avec les U.S.A.

La Hongrie : un accord dit à long terme, a été paraphé le 15 décembre 1962. Il entre en vigueur le 1er janvier 1963 et est valable pour une durée de 3 ans. Les listes contingentaires seront revues chaque année. L'accord de paiement du 28 mars 1959 est valable pour une durée indéterminée à partir du 1er avril 1959.

Israël : l'accord commercial du 29 août 1958 a été reconduit tacitement pour une période d'un an, le 1er septembre 1963.

L'Italie : l'accord commercial du 20 juin 1959 a été reconduit tacitement pour une période d'un an, le 1er janvier 1963. Sauf pour quelques points de détail, les relations avec l'Italie sont entièrement régies par le Traité de Rome et par les règlements agricoles.

Le Japon : l'accord commercial, signé le 8 octobre 1960 à Tokio, est entré en vigueur le 10 avril 1962, pour une période de 3 ans. La liste contingentaire, annexée à cet accord, a fait l'objet d'une révision, le 23 décembre 1963.

Le Maroc : l'accord commercial signé le 5 août 1958, a été reconduit tacitement pour une période d'un an, à partir du 1er juillet 1963. Un protocole additionnel a été signé le 22 septembre 1961.

La Norvège : le 1er mai 1963, l'accord commercial signé le 28 mai 1957, a été tacitement reconduit pour un an.

La Pologne : l'accord commercial du 3 mars 1959 a été tacitement reconduit à partir du 1er janvier 1963. Un nouvel accord commercial a été paraphé, le 11 septembre 1963. Les listes contingentaires annexées à cet accord sont valables du 1er janvier au 31 décembre 1964. L'accord de paiement du 3 mars 1959 est valable pour une durée indéterminée.

Le Portugal : le 1er octobre 1963, l'accord commercial du 24 mai 1961, valable pour une durée d'un an, a été reconduit jusqu'au 30 septembre 1964.

La Roumanie : l'accord commercial signé le 30 septembre 1960, a été prorogé, le 1er octobre 1963, pour une période d'un an. L'accord de paiement du 30 septembre 1960 est valable pour une durée indéterminée.

Le Royaume-Uni : un arrangement commercial a été conclu le 10 décembre 1959 à Londres, entre les pays du Benelux et le Royaume-Uni. Il est valable du 1er janvier au 31 décembre 1960. Il a été reconduit pour la période du 1er janvier au 31 décembre 1963.

La Suède : le 1er mars 1963, l'accord commercial du 27 avril 1957 a été tacitement reconduit pour un an.

La Suisse : le 1er avril 1963, l'accord commercial signé le 21 juin 1957, a été tacitement reconduit pour un an.

La Tchécoslovaquie : un accord commercial, valable du 1er avril 1963 au 31 décembre 1965, a été paraphé en novembre 1963. Les listes contingen-

taires annexées à cet accord sont valables du 1er avril 1963 au 31 mars 1964. L'accord de paiement du 15 juin 1959 est valable pour une durée indéterminée, à partir du 1er juillet 1959.

La Tunisie : l'accord commercial, signé le 1er août 1958, et les protocoles additionnels du 26 septembre 1960 et du 29 mars 1961, ont été tacitement reconduits, le 1er avril 1963, pour une période d'un an ; un troisième protocole additionnel a été paraphé le 29 novembre 1963.

La Yougoslavie : le 1er juillet 1963, l'accord commercial du 18 juin 1958 et les protocoles complémentaires du 30 septembre 1960 et du 20 août 1962 ont été reconduits tacitement pour une période d'un an. L'accord de paiement du 18 juin 1958 est valable pour une durée indéterminée, à partir du 1er juillet 1958.

ACCORDS DE L'U.E.B.L. AVEC :

La République d'Afrique du Sud : l'accord commercial du 13 juillet 1937 est resté en vigueur jusqu'à présent. Il peut être dénoncé moyennant un préavis de trois mois. Il est basé sur l'octroi réciproque du traitement de la nation la plus favorisée en matière d'échanges et de paiement, étant entendu que l'U.E.B.L. ne pourra pas réclamer les privilèges ou faveurs accordés aux membres de la Communauté des Nations britanniques ou aux territoires limitrophes de la République d'Afrique du Sud.

La République démocratique allemande : l'arrangement commercial conclu le 5 décembre 1958 entre la « Kammer für Aussenhandel » de la République démocratique allemande et l'Office économique belge (Office de Récupération économique) a été de nouveau prorogé pour un an, à partir du 31 décembre 1963.

L'Argentine : un accord de commerce et de paiement du 25 novembre 1957 a entériné la participation de l'U.E.B.L. au système multilatéral, qui avait été mis en vigueur à titre provisoire depuis le 2 juillet 1956.

L'Iran : une convention de commerce et de navigation signée le 9 mai 1929, avait été conclue pour une période de 5 ans avec possibilité de reconduction tacite. Elle a été reconduite de la sorte pour une durée indéterminée.

La Nouvelle-Zélande : l'accord commercial provisoire, en date du 5 décembre 1933, est toujours valable pour une durée indéterminée.

Le Pakistan : l'arrangement commercial du 15 mars 1952 est prorogé tacitement, pour une durée indéterminée, avec possibilité de dénonciation moyennant un préavis de trois mois.

Les Pays-Bas : le traité instituant l'Union économique Benelux est entré en vigueur le 1er novembre 1960.

La Turquie : l'accord de paiement conclu entre l'U.E.B.L. et la Turquie en date du 2 décembre 1948 a été prorogé par tacite reconduction, pour une durée indéterminée à partir du 1er juillet 1958.

L'accord multilatéral, sur les dettes commerciales de personnes résidant en Turquie, et le Protocole d'application provisoire signés le 11 mai 1959 sont entrés en vigueur à partir du 16 novembre 1962.

L'accord entre le Gouvernement belge et le Gouvernement turc, relatif aux modalités techniques d'application de l'accord multilatéral sur les dettes commerciales de personnes résidant en Turquie, signé le 12 août 1959, a été mis en vigueur à la date du 8 juillet 1960.

L'Uruguay : l'accord du 17 août 1957, prévoyant la multilatéralisation des paiements, a été mis en application le 1er mars 1958.

DROITS D'ENTRÉE ET DE SORTIE

L'arrêté ministériel du 14 janvier 1963 (« Moniteur belge » du 17 janvier 1963) relatif aux contingents tarifaires ouvre, pour l'année 1963, des contingents tarifaires à droits d'entrée réduits ou nuls pour diverses marchandises reprises en annexe ; celles-ci ne peuvent être réexportées en dehors du territoire de l'U.E.B.L., sauf si elles font l'objet de contingents à volume illimité.

Le tableau de ces marchandises a été complété ou modifié par les arrêtés ministériels des 27 février, 11 mars, 3 avril, 20 mai, 28 juin, 29 juillet, 26 novembre et 5 décembre 1963, parus respectivement dans le « Moniteur belge » des 1er mars, 13 mars, 9 avril, 28 mai, 29 juin, 1er août, 29 novembre et 7 décembre 1963.

Les arrêtés ministériels du 24 janvier 1963 (« Moniteur belge » du 30 janvier 1963) et du 4 mars 1963 (« Moniteur belge » du 8 mars 1963) prorogeant l'application des dispositions de l'arrêté ministériel du 7 novembre 1962 déterminant le droit spécial à l'importation de certains produits agricoles et alimentaires, ont été abrogés par l'arrêté ministériel du 1er avril 1963 (« Moniteur belge » du 4 avril 1963).

Les arrêtés ministériels des 4 février, 1er avril, 27 mai, 30 mai, 20 juin, 10 octobre et 13 décembre 1963, parus respectivement dans le « Moniteur belge » des 8 février, 4 avril, 30 mai, 4-5 juin, 27 juin, 12 octobre et 17 décembre 1963, fixent les taux du droit spécial pour certains produits visés par l'article premier de l'arrêté royal du 28 décembre 1961, modifié par les arrêtés royaux des 27 avril et 28 juin 1962, établissant un droit spécial à l'importation de certains produits agricoles et alimentaires.

Les lois du 6 février 1963 (« Moniteur belge » du 2 mars 1963) et du 26 juillet 1963 (« Moniteur belge » du 12 septembre 1963) portent approbation de onze protocoles Benelux relatifs au tarif des droits d'entrée et confirmation de douze arrêtés royaux également relatifs au tarif des droits d'entrée pris au cours des années 1961 et 1962.

Les arrêtés royaux du 19 juin 1963 (« Moniteur belge » du 26 juin 1963) et du 20 décembre 1963 (« Moniteur belge » du 24 décembre 1963) relatifs au tarif des droits d'entrée modifient le tarif des droits d'entrée annexé au protocole Benelux pour l'établissement d'un nouveau tarif des droits d'entrée.

Les arrêtés ministériels des 28 juin, 31 juillet, 14 août, 19 septembre, 27 septembre, 27 novembre et 19 décembre 1963, parus respectivement dans le « Moniteur belge » des 29 juin, 2 août, 16-17 août, 25 septembre, 1er octobre, 29 novembre et 24 décembre 1963 suspendent partiellement ou totalement la perception des droits d'entrée pour certaines marchandises.

LICENCES D'IMPORTATION ET D'EXPORTATION

L'arrêté ministériel du 11 février 1963 (« Moniteur belge » du 12 février 1963) prescrit le retrait des licences d'exportation relatives aux pommes de terre de consommation, à destination des pays non membres de la C.E.E. ; cette restriction temporaire à l'exportation a été rendue nécessaire, en raison des conditions climatiques, pour assurer l'approvisionnement de la population.

Les arrêtés ministériels du 27 mars 1963 (« Moniteur belge » du 3 avril 1963) et du 27 août 1963 (« Moniteur belge » du 30 août 1963) déclarent non valables certaines licences à l'importation relatives à des produits agricoles et alimentaires.

Les arrêtés ministériels du 24 juin 1963 (« Moniteur belge » du 29 juin 1963), du 29 août 1963 (« Moniteur belge » du 31 août 1963) et du 28 novembre 1963 (« Moniteur belge » du 10 décembre 1963) complètent et modifient les listes annexées à l'arrêté ministériel du 31 décembre 1962 soumettant à licence l'importation de certaines marchandises.

L'arrêté ministériel du 13 septembre 1963 (« Moniteur belge » du 28 septembre 1963) interdit l'entrée en Belgique de porcs vivants en provenance des Pays-Bas et de la République fédérale allemande. L'Inspection vétérinaire peut accorder des dérogations et déterminer les conditions sanitaires à remplir dans chaque cas particulier.

L'arrêté ministériel du 24 décembre 1963 (« Moniteur belge » des 26-27-28 décembre 1963) déclare non valables et prescrit le retrait des licences en cours, relatives à l'exportation des animaux vivants de l'espèce porcine, des espèces domestiques, autres que reproducteurs de race pure, et de la viande de l'espèce porcine domestique. Cette mesure concerne l'exportation vers tous les pays.

Communauté Economique Européenne

Les négociations, entre le Royaume-Uni et la C.E.E., entreprises en vue de l'adhésion britannique à la Communauté, à Bruxelles, ont été suspendues le 28 janvier 1963.

La décision du Conseil portant conclusion de l'accord créant une association entre la C.E.E. et la Grèce, entré en vigueur le 1er novembre 1962, a été publiée dans le « Journal officiel des Communautés Européennes » du 18 février 1963.

Celle du 2 avril 1963 (« Journal officiel des Communautés Européennes » du 20 avril 1963) détermine dix principes généraux pour la mise en œuvre d'une politique commune de formation professionnelle.

Conformément à la décision du 15 mai 1962 des représentants des Etats membres, les Six ont procédé, le 1er juillet 1963, au deuxième rapprochement des droits de leurs tarifs nationaux vers le tarif douanier commun ; parallèlement, la démobilisation tarifaire intra-communautaire a été portée à 60 % des droits de base pour les produits industriels et à 40 ou 45 % pour les produits agricoles non assujettis aux règles de la politique agricole commune.

Le 20 juillet 1963, a été conclue à Yaoundé (Cameroun), une nouvelle convention d'association entre la Communauté et les Etats africains et malgache associés (E.A.M.A.).

Le 12 septembre 1963, a été signé à Ankara, l'accord créant une association entre la Communauté et la Turquie.

La décision du Conseil du 14 octobre 1963 (« Journal officiel des Communautés Européennes » du 23 octobre 1963) porte conclusion d'un accord commercial de trois ans, renouvelable par année, entre la Communauté et l'Iran ; l'accord est entré en vigueur le 1er décembre 1963.

Lors de sa 119e session (16-23 décembre 1963), le Conseil a réalisé un accord d'ensemble sur les divers points à l'ordre du jour, soit les trois règlements concernant le marché du lait et des produits laitiers, la viande bovine et le marché du riz, les mesures en vue de l'établissement d'un niveau commun du prix des céréales et les deux règlements d'application concernant le financement de la politique agricole commune.

Décisions concernant la Belgique.

Deux décisions du 11 décembre 1962 de la Commission augmentent le volume du contingent tarifaire à droit nul au bénéfice de la Belgique et du Grand-Duché du Luxembourg pour le ferro-chrome et le magnésium brut. Ces contingents sont portés respectivement de 2.100 à 2.450 tonnes et de 300 à 360 tonnes. (« Journal officiel des Communautés Européennes » du 16 janvier 1963).

La décision du 14 mars 1963 de la Commission porte octroi au bénéfice de la Belgique et du Grand-Duché du Luxembourg d'un contingent tarifaire pour le thé, autre que présenté en emballages immédiats, d'un contenu de 3 kg ou moins. Ce contingent de 180 t au droit de 658 F par 100 kg est valable jusqu'au 31 décembre 1963 pour les importations en provenance de pays tiers (« Journal officiel des Communautés Européennes » du 5 avril 1963).

Deux décisions de la Commission du 22 mars 1963 (« Journal officiel des Communautés Européennes » du 17 avril 1963) et deux décisions du 25 avril 1963 (« Journal officiel des Communautés Européennes » du 22 mai 1963) octroient des contingents tarifaires à droit nul au bénéfice de la Belgique et du Luxembourg, de 200 t de certaines espèces de

crabes et de crevettes, de 950 t de liège naturel brut, concassé ou pulvérisé ou de déchets de liège (contingent porté à 1.300 t par décision du 21 novembre 1963, parue dans le « Journal officiel des Communautés Européennes » du 4 décembre 1963), de 160.000 t de sel destiné à la transformation chimique et de 19.960 t de certains ferro-alliages.

Par sa recommandation du 14 juin 1963, le Conseil invite la Belgique et la France à conclure un accord en vue de mettre en œuvre une coopération régionale entre le Sud de la province du Luxembourg et le Nord de la Lorraine, comprenant notamment un programme d'implantation d'industries dans le Sud de la province du Luxembourg (« Journal officiel des Communautés Européennes » du 27 juin 1963).

La décision de la Commission du 26 juin 1963 (« Journal officiel des Communautés Européennes » du 28 juillet 1963) autorise la Belgique à introduire un contingent tarifaire à droit nul de 3.000 t de plomb brut du 1er janvier au 30 juin 1963. Par décision du 30 juillet 1963 (« Journal officiel des Communautés Européennes » du 4 septembre 1963), ce contingent est porté à 5.000 t, dont 2.000 t de plomb d'œuvre, pour la période du 1er juillet au 31 décembre 1963.

Par décision de la Commission du 17 juillet 1963 (« Journal officiel des Communautés Européennes » du 3 août 1963), la Belgique, le Luxembourg et les Pays-Bas sont autorisés à différer jusqu'au 30 juin 1964 le relèvement des droits de leur tarif douanier pour certains tabacs fabriqués.

La décision de la Commission du 7 novembre 1963 (« Journal officiel des Communautés Européennes » du 27 novembre 1963) porte à 500 t le contingent tarifaire à droit nul de 360 t de magnésium brut octroyé à la Belgique et au Luxembourg par la décision du 14 juin 1963 (« Journal officiel des Communautés Européennes » du 20 juillet 1963).

Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier

[Voir Industrie (Industrie charbonnière)].

Coopération économique internationale

L'accord du 5 juillet 1962, entre le Gouvernement belge et le Fonds monétaire international et conforme à la décision du Conseil d'Administration du Fonds du 5 janvier 1962 tend au renforcement des ressources de cet organisme et comporte l'adhésion de la Belgique. Il a été approuvé par la loi du 4 janvier 1963 (« Moniteur belge » du 18 janvier 1963).

La loi du 2 avril 1963 (« Moniteur belge » du 18 décembre 1963) porte approbation de la convention, entre le Royaume de Belgique et le Grand-Duché de Luxembourg, relative aux contrôles à la frontière belgo-luxembourgeoise et du protocole de signature, signés à Luxembourg le 29 novembre 1961.

La loi du 18 avril 1963 (« Moniteur belge » du 27 septembre 1963) approuve les accords suivants, adoptés à Genève le 19 juin 1959 par la Conférence internationale du Travail, au cours de sa 43e session :

a) Convention (n° 112) concernant l'âge minimum d'admission au travail des pêcheurs ;

b) Convention (n° 113) concernant l'examen des pêcheurs ;

c) Convention (n° 114) concernant le contrat d'engagement des pêcheurs.

Par arrêté royal du 20 mai 1963 (« Moniteur belge » du 23 mai 1963), l'Administration des Postes est autorisée à porter à 2.000 francs or, le montant maximum des mandats de poste échangés entre la Belgique, d'une part, l'Allemagne (République fédérale), l'Autriche, le Grand-Duché de Luxembourg, l'Italie et la Suisse, d'autre part.

La loi du 24 juillet 1963 (« Moniteur belge » du 28 novembre 1963) porte approbation de la Convention entre le Royaume de Belgique et la République italienne à propos de la reconnaissance et de l'exécution des décisions judiciaires, ainsi que d'autres titres exécutoires en matière civile et commerciale.

La loi du 30 juillet 1963 (« Moniteur belge » du 21 septembre 1963) approuve le traité d'amitié, d'établissement et de navigation entre le Royaume de Belgique et les Etats-Unis d'Amérique, et du protocole, signés le 21 février 1961.

Au « Moniteur belge » du 21 janvier 1964, est publié le texte de l'Accord entre le Royaume de Belgique et la République socialiste fédérative de Yougoslavie sur le transport de voyageurs et de marchandises par route effectué au moyen de véhicules commerciaux, signé le 1er juillet 1963 à Bruxelles.

Emploi (Voir Expansion économique et Travail)

Euratom

1963 a été la première année d'exécution du second programme quinquennal de recherches de la Communauté.

La Commission d'Euratom a conclu plusieurs contrats d'études et de recherches et a mis au point la politique de la Communauté en matière de diffusion de connaissances résultant de l'exécution du programme de recherches.

Au début de l'année, a été signée à Bruxelles, par les Six et par un certain nombre d'Etats tiers, une convention complémentaire à la Convention de Paris relative à la réparation des dommages causés par l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire.

Par sa décision du 18 juin 1963 (« Journal officiel des Communautés Européennes » du 22 juin 1963), le Conseil a constitué la Kernkraftwerk RWE-Bayernwerk GmbH (KRB) en entreprise commune pour une durée de 25 ans ; la KRB a pour objet de construire, d'aménager et d'exploiter en Bavière une centrale électronucléaire de 237 mégawatts électriques.

L'accord de coopération entre Euratom et l'Argentine concernant

les utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire, signé le 4 septembre 1962, est entré en vigueur le 6 novembre 1963 (« Journal officiel des Communautés Européennes » du 21 décembre 1963).

Expansion économique

La loi du 30 juillet 1963 (« Moniteur belge » des 16-17 août 1963) porte approbation du premier programme d'expansion économique comme cadre de la politique économique, financière et sociale du Gouvernement et spécialement des plans d'investissements publics. Chaque année, le Premier Ministre et le Ministre des Affaires économiques et de l'Energie communiqueront, au Parlement, un rapport sur l'exécution du programme qui comportera, entre autres, l'analyse des perspectives pour l'année à venir.

La loi du 30 juillet 1963 (« Moniteur belge » du 20 août 1963) modifie la loi du 17 juillet 1959 instaurant et coordonnant des mesures en vue de favoriser l'expansion économique et la création d'industries nouvelles ainsi que la loi du 18 juillet 1959 instaurant des mesures spéciales en vue de combattre les difficultés économiques et sociales de certaines régions.

Les modifications concernent notamment l'exonération du précompte mobilier afférent à certains immeubles pendant cinq ans, la garantie de l'Etat accordée pour le remboursement des prêts, l'expropriation pour cause d'utilité publique en vue de l'aménagement de terrains ou de zones industriels.

Finances

COMPTABILITÉ PUBLIQUE

La loi du 4 mars 1963 (« Moniteur belge » du 3 avril 1963) prévoit quatre procédés de passation des marchés par l'Etat : l'adjudication publique, l'adjudication restreinte, l'appel d'offres et le marché de gré à gré. Le Ministre a le libre choix entre l'adjudication et l'appel d'offres ; seuls les cas de marchés de gré à gré restent fixés par la loi.

La loi du 28 juin 1963 (« Moniteur belge » du 31 juillet 1963), modifiant et complétant les lois sur la comptabilité de l'Etat, s'applique au budget et aux comptes des services d'administration générale de l'Etat, des services de l'Etat en gestion séparée, aux comptes des comptables et au compte général de l'Etat.

EMPRUNTS

Emission publique des emprunts à laquelle ont procédé les pouvoirs publics et les institutions de droit public : voir liste aux pages 183 et 184.

Le législateur ayant laissé au Roi le soin de régler les modalités d'exécution de certaines dispositions contenues dans la loi du 20 novembre 1962, portant réforme des impôts sur les revenus, plusieurs arrêtés royaux ont été publiés en 1963 à cette fin :

— l'arrêté royal du 5 janvier 1963 (« Moniteur belge » du 7 février 1963) déterminant les conditions et modalités d'exécution des dispositions relatives aux sommes versées à valoir sur l'impôt des personnes physiques, des sociétés et des non-résidents ;

— l'arrêté royal du 12 février 1963 (« Moniteur belge » du 20 février 1963) adapte au nouveau régime fiscal certains arrêtés royaux existant sous le régime antérieur, en ce qui concerne notamment la perception des précomptes, les modalités d'enrôlement et de recouvrement des impôts, la déductibilité des primes d'assurance-vie et des cotisations d'assurance complémentaire contre la vieillesse et le décès prématuré ;

— l'arrêté royal du 6 mars 1963 (« Moniteur belge » du 19 mars 1963) accorde le crédit d'impôt même si les revenus auxquels il se rapporte n'ont pas été soumis à l'impôt des sociétés ;

— l'arrêté royal du 16 avril 1963 (« Moniteur belge » du 20 avril 1963) fixe les bénéfices minima imposables à l'impôt des non-résidents dans le chef des firmes étrangères opérant en Belgique ;

— l'arrêté royal du 26 avril 1963 (« Moniteur belge » du 7 mai 1963) dispose que les plus-values résultant de l'apport d'une ou de plusieurs branches d'activité bénéficient de l'immunité fiscale, à condition que l'apport soit uniquement rémunéré en actions ou parts représentatives de droits sociaux ;

— l'arrêté royal du 30 mai 1963 (« Moniteur belge » du 8 juin 1963) détermine les limites et les conditions d'immunité fiscale des provisions destinées à faire face à des pertes ou charges probables.

Les arrêtés royaux du 30 janvier 1963 (« Moniteur belge » du 31 janvier 1963) et du 12 mars 1963 (« Moniteur belge » du 14 mars 1963) modifient certaines dispositions de l'arrêté royal du 2 décembre 1962 relatif au précompte mobilier.

La loi du 13 février 1963 (« Moniteur belge » du 28 février 1963) complétant, en ce qui concerne les revenus immobiliers, l'article 6 de la loi du 28 février 1962, étend, dans le cadre du régime fiscal antérieur, l'application du principe *non bis in idem* (déduction impôt d'impôt) aux associés actifs des sociétés de personnes.

L'arrêté royal du 4 novembre 1963 (« Moniteur belge » des 12-13 novembre 1963) permet aux sociétés, à l'exclusion des sociétés anonymes et des sociétés en commandite par actions, d'opter pour l'assujettissement de leurs bénéfices à l'impôt des personnes physiques dans le chef

de leurs associés à condition qu'elles comptent au maximum dix associés, que le capital investi n'excède pas trois millions de francs et que l'option soit décidée à l'unanimité par les associés.

La loi du 24 décembre 1963 (« Moniteur belge » du 1er janvier 1964) accorde, en raison de la hausse de l'index des prix, des réductions d'impôts pour les revenus inférieurs à 160.000 F.

IMPÔT SUR LA CIRCULATION JURIDIQUE DES BIENS

Taxes assimilées au Timbre.

L'arrêté royal du 27 février 1963 (« Moniteur belge » du 7 mars 1963) exonère de la taxe de transmission ordinaire de 6 % les importations d'animaux de boucherie de l'espèce porcine, établit une taxe forfaitaire de 6 % sur les sucres qui, en raison de leur destination, bénéficient d'une décharge totale ou partielle du droit d'accise et modifie le régime de la taxe forfaitaire de 16 % établie sur les alcools éthyliques, eaux-de-vie, liqueurs et autres boissons spiritueuses.

Les arrêtés royaux des 28 février, 11 mars, 21 juin, 10 septembre et 27 décembre 1963 (parus respectivement dans le « Moniteur belge » des 7 mars, 19 mars, 26 juin et 19 septembre 1963 et du 1er janvier 1964) apportent quelques modifications à l'arrêté royal du 11 mars 1953 majorant la taxe de transmission à l'importation.

La loi du 24 décembre 1963 (« Moniteur belge » des 26-27-28 décembre 1963) étend l'exonération de la taxe sur les contrats d'entreprise aux associations sans but lucratif agréées par le Ministère de l'Emploi et du Travail ou par l'Administration des Mines pour effectuer le contrôle et les vérifications prévus par le Règlement général sur la protection du travail ou sur la police des mines ; d'autre part, elle exclut du régime d'exemption les architectes, ingénieurs, chimistes, conseils en brevet, etc.

Droits d'enregistrement.

La loi du 20 février 1963 (« Moniteur belge » du 1er mars 1963) modifie le Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe, en ce qui concerne les transformations de sociétés. Les actes ayant pour objet la transformation d'une société constituée avant le 1er janvier 1963 sont enregistrés au droit fixe général, à la double condition qu'ils soient passés au plus tard le 31 décembre 1965 et que le terme d'existence de la société nouvelle ne soit pas plus éloigné que celui de la société ancienne ; le droit ordinaire est perçu sur les apports de biens nouveaux faits à l'occasion de la transformation.

DROITS D'ACCISE

L'arrêté royal du 21 février 1963 (« Moniteur belge » du 26 février 1963) mettant en vigueur certaines dispositions de la loi du 19 mars 1951 concernant les accises, supprime à partir du 1er mars 1963 le droit d'accise sur les glucoses, les maltoses et les sirops.

L'arrêté ministériel du 23 février 1963 (« Moniteur belge » du 26 février 1963) est relatif au régime d'accise des bières et établit les taux de perception en ce qui concerne les substances sucrées ajoutées aux produits des brassins.

La loi du 4 avril 1963 (« Moniteur belge » du 30 avril 1963) ratifie l'arrêté royal du 23 juillet 1962 modifiant le régime d'accise du tabac.

L'arrêté royal du 20 novembre 1963 (« Moniteur belge » du 19 décembre 1963) coordonne les dispositions légales relatives au régime d'accise des huiles minérales, dont l'arrêté ministériel du 21 novembre 1963 (« Moniteur belge » du 19 décembre 1963) porte exécution.

Droits d'entrée et de sortie.

(Voir Commerce extérieur).

TAXES SPÉCIALES

La loi du 13 février 1963 (« Moniteur belge » du 21 mars 1963) modifie les lois relatives à la taxe sur la circulation des automobiles et à la taxe sur les jeux et paris.

L'arrêté royal du 2 octobre 1963 (« Moniteur belge » du 17 octobre 1963) modifie le taux de la taxe sur les jeux et paris afférente aux paris engagés à l'occasion de courses de chevaux.

FISCALITÉ AU PROFIT DES COMMUNES

La loi du 31 juillet 1963 (« Moniteur belge » du 28 août 1963) modifiant la loi du 30 mars 1962, autorise les communes qui auront établi au moins 424 centimes additionnels au précompte immobilier à instaurer une taxe communale additionnelle — d'un taux maximum de 5 % — à l'impôt des personnes physiques perçu par l'Etat ; d'autre part, elle confirme et complète les dispositions de la loi du 30 mars 1962 autorisant les communes à établir une taxe communale sur certains véhicules automobiles, sous forme d'un pourcentage — maximum 10 % — de la taxe de circulation perçue par l'Etat sur les véhicules automobiles. Enfin, elle établit 5 centimes additionnels à l'impôt des sociétés et à l'impôt des non-résidents destinés à alimenter un Fonds spécial ; celui-ci sera réparti entre les communes qui auront établi la taxe communale additionnelle sur les revenus des personnes physiques visée ci-dessus et au moins 530 centimes additionnels au précompte immobilier.

Industrie

INDUSTRIES DIVERSES

L'arrêté ministériel du 22 février 1963 (« Moniteur belge » du 5 mars 1963) proroge jusqu'au 30 juin 1963 l'alinéa 2 de l'article 2 de l'arrêté ministériel du 26 octobre 1962 relatif à l'intervention du Fonds agricole en matière de froment utilisé dans les meuneries industrielles agréées.

Deux arrêtés royaux du 15 mars 1963 (« Moniteur belge » du 6 avril 1963) portent octroi, l'un pour l'exercice 1962, l'autre pour l'exercice 1963, d'indemnités de stockage de froment.

L'arrêté ministériel du 12 juin 1963 (« Moniteur belge » du 18 juin 1963) modifie l'arrêté ministériel du 7 novembre 1962 relatif à l'intervention du Fonds agricole en matière de malt et d'orge utilisés en malterie.

Deux arrêtés ministériels du 10 juillet 1963 (« Moniteur belge » du 19 juillet 1963) sont relatifs à l'intervention du Fonds agricole, l'un en matière de froment, d'avoine et d'orge destinés à certaines fins, l'autre en matière de froment utilisé pour la fabrication de biscottes, biscuits, pâtes alimentaires, aliments diététiques et bières.

INDUSTRIE CHARBONNIÈRE

Mesures prises par la Belgique

L'arrêté royal du 15 janvier 1963 (« Moniteur belge » du 1er mars 1963) détermine les attributions, l'organisation et le mode de fonctionnement de l'Institut national des Mines, classé dans la catégorie C des organismes soumis à la loi du 16 mars 1954. Il apporte les modifications nécessaires aux dispositions réglementaires pour les mettre en concordance avec ladite loi et les refond en un texte unique.

L'arrêté royal du 20 mars 1963 (« Moniteur belge » du 29 mars 1963) fixe les modalités de répartition des recettes résultant de l'application de la loi du 27 juillet 1962 assurant la compensation temporaire de certaines charges de l'industrie charbonnière, tandis que l'arrêté ministériel du 30 avril 1963 (« Moniteur belge » du 7 juin 1963) fixe la forme des déclarations à adresser au Directoire de l'Industrie charbonnière, en exécution des articles 3 et 6 de l'arrêté royal du 20 mars 1963.

L'arrêté royal du 29 mars 1963 (« Moniteur belge du 30 mars 1963) abroge l'arrêté royal et l'arrêté ministériel du 2 août 1962 assurant la compensation temporaire de certaines charges de l'industrie charbonnière ; l'arrêté ministériel du 30 mars 1963 (« Moniteur belge » du 2 avril 1963) en règle l'exécution.

Celui du 1er avril 1963 (« Moniteur belge » du 5 avril 1963) fixe, pour 1963, le montant du prélèvement perçu en faveur du Directoire de l'Industrie charbonnière.

Ce prélèvement s'élève, pour le charbon belge, à 1,20 F par tonne d'anthracite et à 0,85 F par tonne d'autres charbons ; pour le charbon importé, il est de 1,20 F par tonne d'aggloméré, d'anthracite ou de coke et de 0,85 F par tonne d'autres charbons.

L'arrêté royal du 15 octobre 1963 (« Moniteur belge » du 24 octobre 1963) institue auprès du Directoire de l'Industrie charbonnière un comité consultatif, dénommé « Comité national de promotion du charbon », chargé notamment d'étudier les moyens techniques et commerciaux en

vue de promouvoir et de rationaliser l'utilisation du charbon, de donner des avis aux autorités publiques et d'orienter les travaux des organismes qui poursuivent le même but.

Mesures prises par la C.E.C.A.

La décision n° 1/63 du 16 janvier 1963 de la Haute Autorité autorise, jusqu'à la fin de 1963, la vente en commun de combustibles par un certain nombre de sociétés minières des bassins belges groupées au sein du Comptoir belge des Charbons « Cobechar » (« Journal officiel des Communautés Européennes » du 30 janvier 1963).

La décision n° 3/63 du 20 février 1963 de la Haute Autorité autorise le Gouvernement belge à accorder aux entreprises belges une aide financière d'un montant maximum de 255 millions pour la période comprise entre le 1er mars 1962 et le 28 février 1963, en vue de compenser les charges salariales qui résultent de l'accord du 24 février 1962, relatif aux augmentations de salaires dans l'industrie charbonnière belge. Le Gouvernement est tenu d'effectuer cette compensation en proportion des charges salariales que les entreprises supportent elles-mêmes et en tenant compte des augmentations des barèmes des charbons domestiques, des charbons maigres et des anthracites, augmentations qui ont eu lieu au début de l'année 1962 (« Journal officiel des Communautés Européennes » du 4 mars 1963).

La décision n° 9/63 du 13 juin 1963 de la Haute Autorité fixe les taux des prélèvements pour l'exercice 1963-1964. Ils se montent à 0,20 % des valeurs retenues pour l'assiette des prélèvements. Le montant net du prélèvement à la tonne figure en annexe de la décision (« Journal officiel des Communautés Européennes » du 20 juin 1963).

La décision n° 12/63 du 17 juillet 1963 de la Haute Autorité autorise le Gouvernement belge à accorder, en 1963, un maximum de 75 millions de francs de subventions à des entreprises charbonnières, en vue d'arriver à l'intégration de l'industrie charbonnière belge dans le marché commun. Le tonnage subventionné ne peut excéder 1.100.000 tonnes sur la base de la production réalisée en 1959 (« Journal officiel des Communautés Européennes » du 24 juillet 1963).

Réglementation des stocks de combustibles

L'arrêté ministériel du 22 mars 1963 (« Moniteur belge » du 1er mai 1963) porte à 100 % la libre disposition sur les stocks de combustibles minéraux solides se trouvant sur le carreau des mines au 31 décembre 1959.

Investissements (Voir Expansion économique)

Législation commerciale

La loi du 13 mars 1963 (« Moniteur belge » du 27 mars 1963) modifie la loi du 2 mai 1956 sur l'utilisation du chèque postal. Celui-ci doit être

présenté au paiement dans les six mois de sa date d'émission et n'est payé que si la provision est suffisante. Toutefois, l'arrêté royal du 30 mai 1963 (« Moniteur belge » du 19 juin 1963) dispose que tout titulaire d'un compte de chèques postaux ouvert depuis un an peut, moyennant l'autorisation du Ministre et à raison d'un chèque de 5.000 F maximum tous les deux jours ouvrables, émettre à son nom des chèques postaux payables à vue dans un bureau de perception des postes déterminé.

La loi du 16 août 1963 (« Moniteur belge » des 23 août 1963 et 26 octobre 1963) modifie la loi du 3 juillet 1956 sur le registre du commerce et l'article 217 du Code civil. Les modifications concernent l'immatriculation des commerçants mineurs, de l'époux ou de l'épouse séparé ou non et des sociétés commerciales.

Monnaie et Crédit

MARCHÉ MONÉTAIRE

En 1963, la Banque Nationale de Belgique a élevé le taux d'escompte à deux reprises : de 3,50 % à 4 %, le 18 juillet 1963 et de 4 % à 4,50 %, le 31 octobre 1963.

La loi du 4 janvier 1963 (« Moniteur belge » du 18 janvier 1963) approuve l'accord du 5 juillet 1962, entre le Gouvernement belge et le Fonds monétaire international, tendant à l'augmentation des ressources de cet organisme, conformément à la décision du conseil d'administration du Fonds du 5 janvier 1962.

A cette fin, il a été convenu le 1er février 1963 (« Moniteur belge » du 9 février 1963), entre l'Etat belge et la Banque Nationale de Belgique, de majorer le montant du portefeuille détenu par la Banque à la suite d'opérations conformes à l'article 11 de sa loi organique, du montant des bons du Trésor spéciaux qui seront émis par le Ministre des Finances à concurrence des prêts consentis par la Belgique au Fonds monétaire international. Le montant de ces bons du Trésor spéciaux ne pourra pas dépasser sept milliards cinq cents millions de francs.

Par arrêté ministériel du 10 juin 1963 (« Moniteur belge » du 20 juin 1963), la liquidation de la Banque d'Emission, à Bruxelles, est déclarée close à la date du 30 juin 1963.

MARCHÉ DES CAPITAUX

La loi du 28 mars 1963 (« Moniteur belge » du 19 avril 1963) relève le plafond des engagements de la Caisse nationale de crédit professionnel ; ceux-ci ne peuvent dépasser 11 milliards de francs, mais le Roi peut, par arrêté délibéré en conseil des Ministres, porter ce montant à 15 milliards de francs par libérations successives de quatre tranches de 1 milliard de francs chacune. Par arrêté ministériel du 9 octobre 1963 (« Moniteur belge » du 25 octobre 1963), le montant de 11 milliards, fixé par la loi du 28 mars 1963, est porté, par libération d'une première tranche de 1 milliard, à 12 milliards.

La loi du 29 mars 1963 (« Moniteur belge » du 19 avril 1963) habilite certains organismes publics de crédit à consentir des ouvertures de crédit et des prêts à l'aide de fonds mis à leur disposition par l'Etat ou par des tiers. Ces organismes de crédit sont : la Caisse générale d'Epargne et de Retraite, la Caisse nationale de Crédit professionnel, l'Institut national de Crédit agricole et l'Office central de Crédit hypothécaire.

La loi du 4 avril 1963 (« Moniteur belge » du 20 avril 1963) modifie l'arrêté royal du 30 septembre 1937 relatif à la création de l'Institut national de Crédit agricole, en ce qui concerne les engagements financiers que l'Institut peut contracter.

L'arrêté royal du 11 juin 1963 (« Moniteur belge » du 28 juin 1963) approuve les modifications aux statuts de la Société nationale de Crédit à l'Industrie. Ces modifications concernent les opérations financières de la Société nationale.

Par arrêté royal du 5 novembre 1963 (« Moniteur belge » du 20 novembre 1963), le montant global à concurrence duquel la garantie du Fonds d'Investissement agricole peut être accordée est porté de 500 millions à 1 milliard de francs.

L'arrêté royal du 9 mai 1963 (« Moniteur belge » du 16 mai 1963) autorise le Ministre des Finances à se porter caution envers la Banque européenne d'Investissement pour couvrir celle-ci des pertes éventuelles qui pourraient résulter de l'acceptation par ladite banque du « mandat de crédit » qui lui a été donné le 24 octobre 1962 par les Etats membres de la Communauté économique européenne, pour le financement d'une première tranche de 50 millions de dollars U.S.A. de prêts à la Grèce.

Organisation de Coopération et de Développement économique

Au cours de la troisième réunion annuelle du Conseil des Ministres, tenue à Paris les 19 et 20 novembre 1963, les Ministres ont examiné la situation économique dans les vingt pays membres de l'Organisation et ont noté que l'objectif poursuivi — un accroissement du produit national brut de 50 % en 10 ans — est en bonne voie de réalisation.

L'aide aux pays en voie de développement a été maintenue à un niveau élevé et ses modalités ont été améliorées, malgré la diminution des investissements privés.

L'aide technique a été étendue, en 1963, au Portugal.

Le Conseil de l'Organisation a accordé à la Turquie des facilités de crédit d'un montant de 50 millions de dollars, afin de favoriser la réussite du plan quinquennal de développement économique.

Une grande partie de l'activité de l'O.C.D.E. a été orientée vers le domaine nucléaire : l'accord sur le projet « Dragon » a été prolongé jusqu'au 31 mars 1967, tandis que le budget est passé de 13,6 à 25 millions de livres sterling.

L'Accord Monétaire Européen (A.M.E.) a été prolongé jusqu'à la fin de 1963 et deux mesures d'application prises en 1963 renforcent la coopération monétaire.

Prévoyance sociale

ASSURÉS LIBRES

La loi du 12 février 1963 (« Moniteur belge » du 2 mars 1963) organise un régime de pension de retraite et de survie au profit des personnes qui ne sont pas soumises à un régime obligatoire ou particulier et adapte les régimes d'assurance libre et complémentaire établis par la loi du 14 juillet 1930 et organisés par les lois coordonnées relatives à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré. Toute personne résidant en Belgique et âgée de 20 ans au moins, peut effectuer auprès de la Caisse Générale d'Epargne et de Retraite des versements annuels, en vue de la constitution, soit d'une pension de retraite et de survie, soit d'une pension complémentaire.

L'arrêté royal du 6 mai 1963 (« Moniteur belge » du 8 mai 1963) porte règlement général de ce régime, tandis que l'arrêté royal du 10 mai 1963 (« Moniteur belge » du 14 mai 1963) est relatif aux majorations de rentes de vieillesse et de veuve prévues par la loi du 12 février 1963.

SALARIÉS ET APPOINTÉS

L'arrêté royal du 11 décembre 1962 (« Moniteur belge » du 8 janvier 1963) modifie l'arrêté royal du 24 octobre 1936 modifiant et coordonnant les statuts de la Caisse de secours et de prévoyance en faveur des marins naviguant sous pavillon belge.

A partir du 1er février 1963, les retenues sur les traitements transmises à ladite Caisse sont réservées et placées en vue de l'organisation d'un service social pour marins.

La loi du 18 décembre 1962 (« Moniteur belge » du 17 janvier 1963) accorde, en 1962 et 1963, une allocation complémentaire de vacances aux travailleurs salariés, à charge de l'employeur qui les occupe au moment de leurs vacances annuelles principales.

L'arrêté royal du 24 décembre 1962 (« Moniteur belge » du 1er février 1963) fixe les modalités d'application de l'article 27 de la loi du 3 avril 1962, relative à la pension de retraite et de survie des ouvriers et des employés.

La loi du 11 janvier 1963 (« Moniteur belge » du 22 janvier 1963) modifiant la législation sur les accidents du travail, augmente les montants repris dans les lois antérieures.

L'arrêté royal du 21 janvier 1963 (« Moniteur belge » du 6 février 1963) modifie l'arrêté royal du 24 juin 1930 relatif au mode de déclaration des accidents et des maladies survenus aux gens de mer.

L'arrêté royal du 21 janvier 1963 (« Moniteur belge » du 16 février

1963) relève les taux des cotisations fixés par les articles 77 et 78 des lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés et dispose qu'un dix-huitième des cotisations est destiné au paiement de l'allocation familiale de vacance.

L'arrêté royal du 4 février 1963 (« Moniteur belge » du 12 février 1963) relève les montants des barèmes d'état de besoin des personnes qui sollicitent l'allocation en faveur des estropiés et personnes assimilées, tandis que l'arrêté royal du 8 février 1963 (« Moniteur belge » du 12 février 1963) relève le taux des allocations d'estropiés, mutilés, aveugles, sourds et muets.

L'arrêté ministériel du 4 février 1963 (« Moniteur belge » du 12 février 1963) détermine les bases d'évaluation de l'état de besoin en matière d'allocations spéciales et supplémentaires aux victimes d'accidents du travail ou à leurs ayants droit.

L'arrêté royal du 17 avril 1963 (« Moniteur belge » du 23 avril 1963) majore les taux d'allocation familiale en faveur des travailleurs salariés, à partir du deuxième enfant.

La loi du 25 avril 1963 (« Moniteur belge » du 25 juillet 1963) institue un Office national des pensions pour ouvriers et en établit les organes d'administration.

La loi du 2 juillet 1963 (« Moniteur belge » du 5 juillet 1963) porte majoration des cotisations afférentes aux allocations familiales pour travailleurs salariés.

L'arrêté royal du 9 août 1963 (« Moniteur belge » du 7 septembre 1963) modifie, en ce qui concerne l'âge de la mise à la retraite de certains ouvriers, l'arrêté royal du 28 mai 1958 portant statut du Fonds national de retraite des ouvriers mineurs en matière d'organisation du régime de pensions de retraite et de veuve.

La loi du 9 août 1963 (« Moniteur belge » des 1er-2 novembre 1963), modifiée par la loi complémentaire du 24 décembre 1963 (« Moniteur belge » des 26-27-28 décembre 1963), institue et organise un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité en deux secteurs distincts relatifs, l'un aux prestations de santé, l'autre aux indemnités d'incapacité de travail et à l'allocation de frais funéraires.

Le titre II de la loi crée l'Institut National de l'Assurance Maladie-Invalidité (I.N.A.M.I.), établissement public géré par un Conseil général, composé de représentants des employeurs, des travailleurs, des organismes assureurs et des médecins, dont elle détermine les attributions.

Le titre III institue, au sein de l'I.N.A.M.I., un service des soins de santé géré par un comité de gestion, crée des conseils scientifiques et techniques et un collège des médecins-directeurs, et détermine les bénéficiaires du droit aux prestations de santé. L'intervention de l'assurance est fixée à 75 % des honoraires conventionnels non majorés (100 % pour les veuves, invalides, pensionnés et orphelins) ; la loi traite également des conventions avec les médecins, les dentistes, les infirmières, les hôpitaux et les pharmaciens.

Le titre IV institue un service des indemnités, dont le comité de gestion est composé de représentants des employeurs, des travailleurs et des organismes assureurs. La loi distingue trois genres d'indemnité correspondant à trois périodes dans l'assurance-indemnités :

— l'indemnité d'incapacité primaire, qui couvre la première année d'incapacité de travail et dont la charge est supportée par les cotisations ; le montant de l'indemnité ne peut être inférieur à 60 % de la rémunération plafonnée au montant sur lequel les cotisations sont prélevées ;

— l'indemnité d'incapacité prolongée, qui couvre les deuxième et troisième années et dont la charge est supportée à parts égales par les cotisations et par une subvention de l'Etat ; son montant est de 60 % ou 40 % au moins de la rémunération plafonnée, selon que le bénéficiaire a ou non des personnes à charge ;

— l'indemnité d'invalidité, payée à partir de la quatrième année et supportée entièrement par l'Etat ; son montant, à fixer par le Roi, ne peut être inférieur à celui de l'indemnité d'incapacité prolongée.

La loi entre en vigueur le 1er janvier 1964.

Divers arrêtés royaux ont été pris en exécution de cette loi importante :

— deux arrêtés royaux du 4 novembre 1963 (« Moniteur belge » du 8 novembre 1963) mettant immédiatement en vigueur certaines dispositions de la loi et portant exécution de la loi ;

— deux arrêtés royaux du 24 décembre 1963 (« Moniteur belge » des 26-27-28 décembre 1963), l'un portant règlement des prestations de santé, l'autre établissant la nomenclature des prestations de santé ;

— l'arrêté royal du 24 décembre 1963 (« Moniteur belge » du 31 décembre 1963) fixant les conditions dans lesquelles l'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité intervient dans le coût des fournitures pharmaceutiques ;

— l'arrêté royal du 31 décembre 1963 (« Moniteur belge » du 14 janvier 1964) portant règlement des indemnités.

L'arrêté royal du 22 novembre 1963 (« Moniteur belge » du 29 novembre 1963) fixe le montant du supplément de pension d'invalidité accordé aux ouvriers mineurs et assimilés.

La loi du 24 décembre 1963 (« Moniteur belge » du 31 décembre 1963) est relative à la réparation des dommages résultant des maladies professionnelles et à la prévention de celles-ci.

TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS

Les arrêtés royaux du 11 mars 1963 (« Moniteur belge » du 20 mars 1963) et du 25 juin 1963 (« Moniteur belge » du 27 juin 1963) modifient l'arrêté royal du 15 avril 1960 relatif à l'introduction et à l'instruction

des demandes de pension, au paiement des prestations et aux juridictions administratives dans le cadre de la loi du 28 mars 1960 relative à la pension de retraite et de survie des travailleurs indépendants.

La loi du 31 août 1963 (« Moniteur belge » du 1er octobre 1963) organise un régime de pension de retraite au profit des travailleurs indépendants et des aidants ainsi que de prestations au profit des veuves de ceux-ci, tandis que l'arrêté royal du 24 septembre 1963 (« Moniteur belge » du 1er octobre 1963) portant règlement général relatif à ce régime, contient des dispositions concernant le champ d'application, les obligations des travailleurs indépendants, les rentes et leurs bases de calcul, les prestations à charge de l'Office national et l'agréation des caisses de pension.

Prix

Les arrêtés ministériels du 9 et du 12 novembre 1963 (« Moniteur belge » des 15-16 novembre 1963) ont bloqué, l'un les prix de la chicorée torréfiée, l'autre les prix du « pudding-powder », de la farine fermentante, du sucre vanillé et de la fleur de maïs.

Deux arrêtés royaux du 14 novembre 1963 (« Moniteur belge » du 19 novembre 1963) modifient respectivement les tarifs postaux du service intérieur et ceux du service international.

L'arrêté ministériel du 28 novembre 1963 (« Moniteur belge » du 30 novembre 1963) bloque les prix de la farine.

L'arrêté ministériel du 11 décembre 1963 (« Moniteur belge » du 13 décembre 1963) fixe le prix maximum du beurre. Cet arrêté a été abrogé par l'arrêté ministériel du 30 décembre 1963 (« Moniteur belge » des 2-3 janvier 1964).

L'arrêté ministériel du 18 décembre 1963 (« Moniteur belge » du 20 et du 25 décembre 1963) modifie l'arrêté ministériel du 27 septembre 1962 fixant le prix maximum de vente, au consommateur, du lait de consommation.

Recherche scientifique

L'arrêté ministériel du 5 mars 1963 (« Moniteur belge » du 7 mars 1963) fixe les modalités d'émission d'une quatrième tranche de 300 millions de l'emprunt de 3 milliards de francs, à émettre par la Fondation nationale pour le Financement de la Recherche scientifique.

L'arrêté royal du 17 avril 1963 (« Moniteur belge » du 20 avril 1963) modifiant l'arrêté royal du 16 septembre 1959 relatif à l'organisation de la politique scientifique, crée deux postes de vice-président de la Commission interministérielle de la Politique scientifique, précise la composition de la Commission et charge le bureau de la Commission d'assister le Comité ministériel de la Politique scientifique.

L'arrêté royal du 22 juillet 1963 (« Moniteur belge » du 14 août 1963) met une somme de 13 millions de francs à la disposition du Premier Ministre en vue d'une subvention aux organisateurs d'une nouvelle expédition antarctique belgo-néerlandaise, tandis que l'arrêté ministériel du 23 juillet 1963 (« Moniteur belge » du 14 août 1963) adjoint au bureau de la Commission interministérielle de la Politique scientifique un comité de gestion de l'expédition antarctique belgo-néerlandaise, chargé de représenter le Gouvernement auprès des organisateurs de l'expédition.

Réglementation de la production et de la distribution

Les arrêtés ministériels du 20 mars 1963 (« Moniteur belge » des 2-3 mai 1963) et du 9 octobre 1963 (« Moniteur belge » du 23 octobre 1963) accordent, l'un pour le nitrate d'ammoniaque contenant 26 % de nitre, l'autre pour les engrais au nitrate d'ammoniaque agréés par le Service des Explosifs et consistant en un mélange de 80 % au plus de nitrate ammonique et de 20 % au moins de calcaire finement moulu, une dérogation aux prescriptions de l'arrêté royal du 3 septembre 1958 portant réglementation du transport, de l'emmagasinage et de la vente du nitrate d'ammoniaque et de ses mélanges, modifié par l'arrêté royal du 12 janvier 1960.

L'arrêté royal du 1er avril 1963 (« Moniteur belge » du 14 mai 1963) interdit aux producteurs de torchons de produire des torchons ne répondant pas à certains critères techniques, en vue de la mise en vente sur le marché intérieur.

Celui du 17 septembre 1963 (« Moniteur belge » du 3 octobre 1963) modifie et complète l'arrêté royal du 13 novembre 1961 portant réglementation des dénominations employées dans le secteur du cuir tanné et des peaux brutes, en ce qui concerne les dénominations « façon daim » et « imitation daim ».

Celui du 22 octobre 1963 (« Moniteur belge » du 5 novembre 1963) porte réglementation de certaines dénominations de farine.

Statistiques

L'arrêté royal du 7 janvier 1963 (« Moniteur belge » du 18 janvier 1963) prescrit une statistique annuelle des stocks de moût de raisin et de vin détenus par les commerçants.

Celui du 22 janvier 1963 (« Moniteur belge » du 23 février 1963) modifie l'arrêté royal du 24 mai 1954 coordonnant et modifiant les arrêtés relatifs aux statistiques annuelles de la production industrielle. L'arrêté soumet à la statistique les établissements du secteur des métaux non ferreux ayant occupé 20 ouvriers au moins à un moment quelconque de l'année de référence et les établissements des autres secteurs visés par l'arrêté royal du 24 mai 1954, ayant occupé au moins 5 ouvriers.

L'arrêté royal du 15 février 1963 (« Moniteur belge » du 23 mars 1963), modifié par l'arrêté royal du 15 juillet 1963 (« Moniteur belge » du 31 août 1963) prescrit une statistique annuelle des investissements dans les établissements industriels et artisanaux ayant occupé au moins 10 personnes à un moment quelconque de l'année ; le nombre minimum est porté à 50 pour les établissements relevant de l'industrie de la construction.

Celui du 5 avril 1963 (« Moniteur belge » du 20 juin 1963) prescrit une statistique annuelle de l'industrie du transport et de la distribution publique du gaz.

Celui du 27 mai 1963 (« Moniteur belge » du 17 juillet 1963) prescrit une statistique annuelle des entrepôts frigorifiques de glace et de carboglace.

Celui du 29 mai 1963 (« Moniteur belge » du 17 juillet 1963) prescrit un recensement du parc belge de machines-outils pour le travail des métaux au 31 décembre 1962.

Les arrêtés royaux des 10 juin 1963, 29 juillet 1963 et 29 octobre 1963, parus respectivement dans le « Moniteur belge » des 17 juillet 1963, 11 septembre 1963 et 14 décembre 1963, complètent celui du 24 mai 1954 coordonnant et modifiant les arrêtés relatifs aux statistiques annuelles de la production industrielle.

L'arrêté royal du 11 octobre 1963 (« Moniteur belge » du 27 novembre 1963) prescrit une enquête par sondage sur la production et les investissements en 1962 de certaines entreprises de l'industrie de la construction.

Celui du 4 novembre 1963 (« Moniteur belge » du 14 décembre 1963) prescrit le recensement annuel des entrepôts frigorifiques publics, des établissements utilisant le froid pour le commerce, la production ou la transformation de denrées alimentaires, des fabriques de glace et de carboglace, des moyens de transport frigorifique par eau, par route et par rail.

Transport

TÉLÉCOMMUNICATIONS

La loi du 18 décembre 1962 (« Moniteur belge » du 19 janvier 1963) modifie la loi du 14 mai 1930 sur la radiotélégraphie, la radiotéléphonie et les autres radiocommunications.

La loi interdit aux Belges de procéder ou de collaborer à la fourniture, à l'établissement, à la détention, au fonctionnement ou à l'entretien de stations émettrices de radiodiffusion destinées à être installées à bord de navires, de bateaux ou d'aéronefs, mêmes étrangers, ainsi qu'à la réalisation ou au financement de programmes ou d'annonces émis par ces stations.

L'arrêté royal du 17 octobre 1963 (« Moniteur belge » du 13 décembre 1963) crée le service radio-maritime sur ondes métriques à la station d'Ostende-Radio.

TRANSPORT AÉRIEN

La loi du 12 mars 1962 (« Moniteur belge » du 30 mars 1963) porte approbation de la Convention internationale de coopération pour la sécurité de la navigation aérienne « Eurocontrol ». Les Etats contractants organisent en commun les services de la circulation aérienne dans l'espace aérien supérieur.

La loi du 4 septembre 1962 (« Moniteur belge » du 3 septembre 1963) porte approbation de l'accord entre les gouvernements belge et jordanien, relatif à l'établissement de services réguliers entre leurs territoires respectifs et au-delà, et de l'annexe, signés à Amman le 19 octobre 1960.

TRANSPORT FLUVIAL

L'arrêté royal du 9 avril 1963 (« Moniteur belge » des 2-3 mai 1963) fixe, à défaut de stipulations dans le contrat d'affrètement fluvial, le délai de starie et le taux des surestaries, tandis que l'arrêté ministériel du 10 avril 1963 (« Moniteur belge » des 2-3 mai 1963) fixe le délai réduit de starie et la diminution de fret correspondante, dont les parties peuvent convenir dans tout contrat d'affrètement conclu à l'intervention de l'Office régulateur de la Navigation intérieure.

Le 13 mai 1963, la Belgique et les Pays-Bas ont signé un traité concernant l'amélioration de la liaison entre l'Escaut et le Rhin.

L'arrêté ministériel du 27 septembre 1963 (« Moniteur belge » du 29 octobre 1963) fixe les augmentations applicables aux frets des barèmes des frets de l'Office régulateur de la Navigation intérieure.

TRANSPORTS TERRESTRES

L'arrêté royal du 20 décembre 1962 (« Moniteur belge » du 1er février 1963) modifiant l'arrêté royal du 22 septembre 1960 portant le règlement général relatif au transport rémunéré des choses par véhicules automobiles, concerne les dispositions particulières à certains transports internationaux.

L'arrêté royal du 8 mars 1963 (« Moniteur belge » du 28 mars 1963) détermine les modalités techniques auxquelles doivent répondre les véhicules utilisés pour le transport de personnes, de neuf places minimum, et les véhicules utilisés pour le transport de choses. L'arrêté interdit en principe l'usage de camions pour l'acheminement du personnel vers le siège de l'entreprise ou le lieu de travail et vice versa.

Travail

FORMATION PROFESSIONNELLE

Les arrêtés royaux du 21 juin 1963 (« Moniteur belge » du 19 juillet 1963), du 7 août 1963 (« Moniteur belge » du 12 septembre 1963) et du 29 novembre 1963 (« Moniteur belge » du 4 janvier 1964) instaurent les

conditions d'exercice des professions d'entrepreneur de peinture, de négociant en grains indigènes et de grossiste en viandes-chevillard, dans les entreprises de l'artisanat, du petit et du moyen commerce et de la petite industrie.

La loi du 1er juillet 1963 (« Moniteur belge » du 17 juillet 1963) prévoit une indemnité de promotion sociale en faveur des jeunes travailleurs qui suivent des cours en vue de parfaire leur formation intellectuelle, morale et sociale, et des travailleurs qui ont terminé avec succès un cycle complet de cours leur permettant d'améliorer leur qualification professionnelle.

L'arrêté royal du 28 août 1963 (« Moniteur belge » du 11 septembre 1963) détermine les bénéficiaires et le montant de l'indemnité prévue par la loi du 1er juillet 1963 et fixe le programme minimum des cours.

L'arrêté royal du 20 septembre 1963 (« Moniteur belge » du 4 octobre 1963) concerne la formation professionnelle des agents du Ministère de la Prévoyance sociale, en faveur desquels des cours et des conférences sont organisés, principalement sur des matières relevant de l'activité du Département.

L'arrêté ministériel du 20 décembre 1963 (« Moniteur belge » des 2-3 janvier 1964) modifie l'arrêté ministériel du 30 juillet 1961, relatif à l'octroi de certains avantages aux travailleurs en formation professionnelle accélérée.

RELATIONS DU TRAVAIL

Trois arrêtés royaux du 31 janvier 1963 (« Moniteur belge » du 8 février 1963) modifient respectivement les arrêtés du Régent du 13 juin 1949 organique des conseils d'entreprise, du 13 juillet 1949 organisant l'élection des délégués aux conseils d'entreprise et du 23 novembre 1949 déterminant les conditions d'électorat pour la constitution des conseils d'entreprise.

L'arrêté royal du 1er février 1963 (« Moniteur belge » du 8 février 1963) est relatif aux élections pour la désignation des délégués du personnel aux conseils d'entreprise.

L'arrêté royal du 4 mars 1963 (« Moniteur belge » du 27 mars 1963) fixe les modalités d'octroi du repos dominical et autorise la prolongation du travail des équipes de nuit jusqu'au dimanche matin dans les sucreries et raffineries de sucre.

L'arrêté royal du 8 mars 1963 (« Moniteur belge » du 22 mars 1963) fixe les modalités d'octroi du congé compensatoire au personnel soignant occupé pendant un jour férié dans les services de santé. Ce congé compensatoire peut être ajouté aux jours de vacances annuelles à la demande du travailleur.

Deux arrêtés royaux du 25 mars 1963 (« Moniteur belge » du 5 avril 1963) instaurent le repos hebdomadaire, l'un dans les entreprises qui vendent au détail des cycles, des cyclo-moteurs, des motocyclettes et

des scooters, l'autre dans la branche de commerce et d'artisanat des négociants en meubles, des tapissiers, garnisseurs, décorateurs et ensembliers.

L'arrêté royal du 27 mai 1963 (« Moniteur belge » du 15 juin 1963) proroge, jusqu'au 31 décembre 1963, la durée de validité des dispositions de l'arrêté royal du 29 mars 1961 concernant la durée du travail effectif des travailleurs occupés dans certains services des grands magasins.

La loi du 30 juillet 1963 (« Moniteur belge » du 7 août 1963) fixe le statut des représentants de commerce.

La loi définit la « représentation commerciale » et traite de la rémunération, de l'indemnité d'éviction, des dommages et intérêts et des clauses de non-concurrence, d'insolvabilité de clientèle et d'arbitrage.

Les arrêtés royaux du 20 novembre 1963 (« Moniteur belge » du 13 décembre 1963) et du 22 novembre 1963 (« Moniteur belge » du 4 décembre 1963) fixent, pour certaines entreprises relevant des commissions paritaires nationales de l'industrie textile et du diamant, les conditions dans lesquelles le manque de travail résultant de causes économiques, suspend l'exécution du contrat de travail.

L'arrêté royal du 20 décembre 1963 (« Moniteur belge » du 18 janvier 1964) est relatif à l'emploi et au chômage. Il traite, en son titre premier, de l'organisation de l'Office national de l'Emploi. Le titre II concerne l'emploi, notamment le placement public, la tutelle professionnelle de la jeunesse, le placement privé gratuit, les interventions financières et la formation professionnelle. Le titre III est relatif au chômage, notamment au droit aux allocations, à leur taux et aux conditions d'octroi.

SÉCURITÉ SOCIALE ET HYGIÈNE

Le règlement général pour la protection du travail a été modifié à diverses reprises par les arrêtés royaux du 18 janvier 1963 (« Moniteur belge » du 1er février 1963), du 31 janvier 1963 (« Moniteur belge » du 8 février 1963), du 27 février 1963 (« Moniteur belge » du 6 avril 1963), du 28 février 1963 (« Moniteur belge » du 16 mai 1963), du 6 mars 1963 (« Moniteur belge » du 14 mars 1963,) du 15 mars 1963 (« Moniteur belge » du 16 mai 1963), du 17 avril 1963 (« Moniteur belge » du 25 avril 1963 et du 30 avril 1963), du 24 juin 1963 (« Moniteur belge » du 4 juillet 1963) et du 29 juillet 1963 (« Moniteur belge » du 9 août 1963), tandis que l'arrêté royal du 30 janvier 1963 (« Moniteur belge » du 5 mars 1963), modifié par l'arrêté royal du 1er avril 1963 (« Moniteur belge » du 4 avril 1963) insère une nouvelle section dans le règlement général ; l'arrêté royal soumet à certaines conditions l'occupation de divers emplois.

L'arrêté royal du 28 février 1963 (« Moniteur belge » du 16 mai 1963) porte règlement général de la protection de la population et des travailleurs contre le danger des radiations ionisantes.

LISTE DES TABLEAUX STATISTIQUES[1]

AGRICULTURE. Pages

Superficies cultivées. Recensements des 15 mai 1959, 1960, 1961, 1962 et 1963 23
Céréales. Superficies cultivées 23
Plantes industrielles. Superficies cultivées 24
Plantes racines et tuberculifères. Superficies cultivées 24
Evolution des rendements de certaines cultures. Production moyenne par hectare 25
Production agricole 25
Matériel agricole 26
Cheptel 26
Production nette de viande indigène 26
Consommation de viande 27
Solde d'importations et d'exportations de viande 27
Beurre 27
Importations et exportations de produits agricoles 28
Importations et exportations de produits horticoles 29

ASSURANCES.

Assurances sur la vie. Primes encaissées et réserves mathématiques 191
Assurances sur la vie. Valeurs représentatives 191
Opérations de capitalisation 192
Opérations de capitalisation. Valeurs représentatives 192
Prêts hypothécaires 193
Prêts hypothécaires par intervention. Valeurs représentatives 193
Assurance obligatoire des transporteurs par véhicules automobiles 194
Assurance obligatoire des transporteurs par véhicules automobiles. Valeurs représentatives des réserves techniques 195

BENELUX.

Evolution du commerce extérieur de l'U.E.B.L. Valeur 271
Evolution du commerce extérieur des Pays-Bas. Valeur 271
Commerce de l'U.E.B.L. avec les Pays-Bas. Répartition d'après le degré de transformation 272
Commerce de l'U.E.B.L. avec les Pays-Bas. Principaux produits manufacturés répartis par secteur industriel 273

CHÔMAGE (Voir Emploi et chômage).

---

(1) Par ordre alphabétique des rubriques principales.
Signification des signes employés dans les tableaux :
.. Non disponible ;
— Nul ou négligeable ;
/ Moyenne.

Pages

COMMERCE EXTÉRIEUR DE L'U.E.B.L.

Commerce spécial (quantité et valeur) 241
Indices du volume et de la valeur moyenne à l'importation et à l'exportation . . 243
Exportations par secteur industriel 244-245
Importations par secteur industriel 246-247
Analyse de la balance commerciale suivant les sections et divisions de la Classification Type pour le Commerce International 248
Solde d'importations et d'exportations de viande 27
Beurre (importations) 27
Importations et exportations de produits agricoles 28
Importations et exportations de produits horticoles 29
Importations et exportations de poissons, crustacés et mollusques 30
Production nette, importations et exportations de gaz 47
Solde du commerce extérieur de l'U.E.B.L. des principales formes d'énergie . . . 55
Commerce extérieur des produits sidérurgiques 59
Commerce extérieur de métaux non ferreux. Valeur 60
Commerce extérieur de métaux non ferreux. Quantité 61
Commerce extérieur des principales fabrications métalliques. Valeur. . . . 68-69-72
Commerce extérieur des principales fabrications métalliques. Quantité . . . 70-71-73
Commerce extérieur de nouveaux véhicules automobiles et de cycles avec ou sans moteur 75
Importations des principales matières premières destinées à l'industrie chimique 76
Commerce extérieur de produits chimiques. Valeur 78
Commerce extérieur de produits chimiques. Quantité 79
Commerce extérieur de l'industrie du papier 81
Commerce extérieur des matériaux de construction et autres articles minéraux non métalliques connexes. Valeur 82
Commerce extérieur des matériaux de construction et autres articles minéraux non métalliques connexes. Quantité 83
Commerce extérieur des matières textiles. Valeur 88
Commerce extérieur des matières textiles. Quantité 89
Commerce extérieur des produits textiles. Valeur 90-91
Commerce extérieur des produits textiles. Quantité 92-93
Commerce extérieur des denrées alimentaires et produits connexes. Valeur . . . 98
Commerce extérieur des denrées alimentaires et produits connexes. Quantité . . 99
Importations et exportations de diamants 101
Commerce extérieur de peaux, cuirs et articles en cuir 102
Commerce extérieur en tabacs et tabacs manufacturés 104
Commerce extérieur de bois, liège et autres matières, utilisées pour la brosserie, la vannerie, etc., ainsi que leurs produits finis 106
Evolution du commerce extérieur de l'U.E.B.L. (avec les Pays-Bas). Valeur. 271
Evolution du commerce extérieur des Pays-Bas (avec l'U.E.B.L.). Valeur . . . 271
Commerce de l'U.E.B.L. avec les Pays-Bas. Répartition d'après le degré de transformation 272
Commerce de l'U.E.B.L. avec les Pays-Bas. Principaux produits manufacturés répartis par secteur industriel 273
Exportations par pays de destination 249
Principales exportations vers les Etats-Unis 250
Importations par pays de provenance 251
Principales importations en provenance des Etats-Unis 252
Importations, exportations et balance commerciale apparente par zone monétaire en 1962 et 1963 253
Evolution des échanges avec les pays de l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques 255

Pages

Soldes de la balance commerciale par zone monétaire 256
Balance des paiements internationaux de l'U.E.B.L. en 1962 et 1963 258-259-260

CONSOMMATION.

Consommation par catégorie de produits. Estimations à prix courants . . 229-230
Ventes à la consommation. Indices par secteur et par catégorie d'articles . . . 231
Ventes à la consommation en 1963 232
Ventes à la consommation en 1963. Produits alimentaires 232
Ventes à tempérament. Nombre de contrats et crédits annuels accordés par nature des marchandises 233
Ventes à tempérament. Crédits annuels accordés 234
Ventes à tempérament. Retards de paiement de trois termes échus et plus . . . 234
Prêts personnels. Crédits accordés par semestre 235
Prêts personnels financés par les banques, organismes de financements et particuliers. Répartition d'après le nombre de contrats pendant le deuxième semestre 235

DISTRIBUTION.

Entreprises commerciales. Effectifs assujettis à la sécurité sociale 125
Entreprises commerciales proprement dites. Personnel assujetti à la sécurité sociale 126
Cartes professionnelles pour étrangers 127
Commerce ambulant. Répartition des commerçants ambulants suivant la nature du commerce 128
Sociétés commerciales belges ayant leur principale exploitation en Belgique . . 129
Immatriculations et radiations au Registre du Commerce 130
Déclarations de faillite et concordats judiciaires 130
Ventes à la consommation 131
Indice du chiffre d'affaires des grossistes en alimentation générale 131
Caisse Nationale de Crédit Professionnel. Crédits accordés 132
Recettes du Timbre et des taxes assimilées au Timbre 132

EMPLOI ET CHÔMAGE.

Personnel assujetti à la sécurité sociale dans l'industrie au 30 juin 11
Main-d'œuvre civile et main-d'œuvre salariée 12
Ouvriers et heures-ouvriers dans certains secteurs 13
Nombre de journées perdues par suite de grèves. 14
Nombre de journées contrôlées, perdues par suite de chômage. 14
Répartition par province des demandeurs d'emploi, chômeurs complets indemnisés, Hommes et femmes 16
Répartition des chômeurs complets par groupe d'âges et durée. En novembre 1960, juin 1961, 1962 et 1963 17
Répartition du chômage par branche d'activité en 1963 18

FINANCES DE L'ÉTAT.

Exécution des budgets de 1953 à 1963 par année civile 143
Exécution des budgets de 1953 à 1963 par exercice 144
Dépenses budgétaires par principaux chapitres et par année civile 145
Dépenses budgétaires 146
Recettes fiscales ordinaires nettes 147
Recettes des droits d'accises et autres taxes assimilées 148
Recettes du Timbre et des taxes assimilées au Timbre 148
Recettes non fiscales par année civile 149

Pages

Evolution de la situation de la Trésorerie 149
Dette publique. Situation à fin d'année 150
Evolution de la dette publique 151

FINANCES PRIVÉES (Voir Monnaie et crédit).

FINANCES PROVINCIALES ET COMMUNALES.

Relations financières : Etat-Pouvoirs publics subordonnés 152
Budgets provinciaux pour 1962 et 1963 153
Rendement des impositions provinciales d'après les budgets de 1957 à 1963 pour l'ensemble des provinces 153
Répartition des dépenses provinciales. Exercices 1957 à 1963 154
Budgets et comptes communaux 154
Budgets communaux pour 1962 et 1963. Recettes et dépenses du service ordinaire. Résultats généraux des opérations propres à l'exercice, repartis par province 155
Fonds de répartition en faveur des communes 155
Additionnels communaux à la contribution foncière 156
Prêts et subventions aux administrations régionales et locales 156
Budgets communaux. Dépense du service ordinaire. Résultats généraux par chapitre administratif 157

INDUSTRIE.

Evolution de l'activité industrielle 33
Indices annuels et trimestriels de l'activité industrielle 34-35
Evolution comparée des indices de production 37
Comparaison internationale des indices de la production des principaux secteurs industriels 39
Production de charbon par bassin 40
Balance charbonnière 41
Main-d'œuvre et rendement dans les mines de houille 42
Résultats comptables de l'exploitation des mines de houille de 1961 à 1963 . . . 43
Situation économique globale de l'industrie charbonnière 44
Balance des cokes 45
Energie électrique disponible 46
Production nette, importations et exportations de gaz 47
Distribution publique de gaz 48
Production et consommation de produits pétroliers 49
Bilan résumé d'énergie par forme d'énergie 50
Consommation intérieure apparente brute d'énergie primaire 53
Evolution de la consommation intérieure brute d'énergie primaire 54
Solde du commerce extérieur de l'U.E.B.L. des principales formes d'énergie . . . 55
Production d'acier brut dans la Communauté et dans le monde 56
Evolution comparée, par pays de la C.E.C.A., de la consommation d'acier brut, de l'ensemble de la production industrielle et de la production des industries transformatrices des métaux 57
Production de fonte brute dans les pays de la C E.C.A. 58
Commerce extérieur des produits sidérurgiques 59
Commerce extérieur de métaux non ferreux. Valeur 60
Commerce extérieur de métaux non ferreux. Quantité 61
Production de métaux non ferreux 62
Industrie des fabrications métalliques. Commandes et expéditions 64
Industrie des fabrications métalliques. Evolution des commandes selon les secteurs d'activité 66
Industrie des fabrications métalliques. Evolution des livraisons selon les secteurs d'activité 67

Pages

Commerce extérieur des principales fabrications métalliques. Valeur 68-69-72
Commerce extérieur des principales fabrications métalliques. Quantité . . 70-71-73
Industries des fabrications métalliques. Evolution de l'emploi (ouvriers et employés) selon les secteurs d'activité. 74
Commerce extérieur de nouveaux véhicules automobiles et de cycles avec ou sans moteur 75
Importations des principales matières premières destinées à l'industrie chimique 76
Production de quelques secteurs de l'industrie chimique 77
Commerce extérieur de produits chimiques. Valeur 78
Commerce extérieur de produits chimiques. Quantité 79
Production de papier et de carton 80
Commerce extérieur de l'industrie du papier 81
Commerce extérieur des matériaux de construction et autres articles minéraux non métalliques connexes. Valeur 82
Commerce extérieur des matériaux de construction et autres articles minéraux non métalliques connexes. Quantité 83
Production de ciment. 84
Production de l'industrie de la terre cuite 85
Production de chaux, calcaire et dérivés 85
Production de l'industrie céramique 86
Production textile. Filatures, tissage, préparation de la laine 87
Stocks de tissus 87
Commerce extérieur des matières textiles. Valeur 88
Commerce extérieur des matières textiles. Quantité 89
Commerce extérieur des produits textiles. Valeur 90-91
Commerce extérieur des produits textiles. Quantité 92-93
Production d'articles de bonneterie 97
Commerce extérieur des denrées alimentaires et produits connexes. Valeur . . . 98
Commerce extérieur des denrées alimentaires et produits connexes. Quantité . . 99
Activité des laiteries et fromageries 100
Activité dans quelques branches de l'industrie alimentaire 101
Importations et exportations de diamants 101
Commerce extérieur de peaux, cuirs et articles en cuir 102
Production de cuirs finis et de chaussures 103
Industrie du tabac. Quantités mises en œuvre 103
Commerce extérieur en tabacs et tabacs manufacturés 104
Activité de l'industrie transformatrice du bois 105
Commerce extérieur de bois, liège et autres matières utilisées pour la brosserie, la vannerie, etc., ainsi que leurs produits finis 106
Evolution de la consommation estimée d'eau dans les principales industries . . 107
Evolution de la consommation estimée d'eau dans les principales industries. Répartition par arrondissement administratif 108

INVESTISSEMENTS.

Investissements dans l'ensemble de l'économie 225-226

LUXEMBOURG (Grand-Duché de).

Indices de la production industrielle 263
Production sidérurgique 264
Production agricole 265
Indice du coût de la vie 265

Pages

MONNAIE ET CRÉDIT.

Evolution du stock monétaire 161
Bilans intégrés des organismes monétaires 162-163
Origines des variations du stock monétaire 164-165
Avoirs extérieurs nets de la Banque Nationale de Belgique 166
Crédits d'escomptes, d'avances et d'acceptations aux entreprises et particuliers 167
Situation globale des banques. 168
Crédits consentis par les banques privées aux entreprises et aux particuliers . . 169
Réescompte du portefeuille commercial par les banques privées 170
Marché de l'argent « on call ». Moyennes journalières. 171
Opérations de l'Institut de Réescompte et de Garantie. Moyennes journalières . 172
Crédits consentis aux entreprises et aux particuliers par la Banque Nationale de Belgique 173
Crédits consentis au secteur public par la Banque Nationale de Belgique 174
Evolution des principaux taux d'intérêt sur le marché monétaire 174
Principales modalités de l'épargne privée 175
Appels nets de capitaux en Belgique 175
Emissions des sociétés industrielles et commerciales belges et congolaises. Répartition d'après le centre d'activité 176
Emissions nettes d'actions et d'obligations des sociétés industrielles et commerciales belges 177
Emissions du secteur public en francs belges 178
Bourse de Bruxelles. Volume des opérations 179
Rendement de titres à revenu fixe cotés à la bourse de Bruxelles. 182
Emissions et rendement des emprunts d'Etat ou garantis par lui 183-184
Opérations de portefeuille du Fonds des Rentes 185
Evolution du montant des inscriptions hypothécaires 186
Caisse Générale d'Epargne et de Retraite. Relevé général des placements . . . 186
Caisse Générale d'Epargne et de Retraite. Mouvement de l'épargne des particuliers 187
Caisse Nationale de Crédit Professionnel 188

PAYS-BAS.

Formation et utilisation du produit national 266
Nombre de chômeurs 266
Indices de la production et de l'emploi dans l'industrie 267
Indices de la production par industrie 267
Commerce extérieur 268
Valeur des importations par pays de provenance 269
Valeur des exportations par pays de destination 269
Réserves de change 270
Salaires et prix 270
Consommation des particuliers 270
Evolution du commerce extérieur de l'U.E.B.L. Valeur 271
Evolution du commerce extérieur des Pays-Bas. Valeur 271
Commerce de l'U.E.B.L. avec les Pays-Bas. Répartition d'après le degré de transformation 272
Commerce de l'U.E.B.L. avec les Pays-Bas. Principaux produits manufacturés répartis par secteur industriel 273

PÊCHE.

Arrivages de poissons. Quantité 30
Arrivages de poissons. Valeur 30
Importations et exportations de poissons, crustacés et mollusques 30

Pages

QUATRIÈME PARTIE : PRIX ET REVENUS

I. — PRIX 199

II. — REVENUS 207

Revenus du travail 209

Revenus des sociétés 213

CINQUIÈME PARTIE : INVESTISSEMENTS ET CONSOMMATION

I. — INVESTISSEMENTS 223

II. — CONSOMMATION 227

SIXIÈME PARTIE : RELATIONS ÉCONOMIQUES EXTÉRIEURES

I. — COMMERCE EXTÉRIEUR DE L'UNION ÉCONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE 239

Mouvement général 241

Structure du commerce extérieur 244

Répartition géographique du commerce spécial 249

Balance commerciale 253

Balance des paiements 258

II. — UNION ÉCONOMIQUE BELGO-NÉERLANDO-LUXEMBOURGEOISE (BENELUX) 261

Grand-Duché du Luxembourg 263

Pays-Bas 266

Echanges commerciaux entre l'U.E.B.L. et les Pays-Bas 271

Répertoire des faits principaux 275

Liste des tableaux statistiques 307

Liste des graphiques 315

Liste des abréviations 317

Table des matières 319

PUBLICATIONS

I. — de la Direction générale des Etudes et la Documentation du Ministère des Affaires économiques et de l'Energie.

1. — *L'économie belge en 19...* Publication annuelle. Prix : 100,— F.
2. — *...Rapport relatif au problème des investissements.* Publication annuelle de 1949 à 1960.
3. — *Entreprises industrielles et commerciales en Belgique. Formalités à accomplir. Régime fiscal et social. Aide à la création et à l'expansion.* 7e édition, juillet 1963, 170 p. — Prix : 30,— F. — *Un addendum et corrigendum sur la période juillet 1963-juin 1964 est en préparation.*
4. — *Aperçu de l'évolution économique.* Publication mensuelle (bilingue).
5. — *L'organisation du Ministère des Affaires économiques et de l'Energie* (annexe annuelle à l'*Aperçu de l'évolution économique),* (bilingue).
6. — *Accroissements de la Bibliothèque centrale (Fonds Quetelet). Liste mensuelle* (bilingue). — Abonnement annuel pour la Belgique et le Grand-Duché de Luxembourg : 100,— F (autres pays : 150,— F) ; le numéro : 10,— F (autres pays : 15,— F).
7. — *Bibliothèque centrale Fonds Quetelet (du) Ministère des Affaires économiques. Règlement.* 15 + 15 p., (bilingue).
8. — *Budget économique de 1963. Communication au Parlement.* (Doc. parl., Chambre des Représentants, session 1961-1962, n° 441, 31 octobre 1962, 33 p.), (bilingue). La revision du budget économique de 1963 est jointe au rapport annuel présenté au Parlement sur l'exécution du programme d'expansion en 1962 (Doc. Parl., Chambre des Représentants, session 1962-1963, n° 598, 20 juin 1963, 55 p.), (bilingue).
9. — *Budget économique de 1964. Communication au Parlement.* (Doc Parl., Chambre des Représentants, session 1962-1963, n° 649, 7 novembre 1963, 52 p.), (bilingue). Le rapport sur l'évolution économique et sur l'exécution du programme d'expansion économique en 1963 ainsi que les prévisions pour l'année 1964 sont en préparation.

II. — du Bureau de Programmation économique.

Programme d'expansion économique 1962-1965. — Projet de loi portant approbation du premier programme d'expansion économique. (Doc. parl., Sénat de Belgique, session 1962-1963, n° 51, 13 décembre 1962, 216 p.), (bilingue). — Prix : 140,— F.

Ces publications (à l'exception du n° I, 8 et 9) sont en vente au Ministère des Affaires économiques et de l'Energie, Direction générale des Etudes et de la Documentation, 6, rue de l'Industrie, 4e étage, Bruxelles 4 (compte chèques postaux n° 2630.40), et peuvent être consultées à la Bibliothèque centrale (Fonds Quetelet) du même Département.

Les publications non bilingues sont aussi éditées en langue néerlandaise.